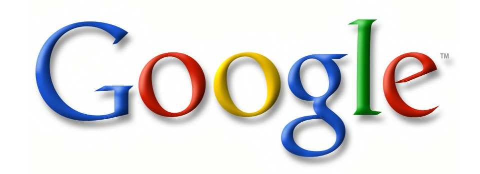
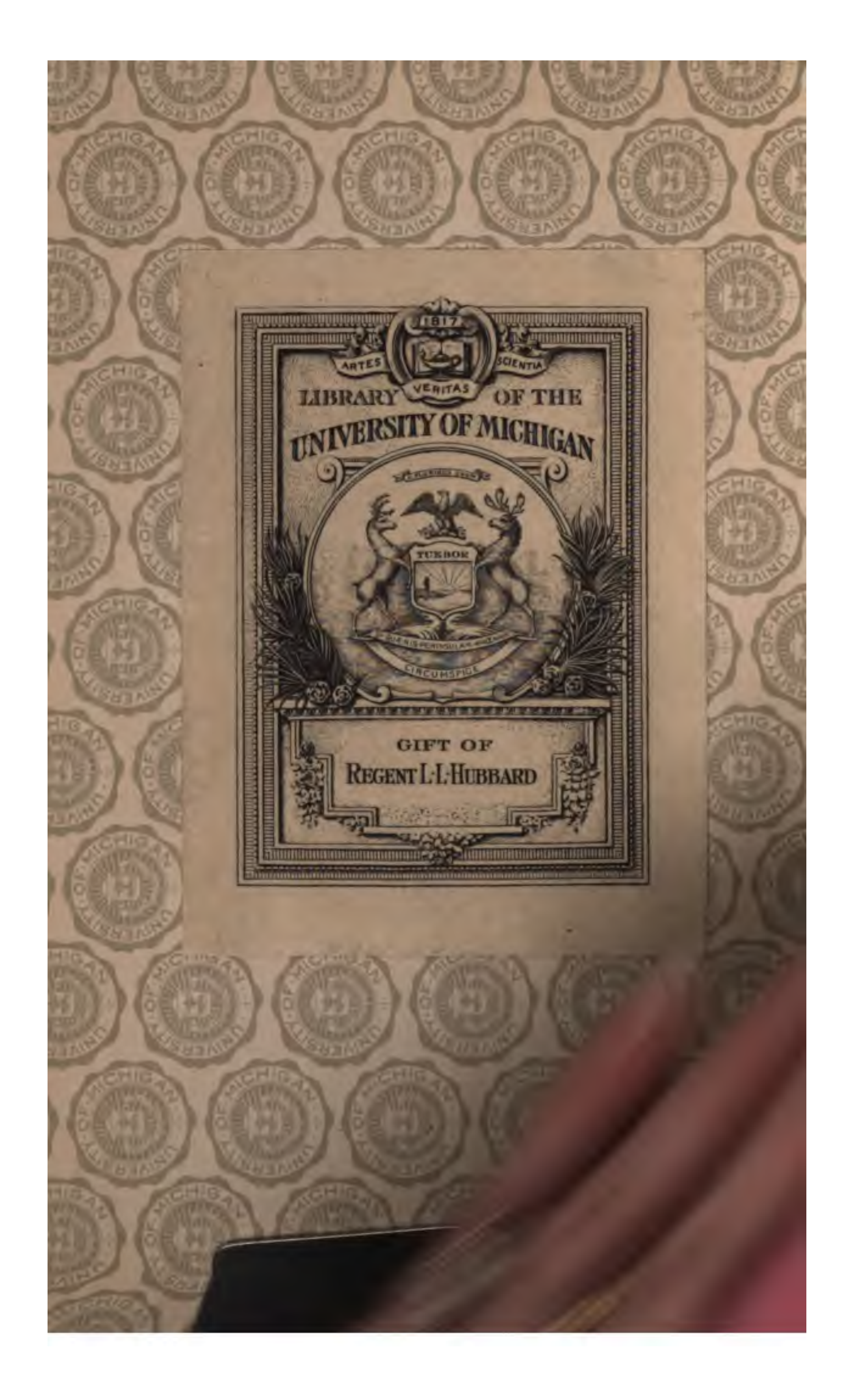
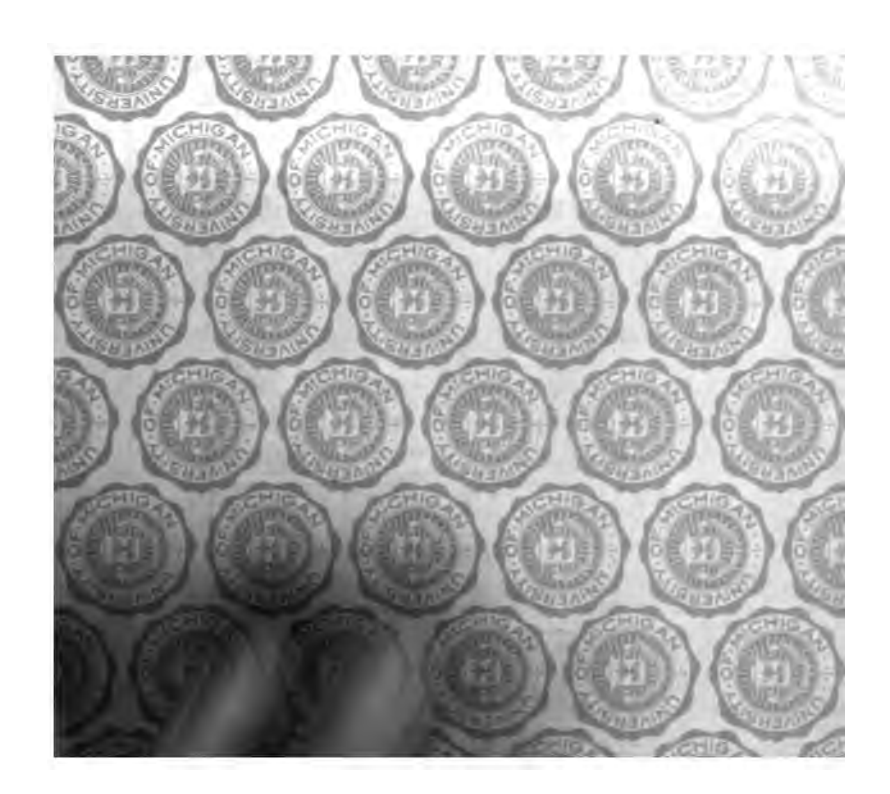







UNIVERSITY OF MICHIGAN

B. DUREAU

LES

ÉTATS-UNIS
EN 1850

NOTES ET SOUVENIRS

Go ahead !

PARIS

160, BOULEVARD DE MAGENTA, 160

1891

LES ÉTATS-UNIS

EN 1850

LES ÉTATS-UNIS

EN 1850

B. DUREAU

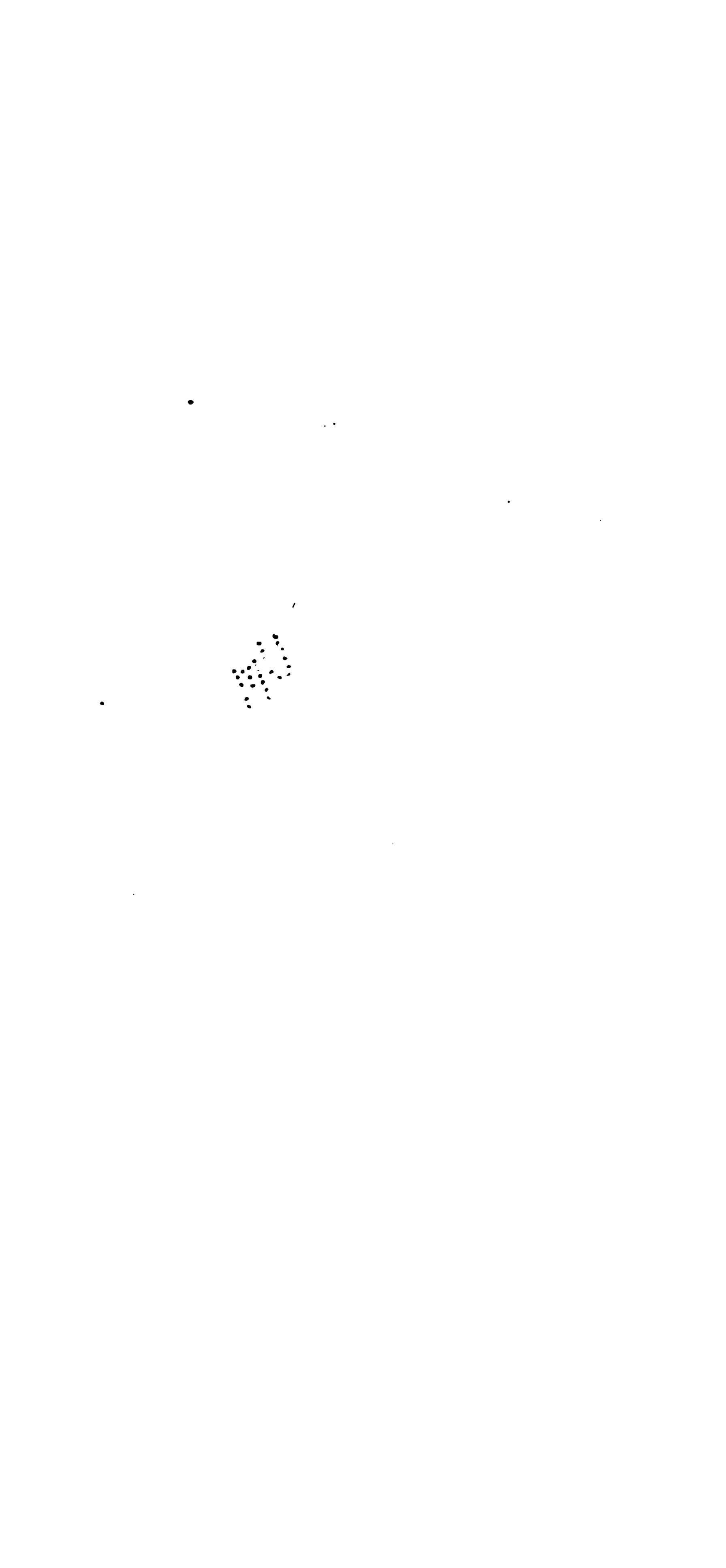
LES ÉTATS-UNIS EN 1850

NOTES ET SOUVENIRS

Go ahead !

PARIS
160, BOULEVARD DE MAGENTA, 160
CHEZ L'AUTEUR

1891



PRÉFACE

Ce n'est pas sans avoir beaucoup hésité que nous nous sommes décidé à mettre ce livre au jour et plus d'une fois, dans le cours de son impression, nous sommes-nous demandé si nous n'avions point trop présumé de l'intérêt qu'il pouvait présenter. Nous vivons en effet à une époque où le présent emporte rapidement le passé et où le « go ahead » américain, en avant ! est devenu la devise de tous les peuples civilisés. Mais si, pour employer la parole d'un grand philosophe, le présent est gros de l'avenir, le passé est fécond en enseignements et, au point de vue de l'étude des faits contemporains, ce n'est point perdre son temps que de le consulter.

Les Etats-Unis, a-t-on dit, n'ont point d'histoire ; cette histoire s'écrit tous les jours et elle est instructive au plus haut degré. De graves événements ont eu lieu dans ce pays depuis l'époque où nous l'avons quitté. Une guerre civile formidable a éclaté entre le Nord et le Sud et, pendant les cinq années qu'elle dura, le sang coula à flots. Cette lutte fratricide se termina par la victoire du Nord, et l'unité de la grande république américaine, sérieusement en péril pendant ce conflit sans précédent, fut maintenue.

L'esclavage, cause réelle de la guerre de sécession et dont les dangers apparaissaient si manifestement à tous les yeux, fut aboli ; battue

65 millions d'âmes, ne cesse de s'accroître et, dans le cours du siècle prochain, le rôle de cette vaste agglomération d'hommes, parlant la même langue et unie dans les mêmes idées, dépassera tout ce qu'on peut imaginer.

Nul pays n'a plus de chemins de fer, plus de télégraphes électriques, plus de moyens de communication que les Etats-Unis, rapprochés de l'Europe par la rapidité extraordinaire de la navigation et possédant, à l'intérieur, des facilités de transport qui augmentent chaque jour. Les Etats de l'Atlantique sont aujourd'hui reliés à ceux du Pacifique, dont ils étaient jadis séparés par des montagnes infranchissables ou de stériles déserts, et, partout, des villes puissantes naissent à l'envi ou se développent dans d'incroyables proportions.

C'est, par exemple, Chicago, nouvelle reine de l'Ouest, avec ses 29 lignes ferrées, ses maisons à 18 étages, ses rues de 38 kilomètres, ses importations de 300,000 porcs, 82,000 bœufs et 52,000 moutons par semaine, et sa population, de 30,000 âmes seulement en 1850, s'élevant à 1,200,000 en 1890 ; sa superficie, destinée à s'accroître, est déjà quatre fois celle de Paris. Le progrès des Etats n'a pas été moins grand que celui des villes et il suffit de citer la Californie, recherchée uniquement à l'origine pour ses mines d'or, et devenue par le travail un pays agricole par excellence : la terre du blé, de la vigne, des fruits, mûris par son climat délicieux. Aujourd'hui, nulle étoile ne brille d'un plus vif éclat sur le drapeau des Etats-Unis.

Les Etats-Unis, exclusivement préoccupés de la mise en œuvre de leurs immenses ressources naturelles et voués, par leur heureux isolement,

LES ÉTATS-UNIS

EN 1850

Voilà bientôt quarante ans que nous écrivions ces lignes ; depuis cette date, le travail qu'elles annoncent est resté inédit dans nos cartons, le temps dont nous disposions ayant été entièrement absorbé par des travaux nombreux d'un ordre absolument différent. Bien qu'elle n'ait plus qu'un intérêt rétrospectif, nous pensons cependant que le lecteur trouvera, dans cette œuvre de jeunesse, des indications utiles sur le passé et l'avenir des Etats-Unis.

B. DUREAU.

Paris, le 31 octobre 1890.





LES ÉTATS-UNIS

EN 1850

NOTES ET SOUVENIRS

LA SOLITUDE PRIMITIVE

Salut, terre d'Amérique; salut, vertes prairies ; salut, solitudes profondes, asile des déshérités de la fortune, espoir des populations surabondantes de l'ancien monde qui, avec le bien-être et la liberté, y trouvent un refuge assuré ; salut à la plus puissante nation civilisée que jamais éclaira le soleil !

La découverte de l'Amérique a été un des plus grands événements de l'histoire des temps modernes et l'influence que cet immense continent, encore vierge dans nombre de ses parties, doit exercer sur les rapports moraux et économiques des peuples commence à peine. Là reposent encore, dans leur fécondité latente, à l'ombre de la forêt primitive, de riantes et riches fermes, de vastes domaines où des populations, non encore appelées à la vie, se répandront un jour. Le nom seul du

Nouveau-Monde exerce sur notre esprit une attraction irrésistible que trois siècles n'ont pu ni atténuer ni épuiser, attraction à laquelle l'application de la vapeur à la navigation et aux transports terrestres a donné un nouvelle intensité.

Depuis le jour où Christophe Colomb planta le drapeau de sa patrie adoptive sur cette terre nouvelle, dont il ignorait encore les merveilles et l'étendue, des millions d'aventuriers et d'émigrants, venus de tous les points du monde, y ont cherché la fortune ou la tranquillité. Le génie de Watt et de Fulton a accéléré encore ce mouvement d'émigration vers l'Occident, et en ce moment 300,000 émigrants, Européens pour le plus grand nombre, apportent annuellement leurs pénates dans l'Amérique du Nord et s'y fixent définitivement. Depuis l'époque des grandes émigrations barbares et des croisades, il n'y a point d'exemple d'un tel déplacement de populations et l'accroissement rapide de la puissance matérielle et morale des Etats-Unis qui en est la conséquence est un fait unique dans l'histoire des peuples.

L'Amérique du Nord présente encore, sur nombre de points, le spectacle de grandeur sauvage qui frappa les premiers explorateurs et elle offre au voyageur un curieux mélange de nature et de civilisation. Ici la locomotive mugissante s'avance au milieu de forêts vierges, rencontrant un arbre tombé de vétusté couché comme un géant sur les rails. Plus loin, elle traverse des champs en pleine culture, des jardins, des vergers et s'arrête dans des villes jaillies spontanément de la forêt séculaire, villes qui comptent déjà autant d'habitants

que les plus anciennes cités européennes. Souvent elle stationne, pour prendre du bois et faire de l'eau, non loin du wiggam de quelque pauvre indien, débris dégénéré des anciennes tribus d'hommes rouges, premiers possesseurs des territoires immenses que traversent maintenant en tous sens les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les canaux, les fils électriques, signes caractéristiques du nombre et de la puissance des nouveaux propriétaires du sol.

Lorsque, après avoir traversé l'océan et sortant de ces champs si bien cultivés du vieux monde, on entre pour la première fois dans la forêt primitive, on est frappé d'étonnement à la vue de ces arbres immenses, dont quelques-uns atteignent cent mètres de hauteur, et de ces lianes nombreuses s'élançant capricieusement du chêne vert sur le magnolia aux larges fleurs, de l'érable au jus sucré sur le cèdre aux majestueux rameaux et formant, partout, un épais réseau que la hache du pionnier peut seule entamer. Des berceaux épais de vignes sauvages ou spontanées semblent, par leur multiplicité et leurs dimensions, inviter l'industrie humaine et appeler la vigne acclimatée et perfectionnée, celle des riants coteaux des bords de la Loire et du Rhin, celle des plaines de la Côte-d'Or et du Médoc, celle qui fournit le vin et qui, dans un temps donné, ajoutera aux productions agricoles déjà si nombreuses de l'Amérique une production nouvelle. Ces débris de feuilles sèches, de troncs morts, de branches desséchées, où un nombre considérable de générations d'arbres se sont accumulées, ont préparé au laboureur un champ dont la

fertilité semble inépuisable. Et lorsque, dans cette solitude profonde, loin de tout bruit humain et des agitations de la vie civilisée, vous entendez ces mille bruits d'un monde d'oiseaux, de bêtes fauves, d'insectes, d'animaux de toute sorte, on ne peut se défendre d'une sorte de terreur religieuse et on remercie instinctivement le grand créateur de toutes choses d'avoir, dans sa sagesse profonde, préparé de si magnifiques demeures, à peine inaugurées, aux générations humaines à venir.

En présence de ce spectacle grandiose, célébré avec une si grande vérité par Fénimore Cooper, plus vrai et plus sincère que Chateaubriand, grand poète mais médiocre historien, on se demande si le mocassin de l'homme rouge a toujours foulé le sol vierge de l'Amérique et si une civilisation quelconque, aujourd'hui disparue, n'en a point, en des temps reculés, troublé la solitude. Un examen approfondi fait connaître que le Nouveau-Monde, dans l'Amérique du Nord, de même que dans l'Amérique du Sud, ne mérite point précisément ce nom, tant au point de vue géologique que sous celui de la civilisation. La vallée du Mississipi, que nous avons surtout en vue, n'est point en effet de formation récente ; le soleil qui éclairait l'Egypte, la Grèce et Rome, lui prodiguait ses rayons, et son antiquité remonte bien au delà des annales de l'histoire humaine. Le célèbre philosophe et voyageur Volney, en parlant des Américains, faisait remarquer l'erreur assez plaisante des écrivains qui nomment peuple neuf et vierge une réunion d'habitants originaires de la vieille Europe, Espagnols, Français, Hollandais, Alle-

mands et Anglais. L'Amérique, en tant que territoire, fut l'objet de la même méprise, jusqu'à ce que des preuves indéniables, se révélant à l'examen des savants, démontrèrent à l'évidence que cette terre, prétendue neuve et vierge, avait été, elle aussi, bouleversée par des cataclysmes, troublée par des révolutions et foulée par plusieurs races d'hommes venues peut-être du vieux monde, races ayant vécu pour disparaître avant l'arrivée des Européens. C'est bien ici le cas de dire avec l'Ecclésiaste : Qu'y a-t-il de nouveau sous le soleil ?

La trace des fleurs et des feuilles de l'arbre à pain, du bambou, de la fougère, se trouve sur les houilles fossiles de l'Amérique du Nord et il n'est pas rare de rencontrer, dans les couches profondes du sol, des débris de plantes et d'animaux des tropiques. En construisant les chemins de fer et les canaux, on trouve partout des fossiles antédiluviens, des dents molaires de la grosseur d'une tête d'homme et des défenses de quatre à cinq mètres de longueur qui sont exposées dans les musées de l'Ouest et du Nord. On a trouvé, sur les bords d'un des affluents de l'Ohio, des masses énormes d'ossements de mastodontes que les Indiens appellent le *Gros Bison*. Leurs traditions sur cet animal antédiluvien sont tout à fait incohérentes ; ils le représentent comme détruisant l'ours, le chevreuil, l'élan et le bison ordinaire que le Grand Esprit a fait pour l'usage des Indiens. La destruction rapide de ces animaux attira la colère du Grand Esprit ; il descendit sur une haute montagne, où l'on peut voir encore l'empreinte de ses pieds, et là, armé de sa foudre, il en fit une destruction

terrible. Mais ces débris fossiles, qu'on retrouve en quantité plus ou moins grande sur presque tous les points du globe, ne sont pas ce qu'il y a de plus intéressant dans l'Amérique du Nord ; ce qui excite notre surprise au plus haut degré, c'est la présence de l'homme, à une époque si reculée qu'il n'en subsiste pas la moindre tradition.

On a rencontré, en effet, des murs, des puits, des médailles, des instruments de travail en fer et en cuivre à une profondeur considérable au-dessous du sol végétal, sol que la main de l'homme n'a pu remuer depuis de longs siècles et sur lequel existaient des arbres de plus de cinq cents années d'existence. En creusant le canal de Louisville, sur les bords de l'Ohio, on a trouvé, dans le sol d'alluvion et immédiatement au-dessus d'un lit de pierre calcaire, situé à 6 mètres au-dessous du sol actuel, les briques d'un foyer et les vestiges d'une station préhistorique, ainsi que des squelettes d'hommes en grand nombre. Des idoles en pierre dont quelques-unes indiquent un art assez avancé, des vases en terre cuite, des ustensiles culinaires, se rencontrent en très grand nombre dans les forêts et les prairies de l'Ouest. Mais l'Américain ne s'arrête pas à ces débris d'un autre âge et, peu sentimental, il relègue ces antiquités vénérables dans ses musées.

Sur le penchant d'une des montagnes du Tennessee, on trouve, paraît-il, des traces mystérieuses empreintes sur le roc calcaire ; ce sont, dit-on, des pieds d'hommes et de chevaux, en si grande quantité qu'ils indiquent, d'une manière certaine, le passage d'une armée ou d'une réunion d'hom-

mes considérable. Des caractères inconnus sont gravés sur le flanc de hautes collines, et en Floride, il existe encore des allées de chênes verts dont la régularité atteste la main de l'homme. Dans l'ouest du même Etat, on découvrit avec surprise les traces d'une grande route sur une longueur de plus de quinze lieues, dans la direction de la rivière Oklokoney, route qui, par une singulière coïncidence, est devenue depuis un sentier indien. Antiquités, légendes, rien ne manque, on le voit, au Nouveau-Monde.

Nous ne multiplierons pas davantage ces faits, du domaine de l'archéologie ou de l'histoire, et qui sont beaucoup plus connus du monde savant européen que des Américains eux-mêmes. Leur tempérament flegmatique et pratique, préoccupé avant tout des intérêts matériels du présent, s'émeut médiocrement de ces témoignages curieux du passé qui, chez nous, transporteraient d'allégresse un véritable antiquaire. Ce qui nous a semblé le plus intéressant, ce sont des instruments et des armes en cuivre rouge, des bracelets de femme, des colliers, des perles du même métal, et jusqu'à des petites feuilles de cuivre travaillées au marteau. Ces objets, rencontrés dans des amas de terre ou tumuli, se trouvent sur presque tous les points de la région de l'Ouest, dans les forêts et dans les plaines, mais particulièrement sur le bord des rivières. Cincinnati a été bâtie sur l'emplacement même de plusieurs de ces tumuli et Saint-Louis en comptait un grand nombre dans son voisinage. Quelle en est l'origine ? Forts, tombeaux ou monuments ? On ne sait. Quoiqu'ils prou-

vent peu d'art de la part de ceux qui les ont construits, ils portent cependant la trace d'un immense travail et un grand nombre de ces amas de terre affectent des formes régulières. On se perd en conjectures sur la date de leur érection et sur leur origine. On les trouve, généralement, dans des lieux où sont aujourd'hui des villes florissantes et dans tous les endroits où la nouvelle race est venue s'établir. Ils sont fréquemment près de riches terrains d'alluvion, au bord de riantes rivières, à côté des meilleurs atterrages et dans les endroits où le poisson et le gibier abondent.

Ce n'est que depuis quelques années que l'on commence à exploiter les riches mines de cuivre du lac Supérieur ; mais les travaux des missionnaires français avaient néanmoins fait connaître leur richesse au temps, déjà lointain, où elles appartenaient à la France. On y a découvert les traces d'une exploitation ancienne sur une longueur d'environ 130 lieues, dans le sens du littoral de l'ouest, et si l'on en juge par les travaux qui subsistent, l'exploitation de ces mines remonterait au moins à deux mille ans. Il y a tout lieu de croire que ces mines ont fourni la matière première des nombreux objets en cuivre rouge que l'on rencontre en si grande quantité dans les amas de terre dont nous parlons et qui sont dispersés sur tous les points de l'Amérique.

L'Amérique du Nord n'est donc point, dans le sens exact du mot, un Nouveau-Monde, et cette magnifique vallée du Mississipi, sa grande et glorieuse artère, a non seulement éprouvé des cataclysmes analogues à ceux qui ont bouleversé le

vieux monde, mais elle a été aussi le théâtre de grands événements historiques. La mort y a fauché de nombreuses générations humaines et cette terre de forêts silencieuses et de riantes prairies contient les ossements de races d'hommes inconnues, couchées depuis des siècles sous le sol fertile que remue aujourd'hui la charrue. Il ne reste de ces races aucune trace vivante et la tradition n'a rien à répondre quand on l'interroge sur ce point. Une autre race, bien affaiblie, dispute encore la possession de cette terre aux nouveaux envahisseurs, mais elle s'éteindra à son tour dans cette redoutable compétition où la victoire appartient au plus civilisé et au plus fort. A la place de cette forêt immense, qui couvre de ses ombres épaisses la plus grande partie des Etats-Unis, il y avait sans doute de grandes cités et des champs fertiles. La forêt a grandi sur les tombeaux, l'herbe a poussé sur les ruines et cette terre vierge a eu, elle aussi, son baptême de sang et de larmes.

LES INDIENS

La découverte de l'Amérique a été, pour la puissance maritime de l'Europe, le commencement d'une ère nouvelle et nous avons vu tour à tour les Portugais, les Espagnols, les Hollandais, les Suédois, les Russes, les Anglais, les Français fonder des établissements plus ou moins considérables sur cette terre nouvelle. La densité de la population en Europe rendrait les grandes conquêtes territoriales impossibles, si le degré de civilisation ou de liberté auxquelles elles sont arrivées n'en était le plus grand obstacle. L'ambition des grandes puissances, à la recherche d'un dérivatif nécessaire, s'est donc tournée vers un autre hémisphère, et une révolution territoriale, qui se continue encore, s'y est opérée dans l'espace de quelques siècles. On se demande d'ailleurs ce que deviendrait l'Europe avec sa population surabondante si les vastes champs du Nouveau-Monde ne lui étaient ouverts.

Lorsque les Européens explorèrent pour la première fois l'Amérique du Nord, ils trouvèrent les Indiens répandus sur toute sa surface, depuis le Canada jusqu'à la Floride, depuis l'embouchure de la Columbia jusqu'aux bouches du Mississipi. Qui étaient-ils? D'où venaient-ils? Quelle était leur origine? Questions sur lesquelles les savants n'ont pu encore se mettre d'accord et dont la solution

n'intéresse que médiocrement l'humanité. Qu'ils descendent d'une souche commune, qu'ils viennent des Esquimaux, des Tartares, ou qu'ils soient d'origine sémitique comme on l'a prétendu ; qu'ils soient venus du vieux monde ou qu'ils soient aborigènes, cela importe fort peu au philosophe. Ils étaient nos semblables, ils possédaient les sens et les facultés qui distinguent l'homme des autres animaux, ils étaient nos frères. Toute la question consiste à savoir s'ils étaient ou s'ils devaient rester les ennemis de notre civilisation, de nos idées, de nos coutumes et si, dès lors, la barrière de leurs forêts devait s'interposer éternellement entre eux et les Européens.

Il y a, dans la salle du Congrès des Etats-Unis, un bas-relief représentant l'arrivée des premiers émigrants anglais (*the first landing of the Pilgrims*) sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre ; les émigrants reçoivent, de la main des Indiens, un épi de maïs en signe de bienvenue. Ce tableau, hautement symbolique, devrait être constamment sous les yeux des Américains, leur rappelant la manière dont leurs pères furent accueillis par cette race infortunée dont ils semblent avoir juré la destruction totale. Partout, cependant, les Européens reçurent des peuplades indiennes l'hospitalité la plus généreuse et ne vécurent, pendant les premiers temps de l'occupation, que de dons volontaires de la part des tribus d'hommes rouges. L'Amérique du Nord n'était alors qu'une forêt sans limites, où l'Indien, sur les quelques parcelles qu'il avait défrichées, cultivait du maïs pour son propre usage et qui était loin d'offrir les ressources agricoles que

les Espagnols trouvèrent dans les provinces plus civilisées du Pérou et du Mexique. Néanmoins, les Indiens purent longtemps suppléer aux besoins des premiers établissements Européens et la colonie de Jamestown recevait chaque jour des quartiers de chevreuil, des lièvres, des lapins, du poisson et, fréquemment, des pastèques, des noix, des concombres, des pois et différentes espèces de racines.

Le capitaine Amidas et sept autres des premiers aventuriers qui débarquèrent en Virginie visitèrent un jour l'île de Roanoake, dans la baie de la Cheseapeake, si renommée aujourd'hui par ses richesses. Ils rencontrèrent dans cette île la famille d'un chef indien, du nom de Granganemeo, vivant dans l'abondance et le confort, dans un petit village composé de neuf maisons. Le chef était absent, mais la femme était là et, bien qu'elle n'eût jamais vu de blancs, elle les reçut avec urbanité et une bonté touchante. Elle envoya immédiatement quelques-uns de ses gens tirer leur chaloupe à bord, afin de l'empêcher d'être brisée par le mouvement des vagues. Mais comme l'atterrage était mauvais et que la barque ne pouvait approcher suffisamment de la terre, elle fit signe à plusieurs Indiens de transporter les Anglais sur leur dos et à d'autres de se charger des rames et de les rentrer dans sa propre maison. Arrivés là, elle s'occupa de nettoyer leurs vêtements et leur lava les pieds avec de l'eau chaude. Quand le dîner fut prêt, elle les conduisit dans la pièce principale, car il y avait cinq chambres dans la maison ; ils y trouvèrent un mets indien composé de maïs, soigneusement broyé, tamisé et bouilli

ensuite, puis de la venaison bouillie, du poisson rôti et, comme dessert, des melons, d'excellentes racines bouillies, et des fruits de différentes espèces. Pendant qu'ils se livraient à leur repas, deux ou trois indiens armés de leurs arcs, ignorant la présence des étrangers, entrèrent à l'improviste. Les Anglais, effrayés, prirent leurs armes ; mais la femme du chef, s'apercevant de leur inquiétude, fit briser les arcs et les flèches et ordonna aux guerriers indiens de sortir. Le soir, les Anglais n'osant s'exposer à passer la nuit à terre, retournèrent à leur chaloupe et poussèrent au large, à une certaine distance du bord. Ce que voyant, la femme du chef devint très inquiète et chagrine et leur apporta nonobstant leur souper qu'elle déposa dans des vases d'argile, le laissant à leur disposition sur le rivage. S'apercevant enfin de la frayeur de ses hôtes, elle ordonna, pour les rassurer, à quelques hommes et à trente femmes de rester toute la nuit sur le bord du rivage, leur tenir compagnie et d'établir pour ses hôtes sept tentes, afin de les préserver des intempéries de la saison. Tel est l'accueil que reçurent les premiers explorateurs qui débarquèrent dans cette belle partie de l'Amérique appelée depuis la Virginie. Si ce sont là des actions de sauvage, nous demanderons humblement ce qu'on appelle civilisation. Nous ajouterons que ce n'est point un fait isolé ; nous le prenons entre mille semblables, que l'on trouve consignés dans les récits des premiers temps de la colonisation.

La colonie de Jamestown dépendait à ce point de la générosité indienne que, après le départ du

capitaine John Smith pour l'Angleterre, elle fut réduite de 600 individus à 60, attendu que les Indiens, par suite de nouvelles discussions entre eux et les Anglais, avaient cessé l'envoi des vivres. La plupart des malheureux colons, livrés sur cette terre sauvage à leurs propres ressources, périrent par la famine et ceux qui survécurent ne se nourrissaient que d'herbes et de racines. Ils allèrent jusqu'à manger la peau de leurs chevaux et à déterrer un Indien mort depuis quelques jours pour se partager son cadavre. Enfin, un de ces malheureux tua sa propre femme et la conserva dans du sel comme ressource suprême. Qui pourrait, au milieu de l'abondance actuelle, se douter des misères et des privations supportées par les premiers colons de l'Amérique du Nord ?

Les Puritains qui débarquèrent à Plymouth ne furent pas moins bien reçus par les Indiens que les aventuriers des autres parties de l'Amérique. Ils les régalèrent de venaison, de maïs, de poisson et entrèrent promptement en relation de commerce avec eux ; car si l'échange, dans son expression la plus complète, se trouve au sommet de la civilisation, l'échange, sous une forme rudimentaire, se trouve aussi à la naissance des sociétés. Mais la bonne harmonie ne régna pas longtemps entre les Indiens et les pieux pèlerins qui étaient venus en Amérique y chercher la liberté de conscience et ceux-ci se montrèrent les plus intolérants des hommes. Ils exerçaient des déprédations continuelles sur les champs des Indiens, convoitaient leurs terres et ne respectaient même pas leurs tombes, qui sont le passé, la

tradition, l'histoire tout entière de la race indienne.

Un jour, un des membres de la communauté puritaine — nous disons communauté parce que, à cette époque, les Puritains avaient tout mis en commun, travaillaient en commun, récoltaient en commun, consommaient en commun, et faisaient, en quelque sorte, essai du communisme. — Un jour, un des membres de la communauté, errant dans les bois à la découverte rencontra un tombeau indien qui se trouva être celui de la mère de Chikataubat, chef de la tribu voisine. Deux peaux d'ours, cousues ensemble, étaient étendues au-dessus du corps pour l'abriter. Le Puritain, peu touché de cette simplicité primitive et bien que sachant parfaitement que c'était une sépulture, s'empara nonobstant des peaux et les porta à Plymouth. Mais le chef indien en fut informé, il fit connaître cet outrage à son peuple et demanda une vengeance immédiate. Lorsque les Indiens furent assemblés, il leur parla ainsi : « Les derniers glorieux rayons du soleil couchant avaient disparu sous la terre ; les oiseaux commençaient à cesser leurs chants et, étendu dans ma cabane, je me livrais à mon repos accoutumé, quand j'eus, avant que mes paupières fussent tout à fait closes, une vision qui me fit tressaillir. Tremblant devant cette image lugubre, j'entendis l'esprit s'écrier : « Considères, ô mon fils que j'ai tant chéri, considères ce sein qui t'a allaité, ces bras qui t'ont réchauffé, ces mains qui ont préparé ta nourriture. A cette vue, peux-tu oublier de te venger de ce peuple barbare qui a outragé une sépulture et

montré ainsi le mépris de nos souvenirs et de nos coutumes. Ta mère se plaint, elle implore ton aide contre ce peuple pillard et impie, et si tant d'injures restent impunies, je chercherai en vain le repos dans ma dernière demeure. »

Mais la violation des tombes n'était pas le seul outrage dont les Indiens eussent à se plaindre. L'appât du lucre, l'amour du sol, la convoitise de la propriété alluma les guerres les plus sanglantes. Quand un Indien tuait un Anglais, après l'avoir scalpé, il lui remplissait fréquemment la bouche de terre. Ironie terrible et qui peint bien la nature de la lutte entre les deux races. De leur côté, les Puritains exerçaient d'odieuses représailles. Ils donnèrent jusqu'à 30 shillings de récompense par tête d'Indien et, comme si cela ne suffisait pas à leur rage de persécution, ils en firent de sanglants trophées. La tête du chef Philippe fut exposée pendant vingt années sur un gibet de Plymouth ; la sépulture fut refusée à son corps mutilé, on le coupa par quartiers, et il fut pendu aux arbres, afin d'inspirer aux Peaux-Rouges une terreur salutaire. Remarquons, en passant, que les Puritains avaient, au plus haut degré, cet orgueil de race qui est le caractère distinctif des Anglo-Saxons. L'Indien, à leurs yeux, était un être d'une espèce inférieure, à peine *to be human*. Dans leur langage biblique, ils appelaient ces infortunés des chiens, des loups, des démons, des diables incarnés, des monstres de l'enfer, des bêtes, etc. Un jour, quelques marins anglais renversèrent un canot dans lequel se trouvait la femme d'un chef Indien et son enfant, afin de s'assurer

si les jeunes Indiens pouvaient, ainsi qu'on le disait, nager naturellement comme les animaux. Ce fut la première cause de la guerre que les Indiens firent aux Anglais en 1675.

Nous avons compulsé les annales de ces luttes sanglantes qui désolèrent si longtemps les champs du Nouveau-Monde ; nous avons puisé des faits aux meilleures sources et acquis ainsi la conviction que les premiers torts furent du côté des Anglais. Ils ont toujours été les agresseurs. Leur mépris pour les usages indiens, leur rapacité mercantile, leur âpre amour de la terre, leurs préjugés de race, sont les véritables causes de cette guerre d'extermination qui, par les mêmes causes, se continue encore au delà du Mississipi, cette fois avec d'autres armes et d'autres moyens que la politique de conservation américaine peut justifier, mais que les principes de l'humanité réprouvent et condamnent.

Les Français, pendant ce temps, ne restaient pas inactifs, et les brillants résultats obtenus dans l'Amérique du Nord, durant la courte période de notre domination, prouve que nous possédons, nous aussi, l'aptitude de la colonisation au plus haut degré. Cette aptitude, toutefois, nous est refusée par nos rivaux et il n'est pas rare d'entendre dire aux Etats-Unis, en Angleterre et en France même : Les Français ne savent pas coloniser. Si par colonisation on entend la destruction d'une race au profit d'une autre et la confiscation absolue du sol, certes nous ne savons pas coloniser et nous devons nous en enorgueillir. Mais le succès de nos rivaux n'a pas été tout bénéfice pour eux et, sur

cette terre même où il a été versé, le sang innocent a trouvé des vengeurs. La destruction de la race insulaire, en privant les Américains des services qu'elle pouvait leur rendre, leur a causé de grands embarras, comme, par exemple, l'introduction de la race africaine esclave, qui trouve aujourd'hui contre elle les mêmes haines, les mêmes préjugés que les Indiens ont rencontré autrefois. La France, au contraire, a toujours cherché à s'assimiler les races barbares, non à les détruire, et il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de ses anciennes colonies pour se convaincre combien cette politique était sage et conforme à ses véritables intérêts. Si nous avons échoué, ce n'est point que le génie de la colonisation nous ait manqué ; c'est bien plutôt la faute de nos institutions et de notre état politique arriéré à une époque où l'Angleterre, jouissant déjà d'institutions libres, se livrait tout entière à son génie mercantile et jetait les semences de sa race sur tous les points du globe. C'est ainsi que nos efforts ont été vains et que, sous la pression de notre puissante rivale et de ses descendants, nous avons été forcés d'abandonner ou de céder toutes nos possessions de l'Amérique du Nord. Il y a tout lieu de croire que si la France contemporaine, envoyant le trop plein, hélas! bien faible, de sa population dans des contrées où elle pût conserver sa langue, son génie propre, son esprit de nationalité, elle n'y fit, sous un régime de liberté semblable à celui qui règne aux Etats-Unis, les plus grands progrès. Nous avons vu, en Amérique, un grand nombre d'émigrants de la Franche-Comté, de la Lorraine et de diverses au-

tres provinces françaises et nous n'avons jamais remarqué qu'ils fussent inférieurs en industrie et en activité à la population allemande ou anglo-saxonne. Ils sont tous d'excellents fermiers, d'habiles commerçants, de courageux ouvriers. La France, qui ne possède que des colonies soumises aux règles étroites de son administration formaliste et qui se préoccupe davantage de ses fonctionnaires ou de ses soldats que de ses colons civils, perd en eux chaque année des éléments précieux d'expansion au dehors. L'étranger en profite, car tous ou presque tous les émigrants dont nous parlons deviennent citoyens américains et se fixent à demeure aux Etats-Unis.

Peu de temps après la découverte du Canada par les Portugais, les Français commencèrent à tourner leurs regards vers ce point, et ce sont eux, qui les premiers, s'établirent sur les bords du fleuve Saint-Laurent. Jacques Cartier, un marin de Saint-Malo, pénétra, avec trois navires et un grand nombre de jeunes aventuriers de distinction, jusqu'à cent lieues de son embouchure. Il fit des explorations dans l'intérieur des terres, se lia avec un grand nombre de tribus indiennes et décida un de leurs chefs à venir avec lui en France. Mais comme le but de cette expédition était la recherche de l'or et qu'ils n'en trouvèrent point ou fort peu, ils ne formèrent pas d'établissement permanent et le pays fut abandonné par eux.

Une autre expédition, forte de cinq bâtiments, fut de nouveau entreprise avec plus de succès. Un fort fut construit à peu de distance de l'endroit où est Québec. Les colons y passèrent l'hiver et souffri-

rent beaucoup de sa rigueur. Malgré cela, le noyau de la colonie était formé et les établissements français prirent de la consistance. En 1628, la colonie fut livrée aux Anglais, mais rendue à la France peu de temps après, elle continua de prospérer. Dès la première période de la fondation de Montréal et de Québec, les Français montrèrent une grande facilité à s'assimiler les Indiens et une aptitude égale pour leurs occupations favorites. Ils devinrent d'habiles et intrépides coureurs de bois et ne furent pas longtemps à acquérir l'étonnante faculté des Indiens à se reconnaître toujours dans leurs longues excursions à travers les forêts, le long des rivières et au milieu des lacs, à la recherche du gibier, du poisson et des fourrures. La plupart de ces coureurs de bois ayant été soldats, s'identifièrent si bien à cette existence nomade et vagabonde, qu'ils devinrent meilleurs trappeurs et chasseurs plus experts que les Indiens eux-mêmes. C'est ainsi que, par habitude et par tempérament, les premiers Canadiens devinrent une grande communauté de chasseurs et de marchands de fourrures. Aujourd'hui même, bien que la physionomie du vieux Canada soit singulièrement changée et que l'emploi de la vapeur dans la navigation des lacs et des rivières ait apporté des modifications profondes dans les habitudes, on trouve encore des spécimens curieux de ces mœurs d'autrefois en la personne des chasseurs des grandes prairies de l'Ouest. La plupart des engagés des compagnies de fourrures sont des métis canadiens ou d'origine française et notre vieux langage du XVII[e] siècle, mêlé d'un jargon anglais et indien et de nombreux termes empruntés

aux soldats et aux marins, se parle encore depuis l'embouchure du Missouri jusqu'au delà des Montagnes-Rocheuses avec un accent qui rappelle particulièrement celui des paysans de l'ouest de la France.

L'histoire des premiers établissements anglais dans le Nouveau-Monde n'est qu'un long drame, gros de triomphes et de défaites, d'incendies et d'assassinats, où la carabine et le tomahawk jouent le principal rôle. L'histoire des établissements français forme, au contraire, un contraste frappant d'aventures romanesques et de courses aventureuses dans les bois. Partout les Français vivent avec les Indiens dans la paix la plus profonde, et s'il y a du sang de versé de part et d'autre, cela est le fait des collisions personnelles assez rares. A l'exception des luttes armées qui ont eu lieu au Canada et dans l'Ouest entre la nation anglaise et la nation française, luttes dans lesquelles les Indiens étaient forcés de jouer un rôle en qualité d'auxiliaires ou d'alliés, on ne trouve, dans l'histoire de notre colonisation, aucune guerre d'extermination, si ce n'est celle qui finit par la destruction presque entière de la tribu des Natchez. Les poètes, et il s'en trouvera un jour pour célébrer les premiers temps de nos colonies, ne chanteront ni guerres, ni assassinats, ni spoliations, mais ils parleront, en prose ou en vers, d'un peuple aventureux, insouciant, sympathique, amusant les Indiens par sa gaîté, ses chants et sa belle humeur.

Les Français fixaient leurs villages à l'ombre des forêts, au milieu des prairies fertiles, sur le

bord des ruisseaux, des lacs ou des rivières, selon qu'il convenait à leur fantaisie. Sans ambition personnelle pour la plupart, ils cultivaient un champ de médiocre étendue, embellissaient leurs demeures de fleurs et d'arbres à fruits et charmaient leurs loisirs par la chasse, la danse et la musique. Les maisons, comme dans nos vieilles villes du moyen-âge, se touchaient pour qu'on pût se voir, se parler et s'entendre aisément à toute heure. Les Indiens hantaient continuellement leurs villages, entraient dans leurs maisons comme dans leurs propres cabanes, et vivaient avec les colons français sur le pied de la plus grande familiarité. Des alliances temporaires, et fréquemment des mariages réguliers, se faisaient avec les jeunes Indiennes, lesquelles sont des femmes courageuses, de bonnes mères et de tendres épouses.

Les Anglais et les Américains prétendent que ces alliances étaient le signe de notre infériorité, qu'en vivant avec les sauvages, nous sommes devenus sauvages nous-mêmes, enfin, que nous aurions fini par perdre ainsi toute notre identité. Mais quel autre moyen possédions-nous pour civiliser la race indienne et nous l'assimiler graduellement ? Pour élever les Indiens jusqu'à nous, il fallait descendre jusqu'à eux et répondre à la noble confiance qu'ils nous témoignaient en nous recevant comme des frères. Lorsque la colonie du Canada fut, par la défaite de nos armées, cédée à l'Angleterre, les pauvres Hurons ne purent, avec leurs hautains dominateurs à barbe blonde, se permettre ces familiarités auxquelles les Français les

avaient habitués et, lorsqu'ils entraient dans la maison d'un anglais, ils en étaient souvent chassés à coups de bâton ou de fouet. C'est alors qu'ils ont pu faire la différence entre le caractère des deux peuples rivaux et qu'ils nous ont voué un attachement inaltérable et traditionnel. Les couleurs de la France ne brillent plus sous le soleil éclatant de l'Amérique, les chants joyeux de ses enfants ne retentissent plus, hélas ! dans ses vastes prairies et ses forêts profondes. Mais tant que la race indienne vivra, elle conservera un bon souvenir de notre race, elle aimera à entendre notre langue et nos chants. Aujourd'hui encore, le meilleur passeport, dans les tribus vagabondes de l'Ouest, est la langue française. Les agents du gouvernement canadien sont souvent obligés de s'en servir quand ils veulent conclure un traité, et plus d'un anglo-américain, dans un moment de danger, serait heureux de pouvoir dire : Je suis français, épargne-moi, mon frère !

Voilà des faits qui prouvent que les Indiens sont susceptibles de sympathie, d'attachement et de reconnaissance au même degré que les Européens, et que l'épithète de sauvage, qui leur est si généralement donnée pour les désigner, n'exprime nullement leur condition morale ni même la condition sociale dans laquelle on les a trouvés. Qu'est-ce qu'un sauvage, en définitive ? Est-ce un homme qui, ignorant encore la force et l'avantage de l'association, vit par petits groupes, ne connaissant de loi que la loi de sa tribu et considérant comme ennemi tout homme qui ne parle point sa

2

langue ? Tels étaient les Indiens de l'Amérique du Nord. Mais à ce compte, nous avons tous été sauvages, car tels furent tous les peuples de l'Europe. En comparant les habitudes des anciens Grecs et des premiers Romains à celle des Indiens, on ne trouve pas entre eux une bien grande différence. Lisez la description des Germains de Tacite, quelle différence y a-t-il entre ces farouches habitants des bords du Rhin et des Hurons ou des Algonquins, et quelle pouvait bien être la civilisation des Gaules avant l'invasion des Romains ? Macaulay, l'historien anglais, ne dit-il pas formellement que les habitants de l'Angleterre étaient, au moment où ils furent connus des navigateurs Tyriens, peu supérieurs aux natifs des îles Sandwich ? Les descendants des Teutons, qui sont aujourd'hui si fiers de leur civilisation et si orgueilleux de leur race, ont-ils donc oublié que, eux aussi, à une époque plus ou moins éloignée, étaient des sauvages ? Si les Romains, à qui les Anglo-Saxons se comparent volontiers pour la puissance et l'étendue des possessions dans le monde, qu'ils couvrent de leur race prolifique et envahissante, eussent suivi la politique égoïste de l'Angleterre et des Etats-Unis vis-à-vis des peuples barbares, ils auraient exterminé plus de la moitié du genre humain. De leur temps, en effet, la moitié de l'Europe n'était pas plus avancée en civilisation que l'Amérique du Nord à l'époque de sa découverte, et sans remonter à une époque si éloignée, la France elle-même, dans les jours sombres de son histoire, n'a-t-elle pas vu des hordes barbares envahir ses campagnes et anéantir pour ainsi dire

sa civilisation ? Nous sommes tous issus de la barbarie, la barbarie nous touche encore et, peut-être, n'est-il point nécessaire d'aller dans le Nouveau-Monde pour la découvrir.

On croit généralement que les Indiens ne cultivaient point la terre ; c'est là encore une erreur. Sans doute ils n'avaient pas de grandes cultures, mais tous avaient des champs et récoltaient assez de maïs pour leur propre usage. La première chose qui frappa les Anglais, à leur arrivée en Virginie, ce fut précisément l'aspect de vastes champs de maïs ou blé indien. Le capitaine John Smith, dans une transaction qu'il fit avec le père de Pocahontas, obtint, en échange de quelques perles bleues, deux à trois cents barils de maïs ; une autre fois, il en obtint quatre-vingts barils pour une casserole de cuivre. Les Indiens récoltaient une telle abondance de maïs dans le voisinage de Jamestown, que, pendant longtemps, les colons en firent leur nourriture exclusive. Plus tard, lord Delaware, gouverneur de la Virginie, et successeur de John Smith, fit demander au même roi, par l'intermédiaire d'un Indien à qui il avait fait couper la main droite, sa récolte de maïs, preuve qu'il y attachait une grande importance.

Lorsque les Américains pénétrèrent dans l'Ohio, ils trouvèrent, sur les bords du petit Miami, de magnifiques champs de maïs qui excitèrent au plus haut point leur admiration et leur convoitise. Pigrin Town, grand village indien bâti sur les bords d'une rivière et qui ne comptait pas plus de 300 guerriers, avait 500 acres cultivés en maïs

que les Américains détruisirent. A Colombia, un peu au-dessus de Cincinnati, les premiers colons s'établirent sur des champs indiens qui, en 1789, rapportaient jusqu'à 114 bushels de maïs par acre. Les Puritains étaient à peine débarqués sur le rocher de Plymouth, qu'ils achetèrent des Indiens huit barils de maïs et de pois ; bien que la tribu fut en très petit nombre, ils trouvèrent pareillement du maïs à acheter au Cap-Cod et à Mattachiest. A Block-Island, la tribu du Pequot avait deux plantations qui comptaient 60 wiggams et 200 acres cultivés en maïs. Dans une autre tribu indienne de la Nouvelle-Angleterre, les Anglais détruisirent vingt-trois champs de maïs en plein rapport. L'indien Philippe, qui fit une si rude guerre aux Puritains et dont les restes mutilés pourrirent pendant vingt années sur les gibets de Plymouth et de Boston, avait un approvisionnement de 500 boisseaux de maïs dans son camp. Dans la guerre qu'ils firent aux Indiens de la vallée du Sherry, les Américains leur détruisirent 160,000 bushels de maïs et quarante florissants villages où ils ne laissèrent pas la moindre trace de végétation. Ils avaient un grand nombre d'arbres à fruit qui furent tous détruits. Les officiers chargés de l'exécution de ces actes de vandalisme furent eux-mêmes honteux d'un pareil rôle et observèrent qu'ils n'étaient pas accoutumés à exercer la profession de bandits. Le général Sullivan, qui les commandait, répliqua : « Les Indiens verront qu'il y a dans notre cœur assez de malice pour détruire tout ce qui contribue à les soutenir. » Les Sacks avaient un florissant village à la jonc-

tion de Rock-River avec le Mississipi, ayant environ 700 acres de terres cultivées. Les Américains s'en- emparèrent par la ruse et la violence et s'y établirent.

Il serait trop long de multiplier les preuves et de citer les nombreux faits qui attestent, de la manière la plus irrécusable, que les Indiens de l'Amérique du Nord n'étaient pas un peuple exclusivement chasseur, même à l'époque de la découverte. « On a cru et on a dit, écrit Chateaubriand « dans son voyage en Amérique, que les sauvages « ne tirent pas parti de la terre : c'est une erreur. « Ils sont principalement chasseurs, à la vérité, « mais tous s'adonnent à quelque genre de culture, « tous savent employer les plantes et les arbres « aux besoins de la vie. Ceux qui occupent le beau « pays qui forme aujourd'hui les Etats de la « Georgie, du Tenessee, de l'Alabama, du Mississipi « étaient sous ce rapport plus civilisés que les « naturels du Canada. »

C'est de leur main hospitalière que les premiers colons reçurent le maïs sans lequel ils seraient morts de faim. Mais quand la guerre éclata entre les deux races, les malheureux Indiens du Nord subirent le sort de ceux des Antilles et de l'Amérique du Sud. Chassés comme des bêtes fauves, fuyant devant la civilisation, ils furent obligés de se réfugier dans les bois et d'abandonner aux blancs leurs villages et leurs champs en culture. N'ayant plus que les produits de leur chasse pour vivre et ne jouissant pas d'assez de sécurité pour s'établir ailleurs, leurs ressources devinrent extrêmement précaires et la famine en décima un

grand nombre... Il est étrange, dit un témoin de « ces tristes événements, M. Winslow, de voir le « nombre d'Indiens qui sont morts et meurent en- « core, car il n'y a pas de probabilité que cet état « de choses cesse ; la crainte des blancs fait qu'ils « sèment peu ou point de maïs, lequel est la base « de leur nourriture et sans lequel ils ne peuvent « longtemps conserver la force et la santé. » Personne n'ignore, du reste, que c'est la frayeur des Espagnols qui a fait périr les Indiens de Cuba et d'Haïti. Réfugiés dans les bois, ne pouvant plus vivre que de pêche, de fruits et de racines sauvages, la plupart y sont morts de misère ou de faim.

En présence de tels faits, il est assurément surprenant d'entendre des écrivains français déclarer dogmatiquement que les Indiens étaient un peuple exclusivement chasseur quand nous trouvons, chez les Américains mêmes, tant de preuves du contraire. Encore n'avons-nous parlé que des Indiens contemporains des premiers explorateurs. Mais si l'on se reporte aux essais de civilisation entrepris ultérieurement chez les Cherokis et autres tribus de la rive gauche du Mississipi, essais couronnés d'un si complet succès au point de vue moral et matériel, on restera convaincu qu'un grand crime de lèse-humanité a été commis dans le Nouveau-Monde et que la race indienne était loin de mériter la triste destinée que les Anglais, et les Américains après eux, lui ont faite. C'est ici le cas de remarquer que, pendant que les missionnaires français, animés de l'esprit des premiers apôtres du christianisme, allaient s'éta-

blir seuls au milieu des tribus les plus éloignées de notre religion et de nos croyances, les ministres anglais, la Bible à la main, faisaient de vains efforts pour les convertir. Le catholicisme a profité du rare dévouement de ses propagateurs et c'est là sans doute la véritable cause du peu de succès du protestantisme auprès des Indiens de l'Amérique du Nord. La vertu en action est le véritable enseignement des peuples barbares, et de cette vertu-là, les Anglais, au regard des Indiens, en donnaient peu d'exemples.

Si les Français ont eu en Amérique, dans les premiers temps de la colonisation, plus de succès moral qu'aucun autre peuple, c'est parce qu'ils ont été doux, fidèles et sans morgue dans leurs relations avec les Indiens. Ceux-ci n'avaient point d'aversion pour les Anglais en tant que nation; leurs griefs avaient pour origine l'orgueil que la race Anglo-saxonne porte avec elle et l'esprit de lucre qui l'anime dans toutes ses actions. De nombreuses exceptions confirment la règle. Le fameux Boone, un des plus hardis pionniers du Kentucky, fut fait prisonnier par les Indiens. Grand chasseur, tireur de premier ordre, déterminé coureur de bois, type de Bas-de-Cuir, ils respectèrent et estimèrent un si grand chasseur, ne lui firent aucun mal et le laissèrent aller avec eux dans leurs parties de chasse. Grâce à cette liberté, il put aisément s'échapper. Un botaniste, dont le nom nous échappe, parcourut seul à pied tout le territoire américain, sans jamais avoir été molesté par les Indiens. Le général William Johnson, qui fut longtemps agent des affaires indiennes pour la

Grande-Bretagne, s'était attiré au plus haut point l'estime de la confédération Indienne connue sous le nom des Six-Nations. Il résidait à quarante milles d'Albany, sur les bords du Mohawk. Il possédait là une superbe résidence où il recevait fréquemment des centaines de ses amis à peaux rouges (*red friends*). Les Indiens le respectaient tellement que jamais, quoique tout fût à leur disposition et laissé sans surveillance, ils ne lui prirent le moindre objet. Il avait choisi pour femme une jeune Indienne et s'habillait souvent lui-même à la manière indienne. Sa sympathie pour les natifs lui gagna l'affection de tous, tant il est vrai que pour être aimé d'un Indien, il faut commencer par l'aimer soi-même. Enfin, on sait que la colonie de William Penn n'eut jamais rien à craindre des Indiens jusqu'à la mort de ce digne Quaker. C'est cet esprit de justice à l'égard des Indiens, puisé dans les sentiments religieux que les Quakers professaient, qui valut à la société des Amis tant de persécutions de la part des Puritains qui n'avaient, eux, animés de l'esprit sectaire que l'on connaît, ni les mêmes sentiments d'humanité, ni les mêmes scrupules philosophiques.

Toutes les nations ne sont pas aptes au même degré à s'assimiler les races barbares, parce qu'elles n'ont pas toutes, au même degré, l'amour de l'humanité. La France doit compter au rang de ses plus légitimes gloires ces apôtres dévoués de sa civilisation qui montrèrent partout un si rare désintéressement. Si, au contraire, la race anglo-saxonne a semé trop souvent chez ces mêmes peuples la haine de son nom ou de sa race, c'est que, agis-

sant en vertu de principes égoïstes, elle a envoyé ses marchands avant d'envoyer ses missionnaires dont ceux-ci n'étaient en réalité que les avant-coureurs. Partout où l'Anglais s'établit la Bible à la main, placez, derrière ce livre sacré, un ballot de cotonnade de Manchester ou une caisse de quincaillerie de Birmingham et vous nc vous tromperez pas.

CIVILISATION DES INDIENS

La civilisation européenne, telle qu'elle est aujourd'hui, a été l'œuvre lente des siècles et elle s'est opérée par le concours simultané d'un grand nombre de facteurs. Si nous pouvions supposer la Grande-Bretagne détachée du système européen et de son milieu intellectuel, isolée au milieu de l'Océan ainsi que l'était le Nouveau-Monde à l'époque de sa découverte, nous serions fondés à penser que ses habitants seraient encore dans l'état peu avancé où les trouva Guillaume le Conquérant. Qu'un homme civilisé soit enlevé tout à coup à la société et jeté dans une île déserte, il est bientôt forcé d'abandonner ses habitudes sociales et de rétrograder vers la barbarie. Le barbare, transplanté encore jeune au sein de la civilisation, en acquiert naturellement les idées et les habitudes et on peut dire, d'une manière générale, que tout dépend de l'éducation et du milieu où l'homme puise son existence physique et morale.

Nous avons été frappé, dans nos pérégrinations en Amérique, du changement qui, de nos jours encore, s'opère dans la personne des pionniers. Ils perdent peu à peu l'habitude de penser, de parler, de sentir et il n'est point rare qu'ils oublient leur langue maternelle. Au bout de peu de temps, il en est qui n'ont rien à envier aux Peaux-Rouges sous le rapport de la passion pour la

chasse et de l'aversion du travail. Il suffit de vivre dans les forêts, loin des grands centres de communication, éloigné du frottement de la pensée et de l'activité humaine pour acquérir des habitudes nouvelles et même un aspect physique particulier. Nous avons vu beaucoup de Français, d'Espagnols et d'Américains, grands chasseurs, grands pêcheurs, grands coureurs de bois, dont la peau, par suite des intempéries de l'air et d'une longue exposition au soleil, avait acquis cette teinte cuivrée particulière aux Indiens. On sait d'ailleurs que la couleur rouge, si intense chez un certain nombre de ces derniers, est due surtout à l'emploi de la graisse et au suc de certains végétaux combinés à l'action du soleil.

Il y a, dans l'histoire des colonies de l'Amérique du Nord, de nombreux exemples de jeunes enfants enlevés par les Indiens et élevés parmi eux. L'enfant de la civilisation, dans de pareilles circonstances, devient l'hôte le plus farouche des forêts montrant en lui toutes les particularités de la vie sauvage et les goûts des Indiens natifs. Ses habitudes, ses manières, ses plaisirs sont ceux des Indiens, ainsi que sa passion pour la chasse et sa répugnance pour le travail. Quant à la différence dans la couleur de la peau, elle tend à disparaître et, au bout de peu de temps, elle est à peine sensible. Quelquefois ces enfants, rendus dans un âge plus avancé à leurs parents ou à leurs amis, se sont refusés à vivre avec eux et sont retournés joyeusement à la tribu dont ils avaient adopté les habitudes, les mœurs et les idées. On cite une jeune fille, appartenant à une famille américaine du

Kentucky, qui fut enlevée encore enfant à ses parents; plus tard, elle fut réclamée par eux et leur fut rendue ; mais, en dépit de tous leurs efforts, elle les abandonna et retourna à ses sauvages amis.

Les Européens avaient à peine mis le pied sur le sol du Nouveau-Monde qu'ils furent reçus par les Indiens avec une cordialité qui devait faire augurer favorablement de leur civilisation. Depuis, leur caractère a été soumis à l'investigation des philosophes et est devenu le thème d'une foule de paradoxes ou d'observations plus ou moins fondées. Pendant que les uns voyaient en eux le beau idéal de la nature humaine et plaçaient, dans leurs forêts, la perfection de l'état social, les autres les ravalaient presque au rang des animaux et considéraient leurs mœurs comme celles de grossiers sauvages. Il est certain qu'on a exagéré et leurs qualités et leurs défauts. Si les philosophes de la nature primitive avaient vécu quelque temps dans les forêts vierges de l'Amérique, ils auraient pu se convaincre qu'elles ne présentent aucunement le charme que Jean-Jacques Rousseau, le grand idéaliste, leur prête si gratuitement et que la tâche de l'homme est d'embellir, d'assainir, de nettoyer, de féconder la surface du globe par les moyens que la civilisation met à sa disposition. Quant aux contempteurs systématiques de l'Indien, ils ne doivent voir en lui, en étudiant son caractère et son histoire, qu'un des nombreux spécimens de la race humaine, ni au-dessus, ni audessous de tant d'autres types, et qui ne méritait certainement ni l'honneur ni l'indignité dont il a été l'objet.

Pour nous éclairer dans nos recherches sur cette race, menacée bientôt de disparaître, nous avons eu soin de ne puiser qu'à des sources américaines, et, nous devons le reconnaître, malgré la haine impitoyable avec laquelle les Américains la poursuivent encore, ils ont envers elle le courage de la vérité. Nous l'avons dit, les Anglo-Saxons se distinguent par leurs préjugés de race, leur esprit mercantile, et leurs descendants, leurs cousins d'Amérique, comme il les appellent, ont exagéré, s'il est possible, ces défauts ou, si l'on veut, ces qualités. Si vous demandez à l'oncle Sam la raison de ses persécutions contre les Indiens, il répond en toute sincérité qu'il ne peut nullement s'accommoder avec eux, que son intérêt et ses idées s'y opposent. Leur existence est incompatible dans le même milieu ; une race doit expulser l'autre, elles ne sauraient coexister, vivre et se développer parallèlement.

Jefferson, dans ses notes sur la Virginie, définit ainsi le caractère de l'Indien : « Il est affectueux pour ses enfants, il a pour eux un soin et une indulgence extrêmes ; ses affections s'étendent à ses autres parents ou amis et son amitié est ardente et fidèle au dernier degré. Un exemple frappant nous en a été donné, continue-t-il, lorsque le colonel Boyd fut envoyé chez les Chérokis, en qualité d'agent d'affaires. Quelques-uns de nos vagabonds de frontière (*outlaw*) incités par l'appât d'une récompense qui leur avait été offerte pour des scalps ou chevelures indiennes, tuèrent un jour deux individus appartenant à cette nation. On proposa, par représailles, que le colonel Boyd fût mis à

mort. Il y avait, parmi ces Indiens, un chef du nom de Silone qui, antérieurement, avait eu l'occasion de faire connaissance avec le colonel Boyd et s'était lié d'amitié avec lui. La nuit, il venait le trouver dans la tente où il était retenu comme prisonnier, lui disant qu'il n'eut point à s'effrayer, car il ne serait pas mis à mort. Mais après un certain nombre de délibérations, la résolution prise se trouva contraire aux espérances de Silone et il fut décidé que Boyd serait mis à mort ; plusieurs guerriers furent envoyés à cet effet comme exécuteurs. Silone les attendit, mais au moment où ils s'approchaient de la tente, il s'élança entre eux et Boyd dit aux guerriers : « Cet homme est mon ami, et avant d'arriver à lui, vous me tuerez. » Sur ces paroles, ils retournèrent sans accomplir leur sanglante mission et le conseil, plein de respect pour ces droits de l'amitié qu'on faisait valoir, se désista de sa détermination.

Lors de la guerre de l'indépendance, les tribus Indiennes qui habitaient le Canada et le voisinage des grands lacs furent forcées par les Anglais d'épouser leur cause et de combattre avec eux contre les Américains. Un jour, le capitaine Pipe, célèbre chef Indien, vint rendre compte de sa mission au commandant anglais et lui parla en des termes qui montrent que l'Indien est accessible aux plus nobles sentiments de la nature humaine.

« Mon père, j'ai dit : mon père, bien que j'ignore, en vérité, pourquoi je vous appelle ainsi, n'ayant jamais connu d'autre père que les Français, et ne considérant les Anglais que comme des frères.

Mais comme on nous a forcé d'employer ce nom, il faut bien que j'en fasse usage. Mon père, dis-je, il y a quelque temps, après avoir mis entre mes mains le *hatchet* (casse-tête) de guerre, vous me dîtes : Prends cette arme et essaie son pouvoir sur la tête de mes ennemis les *longs couteaux* (les Américains) et fais-moi connaître ensuite si l'arme que je t'ai donnée est bonne et tranchante.

Mon père, quand vous me donnâtes cette arme, je n'avais nulle envie de faire la guerre à un peuple qui ne m'avait fait aucune injure. Cependant, pour obéir à celui qui se disait mon père, et m'appelait son enfant, je reçus le *hatchet*, sachant bien que si je refusais de le prendre, vous pouviez me retirer les choses nécessaires à la vie, sans lesquelles je ne puis subsister et que je ne puis me procurer nulle part, si ce n'est dans la maison de mon père.

Peut-être, avez-vous eu une faible idée de mon intelligence en me voyant ainsi risquer ma vie, à votre prière, dans une entreprise au succès de laquelle je ne suis pas intéressé, car elle est votre cause et non la mienne. C'est votre affaire de combattre les *longs couteaux*. La querelle existe entre eux et vous. C'est à vous seul à combattre et vous n'auriez pas dû appeler les Indiens pour y prendre part.

Mon père, bien des existences ont déjà été tranchées à cause de vous. Des enfants ont perdu leurs pères, des femmes ont perdu leurs époux et qui sait quel nombre d'Indiens périra encore avant que cette guerre soit terminée ?

Mon père, vous m'avez peut-être pris pour un

homme de peu de sens en me voyant ainsi courir sus à vos ennemis. N'en croyez rien, mon père, et soyez convaincu que je n'ignore point que, malgré vos promesses d'entretenir une haine éternelle avec les *longs couteaux*, vous ne serez pas longtemps avant de faire la paix avec eux.

Vous dites que vous aimez vos enfants les Indiens, vous le leur avez dit souvent et, en vérité, c'est votre intérêt de tenir ce langage. Mais mon père, qui de nous peut croire que vous pouvez aimer un peuple d'une couleur différente de la vôtre mieux que vous n'aimez celui qui, comme vous, a la peau blanche ? Mon père, prêtez un peu l'oreille à ce que je vais vous dire.

Pendant que vous, mon père, vous lancez les Indiens sur vos ennemis, comme un chasseur lance ses chiens sur le gibier, pendant que je cours sur eux avec la sanglante et terrible arme que vous avez mise entre mes mains, je puis peut-être jeter un regard en arrière vers les lieux d'où vous m'avez contraint de m'éloigner et qu'y verrais-je ?

J'y verrais peut-être mon père serrant la main aux *longs couteaux*, à ce peuple qu'il appelle aujourd'hui son ennemi, riant de ma folie d'avoir obéi à ses injonctions et risqué ma vie !

Maintenant, mon père, voici ce qui a été accompli avec le *hatchet* que vous m'avez donné — en disant ces mots, il présente au commandant un bâton auquel est attachée une chevelure — j'ai fait avec le *hatchet* ce que vous m'avez commandé et j'en ai trouvé la lame tranchante. Néanmoins, je n'ai pas fait tout ce que j'aurais pu faire. Non, je ne l'ai point fait... Le cœur m'a manqué. J'ai eu com-

passion de votre ennemi. L'innocence (les femmes et les enfants) n'a aucune part dans vos querelles. Par conséquent, j'ai distingué, j'ai épargné, j'ai pris de la chair vivante (prisonniers). Pendant que je l'amenais à vous, j'aperçus un de vos grands canots, sur lequel je l'ai chargée. Dans quelques jours, vous recevrez cette chair vivante, la chair de vos ennemis, et vous trouverez que la peau de ces ennemis a la couleur de la vôtre.

Mon père, j'espère que vous ne détruirez pas ce que j'ai épargné. Vous pouvez garder ces prisonniers qui, chez moi, périraient de besoin. Le guerrier est pauvre, son wiggam est toujours vide, mais votre maison, mon père, est dans l'abondance. »

On peut remarquer la mâle ironie qui éclate dans le discours de ce sauvage, la force de raisonnement qu'il y déploie et la prévision très sûre des événements qui, à la suite de la guerre à laquelle les Indiens avaient pris part, ont amené la paix entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique.

La guerre de Floride, où l'on vit une poignée de guerriers Séminoles lutter contre 10,000 Américains, a été marquée par des faits qui établissent d'une manière irrécusable que les Indiens ne sont point cette race vagabonde et pillarde qu'on s'est plu à nous représenter si souvent. Après une escarmouche sanglante, les Américains, forcés d'abandonner le champ de bataille, laissèrent une centaine de cadavres sur le terrain. Un grand nombre de ces cadavres étaient ceux d'officiers et portaient sur eux des montres, des épingles en or et

de l'argent. Les Indiens laissèrent ces objets, dont ils connaissaient pourtant la valeur, et se contentèrent d'enlever les armes, les munitions et l'habit d'uniforme d'un major. « Quelle leçon donnée au monde, s'écrie l'écrivain américain auquel nous empruntons ce fait. Témoignage certain que les Indiens ne combattent pas pour le pillage, mais bien pour la défense de leurs droits, de leurs foyers, de leur existence même. »

Tels étaient ces prétendus sauvages à qui les Américains, refusant l'eau et le feu, avaient défendu d'approcher à moins de cinq lieues du bord de la mer et qui étaient fouettés ignominieusement comme des esclaves s'ils avaient l'imprudence de dépasser ces limites. Quelques-uns de leurs descendants errent encore en Floride, sur les rives étincelantes de fleurs auxquelles cet Etat doit son nom, car les Indiens ont un amour extrême des lieux et ils conservent, pour le pays où reposent les tombeaux de leurs pères, un attachement religieux.

La nature avait placé dans le cœur de l'Indien le germe des sentiments qui sont l'apanage commun des hommes en général et ils possédaient incontestablement les aptitudes de la civilisation. Des hommes dévoués, appartenant à toutes les sectes du christianisme et à différentes nations de l'Europe, entreprirent leur conversion et leur culture, peu de temps après la découverte de l'Amérique, et ils n'ont point cessé ces louables efforts jusqu'à ce jour. Les difficultés à vaincre étaient considérables, car non seulement il y avait à lutter contre les habitudes de la vie indienne, mais aussi contre les

préjugés de la civilisation. Nous n'en citerons qu'un exemple. Longtemps avant la guerre de l'indépendance, les Indiens, sous la conduite des Moraves, avaient déjà fait des progrès considérables en civilisation, et bien que la forme monastique qui était la base de cet ordre religieux ne fût pas celle qui convînt le mieux à un peuple qui faisait son apprentissage de la vie civilisée, elle constituait néanmoins un progrès véritable. Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Les habitants de la Pensylvanie détruisirent leurs établissements, rasèrent leurs cultures et cent Indiens Moraves, de tout sexe et de tout âge, furent conduits au fort Pitt, là où maintenant fument et mugissent les nombreuses fabriques de Pittsburg. On leur demanda s'ils étaient prêts à mourir. « Nous avons recommandé nos âmes à Dieu, répondirent-ils, et nous sommes prêts à mourir. » Ils furent exécutés et des enfants à la mamelle ne furent pas épargnés. De nos jours, nous avons vu les mêmes persécutions se renouveler et il paraît certain que des missionnaires trop zélés furent envoyés au pénitentiaire par les autorités de la Georgie, comme coupables de vouloir civiliser les Chérokis !

Les Américains n'ont jamais douté qu'il fût possible de civiliser les Indiens et les plus grands ennemis de cette race sont, sur ce point, d'une franchise rare. Mais, ainsi que nous l'avons déjà observé, pour civiliser avec fruit un Indien, il faut lui fermer la forêt et l'admettre au sein de la société, au même titre et avec les mêmes droits que tous ceux qui en font partie. C'est à quoi les Amé-

ricains n'ont jamais voulu consentir et ne consentiront jamais. Sur ce point, leur résolution, appuyée sur des préjugés qui ont leur racine éternelle dans le cœur même de la race dont ils descendent, est absolument inébranlable. Ces préjugés, ou plutôt cet orgueil de race, qui est une grande force, nous ne le contestons pas, existe au même degré dans tous les rangs de la population américaine, chez l'ignorant comme chez l'homme éclairé, et il s'est maintenu avec la même intensité sous tous les régimes, aussi bien sous celui de la république que sous celui de l'ancienne domination anglaise.

Un tel antagonisme crée aux Indiens une situation inférieure qu'ils ne peuvent accepter. Qu'est-il arrivé à la plupart des Indiens qui se sont assis, enfants, sur les bancs des écoles américaines, qui ont été élevés dans les collèges des divers Etats, qui, en un mot, ont reçu le baptême de la civilisation? Ils ont trouvé la société pour laquelle on les préparait faite de telle sorte qu'ils ne pouvaient y trouver place sans s'humilier et, le cœur plein d'amertume, ils ont regretté cette existence sauvage qui au moins leur assurait l'indépendance et préservait leur dignité. M. Kenney, ancien chef du bureau des affaires indiennes, raconte, à ce sujet, une anecdote touchante qui est un exemple de la fatalité qui pèse sur cette malheureuse race.

Il avait adopté un jeune Indien de la tribu des Chactas, l'avait introduit dans sa maison, lui donnant la même éducation qu'à son fils. Ce jeune homme, type du *Dernier des Mohicans* du grand romancier américain, doué d'une beauté peu commune et de rares qualités, fit des progrès rapides

et conquit l'affection de tous ceux qui l'entouraient. Un jour son précepteur exprima à son père adoptif l'embarras où le mettaient les progrès du jeune Indien pour lui choisir une profession qui lui permît de faire usage de sa science. M. Calhoun, alors secrétaire d'Etat au département de la guerre, consulté sur ce point, suggéra l'idée d'en faire un avocat. Il fut décidé par conséquent qu'il quitterait la famille de M. Kenney et irait chez M. Lean, un des juges de la Cour Suprême, dont l'office était dans l'Etat de l'Ohio.

Cette sage décision fut communiquée au jeune homme qui la reçut avec un certain plaisir, mais peu de jours après, on remarqua une grande altération dans ses manières. Interrogé sur la cause de ce changement sans motifs apparents, il répondit, en objectant que tout le fruit de ses études serait perdu, car il était un Indien. Je suis, dit-il, marqué au front du signe de Caïn ; ma race est dégradée, foulée aux pieds, méprisée. Tirant alors une lettre de son sein, il la montra à son protecteur, en le priant de la lire.

Cette lettre était d'un frère du jeune Indien, qui avait un grade de lieutenant dans l'armée des Etats-Unis. Il lui exprimait la satisfaction qu'il avait éprouvée en apprenant les bons soins dont il était entouré et les progrès qu'il avait faits dans ses études. Mais il terminait en lui disant qu'il ne pouvait faire que de deux choses l'une : ou rompre toutes ses relations avec la race blanche et redevenir Indien, ou cesser tout rapport avec les Indiens et devenir blanc. « Tu peux prendre le premier parti, disait-il, mais il n'est pas en ton

pouvoir d'embrasser le second. La race blanche déteste la race indienne et ne nous permettra jamais de nouer avec elle des relations intimes ou de participer en quoi que ce soit à ses prérogatives. »

M. Kenney s'efforça de lui prouver que cette opinion était fausse et ses craintes mal fondées, mais le jeune Indien lui répondit : « Vous êtes mon père, ma reconnaissance envers vous sera éternelle, mais ceci est une exception en faveur de ma race et ne sert qu'à prouver la règle. Le sceau est sur ma destinée. »

Cependant il partit. Arrivé à sa destination, il commença l'étude des lois et telle était sa capacité, qu'avant la moitié du temps requis d'habitude, il devint en état d'exercer comme membre du barreau. Plusieurs fois il avait exprimé le désir d'aller voir sa mère, dans le pays des Chactas, et ayant complété ses études, il put satisfaire à ce désir. Pendant qu'il était dans cette tribu, une délégation de ses chefs fut désignée pour aller à Washington y traiter avec le gouvernement d'affaires d'une haute importance pour la tribu. Il fut choisi comme un des délégués et prouva une habileté rare dans les affaires et dans le maniement de la parole. Mais il était hanté par le spectre de sa destinée et un conflit entre l'amour de sa caste et les habitudes civilisées s'éleva dans son cerveau surexcité. Il tomba bientôt dans des habitudes d'intempérance et s'écriait souvent dans son délire : « Je suis un paria ! ma race est dégradée et méprisée ! »

Néanmoins, il se corrigea de ce vice de l'ivrogne-

rie, trop répandu aux Etats-Unis et que les Indiens ont exagéré parce que les Américains l'ont exagéré avant eux ; peu de temps après avoir quitté Washington, il se décida à ouvrir un cabinet d'avocat à Jackson, dans l'Etat du Mississipi.

L'avenir commençait à s'offrir à lui sous de plus brillantes couleurs, le spectre de sa race avait cessé de le hanter et l'idée de la fatalité de le poursuivre. Il devint épris d'une jeune personne et, dans la candeur de ses espérances, il plaçait déjà en elle tous ses projets de bonheur domestique. Il la demanda en mariage, mais sa proposition fut rejetée sans égards et avec mépris. En un instant, l'image des restes dégradés et errants de sa caste lui apparurent et le spectre fatal lui cria avec plus de force encore : « Tu n'es qu'un Indien ! » Un sombre désespoir fit place à ses douces espérances et tout ce que son frère lui avait prédit se révéla dans sa triste réalité. Il ne put résister plus longtemps à la douleur, courut à la rivière, s'y élança d'un seul bond et tout fut terminé pour lui.

Au Congrès qui eut lieu en 1774, à Lancaster, entre le gouvernement de l'Etat de la Virginie et la délégation de la confédération Indienne, sous le nom des Cinq Nations, on fit savoir aux Indiens que s'ils voulaient envoyer quelques-uns de leurs jeunes gens dans le collège de la Virginie, les Anglais leur donneraient une excellente éducation. Un de leurs orateurs fit à cette proposition la réponse suivante :

« Nous savons que vous avez la science en haute estime, mais l'entretien de nos jeunes gens pendant le séjour qu'ils feraient dans vos écoles

serait pour vous une grande dépense. Par cela même, nous sommes convaincus de vos bonnes intentions à notre égard et nous vous en remercions sincèrement. Mais, vous qui êtes des hommes sages, devez savoir que des peuples différents ne voient pas les mêmes choses sous le même aspect. Vous ne serez donc pas surpris si nos idées sur l'éducation que l'on reçoit dans vos écoles s'écartent des vôtres. Nous avons quelque expérience en cette matière. Quelques-uns de nos jeunes gens furent élevés dans les collèges des Etats du Nord et instruits dans toutes les sciences. Mais quand ils revinrent à nous, ils étaient ignorants de tout ce qu'il faut pour vivre dans les bois, incapables de supporter le froid ou la faim, ne sachant ni bâtir une cabane, ni attraper un chevreuil, ni tuer un ennemi et parlant très imparfaitement notre langue. Ils étaient incapables par conséquent de devenir chasseurs, guerriers ou conseillers ; ils n'étaient bons à rien. Nous n'en sommes pas moins reconnaissants de votre offre obligeante, bien que nous ne puissions y souscrire. Mais pour vous prouver combien nous en sommes flattés, envoyez-nous une douzaine de vos jeunes gens de la Virginie. Nous prendrons grand soin de leur éducation, nous leur apprendrons tout ce que nous savons et nous en ferons des hommes. »

Que nos hommes d'Etat étudient ce discours, ils y puiseront une philosophie pratique qui ne serait pas sans utilité à l'époque de transformation sociale où nous sommes.

LES CHÉROKIS

Le pays des Chérokis était situé sous le 35e degré de latitude Nord ; borné au Sud par l'Alabama, à l'Est par la Géorgie et la Caroline du Nord, il l'était au Nord et à l'Ouest par le Tennessee. C'est un pays traversé de montagnes, renfermant des plaines sillonnées par de nombreux cours d'eau et arrosées de sources limpides. Le climat y est assez doux, l'hiver rarement rigoureux et la terre fertile. Les plaines fournissent d'excellents pâturages, de grands arbres bordent le cours des rivières, les fleurs brillent partout au printemps et le sol peut produire le coton, le maïs, le tabac, le blé, l'avoine, la patate douce et même l'indigo.

Les Chérokis furent les alliés de la Grande-Bretagne pendant les guerres de la révolution américaine et cette alliance qu'ils ne recherchèrent point, servit plus tard de prétexte aux spoliations dont ils furent l'objet. Ils souffrirent beaucoup dans cette lutte où l'on vit les légitimes possesseurs du sol servir d'auxiliaires aux spoliateurs étrangers qui s'en disputaient la propriété définitive. Leur tête fut mise à prix et le gouvernement de la Virginie payait à prix d'or les chevelures indiennes. Néanmoins, une politique plus humaine fut marquée par l'avénement de Washington au pouvoir et, trois ans après la fin de la guerre de l'indépendance, un traité de paix, déterminant les

limites de son territoire, fut conclu avec cette nation.

La guerre à peine terminée, les missionnaires commencèrent parmi eux leur mission de paix et de propagande. Les presbytériens, les méthodistes, les anabaptistes, les moraves et autres sectes religieuses, animées d'un égal zèle, se répandirent tour à tour dans leurs tribus. Les hymnes saintes succédèrent aux cris de guerre et on vit les Chérokis, absolument convertis, prendre plus de plaisir à chanter les poèmes religieux de Cowper qu'à se raconter les exploits sanglants de leurs pères. Ce fut en 1799 que les chefs de cette nation permirent aux missionnaires de résider parmi eux. Les progrès furent lents et, au bout de dix années, ils étaient à peine sensibles. Mais, dans la période suivante et depuis l'acte du Congrès du 3 mai 1819, en faveur de la civilisation des tribus Indiennes renfermées dans les limites des Etats-Unis, des progrès rapides se sont accomplis.

En 1822, il y avait déjà quatorze écoles établies dans différentes tribus. Tous les Indiens, excepté les Creeks, consentirent à l'établissement d'écoles parmi eux. Les Chactas votèrent 6,000 dollars de l'annuité qui leur était attribuée pour aider à leur érection. Dans la même année, les écoles des Chérokis, dont deux étaient établies d'après le système de Lancastre, comptaient 230 élèves. L'aptitude et la docilité des jeunes Indiens étaient remarquables au plus haut degré ; ils montraient beaucoup de goût pour les arts libéraux et un penchant décidé pour les idées religieuses. Les jeunes filles, indépendamment de l'instruction élémentaire qu'elles

recevaient, apprenaient les arts de la vie domestique, tandis que les jeunes gens étaient formés au métier de charpentier, forgeron, maçon, etc. Une ferme modèle était annexée à chaque école pour qu'ils pussent apprendre l'agriculture, le premier et le plus utile de tous les arts pour un peuple nouvellement éclos de la forêt primitive.

En 1822, les Chérokis divisent leur territoire en différents districts, imposent des taxes pour construire un palais de justice, établissent des juges dans quatre arrondissements et adoptent enfin les lois, les coutumes et les manières d'un peuple civilisé. Un nouveau Cadmus, du nom de Guess, surgit parmi eux et invente un alphabet Chéroki, composé de 86 lettres ou caractères. Le langage de la nation est écrit ou imprimé sur le papier et l'étonnement des vieux guerriers n'a pas de bornes quand ils voient leurs petits-enfants apprendre à lire en quelques mois la langue de leurs pères. Le langage Chéroki est riche et harmonieux et celui qui le premier a découvert l'art de l'écrire restera comme un représentant distingué de la civilisation indienne. Au moment où nous écrivons, des journaux, des Bibles, des livres de toute sorte se publient en Chéroki. Si cette vaillante nation Indienne parvient à conjurer la destruction qui la menace, les Chérokis auront l'hégémonie et leur langue deviendra le langage national des Indiens de l'Amérique du Nord.

En 1824, il existe 21 écoles, comptant 800 écoliers. Les progrès accomplis dépassent toutes les espérances. Les Indiens les plus éloignés de la civilisation commencent à s'en rapprocher et veu-

lent faire instruire leurs enfants. « Nous devons travailler ou périr de faim, disent-ils. Nous devons vivre comme les faces pâles vivent. Les femmes ne doivent plus faire le travail des hommes. Les guerriers doivent aller aux champs et assister leurs femmes et leurs filles à faire croître le blé. Il faut envoyer les enfants à l'école. C'est une grande chose que de pouvoir lire et écrire. C'est là ce qui donne aux faces pâles la supériorité sur nous. » Le mouvement vers la civilisation avait, dès cette époque, pris une extension telle qu'il n'y avait pas assez de place dans les écoles et que, pour aider à en établir de nouvelles, la plupart des tribus n'hésitèrent pas à faire de coûteux sacrifices et à rogner leur maigre budget. En 1825, les Chactas mettent à la disposition du Directeur général des écoles une annuité de 20,000 dollars qu'ils s'engagent à fournir durant 20 années. Les Chickasaw fournissent un fonds de 30,000 dollars pour le même objet. La population de cette dernière tribu était à cette époque d'environ 4,000 individus. On peut juger, par ce petit nombre, de la grandeur du sacrifice et de l'importance que les Indiens commençaient à attacher à l'instruction.

Les Chérokis étaient à la tête de toutes les autres tribus et leur pays portait, en 1825, le caractère d'une civilisation déjà avancée. De nombreux troupeaux paissaient dans leurs riches pâturages ; ils élevaient un grand nombre de chevaux ; ils cultivaient le coton, le tabac, le maïs, et chaque ferme avait son jardin et son verger. On voyait du fromage et du beurre sur toutes les tables des Chérokis et les fruits du travail humain rempla-

çaient les produits de la chasse. Ils expédiaient leur coton jusqu'à la Nouvelle-Orléans, par la voie de la rivière du Tennessee. Des routes faites et entretenues par les Chérokis sillonnaient l'intérieur du pays où l'on voyait partout des hôtelleries, des églises ou *meeting-houses*, de nombreux et florissants villages. Ils cultivaient du coton pour leur propre usage et fabriquaient des étoffes tissées de coton et de laine. Le commerce était actif, presque tous les marchands étaient Chérokis d'origine, mais l'agriculture était la principale industrie. Néanmoins, ils avaient des ouvriers exerçant différentes branches d'arts mécaniques, tels que charpentiers, forgerons, etc.. La population pouvait se classer ainsi :

Citoyens natifs........................	13,563
Hommes blancs, mariés dans la nation...	147
Femmes blanches, mariées dans la nation	73
Esclaves nègres........................	1,277

Les hommes blancs jouissaient de tous les privilèges des Chérokis, mais ils n'avaient pas le droit de remplir des fonctions publiques. Un lecteur Européen ne sera pas peu surpris de voir des esclaves nègres chez un peuple naissant à la civilisation ; mais, pour expliquer cette anomalie, il faut se reporter à la position géographique de son territoire et aux institutions de ses voisins. Entourés d'Etats à esclaves, il était difficile aux Chérokis de se garantir de l'esclavage et, s'ils s'étaient avisés de montrer des principes abolitionnistes, ils auraient pu subir le sort des blancs trop imprudents qui professent, au milieu des planteurs du

Sud, les idées de Wilberforce sur l'égalité des races et l'iniquité de la servitude. On les aurait lynchés ou ils auraient été poliment invités à sortir de l'Etat dans les vingt-quatre heures. Ajoutons toutefois que ces nègres étaient bien traités ; l'Indien peut bien mépriser un esclave, mais il ne le maltraite point, parce que pour lui, nature quelque peu chevaleresque, l'esclave est sans défense. Dès cette époque, d'ailleurs, les Chérokis s'étaient inscrits parmi les membres de la Société de colonisation et voulaient, eux aussi, obliger les nègres à émigrer dans la république de Libéria. Nous ajouterons, pour compléter cette esquisse de leur civilisation naissante, qu'il y avait, parmi eux, un grand nombre de sectes chrétiennes et que le nombre des écoles allait toujours en augmentant. Les jeunes gens y apprenaient la langue anglaise et la langue Chéroki, et l'un d'eux, après quelques années d'études, fut capable de traduire le Nouveau Testament en Chéroki. Les hommes ne se faisaient plus honneur de leur indolence et les femmes étaient relevées de cet état d'abjection qui est leur triste lot dans l'état de barbarie. La forme de leur gouvernement était républicaine et calquée sur celle des Etats-Unis. L'Etat n'avait point de dettes et touchait, tous les ans, une annuité du gouvernement de Washington en paiement des terres cédées à une époque antérieure. New-Town, placée à la jonction de deux rivières, était le siège du gouvernement et comptait une bibliothèque publique, un muséum et une imprimerie.

Pour terminer ce tableau de la condition des Indiens aux Etats-Unis, nous ajouterons qu'il y

avait, à cette époque, 92,664 Indiens disséminés entre les bords de l'Atlantique et la rive gauche du Mississipi. « Toutes ces tribus, dit M. Calhoun, dans son rapport au président des Etats-Unis du 24 janvier 1825, sont plus ou moins avancées dans les arts de la civilisation, et c'est à peine s'il y en a une qui n'ait des établissements d'éducation offrant à la fois les moyens d'une instruction intellectuelle, morale et religieuse. »

Le voyageur qui aujourd'hui parcourt ces vastes contrées où se montrèrent les premières lueurs de la civilisation indienne cherche en vain ces villages que l'homme rouge a bâtis, ces écoles qu'il a entretenues, ces champs qu'il a cultivés. Où sont ces 92,000 Indiens dont le gouvernement des Etats-Unis lui-même signalait les éclatants progrès ? Où sont leurs écoles, leurs églises, leurs jardins, leurs vergers, leurs cultures ? Tout cela a disparu et c'est là une triste page dans l'histoire des Etats-Unis. La destruction de la race indienne n'est cependant point encore un fait irrévocablement accompli et, comme la lutte entre elle et les Américains éclatera fatalement de nouveau, il est utile que nous connaissions les péripéties historiques de ce long drame dont la civilisation et la barbarie ne sont nullement les acteurs, ainsi qu'on l'a cru si longtemps, mais où l'on peut voir à quel point les intérêts mercantiles et l'orgueil de race peuvent étouffer les sentiments les plus sacrés de l'humanité.

Les vastes solitudes des Etats-Unis se remplissent graduellement par un système de rayonnement partant de tous les points où la population,

par l'afflux de l'immigration ou par son accroissement naturel, devient surabondante. Mais les avant-coureurs ou pionniers de cette civilisation pressée de jouir et de trouver un nouveau champ pour son activité, en sont plutôt les renégats que les apôtres et personne moins qu'eux n'est digne de la représenter. C'est sur les frontières des nouveaux Etats ou territoires que l'on rencontre ces *désesperados* qui, après avoir couru toutes les aventures, ont renoncé à tous leurs principes et dépensé leur dernier écu. Des marchands sans conscience, faisant partie de ces aventuriers, se sont substitués aux agents du gouvernement et c'est par eux seuls, trop souvent, que les Indiens connaissent la civilisation qui leur apparaît sous forme de whiskey ou d'eau-de-vie, que les commerçants peu scrupuleux dont nous parlons troquent avantageusement contre des fourrures. A la suite d'un voyage sur les frontières indiennes, on demanda au président Monroe ce qu'il pensait des sauvages : « Les pires Indiens que j'ai vus, répondit-il, sont les blancs qui vivent sur nos frontières. »

L'effet moral produit par cette population d'aventuriers sans conscience est d'autant plus funeste que la justice n'a pas pour habitude de se préoccuper beaucoup de ses méfaits. Chez tout autre peuple que les Américains, le bras du pouvoir frapperait les coupables et vengerait l'opprimé sans défense. Mais le gouvernement fédéral aspire à ne point gouverner et il a toujours cédé devant les menaces des Etats. Il en résulte que les représailles dirigées par les Indiens contre quelques

misérables aventuriers habitant la frontière sont tombées sous la juridiction des Etats particuliers, lesquels, toujours animés de partialité en faveur des blancs qui composent le gros de leur population, ont réclamé vivement auprès du gouvernement central, protecteur naturel des tribus indiennes renfermées dans le territoire des Etats-Unis. Le gouvernement fédéral a bien essayé de résister, mais sa résistance a été vaine devant l'appel constamment fait à la souveraineté des Etats. Les querelles des Indiens et des pionniers sont devenues ainsi des questions de haute politique où l'existence même de la confédération américaine s'est trouvée en jeu, et les traités solennels signés par la main de Washington et de ses successeurs ont été impudemment foulés aux pieds par le Congrès au nom de la souveraineté des Etats. Ces traités devinrent en effet lettre-morte et les blancs, assurés de l'impunité, s'établirent de toutes parts sur les terres des Indiens.

« Dans nos relations avec les tribus indiennes, dit M. Calhoun, dans son rapport du 24 septembre 1825, il y a un point important qu'il est indispensable d'observer, afin de rendre la condition de la race indienne moins affligeante. Un des plus grands maux auxquels les Indiens sont sujets, c'est la pression incessante de notre population qui les refoule de place en place sans leur laisser le temps nécessaire pour cette culture morale et intellectuelle dont ils paraissent naturellement éminemment susceptibles. Pour les garantir de ce mal si fatal à leur race, les plus fortes et les plus solennelles assurances doivent leur être données, à savoir

que le pays qui leur a été concédé leur appartiendra en propre et sera une résidence permanente pour eux et leur postérité, sans que jamais ils soient inquiétés par les envahissements de nos concitoyens.

« Des missionnaires sont envoyés, ajoute M. Calhoun, des écoles sont établies, les Indiens abandonnent la chasse et se font cultivateurs, acceptent les instruments de labour, défrichent la forêt, plantent des vergers, sèment du maïs, construisent des maisons, des temples pour la religion et érigent des cours de justice. Quand tout cela est fait, les Etats où ils résident envoient dire aux malheureux Indiens qu'ils aient à rendre leur pays à l'homme blanc et à émigrer dans de nouvelles solitudes pour y reprendre la vie de chasseur ou recommencer leurs cultures. N'ont-ils pas cependant, comme nous, l'amour du sol et de leur propriété et avec quelle indignation n'entendent-ils pas nos ordres. Ils voient notre fausseté d'une manière éclatante, et comment dès lors croiraient-ils aux nouveaux gages de foi que nous leur offrons ? »

Dans une lettre adressée au président des Etats-Unis, les Chérokis rappellent, qu'il y a un peu plus d'un demi-siècle, le général Washington fit un traité avec leurs pères et le signa de son grand nom. Il leur dit : « Je mettrai mon nom sur ce traité, ce nom restera écrit dans votre livre et sera conservé parmi vous comme un témoignage de nos transactions, afin que vous puissiez y recourir dans l'avenir.» Ce livre, nous l'avons soigneusement conservé, et maintenant nous y avons recours. Mais ce traité fut foulé aux pieds, comme tous

ceux qui ont été faits depuis. Les Etats voulaient absolument se débarrasser de leur population indigène et le département de la guerre fut continuellement sollicité, depuis l'Etat de New-York jusqu'à l'Arkansas, d'éloigner les Indiens de leurs territoires respectifs et de racheter les titres de leurs terres (*to extinguish the Indian titlers*).

La Georgie se fit remarquer dans cette ligue barbare et l'extrait suivant d'un message de son gouverneur montrera à quel niveau peut descendre la morale politique quand elle est sollicitée par des intérêts privés ; on y verra en même temps un exemple de ces conflits dans l'exercice de la souveraineté qui éclatent si fréquemment dans la république fédérative des Etats-Unis.

..... « Par conséquent, commencez en Georgie à défaire tout ce qui a été établi, mais que cet Etat ne soit ni le premier ni le dernier à déclarer, dans un esprit de contrition, que nous devons restituer ce qui a été pris illégalement ; que l'écrit du pape Alexandre, de pieuse mémoire, ne comptera pour rien ; que les proclamations et les chartes des divers rois d'Angleterre ne compteront pour rien ; que la priorité d'occupation, la priorité de civilisation, la priorité de christianisme ne comptent pour rien ; que l'exemple des Espagnols qui, en vertu du droit du plus fort, s'emparèrent de tout et ne donnèrent en échange que des mauvais traitements et des coups, ne compte naturellement pour rien ; que, faisant amende honorable pour nos premiers péchés, nous retournions aux principes et aux pratiques de William Penn. Mais, à ce point de vue, est-ce là la seule expiation qui soit due

aux aborigènes, et si les doctrines du message présidentiel servent de base à votre conduite, comment pourriez-vous réparer les outrages de toute sorte qu'ils ont subis depuis l'arrivée des Pèlerins sur le rocher de Plymouth ? Votre propriété tout entière ne suffirait pas à compenser la moitié du dommage fait aux Indiens. Voilà qui est bien. Mais sachez que ni les Puritains ni les Quakers ne consentiraient à abandonner leurs droits et, si les choses doivent rester en l'état où elles sont actuellement, pourquoi la Georgie serait-elle choisie comme une victime expiatoire ? C'est un fait incontestable que, malgré qu'il fût informé de ses obligations envers cet Etat, le gouvernement fédéral a, pendant ces 15 ou 20 dernières années, constamment encouragé les Chérokis à cultiver les premiers arts de la civilisation. Etablis dans les limites reconnues de la Georgie, ils ont élevé de grands troupeaux, construit de confortables demeures et entrepris des améliorations agricoles de toute sorte. Ils ont organisé un gouvernement adapté au degré de civilisation qu'ils avaient atteint et établi des écoles et des établissements religieux. Et vous avez encouragé le commencement et développé les progrès de toutes ces choses, avec une connaissance certaine qu'elles ne pouvaient durer longtemps. Le gouvernement des Etats-Unis a appris aux Chérokis à s'estimer à leur propre valeur. S'ils n'avaient pas pris cette leçon à nos dépens, nous ne nous en plaindrions pas, mais ce précédent a été la seule cause de la mauvaise volonté manifestée par eux de s'éloigner de notre territoire. Le gouvernement fédéral, par

conséquent, a créé la cause et les Chérokis, comptant sur son appui, rejettent nos propositions. Quel moyen avez-vous de sortir de cette impasse si ce n'est de maintenir aux Chérokis des droits qu'ils n'ont pas, en refusant à la Georgie ce que vous savez bien qu'elle possède ? De tous les vieux Etats, la Georgie est le seul dont l'organisation politique soit encore incomplète. Ses affaires civiles sont embarrassées, sa force militaire ne peut être réduite à son état normal, l'étendue de ses ressources matérielles ne peut être déterminée, le grand œuvre de ses améliorations antérieures est suspendu, et tout cela parce que la Georgie n'est pas en possession de son territoire vacant, un territoire inculte, sans rapport entre les mains des Indiens, sans profit pour les Etats-Unis, mais qui, en possession de son légal propriétaire, deviendrait une source de revenu et d'union. »

Pour assurer l'union, on sacrifia les Indiens, comme on sacrifie les nègres aujourd'hui, et la république américaine fut sauvée. Mais les pauvres Chérokis, de même que toutes les autres tribus à l'est du Mississipi, furent, à la pointe de la baïonnette, chassés de ces terres qui leur furent garanties si solennellement sur la foi et l'honneur des Etats-Unis. Le président Jackson, qui s'était distingué par sa politique astucieuse avec les Indiens avant d'être connu par ses exploits contre les Anglais, interpellé sur ce sujet, répondait emphatiquement : *The sovereignty of the States must be preserved* (La souveraineté des Etats doit être maintenue).

Les Chérokis sont établis actuellement dans le

territoire indien, à l'ouest du Missouri, où ils possèdent plusieurs villes et viennent de construire un collège magnifique. Leurs intérêts ont considérablement souffert de cette expulsion violente d'une terre que leur industrie avait fécondée. Mais leur civilisation n'a point péri, leur courage ne s'est pas éteint et ils conservent toujours leur ascendant sur les autres tribus du territoire indien qui comprennent les débris des Chactas, des Creeks et des Chickasaw, comme eux réfugiés à l'ouest du Mississipi. Ces tribus ont toutes développé plus ou moins les germes de civilisation qui ont été jetés parmi elles et possèdent des constitutions, des lois écrites, des législatures représentatives, des cours de justice, des journaux imprimés en anglais et en chéroki, de nombreuses écoles, des églises appartenant à diverses sectes, etc. Ils ont aussi des avocats, car la race indienne a fait depuis longtemps ses preuves dans l'art de l'éloquence. En un mot, leurs progrès en civilisation dépassent toutes les espérances et permettent de croire que toutes les tribus de la race indienne, encore éparses et souvent ennemies, ne formeront un jour qu'une seule nation.

Espérons, pour l'honneur des Etats-Unis, qu'une politique plus humaine sera suivie par leur gouvernement et que celui-ci saura, tout en respectant la souveraineté des Etats, tenir compte aussi des intérêts sacrés de l'humanité. Les Chérokis sont déjà l'objet de la jalousie de leurs nouveaux voisins. « Le pays serait-il devenu trop grand et trop bon, s'écriait l'année dernière le *Cherokee advocate*, et ne devons-nous pas espérer qu'un peuple

chrétien et civilisé ne voudra pas troubler une autre fois la paix et le bonheur dont nous jouissons ? » Les Chérokis ont d'ailleurs formé une alliance défensive avec dix-huit des tribus indiennes de l'Ouest, par laquelle elles s'engagent mutuellement à maintenir la paix et l'amitié entre elles. Une sorte d'union fédérale peut seule les sauver, en attendant quelque Mahomet Indien qui puisse les constituer en un seul peuple et faire respecter l'intégrité de leur territoire.

Le préambule du traité de 1828 est ainsi conçu : « Dans le grand Ouest, les Chérokis auront une demeure permanente et qui, sous la garantie la plus solennelle des Etats-Unis, restera leur possession pour toujours, une demeure qui ne perdra pas son intégrité, alors même que les Etats ou Territoires auraient poussé les limites de leur étendue et de leur juridiction jusqu'à elle. »

Mais les Indiens ont acquis le droit de douter de la bonne foi des Etats-Unis. La persécution dont ils ont été l'objet a été en effet non interrompue depuis les premiers temps de la colonisation ; elle s'est continuée sous toutes les formes, tantôt par la violence, tantôt par la ruse, sous le régime colonial, comme sous le régime républicain, et ce n'est certes pas les Indiens qui ont profité de l'indépendance des Etats-Unis. Nous ajouterons que le gouvernement n'en a pas fini avec eux et que des difficultés sérieuses peuvent surgir à l'égard de leur présence dans les territoires.

Les Indiens répandus dans les limites des Etats-Unis peuvent fournir encore près de 100,000 guerriers endurcis à la vie active et connaissant pres-

que tous l'usage de la carabine. Plus d'un parmi eux n'a pas oublié l'allocution de Wea-Therpord, le chef Creek, au général Jackson, au moment où il se constitua prisonnier : « J'ai combattu, dit-il, les blancs et je les ai combattus bravement. Si j'avais une armée, je combattrais encore jusqu'à la dernière extrémité ; mais je n'en ai pas, mon peuple n'est plus, les os de mes guerriers reposent dans les champs de Talladeya, Tallushatches, Enunckpaw, Tonopeka et je n'ai plus qu'à pleurer sur les malheurs de ma nation. Tant qu'il y a eu une seule chance de succès, je n'ai jamais déserté mon poste, ni imploré pour faire la paix ; mais si j'avais des soldats, je lutterais encore, je sèmerais mon blé d'un côté de la rivière et je vous combattrais de l'autre. »

LES EXPLORATEURS

L'histoire de la découverte de l'Amérique du Nord est remplie d'histoires merveilleuses auxquelles il ne manque qu'un Homère pour en faire une nouvelle odyssée. Le spectateur européen, le voyageur en chambre qui, à l'imitation de Xavier de Maistre, lit le récit de ces aventures dans son fauteuil, y prendrait un intérêt bien plus vif s'il avait parcouru les lieux qui en ont été le théâtre et ces hardis explorateurs ou aventuriers prendraient dans son esprit des proportions épiques. Les temps héroïques n'ont, en effet, rien de plus captivant à nous offrir et la fable elle-même n'a point imaginé de personnages plus audacieux et plus entreprenants. Mais la génération actuelle, que l'activité du présent dévore, est peu portée aux études rétrospectives et ignore leur histoire. Qui connaît les aventures de Robert Cavelier de Lasalle, gentilhomme normand, et qui a lu la découverte du Mississipi par le révérend père Marquette? Ce sont cependant des événements d'une importance capitale et dont l'influence se montre pleinement aujourd'hui. Le courage de ces héros du Nouveau-Monde, les dangers auxquels ils s'exposaient, leur fin tragique, ne sont certes point du domaine de la fable. Quant aux résultats de leurs travaux et de leurs découvertes, ils s'affirment par la marche de la civilisation et par le vaste champ qu'ils lui ont ouvert.

Avant-coureurs de cette civilisation, ils en ont planté le drapeau sur ces rivages inconnus qui devaient voir grandir une race puissante, déjà presque égale en nombre aux plus anciennes nations et qui a recueilli le fruit de leurs vaillants efforts. Nul n'a songé, par ce temps où tant de réputations usurpées sont en pleine gloire, à leur élever un monument. Disons cependant que le peuple des Etats-Unis, moins oublieux ou plus reconnaissant que nous, a rendu hommage à Lasalle. La statue de ce grand explorateur figure, en effet, à côté de celle de Washington et orne, au Capitole, le lieu des séances du Congrès.

Il ne nous appartient point de retracer les aventures des audacieux explorateurs dont nous parlons, appartenant pour la plupart à notre pays, et dont les travaux et les découvertes sont un précieux témoignage des qualités de notre race et de son aptitude indéniable à la colonisation. Pendant que la soif de l'or poussait les Espagnols et les Anglais sur ces rives mystérieuses où l'on supposait tant de trésors cachés, ces hommes, animés de sentiments bien différents et étrangers à toute idée mercantile, quittaient sans regret la France et s'exposaient bravement à tous les dangers, au milieu de peuplades inconnues, de bêtes sauvages et d'un climat meurtrier. Avec de tels hommes, la France pouvait aspirer à l'ambition de fonder un grand empire dans la vallée du Mississipi ; mais ils vivaient à une époque où le sort des nations dépendait uniquement du caprice du souverain et où un changement de règne pouvait faire tomber un peuple du faîte de la puissance dans l'im-

puissance ou l'abaissement. Le Canada a été perdu sous Louis XV après sept ans d'une guerre malheureuse, et des grands projets de Louis XIV sur l'Amérique du Nord que reste-t-il ? Le nom d'un fleuve, d'une ville, d'un Etat et quelques rares débris de notre race qui, à la fin du siècle, perdus dans le flot montant de la population américaine, auront peut-être oublié leur langue et leur origine.

Le Canada était devenu une colonie française et, grâce aux excellents procédés de nos colons avec les Indiens, cette magnifique contrée, définie par Voltaire quelques arpents de neige, ne tarda pas à jouir d'une grande prospérité et à devenir le point central de nos expéditions dans l'intérieur du pays. Nous possédions la navigation du Saint-Laurent, des forts étaient établis sur les rives de ce fleuve et nous commandions le commerce des grands lacs. Les premiers habitants du Canada qui, pour la plupart, avaient été soldats, se faisaient remarquer par une grande aptitude pour la chasse, et la vie des bois, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, leur était familière. S'identifiant aisément aux mœurs des Indiens, ils apprirent bientôt de ceux-ci qu'un grand fleuve, opposé au Saint-Laurent, roulait ses eaux vers le Sud et se déchargeait dans une mer inconnue. Il n'en fallut pas davantage pour exciter leur curiosité, toujours en éveil, et les décider à aller à la découverte. Bientôt les pères Marquette et Juliette, deux missionnaires français, partirent de Québec avec trois compagnons d'aventure, traversèrent le lac Erié et le lac Ontario dans une pirogue de bouleau, remontèrent le lac Michigan, puis la baie du

Wisconsin et se laissèrent aller au cours d'un grand fleuve. Ce fleuve qu'ils cherchaient était le Mississipi, le Meschacébé ou le « puissant père des eaux ». Après l'avoir descendu jusqu'à une distance considérable, ils remontèrent rendre compte de leur découverte. Plus tard, une autre expédition s'organisa sur les grands lacs ; un bâtiment français, nommé le *Griffon*, fut construit et équipé,et de cette expédition le père Hennequin se détacha, descendant le cours du puissant fleuve dans une barque fragile, avec seulement deux compagnons de voyage.Il traversa des forêts profondes peuplées de chevreuils, de bisons, d'ours, et aussi de nombreuses tribus d'hommes rouges voyant des Européens pour la première fois.Ils franchirent la distance qui sépare l'embouchure de l'Illinois du golfe du Mexique, remontèrent le fleuve jusqu'aux chutes de Saint-Antoine, puis retournèrent au Canada. Là, le père Hennequin s'embarqua pour la France, publia le récit de ses découvertes et le nouveau pays reçut le nom de Louisiane, en l'honneur de Louis XIV qui régnait à ce moment.

L'attention des Français fut désormais appelée sur le Nouveau-Monde et en 1684 Lasalle, qui se trouvait à la cour, obtint le commandement d'une expédition destinée à découvrir par mer l'embouchure du Mississipi et à établir une colonie sur ses bords. L'expédition, composée de quatre navires, d'une centaine de soldats, de trente volontaires, et de quelques Canadiens, partit de Rochefort le 1er août et arriva dans le golfe du Mexique vers le 12 décembre. Lasalle côtoya la pointe de la Floride et, supposant le Mississipi plus à l'Ouest,

passa devant son embouchure, coupée par de nombreuses lagunes, sans s'en apercevoir, pour aller débarquer dans la baie de Saint-Bernard, à 100 lieues plus loin, c'est-à-dire dans le Texas. Lasalle s'aperçoit bientôt de sa méprise, mais des circonstances particulières le forcent de débarquer sur ce point. Des fortifications s'élèvent et une partie de l'expédition s'établit dans un fort pendant que le chef de l'expédition, avec vingt de ses hardis compagnons, entreprend d'atteindre le Mississipi par terre, en poussant vers l'Est.

L'aspect de ces prairies immenses, de ces forêts profondes, de ces marais dangereux, que l'on rencontre dans cette partie du Texas, ne les effraie point. Ils avaient un voyage de plus de 500 milles à faire à travers un pays inconnu, au milieu de peuplades peut-être hostiles ; néanmoins rien ne peut les faire reculer et ils se mettent en route. Les Indiens les accueillent avec cette bienveillante hospitalité qui est une des vertus distinctives de leur race. Leur gibier, leur poisson, leur maïs et jusqu'à leurs filles sont à la disposition des étrangers. Quatre des compagnons de Lasalle, effrayés des fatigues du voyage ou charmés de l'hospitalité indienne, abandonnent leur chef pour vivre au milieu des tribus. L'histoire de la colonisation française offre de nombreux exemples de ces désertions et de ce retour à la vie sauvage. Cependant les maladies et les fatigues les obligent à retourner au fort Saint-Bernard. Peu de jours après, ils se remettent en route et s'efforcent d'atteindre l'Illinois où déjà une colonie française florissante était établie. Pendant deux

mois ils errent dans des forêts sans limites, dans de vastes prairies, traversant les rivières, s'enfonçant dans les marais, se dirigeant toujours au Nord-Est. Enfin ils s'arrêtent dans une de ces vastes prairies de l'Ouest, véritables mers de verdure célébrées depuis par Fenimore Cooper. Les Indiens les reçoivent comme des frères et fument avec eux le calumet de paix.

Séduction dangereuse : bon nombre des compagnons de Lasalle abandonnent leur commandant pour se joindre aux Indiens et, pour des motifs dus probablement à son caractère impérieux, l'infortuné Lasalle périt ici victime des siens. Le lieu où reposent les restes de cet intrépide explorateur est, de même que le tombeau du père Marquette, resté inconnu. La forêt qui s'était ouverte devant ces intrépides aventuriers s'est refermée sur leurs restes et la charrue du pionnier a dispersé dans un champ de coton ou de maïs les ossements des premiers explorateurs de la vallée du Mississipi. La plupart des découvreurs, des explorateurs, ainsi que des premiers colons du Nouveau-Monde, n'eurent pas d'ailleurs, observe un historien américain, une heureuse fin. Colomb fut chargé de fers ; Nunez de Balboa et Walter Raleigh furent décapités ; Fernand Cortez mourut dans un état voisin de la misère ; Magellan et Diaz de Solis sous les flèches des Indiens ; Pizarre tomba frappé par des rebelles ; deux de ses frères furent condamnés à mourir l'un dans une prison, l'autre sur un échafaud, où Almagro et son fils portèrent également leurs têtes ; Cartier, Verrazani, Gilbert, périrent dans les flots ; Hernandez de Soto et Iberville fu-

rent moissonnés à la fleur de l'âge par la fièvre, le premier sur les rives du Mississipi, l'autre à la Havane ; Ribault fut massacré par les Espagnols ; Lassalle par un assassin ; Hudson fut jeté à la mer avec son fils par son équipage révolté ; Baffin mourut dans un combat ; Guillaume Penn abreuvé d'amertume ; Oglethorpe se vit obligé, sur ses vieux jours, d'exercer la médecine pour ne pas mourir de faim ; Boon rendit le dernier soupir, seul, au pied des Montagnes-Rocheuses.

Le projet de Lasalle était d'établir une chaîne de forts et un réseau de communications depuis l'embouchure du Saint-Laurent jusqu'au golfe du Mexique, de posséder enfin exclusivement la navigation du Mississipi et d'empêcher toute communication commerciale entre la vallée de l'Ouest et les colonies naissantes anglaises des bords de l'Atlantique. Il se proposait, pour cela, de fonder, à l'embouchure du grand fleuve, un établissement qui en commanderait la navigation, entourant ainsi les colonies britanniques d'un arc immense et continu, et les empêchant de prendre un plus grand développement. Ce vaste plan, qui montre pleinement le génie militaire et organisateur de la France de cette époque, avait déjà reçu un commencement d'exécution ; il inquiéta longtemps les Anglais et les Anglo-américains eux-mêmes après la guerre de l'indépendance. Aujourd'hui des villes florissantes se sont élevées à la place même de nos anciens postes militaires et le fort Duquesne est devenu la ville de Pittsburg, le Birmingham des Etats-Unis. Toutefois, le souvenir des vastes plans de colonisation entretenus par la France s'est perpé-

tué dans de nombreux noms de villes et de rivières et la vallée du Mississipi, bien que ne nous appartenant plus, portera longtemps la trace de nos premières tentatives pour la coloniser. Une race plus tenace et plus puissante, mieux servie par les événements, a recueilli le fruit de nos efforts.

Les Anglais ont fourni moins d'explorateurs que les Français et, comme ils ne se sont jamais proposé autre chose que la possession du sol, les héros de leur colonisation ont un tout autre caractère. Le héros le plus célèbre des premiers temps de leur colonisation est le capitaine John Smith. Mais, tout en admirant son brillant courage et le rare dévouement dont il fut l'objet, on doit reconnaître qu'il a été, consciemment ou non, un des plus puissants instruments de la destruction de la race indienne dans la Virginie. Son histoire est si connue que nous trouvons superflu de la retracer ; elle offre cependant quelques particularités dignes d'être signalées.

La première fois que Smith devint le prisonnier des Indiens, il les intéressa d'une manière singulière en leur montrant sa boussole. Les Indiens,race plus curieuse et moins flegmatique qu'on ne le pense généralement, prirent grand intérêt à suivre les mouvements de l'aiguille mystérieuse vers le Nord. Toujours est-il que, par son esprit et par ses ruses, il devint leur ami, et ils le traitèrent si bien que Smith supposa sérieusement un moment qu'ils avaient l'intention de le mettre bien à point pour le dévorer, quoique l'on ne citât aucun cas d'antropophagie chez les Indiens. Cependant, la plupart des membres de la tribu, irrités des outrages qu'ils avaient

subis de la part des colons de Jamestown, demandèrent sa mort à grands cris et elle fut résolue. Le pauvre John Smith allait subir son triste sort, mais Pocahontas, la fille du roi, s'interposa soudainement entre lui et son père et le pria de l'épargner. Le roi ne put résister aux sollicitations et aux caresses de sa fille : Smith fut sauvé.

Ce chef indien était une sorte de roi constitutionnel qui ne demandait qu'à se civiliser et à vivre en paix avec ses nouveaux voisins. Il voulut garder Smith avec lui et se l'attacher en qualité d'artisan. Il lui ferait des robes, des souliers, des arcs, des flèches ; mais Smith, malgré la tendre amitié que lui portait Pocahontas, ne put se décider à rester avec les Indiens. Le roi, à la fin, lui rendit sa liberté, mais à la condition qu'il recevrait, en échange, deux fusils et une meule à aiguiser. Smith tint sa parole, le roi reçut ces dons précieux, dont se contentent encore une foule de roitelets d'Afrique, et devint tout à fait dévoué aux intérêts anglais. Toujours est-il que pendant quelque temps la colonie de Jamestown, embryon de l'Etat de la Virginie qui vit naître Washington et donna depuis plusieurs présidents à la république des Etats-Unis, ne subsista que par les vivres qu'elle devait à la générosité d'un roi sauvage et surtout à l'intervention parfaitement désintéressée de sa fille Pocahontas.

Cet excellent prince indien eût pu être un membre distingué d'un congrès pour la paix universelle et ses actions, contrairement à celles de plus puissants monarques, ne démentaient point ses paroles. C'était le roi d'Yvetot des Indiens de la Virginie

qui n'avaient point attendu l'arrivée des Européens pour goûter les premiers fruits de la civilisation. Des Anglais qui avaient passé une semaine chez un de leurs sachems, à l'époque de Christmas ou Noël qui, on le sait, est l'occasion de grandes réjouissances en Angleterre, déclarèrent qu'ils n'avaient jamais été mieux traités de leur vie, assis près d'un meilleur feu, ni nourris avec une plus grande abondance de bon pain, d'huîtres, de poisson, de venaison et de volaille sauvage. La baie de la Cheseapake fournit en effet en abondance les meilleures choses de la terre, surtout d'excellentes huîtres, connues aujourd'hui sous le nom d'huîtres de Baltimore. L'ordinaire des Indiens de la Virginie, au temps du capitaine Smith, serait un luxe très apprécié chez beaucoup d'Américains qui cependant, aujourd'hui, les traitent de sauvages.

La jeune et tendre Pocahontas, après avoir été l'ange tutélaire de Smith, rendit mille autres services à la colonie de Jamestown. Elle gagna l'affection d'un officier anglais, du nom de John Rolf, qui, séduit par sa beauté, son noble cœur et les qualités de son esprit, la demanda en mariage et l'obtint. Elle fit un voyage en Angleterre, embrassa la religion chrétienne et fut baptisée sous le nom de Rebecca. Mais peu de temps après cette union, elle mourut, laissant des descendants qui s'honorent de leur origine et dont l'un était, il y a peu de temps, membre du Congrès des Etats-Unis. Elle revit Smith. Dans cette entrevue, Pocahontas montra ses nobles sentiments et sa vive affection pour cet explorateur. « Vous portiez, lui dit-elle, la crainte dans l'âme de tous, excepté

dans la mienne. » Mot admirable, qui peint la force et la naïveté des sentiments qu'elle éprouvait et qui, dans la bouche d'une jeune fille sauvage, fait quelque peu honte à notre civilisation. Le noble dévouement de Pocahontas hâta cependant la destruction de sa race; en servant son amour, elle protégeait en effet les ennemis de son père et de sa nation. En échange de ses bons services, et pour en assurer la mémoire, ceux qu'elle favorisait n'ont rien trouvé de mieux que de donner son nom à un des nombreux bateaux à vapeur qui parcourent en ce moment la vallée du Mississipi.

LA VALLÉE DU MISSISSIPI

Les Français du Canada avaient appris des Indiens l'existence d'un grand fleuve à l'Ouest qui ne coulait ses eaux ni vers l'Est ni vers le Nord ; on présumait que ce fleuve devait suivre son cours vers le Pacifique ou le golfe du Mexique. Talon, intendant des vastes contrées de l'Amérique auxquelles on avait donné le nom de Nouvelle-France et qui portent encore la trace vivante des efforts héroïques de nos ancêtres pour s'y établir à demeure, voulut attacher son nom à une découverte géographique importante et il engagea dans son entreprise le frère Marquette, hardi explorateur dont nous avons déjà parlé, et Joliet, un marchand de Québec, qui était depuis longtemps en relation avec les tribus indiennes voisines des grands lacs. Ces deux intrépides aventuriers traversèrent le lac Huron, le lac Michigan, remontèrent la rivière des Ontogamis *(fox river)*, jusque près de sa source, et gagnèrent le Wisconsin dont le courant les mena au grand fleuve qu'ils cherchaient. C'était le Missíssipi ou Meschacébé, qui, dans la langue imagée des Indiens, signifie le père des grandes eaux.

La nouvelle de cette découverte causa à Québec une joie inexprimable, mais il se passa huit années avant que l'on songeât à explorer le grand fleuve et ce n'est que depuis l'application de la

vapeur à la navigation fluviale que cette importante voie de communication a été bien connue et pleinement utilisée. La vallée du Mississipi est un des plus beaux champs où le génie de l'industrie moderne ait appliqué ses découvertes et on peut dire qu'il n'y a pas de pays au monde où la vapeur ait produit une révolution aussi profonde. Ce puissant agent de civilisation n'y a trouvé, en effet, que des éléments sympathiques et son empire s'est établi sans rencontrer un ennemi, sans frapper une victime. Pendant que le premier bateau à vapeur lancé sur les eaux de l'Ouest arrachait des cris de joie à tous les pionniers répandus dans la forêt primitive, l'Indien lui-même restait pétrifié d'étonnement et d'admiration devant ce puissant et mystérieux véhicule. Il remarquait, avec une surprise mêlée de terreur, ses cheminées fumantes, le sifflement aigu de sa vapeur et les mouvements si bien combinés de cette *grande pirogue* qu'une main inconnue dirigeait avec tant d'intelligence, sachant profiter des courants pour descendre et éviter avec dextérité les rapides et autres dangers que la navigation rencontre sur les rivières encore inexplorées de l'Amérique. Ces naïfs enfants de la nature admiraient cette production de l'industrie humaine comme l'œuvre du Grand-Esprit lui-même. Et c'est ici le cas d'ajouter à ce que nous avons dit déjà, à propos des Indiens, que les peuples barbares font la guerre plutôt à nos vices qu'à nos idées et à notre civilisation. Les Indiens étaient particulièrement affectés par la peinture, la musique et les merveilles de notre industrie ; ils n'ont jamais maltraité aucun savant,

aucun artiste, et nous sommes persuadé que si le télégraphe électrique passait au milieu de leurs tribus les plus sauvages, ils le respecteraient une fois qu'ils en connaîtraient la puissance. Les nègres du Sud, dont quelques-uns vivent dans un état d'ignorance et d'isolement qui les rapproche de la barbarie, ont d'ailleurs la même admiration et le même respect pour les machines ou autres manifestations matérielles du génie créateur de la race blanche. C'est par les merveilles de nos arts et de notre civilisation que nous devons rallier les peuples barbares à la civilisation et non par la violence ou par la guerre.

La vapeur ayant été introduite dans l'industrie américaine sans rencontrer d'intérêts acquis, les machines se sont développées aux Etats-Unis en quelque sorte sous le patronage public et le gouvernement n'a jamais eu besoin de prendre l'initiative dans les créations qui emploient ces instruments. Le gouvernement n'est pour rien dans l'accueil passionné qui est fait à tout projet ayant pour but le développement des ressources naturelles du sol ou de l'industrie des habitants du pays et nulle part en Europe, si ce n'est peut-être en Angleterre, on ne se passionne ainsi pour les entreprises industrielles. L'ouverture d'un canal ou l'inauguration d'un chemin de fer est un événement de premier ordre dans la vie d'un Américain. Il y a vingt-cinq ans, on annonçait que le canal de l'Erié était navigable depuis le lac de ce nom jusqu'à l'Hudson. Le télégraphe électrique n'était pas inventé encore, mais un coup de canon, parti de Buffalo et répété par des

pièces d'artillerie placées à une distance convenable l'une de l'autre, firent connaître à New-York le départ du *Seneca Chief* sur les eaux du canal. La grande nouvelle fut bientôt répandue dans tout l'Etat, et les populations empressées accoururent en grande pompe pour recevoir ce navire, avant-coureur des relations qui allaient s'ouvrir. Chaque ville, chaque village avait préparé ses guirlandes, ses drapeaux, ses oriflammes. C'était une ovation comme on n'en fait en France qu'aux armées triomphantes. Après un voyage de huit jours, le *Seneca Chief*, accompagné d'une petite flottille de bateaux à vapeur d'Albany, atteignit la ville de New-York. Alors eut lieu une cérémonie des plus intéressantes. Le gouverneur de l'Etat prit un baril d'eau recueillie dans le lac Erié, le versa dans l'Océan et fit la petite allocution suivante : « Cette solennité, en ce lieu et à l'arrivée du premier navire venu du lac Erié, a pour but de commémorer la communication maritime établie entre nos mers Méditerranée et l'Océan Atlantique, dans l'espace de huit années et sur une étendue de 425 milles, par la sagesse, l'esprit public et l'énergie du peuple de l'Etat de New-York. Puisse le dieu du ciel et de la terre jeter un regard sur ces travaux et les faire servir aux meilleurs intérêts de la race humaine. »

Les Américains, dont la passion dominante est le commerce, puisent, dans les moyens qui servent à l'étendre ou à le faciliter, des émotions qui nous sont inconnues et dont la nature est caractéristique des tendances d'une population ne voyant que le bénéfice net à recueillir. Les nouvelles

d'Europe les plus importantes ne passent qu'après le cours du coton ou de la farine, et les péripéties de la république française ont pour eux bien moins d'intérêt que le bulletin commercial de Liverpool. Aux Etats-Unis, on aime les découvertes scientifiques non pour elles-mêmes, mais pour les services qu'elles rendent à l'industrie ou au commerce. A considérer les 24,000 kilomètres de fils télégraphiques qui passent dans les forêts, dans les plaines et sur les routes de l'Amérique, on pourrait croire que les sciences y sont plus cultivées qu'en France. Il n'en est rien cependant ; mais le télégraphe est un si puissant auxiliaire des spéculations commerciales qu'aucune grande ville des Etats-Unis ne peut aujourd'hui s'en passer. Le télégraphe annonce le départ des bateaux à vapeur, le cours des marchandises, donne des renseignements sur la solvabilité de telle ou telle maison et une foule de renseignements qui sont l'âme du commerce américain. Nous nous trouvions à Cincinnati au moment où la ligne télégraphique établie entre cette ville et la Nouvelle-Orléans venait de se compléter. La première dépêche mit deux heures à venir de la Nouvelle-Orléans à Cincinnati. Elle annonçait, sans aucun préambule, la vente de 300 boucauts de tabac à un prix en hausse, de l'amélioration dans le cours de la farine, de la lourdeur dans le porc (*pork is dull*), le whiskey à 24 cents le gallon, le sucre à cinq cents la livre, les bœufs de l'Ouest à 15 dollars 1/4 la tête, etc...

Heureux pays où une ligne télégraphique de 600 lieues de parcours débute ainsi, et qui, un instant après, annoncera le mariage de Miss ***, ou

fera connaître à tel gentleman de l'Ohio que sa femme vient de manger des crabes au lac Pontchartrain ou a entendu, la veille, Jenny Lind au théâtre Saint-Charles. Il y a quelque temps, on citait l'exploit suivant de la ligne télégraphique de New-York : « Les nouvelles d'Europe apportées par l'Atlantique partirent de New-York à midi, arrivèrent à la Nouvelle-Orléans à deux heures et demie et furent publiées dans le journal du soir. » Le résultat que ces nouvelles exercèrent sur le marché du coton fut transmis aux négociants de New-York et ils en furent informés avant d'avoir quitté leurs bureaux pour aller dîner. Tels sont les exploits pour lesquels les Américains se passionnent et l'application qu'ils font des découvertes scientifiques.

Les bateaux à vapeur.

La passion des Américains pour leurs bateaux à vapeur n'est pas moins grande que celle qu'ils ont pour leurs télégraphes électriques, et c'est avec amour et un orgueil justement fondés qu'ils les montrent aux étrangers. Ils leur donnent mille de ces noms fantastiques que le génie seul de la langue anglaise leur permet de choisir, mais qui, traduits, présentent un sens bizarre dans la nôtre. Ils les décorent, les embellissent comme des palais et en font non seulement des véhicules fort commodes, mais des lieux de réunion et de plaisir. Dans l'Ouest surtout, il se donne fréquemment des bals sur les bateaux à vapeur et il s'y conclut beaucoup de mariages. La ligne de Cincinnati à Louisville

est renommée pour ses chambres nuptiales (*wedding rooms*). Les Américains vont en outre fréquemment sur les bateaux à vapeur passer la lune de miel sous une pression de 6 à 8 atmosphères. Ils aiment le bruit et la fumée et le sifflement de la vapeur est une musique douce à leur oreille.

L'application de la vapeur à la navigation a produit en Amérique une véritable révolution dans les habitudes de la population des bords des rivières et des fleuves. Le temps est loin où Franklin mettait huit jours pour faire la traversée de New-York à Philadelphie dans une méchante barque et avec un morceau de pain dans sa poche. Des palais flottants font aujourd'hui le service entre ces deux villes et l'on y trouve tout le confort et le luxe de la civilisation. Les rivières de l'Ouest qui, aujourd'hui, sont sillonnées par plus de 800 bateaux à vapeur, présentaient, il y a à peu près un quart de siècle, un spectacle bien différent qu'il n'est pas sans intérêt de retracer.

La navigation fluviale se faisait au moyen de bateaux plats de divers styles, affectant parfois la forme d'un schooner avec ses mâts et ses voiles et pouvant jauger de 50 à 100 tonneaux. Si le vent n'était pas favorable ou le niveau des eaux trop élevé, il ne fallait pas moins de vingt à trente hommes d'équipage pour faire remonter à ces bateaux le cours du fleuve. Dans ce cas, deux petits canots d'avant-garde marchaient en avant, attachant un câble, à tour de rôle, aux énormes arbres de la forêt primitive qui bordaient alors le cours de toutes les rivières, et on remontait le bateau au moyen d'un cabestan. On faisait ainsi 6 à 8 milles

par jour, et cela était considéré comme une bonne vitesse. Il ne fallait pas moins de 90 à 100 jours pour aller de la Nouvelle-Orléans à Cincinnati, voyage qui se fait aujourd'hui en huit jours.

Le *keel boat*, ou bateau à quille, avait une autre forme ; il était d'une construction plus légère et d'un moins fort tonnage. On s'en sert encore sur l'Ohio, dans la saison des basses eaux. Il se meut à l'aide de rames, de voiles et du cabestan. Le *ferry flat* était un bateau couvert d'un toit assez élevé et servant spécialement au transport de familles d'émigrants. Le *Kentucky flat*, ou *broad horns*, était une sorte d'arche oblongue, de 50 jusqu'à 100 pieds de longueur, sur 15 de largeur, et recouvert d'un toit circulaire. Le fond était composé de pièces de bois massives, assez fortes pour un chargement de 2 à 400 barriques, et disposé pour conduire des bestiaux, des cochons, des chevaux, et combiné aussi pour y loger des voyageurs. Ces bateaux étaient de véritables arches de Noé. Rien n'était plus curieux que de les voir descendre le cours des rivières avec leur chargement de bœufs, de vaches, de moutons, de cochons, de chevaux, de volailles, etc. Les instruments aratoires étaient placés sur le toit, où l'on voyait aussi les métiers à tisser et la roue à filer de la famille. Le bateau descendait naturellement le cours des rivières, passant au milieu de forêts vierges sans limites, traversant les territoires les plus variés, et passant d'un climat sévère dans la douce atmosphère du Sud. Parfois on entendait le son d'un violon sortir des flancs du bateau et celui plus aigu de la corne arrachée au buffle des prairies allait

retentir sur les hauteurs de l'Ohio, se répercutant de colline en colline et mourant dans les profondeurs inhabitées des bois. Les populations riveraines aimaient singulièrement ce genre de navigation qui exigeait beaucoup de force et d'énergie. Le genre particulier de leur existence, amphibie et vagabonde, leur avait valu le surnom de moitié chevaux, moitié crocodiles (*half horse*, *half alligator*). Ils avaient peu de goût pour l'agriculture, étaient passionnés pour la chasse et savaient tous parfaitement manier la carabine.

New-Madrid était le point central de la navigation de la vallée du Mississipi et le lieu de rendez-vous de tous les bateaux qui sillonnaient les nombreux cours d'eau de cette vallée, une des mieux arrosées qui existent. Les uns venaient des chutes de Saint-Antoine, les autres sortaient des eaux turbulentes du Missouri, ceux-là de Chicago ou du lac Michigan, ceux-ci du Monongahela, de la Wabash, de Rock-River. Tous venaient des points les plus opposés et se rencontraient à New-Madrid après avoir parcouru d'énormes distances. Les uns étaient chargés de planches de sapin coupées dans les forêts du sud-ouest de l'Etat de New-York; les autres apportaient la farine et le porc de l'état de l'Ohio, le wiskey, le tabac, le chanvre du Kentucky. On y voyait aussi le coton du Tennessée, les bestiaux et les chevaux de l'Illinois, les pelleteries et le plomb du Missouri, puis des chargements de pommes sèches, de patates, de cidre, enfin les meubles, outils et instruments aratoires fabriqués dans les villes manufacturières de la Pensylvanie. C'était une véritable foire flottante.

Ces navigateurs d'eau douce avaient fait sur les rivières un trajet peu moindre en étendue que celui de New-York à Liverpool et couru certainement plus de dangers que dans beaucoup de voyages au long cours. Quelquefois ils traversaient des régions encore peuplées d'Indiens hostiles qui, embusqués sur les hauteurs ou cachés dans les bois, leur envoyaient la mort sans être aperçus. Ailleurs, ils avaient à lutter contre les pirates ou boucaniers qui infestaient les bords du Mississipi et de quelques-uns de ses nombreux affluents. Des privations de toute sorte venaient s'ajouter aux dangers de la route et le climat lui-même n'était pas le moindre de leurs ennemis. Il fallait en effet, la nuit, camper au milieu d'épais brouillards et respirer les exhalaisons fétides des marais ; le jour, voyager sous un soleil brûlant et affronter de fréquents et terribles orages. Aussi, quand ils arrivaient à New-Madrid, il leur semblait avoir atteint le port. La superficie des nombreux bateaux qui s'y trouvaient réunis couvrait souvent plusieurs arpents et rien n'était plus pittoresque que l'aspect de ce petit monde flottant. Après quelques jours consacrés au repos, on liait les bateaux ensemble pour descendre le fleuve avec plus de sécurité. Les bateliers (*watermen*) passaient ainsi de l'un sur l'autre, nouaient des relations d'intérêt et d'amitié, échangeaient des provisions, tuaient un bœuf pour manger de la viande fraîche et se vendaient réciproquement quelques-unes de leurs productions. L'un des bateaux se transformait en taverne, un autre en boutique de détail, celui-ci était improvisé en salle de bal. On voyait aussi des ateliers flottants

où l'on raccommodait et fabriquait la batterie de cuisine et où se faisait entendre le bourdonnement des forges et le retentissement des enclumes. La destination de cette flotte était généralement la Nouvelle-Orléans. Là se terminait le voyage, mais le plus pénible restait encore à faire, le retour. Les voyages dans l'Ouest ne présentent aujourd'hui ni les mêmes scènes, ni les mêmes dangers. On remonte sans fatigue et sans crainte le cours des grands fleuves, on dort chaudement au milieu des brouillards, on boit de l'eau glacée sous un ciel tropical, et grâce à la vapeur, des excursions de plusieurs milliers de kilomètres sur les rivières sont devenues de véritables parties de plaisir.

Les bateaux à vapeur sont aujourd'hui la providence de la vallée du Mississipi et comme, le plus souvent, il n'y a pas d'autre voie de communication, le concours des voyageurs y est immense. Ils sont au nombre des agents les plus nécessaires de la vie sociale et s'il était possible de supposer qu'ils disparussent pour un temps donné, la civilisation naissante de ces vastes contrées disparaîtrait avec eux. Leur départ de telle ou telle ville est signalé par le télégraphe électrique; on connaît l'heure de leurs stations sur les points intermédiaires, ainsi que sur toute la côte du Mississipi et des nombreuses rivières qui l'alimentent. Partout, dans ces localités désertes, on attend le bateau à vapeur avec une impatience dont l'arrivée des journaux en temps de révolution peut seule nous donner une idée. Longtemps avant qu'il ne paraisse, on entend le mugissement de

sa vapeur d'échappement ou le cri perçant de son sifflet d'alarme. Des nuages épais d'une fumée noirâtre, remplie de milliers d'étincelles, sont vomis par ses deux cheminées. Une cloche grosse comme celle d'une église de village avertit qu'il va s'arrêter pour prendre du fret ou en déposer. Il débarque la farine, les viandes, les liqueurs, les vêtements, enfin tout ce qui est nécessaire à la famille et prend, en échange, les produits de la localité où il s'arrête. Il apporte aussi les journaux, les lettres, les nouvelles de toute la route et jusqu'aux jouets pour les enfants. Il part pour revenir encore, car il entretient la vie partout où il passe. Grâce à lui, les populations disséminées sur des points inaccessibles à l'homme isolé, sont en communication régulière et, du fond de leurs bois, participent aux bienfaits de la civilisation. Les peuplades de pionniers et de chasseurs ont dès lors changé leur mode d'existence et, trouvant un marché pour leurs produits, se sont adressés à leur tour à l'industrie des villes. Les vêtements de peau, les bas de cuir ont disparu ; les jeunes filles ont cessé de tricoter leurs mitaines et les femmes de faire les chemises de leurs maris. La passion pour la chasse et la vie errante a fait place à l'amour du commerce et de l'industrie, et, grâce à la vapeur, la solitude s'est peuplée et recule chaque jour ses limites.

Les essais de l'application de la vapeur à la navigation fluviale datent de 1811, mais ce genre de navigation ne commença à proprement parler qu'en 1817. Antérieurement à cette mémorable époque, tout le commerce du Mississipi se faisait

au moyen d'un petit nombre de bateaux plats, une vingtaine peut-être, jaugeant 100 tonneaux chacun et se bornant à un voyage par an. Entre Louisville et Pittsburg, le commerce n'avait pas beaucoup plus d'importance et il n'y avait, pour le service de ces deux points, que cent cinquante *keels boats* de trente tonneaux chacun. En 1828, il y avait, sur les eaux de l'Ouest, 115 bateaux à vapeur, jaugeant en tout 17,305 tonneaux ; en 1834, il y en avait 230, jaugeant 39,000 tonneaux et lorsque Michel Chevalier visita les Etats-Unis en 1835, il en trouva 240, jaugeant 64,000 tonneaux. Enfin en 1850, au moment de notre séjour en Amérique, il n'y avait pas moins de 600 bateaux à vapeur naviguant sur les eaux de l'Ouest, c'est-à-dire sur le Mississipi et ses tributaires, flotte dont le tonnage total s'élevait à 140,000 tonneaux. Dans la même année, le commerce total des rivières de l'Ouest était évalué à 256,233,820 dollars.

L'accroissement de la population s'est opéré dans la même proportion. Il y a un demi-siècle, les Etats de l'Ouest ne comptaient que 271,915 habitants ; 10 ans plus tard, 699,680. En 1820, il y avait, dans ces Etats, 1,423,622 habitants ; en 1830, 2,208,390 ; en 1840, 4,131,370 ; enfin en 1850 le recensement accuse 7 millions d'individus. Les Etats de l'Ouest comprennent le Kentucky, l'Ohio, l'Indiana, le Missouri et l'Illinois. La plupart de leurs villes ont doublé et triplé leur population dans la période de 1840 à 1850. Saint-Louis surtout a pris un accroissement inouï. Cette ville, qui n'avait que 4,123 habitants en 1820, en compte aujourd'hui plus de 80,000.

Ce prodigieux accroissement de commerce et de population n'est pas dû seulement au génie mercantile de la race anglo-américaine, mais il est dû aussi aux moyens puissants que la vapeur est venue mettre à sa disposition. Devant ce résultat, on peut dire que le monde découvert par Christophe Colomb serait resté longtemps inexploré et solitaire sans les découvertes de la science moderne. Des écrivains français, entraînés par une admiration exagérée de la race anglo-saxonne, ont gravement reproché à la France de n'avoir su fonder aucune colonie et d'avoir complètement échoué au Canada et dans la vallée du Mississipi. C'est ici le cas de remarquer que les anglo-américains, pendant longtemps, n'ont pas fait plus de progrès que nous, dans leurs colonies, sauf en ce qui concerne les institutions civiles et politiques, lesquelles ont été importées de leur métropole originelle avant l'application de la vapeur à la navigation et à l'industrie.

Les pionniers partis de la Nouvelle-Angleterre après la guerre de l'indépendance et qui se répandirent sur les bords des fleuves de l'Ouest subirent, eux aussi, l'influence de la solitude primitive et prirent de nouvelles mœurs. Ils menèrent pendant longtemps une existence à moitié sauvage et la plupart avaient perdu le goût de l'agriculture, du travail et des arts de la civilisation. Ils se livraient à la chasse, à la pêche, et acquirent des mœurs rudes et vagabondes dont la trace n'est pas encore complètement effacée dans l'Ouest. Mais après l'introduction des bateaux à vapeur, les communications devinrent plus faciles et les

mœurs changèrent comme par enchantement. Certes, si les Français eussent pratiqué la navigation du Mississipi à l'aide de la vapeur, ils ne seraient pas restés en arrière des Américains et il est peu équitable, dès lors, de comparer les résultats obtenus par les deux nations sur le même continent. La France colonisait à une époque où elle ne jouissait pas d'institutions libérales, et elle a cédé ou perdu ses possessions coloniales longtemps avant que la science eût trouvé les moyens puissants d'exploration et d'exploitation que le commerce possède aujourd'hui. Les progrès accomplis au Canada étaient fort remarquables pour l'époque, et si cette colonie avait continué d'appartenir à la France, il n'y a pas le moindre doute que, régénérée par une immigration incessante, apportant les idées, les institutions, la civilisation de la mère-patrie, elle aurait prouvé à nos rivaux que, placés sur le même terrain, nous pouvons, bien que par des moyens différents, arriver aux mêmes résultats. Les Américains ont l'orgueil des parvenus et s'attribuent assez volontiers tout l'honneur d'un progrès dont l'Europe peut, à bon droit, revendiquer une bonne part, puisqu'elle est un pays d'où rayonne incessamment la science positive, qui, aujourd'hui, contribue plus au bonheur et à la richesse des peuples que toutes les institutions politiques imaginables. Que serait l'Amérique sans la vapeur, sans les chemins de fer, sans la télégraphie électrique, sans les nombreux moyens de communication dont elle dispose ? Un pays de boucaniers et de sauvages. Quand donc élèvera-t-on des monuments aux bienfaiteurs de l'huma-

nité ? Fulton, qui a tant fait pour les Américains, est mort misérable, et les souscripteurs manquent pour lui dresser une statue.

Les bateaux à vapeur de l'Ouest ne ressemblent en rien à ceux qui font le service de nos fleuves. La largeur considérable, la profondeur de la plupart des rivières de l'Amérique, l'absence de ponts sur beaucoup d'entre elles ont permis de leur donner des proportions et des formes inconnues jusqu'à ce jour. Ce sont de véritables palais flottants qui offrent le luxe et le confort des meilleurs hôtels. Leur coque est surmontée d'un pont, superposé à la hauteur de 5 à 6 mètres, et ayant la forme et les dimensions du pont inférieur. Une galerie circulaire l'entoure ; c'est autour de cette galerie que sont disposées les cabines des voyageurs, cabines qui, avec leurs jalousies vertes sur un fond blanc, donnent au bateau une apparence des plus coquettes. On arrive sur ce pont par un double escalier, placé à l'avant du bateau. Là se trouve une sorte de salon en plein vent, fort agréable dans la saison d'été. La salle à manger, qui sert en même temps de salon et contient des tables et des poêles, est dans le milieu, et les cabines sont disposées de chaque côté, comme des cellules, ayant une porte sur le salon et une ouverture sur la galerie qui borde la rivière. Chaque cabine contient deux lits très confortables. Dans le salon commun, on trouve aussi l'office, la chambre du capitaine et la buvette (*bar room*). Dans le fond, est la chambre des dames (*ladies room*), et des hommes mariés qui accompagnent leurs femmes. Les hommes mariés constituent aux

Etats-Unis une véritable aristocratie parmi les voyageurs. Ils ont toujours les meilleures places sur les bateaux, en chemins de fer et à table. Une cloison mobile sépare le salon des dames du salon commun, affecté plus particulièrement aux hommes. La nuit, cette cloison se tire et se ferme ; ainsi l'exige la pudeur américaine. Rien de plus magique que l'aspect de cet immense salon, qui se développe dans toute la longueur du bateau, et dont les dimensions, sur des bateaux de première classe, sont telles, que cinq à six cents personnes peuvent s'y réunir et y danser aisément. Au-dessus du salon, c'est-à-dire au second étage, se trouve la chambre des pilotes et de quelques autres officiers du bord, mais qui n'occupe généralement qu'une longueur de 8 à 10 mètres. Enfin, au troisième étage, une petite chambre carrée renferme la roue du gouvernail. C'est de cette hauteur énorme, c'est-à-dire de 15 à 16 mètres au-dessus du niveau du fleuve, que le pilote dirige ce caravansérail flottant qu'on ne voit qu'aux Etats-Unis et dont, pour notre part, nous ne nous sommes jamais lassé de contempler la marche bruyante et majestueuse.

Le fret considérable dont se chargent ces bateaux, et on en aura une idée quand on saura qu'il n'est pas rare de les voir apporter à la Nouvelle-Orléans en une seule fois 3.000 balles de coton, ce fret est mis à fond de cale ainsi qu'autour des chaudières et des machines. Les chaudières (*boilers*) sont placées à 10 ou 15 mètres de l'avant et occupent une longueur de 10 mètres, sur une largeur plus ou moindre, suivant leur nombre. Il y a générale-

ment quatre chaudières ; les gros bateaux en comptent six. Les machines sont au centre du bateau, une de chaque côté. Elles sont horizontales et chacune de leurs énormes bielles en bois barde de fer met une roue en mouvement. Le pilote et le mécanicien, étant placés à une distance considérable l'un de l'autre, correspondent par un mouvement de sonnettes. Les roues, qui dépassent les bordages de toute leur largeur, sont reliées au pont par un plancher qui augmente considérablement la superficie du bateau. Enfin, à l'arrière et dans la chambre des dames, sont les hamacs de l'équipage et les places réservées aux passagers d'entrepont. Deux énormes cheminées en tôle sont placées à l'avant de la chaudière ; à côté sont les tuyaux pour l'échappement de la vapeur des machines. Mais depuis quelque temps, on dirige l'énorme volume de cette vapeur sous les roues où elle se condense et disparaît comme dans des condenseurs.

Le *Magnolia* est un des plus grands et des plus beaux bateaux de l'Ouest et nous ne pouvons mieux faire, pour compléter notre description, que de donner ses dimensions. Le *Magnolia* a 80 mètres de longueur sur 30 mètres de largeur, compris le faux pont ou avancement, qui s'étend jusqu'à la partie extérieure des roues. Il a deux machines dont le cylindre a 75 centimètres de diamètre et le piston 3 mètres de course ; six chaudières de 10 mètres de longueur, sur un mètre de diamètre. Chaque chaudière a deux tubes inférieurs (*flues*) dans lesquels circule la fumée avant de passer dans les cheminées lesquelles sont à l'avant

des chaudières. Ces tubes, de 0 m. 30 de diamètre, ont une longueur égale à celle des chaudières. Les roues ont 12 mètres de diamètre ; chacune a 27 bras et des palettes de 3 m. 70 de longueur. Il y a une petite machine spéciale (*doctor*) destinée à l'alimentation des chaudières et à prévenir l'incendie. Le cylindre de cette machine a 0 m. 28 de diamètre, le piston 0 m. 70 de course ; elle est alimentée de vapeur par une chaudière spéciale. Elle fait également mouvoir un arbre qui communique le mouvement à deux treuils placés l'un à l'avant, l'autre à l'arrière, et qui servent à charger et à décharger le fret. Le bateau est éclairé tout entier au gaz, qui est fait avec de l'oléine (*lardoil*) extraite de la graisse du cochon. Le fourneau à gaz est près des chaudières, le gazomètre à l'arrière du bateau. Enfin, les cabines présentent un ameublement simple, mais confortable. Le salon est orné de tapis d'un grand prix. Les peintures sont fraîches et élégantes. Enfin, rien n'y manque pour en faire un séjour véritablement enchanteur. Ce bateau a coûté 70,000 dollars. Il a été construit, coque et machine, à New-Albany, près Louisville, dans le Kentucky. Il tire seulement quatre pieds d'eau.

Une riche contrée.

Lorsque le premier bateau à vapeur fut lancé sur les eaux de l'Ouest, la vallée du Mississipi était à peu près dans l'état primitif où la trouvèrent ses premiers explorateurs et son immense superficie, aussi étendue que le territoire de la Chine,

[redacted]

comptait à peine 300,000 habitants disséminés sur tous les points. Quelques rares villages, décorés pompeusement du nom de villes, quelques fermes isolées, quelques huttes de chasseurs et d'Indiens se voyaient çà et là sur ce riant Ohio où l'on rencontre aujourd'hui des villes aussi nombreuses que sur les bords de la Loire et des champs cultivés dont la production, très variée, fait supposer au voyageur qu'il traverse une province de France. Rien n'est plus pittoresque que le voyage de Pittsburg à la Nouvelle-Orléans qui, jadis, ne pouvait s'accomplir qu'une fois par an et au prix des fatigues les plus pénibles ; c'est en le faisant, qu'on peut avoir une idée claire de la magnificence, de la grandeur, de la richesse de la vallée du Mississipi. Que le lecteur nous permette de nous écarter un peu de notre sujet pour y revenir et lui en parler encore.

La vallée du Mississipi est aujourd'hui, nous l'avons di , le véritable siège de la puissance industrielle et commerciale des Etats-Unis. On est frappé d'étonnement en considérant ses vastes dimensions. Terminée à l'Est par la chaîne des Alleghanys, à l'Ouest, par les Montagnes-Rocheuses, au Nord, par les grands lacs du Canada et au Sud, par l'Océan Atlantique, on peut dire qu'elle est une des plus grandes, comme elle est une des plus fertiles vallées du monde. Le fleuve puissant qui la traverse est la gloire et l'orgueil des Anglo-Américains, qui, les premiers, l'ont sillonné de leurs puissants bateaux à vapeur. Le Mississipi a un cours de plus de 4,620 kilomètres ; sa largeur moyenne, au-dessous de l'embouchure de l'Ohio,

est d'environ 2,000 mètres ; sa profondeur, dans la basse Louisiane, est considérable. Il arrive parfois que des vaisseaux qui y jettent l'ancre ne trouvent pas de fond ; 100 lieues au-dessus de son embouchure, il a encore une profondeur de 50 mètres et des bateaux à vapeur de 100 mètres de longueur, sur une hauteur énorme, y disparaissent fréquemment sans laisser aucun vestige apparent.

Les rivières qui l'alimentent ne sont pas moins remarquables par leur immense parcours, le volume de leurs eaux et la diversité des territoires qu'elles arrosent. Le Missouri, qu'on a pris longtemps pour le Mississipi lui-même, et qui n'en est que le principal affluent, a 4,600 kilomètres de cours ; l'Arkansas, près de 3,000 ; la Rivière-Rouge 2,400 ; l'Ohio, 2,200. Les plus petits tributaires ont la longueur de la Loire et il compte un certain nombre d'affluents qui ont les dimensions de la Seine. Ces grandes rivières, qui seraient en Europe des fleuves de premier ordre, apportent dans le Mississipi un volume d'eau énorme et lui donnent une puissance qui serait redoutable si la nature, par une prévoyance admirable, n'avait pris soin d'élever leur niveau à des époques différentes. Néanmoins, le Mississipi reste au niveau des grandes eaux pendant six ou huit mois de l'année et il menace constamment la partie inférieure de la vallée, qu'une faible levée ou digue protège. Dans les basses eaux, il s'abaisse de 20 mètres ; mais il conserve cependant toujours assez d'eau pour être navigable toute l'année dans la plus grande partie de son parcours.

La fertilité de la vallée du Mississipi est sur-

prenante. Elle renferme d'immenses parties entièrement composées d'alluvions, sur lesquelles l'eau a passé son niveau, à une époque relativement récente, et où la rencontre d'une pierre serait une grande curiosité. Loin du cours des rivières, on trouve de vastes plaines qui paraissent être le lit d'anciens lacs et de dangereuses prairies tremblantes peuplées d'alligators. Les forêts sont couvertes d'un terreau épais qui n'attend que la charrue pour produire des récoltes chananéennes, et les bois de sapin eux-mêmes qui, généralement, croissent dans un sol sablonneux ou stérile, donnent d'excellents défrichements. On y trouve un sable fin ; mais, de même que dans toute la vallée du fleuve, l'herbe y croît et les fleurs, le maïs, le blé, les légumes, les patates douces y viennent sans fumier. Cette étonnante fertilité est due à l'énorme couche de terre végétale qui existe sur presque tous les points de cette vallée merveilleuse et dont la profondeur augmente à mesure qu'on se rapproche du golfe. La mer a laissé là de riches alluvions qui laissent bien loin les terres fertiles de l'ancienne Egypte.

En ce qui concerne les richesses minérales, la vallée du Mississipi possède des mines de fer, dont le minerai ne recèle pas moins de 90 pour 100 de métal pur, et qui se trouvent sur un très grand nombre de points. Les mines de plomb sont pareillement nombreuses et un seul gisement s'étend sur une longueur de 280 kilomètres. Des mines de cuivre d'une richesse inouïe, disposées par couches parallèles et perpendiculaires, se montrent, d'un autre côté, sur une partie du littoral du lac Supérieur.

La houille enfin se rencontre partout à fleur de terre et les vastes collines du bassin de l'Ohio en renferment de nombreuses couches dont la qualité est égale à celle des meilleurs charbons anglais. La nature n'a oublié aucun des éléments nécessaires à l'industrie humaine et elle a destiné cette vallée d'élection à être un des plus grands pays industriels du monde.

La vallée du Mississipi présente des particularités climatériques qu'on ne rencontre nulle part et qui lui donnent la plus grande variété d'aspect et de productions. Le Mississipi prend sa source dans des régions d'un froid perpétuel où les traces de la végétation disparaissent et où l'homme peut à peine conserver la chaleur vitale nécessaire à son existence ; mais il vient décharger ses eaux dans les mers tropicales, sous un ciel brûlant, et arrose, vers son embouchure, les pays où mûrissent la figue, l'orange et la canne à sucre. C'est le seul fleuve du monde qui présente cette particularité. Pendant que, dans les hivers rigoureux, des charrettes lourdement chargées traversent à Saint-Louis sa surface solidifiée, les glaces qu'il charrie commencent à fondre sous le soleil de l'Arkansas, et plus loin, en approchant du golfe du Mexique, on respire sur ses bords le parfum enivrant des orangers en fleur. Néanmoins, la longueur de son cours ne suffit pas à réchauffer ses eaux ; elles arrivent au golfe du Mexique encore glacées et fournissent aux habitants de ses rives inférieures une boisson d'une fraîcheur salutaire. C'est alors que d'épais brouillards s'élèvent de son sein et que les alligators, qu'il

contient en très grand nombre, cherchent un refuge dans les marais, attendant engourdis, le retour des chaleurs brûlantes de la saison d'été.

Cette variété de climats que présente la vallée du Mississipi fournit des contrastes qui ne sont pas sans charme et qui font la surprise du voyageur. Pendant qu'à Pittsburg les arbres sont partout dépouillés de leurs feuilles, à Cincinnati on voit encore les dernières couleurs de l'automne et, à Natchez, règne la verdure la plus éclatante. Au bord du golfe, la température est si douce que l'on peut encore dormir la nuit en plein air. Si, au mois de mars, vous remontez le cours du fleuve, en partant de la Nouvelle-Orléans, le même contraste se fait sentir en sens inverse. Dans la Louisiane, une verdure ravissante éclate sur la lisière de la forêt, les mouches à feu voltigent dans l'air, illuminant les jardins et les buissons, et les ruisseaux ou bayous, pour nous servir de l'expression locale, sont embaumés des émanations de l'œillet, du laurier rose et du jasmin jaune. Mais 100 lieues plus haut, le vent du Nord agite tristement la cime des grands arbres et la sève coule encore glacée du sein des érables à sucre. Enfin, dans l'Etat de l'Ohio, un froid vif se fait sentir et l'hiver succède avec toutes ses rigueurs aux douces effluves du printemps. L'effet de ce contraste est d'autant plus saisissant qu'il a lieu à quelques jours d'intervalle, tant est grande aujourd'hui la vitesse des bateaux à vapeur qui, pour ses affaires ou ses plaisirs, conduisent le voyageur de la région des frimas dans le pays où, suivant le rêve de Mignon, fleurissent le myrthe et l'oranger.

Les forêts et les prairies se partagent, dans une proportion inégale, les 230,000 lieues carrées qui, forment la superficie totale de la vallée du Mississipi, c'est-à-dire près de sept fois l'aire totale de la France. Les prairies en occupent environ les deux tiers. Ce sont d'immenses plateaux, situés pour la plupart à une grande élévation au-dessus du niveau de la mer, et qui s'étendent à l'ouest du Mississipi jusqu'au pied des Montagnes-Rocheuses. Ce sont de véritables mers de verdure, émaillées des fleurs les plus variées, où l'herbe croît à une hauteur considérable et s'agite sous la brise comme les vagues de l'Océan. Ces prairies sont encore le champ de chasse des Indiens ; les chevaux amenés par les Espagnols s'y sont naturalisés et sont devenus sauvages. Des troupeaux innombrables de bisons y vivent paisiblement, en attendant que l'industrie humaine les expulse ou les détruise. Les cours d'eau sont rares sur ces prairies, mais des pluies diluviennes les inondent fréquemment et elles sont un grand obstacle à leur culture. Il n'y a pas le moindre doute que la culture de ces prairies produira graduellement les pluies régulières dont elles ont tant besoin pour être habitées. Les arbres y sont rares, mais, en compensation, la nature tient en réserve, sous l'herbe qui les couvre, des couches inépuisables de charbon de terre dont l'étendue et la richesse laissent bien loin les mines tant vantées de l'Angleterre. De nombreuses sources d'eau salée s'y rencontrent et les Montagnes-Rocheuses sont très riches en minerai. Ce sera un jour la terre des bergers, des cultivateurs et des industriels. Les forêts occupent

le reste de la vallée et ne sont coupées qu'à de rares intervalles par quelques plaines. Sur le Mississipi et la plupart de ses tributaires, on fait d'ailleurs des centaines de lieues dans une forêt pour ainsi dire continue.

Rien ne frappe plus vivement l'esprit qu'un voyage sur les grands cours d'eaux de l'Ouest, soit que l'on remonte le cours du Mississipi, soit que l'on descende une des puissantes rivières qui l'alimentent. Le spectacle est aussi riant qu'il est grandiose, et c'est avec une curiosité qui n'est jamais satisfaite que l'on contemple ces vastes forêts primitives qui forment au fleuve une longue et sombre ceinture, coupée par de rares habitations et quelques champs en culture à des intervalles souvent fort éloignés. Parfois, dans cet admirable et solennel paysage, la nuit est si calme qu'on entend à peine le bruit d'une vague et que le mugissement de la vapeur seul éveille les échos de la forêt. Dans ses mille aspects, le vaste fleuve ressemble plutôt à une continuité de lacs qu'à un cours d'eau régulier. On ne sait ni d'où il vient, ni où il va, et l'œil étonné ne voit partout qu'une barrière d'eaux vives et de forêts. Mais lorsque le soleil se lève, après un crépuscule si court qu'il ne fait que naître et s'évanouir, rien n'égale la splendeur de la perspective et le champ des réflexions devient illimité. Dans la saison des grandes eaux, le fleuve charrie de nombreux arbres dont quelques-uns seulement sont recueillis par les bûcherons établis sur ses bords. Le reste, formant des radeaux naturels quelque peu poétisés par Chateaubriand, qui les comparait à des îles flottantes, s'accumule dans les anses du

fleuve, mais surtout à son embouchure où, au milieu de la boue et du sable, se préparent peut-être les champs de lignite ou de houille de l'avenir. Bien souvent, jusqu'à cinq ou dix arpens de la forêt primitive sont détachés d'un seul endroit et entraînés par les eaux. Le fleuve porte l'éboulement sur un autre point, et tandis que les arbres descendent, la terre et le sable se fixent sur le rivage. Ces alluvions récentes se couvrent bientôt d'une végétation active, des rangées de jeunes saules y naissent, et, disposés en gradins, leur hauteur respective indique l'époque de leur naissance. Cependant le fleuve ne ravage pas ses bords en vain, le mal qu'il fait il le répare, et il porte dans ses eaux boueuses son tribut d'alluvions à la mer. Les barres qu'il forme à l'entrée du fleuve se déplacent et s'augmentent ; on peut y suivre des yeux le travail de la nature et des siècles, et c'est ainsi que la basse Louisiane s'avance régulièrement dans le golfe du Mexique.

Dans la vallée du Mississipi, le ciel est généralement pur et souvent d'un bleu éclatant ; mais le climat y est extrêmement variable et on y éprouve des alternatives subites de chaud et de froid, à ce point qu'on y voit les quatre saisons en un seul jour. L'été il fait aussi chaud à Saint-Louis et à Cincinnati qu'à la Nouvelle-Orléans ou à Saint-Augustin, et la Louisiane, malgré sa latitude tropicale, voit souvent des froids rigoureux ; il y gèle à glace et fréquemment il y tombe de la neige. Rien n'égale l'inconstance des vents qui soufflent dans cette vallée ; en 24 heures, ils parcourent tous les points du compas. Mais le vent du Nord

[illegible]

est le plus [illegible]

posé à sa [illegible]

[illegible]

infranchissable [illegible]

de l'Europe [illegible]

peut que [illegible]

variés.

La [illegible]

[illegible]

A [illegible]

[illegible]

fuit à mesure que la forêt recule, la maladie disparaît devant le travail de l'homme et le climat lui-même semble adoucir ses rigueurs sous l'influence de la culture. Cette vallée qui, il y a un siècle, n'était qu'un désert, sera, avant la fin de celui-ci, on peut le prédire, le siège de la puissance des Etats-Unis.

C'est sur le versant oriental des Alleghanys qu'est née la civilisation américaine et là est encore le phare intellectuel qui éclaire de ses rayons le vaste territoire des Etats-Unis. Là le sol est nu et stérile ; mais une race énergique et qu'anime un rare esprit de liberté et d'entreprise, y a fait naître l'industrie et le commerce de sa métropole originelle. De ce petit point sont partis les immigrations qui ont formé le noyau des nouveaux États de l'Ouest et du Sud-Ouest. Les idées, les mœurs, la religion, l'industrie, en un mot, la civilisation de la Nouvelle-Angleterre se répand dans la vallée du Mississipi, en y subissant toutefois quelques modifications commandées par le milieu et les circonstances. Aucune partie de l'Amérique du Nord n'est plus intéressante à visiter et à étudier, et, en la parcourant, on sent que la destinée de la république des Etats-Unis y est attachée.

Un fleuve immense la traverse dans toute sa longueur d'un cours non interrompu, et ses cinquante-sept tributaires, divergent à l'Est et à l'Ouest, ouvrent mille voies à la navigation intérieure, sans qu'aucun obstacle naturel l'entrave sur aucun point d'une manière sensible. Si jamais le caractère d'unité a été marqué dans un pays par la main de la nature, on peut dire que c'est dans la val-

lée du Mississipi. Sa conformation physique appelle les peuples qui l'habiteront un jour à ne former qu'une nation, ou elle leur apportera des facilités inouïes pour s'entre-détruire. Le climat lui-même semble, dans ses rigueurs, celui qui convient à une race d'hommes énergiques comme ceux qui l'habitent, lesquels, trempés par la vie active, peuvent supporter avec une égale facilité les chaleurs de l'Afrique et les froids de la Russie.

C'est un fait digne de remarque que les blancs peuvent cultiver la terre dans toute la vallée du Mississipi. Longtemps avant l'introduction des esclaves africains, les premiers colons qui peuplèrent la Louisiane avaient appris à labourer la terre de leurs propres mains. Le régime de l'esclavage, la création d'une aristocratie de race qui en est la conséquence, et le mépris du travail, dévolu à une race considérée comme inférieure, changèrent bientôt ces louables habitudes. Mais aujourd'hui que les Etats-Unis sont envahis par le flot de l'émigration européenne et que la population, se pressant dans le Nord et dans l'Ouest, commence à se diriger vers le Sud, où elle trouve plus d'espace et plus de facilité à s'établir, rien n'est plus commun que de rencontrer des petits propriétaires qui, n'étant pas assez riches pour acheter un nègre, cultivent eux-mêmes leur champ plutôt que de dépendre de leurs riches voisins. Il y a, dans la Caroline du Sud et du Nord, dans la Georgie, l'Alabama, la Louisiane et le Texas, des milliers de petits planteurs qui vivent ainsi. Les champs de la Louisiane sont remplis d'Irlandais qui font concurrence aux nè-

gres et que les planteurs préfèrent à titre de salariés pour une foule de travaux. Nous avons vu plus de vingt-cinq blancs travailler dans un champ de canne à sucre, et personne ne met plus en doute qu'ils peuvent, dans la Louisiane et le Texas, se livrer à cette culture. Mais c'est assez prolonger cette digression.

Accidents et explosions.

Les voyages en bateaux à vapeur présentent aux Etats-Unis beaucoup de dangers, et les accidents dont ils sont le théâtre sont tellement graves et si nombreux, que nous croyons devoir en parler avec quelque étendue.

L'esprit de concurrence et de rivalité est un des points saillants du caractère américain. Il y a quelque temps, nous lisions, dans un journal de New-York, le défi suivant, signé par les propriétaires d'une ligne d'omnibus : « Nous ferons courir, n'importe lequel de nos omnibus à deux chevaux, depuis la 23e rue jusqu'à la Rotonde, avec quatorze personnes à l'intérieur et quatre sur la banquette, un jour quelconque de cette saison, contre n'importe quel autre omnibus, pour un enjeu de trois dollars. — *Nota bene.* Le cou des passagers et les membres des passants sont à leurs risques et périls. »

Dans un autre journal, nous lisions le récit suivant, qui prend son intérêt dans des circonstances relatives à un accident resté célèbre dans les fastes de l'Ouest : « Je me rappelle parfaitement le capitaine du bateau à vapeur la *Moselle*, qui fit

explosion à Cincinnati il y a quelques années, mais qui, à l'époque dont je parle, faisait le service entre Cincinnati et la Nouvelle-Orléans. Nous étions suivis par un autre bateau dont les cheminées vomissaient des colonnes gigantesques d'une fumée noire et épaisse, ce qui indiquait que, pour augmenter sa vitesse, il brûlait de la résine, une habitude générale sur les rivières de l'Ouest. Notre capitaine marchait sur le pont dans un état de grande agitation, jurant et tempêtant d'une manière effroyable. Une vieille dame, passagère à bord, alla le trouver et le pria de ralentir la marche du bateau. Tous les passagers attendaient sa réponse avec anxiété, tous auraient désiré lui faire la même remontrance, mais ils étaient retenus par un sot orgueil. Je n'oublierai jamais sa réponse. « Madame, dit-il, en proférant un horrible jurement, j'aimerais mieux que chacun ici sautât à tous les diables plutôt que de laisser ce bateau dépasser le mien ». Il ne se laissa pas dépasser et son odieux blasphème resta pour cette fois impuni. Mais quelques mois après, il commandait la *Moselle*, et lorsqu'eut lieu la terrible explosion de ce bateau, explosion causée par le capitaine lui-même, qui s'appuya de tout son poids sur la soupape de sûreté, en déclarant qu'il ne perdrait pas un pouce de vapeur, le malheureux fut lancé à 100 pieds en l'air, et retombant mutilé, passa au travers du toit d'un hangar situé au bord de la rivière. »

De semblables faits en disent plus que toutes les réflexions que nous pourrions faire sur le caractère américain. Il n'y a aucun pays où la vie de

l'homme soit comptée pour si peu de chose et ne soit exposée plus froidement pour satisfaire de sottes rivalités ou d'âpres convoitises. Nous avons recueilli une foule de faits concernant les nombreux accidents causés aux Etats-Unis par cette indifférence incroyable pour la vie humaine. Ces crimes de lèse-humanité seraient sévèrement punis en France, où, grâce à Dieu, nous avons su les éviter; mais, aux Etats-Unis, il n'y a ni loi contre les délinquants, ni châtiments pour les coupables et la même série d'accidents homicides s'y continue depuis vingt-cinq années.

Des renseignements statistiques, recueillis par nous avec le plus grand soin, dans le courant de l'année 1850, nous ont prouvé que, sur les 600 bateaux à vapeur naviguant sur les eaux de l'Ouest, 134 ont éprouvé des accidents plus ou moins graves, qui peuvent se répartir de la manière suivante :

Explosions.......	20.	Tués et blessés.	431 personnes
Incendies........	21	d° .	734 »
Accidents divers causés par les *snags*, rochers, collisions, etc................	90	6 seulement ont fait des victimes)	112
Total des accidents,	134	Tot., tués et blessés	1.280

Il résulte de cette statistique que, sur 100 bateaux à vapeur, 22 éprouvent des accidents, et que sur ces 22 bateaux, il y en a 12 où les voyageurs courent risque d'être tués ou blessés. C'est une proportion énorme et qui semble invraisemblable.

Le chiffre des explosions est quelquefois considérable. Nous avons compté, pendant les mois de décembre 1850, janvier et février 1851, 10 explosions sur les bateaux de l'Ouest, dont quelques-unes, telles que celles de l'*Anglo-Norman*, le *Knoxville* et l'*Orégon*, étaient formidables. Ce serait donc plus d'une par semaine, et si l'année 1851 se continue telle qu'elle a commencé, il aura sauté, d'ici la fin de décembre, un quinzième des bateaux de l'Ouest, sans compter le chiffre ordinaire des incendies, collisions ou abordages.

L'un des accidents les plus fréquents est causé par les *snags*. Les *snags* sont des arbres en dérive qui prennent en quelque sorte racine au fond du Mississipi, s'inclinent dans le sens du courant et présentent ainsi une pointe dangereuse contre laquelle se frappent les bateaux lorsqu'ils remontent. Ces arbres, qu'il est impossible de voir dans les hautes eaux, sont entièrement à découvert pendant l'été et ils seraient faciles à scier ou à arracher. Mais par un conflit de pouvoir très commun aux États-Unis en matière de travaux publics, le gouvernement fédéral n'a jamais à sa disposition les fonds nécessaires pour cette entreprise, si éminemment utile et qui intéresse au même degré les États de l'Ouest, de l'Est ou du Nord. La navigation du Mississipi, en l'état de danger qu'elle présente, élève considérablement le prix du fret et des assurances et, comme les produits de la belle vallée que ce fleuve arrose sont la matière première de beaucoup d'industries des villes de l'Atlantique, nous ne voyons pas trop quel intérêt celles-ci peuvent avoir à s'opposer à son amélioration. Les affluents

du Mississipi sont encore encombrés d'arbres dans une longueur considérable de leur parcours ; ces obstacles amènent une considérable destruction de propriété, et ce qui est pire, causent la perte d'un grand nombre d'existences humaines.

La durée moyenne d'un bateau à vapeur aux Etats-Unis est de cinq ans ; quelques-uns, il est vrai, durent plus longtemps ou subissent des réparations importantes, mais cela compense à peine le grand nombre de ceux qui périssent de mort violente. Les 600 bateaux de l'Ouest sont donc renouvelés dans un espace de moins de cinq années. Dans la période de 1844 à 1849, il en a été construit 700 dans l'Ouest et pour les rivières de l'Ouest seulement. Les autres Etats de l'Union en ont construit 300 dans la même période, ce qui fait 1000 en totalité, soit une moyenne de 200 bateaux à vapeur par année.

Les principales villes pour la construction des bateaux à vapeur de l'Ouest sont Pittsburg, Cincinnati, Louisville et New-Albany. Ce travail s'y exécute à un bon marché incroyable, quoique le bois de construction soit maintenant presque aussi cher en Amérique qu'en Europe. Mais si l'on tient compte du peu de durée de ces bateaux, provenant de la mauvaise qualité des matériaux et du peu de soin apporté à la construction, on verra que ce bon marché n'est qu'apparent et, qu'en Europe, une telle destruction de propriété, élevant le prix du fret, des assurances, le chiffre de l'amortissement et, finalement, les produits eux-mêmes, ne pourrait exister longtemps ; elle serait même tout à fait impossible, tant il est vrai que la condition maté-

rielle des deux pays est différente, à ce point qu'elle trompe tous les calculs quand on la compare.

Les bateaux à vapeur de l'Ouest, à part leur énorme tonnage, leur puissance de propulsion et le clinquant qu'ils présentent, se construisent invariablement sur le même modèle depuis vingt-cinq ans, et n'ont été l'objet d'aucune amélioration pour la sécurité des voyageurs. Ajoutons que l'esprit de concurrence qui, aux Etats-Unis, fait continuellement baisser le prix et la qualité des objets manufacturés, entrave les changements qui seraient nécessaires dans la construction des appareils à vapeur. Les chaudières de bateaux à vapeur se construisent à Cincinnati, Pittsburg, Louisville, dans d'immenses établissements et sur un modèle uniforme. Les hommes qui sont à la tête de ces ateliers n'ont pas toujours une idée bien exacte de la vapeur et de ses phénomènes. Ils construisent les chaudières comme on les construisait avant eux; ils ont des ouvriers accoutumés à ce travail et rien ne peut les faire changer de système. Un individu quelconque arrive, qui désire une chaudière à vapeur; on ne lui demande pas de combien de chevaux, mais de combien de pieds : 20, 22, 24, 26, 28 ou 30? Les feuilles de tôle sont toutes de même dimensions. Leur nombre détermine le volume de la chaudière. Il y a les chaudières simples, qui ne sont autres que des tubes en tôle de trois pieds de diamètre, sur une longueur de 20 à 40 pieds; ce sont les chaudières de terre. Les chaudières de bateaux sont de même forme, mais elles sont munies de deux tubes intérieurs (*flues*) de un pied de

diamètre environ, qui servent à augmenter la surface de chauffe. Ce genre de chaudière, qui consomme énormément de combustible, est la cause d'un grand nombre d'accidents. Malgré ces défauts reconnus, on ne change point de système ; il faudrait faire révolution dans les ateliers de construction, en changer les traditions, l'outillage, le personnel, et surtout construire à un prix plus élevé.

Celui qui, comme nous, a visité les ateliers de constructions mécaniques, ne doit nullement s'étonner des nombreux accidents qui arrivent et dont voici, à notre humble avis, les principales causes : 1° la tôle n'a qu'un demi-centimètre d'épaisseur, c'est-à-dire moitié moins de ce que la loi exige en France pour une pression beaucoup moindre, car, dans cette même enveloppe, les Américains poussent la pression jusqu'à 7 ou 8 atmosphères ; 2° les feuilles de tôle sont si mal jointes, qu'on peut remuer les rivets à la main et que, lorsque la chaudière est remplie d'eau pour la première fois, celle-ci fuit par tous les rivets et tous les joints ; 3° les extrémités des chaudières sont en fonte et attachées avec une négligence déplorable ; 4° les tubes intérieurs ou *flues* ne sont jamais assujettis par des entretoises, quoiqu'ils portent une longueur de 30 à 40 pieds. C'est là la cause de ces fréquentes demi-explosions qui proviennent de l'affaissement de ces tubes sous l'influence de la pression de la vapeur et de la flamme qui passe à l'intérieur. Les chaudières construites ainsi ne sont jamais essayées, et cela se comprend, car aucune ne pourrait supporter l'épreuve. Quant aux accessoires des appareils de

sûreté que la loi exige en France, on dédaigne de s'en servir dans l'Ouest. Nous n'avons jamais vu ni flotteurs d'alarme, ni rondelles fusibles sur aucun bateau, excepté sur le *Magnolia*, qui possède aussi un manomètre. La pression de la vapeur est connue par la soupape, qui a un levier gradué avec un poids uniforme. Les graduations représentent 20 livres de vapeur (*twenty pounds of steam*), c'est-à-dire une atmosphère. Le poids est généralement fixé sur le cinquième degré, c'est-à-dire 100 livres ou 5 atmosphères. Si la vapeur soulève la soupape, le mécanicien suppose que la pression est assez forte et il recule le poids pour ne pas la laisser perdre. Pour s'assurer du niveau de l'eau, on ne se sert guère que de robinets-jauges.

Le système de concurrence qui force les constructeurs américains à fournir des chaudières mal faites et de force insuffisante est encore aggravé par l'esprit mercantile de ceux qui dirigent ou commandent la plupart de ces bateaux. Lorsque Michel Chevalier visita l'Amérique, les mécaniciens étaient payés 100 dollars par mois et nourris. Quoique ce prix soit assez modeste pour les Etats-Unis, où les dépenses de la vie sont considérables, on le trouve encore trop élevé, et la plupart des mécaniciens ne reçoivent plus maintenant que 50 dollars. Comme des ouvriers capables ne veulent pas s'engager à ce prix, on prend le premier ouvrier venu et on en fait le mécanicien (*engineer*) du bord. On ne saurait s'étonner qu'un bateau saute sous la direction de tels hommes qui, à une incapacité technique notoire, joignent cette assurance

imperturbable dont beaucoup d'Américains sont doués, et souvent des défauts malheureusement trop fréquents chez une certaine classe, l'ivrognerie.

Parmi les accidents les plus terribles arrivés pendant notre séjour en Amérique, il faut placer l'explosion de l'*Anglo-Norman*, remorqueur à basse pression destiné à faire le service entre la Balise et la Nouvelle-Orléans. Ce bateau avait été construit tout entier dans cette dernière ville. Il avait déjà fait plusieurs voyages à la Balise et remorqué plusieurs navires dans le port de la Nouvelle-Orléans. Avant de commencer ses voyages réguliers, les propriétaires et les capitaines résolurent de faire une excursion de plaisir pour servir d'inauguration. Des invitations furent envoyées et environ 120 personnes, hommes et femmes, se réunirent au jour désigné. C'était le 15 décembre 1850. A onze heures, le bateau quitta le quai, remontant le fleuve à grande vitesse. Le temps était superbe et personne à bord ne songeait au danger dont il était menacé. Le bateau alla ainsi jusqu'à *Red-Church*, environ 30 milles au-dessus de la Nouvelle-Orléans. A une heure, une partie des hôtes, parmi lesquels se trouvaient deux dames et une petite fille, étaient placés autour d'une collation somptueuse, servie dans le salon. Peu de temps après, la même table se trouvait entourée de nouveaux hôtes qui n'avaient pu prendre place la première fois, pendant que les convives de la première table étaient retirés à l'arrière du bateau, dans la chambre des dames. Cette circonstance fortuite sauva un grand nombre de passa-

gers. A deux heures et demie, pendant que la gaîté était à son comble parmi les invités et que le bateau descendait le courant, faisant environ 10 à 12 milles à l'heure, l'explosion eut lieu, en face de Carrollton, dans les circonstances suivantes. Une pluie d'eau sortit du tuyau d'échappement et tomba sur le toit supérieur ; une seconde ou deux après, un bruit terrible se fit entendre et l'énorme chaudière l'*Anglo-Norman* s'éleva en l'air, à une distance considérable, emportant avec elle la moitié du bateau et tous les malheureux passagers qui se trouvaient sur le pont, puis retomba dans le fond du Mississipi où elle disparut sans laisser la moindre trace. C'était un spectacle terrible. Un nuage de vapeur, de fumée et de cendres enveloppait la carcasse du bateau, et, du sein de ce nuage sanglant, on entendait sortir les cris des survivants et les gémissements des blessés. Le fleuve était couvert de débris flottants, de membres humains et de malheureux luttant avec efforts contre les eaux. Le feu prenant au bateau, vint augmenter la confusion. Fort heureusement, l'explosion eut lieu près de la Nouvelle-Orléans, et grâce à la présence de quelques bateaux, on n'eut pas à déplorer les conséquences de l'incendie, qui se déclare presque toujours après les accidents de cette nature, et fait périr dans les flammes ceux qui ont échappé à la vapeur, cas qui vient précisément de se présenter au moment où nous écrivons ce récit sur un autre bateau, l'*Orégon*. Il y eut une quarantaine de tués et blessés sur l'*Anglo-Norman*. Le hasard nous fit passer une heure après l'événement sur le théâtre même où il eut lieu, mais il n'en res-

tait aucune trace. La chaudière, qui avait 30 pieds sur 16, disparut tout entière s'élevant à une hauteur telle qu'elle ne semblait, à l'œil de témoins oculaires, pas plus grosse qu'un baril de farine, et ne laissant ni un morceau, ni un rivet, ni un débris quelconque. Il a donc été très difficile de se rendre compte des causes de l'explosion ; mais quelques incidents recueillis à l'avance, et surtout cette pluie qui précéda l'explosion, font présumer qu'il n'y avait pas assez d'eau dans la chaudière. Quelques citoyens des plus notables de la Nouvelle-Orléans, entre autres un membre du Sénat de la Louisiane, perdirent la vie dans ce triste événement. Néanmoins, la nouvelle de l'explosion fut accueillie avec cette indifférence qu'on appelle flegme ou sang-froid, mais que nous ne craignons pas de nommer sécheresse de cœur et indifférence coupable pour la vie humaine.

Deux jours après, il y en avait un autre non moins terrible dans le port même de la Nouvelle-Orléans. Nous étions à bord du *Magnolia*, en train de souper et prêt à partir avec ce bateau pour une affaire qui nous appelait à quelque distance sur le Mississipi, lorsque tout à coup nous entendons un bruit très violent, à une courte distance du point où nous étions. Tous les passagers sortent et nous nous dirigeons vers le théâtre de l'événement. Le *Knoxville* venait de sauter, au milieu des quarante ou cinquante bateaux qui stationnent continuellement dans le port de la Nouvelle-Orléans. Le *Knoxville* était frété pour Nashville, dans le Tennessée. Le capitaine venait de sonner la cloche de départ et les roues n'avaient

fait encore que deux ou trois tours au moment où l'explosion eut lieu. Ce bateau avait quatre chaudières de 10 mètres de longueur sur 1 mètre de diamètre ; toutes éclatèrent à la fois, ne faisant du bateau qu'une masse de ruines fumantes, horrible à voir. Le capitaine, projeté en l'air à une assez grande distance, retomba dans le fleuve et en fut quitte pour de légères blessures, mais les malheureux passagers, ainsi qu'une partie de l'équipage, furent tous tués ou blessés. Quelques minutes après l'explosion, le feu prit à bord, et comme il y avait quinze barils de poudre parmi le fret, on eut, pendant quelques instants, les craintes les plus vives. Toutefois, on parvint à les trouver, on les jeta dans le fleuve, et, une fois maître de l'incendie, on put examiner les ravages causés par l'explosion. L'arrière du bateau seul avait été respecté, mais l'avant présentait une avalanche de planches, de morceaux de chaudières, de cheminées broyées et de débris humains. Il n'y avait plus que deux chaudières à bord, les deux autres avaient disparu entièrement. L'une d'elles passa au travers du *Martha Washington*, placé à droite du *Knoxville*, et fut se loger dans la chambre des dames du *Griffin Yeatman*, au moment, où fort heureusement pour elles, elles prenaient le thé dans le salon. Une autre chaudière fut lancée dans une direction différente et, suivant une ligne presque horizontale, alla tomber sur le quai à 200 mètres de distance, broyant sur son passage un lot de barils de farine, laquelle vint recouvrir quelques centaines de poulets renfermés dans des cages et qu'on venait de débarquer

non loin de là. Le coffre-fort de l'office du *Knoxville* fut projeté sur le *Nec plus ultra*, et les divers projectiles lancés par l'explosion endommagèrent plus ou moins quatre ou cinq bateaux à vapeur voisins, répandant partout la terreur et la mort. Cette explosion, bien que bien moins grave quant au nombre des victimes, rappelait celle du *Louisiana* qui, un an auparavant, avait eu lieu dans des circonstances analogues et à peu près au même endroit.

Les chaudières étaient faciles à examiner et la cause de l'explosion, par conséquent, put se déterminer aisément. Les flues, ou tubes intérieurs, s'étaient affaissés (*collapsed*) et déchirés aux extrémités. On voyait distinctement la marque récente du niveau de l'eau, 5 à 6 pouces au dessous du niveau normal. Les tubes avaient rougi, et, au moment de mettre en route, l'eau restant dans la chaudière ayant été projetée sur une surface incandescente, l'explosion, par un phénomène bien connu, s'était produite instantanément. C'est presque toujours au moment où les bateaux se mettent en route, ou après une station d'une certaine durée, que leurs chaudières font explosion. Malgré ces preuves de négligence, les journaux du lendemain, tout en déplorant l'accident, déclarèrent que le mécanicien n'était pas coupable et que personne à bord n'était à blâmer (*nobody to blame*).

Enfin, quelques jours après, une autre explosion avait lieu du côté de Pittsburg, sur le *Fashion*, et tuait un grand nombre de personnes, pendant que, en même temps, un autre bateau prenait feu

au-dessus de Bayou-Sarah, brûlant et noyant une partie des passagers. En écrivant ces notes, nous apprenions que l'*Autocrate*, bateau à vapeur de première classe, a été coulé bas en s'abordant avec un de ses rivaux, le *Magnolia*, et que vingt ou trente personnes ont perdu la vie ; qu'un ferry-boat, à Saint-Louis, a fait explosion au milieu de la rivière, tuant tous ceux qui se trouvaient à bord. En un mot, la place nous manque pour enregistrer des accidents qui, en France, soulèveraient la vindicte publique, s'ils n'appelaient pas le châtiment de la loi, mais que les Américains classent dans leurs journaux parmi les nouvelles diverses, s'intéressant beaucoup moins aux malheureux qui périssent sur leurs rivières qu'au cours du coton au Havre ou à Liverpool.

Il y a quelques mois, nous lisions, dans un journal de l'Ouest, les réflexions suivantes, à propos d'une explosion arrivée à Saint-Louis : « On compte vingt personnes tuées et blessées ; mais les dégâts du bateau sont peu de chose, on les réparera aisément pour 500 dollars. » Au moment où nous-mêmes examinions la chaudière du *Knoxville*, gisant informe sur les quais de la Nouvelle-Orléans, un Américain faisait de banales réflexions sur la grande force de la vapeur, pendant qu'un autre observait que cette chaudière était encore assez chaude pour y faire cuire un poulet. Il règne aux Etats-Unis une indifférence incroyable à l'égard de ces accidents qu'il est pourtant si facile de prévenir. Les enquêtes ne produisent aucun résultat, les poursuites devant les tribunaux se terminent toujours par des acquittements, et l'impunité

étant assurée, la même série de désastres se continue sans intermittence depuis un quart de siècle.

C'est le cas de remarquer combien facilement on peut abuser de la liberté absolue en matière de commerce et d'industrie, quand l'opinion publique n'est ni assez morale ni assez éclairée pour faire contrepoids. Les délinquants ne rencontrent, s'ils sont appelés devant la justice, que des juges complaisants ou prévenus. Il y a sans doute des inspecteurs de bateaux à vapeur aux Etats-Unis ; mais la mission qu'ils remplissent est une formalité sans valeur qu'on élude facilement par le peu d'importance de l'amende. Leur contrôle ne peut d'ailleurs produire aucun résultat sérieux tant qu'on n'obligera pas les constructeurs à employer des matériaux dont la force de résistance est déterminée par la loi et vérifiée par des inspecteurs ayant à cœur de la faire respecter. Quelques mesures palliatrices ont été prises par les Etats du Nord, où les explosions sont moins fréquentes qu'autrefois ; mais le Sud et l'Ouest restent attachés à la vieille routine et la vie humaine dont on semble, dans ces Etats, n'avoir pas le moindre souci, reste à la merci de l'impéritie ou de l'ignorance.

En descendant l'Ohio.

Partis de Cincinnati, nous arrivons à toute vapeur à Louisville, une des plus grandes et des plus jolies villes du Kentucky. Les habitants de Cincinnati sont très jaloux de ceux de Louisville, ville plus jeune, fraîchement éclose de la forêt, et

il règne entre ces deux villes, douées des mêmes avantages naturels, une grande rivalité de commerce et d'industrie. Elles ne se disputent point, à la manière des villes grecques, à savoir laquelle a donné naissance au chantre de l'Iliade et de l'Odyssée, mais bien à qui construira le plus de machines, salera le plus de porcs, à qui exportera le plus de produits agricoles et industriels.

Louisville est située tout près de l'une des chutes ou rapides de l'Ohio : des récifs dangereux barrent à ce point la rivière et interceptent la navigation. A une date qui importe peu, un canal latéral a été creusé pour remédier à cette solution de continuité, mais ce travail a été mal exécuté et le canal n'est ni assez profond, ni assez large. C'est le cas de remarquer que les travaux publics, entrepris par le gouvernement, laissent beaucoup à désirer aux Etats-Unis et qu'ils n'ont point la perfection et la hardiesse des entreprises analogues dues à l'initiative privée.

Nous mettons une journée à traverser le canal, présentant de chaque côté des pointes de rochers fort dangereuses et nous arrivons à New-Albany, charmante petite ville située à l'extrémité opposée du canal et de l'autre côté de la rivière. Le canal fait la richesse de cette ville et explique sa raison d'être ; c'est à lui surtout qu'elle doit son florissant commerce. Elle le doit aussi à ses institutions, car New-Albany fait partie de l'Indiana, Etat libre, tandis que Louisville appartient au Kentucky, Etat à esclaves. Liberté sur la rive gauche de l'Ohio, esclavage sur la rive droite ! Le mot de Pascal sur les Pyrénées trouve ici son application.

Après avoir rallié les allèges, notre bateau à vapeur se remet péniblement en marche. Au-dessous de Louisville, les terres commencent à devenir plus basses, le sol moins accidenté ; mais la perspective de l'Ohio, « la belle rivière » tenant à la fois du Rhin et de la Loire, est toujours charmante. A chaque tour de roue de la machine, elle se dessine en nouvelle courbe et, comme les rochers au milieu desquels elle coule s'avancent fréquemment près du bord, à l'œil elle paraît fermée et il semble qu'on traverse une série de petits lacs. L'Ohio, de même que les autres rivières d'Amérique, a des crues prodigieuses et cet affluent du Mississipi s'élève quelquefois de plus de 20 mètres au-dessus du niveau des basses eaux. Ces crues sont si subites que souvent les habitants du fond des vallées ont à peine le temps de fuir devant le flot menaçant. L'année dernière, on vit une maison entière, en bois, comme le sont beaucoup de maisons américaines, descendre rapidement le cours de la rivière avec du feu encore dans sa cheminée. A côté du *Rising Sun*, ou soleil levant, nous apercevons un champ où des arbres en dérive, entraînés par la même cause, se sont enchevêtrés sur une hauteur énorme et couvrent plus d'un arpent d'un champ de maïs.

L'été de 1850 a été remarquable par ses grandes chaleurs et sa longue sécheresse. Il n'y a pas d'eau dans les rivières, particulièrement dans l'Ohio. Il y en a cependant assez pour que nous assistions au curieux spectacle d'un baptême de néophytes anabaptistes, conduits dans la rivière et baptisés en pleine eau par leur ministre. Tous étaient re-

vêtus d'une longue robe noire et remontèrent, après cette cérémonie aquatique, dans les voitures qui les avaient amenés. Notre bateau touche sur un banc de sable ; il mugit, il siffle, il chauffe à toute vapeur, mais les efforts du capitaine pour le mettre à flot sont superflus. Le capitaine va avec le pilote sonder la rivière et reconnaître les passes. C'est alors qu'il s'aperçoit que son bateau, qui tire quatre pieds d'eau, ne peut passer où il n'y en a que trois. Il devait pourtant le savoir en partant, car le télégraphe électrique donne à chaque instant des indications sur l'étiage des fleuves et rivières. Mais un Américain ne doute de rien, surtout un capitaine de bateau à vapeur, et se préoccupe peu à l'avance des difficultés qui peuvent survenir. *Go ahead* !

Ayant reconnu l'impossibilité absolue de franchir la barre de sable, notre capitaine d'eau douce se décide à avertir les passagers et vient les prier de s'embarquer dans un autre bateau ; il en connaît un, un *first rate boat*, qui doit passer. Quant à lui, il attendra que la rivière monte et nous avons su depuis qu'il avait attendu un mois à la même place. Les bateaux qui font le service de Louisville à Saint-Louis tirent généralement peu d'eau et comme il en passe tous les jours, les passagers pressés, de concert avec le capitaine, se préparent à héler le premier qui descendra, afin de s'y embarquer. Bientôt il en paraît un, fumant de ses deux grosses cheminées à l'horizon, et un parlementaire lui est envoyé. Il consent à nous prendre et à conduire les uns à Saint-Louis, les autres à Cairo, à l'embouchure de l'Ohio. Là il passe tous les jours des bateaux pour la Nouvelle-Orléans.

Nous convenons du prix de 6 dollars pour Cairo. Un bateau plat (*flat boat*) vient nous prendre, hommes, femmes, enfants, bagages, chevaux. Le bateau plat ne doute de rien et transporte tout ce chargement à bord de notre nouveau véhicule où nous arrivons justement pour dîner. Ce n'est pas sans peine que nous trouvons place à table.

Les Américains ont en vérité de singulières habitudes. Nous avons déjà dit que les hommes mariés étaient, aux Etats-Unis, l'aristocratie des voyageurs. En effet, dès que le repas est servi, que le roast-beef fume sous la flamme de l'alcool, à chaque extrémité de la table, le capitaine ou le commis (*clerk*) va prévenir respectueusement les dames qui, élégamment parées, arrivent, avec toute la solennité exigée par l'étiquette anglaise, se placent près de leurs maris, de leurs frères ou de leurs *beaux*.

Pendant ce temps, les célibataires américains en sont réduits à l'admiration platonique du dîner et attendent, la tête découverte, que leur tour arrive. La cloche sonne, ou bien on frappe un gong retentissant. C'est alors un branle-bas général. On envahit les places, on s'empare des plats, qui disparaissent sans que les convives affamés échangent une parole, ne s'occupant pas plus de leurs voisins de table que s'ils n'existaient point. *Help yourself* ! Le repas dure dix minutes et on fait place à une ou plusieurs autres tournées de dîneurs. Les Américains, surtout ceux de l'Ouest, ont bon appétit et se montrent peu exigeants sur le menu, dont la base est l'éternel roast-beef, très succulent et très bon en Amérique. Les cuisiniers américains, dont beaucoup sont des noirs ou des

hommes de couleur, sont peu experts dans l'art de Brillat-Savarin et ce n'est guère que sur les bateaux de la Louisiane que l'on trouve une table abondante et variée. Dans l'Ouest, on en est encore aux premiers temps de la colonisation, c'est-à-dire au porc salé, au café allongé et à la tisane de thé.

Les Américains rendent d'ailleurs justice à la cuisine française et si l'on trouve une nourriture si défectueuse sur les bateaux de l'Ouest, cela est dû à des causes qu'il est bon d'expliquer. Les bateaux à vapeur sont une des grandes spéculations des Américains. On peut s'en procurer un pour 15 à 20,000 dollars et, comme le fret ne manque jamais, il se forme des associations entre quelques personnes entreprenantes qui achètent un de ces bateaux, le montent et le conduisent elles-mêmes. Le capitaine, le commis, le maître cook, le mécanicien et le pilote en sont les copartenaires ; mais le résultat de ces associations sans contrôle est compromettant pour la sécurité et le confort des voyageurs. Le capitaine est souvent dépourvu de toute science nautique et le mécanicien et le pilote n'en savent guère davantage, ce qui ne les empêche pas d'avoir en eux une confiance imperturbable. On ne peut, après cela, s'étonner des nombreux accidents qui désolent la navigation fluviale et de la maigre chère que l'on fait sur un grand nombre de bateaux à vapeur.

Notre petit bateau se tire cependant d'affaire sans trop de difficultés et nous arrivons à Paducah, à 15 lieues environ de notre point de destination. Là nous rencontrons un bateau de première classe, le *first rate boat* annoncé, en charge pour la Nou-

velle-Orléans et n'attendant que du fret pour partir. Les deux capitaines s'entendent et décident que les passagers en détresse prendront place à bord du bateau de première classe pour la Nouvelle-Orléans ; excellente affaire, nous dit d'ailleurs notre capitaine, à la recherche d'un nouveau fret et ne demandant pas mieux que de se débarrasser de son chargement. Nous venons cependant, effrayés du prix que nous demande le capitaine du *first rate boat*, déclarer à notre capitaine que s'étant engagé à nous conduire à l'embouchure de l'Ohio, il devait tenir sa parole. Il refuse et menace de nous déposer à terre; nous le menaçons à notre tour. Nous finissons par avoir raison de son obstination et il met à toute vapeur le cap sur Cairo.

Cairo est un affreux trou dont on a voulu faire une grande ville. Les terres y sont basses, la fièvre y règne une partie de l'année ; rien de plus triste que ce séjour. Là les eaux transparentes de l'Ohio viennent se jeter dans les flots jaunâtres du Missisipi et on dirait qu'elles ne s'y mêlent qu'à regret. De grandes flaques boueuses, d'un aspect huileux, tourbillonnent à l'embouchure et indiquent la réunion des deux puissants cours d'eau. C'est à cette jonction que le Missisipi commence à acquérir la profondeur énorme qu'il possède et qui va toujours en augmentant à mesure qu'on approche du golfe du Mexique ; là il ne présente plus désormais que de rares obstacles à la navigation, même pendant les plus basses eaux.

Une heure environ après notre arrivée, nous voyons descendre le fameux bateau à vapeur de première classe sur lequel on avait voulu nous

transborder et qui, tirant peu d'eau, avait réussi à descendre de Louisville sans trop d'obstacle. Ce bateau présente un des spectacles les plus curieux qu'on puisse rencontrer sur les rivières de l'Ouest. Le pont inférieur est chargé de bœufs, de vaches, de veaux, parqués autour des chaudières et des machines. Ils forment une sorte de ceinture beuglante et mugissante ne comptant pas moins de 150 têtes. Ces bestiaux descendent de l'Ouest pour être vendus sur le marché de la Nouvelle-Orléans, car on n'élève pas de bestiaux dans la Louisiane, si ce n'est sur les plantations à sucre et à coton, et dans le district des Attakapas.

A l'arrière du bateau, se trouve un lot de 30 à 40 nègres, de tout sexe et de tout âge, qu'on expédie du Kentucky dans le Sud. Le Kentucky, la patrie d'Henri Clay, est, ainsi que la Virginie, qui a vu naître Washington et Jefferson, une nursery noire : on y élève des nègres pour les marchés du Sud, comme on y élève des bestiaux. Mais les nègres, dans ces deux Etats, sont devenus de peu de valeur depuis que les blancs leur font concurrence pour le travail des champs. Aussi se garde-t-on d'abolir l'esclavage et, bien qu'on n'ait plus besoin d'esclaves, on aime mieux les élever, les vendre, tranchons le mot, en faire la traite à l'intérieur. A la Louisiane, surtout, vu le grand nombre de plantations à sucre, les nègres obtiennent un excellent prix.

La plupart des propriétaires du Kentucky se livrent sans scrupule à ce commerce abominable et ceux-là mêmes qui ne vendent jamais une vache sans son veau séparent sans pitié la mère de l'enfant, la femme du mari, pour les envoyer sur les

divers marchés des Etats-Unis. Mais ce n'est point le lieu d'aborder cette question. Il y a donc un lot de nègres de tout sexe et de tout âge à l'arrière du bateau, riant et chantant avec l'insouciance particulière à leur race. A côté des nègres sont de pauvres émigrants irlandais et allemands, qui ne sont ni mieux nourris, ni mieux couchés que des esclaves, mais qui en sont séparés néanmoins par une cloison. Les préjugés américains ne permettent point en effet aux gens de couleur en général, libres ou esclaves, de manger à la même table que les blancs et de coucher sous le même abri. On a donc fait une cloison pour les séparer. On dit qu'il n'y a aux Etats-Unis qu'une classe de voyageurs, qu'un seul prix et qu'une seule place ; c'est vrai sur les chemins de fer, mais non sur les bateaux à vapeur. Il y a, en effet, sur ces véhicules, les passagers de chambre et les passagers d'entrepont (*steerage passengers*). Ces derniers paient moitié moins, mais sont obligés de se nourrir. On les entasse, surtout dans les bateaux de Saint-Louis, au nombre de 150 à 200 autour des chaudières et des machines, pêle-mêle avec les marchandises, et comme de simples colis. Le choléra se met fréquemment parmi eux ; nous en avons vu mourir douze, sur un seul bateau, dans l'espace de peu de jours. En cas d'explosion, ils sont les victimes naturellement désignées.

Le coup d'œil des galeries est bien différent. On y compte au moins 200 passagers, hommes, femmes, domestiques et enfants ; ces derniers surtout sont en grand nombre. C'est l'époque où les planteurs reviennent du Nord où la plupart, par rai-

son d'hygiène ou de parenté, vont habituellement passer l'été. Les femmes sont très parées ; elles portent ces vêtements aux couleurs éclatantes que les Américaines affectionnent particulièrement et qui ont leur charme sous la lumineuse atmosphère de l'Amérique. Le contraste de ces couleurs sur le fond blanc du bateau n'est pas sans effet pittoresque. Les hommes portent l'habit noir, qui est l'uniforme obligé de toutes les classes et de tous les citoyens des Etats-Unis. Les fermiers, bien qu'ils possèdent, eux aussi, un habit noir, le portent rarement; ils préfèrent un ample vêtement ou houppelande, en gros drap bleu d'azur à long poil, taillée rustiquement dans une simple couverture de laine blanche, et ornée d'une raie noire ou rouge dans le dos. Au reste, bien qu'il y ait des paysans ou des ruraux aux Etats-Unis comme ailleurs, si on peut donner ce nom aux citoyens qui labourent ou font labourer la terre, il est très difficile de les distinguer. Le costume diffère peu et le langage encore moins. Un fermier parle aussi correctement qu'un banquier et un chef d'atelier ne parle pas mieux que ses ouvriers. L'esprit, les idées, le langage de tous les Américains semblent sortir du même moule. Après nous être arrêtés à Donaldsonville, à Baton-Rouge et avoir admiré, dans les Natchez, les rives fleuries justement célébrées par Chateaubriand, nous arrivons sains et saufs à la Nouvelle-Orléans, terme de notre voyage, et encore sous l'impression des magnificences sans pareilles de la vallée du Mississipi.

LES PIONNIERS

La ville de Cincinnati, située sur les bords de l'Ohio, affluent du Mississipi, et surnommé la « belle rivière », est une des plus jolies cités de l'Amérique. Entourée de hauteurs, le regard ne rencontre, de quelque côté qu'il se tourne, que des arbres et de la verdure. La vigne et les arbres fruitiers croissent sur ses riantes collines où se voient encore des arbres géants, débris de la forêt primitive, et où des lianes et des vignes sauvages entrelacées forment des berceaux naturels. Des rues très larges et se coupant à angle droit, comme dans toutes les villes américaines, vont d'une colline à l'autre et présentent, par leur régularité et leurs frais ombrages, un aspect véritablement enchanteur. Toutes les rues sont en effet ornées d'arbres qui suppléent ainsi à l'absence de promenades ou de squares, qui se fait remarquer à Cincinnati de même que dans un grand nombre de villes des Etats-Unis. Le commerce, concentré dans la partie basse de la ville, le long de la rivière, laisse le centre dans un repos presque absolu qui n'est pas sans charme. Les maisons sont blanches, coquettes, ornées d'un gazon toujours vert et précédées d'une cour couverte. Pendant l'été, très chaud dans l'Ouest, le chant perçant et monotone de la cigale dans les arbres voisins ne cesse de se faire entendre et on se croirait

à la campagne. C'est là que la famille du commerçant américain goûte, dans un doux loisir, les jouissances permises à ceux que la fortune favorise.

Mais si vous traversez le canal qui sépare la ville en deux parties à peu près égales, l'aspect devient différent. Les rues y sont moins propres, moins ombragées, pleines de bruit et de fumée. Dans ce quartier, sont concentrées les manufactures, très nombreuses à Cincinnati, et c'est là aussi que résident les 50,000 Allemands qui font partie de la population de cette ville. Dans cette partie de la ville, tout porte le caractère de ces émigrants. Les enseignes des magasins sont en allemand, les maisons y sont à louer en allemand, tous les boutiquiers sont allemands, de même que les médecins, les pharmaciens et les maîtres de tavernes. On y fume dans de longues pipes de porcelaine, on y boit de la bière dans de grands verres et c'est à peine si l'on y parle anglais ; mais les enfants y apprennent cette langue dans les écoles. Il y a des églises allemandes appartenant aux diverses sectes protestantes de la Germanie, un théâtre allemand et des journaux imprimés en allemand. Bref, on se croirait sur les bords de la Sprée ou du Rhin.

Cincinnati, qui compte aujourd'hui 150,000 habitants, est, par suite de sa position admirable et de ses avantages naturels, une des villes les plus florissantes des Etats-Unis. Cette ville, si peuplée et si active, n'était, il y a un demi-siècle, qu'un poste militaire protégeant les cabanes de quelques pionniers ou *settlers*, et l'on raconte que

le premier enfant blanc né entre les deux Miamis, petites rivières entre lesquelles la ville est construite, existe encore. Les mœurs ont changé graduellement avec cet accroissement prodigieux de population non arrivé, tant s'en faut, à son terme. Il fut un temps où les premiers habitants de cette puissante cité portaient des bas de cuir au lieu de bottes vernies et nous avons vu, dans un musée, la première fourchette dont ils ont fait usage. C'est un morceau de gros fil de fer, tordu et enroulé sur lui-même. Les habitants de Cincinnati ont tous aujourd'hui des couverts d'argent et bon nombre possèdent des cuisiniers français. Il n'y a pas vingt ans que le maire de la reine de l'Ouest — c'est ainsi qu'est surnommée Cincinnati — sortait tous les soirs, une gaule à la main, pour aller chercher ses vaches dans les pâturages et les faire rentrer à l'étable. Les juges et les accusés buvaient familièrement dans la même taverne, une fois le jugement rendu. Les journalistes, avant de faire leur premier Cincinnati, allaient eux-mêmes au marché acheter un poisson ou une volaille. Les avocats, faute de domestiques, fendaient leur bois à la porte de leur office et n'en plaidaient pas moins bien pour cela. Cet heureux temps n'est plus. Les jeunes filles, qui tricotaient elles-mêmes leurs bas ou leurs mitaines, n'osent plus sortir sans mettre des gants à plusieurs boutons. Le maire, *mayor*, préside le conseil municipal en habit noir, et il n'est pas une cuisinière qui ne porte à la ville un chapeau et une robe de soie.

Le bonhomme Franklin exprimait souvent le plaisir qu'il éprouverait à revoir l'Amérique à la

fin de ce [illegible]
vait [illegible]
toute sa [illegible]
ficile de [illegible]
peu d'im[illegible]
sivement [illegible]
civilisa[illegible]
Le luxe [illegible]
plicité [illegible]
avait [illegible]
nous [illegible]
l'ombre [illegible]
des [illegible]
et ne [illegible]
aller [illegible]
ri[illegible]
on [illegible]
ges [illegible]
adress[illegible]
p[illegible]
pr[illegible]
mais [illegible]
dome[illegible]
taires [illegible]
renc[illegible]
et jamais [illegible]
de la [illegible]
chante. [illegible] chaque
jour. [illegible]
aller bien [illegible] les vil-
les puissantes et p[illegible] sur le
champ du *settier*. Un luxe aristocratique a rem-
placé la simplicité primitive, les mœurs se sont

corrompues, les manufactures suppléent au travail domestique et les oisifs, devenus nombreux avec la richesse, cherchent dans le plaisir des distractions que le travail ne leur donne plus. Transformation inévitable, évolution qui est la conséquence du mouvement industriel et commercial. Les nouvelles mœurs que ce mouvement apporte sont-elles un progrès et ont-elles rendu les Américains plus heureux ? C'est un point auquel nous ne nous chargeons pas de répondre. On peut douter cependant que les habitants des somptueuses villes qui partout grandissent aux Etats-Unis soient plus heureux que ne l'étaient leurs rustiques fondateurs.

Cette riche et magnifique vallée de l'Ohio qui bientôt donnera des lois aux Etats-Unis, tant sa population augmente et son industrie s'accroît, fut peuplée à l'origine par des habitants de la Nouvelle-Angleterre. Presque tous ces immigrants étaient des laboureurs qui, fatigués de cultiver un sol improductif et stérile, se laissèrent séduire par la réputation de fertilité de cette nouvelle terre de Chanaan et vinrent s'y établir quelque temps après la fin de la guerre de l'indépendance. Un grand nombre d'entre eux avaient porté les armes dans cette guerre et il leur fut alloué, à titre de récompense nationale, un million et demi d'acres de terre. En 1786, il se forma à Boston une compagnie de colonisation, sous le nom de *Ohio company*, et ce fut le premier germe de cet Etat. Quand les membres de cette compagnie arrivèrent, portant avec eux chacun une carabine et des instruments aratoires, ils furent séduits par la richesse de ces

terrains d'alluvion que l'on rencontre dans tous les bas-fonds (*bottoms*) de la vallée, par l'aspect des nombreux arbres séculaires qui en couronnaient les hauteurs, par la multitude de vignes ou autres plantes sauvages, enfin par le spectacle de la richesse et de la fertilité qui caractérise cette contrée. Comme ils se proposaient de se servir plutôt de la charrue et de la hache que de la carabine, arme des chasseurs ou des trappeurs qui partout en Amérique précèdent l'arrivée des laboureurs, ils poussèrent en avant et se mirent promptement à l'œuvre. Les Indiens étaient encore à craindre dans cette partie de l'Ouest et la sympathie des nouveaux arrivants pour cette race infortunée n'était pas au nombre de leurs vertus. Ils étaient, par suite, dans la nécessité de se tenir continuellement sur la défensive et de se garantir contre leurs attaques. Des forts de refuge (*blockhouses*) s'élevaient à cet effet de distance en distance, des vedettes ou sentinelles étaient placées sur les hauteurs, et des espions parcouraient les bois à l'affût des Indiens et épiant leurs traces. Pendant qu'il cultivait la terre, le laboureur, par mesure de précaution, avait toujours auprès de lui sa carabine ; si une attaque le forçait à se réfugier dans sa maison, les femmes fondaient les balles et pendant qu'elles-mêmes allaient aux champs traire les vaches, on faisait sentinelle autour d'elles, la carabine au poing.

La plus grande simplicité régnait dans les mœurs et les habitudes de la vie domestique. Les maisons étaient faites de troncs d'arbres (*log houses*) les tables de planches refendues; les sièges

étaient des bancs ou espèces de chaises, recouvertes de quelque peau de bête. Les plats étaient en bois, les fourchettes plus simples encore ; le maïs, base de la nourriture, était écrasé dans des moulins à bras. Quant à la farine, elle était importée de la Nouvelle-Angleterre, l'Etat de l'Ohio ne possédant point encore les magnifiques champs de blé qui sont aujourd'hui son orgueil et sa richesse. La nourriture était simple, mais substantielle, facile à se procurer. Les bois étaient remplis de buffles, de chevreuils, de canards, de dindes sauvages, et les rivières fournissaient en abondance des poissons de toute espèce. Alors, de même qu'aujourd'hui encore dans les vastes plaines de l'Ouest, on tuait un buffle pour sa fourrure, sa bosse et sa langue, un chevreuil pour sa peau et son suif. Ce suif fournissait des chandelles et, avec la cendre des arbres, très riche en potasse, on fabriquait du savon. L'habillement était des plus simples. Les femmes filaient les chemises et les bas, et les vêtements extérieurs se composaient de peaux de chevreuil séchées au soleil et arrangées à la façon indienne, ce qui a fait donner le nom de *bas de cuir* à ces premiers et rustiques habitants.

Nous nous sommes entretenu avec des vieillards qui ont connu cette époque et vécu de cette existence. Partout, nous disaient-ils, régnait l'amour, l'affection, l'amitié ; ils en parlaient comme de l'âge d'or de Cincinnati. Aujourd'hui, sur cette place même où l'on n'entendait il y a cinquante ans d'autre bruit que celui de la hache dans les bois, d'autres chants que ceux du laboureur, s'a-

gite et grandit une ville puissante. La civilisation s'est développée avec ses richesses, mais aussi avec ses misères. Parmi les fils de ces simples pionniers, un seul possède huit cents maisons, de nombreuses et riches fermes. Mais dans la population féminine, composée, il est vrai, de nombreux éléments étrangers, empruntés pour la plupart à l'Europe, 8.000 créatures dégradées vivent de la prostitution. Que de progrès en un demi-siècle !

Un Camp Meeting.

Parmi les scènes de mœurs des premiers pionniers qui ont échappé à l'influence du temps et des idées nouvelles, une des plus originales est assurément celle que présente un *camp meeting*, sorte de jubilé protestant qui a lieu principalement dans les Etats de l'Ouest. Les églises sont très nombreuses dans les grandes villes d'Amérique et chaque secte religieuse y a son temple. Mais dans les villes naissantes des nouveaux Etats où les sectaires, très multipliés, sont respectivement en très petit nombre, le même temple sert alternativement aux divers fidèles. Chaque secte prend son jour et son heure et l'on y voit tour à tour les Méthodistes, les Presbytériens, les Anabaptistes, les Catholiques romains, les Juifs, les Quakers, les Mormons, et jusqu'à des disciples de Swedenborg, célébrer leurs rites religieux. Le *Meeting House*, qui n'est autre chose qu'une vaste salle rectangulaire, d'une grande simplicité de construction et sans orne-

ments, sert aussi à des cérémonies profanes. Les francs-maçons de la localité s'y réunissent ; les partis politiques la transforment en club au moment des élections ; les sociétés de tempérance y font des conférences et c'est là qu'ont lieu tous les bals par souscription. Toutefois, il y a des petites villes ou plutôt des villages, car les Américains qui amplifient tout ne craignent pas de donner le nom de ville à un méchant hameau de trois ou quatre feux, il y a des petites villes qui ne jouissent d'aucun *Meeting House* ; mais les plus grands efforts sont faits pour en établir. Nous avons habité un petit village du Sud-Ouest, tout frais éclos de la forêt primitive, où, bien qu'étranger, nous avons souscrit pour aider à l'érection d'un *Meeting House*. La souscription était d'ailleurs assez modique et les ladies de la localité, qui avaient pris gracieusement l'initiative de cette pieuse entreprise, offraient l'appât d'un souper à tout souscripteur. La salle, une fois construite, le souper eut lieu en effet; il fut suivi d'un bal, et le lendemain, on y fit de nombreux discours politiques et une douzaine de sermons.

Une partie de la population rurale des Etats-Unis habite dans le fond des forêts, à des distances quelquefois considérables des villes, des villages, des centres de population. Les habitants de ces fermes isolées ou plantations n'ont entre eux que de rares communications que l'état des chemins, la crue ou la baisse des eaux rendent quelquefois absolument impossibles. Le tempérament américain est essentiellement propre à cette existence solitaire et demi-sauvage et les formes

particulières de la religion protestante s'y prêtent admirablement. Le dimanche qui, chez les populations catholiques, est consacré aux cérémonies de leur culte et aux amusements mondains, se passe chez eux à chanter des cantiques, à lire la Bible ou le journal, ou bien dans un repos absolu. Mais la foi religieuse, qui comme la foi politique a besoin de contact et de stimulant, finirait par s'éteindre chez ces populations isolées si, de temps en temps, elles n'allaient se retremper dans la parole de leurs ministres et raviver leurs croyances dans de fervents sermons. C'est ce qui a donné lieu à l'institution du *camp meeting* où les cultivateurs et les *backwood men*, bûcherons ou habitants des bois, viennent de distances parfois considérables. Ils plantent leur tente ou construisent leur maison, faite de planches ou de branchages, en plein air, à l'ombre des bois, et passent là une semaine ou deux à prier, prêcher et chanter des cantiques. C'est généralement au moment où la lune éclaire la terre de ses rayons que cette cérémonie religieuse a lieu, et sa tradition est très répandue dans le Tennessee et dans tout l'Ouest. Ayant entendu parler de ces réunions, dont l'origine remonte, paraît-il, aux persécutions qui eurent lieu à l'époque de la révolution anglaise, nous profitâmes d'une occasion qui se présentait pour en être témoin oculaire, pendant un séjour que nous fîmes à Cincinnati.

C'était un dimanche. La reine de l'Ouest était plongée dans ce repos hebdomadaire si cher aux Américains, mais si monotone, pour ne pas dire franchement ennuyeux pour un français. Un cou-

rant de population, se dirigeant vers les églises, commençait déjà à s'établir dans chaque rue. Nous traversons le canal, nous arrivons dans le quartier allemand, beaucoup moins silencieux et moins recueilli. L'observation du dimanche n'y est pas aussi rigoureuse que dans les autres parties de la ville et les tavernes qui, chez les Américains, sont fermées, ou plutôt hypocritement entrebâillées, sont ouvertes à deux battants dans le quartier allemand. Nous laissons bientôt Cincinnati et nous commençons à gravir une des hautes collines qui, comme une ceinture verdoyante, environnent cette ville, en longeant le *Deer creek*, gros ravin qui porte ses eaux dans l'Ohio, mais qui est à sec dans la saison d'été. Dans le fond, on aperçoit, disposés de la manière la plus pittoresque, ces fameux abattoirs de porcs ou *Pork houses*, qui font la richesse et la réputation de Cincinnati. C'est là que, pendant les mois de novembre et décembre surtout, arrivent, de toutes les parties de l'Ouest, des légions de porcs qu'on sale, qu'on fait fondre, et que l'on met en barils pour être expédiés ensuite sur tous les points de l'Amérique et jusque dans notre vieille Europe. Ces établissements, qui sont tous des entreprises particulières, ne ressemblent en rien aux abattoirs de nos grandes villes d'Europe. Ils se distinguent par des progrès d'un genre typique : on y tue et on y prépare les porcs mécaniquement, puis on les soumet, en vases clos, à l'action de la vapeur à haute pression qui en dissout rapidement toutes les parties, ne respectant que le jambon qu'on a eu soin de séparer préalablement. Des quantités

considérables de porcs sont ainsi préparées au bord du *Deer creek* et du *Licking*. L'importance que les Cincinnatiens attachent justement à cette industrie, motive, on en conviendra, cette digression.

Si, du fond du ravin, le regard s'élève sur les hauteurs qui le surplombent, on aperçoit de nombreux fours à chaux dont la fumée aveugle le promeneur et, plus haut, des vignes naissantes bien cultivées qui fournissent un vin déjà célèbre en Amérique, le *Catawba*.Les Américains prétendent que ce vin national est supérieur au champagne et, au moment ou nous écrivons, ils se préparent à en envoyer des échantillons à l'Exposition universelle de Londres, où les Anglais, qui sont de fins connaisseurs, pourront juger de ses qualités. De ces hauteurs, l'œil découvre le riant panorama de Cincinnati, présentant un curieux mélange de pâturages, de vergers et de bois, débris de la forêt primitive, et qui témoigne par sa variété des conquêtes de l'homme sur la nature. Là où il n'y avait, il y a un demi-siècle, que des cabanes d'Indiens, on voit s'élever aujourd'hui de riantes maisons de campagnes, des usines puissantes, de riches vergers dont les fruits vont jusqu'au golfe du Mexique, et de gras pâturages fournissant du lait à une ville de 150,000 habitants, lait que des pâtres, venus de l'autre côté du Rhin, vont deux fois par jour porter aux familles américaines dans de grands vases de fer-blanc. Les Allemands possèdent, en effet, le monopole de ce commerce du lait et ce sont eux aussi qui cultivent la vigne dans la vallée de l'Ohio. Ils y ont pareillement

introduit les fruits des régions tempérées de l'Europe. Ce sont eux enfin qui, tous les ans, font la moisson dans ces vastes champs de blé qui, dans un temps donné, pourront subvenir peut-être à l'insuffisance des récoltes européennes. La récolte de blé de l'Etat de l'Ohio s'est élevée, l'année dernière, à 30 millions de bushels. C'est un beau résultat pour un si jeune Etat et qui peut faire juger de l'importance future de la production des céréales dans ces pays.

Enfin nous arrivons au *Duck creek*, ainsi nommé à cause de la quantité considérable de canards sauvages qui, au temps où le pays était une vaste forêt et où l'homme-rouge régnait en maître sur cette terre envahie aujourd'hui par les blancs, s'ébattaient joyeusement dans ses eaux. Un bouquet d'arbres de quelques arpents de superficie a été respecté et l'on éprouve une sensation indicible en considérant ces grands arbres ayant vu tant d'années et dont les hautes voûtes gothiques sont presque inaccessibles aux rayons du soleil. La brise suffisait à peine à en agiter le sommet, car l'atmosphère était lourde et le ciel avait cette admirable transparence qu'il a quelquefois sur les plateaux élevés de l'Amérique du Nord. Un silence solennel régnait dans la nature et l'on n'entendait que le bruit strident des insectes qui, du fond des gazons et des feuilles sèches, faisaient entendre leur concert habituel.

C'est ce bouquet de bois prenant, comme dans l'antiquité, le caractère d'un bois sacré, que les Méthodistes avaient choisi pour le lieu de leur réunion. Déjà il avait été témoin de plus d'une

pieuse cérémonie du même genre. Ce bois, formé d'arbres qui sont pour la plupart des érables à sucre, et situé sur un plateau élevé, est borné d'un côté par des champs en culture, d'un autre par un large ravin au bord duquel passe un chemin vicinal, enfin par le *Duck creek*, autre ravin alimenté par de nombreux ruisseaux coulant des plateaux voisins et qui, grossi de leurs eaux, devient une sorte de petite rivière dans la saison des pluies. Il était alors presque complètement à sec, ne recevant que quelques faibles sources suintant des rochers voisins et suffisant à peine à désaltérer les bestiaux et les chevaux des fermiers qu'on voyait, çà et là, couchés à l'ombre de quelques arbres oubliés par les bûcherons, s'inquiétant peu du bruit qui déjà commençait à se faire autour d'eux.

Les habitants de Cincinnati et des environs, qui sont un peuple assez gai et très avide de distractions, avaient négligé quelque peu leurs devoirs religieux du dimanche pour venir prendre part à cette sorte de fête, n'intéressant sans doute que la conscience des Méthodistes, mais excitant au plus haut point la curiosité des autres sectes. Des centaines de voitures découvertes et de chars-à-bancs étaient alignés sur la lisière du bois, pendant que les chevaux des cavaliers, attachés à des branches d'arbres, agitaient ceux-ci constamment par leurs mouvements. Enfin une fumée bleuâtre, se mêlant à quelques rayons de soleil sous l'épaisse voûte du feuillage, nous fait reconnaître le voisinage du *camp meeting* que nous ne tardons pas à apercevoir.

Nous avançons dans l'intérieur. Là nous découvrons un spectacle original pour un français, habitué aux pompes du culte catholique et à la magnificence de ses églises. Sur un espace d'environ un arpent carré, on avait émondé les arbres de leurs branches inférieures. Leurs immenses troncs dénudés ressemblaient à des colonnes et leurs sommets touffus, se croisant en tous sens, formaient des voûtes naturelles de feuillage impénétrables aux rayons du soleil. Sur un des côtés de cette nef champêtre et dans la ligne de centre du carré parfait qu'elle formait au milieu du bois, s'élevait une tribune ou plutôt une chaire qui, par la forme et l'apparence, ressemblait un peu, qu'on nous pardonne la comparaison, à un orchestre de bal champêtre. Un toit, orné de branches arrachées aux arbres voisins, couvrait cette chaire rustique de son ombrage et, sur le devant, on apercevait une grosse Bible placée sur une petite console en bois servant de pupitre. On arrivait à cette chaire par quelques marches placées sur le côté et elle était assez grande pour contenir douze à quinze personnes. Une dizaine de prêcheurs, en paletot ou en habit noir, comme de simples mortels, y stationnaient d'une manière permanente, parlant et chantant à tour de rôle. Ces prêcheurs sont ou des ministres de profession ou des sectaires inspirés, car la chaire de presque toutes les religions protestantes est une sorte de tribune démocratique qui appartient à tous les membres de l'église et non en particulier à ses ministres, et pourvu qu'on ne sorte pas de l'esprit de la Bible, chacun a le droit d'y monter.

Les Américains qui, par suite de leur éducation politique, sont presque tous orateurs, ou du moins parlent avec une facilité qui n'appartient qu'aux peuples libres, profitent largement de ce privilège. Cette liberté n'est toutefois point sans inconvénients pour la dignité des ministres officiels du culte et, comme ils sont soumis à toute espèce de contrôle, ils n'ont aucune autorité. Les fonctions de ministre protestant en Amérique ont, en général, peu de prestige ; ceux qui les remplissent sont considérés comme des hommes ordinaires et ils se conduisent trop souvent comme tels à leur tour. Nous trouvant un jour sur un bateau à vapeur de l'Ouest où l'on jouait gros jeu, comme cela est l'habitude chez les Américains de cette région, nous remarquâmes parmi les joueurs les plus intrépides un grand homme sec, en habit noir, aux coudes percés, qui paraissait en train de jouer son dernier dollar. Arrivé au lieu de sa destination, qui était une petite ville de l'Ohio, il ne restait plus au révérend, car c'en était un, assez d'argent pour payer son passage. Le capitaine, pour se couvrir, fut obligé de lui retenir un baril de mélasse qu'il apportait de la Nouvelle-Orléans pour l'usage de sa famille. Nous étant informé qui pouvait être ce passager dans l'embarras, nous apprîmes que c'était un prêcheur, c'est-à-dire un de ces missionnaires protestants ambulants qui vont de village en village réchauffer le zèle de leurs coreligionnaires ou faire de nouvelles conversions.

Quoi qu'il en soit, cette chaire improvisée, ces feuillages, ce bois sombre n'étaient pas sans origi-

nalité, et cette scène rustique nous rappelle les prêches clandestins faits dans les bocages de la Vendée par ces prêtres rebelles qui s'étaient refusés à prêter serment à la République et où des villageois, imbus du fanatisme de l'époque, venaient, eux aussi, de très loin entendre la parole sainte et retremper leur foi. Des bancs étaient disposés sur toute la superficie de la nef, laissant sur les côtés un passage assez large pour la circulation. L'enceinte, réservée au culte, était fermée par un carré de maisons ou plutôt de cases en planches et, derrière ces maisons improvisées, s'en élevaient une ou deux autres rangées, laissant entre elles de véritables rues. Les habitants des maisons du premier rang avaient, par leur position, le privilège d'assister au sermon sans sortir de chez eux. Les fenêtres de ces maisons étaient ornées de rideaux blancs, bleus, rouges, jaunes, composés de toute sorte d'étoffe. Les portes n'étaient autres que des portières formées de peaux de chevreuils ou d'ours, tués de la main des propriétaires eux-mêmes dans les forêts de l'intérieur de l'Ohio. Derrière ces rideaux, on apercevait les hommes en habit noir et les femmes dans leur plus grande toilette, comme pour le bal ou le théâtre.

Au moment où nous entrions dans le camp, il y avait intermède dans les cérémonies. Nous en profitons pour observer comment on vivait dans Israël. Ces cases, d'un extérieur si rustique, étaient arrangées à l'intérieur avec un certain goût et le confort anglais y avait pris place. Chaque maison avait un de ces tapis qu'on trouve dans la demeure du plus pauvre artisan américain, un ou

plusieurs lits à colonnes, quelques chaises et l'indispensable berceuse ou *rocking chair*. En outre, un buffet ou garde-manger pour conserver les provisions et le poêle en fonte pour faire la cuisine. Mais, par suite de l'extrême chaleur, le poêle était placé dans la cour, ou plutôt dans la rue formée par les deux rangées de maisons. Les fermiers qui viennent de dix ou quinze lieues, quelquefois plus, à ces réunions religieuses, amènent avec eux divers meubles, leurs ustensiles de cuisine et toute leur famille. Aussi voyait-on, dans la même maison, des femmes, des jeunes filles, des enfants à la mamelle. Dans une autre case, quelque vieux couple remontant au temps de la guerre de l'indépendance et, plus loin, des maisons réservées aux méthodistes nègres ou métis d'une couleur quelconque (*colored people*) lesquels ne paraissaient pas les moins empressés à prier Dieu, à chanter des cantiques et à faire leur cuisine.

Après avoir fait le tour de la nef, nous arrivons aux cases extérieures. Là nous observons un grand nombre de tentes destinées aux célibataires ou aux méthodistes qui n'avaient pas amené leur famille (*private gentlemen*). Une épaisse couche de paille servait de lit, et chacun de ces hôtels (*boarding houses*) pouvait loger une vingtaine de pensionnaires. L'ameublement était réduit à sa plus simple expression et nous remarquons l'absence de moustiquaires. Tous ceux qui ont habité l'Amérique savent que, durant toute la saison d'été, on est tourmenté par des nuées de moustiques, plus redoutables que les serpents eux-mêmes.

Leur bourdonnement est aussi insupportable que leur piqûre et c'est surtout au moment où on se livre au repos que ces insectes sanguinaires se jettent avec acharnement sur vous. Les moustiques ôtent à l'Amérique tout le charme de ses splendides soirées d'été et ils empêchent de se livrer avec calme à une occupation intellectuelle quelconque. Vous ne pouvez ni lire, ni écrire, ni causer. Il n'y a qu'un moyen efficace de se préserver de cet hôte incommode, c'est de s'enfermer dans une sorte de cage en mousseline que les Américains appellent *mosquitoes bar*, les Français moustiquaires et dans laquelle on est comme dans un garde-manger. Les infortunés méthodistes logeant à l'hôtel étaient privés de ce meuble indispensable. Mais, en revanche, de nombreuses tables d'hôte, protégées contre l'ardeur du soleil, s'étalaient en plein air, au milieu des arbres et de la verdure. Ces tables étaient couvertes de masses pesantes de bœuf rôti, de cochons de lait, de jambons, de marmelades et d'un déluge de pastèques. Les Américains aiment beaucoup ce fruit, très commun en Amérique, et ils le mangent avec avidité. Quoique le dîner fût encore loin d'être servi, les tables étaient déjà envahies et convoitées. L'assaut s'y livrait d'avance, chacun guettait sa place, se plaçant devant son couvert comme en sentinelle, et attendant avec impatience la cloche du signal. Il faut dire que ces gens si empressés à table et si peu à la prière n'appartenaient pas à la secte des méthodistes ; mais ils n'en faisaient pas moins leurs devoirs religieux ou profanes. Tous tenaient la queue de la poêle, et l'odorant fumet des vian-

des rôties se mêlait au chant des cantiques. Car parmi les choses impossibles pour un Américain, la plus impossible est de supprimer ou de reculer l'heure de l'un de ses trois repas.

De grands pots d'eau en faïence dans lesquels nageaient d'énormes morceaux de glace, des carafes pleines de mélasse, des tasses à thé ou à café se voyaient partout sur les tables. Mais le vin et les liqueurs spiritueuses brillaient par leur absence et, bien qu'il y eût beaucoup d'Allemands, il n'y avait pas de bière sur les tables. On fumait peu, mais on mâchait beaucoup de ces petits carrés de tabac qui ont à s'y méprendre l'apparence de tablettes de chocolat. Cette manière d'user du tabac, de le chiquer, comme disent les marins, est généralement répandue chez les Américains. Enfin, à part le vin, la gaîté et la musique, c'était un peu les noces de Gamache. Des quartiers de bœuf rôtissaient sur des quartiers d'arbres, des cochons entiers, embrochés dans des branches d'érable, cuisaient suspendus sur deux piquets au milieu d'un brasier ardent, pendant qu'un arbre géant, vieux débris de la forêt séculaire, était en feu d'un bout à l'autre, servant à faire la cuisine d'une douzaine de ménages. Plus loin, des Allemands suspendaient leurs marmites sur des piquets et se livraient à la préparation de ces pâtes dont la recette remonte au temps d'Arminius, pendant que d'autres blonds enfants des bords du Rhin fumaient dans de longues pipes à culots de porcelaine, sur lesquels on voyait les portraits des principaux révolutionnaires allemands, et couvaient avec tendresse les plats de choucroûte qu'on

sortait des vases en terre où ce mets classique de l'Allemagne était conservé.

Mais, bientôt distrait de nos observations par le chant des cantiques, nous nous dirigeons en toute hâte vers le lieu d'où ce chant partait. Les bancs étaient garnis d'hommes et de femmes, mais les deux sexes étaient séparés, les uns à droite, les autres à gauche de la chaire. Dix prêcheurs, placés debout autour de la Bible, conduisaient le chœur, et l'assistance les accompagnait de ce ton nasillard particulier aux puritains qu'on retrouve encore, à un degré plus ou moindre, chez un grand nombre de leurs descendants.

Les Espagnols appellent les narines les fenêtres du nez. On dirait que chez les Américains du Nord ces fenêtres sont toujours fermées, surtout lorsqu'ils chantent des psaumes ou des cantiques. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer qu'il n'y avait ni orgue, ni musique quelconque pour les accompagner, si ce n'est le chant des grillons et des cigales, lequel parfois était assez fort pour dominer même celui des méthodistes. Ceux qui ont vécu dans les forêts de l'Amérique, où le bruit de tout un monde d'insectes et d'oiseaux ne cesse de se faire entendre au printemps, ne nous accuseront point d'exagération à cet égard.

Après le cantique, le sermon commença. Ce n'était, comme tous les sermons des sectes protestantes, qu'un commentaire plus ou moins ingénieux d'un chapitre quelconque de la Bible. Mais la conclusion, sorte d'oraison jaculatoire, fut, paraît-il, très pathétique et impressionna considérablement l'assistance. Ils avaient tous péché, ils

étaient tous coupables, ils seraient tous jugés, et tous devaient se repentir sans plus tarder. Vous qui venez des montagnes, disait un des prêcheurs, vous êtes coupable; vous qui venez de la plaine, vous êtes coupable, et vous qui venez de villes où règne la corruption, vous êtes encore plus coupables que les autres. Vous paraîtrez tous devant Dieu, vous serez jugés, condamnés, etc. A ce moment, le prêcheur s'échauffa d'une manière extraordinaire et, bien que le seul geste oratoire qu'il se permît fut de se frotter les mains comme un homme qui a froid, ce geste produisait un effet considérable sur l'auditoire. Il commanda aux fidèles de se précipiter à genoux : ils se précipitèrent, mais ils tournaient le dos au prêcheur, singularité dont nous ne pûmes comprendre la raison. A ce moment, la parole du prêcheur était tout éclair et tonnerre. Des sanglots, des pleurs, des gémissements étouffés commençaient à éclater. Un vieux gros homme qui n'était pas loin de nous répondait d'un ton lamentable et en forme de litanie : *o Lord* ! Un autre homme sec, très grand, d'un âge mûr, se frappait le front contre un arbre en criant : *Amen* ! Toutes les femmes tenaient leurs mouchoirs, prêts à recevoir les pleurs qui rougissaient les yeux d'un certain nombre d'entre elles. Mais nous remarquâmes que les cheveux blancs et les fronts chauves se livraient seuls à ces démonstrations excentriques, et bien que le nombre des jeunes hommes et des jeunes filles fût très grand, le sermon paraissait produire beaucoup moins d'impression sur cette jeunesse que sur les personnes d'un âge mûr. En chaire,

l'effet était prodigieux. Les dix prêcheurs faisaient écho par leurs gémissements et le *speaker* lui-même, ou président, se livrait à une pantomime qui sied peu au flegme et à la simplicité oratoire de la race anglo-saxonne. La sueur lui coulait abondamment du front, ses cheveux plats se répandaient en désordre sur ses joues osseuses et l'éclair du fanatisme étincelait dans son œil creux. On lui jeta un manteau sur les épaules, et il se laissa tomber, épuisé de fatigue et brisé d'émotion.

Il y eut un moment d'intervalle et, l'émotion calmée, un autre orateur vint prendre place. Celui-ci ne s'enflamma point, ni n'enflamma son auditoire. Il parla de morale et finit par parler d'argent. Il recommanda aux fidèles d'être justes avec tous, bons envers tous et d'accomplir leur devoir d'hommes, de citoyens et de membres d'une congrégation. « Nous sommes venus, dit-il, des montagnes, des plaines et des villes pour prier Dieu; nous avons organisé un *camp meeting*... Voilà qui est bien, mais il faut le payer. Cela est facile, si vous le voulez, et il fit le récit suivant. Un homme, continua-t-il, possédait des érables à sucre, semblables à ceux qui nous abritent et dont le bienfaisant ombrage nous protège en ce moment contre les ardeurs du soleil. Mais il n'en tirait aucun parti; il savait bien, il est vrai, qu'on en pouvait obtenir du sucre, mais il ignorait le procédé de fabrication. Son voisin, plus expert, le lui enseigna. Il fit une incision à l'arbre, y planta une cheville creuse, plaça au-dessous une rigole en bois. Bientôt une sève limpide comme le cristal coula goutte à goutte dans la rigole, de la rigole dans un vase placé au

pied de l'arbre, et, goutte à goutte, ce vase se remplit jusqu'au bord, puis les vases remplirent la chaudière et le feu en fit du sucre. »

« Cet apologue vous prouve, mes frères, que, sou par sou, dollar par dollar, vous pouvez, à vous tous, souscrire une somme assez forte et, avec cette somme, nous paierons les frais de notre réunion. » L'apologue eut un très grand succès et une quête s'ouvrit immédiatement. Les Etats-Unis n'ont point de religion d'Etat et n'accordent aucune subvention aux ministres des divers cultes ; néanmoins, on le voit par l'exemple que nous venons de citer, tous font leurs frais, construisent des églises et n'ont d'autres ressources que les subventions volontaires de leurs fidèles.

Nous profitons d'un moment de repos pour visiter de nouveau l'intérieur du camp. Tout en cheminant entre deux rangées de maisons, nous nous étonnons de voir des méthodistes nègres mêlés aux méthodistes blancs et accomplissant leurs devoirs religieux dans la même enceinte. Cette confusion des deux races, peu habituelle aux Etats-Unis où, dans les Etats libres et les plus avancés en démocratie, les nègres et les gens de couleur ont leurs églises distinctes et ne peuvent prier Dieu dans le même temple que les blancs, nous surprend quelque peu et nos réflexions sur ce point étaient tout à l'avantage des méthodistes. Mais soudain de grands cris se font entendre. Serait-ce le feu ? Nous nous rendons vers le lieu du tumulte pour nous assurer de la véritable cause de tout ce bruit. Les chevaux étaient effrayés, les enfants poussaient de grands cris, des gémisse-

ments s'échappaient de toutes les cases, mais le feu n'était nulle part. Voici ce qui se passait.

Le *camp-meeting* était divisé en deux quartiers, l'un destiné aux Américains, l'autre réservé aux Allemands. On sait qu'environ un tiers de la population de Cincinnati est d'origine allemande et que les campagnes de l'Etat de l'Ohio comptent aussi un très grand nombre d'Allemands. Bon nombre de ceux-ci, venus en Amérique à un âge déjà avancé, ne parlent point l'anglais ou sont peu familiers avec cette langue. Il avait donc été nécessaire d'isoler les méthodistes allemands et de leur donner un autre camp, une autre chaire et des prêcheurs appartenant à leur pays. Le bruit partait du camp allemand. Là nous voyons en arrivant tous les fronts inclinés vers la terre. La partie féminine de l'auditoire paraissait notamment en proie à la plus grande excitation. Une des assistantes, âgée d'une quarantaine d'années, était montée sur un banc ; elle avait rejeté son chapeau et laissé tomber ses cheveux en désordre; elle agitait les bras, fermait les yeux, puis les levait au ciel, jetant des cris affreux et semblant, comme une sorcière du moyen-âge, conjurer Hécate par ses invocations. Le prêcheur, pendant ce temps, continuait son sermon ou plutôt sa violente déclamation. Sur un autre banc, sanglotait et pleurait une autre femme qu'une jeune personne, qui paraissait être sa fille, entourait de ses bras pour l'empêcher de rouler à terre et de se livrer à des convulsions.

Plus loin, une vieille négresse était en proie à une agitation non moins grande et se livrait

à toute l'exagération de pantomime particulière à sa race. L'émotion singulière, nerveuse ou morale, éprouvée dans ce quartier ne tarda pas à gagner, comme une nouvelle danse de Saint-Guy, les quartiers voisins et à envahir le camp tout entier. Les femmes se cachaient la figure dans leur mouchoir, les enfants voyant pleurer leur mère pleuraient à leur tour, en un mot des familles entières étaient plongées dans une exaltation véritablement extraordinaire. Lorsque le prêcheur allemand eut fini son sermon, l'auditoire se retira mais les gémissements et les convulsions continuèrent dans les cases et on fut obligé de soutenir une des assistantes que la fatigue ou l'émotion empêchait de marcher. Un des prêcheurs la contemplait avec un air de satisfaction singulière qui nous rappela le regard que Méphistophélès lance sur la pauvre Marguerite à la sortie de l'église. Sommes-nous en présence d'une maladie nerveuse particulière et que signifient chez les Américains, peuple positif par excellence, ces extravagances religieuses qui nous rappellent celles des convulsionnaires du siècle dernier ? Il faut s'attendre à tout en Amérique ; n'est-ce pas à Hydesville (New-York) que des esprits frappeurs se firent entendre l'année dernière ? Les *speaking mediums* seraient ici à leur place et, si l'on croyait encore aux dieux, le *camp meeting* serait un lieu excellent pour une Pythonise recevant le souffle d'Apollon.

Mais la cloche du dîner sécha les pleurs et fit cesser les gémissements. Bientôt on n'entendit que le bruit des couteaux et des fourchettes. On dévorait le roastbeef, on dépeçait les cochons de lait, on

se passait les tranches de jambon. D'énormes pastèques fondaient dans la bouche des méthodistes affamés et de grands bols de thé et de café circulaient à la ronde. Notre regard indiscret pénétra dans toutes les cases et vit, derrière les peaux d'ours et de chevreuil, les bonnes choses de la terre appréciées à leur juste valeur et faisant diversion aux scènes de fanatisme ou d'hallucination que nous venons de décrire.

Une foule d'Américains, accourus de tous les points de l'Ohio, nous donnèrent une idée assez exacte de la population de ce jeune et vigoureux Etat. Les jolies femmes, en grand nombre, étaient mises avec recherche et portaient pour la plupart des robes de soie. Les hommes, contre l'habitude des Américains, fumaient peu, mais les ladies fumaient à leur place, et c'est le cas de remarquer que la plupart des Américaines qui habitent la campagne ont l'habitude du tabac. Nous promenant un jour dans l'une des forêts de l'Arkansas nous nous arrêtâmes à la porte d'une ferme où, après avoir attaché notre cheval, nous entrâmes pour nous reposer et nous rafraîchir. Là nous vîmes une jeune et fort jolie femme fumant gravement dans une longue pipe. Notre présence ne l'empêcha nullement de continuer. Elle nous montra le baquet d'eau qui, dans toutes les fermes américaines, est à la disposition du voyageur, et continua, au milieu de la conversation, à lâcher d'épaisses bouffées de fumée de tabac. Les dames méthodistes du camp meeting en firent autant ce jour-là. La pipe après la prière, quel mal y a-t-il à cela ?

Dans les allées du *camp meeting* les jeunes filles se promenaient avec cette liberté dont elles jouissent à un si haut degré aux Etats-Unis. Une jeune fille américaine ne rend jamais compte de ses actions à ses parents ; elle sort, elle s'absente, elle rentre quand bon lui semble, sans que son père ou sa mère se permette jamais de lui demander d'où elle vient, ni où elle va. A peine sortie de l'enfance, elle adopte un *beau* ou cavalier qu'elle change fréquemment ; elle peut en avoir successivement une douzaine avant de se marier et ce flirtage n'atteint en rien sa réputation. Ce *beau* la conduit au bal, au concert, au théâtre, en partie dans les bois, et ne la quitte point dans des excursions qui durent quelquefois plusieurs semaines. Si une jeune fille de Cincinnati éprouve le désir de passer quinze jours ou un mois chez une amie ou une parente, qui demeure à 150 ou 300 milles plus loin, son *beau* la conduit et revient avec elle sans que ses parents s'en préoccupent le moins du monde.

Cette liberté de mœurs et d'allures, qui semblerait devoir produire de grands désordres, a cependant peu d'inconvénients et tel est le respect dont les femmes sont entourées aux Etats-Unis, qu'il est très rare qu'on en abuse. Mais elle amène le relâchement des liens de famille, et elle est une des principales causes du peu de prestige de la vieillesse aux Etats-Unis. Jamais, en effet, les parents n'accompagnent leurs enfants dans les bals, soirées, concerts, théâtres ou parties champêtres, et la plupart des jeunes filles venues au camp meeting n'avaient avec elles que leurs *beaux*, vocable du moment emprunté à la langue

française, nous ne savons pourquoi. Quoi qu'il en soit, leur empressement était extrême, car les Américains ont pour les femmes beaucoup plus d'égards, sinon plus de politesse, qu'aucun autre peuple au monde. Les uns offraient à leur *sweet heart* une tranche de pastèque, pendant qu'ils se taillaient eux-mêmes un morceau de ce tabac à mâcher que les Virginiens arrangent en tablettes si coquettes. D'autres allaient chercher de l'eau à ces pauvres sources du *Duck creek* qui ne fournissaient plus assez pour tout ce monde altéré et que les dix prêcheurs du camp américain, renforcés de tous ceux venus de l'autre côté du Rhin, étaient impuissants à faire couler plus vite.

Les Américains, qui sont de grands consommateurs de liqueurs spiritueuses, sont aussi, par un contraste bizarre, de grands buveurs d'eau ; aussi y avait-il foule autour des sources. Les pères de famille avaient apporté un seau, les célibataires buvaient dans une feuille d'arbre arrondie en gobelet et les plus altérés se couchaient à terre, aspirant d'une seule gorgée la source tout entière. Cette pénurie d'eau était un grand inconvénient. Les habitants de Cincinnati ont une superbe pompe hydraulique (*water work*). Nous pensons qu'un jour les méthodistes prendront des arrangements avec la Compagnie des eaux pour rafraîchir les prêcheurs, les chanteurs de cantiques, les jeunes filles et leurs *beaux*. Ils auront de l'eau, car aujourd'hui que la foi ne multiplie rien et que l'industrie humaine seule a ce pouvoir, il y a dans les religions un mélange de spirituel et de profane tout à fait inconnu des premiers temps. Les Américains, qui sont

un peuple très religieux, sont aussi un peuple très positif; ils n'oublient jamais les besoins matériels et l'exaltation religieuse qui se montrait dans le camp n'empêchait aucunement l'abondance d'y régner. Nous avons vu la fumée des cuisines pénétrer dans la nef, et l'odeur des viandes montait au nez des dix prêcheurs méthodistes. Ajoutons que le *camp-meeting* est le théâtre de nombreuses intrigues d'amour et que des mariages d'inclination s'y concluent fréquemment.

Mais le soleil allonge les ombres de la forêt et nous estimons qu'il est temps de partir. Nous avions un vif désir de rester pour être témoin des prêches nocturnes, où l'exaltation religieuse surpasse, paraît-il, de beaucoup tout ce que nous avions vu. Mais nous craignons de ne plus trouver de voitures ou de monter nous, trentième, dans un omnibus qui ne doit contenir que seize personnes ; car les cochers américains, de même que les capitaines de bateaux à vapeur, ne doutent de rien, et les uns n'ont pas plus peur de verser que les autres de faire explosion. Nous revenons donc à Cincinnati et, le lendemain, nous rédigeons ces impressions, assurant à ceux de nos lecteurs qui s'intéressent aux mœurs américaines la véracité absolue de notre récit.

LIBRE-ÉCHANGE ET PROTECTION

Les Whigs.

Après avoir mis sous les yeux de nos lecteurs diverses scènes des mœurs américaines et esquissé, aussi exactement que nous l'avons pu, le spectacle grandiose que présentent les forêts et les fleuves de l'Amérique, nous allons passer à des études d'un ordre absolument différent. C'est Aristote qui, croyons-nous, a défini l'homme un animal politique. Nul ne mérite mieux ce titre que les Américains, passionnés pour la politique, pour l'économie politique et pour tout ce qui touche aux choses d'intérêt général, où ils trouvent d'ailleurs la satisfaction de leurs intérêts particuliers. Nous commencerons par l'examen des deux systèmes économiques qui préoccupent et partagent l'opinion politique : le libre-échange et le protectionnisme.

Le vieux parti fédéral, qui comptait dans ses rangs des hommes si distingués par le talent, le patriotisme et la vertu, et dont le plus beau titre de gloire est la constitution des Etats-Unis, ne tarda pas à perdre son influence, puis à disparaître après l'avènement de Thomas Jefferson à la présidence. Mais s'il échoua dans ses efforts pour restreindre le pouvoir populaire, il eut l'éternel honneur de maintenir, contre le principe de la

souveraineté individuelle des Etats, le principe autrement fécond de l'autorité du pouvoir fédéral et d'asseoir la république sur des bases inébranlables. Le parti désigné alors sous le nom de parti républicain, en arrivant au pouvoir, ne put s'y maintenir qu'en sanctionnant une partie de la conduite politique de ses adversaires et en adhérant lui-même à quelques-unes de leurs idées fondamentales. C'est ainsi que l'unité de la république américaine, la supériorité du pouvoir fédéral sur le pouvoir particulier des Etats, le droit imprescriptible du gouvernement central d'entreprendre des travaux d'utilité publique, tous ces principes féconds tombèrent en quelque sorte dans le domaine public et furent recueillis simultanément par les deux partis comme une règle de conduite dans les affaires du pays.

Les deux partis s'étant mis d'accord sur les principes politiques n'en restèrent pas moins profondément divisés sur les idées économiques, et comme chacune de ces doctrines, prise pour plateforme de chacun des deux partis représente des intérêts considérables et régionaux, l'existence de l'Union fut fréquemment menacée par des vues absolument antagonistes. C'est ainsi que les partis revenaient à leur insu sur le terrain des principes qu'ils avaient momentanément abandonné. Nous nous expliquons. Le Nord est manufacturier, par conséquent protectionniste ; le Sud est agricole, et dès lors libre-échangiste. Les *whigs*, représentant l'intérêt manufacturier, sont intéressés à maintenir l'élévation des tarifs ; les *démocrates*, représentant l'intérêt agricole, sont

intéressés à l'abaisser. C'est ainsi que le Nord s'est trouvé et se trouve encore en lutte avec le Sud.

Ajoutons que la question brûlante de l'esclavage est venue augmenter leurs dissensions et que les démocrates, pour la plupart possesseurs d'esclaves et menacés dans leurs plus chers intérêts, ont eu, eux aussi, recours à la menace et ont invoqué, en faveur de l'esclavage et du libre-échange, si étrangement surpris de se trouver ensemble, le principe de la souveraineté individuelle des Etats ; ils sont devenus antifédéralistes, c'est-à-dire *désunionistes*, pour nous servir du nom qu'ils portent aujourd'hui. Les whigs, au contraire, qui ont recueilli l'héritage du vieux parti fédéral, invoquent l'autorité du gouvernement central et seraient disposés à employer la force dont le pouvoir exécutif dispose pour faire triompher leurs doctrines. Néanmoins, un grand nombre de démocrates, particulièrement ceux qui résident dans le Nord et dans l'Ouest, partagent l'opinion des whigs sur cette question incidente, et sont, comme eux, résolus à maintenir l'unité de la république, tout en réservant leurs opinions particulières sur le libre-échange et l'esclavage. Ils *agree to differ*, pour nous servir de l'expression consacrée.

Les whigs et les démocrates, quand ils sont placés sur le terrain des intérêts, restent constamment divisés et l'accord entre eux, en vertu des principes antagonistes qu'ils professent, est logiquement impossible. Les uns sont pour le système protecteur, les autres pour le libre-échange ; mais, placés sur le terrain de l'esclavage, l'antagonisme

cesse comme par enchantement, et ils savent parfaitement s'entendre pour s'opposer à l'ennemi commun, c'est-à-dire le parti abolitionniste. Dans un meeting en faveur de l'Union qui eut lieu l'année dernière à *Castle-Garden* (New-York), M. O'Connor, l'un des orateurs, s'écria : « Je suis prêt à voter pour un whig patriote, plutôt que pour un démocrate abolitionniste. Jefferson a dit que nous étions tous républicains et tous fédéralistes ; moi, je dis aujourd'hui que nous sommes tous whigs et tous démocrates. » Nous ne saurions trop insister sur cette fusion accidentelle et momentanée des partis aux Etats-Unis, fusion motivée par la défense d'intérêts qui leur sont communs et dont le sens échappe souvent aux étrangers. En fait, les démocrates et whigs ne sont divisés que sur une seule question : le *tarif*. C'est le seul objet de controverse qui existe entre eux, mais ils sont d'accord sur les questions relatives à l'esclavage et au principe de la souveraineté, qu'il soit invoqué en faveur des Etats ou en faveur du gouvernement fédéral. Ce sont des whigs et des démocrates qui veulent maintenir l'unité de la république, comme ce sont des whigs et des démocrates qui cherchent à la scinder et à fonder deux grandes confédérations distinctes et indépendantes, dont l'une embrasserait tous les Etats du Nord, l'autre tous les Etats du Sud. Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer pourtant que les démocrates sont ceux qui menacent le plus souvent d'une séparation. Mais ce sont les démocrates du Sud, c'est-à-dire les possesseurs d'esclaves, les démocrates de l'Ouest et ceux du Nord étant parfaitement d'ac-

cord avec les whigs pour maintenir la confédération absolument unie.

Le premier soin des Américains, une fois constitués en nation indépendante, fut d'encourager l'établissement des manufactures, afin de s'affranchir, par une production nationale, du joug de l'étranger. Dans son message de 1790, Washington observe que le salut et l'intérêt du peuple américain réclament l'établissement de manufactures qui puissent l'affranchir des nations europénnes, particulièrement en tout ce qui concerne les instruments et approvisionnements de guerre. Jefferson lui-même, quoiqu'il eût dit quelque part que l'Europe était naturellement le grand atelier industriel des Etats-Unis, et que le peuple américain, dans l'intérêt de son bonheur et de sa dignité, devait se contenter de cultiver la terre ou d'exercer les professions manuelles qui se rattachent le plus directement à l'agriculture, professa, une fois arrivé au pouvoir, des idées absolument différentes. Dans son adresse d'inauguration, dans ses messages de 1806 et 1808, et dans ses écrits, il se fait l'avocat chaleureux du travail national. Toutefois, le tarif réglant les droits d'importation sur les produits importés de l'étranger était alors plutôt considéré comme une source de revenus que comme un moyen efficace de protection, et ce ne fut qu'en 1814 qu'il prit un caractère décidément prohibitif. Les droits d'importation, sur les réclamations incessantes des manufacturiers du Nord, furent élevés graduellement jusqu'en 1842. En 1846, après l'avènement du parti démocratique au pouvoir, dans la personne du président Polk, le tarif fut assez for-

tement abaissé, principalement sur les fers. Depuis, malgré les efforts du parti whig, il n'a point été modifié.

Les Etats-Unis étaient destinés par la nature à devenir un grand pays manufacturier, et on peut dire qu'il n'est aucune de leurs industries qui fasse violence au sol, au climat de l'Amérique ou au génie des Américains. Ce peuple trouve, dans son territoire si vaste et si varié, tous les éléments nécessaires pour rivaliser avec les Anglais par la variété et le bon marché de ses produits, comme déjà il rivalise avec eux par l'étendue de son commerce d'exportation et l'importance de sa marine. Les Américains possèdent, en effet, en plus grande abondance qu'aucun autre peuple au monde, le fer, la houille, le cuivre et une foule de matières premières que la Grande-Bretagne, par exemple, ne trouve que dans ses colonies et qu'elle importe à grands frais pour les livrer à ses manufactures. L'Amérique du Nord est à la fois métropole et colonie ; c'est un microcosme industriel où rien ne manque ; c'est un pays complet qui n'attendait que le génie de l'homme pour porter ses fruits, et ce génie ne lui a pas manqué. Les manufactures ont donc pris une extension considérable dans toutes les parties de l'Union, mais plus particulièrement dans le Nord où la stérilité comparative du territoire, l'agglomération de la population et le bas prix de la main-d'œuvre leur offraient plus de facilités qu'ailleurs pour s'établir.

C'est en jetant un coup d'œil sur les districts manufacturiers des Etats-Unis que nous pourrons nous faire une idée nette de la force et de la posi-

tion des partis aux Etats-Unis. La Nouvelle-Angleterre, qui compte un si grand nombre de manufactures, a toujours réclamé l'élévation ou le maintien du tarif et envoyé des whigs au congrès. M. Daniel Webster est un des plus illustres. New-York, qui compte un si grand nombre d'industries, dont la plupart ne vivent qu'à l'aide de la protection, est whig. La Pensylvanie, si gravement atteinte dans son importante industrie du fer par le tarif de 1844, qui dégrève les droits sur les fers étrangers, est whig. L'Ohio, qui devient un grand Etat manufacturier, est whig. L'Indiana, qui marche sur les traces de l'Ohio et cherche à enlever à la Pensylvanie son industrie du fer, deviendra whig à son tour. Les districts manufacturiers du Kentucky sont whigs, et l'un des chefs les plus illustres de ce parti, M. Henry Clay, est envoyé au Sénat par cet Etat, qui ne comptait que des démocrates avant d'avoir des manufactures. Il y a des whigs dans le Tennessée, la Virginie, la Caroline, la Géorgie, l'Alabama, la Louisiane, mais en petit nombre comparativement.

On peut dire, en un mot, que tous les citoyens intéressés directement ou indirectement au maintien d'un tarif protecteur sont whigs, tandis que tous ceux dont l'industrie n'a pas besoin de protection sont démocrates. Ce sont les intérêts existants et non les principes, dont l'application est plus ou moins éloignée, qui sont sur le programme de chaque parti. Les questions de localité, elles-mêmes, ne sont que subsidiaires et l'antagonisme qui existe entre elles disparaît naturellement à mesure que leurs intérêts tendent à s'assimiler.

Par exemple, l'Ouest, qui comptait un si grand nombre de démocrates, devient whig dans la proportion de l'accroissement de son intérêt manufacturier. Quant aux districts du Sud qui possèdent un grand nombre de filatures de coton, ils fournissent des whigs aussi renforcés que ceux de New-York ou de Massachussets. La petite ville de Mobile, qui possède aujourd'hui une vaste filature, aura désormais autant de whigs qu'elle compte de personnes employées ou intéressées dans cet établissement. Les planteurs de la Louisiane, dont les produits sont protégés par un droit de 30 p. 100 *ad valorem* sur les sucres étrangers, sont tous des whigs ardents, tandis que les planteurs de coton du même Etat, et souvent leurs voisins, sont de fougueux démocrates. Si le Sud tout entier devenait manufacturier, il prendrait en main la bannière des whigs, et s'appuyant sur les mêmes considérations, demanderait, comme le Nord, des droits prohibitifs ou protecteurs.

Les whigs des Etats-Unis emploient, en faveur de l'industrie américaine, les arguments tirés des doctrines fondamentales sur lesquelles repose le système protecteur. Il faut, disent-ils, que le travail national soit arrivé à l'apogée de sa perfection avant de pouvoir entrer en lice avec les manufactures étrangères. Nous ne pouvons lutter avec les objets de goût et de luxe que nous fournit la France avant d'avoir accumulé, comme elle, les traditions d'une longue pratique et formé une pépinière d'habiles ouvriers. D'un autre côté, les Anglais, nos principaux compétiteurs, ont des capitaux qui nous manquent ou que nous ne pou-

vons nous procurer qu'à un taux très élevé. Le prix de la main-d'œuvre est incomparablement plus bas chez eux que dans un pays où la population se disperse sur un si grand nombre de points et trouve, avec tant de facilité, des moyens d'existence. Nous ne pouvons, sans être protégés, entreprendre l'industrie de la filature du coton et tant d'autres, dont le succès dépend tout autant du bon marché des bras que de la perfection de l'outillage. Les forges de la Pensylvanie elles-mêmes, malgré l'abondance du minerai et le voisinage des mines de houille, sont incapables de soutenir la concurrence étrangère. Elles ne peuvent envoyer une seule barre de fer ou d'acier dans les villes du littoral de l'Atlantique où le fer anglais, grâce à la facilité des transports et au bon marché du fret, inonde le marché et obtient, à cause de son bas prix, la préférence pour la construction des chemins de fer et tous les travaux de l'industrie manufacturière et domestique. Nous avons besoin de protection jusqu'à ce que l'agglomération des bras, l'abondance des capitaux, réduisant le prix de la main-d'œuvre et le taux de l'intérêt, nous permettent de fabriquer aux mêmes conditions.

Bien que le système manufacturier préconisé par les whigs tende inévitablement à l'abaissement graduel des salaires, puisque la protection qu'ils réclament est essentiellement mobile et temporaire, on ne peut s'empêcher de reconnaître que la classe ouvrière est intéressée d'une manière assez directe au maintien du tarif qui protège les manufactures. Sans la protection accordée à l'industrie nationale, l'émigration européenne n'aurait

jamais pu atteindre le chiffre énorme auquel elle est arrivée dans la dernière période. L'année dernière, il est arrivé, dans le seul port de New-York, 213,000 individus, et tout porte à croire que, pour cette année, ce chiffre sera de beaucoup plus considérable. Si les Américains n'avaient pas d'industrie, ils n'appelleraient point un surcroît de population aussi énorme. Les manufactures sont un moyen d'emploi immédiat pour l'émigrant, qui, en général, arrivant dans le plus affreux dénuement, est en mesure, au bout de peu de temps, d'acquérir des ressources pour émigrer plus loin si cela lui fait plaisir.

Sans les nombreuses industries des villes des Etats-Unis, la plupart des immigrants étrangers resteraient sans emploi, sans ressources, sans avenir. Car, malgré le bon marché des terres publiques et la facilité de s'y établir, on ne peut le faire utilement sans disposer d'un certain capital, destiné à couvrir les avances nécessaires et à subvenir aux frais d'une première année d'exploitation. L'impôt levé sur les agriculteurs, en les forçant d'acheter les produits des manufactures nationales, est ainsi converti en une véritable taxe au profit d'une classe nombreuse, bien digne assurément de toute la sollicitude publique. A ce point de vue, les manufactures américaines ont rendu un signalé service au peuple, et on ne saurait contester que la réduction des droits d'entrée a été depuis 1846 la cause d'une dépression déplorable dans les salaires, ainsi que le germe de désordres graves, tels que grèves, coalitions, collisions, etc., qui éclatent depuis quelques années si fréquem-

ment dans les principales villes des Etats-Unis.

Que s'est-il passé depuis 1846, c'est-à-dire depuis que le marché américain est envahi par une foule de produits étrangers ? Les manufacturiers, craignant la cessation complète de leurs travaux et par conséquent la ruine, ont appelé à grands cris l'émigration, et, par une mesure fatale, mais naturelle au point de vue économique, ont diminué les salaires après s'être assuré la compétition des bras. Ils se récupèrent ainsi quelque peu sur le budget du travail et font payer aux ouvriers une partie des frais de la guerre qu'on leur livrait. Ignore-t-on que la moitié des émigrants sont des Irlandais, la plupart privés de ressources, et qui acceptent avec joie le travail qu'on leur offre, quelles qu'en puissent être les conditions ? Ignore-t-on que si le salaire que l'ouvrier reçoit comme rémunération de ses services ne suffit plus à ses besoins, la misère le rend sédentaire et que la population des villes s'agglomère dans une proportion peu naturelle pour un pays qui a de si magnifiques terres vacantes, lesquelles n'attendent que des bras pour produire ? La prospérité agricole des Etats-Unis dépend, dans une très grande mesure, de sa prospérité industrielle, et on ne saurait blâmer la politique qui a pour effet de maintenir dans les villes une population susceptible de trouver un si grand bien-être et une si précieuse indépendance, en se livrant dans le sein des forêts à la profession de cultivateur ou de pionnier.

Devons-nous ajouter que la passion de l'agriculture est générale aux Etats-Unis et se concilie

parfaitement avec le penchant si prononcé des Américains pour les manufactures? Les plus grands hommes de l'Union, législateurs ou soldats, n'ont-ils pas possédé des fermes et cultivé le sol? Washington, rentré dans la vie privée, s'occupait avec délices de faire valoir sa propriété de Mont-Vernon. Jefferson, peut-être plus grand par le génie et doué de la même simplicité de goûts, résidait dans Monticelli et écrivait sur les ressources territoriales de la Virginie avant de s'occuper de donner une constitution aux Etats-Unis. Les Américains de nos jours n'ont aucunement dégénéré sous ce rapport. M. Webster a une ferme dans le Massachussets. M. Clay est un des premiers agronomes du Kentucky, et l'on peut voir encore, sur les bords du Mississipi, la plantation de coton que le général Taylor exploitait avant d'entreprendre la guerre du Mexique.

C'est avec un orgueil justement fondé que les Américains parlent de l'immense quantité de terres qu'ils possèdent et de la vaste étendue de leur territoire. Sur ce point, tous les partis sont à peu près d'accord. Whigs et démocrates préconisent l'appropriation du sol et ne diffèrent que sur le moyen de l'acquérir ou d'en disposer. Il n'est pas de citoyen qui ne se propose de devenir propriétaire foncier et de s'établir dans ses terres un jour. Cette noble passion est la source de la prospérité des Etats-Unis ; elle est le grand remède, le puissant dérivatoire à tous les maux que ne peuvent guérir les institutions de la république. Qu'un négociant éprouve des pertes qu'il lui est impossible de réparer, il quitte l'Etat où il réside, se di-

rige à l'Ouest et s'établit dans les terres publiques, où bientôt il se constitue une propriété. Qu'un jeune homme se soit livré au jeu, à la débauche et ait brisé sa position, compromis son avenir par son inconduite, il prend une hache, bâtit sa cabane au milieu de la forêt et devient un honnête fermier. Qu'un pauvre ouvrier, après quelques années d'un travail assidu, ait réussi à amasser quelques épargnes, il s'empresse d'acquérir ce champ qu'il rêva toute sa vie. La terre, en un mot, est la joie et l'espoir des citoyens, comme elle est l'orgueil et le salut de la république.

Il faut avoir vécu au milieu de ces forêts interminables de l'Amérique, de ces prairies vastes comme un Océan, où l'homme devient si facilement propriétaire, à l'aide seulement de son travail et de ses épargnes, pour sentir le danger de l'agglomération de la population dans les villes et comprendre la profonde politique de l'Angleterre, notre rivale, qui répand sa population, sa race, sa langue, ses institutions, son industrie, sur la moitié du globe, pendant que nous discutons sans savoir même ce que nous ferons si nous parvenons à nous entendre.

Les démocrates.

Les démocrates arrivèrent au pouvoir avec Thomas Jefferson, mais ils n'y apportèrent que leurs dogmes politiques, et il résulte de l'examen des faits qui marquèrent leur passage au pouvoir qu'ils n'avaient point alors d'idées économiques bien arrê-

tées, si ce n'est dans le mode de taxation. Le tarif protecteur réclamé par les marchands, les artisans, les manufacturiers de New-York, Boston, Baltimore, etc., lors de la période de liberté commerciale absolue qui suivit la guerre de l'indépendance, nê fut jamais sérieusement remanié sous l'administration des démocrates. Les présidents Madison et Monroe recommandaient le système protecteur dans leurs messages au Congrès, et ce n'est guère que depuis M. Polk que le principe du libre-échange fut résolument inscrit sur la bannière démocratique. En faut-il conclure que si les démocrates arrivent encore une fois au pouvoir, ils s'empresseront de supprimer les douanes et les tarifs ? Nullement. Les partis, aux Etats-Unis, n'ont rien d'absolu et ils ne se servent des principes que comme moyen d'action ou de propagande. Quoi qu'il en soit, le tarif de 1842 est devenu le palladium des protectionnistes, tandis que le tarif de 1846, qui se rapproche davantage des principes de la liberté commerciale, malgré qu'il soit absurdement prohibitif sur un grand nombre d'articles, tels que les spiritueux, qui sont frappés d'un droit de 100 pour 100 *ad valorem*, est maintenu par les libre-échangistes, c'est-à-dire par le parti démocratique.

Si la nature a doté l'Amérique du Nord de toutes les matières premières qui alimentent la grande industrie, elle n'a pas été moins libérale dans la multitude de produits agricoles qu'elle permet à l'homme de tirer du sol par la culture. Grâce à la fertilité naturelle des terres et au bon marché auquel on peut les obtenir, il est peu de contrées dont les Etats-Unis redoutent la concurrence pour

la production du froment, du maïs, du riz, du coton et d'une foule d'autres produits. Nous savons tous que les Etats-Unis font une récolte de blé considérable ; mais le maïs est cultivé sur une bien plus grande échelle et il n'est pas un seul Etat qui n'en récolte une quantité considérable. Cette plante semble se plaire dans les terres neuves. Il n'est pas rare que, dans les terrains d'alluvion de l'Ohio, de l'Illinois et de la Louisiane, sa tige atteigne plus de deux fois la hauteur d'un homme. Le maïs se voit dans tous les champs de l'Amérique ; il croît à côté du froment dans la Nouvelle-Angleterre et sur les bords de l'Ohio, et on le cultive en même temps que le tabac dans le Maryland et la Virginie. Les Etats qui produisent le riz, le coton, le sucre, en récoltent suffisamment pour la nourriture de leurs animaux et de leurs esclaves. Le maïs aux Etats-Unis est la première plante qui annonce la civilisation. Les Indiens, nous l'avons vu, en cultivaient quelque peu, et, de nos jours, la forêt est à peine abattue que le pionnier sème le maïs dans son champ, en attendant que, mieux pourvu de ressources, il puisse se livrer à des cultures plus avantageuses.

L'extension extraordinaire de la culture du coton a augmenté dans la même proportion les forces du parti démocratique, en attendant qu'il se convertisse aux doctrines des whigs, c'est-à-dire, aussitôt que le Sud sera à la fois cultivateur et manufacturier. Il n'est pas sans intérêt de constater que c'est en 1784 qu'on exporta, pour la première fois, du coton ; ce premier envoi s'éleva à 1,200 livres, ou environ trois balles. Il n'en fut jamais expédié plus de 10,000 livres annuellement jusqu'en

1800, et les planteurs qui se livraient alors à cette culture spéciale n'étaient pas parfois sans crainte de voir le marché encombré. Lorsque Michel Chevalier visita les Etats-Unis, il y a environ une quinzaine d'années, il constata que la récolte du coton était à peine de un million de balles; elle s'élève aujourd'hui à 2,500,000 balles, et beaucoup de personnes prétendent que, dans une année favorable, elle pourrait atteindre le chiffre de 3,000,000 de balles. N'est-ce pas là un accroissement prodigieux ? Les intérêts commerciaux attachés à cette culture sont devenus aussi considérables en Europe qu'en Amérique. Le cours du coton au Havre et à Liverpool, une fois arrivé à New-York ou à Boston, met en mouvement tous les télégraphes électriques des Etats-Unis. La Grande-Bretagne, qui consomme les deux tiers de cette récolte, cherche le moyen de s'affranchir de la dépendance dans laquelle ses filatures se trouvent vis-à-vis des Américains en demandant un produit similaire à l'Afrique, aux Antilles ou à ses possessions des Indes-Orientales. Mais l'Angleterre parviendrait-elle à s'affranchir du coton américain, ce qui est douteux, cela ne ruinerait point les Etats-Unis : les Américains manufactureraient eux-mêmes leur coton; ils seraient filateurs et cultivateurs en même temps.

Nous avons dit que tous les agriculteurs étaient démocrates, c'est-à-dire libre-échangistes : il y a cependant des exceptions, tels que les planteurs de sucre de la Louisiane, auxquels il faut ajouter les vignerons de l'Ouest. Les Français et les Allemands ont introduit dans l'Ouest la culture de la vigne ;

ce sont eux qui l'ont plantée sur les collines qui bordent l'Ohio, où elle prend une extension rapide et promet d'être l'objet d'une belle et importante industrie. On a récolté l'année dernière environ 500,000 gallons (le gallon vaut environ 4 litres et demie) de vin aux Etats-Unis. C'est bien peu sans doute, mais on improvise tant de choses dans ce pays que nous ne serions aucunement surpris de voir les vins d'Amérique faire concurrence aux nôtres dans un temps peut-être peu éloigné. Cette culture, au reste, est devenue très populaire aux Etats-Unis, et ceux qui s'y livrent en retirent de grands bénéfices. On calcule que 6 acres de terre cultivés en vigne, sur les bords de l'Ohio, produisent en moyenne 1,500 gallons de vin, lequel se vend à raison de 1 dollar, soit 1,500 dollars. La dépense totale pour la culture, la récolte, etc., est estimée 450 dollars ; ce serait donc un bénéfice net de 1,050 dollars ou 5,512 fr. La culture de la vigne ne s'est pas jusqu'à présent étendue au delà de l'Ohio et du Missouri, si ce n'est dans le Texas et dans les provinces du Nouveau-Mexique où les Indiens pueblos récoltent un excellent vin depuis déjà longtemps. Nous pensons qu'une partie du Sud est très propre à cette culture et qu'elle donnerait d'excellents résultats sur la côte méridionale de l'Atlantique, dans l'Alabama, la Haute-Louisiane et l'Arkansas.

C'était l'opinion de Franklin et de tous ces hommes d'une rectitude de jugement si remarquable qui illustrèrent l'époque de la révolution américaine, que l'agriculture était l'industrie la plus naturelle, la plus productive, la plus en rap-

port avec les conditions matérielles des Etats-Unis et e génie de la nation. On ne savait pas alors que pour avoir une grande agriculture, il faut aussi une grande industrie et que toutes les connaissances humaines, étroitement solidaires, sont des branches du même tronc. Quoi qu'il en soit, malgré l'énorme extension de l'élément manufacturier, l'intérêt agricole est encore le premier de tous et on peut dire que si le parti démocratique perd chaque jour du terrain dans les Etats du Nord, il en gagne considérablement dans les Etats de nouvelle formation tels que le Missouri, l'Illinois, le Wisconsin, le Michigan. Tous ces nouveaux Etats, peuplés par de pauvres fermiers venus de la Nouvelle-Angleterre, d'un certain nombre d'ouvriers qui ont réalisé quelques épargnes, de cultivateurs allemands et de malheureux Irlandais qui ont longtemps gémi sous l'oppression du régime agraire de la Grande-Bretagne, professent, comme on peut le croire aisément, les doctrines de la liberté la plus absolue et adoptent sans examen toutes les maximes du parti démocratique. Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins, disent-ils, (*the best government is that which governs lest*). La confiance la plus absolue doit être placée dans le peuple et il ne faut se fier aucunement à un gouvernement. (*All confidence is to be placed in the people, no confidence is to be placed in the government*). Il n'y a rien de meilleur que la liberté commerciale (*free trade is the best*). Dans tous les Etats du Grand-Ouest, *Far West*, le parti démocratique domine, attendu que toute la population de ces Etats vit des travaux des forêts et de l'agriculture. Dans

les Etats plus anciens de l'Ohio, de l'Indiana, du Kentucky, les deux partis comptent des forces à peu près égales. Tous les éleveurs et les saleurs, dont l'industrie est aujourd'hui si importante et qui expédient leurs produits dans les principaux ports de l'Europe, dans l'Amérique du Sud et dans toutes les Indes occidentales, ces agriculteurs et industriels, ne craignant la concurrence d'aucun peuple, sont naturellement libre-échangistes. Mais dans les mêmes Etats et les mêmes districts, les manufacturiers qui se livrent à la fabrication des tissus de coton ou de laine sont des whigs ardents et demandent un tarif protecteur contre les produits de la France et de l'Angleterre.

Les Etats du Sud, dont toute l'industrie, sauf dans quelques districts, consiste dans la culture du coton, sont le centre du parti démocratique. Les Etats du Nord et de l'Ouest ne peuvent rien faire sans l'appoint important des démocrates du Sud. C'est alors que, par une anomalie dont les Etats-Unis nous offrent seuls l'exemple, on voit un parti qui professe les maximes du radicalisme politique le plus avancé allié à des hommes qui soutiennent qu'un noir n'est pas un homme et qui ont inventé une philosophie de l'esclavage. Par quelle inversion de mots ou d'idées les planteurs du Sud sont-ils désignés sous le nom de démocrates au lieu de s'appeler tout simplement libre-échangistes ? Nous l'ignorons, et nous nous contentons de constater cette étrange anomalie qui induit tant d'Européens en erreur lorsqu'ils se bornent à juger des doctrines par la signification des mots. Il y a certainement des démocrates du Nord qui n'approuvent aucune-

[redacted]

ment l'institution de l'esclavage, mais ils n'ont point la liberté d'exprimer leur opinion tant qu'ils sont alliés aux démocrates du Sud, attendu qu'ils seraient répudiés par ceux-ci qui leur diraient avec raison : « Vous n'êtes point des nôtres, vous êtes des abolitionnistes, votre place est avec Thompson, Schœlcher et Harrisson ! »

En France, où la conduite politique des partis a généralement pour règle des principes fondamentaux à peu près absolus, une telle alliance semblerait une monstruosité impossible. Aux Etats-Unis, où les dogmes sont sacrifiés aux intérêts du présent et où les préjugés contre la race noire ne dépendent aucunement de l'existence de l'esclavage, cette alliance n'a rien que de très naturel. Passez-nous l'esclavage, disent les démocrates du Sud aux démocrates du Nord, et nous vous passerons le libre-échange. Il en résulte que le parti démocratique des Etats-Unis peut être considéré logiquement comme le parti du libre-échange et non du radicalisme. Les radicaux des Etats-Unis sont les *free soilers* et les abolitionnistes, mais ils ne comptent qu'un petit nombre de représentants à la législature. Le Congrès de 1850, sur deux cent quatre-vingt-onze membres, ne comptait que dix-sept abolitionnistes, dont quatorze dans la Chambre des représentants et trois dans le Sénat. C'est ce qui explique que la question de l'esclavage n'est jamais posée carrément à la tribune du Congrès. Les abolitionnistes n'ont d'ailleurs aucun appui dans es masses. Le plus souvent, ils n'arrivent au Congrès que par le balancement numérique du parti whig et du parti démocratique, au moment des

élections, et, selon qu'ils se portent en faveur des uns ou des autres, ils font passer leur candidat ; c'est ce qui est arrivé à l'Etat de l'Ohio. Une fois arrivé au Congrès, leur action se borne à agiter l'opinion publique par quelques propositions restrictives, telles que la suppression du commerce des esclaves dans le district de Colombia, qu'ils n'ont pu obtenir qu'au bout de dix années de luttes continuelles et dont le Sud s'est vengé en faisant passer une loi contre les esclaves fugitifs.

Les libre-échangistes des Etats-Unis professent les doctrines de Richard Cobden, mais dans un sens beaucoup moins absolu. S'ils arrivaient au pouvoir, le tarif ne serait abaissé que graduellement, et tout porte à croire qu'un droit d'entrée sur tous les produits étrangers serait maintenu longtemps encore comme source de revenu. M. Calhoun, le chef le plus illustre, après Jefferson, que le parti démocratique ait fourni, s'opposait moins au tarif comme moyen de taxation que comme une source de privilège dont une portion de la communauté pouvait abuser. « Je vous demande, dit-il, dans un discours prononcé au Sénat, si le pouvoir d'imposer des taxes doit devenir, dans les mains du gouvernement, un instrument pour agrandir l'influence d'une portion de la communauté aux dépens de l'autre, sans occasionner les désastreuses conséquences politiques et morales que nous déplorons tous ? » Quant à la pensée de supprimer entièrement la douane, nous ne savons si elle est jamais venue à aucun homme politique des Etats-Unis.

Néanmoins, la guerre que les démocrates font au tarif est très violente. Un tarif protecteur, disent-

ils, augmente le prix des produits pour le consommateur, opère d'une manière inégale sur les différentes sections du pays, et accorde un privilège aux manufacturiers aux dépens de la communauté entière. Toutes les restrictions commerciales sont préjudiciables aux véritables intérêts de l'humanité. Dieu a fait l'homme libre d'échanger avec qui bon lui semble les produits de son travail. Les éléments naturels de la production, les matières brutes, sont fournies en abondance par la nature ; l'homme, après les avoir transformées, doit être également libre d'en disposer. Avec tous les éléments de la richesse répandus autour de lui, un individu ne peut toucher à aucun de ces éléments, dans le but de lui donner de la valeur, sans que cette valeur soit frappée d'un impôt vexatoire. Le chapeau dont il se couvre la tête, le vêtement dont il s'enveloppe, le sel qu'il met sur sa table, tout est taxé. Il n'y a que l'air et le soleil qui échappent au fisc, parce que celui-ci ne peut les atteindre. Les Anglais n'ont-ils pas eu raison de définir l'homme un animal qui paie des taxes ? (*a tax-paying animal*). Au milieu des heureux du jour et des richesses abondantes qui nous viennent de la nature, ne voyons-nous pas des millions d'individus appartenant à notre race sur le point de périr de faim ? Pourquoi ? Parce qu'ils paient des taxes, parce que le commerce n'est pas libre, parce qu'ils sont asservis aux manufacturiers. Il est peut-être nécessaire pour nous, en tant que nation, ajoutent les libre-échangistes américains, de maintenir notre tarif contre des restrictions similaires de la part des autres nations. Il serait par trop ridicule d'ouvrir nos ports au commerce du

monde, pendant que les autres peuples continueraient d'apporter des entraves à la liberté de nos échanges. Mais il est d'une bonne politique, ainsi que de notre intérêt, de propager ces doctrines et de faire tous nos efforts pour avancer l'heure de leur réalisation.

Les démocrates et les whigs montrent, ainsi qu'on peut le voir aisément, la même sollicitude pour les intérêts des masses. La protection accordée aux manufactures fait le bonheur de la classe ouvrière, disent les uns ; elle est leur ruine, répliquent leurs adversaires, et chacun ne manque pas de raisons spécieuses pour soutenir son opinion. Lesquels croire ? Quel système est le meilleur ? Où est la vérité ? Examinons un peu les faits et essayons de nous en rendre compte.

Les deux doctrines.

Il est certain que le paupérisme, qui déjà grandit aux Etats-Unis, ne date que de l'époque où les manufactures ont pris une certaine extension et qu'on ne rencontre point de pauvres dans les Etats exclusivement agricoles. Nous sommes trop indépendants dans cette question pour chercher à dissimuler la vérité, qui s'est révélée à nous par des renseignements statistiques indiscutables et des observations personnelles dont nous pouvons garantir l'exactitude. Eh bien, nous avons vu beaucoup de misère dans les districts manufacturiers. Le nombre d'individus secourus et soutenus comme pauvres en 1849, dans l'Etat de

Massachussets, Etat qui complait alors une population de 950,000 individus, a été de 24,892. Sur ce nombre, 10,253 étaient étrangers, dont 9,128 natifs d'Irlande et d'Angleterre. Les 196 dépôts de mendicité ou maisons de charité (*alms-houses*), de cet Etat, ont reçu 11,556 de ces pauvres ; les autres ont été secourus à domicile.

En 1846, le nombre des pauvres soutenus par le même Etat s'élevait à 15,261 ; en 1848, il atteignit 18,693 ; en 1849, il était de 24,892. Si, dans l'espace de trois ans, il a augmenté de près du double, que sera-t-il l'année prochaine, que sera-t-il dans une dizaine d'années ?

Il est assez difficile de se procurer des statistiques dans un pays où l'histoire ne s'écrit que dans les journaux, où l'on vit au jour le jour, sans s'occuper de la veille ni du lendemain. Mais nous voyons dans un rapport de police de New-York de juillet 1850, que 8,849 pauvres sont soutenus par la charité publique dans la ville de New-York seulement ; que 3,742 caves sont occupées par des malheureux trop dénués de ressources pour se procurer de meilleurs logements ; que ces caves, qui ne reçoivent l'air et le jour que par des ouvertures pratiquées au-dessous du niveau du sol, forment 8,141 appartements, dans lesquels vivent dans la misère et la promiscuité la plus dégoûtante, 18,456 individus de tout sexe et de tout âge. Enfin, que la dépense, pour les maisons de charité de New-York, s'est élevée, en 1849, à la somme de 404,663 dollars.

Les libre-échangistes, armés de ces chiffres et ne remarquant pas que c'est principalement de-

puis l'abaissement du tarif que le paupérisme a augmenté, et que, d'ailleurs, le mal reçoit une recrudescence continuelle par une immigration dont on n'a pas d'exemple dans l'histoire du monde, répliquent aux whigs que les trois quarts de la population américaine sont employés aux travaux de l'agriculture ; qu'en Europe, où la terre est moins bien fertile, un cultivateur peut nourrir quatre autres individus employés à des industries mécaniques et qu'en Amérique, où, pour le même travail, le sol cède 50 pour 100 de plus, les cultivateurs peuvent fournir à une population plus que décuple. Il en résulte donc que la population agricole des Etats-Unis fournit, non seulement à la subsistance de toute la nation, mais peut expédier un excédent énorme de produits sur tous les marchés européens, d'où elle peut, en échange, tirer avec avantage les articles manufacturés dont elle a besoin. Quel intérêt les 15 ou 16 millions d'agriculteurs que comptent les Etats-Unis ont-ils à protéger un million d'individus environ qui sont occupés dans les manufactures et qui suffisent à grand'peine à leur faire leurs vêtements et autres objets d'un usage domestique ? Les manufactures américaines ne peuvent avoir d'ici longtemps que le marché intérieur, tandis que l'agriculture des Etats-Unis met une partie de l'Europe à contribution.

Que l'Angleterre, ajoutent-ils, renfermée dans les étroites limites de son île et dont le sol ne saurait suffire à nourrir sa population, ait eu un puissant intérêt à protéger ses manufactures ou à s'assurer des débouchés en rapport avec son im-

mense production, cela se conçoit aisément ; mais l'Amérique n'est point dans le même cas. Quel intérêt le peuple américain a-t-il à ce que ses chemins de fer soient construits avec du fer de Pensylvanie au lieu de fer du pays de Galles, s'il doit payer ce fer 30 pour 100 de plus ? Que lui importe que le coton dont on fait ses chemises et les draps de son lit soit tissé à Lowell au lieu de l'être à Manchester, s'il doit le payer un tiers de plus l'aune? A qui les droits protecteurs perçus par le gouvernement américain profitent-ils? au manufacturier. Mais que ne cultive-t-il du froment au lieu de forger du fer? Que ne plante-t-il du coton au lieu de le filer? Serait-ce l'ouvrier qui profite du privilège accordé par le tarif? Les libre-échangistes sont forcés d'avouer qu'il en profite dans une certaine mesure et que la protection a fortement contribué à maintenir l'élévation des salaires. Mais, objectent-ils, ne serait-il pas mieux de diriger les ouvriers sur les terres vacantes de la république où, au bout de quelques années de travail et d'économie, ils peuvent devenir d'honnêtes fermiers et élever honorablement leur famille? Tandis que, s'agglomérant dans les villes, ils finissent par se corrompre, se démoraliser, s'appauvrir et deviennent périodiquement victimes des crises commerciales ou d'un changement dans la politique du pays. Que l'administration passe des whigs aux mains des démocrates, soudain le tarif est abaissé; les manufacturiers, pour soutenir la concurrence, frappent le salaire ; alors ce n'est plus le gouvernement qui les protège, c'est l'ouvrier. Trop d'exemples ne sont-ils pas là pour

le prouver depuis l'abaissement du tarif de 1842 ?

Le système économique des démocrates mériterait d'être pris en sérieuse considération, s'il était accompagné de mesures financières propres à faciliter l'établissement sur les terres publiques des émigrants européens et du trop plein de la population des vieux Etats. Ne peut-on pas dire que ces terres, qui ont coûté si peu au gouvernement américain, appartiennent de droit au peuple et qu'il serait d'une bonne politique de lui faire quelques avances afin qu'il puisse s'y établir ? Les Etats-Unis ont un puissant intérêt à augmenter la population rurale et à se débarrasser de cette plèbe véritablement vagabonde, généralement d'origine étrangère, qui s'est agglomérée dans les grandes villes depuis une dizaine d'années. En sera-t-il bientôt ainsi ? On ne saurait l'espérer. Il ne faut compter sur rien dans un pays où les intérêts sont tout. Tel district est démocrate aujourd'hui qui sera whig demain, si une source manufacturière se révèle dans son sein. Que le Sud ait à son tour des filatures, il deviendra aussi protectionniste qu'on l'est à Lowell ou à Philadelphie.

D'ailleurs, l'opposition que le parti démocratique fait aux whigs est toujours intéressée et il obtient rarement une victoire sans en abuser. La guerre entreprise par lui contre la Banque des Etats-Unis, à l'aide du général Jackson, était à peine terminée que le président Polk, poussé par les possesseurs d'esclaves et les spéculateurs du Sud, annexa le vaste territoire du Texas. Que les démocrates arrivent au pouvoir à la suite des

attaques qu'ils livrent aujourd'hui au tarif, ils démasqueront leurs batteries en faveur de l'esclavage et demanderont l'annexion de l'île de Cuba. Les libre-échangistes cachent toujours un intérêt derrière un principe. Laissez-les détruire les manufactures du Nord, ils deviendront manufacturiers eux-mêmes et déployeront, s'il y a lieu, les mêmes rigueurs fiscales contre les produits européens. L'établissement des manufactures dans le Sud, disent-ils, est une des plus importantes questions de notre époque. Nous pouvons établir des filatures de coton, des fabriques de papier, des raffineries de sucre, des ateliers de constructions mécaniques, etc., à aussi bon marché et dans d'aussi bonnes conditions de succès que le Nord, et il n'y a aucune raison pour que nous soyons inférieurs au Nord en matière d'industrie ou de commerce. Venise, une ville du Sud, fut à la tête de tout le commerce de l'Orient et a été, pendant longtemps, l'entrepôt du commerce du monde. Les empires d'Assyrie, d'Egypte, de Médie, de Perse, et d'Arabie, si remarquables par l'étendue de leur commerce, appartenaient au Sud. Le Sud des Etats-Unis n'est pas moins digne d'intérêt que le Nord et peut prétendre au plus grand avenir.

« Il est difficile, dit M. Clingman, de la Caroline du Nord, de déterminer le chiffre des exportations des Etats à esclaves ; mais l'étendue de nos principales cultures, c'est-à-dire le coton, le tabac, le riz, le sucre étant bien connue, nous pouvons arriver à une approximation assez exacte. Nous pensons que la valeur de nos exportations, dans les Etats libres du Nord et de l'Ouest, s'élève à

130 millions de dollars au moins. C'est presque la valeur de l'exportation totale des Etats-Unis à l'étranger. Si au lieu d'envoyer ces produits au Nord nous les dirigions directement en Europe, nous recevrions en échange des articles d'une égale valeur, lesquels, chargés d'un droit de 30 pour 100, nous fourniraient un revenu de près de 40 millions de dollars.

« Comme le prix de tous les articles manufacturés est réglé par la production des grandes manufactures d'Europe, où l'abondance des bras et l'accumulation du capital maintiennent la valeur des produits à son plus bas niveau, je ne doute aucunement que cette somme serait prélevée sans aucune augmentation dans les prix payés actuellement par nos consommateurs. Nous pourrions alors dépenser autant que le gouvernement des Etats-Unis le fit jamais en temps de paix, jusqu'au temps de l'administration du général Jackson, et néanmoins tenir en réserve 25 millions de dollars que nous pourrions employer à la construction de nos chemins de fer, à l'amélioration de nos ports, rivières, etc. En prélevant seulement un droit de 20 pour 100, droit que les manufacturiers du Nord trouvent ruineux, nous pourrions réaliser la somme de 25 millions de dollars. D'un autre côté, en soumettant les produits du Nord, ainsi que ceux de tous les pays étrangers, à un droit protecteur, nous donnerions un puissant encouragement à nos propres manufactures. Nous avons déjà un capital suffisant, mais, si cela était nécessaire, nous pourrions compter sur l'appui des capitaux étrangers. Les capi-

talistes anglais ont rempli la Belgique de manufactures; pourquoi? Tout simplement parce que la subsistance est moins chère et les taxes moins fortes en Belgique qu'en Angleterre. Les mêmes causes attireraient les capitaux dans le Sud. Il a déjà été prouvé que nous pouvions fabriquer certains objets à meilleur marché que le Nord. Dans les provinces de la Nouvelle-Angleterre, attendu la pauvreté du sol, tout est dirigé vers les manufactures, et cela au grand préjudice d'une partie de la population. Dans le Sud, il n'en serait point ainsi. Le sol et le climat sont également favorables à l'agriculture ; nos esclaves pourraient être occupés principalement sur les plantations, tandis que la classe la plus pauvre parmi les blancs trouverait un emploi avantageux dans nos manufactures. Nous aurions ainsi cette variété d'occupations et d'intérêts qui est nécessaire au bonheur et à la prospérité d'un peuple. »

Nous pourrions citer une foule d'autres faits ou déclarations qui prouvent que la guerre faite au tarif par le parti démocratique des Etats-Unis n'est qu'un moyen de ruiner l'influence du Nord afin de maintenir plus longtemps l'esclavage dans le Sud. Mais que les Américains, saisis d'un violent amour pour les principes du libre-échange et voulant, eux aussi, prendre leur part à cette communion universelle de tous les peuples à laquelle ils sont conviés, abandonnent leurs manufactures pour livrer leur marché aux fabricants européens, il ne faut point s'en flatter. Qui donc pourrait trouver étrange que les Américains cherchent à fonder de grandes industries nationales, industries,

qui, encore dans l'enfance, se montrent déjà si redoutables au monopole britannique ? Il est des choses qu'un grand peuple ne doit jamais laisser à d'autres le soin de fabriquer ; il est des monopoles qui peuvent devenir des armes de guerre redoutables. On ne saurait nier que les nationalités n'ont point encore fait leur temps et que l'époque où tous les peuples doivent se tendre la main comme des frères est bien reculée. Ceux qui ont une âme véritablement patriotique et qui désirent que la France ne descende point au rang d'une puissance subalterne, par la diminution de son commerce et l'amoindrissement de son industrie, ne sauraient blâmer les Américains d'entretenir les mêmes espérances, d'avoir les mêmes désirs. N'oublions pas que les Américains ont l'énergie, l'industrie, l'esprit d'entreprise de la race anglo-saxonne poussé à ses dernières limites, et qu'ils aiment trop tout ce qui est vapeur, métier ou machine pour songer jamais à en faire le sacrifice, surtout si leurs intérêts ont à en souffrir. Qu'ils soient manufacturiers au Nord ou au Sud, ils seront manufacturiers quand même, envers et contre tous. Rien dans cette voie ne pourra ralentir leur essor et les empêcher d'être, avant dix années, une des premières nations industrielles du monde. Que les libre-échangistes se tiennent pour avertis !

LES MANUFACTURES

Les manufactures américaines ne datent que de la guerre de l'indépendance, car il était de la politique de l'Angleterre d'étouffer l'industrie de ses colonies et de leur interdire même la fabrication des objets les plus nécessaires aux usages domestiques. Cette politique commerciale restrictive qui, d'ailleurs, était celle de toutes les métropoles européennes et qui prit en France, dans son application, le nom de pacte colonial, retarda les progrès des colonies anglaises sans profiter à la mère-patrie et laissa longtemps dormir dans le sein de la terre les richesses naturelles du continent américain. Le génie industriel des Etats-Unis ne prit un essor sensible que pendant les guerres de l'Empire. Les Etats-Unis, placés par leur position géographique et par la proclamation de l'acte de neutralité, en dehors de nos luttes, virent rapidement, dans leur heureux isolement, se développer leur commerce et leur industrie. Pendant que Napoléon déclarait le blocus continental et que les deux plus grandes puissances du monde se livraient sur terre et sur mer à une guerre d'extermination, Fulton faisait tranquillement ses essais de navigation à la vapeur et accomplissait, dans la même année, sur les eaux de l'Hudson, son premier voyage de New-York à Albany.

Les premières manufactures américaines d'une

certaine importance furent érigées en 1809, dans l'état de Rhode-Island; elles eurent pour objet la filature du coton et la fabrication de quelques cotonnades grossières, à l'usage des plantations. Leurs produits trouvèrent un marché facile et le nombre des fabriques augmenta rapidement. Les entraves apportées au commerce des Etats-Unis par l'état de guerre en Europe et les divers actes qui en furent la conséquence, conduisirent naturellement les Américains à réfléchir sur l'importance des manufactures nationales et à tenter de se rendre indépendants des nations étrangères. Pendant la dernière guerre avec l'Angleterre, de grands capitaux furent consacrés à l'établissement de diverses manufactures, et leurs produits, en 1814, s'élevaient déjà à 200 millions de dollars. Mais la paix fut loin de leur être favorable. Les Anglais avaient fait des progrès considérables dans les arts industriels et ils pouvaient vendre leurs produits à un prix bien inférieur à celui des produits similaires américains.

Les Américains, faute d'hommes expérimentés et de bras suffisants, avaient une industrie encore dans l'enfance. Le marché des Etats-Unis fut inondé de produits anglais et les fabriques nationales, ne pouvant résister à l'invasion, cessèrent de travailler. C'est alors que les manufacturiers réclamèrent la protection du gouvernement en invoquant l'intérêt national, et que le parti whig, par l'organe du comité du commerce et des manufactures, recommanda l'adoption d'un nouveau tarif, lequel, en frappant d'un droit plus élevé les marchandises étrangères, permettrait à l'in-

dustrie nationale de vivre et de se développer. Mais, à cette époque, l'intérêt agricole dominait tous les autres ; le tarif rencontra une violente opposition de la part des agriculteurs et les manufactures américaines, accablées par l'abondance des produits étrangers, ne purent se relever qu'après plusieurs années de lutte et de souffrance.

La plus grande partie de nos citoyens, écrivait Franklin en 1778, ne sont pas des marchands, mais d'humbles laboureurs qui ont un goût tout particulier pour la culture du sol, lequel, grâce à sa fertilité naturelle et à la variété de notre climat, peut fournir toutes les choses nécessaires à la vie sans qu'il soit besoin d'avoir recours au commerce extérieur. Jefferson, dans ses notes sur la Virginie, exprime l'opinion que les Etats-Unis ont assez de terres pour employer un nombre infini de bras à leur culture, que les laboureurs sont les citoyens les plus utiles, qu'ils sont plus vigoureux, plus indépendants, plus vertueux que les habitants des villes, et sont attachés à la liberté et aux intérêts de leur pays par des liens indissolubles. Tant que nous aurons des terres à cultiver, ajoute-t-il, ne désirons jamais voir nos concitoyens assis sur un banc de travail ou tirant une navette. Les charpentiers, les maçons, les forgerons, voilà les ouvriers qu'il faut à l'agriculture, mais que, pour les autres travaux, l'Europe reste notre unique manufacture. *Let our workshops remain in Europa.*

Mais Jefferson, qui avait déjà changé d'opinion à l'égard de la France, lorsque, d'ambassadeur à Paris, il devint secrétaire d'Etat des affaires étrangères, modifia aussi ses vues après être

devenu Président de la République, et, en 1813, il exprima hautement sa satisfaction des progrès qu'avaient faits les manufactures durant la guerre avec l'Angleterre, et montra la nécessité qu'il y avait à les encourager. En 1824, le tarif qui, jusqu'alors, n'avait été considéré et appliqué que comme une source de revenu, fut transformé en tarif protecteur. Depuis cette époque, l'industrie américaine, plus ou moins protégée par des droits prohibitifs, a continuellement grandi, et elle s'est développée sur presque tous les points du vaste territoire des Etats-Unis.

Si la nature a mis dans le cerveau des Américains le génie des entreprises industrielles, elle a aussi placé dans leur vaste territoire les matières premières de toutes les industries. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau des richesses naturelles des Etats-Unis pour comprendre combien serait absurde et impraticable tout monopole industriel, si jamais il a été rêvé par l'ambition des manufacturiers anglais, et comment se justifie la rivalité commerciale engagée aujourd'hui entre la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies. Rien de plus légitime que la naissance de l'industrie américaine, sortie du sol et du sein de la nature même. En présence de cette abondance de forces motrices et de matières premières, pourrait-on comprendre qu'une nation s'engourdît et laissât faire des peuples moins richement dotés? Pour qui seraient ces chutes d'eau de la Nouvelle-Angleterre, ces forces motrices naturelles, répandues en si grande quantité sur un sol granitique presque nu et stérile? Pour qui seraient les montagnes de fer de la Pen-

sylvanie, du Missouri, du Tennessee, du Wisconsin, qui couvrent jusqu'à quarante acres de superficie et cèdent 90 pour 100 de métal pur? Pour qui les mines de plomb de l'Illinois, où le minerai se rencontre sur une longueur de plus de 200 milles sans interruption? Et les mines de cuivre, déjà exploitées par une race qui n'est plus, et qu'on trouve en si grande quantité aux bords des grands lacs du Canada, gisements si admirablement situés que les bateaux à vapeur ou les wagons n'ont, pour faire leur chargement, qu'à s'adosser sur les flancs escarpés de la colline pour en recevoir le minerai qu'on y taille en blocs de plus de deux tonneaux ? Pour qui enfin seraient les sources d'eau salée qui jaillissent dans tous les Etats de l'Ouest ? Et ces montagnes de granit, ces collines de pierre à chaux, ces carrières d'ardoise, de marbre, de pierres de toutes sortes qu'on rencontre sur tous les points des Etats-Unis ? Enfin, pour terminer cette énumération de richesses, dont la nature est prodigue en Amérique, et ne dire que quelques mots des produits agricoles, pour qui seraient ces champs interminables de cotonniers, de maïs, de cannes à sucre, qui pourraient suffire à la consommation du monde entier ? Eh quoi ! la science de l'économie politique serait-elle arrivée à ce degré de dogmatisme ou d'erreur qu'elle en fût à proscrire l'industrie d'un peuple pour protéger celle d'un autre, et n'y a-t-il pas moyen de faire jaillir le travail manufacturier sur tous les points du globe, comme une semence féconde et suivant les lois naturelles de la production, sans compromettre les intérêts de ses rivaux, sans porter atteinte au salaire des

ouvriers, sans saper les bases mêmes de la société ? Mais ce n'est point le lieu d'aborder cette grave question.

L'Amérique du Nord n'était qu'une vaste forêt où la nature avait accumulé du bois pour l'usage de l'homme pendant de longs siècles. Mais comme si elle avait compté sur son imprévoyance, ou plutôt sur la mise en culture de toutes les parties vierges du globe, elle a semé la houille sur tous les points, et ce substitut précieux d'un combustible qui tend chaque jour à disparaître, se trouve aux Etats-Unis en quantité telle que sa durée probable surpasse tous nos calculs. La couche houillère de la France est de 1719 milles carrés, celle de la Belgique de 508, celle de la Grande-Bretagne de 11,859. Mais celle des Etats-Unis atteint le chiffre de 135,132 milles, et, dans cette statistique, on ne fait point entrer les couches encore inexplorées du Texas, de New-Mexico, de la Californie et de l'Orégon, qui sont connues comme ayant une très grande importance. La surface totale des formations houillères de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et des provinces britanniques de la Nouvelle-Ecosse, de New-Brunswick, du cap Breton et de Terre-Neuve s'élève à 30,000 milles carrés. Ainsi, la région de la houille connue aux Etats-Unis est déjà près de cinq fois aussi considérable que celle des fameuses mines de la Grande-Bretagne et d'une partie de ses colonies. La plus grande partie de ce vaste dépôt houiller appartient au charbon bitumineux dans ses différentes variétés. Mais la Pensylvanie renferme des couches d'anthracite dont la surface est de 400 milles carrés et dont l'extraction, pour les besoins

de l'industrie américaine, s'éleva en 1847 à près de 3,000,000 de tonneaux.

Avec un si vaste dépôt de houille, l'Amérique du Nord devait devenir naturellement un grand pays industriel et s'assimiler, avec une rapidité très grande, toutes les industries du vieux monde. Les matières premières que nous demandons à tant de peuples divers, que des institutions différentes séparent et entre lesquels la liberté des échanges n'existe pas encore, se trouvent aux Etats-Unis sur le même territoire et sous la main d'un même peuple qu'un rare génie commercial anime et qui a su porter, au milieu de la solitude primitive, les industries les plus avancées de notre siècle. Le voyageur qui parcourt l'Amérique du Nord éprouve la surprise la plus grande à rencontrer ce monde industriel au sein d'une nature encore vierge. Cette filature, adossée à une forêt encore hantée par les bêtes sauvages ; ce moulin, assis sur une rivière que des troupeaux de buffles traversent à la nage, sont un des nombreux exemples du saisissant contraste que nous signalons. Si Châteaubriand revenait en Louisiane, nous ne savons trop où il pourrait aller pour échapper au bruit de la machine à vapeur et retrouver le poétique canot d'écorce de Chactas. L'auteur des *Ruines*, revoyant Cincinnati, s'y arrêterait pour visiter les nombreuses fabriques que cette ville a vu naître depuis l'époque où il y passa inconnu, solitaire, et pris pour un espion français.

Cincinnati est, en effet, une des villes des Etats-Unis où le développement de l'industrie manufacturière a été le plus extraordinaire, et quand on

compare sa prospérité actuelle au peu d'importance qu'elle avait, il y a seulement un quart de siècle, on ne peut s'empêcher d'être surpris de tant d'activité. Les établissements métallurgiques, au nombre de sept et possédant de puissants laminoirs, occupent un millier d'ouvriers et ont mis en œuvre, l'année dernière, 22,730 tonneaux de fer brut. Les fonderies spéciales pour poêles de cuisine ont livré, dans la même année, 100.000 de ces appareils, sans parler de ceux destinés au chauffage des appartements. Les ateliers de construction mécanique sont au nombre de 23, occupant environ 2,000 ouvriers. Vingt grandes usines (*building materials*) outillées mécaniquement, fabriquent des portes, des croisées, des planchers, des moulures, des persiennes, approvisionnant toute la vallée du Mississipi, et livrant tous ces objets, pour la fabrication desquels elles emploient des machines-outils à un incroyable bon marché. Un de ces établissements, qui occupe 500 ouvriers, a 80 mètres de longueur, sur 20 mètres de largeur, et compte sept étages ; une vaste étuve à bois est annexée à l'usine. Tous les travaux s'exécutent à la vapeur, mécaniquement, et il n'y a que les pièces à assembler.

Cincinnati compte aussi dix ateliers de carrosserie et de charronnage et un établissement spécial pour la fabrication des omnibus. Le nombre des filatures n'est pas aussi considérable, comparativement, qu'à Pittsburg et dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre : il y en a seulement cinq qui comptent en tout 19,400 fuseaux, mettant en œuvre 4,350 balles de coton et employant 500 ouvriers. Il y a quatre moulins à fabriquer l'huile de lin, qui

emploient 100,000 bushels de grain, fabriquent 200,000 gallons d'huile et 2,000 tonneaux de tourteaux. Mais leur puissance réelle de production est beaucoup plus considérable ; ils pourraient produire annuellement 600,000 gallons d'huile, si le marché était suffisant ou si l'élévation du tarif leur permettait de faire concurrence à l'huile étrangère sur les places des bords de l'Atlantique.

La fabrication de l'huile de lard (*lard oil*) ou oléine a pris une très grande importance à Cincinnati. Les Cincinnatiens sont très jaloux de cette industrie et ne laissent pas entrer de visiteurs dans leurs fabriques ; ils sont également fort sobres de renseignements statistiques, en sorte qu'il est difficile de connaître, d'une manière précise, l'étendue de ce genre de fabrication. Néanmoins, des informations, prises par nous à bonne source, nous font supposer que les 40 établissements de *lard oil* de Cincinnati en produisent environ 33,100 barils (de 40 gallons) et 7 millions de livres de stéarine. La valeur des produits serait d'environ 1,119,000 dollars. L'huile de lard de Cincinnati est mélangée fréquemment avec l'huile de colza ou d'olive qui arrive de France. C'est une falsification que les Américains ne savent pas toujours reconnaître, mais qui est singulièrement répugnante pour un Européen qui ne peut à aucun prix, dans certaines localités des Etats-Unis, trouver de véritable huile comestible. Puisque les Américains veulent avoir de l'huile nationale, qu'ils plantent des oliviers en Floride ; ils y viennent fort bien et qu'ils renoncent à des falsifications qui sont la honte du commerce de tous les pays.

L'année dernière, une fabrique d'huile de castor a été établie à Cincinnati; elle fonctionne en ce moment. Cincinnati compte également huit fabriques de savon et de chandelles. Quatre fabriques de céruse, qui y sont installées, font considérablement d'affaires, car les Américains dépensent beaucoup de peinture blanche. Ils ont, et nous sommes loin de les en blâmer, la passion de peindre leurs maisons à l'intérieur, à l'extérieur et jusque sur les toits. La céruse est soigneusement emballée dans de petits barils de 25 livres. Une des fabriques de Cincinnati en fait 1,500 barils par semaine. Il y a aussi à Cincinnati de grandes manufactures de souliers et de bottes. Une de ces fabriques occupe 175 à 200 ouvriers, elle confectionne 12 à 1,500 paires de bottes par semaine. Mais la concurrence de la chaussure de l'Etat de Massachussets, faite plus économiquement, empêche cette industrie de se développer rapidement dans l'Ouest. Les souliers importés de cet Etat, à Cincinnati seulement, se sont élevés l'année dernière à une valeur de un million de dollars. Ils sont vendus au moins 10 pour 100 meilleur marché. Les Cincinnatiens, pour justifier la différence de prix, assurent que leurs chaussures sont meilleures, mais c'est pure vanité. Tous les souliers des Etats-Unis ne valent rien. Le cuir est mauvais, mal tanné, la confection inférieure. Il n'y a de bonne chaussure aux Etats-Unis que la chaussure française ou allemande, mais en raison des droits d'importation, elle y coûte fort cher.

Cincinnati compte plusieurs grands ateliers de ferblanterie. Ces ateliers, aux Etats-Unis, sont de véritables manufactures. Le principe de la division

du travail y est appliqué en grand, et l'on y fait usage d'une foule d'instruments extrêmement ingénieux pour cintrer les feuilles de fer-blanc, relever les bords, faire les bordures, les moulures, les agrafures, etc. Les ferblantiers français qui arrivent aux Etats-Unis sont tout surpris de voir la quantité de travaux qui s'exécutent avec si peu de bras, et combien, avec toutes ces machines-outils, si bien combinées, les bons ouvriers sont peu nécessaires. La construction des bateaux à vapeur est une industrie assez considérable à Cincinnati. Des 200 bateaux qui se construisent annuellement aux Etats-Unis, Cincinnati en construit pour sa part 25 ou 30, d'un tonnage total de 8 à 10,000 tonneaux.

Une industrie qui mérite une mention particulière est celle des meubles. L'Ouest a dépendu longtemps de la Nouvelle-Angleterre pour cette fabrication, mais n'a rien aujourd'hui à lui envier. Les fabriques de meubles sont montées à Cincinnati sur une échelle considérable. Il y a quelques années, on y introduisit la vapeur et le succès dépassa toutes les espérances. On fabriqua d'abord les meubles les plus simples, mais aujourd'hui tous les genres, depuis le lit commun jusqu'au lit le plus somptueux, sont confectionnés mécaniquement dans ces usines, et il est impossible de remarquer la moindre différence entre les objets faits à la main et ceux produits par la vapeur. La réduction énorme de prix réalisée par ce puissant agent de travail a concentré à Cincinnati tout le commerce de l'Ouest et du Sud; les meubles fabriqués dans cette ville sont exportés dans les

Etats les plus éloignés de la vallée du Mississipi.

Des quantités considérables de ces meubles sont expédiées par les canaux, les chemins de fer, les bateaux à vapeur et l'émigrant les porte avec lui jusque dans les forêts du Texas et de l'Orégon. Neuf de ces fabriques de meubles sont mues par la vapeur ; celles où ce moteur n'est pas encore employé ne sont qu'en petit nombre. Quatre d'entre elles se livrent spécialement à la fabrication des lits ; elles occupent 300 ouvriers et confectionnent 80 douzaines de lits par semaine, c'est-à-dire plus de 50,000 par an, soit 200,000 en totalité. Une autre fabrique ne fait que des commodes et en fait plus de 100 par jour ; une autre produit 172,000 chaises par an. Des tables, des bureaux, des sophas, des fauteuils, enfin des ameublements complets se font dans ces usines, et cela sur une échelle considérable. Les lits sont généralement d'un modèle uniforme. Ils sont à colonnes ; presque toutes les pièces sont tournées. Les côtés se vissent ou s'emboîtent. Les plus communs se vendent 3 dollars au détail. Les chaises valent 4 dollars la douzaine. Mais des meubles d'un prix plus élevé sortent cependant de ces fabriques, tels que des chaises à 90 dollars la douzaine, des armoires à 70 dollars et des sophas à 60 dollars la pièce. Le bois est travaillé comme on travaille le fer dans les ateliers de mécanique. Les planches sont rabotées, divisées, coupées de longueur par des machines ; d'autres machines font les tenons, les trous, les mortaises, les moulures. C'est merveilleux à voir. L'ouvrier n'a plus qu'à assembler les pièces et à les peindre au vernis.

Par suite de cette intervention des machines-outils, on peut dire qu'il n'y a pas de ville où il se fasse plus de menuiserie et où l'on voit moins de menuisiers qu'à Cincinnati. Les fabriques de meubles, par un heureux privilège qui, dans le temps présent, n'appartient qu'aux Etats-Unis, sont toujours assurées de leurs débouchés. Le peuple, américain, pour nous servir de l'expression anglaise, travaille pour « le million ». On pourrait se demander, par exemple, où vont les 100,000 poêles et les 200,000 lits qui se fabriquent à Cincinnati chaque année. Mais quand on réfléchit que la population des Etats-Unis, tant par l'effet de l'immigration que par son accroissement naturel, augmente d'un million d'âmes tous les ans, on n'a pas lieu d'être surpris. C'est environ 2 à 300,000 ménages à monter chaque année, sans compter le renouvellement du matériel domestique pour la population en général ; car la détérioration de toute chose est énorme dans cet étrange pays où les bateaux à vapeur durent cinq ans, les souliers deux semaines, les hommes quarante ans ! On doit supposer que, dans un pays de consommation si intense, les meubles ne meurent pas de vieillesse.

Cette grande fabrication du bois ouvré, malgré que le prix du bois brut soit presque aussi élevé à Cincinnati qu'en France et que la main-d'œuvre y soit double, puisque les ouvriers sont payés dans ces fabriques de 1 à 2 dollars par jour, a rendu un véritable service en permettant de mettre les meubles à la portée de tout le monde. Il n'est point, en effet, de pauvre émigrant qui ne puisse monter son ménage, propre et complet, pour une somme très mini-

me. Les Américains ont eu le bon esprit de comprendre ce qu'il fallait à leur pays. Ils ont adopté un modèle simple et uniforme pour leurs lits et leurs meubles en général, et, en même temps que ce système a simplifié leur fabrication, il en a réduit les frais dans une proportion incroyable. Les meubles américains ne sont ni beaux ni élégants, mais ils sont simples, commodes et conviennent essentiellement à un peuple dont la grande majorité est occupée aux travaux de l'agriculture. Que les manufacturiers de Boston et les riches négociants ou banquiers de New-York fassent sculpter leurs meubles par la main de l'artiste, rien de mieux s'ils peuvent se passer cette fantaisie. Mais que la vapeur, venant à mettre en mouvement scies, rabots et vilebrequins, fasse en un instant le lit d'un pauvre homme et le lui livre à un prix qu'il ne pouvait espérer auparavant, c'est là une conquête véritablement démocratique, c'est un service réel rendu à la société par un agent qui ne lui ferait jamais que du bien si on savait le diriger ou le comprendre.

L'industrie la plus considérable de Cincinnati est celle qui a valu à cette ville tant de sarcasmes de la part de Mistress Trolloppe et autres touristes auglais : nous voulons parler de la préparation du porc (*sacking hog business*) sous forme de jambon, de lard et de saindoux. Les Cincinnatiens ont été très sensibles à ces plaisanteries britanniques sans portée et médiocrement spirituelles. Le capitaine Marryat, lors de son excursion en Amérique, se trouvant un jour à dîner chez Henry Clay, adressa la parole à une jeune dame de l'Etat de l'Ohio.

« Cincinnati, lui dit-il, est une très jolie et fort agréable ville, mais je regrette infiniment de n'avoir pu m'y trouver l'hiver, car on dit que c'est l'époque où cette ville présente le plus d'intérêt aux voyageurs. » — C'est en effet en hiver qu'on tue les porcs. « Il est fort heureux pour vous que vous ne vous y soyez pas trouvé, M. Marryat, répondit son interlocutrice, car on aurait pu vous faire un mauvais parti. » L'auteur de *Japhet à la recherche d'un Père* n'en demanda pas davantage et ne s'avisa plus de plaisanter les habitants de Cincinnati sur une industrie dont ils sont fiers à juste titre.

Le nombre des porcs tués à Cincinnati chaque année est de 4 à 500,000. Les établissements où on les tue et où on les prépare sous toutes les formes sont connus sous le nom de *Pork houses* ou *Slaughter houses*, abattoirs de porcs. Les travaux commencent généralement vers la fin d'octobre et se terminent avant la fin de l'hiver. C'est pendant ce temps que des hécatombes de porcs, arrivant de tous les points de l'Ohio, sont immolés, non par le moyen vulgaire qu'employaient les héros de l'antiquité, mais par les procédés les plus nouveaux de la science moderne. On les tue au moyen d'une guillotine à vapeur, qui n'est autre qu'un couperet horizontal fixé à la tige d'un piston, lequel, en se mouvant alternativement de haut en bas avec la vitesse d'une machine à vapeur ordinaire, tranche une tête à la minute. Une ouverture est pratiquée sur un bloc pour recevoir la tête du porc qui passe d'un côté pendant que le corps, faisant basculer une trappe, tombe dans les oubliettes de

l'établissement où la vapeur s'en empare encore pour le transformer en saindoux.

Il y a quelques années, un habitant de Cincinnati, M. Wilson, prit une patente pour un appareil à vapeur destiné à la préparation de la graisse de saindoux. Le procédé réussit parfaitement, et voici en quoi il consiste. Qu'on se représente quatre grandes cuves (*tanks*) circulaires de 6 pieds de diamètre sur 12 pieds de hauteur, closes hermétiquement et munies d'une entrée mobile ou trou d'homme. Ces chaudières, en tôle assez épaisse pour supporter la pression de la vapeur, sont destinées à recevoir le porc tout entier, os, chair et intestins, excepté les jambons, qui sont coupés préalablement, étant une partie d'une trop grande valeur pour être transformée en saindoux. Les porcs sont coupés, autant que cela est possible, en morceaux réguliers de quatre livres qui sont jetés dans les cuves par l'ouverture supérieure, puis soumis, une fois cette ouverture fermée, à l'action directe d'une vapeur de trois à quatre atmosphères.

Au bout de dix heures de cette haute température, les os sont en dissolution complète et ne ressemblent plus qu'à de la chaux en poudre. La gélatine, que, dans les procédés ordinaires, il est difficile d'éliminer, se précipite, en vertu de sa densité, avec tous les autres sédiments. La graisse elle-même est soutirée à l'aide d'un robinet et s'écoule dans des rafraîchissoirs, puis elle est mise en barils pour être envoyée au marché.

Quatre cuves de cette dimension peuvent fondre 50 à 60,000 livres de matière brute ou quar-

tiers de porcs par jour et n'exigent que le travail de 12 ouvriers. Le saindoux produit par ce procédé est d'une meilleure qualité, d'un goût plus pur que celui préparé à air libre, et comme il est entièrement privé de gélatine, il se conserve mieux et ne prend pas d'odeur dans la saison d'été. En outre, l'action de la vapeur décompose ou détruit tout ce qui dans la carcasse est étranger à la graisse et laisse celle-ci isolée de tout corps étranger. Nous ajouterons que l'économie est très notable, les frais par ce procédé étant réduits des deux tiers. Il y avait, en 1850, 20 cuves semblables en opération à Cincinnati, et 20 autres dans les Etats du Kentucky, de l'Indiana, de l'Illinois et du Missouri.

Ce procédé n'est pas nouveau, quant au principe ; il n'est autre chose que la marmite de Papin. Mais l'application sur une si grande échelle n'en est pas moins originale et prouve que la vapeur, qui a déjà rendu tant de services au Nouveau-Monde, est appelée à lui en rendre bien d'autres. Quelle est la ville de France ou de telles applications pourraient avoir lieu et qui trouverait en un seul hiver 500,000 porcs à tuer, à dépecer et à fondre ?

Louisville et Saint-Louis sont, après Cincinnati, au premier rang dans cette industrie dont rien ne peut arrêter l'essor prodigieux. Plus de 300,000 porcs ont été tués en 1850 dans l'Illinois. Les Américains sont un des peuples du monde qui mangent le plus de la chair de cet animal et les facilités qu'ils ont pour l'élever leur permet d'envoyer les produits qu'ils en retirent dans toutes les parties du monde. Il n'y a pas moins de 40,000,000 de cochons

répandus dans tout le territoire des Etats-Unis. On voit, par ce chiffre, que les Américains défient toute concurrence et que les habitants de Cincinnati ont été quelque peu fondés à orner leur musée de peinture d'un tableau qui représente un troupeau de cochons au bord de la mer narguant la baleine que, dans une certaine mesure, ils sont appelés à remplacer si ce cétacé venait à disparaître de nos mers.

Cincinnati est non seulement le plus grand marché du monde pour la salaison et la préparation du porc en général, mais cette ville concentre en outre le plus grand commerce de whiskey des Etats-Unis. Le whiskey est une liqueur spiritueuse produite dans l'Amérique du Nord par la fermentation du maïs ou blé de Turquie. C'est la boisson nationale du peuple américain ; elle lui tient lieu d'eau-de-vie. L'Etat de l'Ohio est dans les conditions les plus favorables pour exercer cette industrie avec avantage. Les riches champs de maïs qu'on y cultive sont, ou convertis en chair vivante pour l'exportation ou les *Pork houses* de Cincinnati, ou transformés en whiskey, tandis que le résidu sert à élever de grands troupeaux de cochons qui sont l'annexe naturel de toutes les distilleries.

Le marché de Cincinnati centralise le commerce du whiskey fabriqué dans la plus grande partie des Etats de l'Ohio, du Kentucky, de l'Indiana, de la Pensylvanie et de l'Ouest en général. La rivière l'Ohio, le Miami, le White-water-canal et le chemin de fer du petit Miami offrent des moyens de transport économiques pour ce pro-

duit. Le whiskey fait dans les distilleries voisines est également envoyé à Cincinnati. La quantité de cette boisson distillée dans la ville et les faubourgs s'élève à environ un septième de la totalité. Il en arrive en moyenne journellement 1,000 barils de 40 gallons à Cincinnati. Tout ce whiskey y est rectifié pour être expédié ensuite à la Nouvelle-Orléans par la voie du Mississipi. Environ un huitième de cette quantité énorme de whiskey est transformée en alcool pour l'usage de la médecine et de l'industrie; cet alcool est dirigé principalement sur les villes de l'Atlantique. Il est expédié annuellement de Cincinnati 276,000 barils de whiskey, de 40 gallons, valant 8 dollars le barils, et 21,960 barils d'alcool pur de whiskey, valant 15 dollars. La quantité de maïs employée pour produire tout ce whiskey est estimée à 4,096,000 barils. Comme on le voit, c'est une fabrication importante et qui va toujours en augmentant, malgré les déclamations et les efforts des apôtres de la tempérance. Il n'y aurait qu'un moyen d'empêcher l'usage de cette boisson pernicieuse, qui fait tant de victimes aux Etats-Unis, ce serait de lui substituer une boisson moins forte, le vin ; mais il faudra du temps avant que les Etats-Unis en produisent assez pour leur consommation, leur récolte ne dépassant pas actuellement 500,000 gallons, produits presque entièrement sur les collines de l'Ohio.

Une ville qui compte un si grand nombre d'Allemands dans sa population doit fabriquer beaucoup de bière. Il y a en effet 17 brasseries à Cincinnati, dont la fabrication s'est élevée l'année

dernière à 100,240 barils; l'ale entre pour 15 pour 100 dans cette quantité. Les Allemands, qui sont à la tête de cette fabrication, ont apporté les meilleures traditions de l'autre côté du Rhin, et la bière de Cincinnati peut rivaliser avec la bière anglaise.

Cincinnati et son voisinage comptent des moulins à farine, montés sur une très grande échelle, et qui prennent chaque jour de l'extension, attendu la grande production de blé de l'État de l'Ohio.

Telles sont les principales industries d'une ville qui n'était, il y a un demi-siècle, qu'un poste militaire, et où quelques soldats défendaient la frontière contre les invasions des Indiens répandus dans le voisinage. Certes, on a lieu d'être surpris d'un tel développement de richesse et de commerce et on peut se demander ce que sera Cincinnati au commencement du siècle suivant ? Il est difficile d'écrire l'histoire aux Etats-Unis. L'avenir y dévore le présent avec une rapidité inouïe. Ces notes, que nous avons recueillies en passant et que nous livrons à la curiosité du public, ne seront qu'un jalon dans le passé et n'auront plus qu'un intérêt historique dans une période de moins de dix ans. Lorsque Michel Chevalier passa à Cincinnati en 1835, il écrivait qu'il n'y avait point de grands ateliers dans cette ville et que l'industrie s'y exerçait comme en famille. Les choses ont bien changé depuis et qui sait jusqu'à quel point elles peuvent changer encore ?

La Pensylvanie possède, elle aussi, de grands établissements industriels et l'industrie sidérurgique y a une grande importance. C'est là que sont

les *iron-men* qui sont la substance et le noyau solide du parti protectionniste des Etats-Unis. La nature a été prodigue de fer et de houille dans ce grand et bel Etat, et Pittsburg, une de ses principales villes, est devenue le Birmingham de l'Amérique.

Pittsburg possède aujourd'hui 13 usines à laminoirs, 60 grandes fonderies et ateliers de construction de machines, 2 manufactures de quincaillerie, 6 grandes filatures, 8 manufactures de cristaux, 7 fabriques de bouteilles, 11 de vitres, une fabrique de potasse, une fabrique de cuivre en saumon, une de cuivre en feuille, tout nouvellement établie. Il y a aussi des manufactures de haches, casse-têtes, ressorts de sonnettes, enclumes, canons de fusils, pelles, bêches, houes, limes et 5 fabriques de céruse produisant 150,000 barils. Les chaudières à vapeur s'y font sur une très grande échelle. Il y a des ateliers spéciaux où, comme à Cincinnati, on ne fait que des moulins et des machines pour les sucreries de la Louisiane. L'année dernière, on a fait 120 moulins à cannes de première grandeur. La maison Niles, de Cincinnati, en a fait à elle seule 68, avec les machines, chaudières à vapeur et autres accessoires. Les chaudières de concentration, presque toutes basées sur le système à cuire dans le vide, viennent de New-York et de Philadelphie. Mais l'Ouest, et particulièrement Cincinnati, ne tardera pas à accaparer cette autre branche importante de l'industrie de l'Est des Etats-Unis dont on aura une idée quand on saura que, indépendamment des nombreuses sucreries du Sud, on a établi l'année der-

nière, dans la seule ville de Philadelphie, 18 raffineries de sucre.

Le total des établissements métallurgiques ou hauts-fourneaux de l'Etat de la Pensylvanie est de 504, possédant un capital de 20,502,076 dollars, investi en terrain et matériel, et employant régulièment 30,103 ouvriers, en outre de 11,513 autres ouvriers ou manœuvres (*laborers*) qui dépendent immédiatement de ces usines, ce qui fait un total de 41,616 bras. En se basant sur cinq personnes par famille, ce qui est la moyenne aux Etats-Unis, on voit que 208,080 individus, c'est-à-dire la septième partie de la population totale de l'Etat, dépendent de l'industrie du fer. En 1874 la consommation de combustible de toutes ces diverses usines métallurgiques a été de 483,000 tonneaux d'anthracite, estimé 3 dollars le tonneau ; 9,007,000 bushels de houille bitumineuse, estimée 5 cents le bushel, plus 1,490,252 cordes de bois à 2 dollars, soit, au total, une valeur de 4,879,804 dollars. La plupart de ces usines sont arrêtées en ce moment ou ne produisent pas la moitié de ce qu'elles peuvent faire. La concurrence du fer anglais, depuis l'abaissement des droits d'entrée, est la principale cause de ce chômage.

Des difficultés sérieuses se sont élevées par suite entre les maîtres et les ouvriers, relativement au salaire et à la durée de la journée de travail. Pendant ce temps, l'Ohio et l'Indiana, qui n'ont pas de capitaux investis en usines coûteuses, et qui possèdent également le fer, le combustible et la main-d'œuvre, calculent les chances qu'ils ont d'enlever cette industrie à la Pensylvanie. L'es-

prit de concurrence, on le voit, existe partout et il produit dans le Nouveau-Monde les mêmes résultats qu'en Europe, c'est-à-dire le déclassement de la population et des fortunes.

Si de la Pensylvanie nous passons dans l'Etat de New-York, nous y trouvons une industrie non moins considérable, consistant en filatures de coton et de laine, usines à fer, distilleries, fabriques de potasse, de glaces, de chaînes, de tapis, de tissus de toutes sortes, papeteries, tanneries, corderies, brasseries, minoteries, scieries mécaniques, moulins à huile, moulins à foulon, moulins à carder, raffineries de sucre, fabriques de soie, de meubles, de souliers, d'instruments de musique. Il s'est fait, l'année dernière, 500,000 pianos à New-York seulement. C'est dans cette ville que tend à se concentrer la fabrication de la plupart des articles de Paris. New-York compte en tout 3,387 établissements industriels, représentant un capital de 34,232,822 dollars, fabriquant pour 105,218,308 dollars de produits, et occupant 53,703 hommes et 29,917 femmes, soit, au total, 83,620 individus, c'est-à-dire environ 1/6 de la population. On peut juger à quel point l'intérêt industriel est devenu grand, et combien sont graves les questions de salaire dans une ville où, en se basant seulement sur quatre enfants par famille, on trouve que les deux tiers de la population ne vit que du travail de ses bras.

Il y a, à New-York, des établissements industriels de premier ordre, de vastes filatures, des raffineries de sucre colossales et des ateliers de construction qui occupent jusqu'à 1.200 ouvriers,

tels que celui de MM. Stillman et Allen, connu sous le nom de *Novelty-Works.* Cet établissement, situé sur la rivière de l'Est, s'étend de la douzième à la quatorzième rue, et à l'Est, sur une longueur d'environ 1,900 pieds. Il s'y trouve un vaste chantier de construction maritime où l'on voyait l'année dernière sept bateaux à vapeur de la plus grande dimension : l'*Asia*, *le Franklin*, *le Cherokee*, *le Florida*, l'*Alabama*, *le Columbia*, *et le Fanny*. L'atelier est divisé en 18 départements, dont chacun est dirigé par un contre-maître. La fonderie de fer occupe 250 ouvriers ; l'atelier de construction de machines, 300 ; celui pour la construction des chaudières, 240. Les autres ouvriers sont répartis dans les ateliers de fonderie et chaudronnerie de cuivre, charpente, peinture, gréage, etc. Il y a un atelier pour la construction des appareils à sucre. Cette construction s'est élevée l'année dernière à 120,000 dollars.

Enfin, si l'on quitte la ville impériale (*empire city*) pour la Nouvelle-Angleterre, et qu'on examine les nombreux villages remplis d'ateliers et les grandes villes fumantes, on se croirait dans la Grande-Bretagne, tant le commerce y est actif et la production abondante. Partout des filatures, des ateliers de construction de machines, des fabriques de meubles, d'instruments aratoires, etc. Des villages entiers sont peuplés de cordonniers et de tresseurs de chapeaux de paille. L'Etat de Massachussets fabrique à lui seul 20,000,000 de paires de souliers par an et emploie 60,000 ouvriers de tout sexe et de tout âge à ce travail. Les filles de fermiers du même Etat ont vendu l'année

dernière pour 1,646,586 dollars de chapeaux de paille. Le petit Etat de Rhode-Island compte 163 filatures, qui consomment annuellement 50.000 balles de coton : le Connecticut en a 137, consommant 13,319,170 livres de coton.

Une industrie née dans la Nouvelle-Angleterre, celle des balais, est aujourd'hui l'objet d'un commerce considérable. Ces balais sont faits avec les barbes d'une espèce d'avoine importée en Amérique par Franklin. En 1790, le nommé Atkinson entreprit cette industrie dans le comté de Darlington. En 1815, après avoir pris quelques associés, il devint capable d'alimenter les marchés de Philadelphie, Baltimore, Lancastre, Trenton et quelquefois celui de New-York. Depuis cette époque, la fabrication des balais a toujours été progressant, et s'est répandue sur plusieurs points. Un seul manufacturier de Bensalem, comté de Bucks, a fait et vendu l'année dernière 225.000 manches à balai. Ces manches, qui sont peints au vernis et quelquefois enjolivés par des dorures, se vendent au fabricant de balais 1.30 à 1.40 dollar le cent. On calcule qu'un arpent de *broom corn* peut faire 600 balais : mais la moyenne est de 400, en outre de 20 bushels de grain ayant la même valeur que l'avoine ordinaire.

La Nouvelle-Angleterre possède une foule d'autres industries qui compensent la stérilité de son sol et l'exiguité de son territoire. Les habitants de cet État sont devenus justement célèbres pour leur esprit inventif et leur ardeur d'innovation. Il est passé en proverbe qu'un *yankee* à la mamelle se demande si le biberon ne vaut pas mieux que le

sein de sa mère et que, encore dans les langes, il cherche à inventer une machine pour le bercer plus commodément. Des 1,500 brevets délivrés tous les ans par le *Patent Office* de Washington, les Yankee prennent le plus grand nombre. Ne trouvant rien ni vulgaire, ni difficile, ils font des balais, des pianos, des locomotives, des souliers, des pendules et envoient les produits de leur industrie sur tous les points des Etats-Unis, excepté dans ce grand Ouest, peuplé par eux-mêmes et qui, avec plus de ressources, marche sur leurs traces, menaçant de leur enlever bientôt le monopole et la suprématie.

Une des industries les plus curieuses que l'on doit à cette race entreprenante est celle de l'extraction de la glace des nombreux et limpides lacs dont la nature a doté la Nouvelle-Angleterre et que le froid sibérien dont ce pays jouit tous les ans congèle jusqu'à une profondeur assez considérable. On y patine, on y va en traîneau, on y fait la cuisine, on s'y livre à toutes sortes de distractions. Les *Yankee* ont eu l'idée de tirer parti, autrement que pour leurs plaisirs, de cette épaisse couche de glace et ils ont parfaitement réussi, ainsi qu'on le verra par les détails qui suivent lesquels, croyons-nous, sont de nature à intéresser nos lecteurs.

Le commerce de la glace a été entrepris en 1805 par un citoyen de Boston, M. Reders Tudor. La première cargaison fut expédiée à la Martinique, à titre d'essai. Le résultat fut une perte de 4,500 dollars. Mais, confiant dans l'avenir de cette nouvelle branche de commerce, M. Tudor ne se rebuta point pour si peu et poursuivit ses es-

sais. L'embargo décrété par Napoléon vint entraver ce commerce naissant et la guerre des Etats-Unis avec la Grande-Bretagne le rendit impossible jusqu'en 1813. C'est à cette époque que M. Tudor donna une extension nouvelle à ses débouchés, limités jusqu'alors à la Jamaïque et à la Martinique, et les étendit jusqu'à l'île de Cuba, puis successivement à Charleston, Savanah et la Nouvelle-Orléans. En 1832, un chargement de glace partit pour Calcutta; d'autres suivirent pour Madras et Bombay. Antérieurement à 1832, le commerce de la glace resta à peu près concentré dans les mains de celui qui l'avait entrepris le premier et l'augmentation dans l'exportation de ce produit fut très faible. En 1832, il n'en fut expédié que 4,352 tonneaux, pris entièrement dans Freshpond, comté de Cambridge. Cette opération commerciale était d'une nature assez compliquée. Les armateurs refusaient de recevoir ce singulier fret, craignant son action sur la durée de leurs navires et la sécurité de leurs voyages. En outre, il n'y avait pas de glacière sur le lieu de l'expédition, ni sur celui de l'arrivée, et le mode de construction spéciale pour ce fret nouveau était encore ignoré. La manière de préparer les navires à recevoir un chargement de glace devint l'objet de longues et coûteuses études et il fallut inventer des machines pour couper, charger et décharger cette sorte de marchandise. Après 1832, toutes ces difficultés furent levées, le commerce de la glace augmenta beaucoup et parut dès lors destiné à devenir considérable. On établit des glacières au bord de presque tous les étangs du voisinage de Boston et, en 1845,

13

il fut expédié, pour cette partie du littoral des États-Unis qui s'étend de Philadelphie à la Nouvelle-Orléans, 43,125 tonneaux de blocs de glace, ayant nécessité l'emploi de 241 navires de divers tonnages. La glace exportée, durant la même année, dans divers ports des Indes orientales et occidentales, s'éleva à 17,300 tonneaux et employa 85 navires. Ainsi le commerce de la glace n'a pas occupé, en une seule année, moins de 326 navires et s'est élevé à 60,425 tonneaux. Il faut ajouter à ce chiffre 29 chargements de provisions, fruits et légumes des États-Unis expédiés, conservés dans de la glace, dans les ports de Barbade, Demerara, Saint-Vincent, la Guadeloupe, Saint-Thomas et Calcutta. Le prix du transport de la glace est généralement de un dollar et demi par tonneau ; le prix même de la glace, prise à Boston, varie entre un et deux dollars et demi le tonneau, suivant que l'hiver est plus ou moins rigoureux et l'extraction plus ou moins facile.

La manière de conserver la glace dans le navire est très simple. Une couche épaisse de sciure de bois est placée entre le bordage et la glace. Cette sciure de bois vient des nombreux moulins à scie de l'Etat du Maine ; antérieurement à ce commerce, elle n'était d'aucun usage et ne servait qu'à obstruer les cours d'eau où on la laissait se perdre. En 1848, il en arriva à Boston 3,900 cordes qui furent vendues au prix de 2 dollars et demi la corde.

Le commerce de la glace est tout profit ; sans lui, la glace n'aurait aucune valeur, les bras employés à son extraction et à son transport seraient inutiles, et la sciure de bois de l'Etat du Maine

continuerait à se perdre. La glace, une fois rendue à la Havane et à Calcutta, se vend 6 cents et demi la livre ; à la Nouvelle-Orléans, de 1 et demi à 3 cents. Cette dernière ville en consomme à elle seule 28,000 tonneaux par an. La quantité consommée à Boston n'est pas beaucoup moindre ; elle est de 27,000 tonneaux. On calcule que 65,800 tonneaux de glace à rafraîchir sont déposés annuellement à la porte des habitants de New-York. La quantité de glace qui se consomme aux Etats-Unis est vraiment incroyable. Non seulement on la prodigue dans les cafés, les hôtels et tous les établissements publics, mais il faut être bien pauvre pour n'avoir pas chez soi une petite glacière, dans laquelle on met le bloc de glace qu'une voiture dépose tous les matins à la porte de la maison, comme le lait, le pain ou les journaux. Cette glace sert pour rafraîchir les boissons et conserver les aliments qui se gâtent très vite sous l'influence de la haute température qui règne l'été dans toutes les villes de l'Amérique. Le plus pauvre ouvrier fait usage de glace qu'il achète dans les magasins de détail qu'on trouve dans chaque quartier. Un morceau de un ou deux cents suffit à la consommation journalière d'une famille. Miss Martineau s'émerveillait du sort des ouvriers en Amérique. « Heureux pays, s'écrie-t-elle, où les ouvriers mangent des crèmes glacées et où les ouvrières portent des ombrelles ! » Comme la glace coûte un cent la livre et les ombrelles un demi-dollar, il n'y a rien de merveilleux à cela en vérité, et c'est un luxe que tout le monde en Amérique peut se permettre sans se ruiner.

Les glacières établies dans les Etats de New-York et de Massachussets, pour y recevoir le stock de glace réservée à la consommation des grandes villes des Etats-Unis, excepté toutefois les villes de l'Ouest, qui tirent leur glace des grands lacs par la voie de Détroit, peuvent contenir 325,000 tonneaux, à quoi il faut ajouter celles qui sont établies sur les quais de Charleston et à l'est de Boston. Ces glacières sont tout simplement des maisons de bois ou de brique dont les murs sont très épais et doubles. L'espace réservé entre les deux murs reste quelquefois vacant ou bien est rempli avec du tan humide, lequel tan est constamment gelé pendant l'hiver. Une de ces glacières occupe une superficie de 36,000 pieds carrés; les voûtes ont 40 pieds de hauteur, les murs 4 pieds d'épaisseur, y compris l'espace vide qui les sépare.

A l'origine de cette curieuse industrie, la glace était extraite au moyen de piques et de pioches; mais le commerce devenant de plus en plus important, différentes méthodes furent suggérées pour exécuter ce travail d'une manière plus économique et plus expéditive. La première opération consiste à éloigner la neige qui tombe si fréquemment et en si grande quantité dans le nord de l'Amérique; on emploie pour cela une sorte de râteau (*snow scraper*) tiré par des chevaux. Si la neige est trop épaisse et que son poids ait amené l'eau à la surface de la glace, on l'éloigne avec une sorte de couteau horizontal (*ice plane*) de 22 pouces de largeur qui creuse un sillon dans la neige congelée, à environ deux pouces de profondeur, en passant préalable-

ment par d'autres sillons faits avec le coupe-glace (*ice cutter*). Ces préliminaires achevés, la neige enlevée, et si la couche de glace est d'une épaisseur suffisante, c'est-à-dire environ 22 pouces, on taille la surface de l'étang ou du lac au moyen du coupe-glace. C'est une machine qui ressemble au rabot d'un menuisier, mais qui est armée d'une série de lames de grandeurs différentes, se succédant l'une à l'autre, afin de creuser un sillon plus profond. Cette machine est tirée par un cheval, et, dans quelques localités, mue par la vapeur. Elle agit à la façon d'une charrue et creuse au premier tour un sillon de deux pouces. Il est nécessaire de passer deux ou trois fois dans le même sillon pour que les blocs de glace puissent se détacher aisément. Les sillons se suivent parallèlement, et afin que l'opération soit plus sûre, le coupe-glace est muni d'un guide qui passe dans la dernière rainure. Quand tous les sillons, dans une direction, ont été tracés, on sillonne le lac dans un autre sens, en sorte que les sillons, se croisant à angles droits, forment des blocs carrés d'une régularité parfaite. Il ne reste plus qu'à les détacher au moyen d'une barre ou levier, ce qui se fait sans difficulté. Les blocs sont conduits à la glacière, qui est ordinairement au bord de l'étang ou du lac, sur des traîneaux, ou bien poussés flottants dans des canaux creusés dans le champ de glace même. Ces blocs sont placés en rangées régulières l'un sur l'autre ; quand une voûte de la glacière est remplie, on couvre le sommet de copeaux ou de sciure, puis on ferme les portes de cette voûte pour en remplir une autre et ainsi de suite.

Tels sont les procédés d'exploitation d'une industrie née de l'esprit inventif des habitants de la Nouvelle-Angleterre, et un peu du climat américain dont les brûlantes ardeurs font des Etats-Unis, pendant plusieurs mois de l'année, une véritable région tropicale et où l'usage de la glace devient plutôt une nécessité qu'un luxe, quoi qu'en ait dit miss Martineau, qui n'est peut-être pas encore revenue de son étonnement d'avoir vu les ouvriers américains mettre des morceaux de glace énormes dans leur boisson et manger aristocratiquement des crèmes glacées.

L'année dernière, pour passer à une autre branche de travail, on vendit à Boston des tissus de coton fabriqués dans la Georgie et l'Alabama. Ce défi audacieux, jeté par le Sud aux portes mêmes de Lowell, produisit une grande sensation dans la Nouvelle-Angleterre, car c'était l'annonce d'un concurrent de plus. Les charges sur le coton brut qui, par le fret, les assurances, etc., s'élèvent à 17 pour 100 sur le coton transporté en Angleterre et qui sont de 11 pour 100 pour celui expédié dans les Etats du Nord, sont à peu près nulles pour les Etats du Sud où les fabriques peuvent s'élever à côté même du champ où se produit la matière première. La différence de prix dans la main-d'œuvre seule est en faveur du Nord, bien que chaque jour cette différence devienne moindre, notamment dans les Etats que l'émigration envahit peu à peu, et où l'on voit, comme dans la Caroline du Sud, 300,000 blancs travailler à la terre concurremment avec les nègres.

Il y a, dans les Etats de la Georgie, du Tennessee,

de l'Alabama et de la Caroline du Sud seulement, 98 filatures qui occupent seize mille bras et emploient annuellement 94,000 balles de coton. Les 850,000 balles qui ont été consommées par les filatures des Etats-Unis en 1849 se sont réparties dans la proportion suivante :

Etats de la Nouvelle-Angleterre...	400.000 balles.
Etats de l'Ouest et de l'Est.......	150.000 »
Etats du Sud et du Sud-Ouest....	300.000 »

La filature de Saluda, près Colombia, dans la Caroline du Sud, présente une particularité assez remarquable, dont les esclavagistes ont cherché à tirer avantage, mais qui prouve tout simplement que la race noire est, elle aussi, capable de se faire à des travaux dont on ne la supposait pas susceptible. Les ouvriers sont tous des esclaves. Le directeur et les contremaîtres sont blancs et viennent du Nord. Une tisseuse de Lowell a la direction du tissage; elle rapporte que les noirs font autant d'ouvrage que les blancs, qu'ils surveillent leurs métiers plus et mieux, et semblent très satisfaits de ce genre d'occupation, auquel ils deviennent fort experts au bout de peu de temps. Nous ne doutons nullement, pour notre part, de l'aptitude des noirs pour le travail des filatures, mais ce n'est pas avec eux néanmoins que le Sud réussira à s'affranchir de la dépendance dans laquelle il se trouve vis-à-vis des Etats du Nord. Le capital qui serait immobilisé pour l'achat des nègres nécessaires aux travaux des filatures serait beaucoup trop considérable pour des Etats pauvres comme le sont la Géorgie et la Caroline. Et à supposer

qu'ils pussent le faire, ce serait une mauvaise opération, car l'intérêt des capitaux investis dans ce matériel vivant ne serait compensé par aucun résultat positif. Les nègres ne sont économiques ou avantageux que là où les blancs ne peuvent travailler; mais du jour où un nègre et un blanc travailleront côte à côte dans le même champ ou le même atelier, le nègre cessera de donner des profits. Des esclaves dans une filature font moins d'ouvrage que des ouvriers blancs, et si le Sud veut produire à bon marché, il fera ce que la Nouvelle-Angleterre a déjà fait : il louera ces Irlandais que le système politique et social de la Grande-Bretagne envoie en si grand nombre sur les bords de l'Atlantique, où ils trouvent plus de liberté et moins de misère. Ils se prêtent à tous les travaux, à toutes les exigences, et acceptent allègrement des travaux ou des fatigues que les ouvriers américains, plus habitués au bien-être et à l'indépendance, refusent ou ne peuvent supporter.

La petite ville de Mobile, située dans l'Alabama, a établi l'année dernière une grande filature à ses portes mêmes. Les bateaux à vapeur qui apportent le coton de la région supérieure où il se cultive, viennent le décharger à cinquante pas de la fabrique, laquelle est au milieu d'une forêt de pins dont elle se sert comme combustible. La fièvre jaune, qui désole la ville pendant quelques mois de l'année, ne pénètre pas, de même qu'à la Nouvelle-Orléans, au delà des faubourgs de la ville, en sorte que les ouvriers, parfaitement à l'abri de ce fléau, peuvent travailler toute l'année. Cette filature occupe 200 individus dont les trois quarts

sont des femmes, et elle manufacture 6,000 yards de coton par jour. Mobile est une des villes du Sud qui a le plus de chances de s'approprier l'industrie du coton. Placée à l'embouchure de l'Alabama, et au bord du golfe du Mexique, sa situation commerciale, déjà si favorisée, va l'être bien plus encore par un chemin de fer qui traversera les Etats du Mississipi, du Tennessee et du Kentucky, pour aller aboutir à l'Ohio. Par cette route nouvelle, la distance de l'embouchure de l'Ohio au golfe du Mexique est moitié moindre que par la voie fluviale du Mississipi, et, lorsque cette ligne de chemin de fer sera reliée aux lignes projetées dans l'Illinois, le lac Michigan ne sera plus qu'à 900 milles de Mobile.

Des personnes bien informées assurent que dans cinq ans les Etats du Sud posséderont 200 filatures qui consommeront 250,000 balles de coton ; à en juger par les progrès que nous avons vu s'accomplir pendant notre séjour aux Etats-Unis, nous le croyons sans peine. Ce sera une concurrence sérieuse pour la Grande-Bretagne, dont la prospérité est basée sur la filature du coton et qui a une très grande partie de sa population employée à cette industrie. En 1791, Thomas Jefferson, alors secrétaire d'Etat, préparant un tableau des ressources commerciales des Etats-Unis, ne fait pas mention du coton. La récolte des Etats-Unis est aujourd'hui de 2 millions 1/2 de balles, et les filatures nationales, qui n'existaient pas avant 1815, en consomment déjà plus de 850,000 balles, c'est-à-dire plus du tiers de la récolte. Qu'adviendra-t-il quand les Etats-Unis, réunissant la puissance

manufacturière à la production agricole, mettront en œuvre leur récolte entière ?

Le même esprit d'entreprise et les heureuses conditions climatériques qui rendent le Sud des Etats-Unis un pays de production et de filature de coton, ont un résultat similaire sur l'industrie du sucre qui, après le coton, est le produit le plus considérable de cette partie des Etats-Unis et qui constitue, dans le Texas et la Louisiane, l'industrie la plus productive. La culture de la canne à sucre a pris une extension considérable depuis plusieurs années. Il se fait annuellement, quand la récolte n'est pas mauvaise, 250,000 boucauts de sucre dans les Etats de la Louisiane et du Texas. Mais comme cette quantité de sucre est loin de suffire à la consommation nationale, cette industrie tend à se développer considérablement. L'année dernière, on a établi 130 nouveaux moulins à sucre mus par la vapeur, dont la moitié, il est vrai, était destinée à remplacer les moulins à l'ancien système, mais qui néanmoins, en raison de leur plus grande puissance, permettent d'augmenter sensiblement la culture sur chaque plantation. Le nombre des chaudières à cuire dans le vide établies dans la même année a été de 12 ; mais le progrès le plus remarquable est celui qui consiste à convertir les sucreries en raffineries. Déjà 20 à 25 sucreries travaillent leur récolte en sucre blanc, cette récolte variant de 1,000 à 2,000 boucauts pour chaque plantation.

Nous ne pousserons pas plus loin cet exposé, déjà trop long, des ressources que présente l'Amérique du Nord pour la création des grandes industries manufacturières et de l'aptitude des Améri

cains à les exercer dans les conditions les plus économiques. Ainsi que nous l'avons dit au commencement de ce chapitre, les Etats-Unis possèdent tous les éléments de la grande industrie et nulle part au monde on ne trouve un champ d'action plus vaste à exploiter. Ajoutons que la politique économique du gouvernement des Etats-Unis tend manifestement à encourager toutes les branches de la production nationale et à affranchir le pays du tribut qu'il paye à l'Europe. Ce résultat a déjà été atteint pour un certain nombre d'industries et il est permis d'entrevoir l'époque où l'Amérique se suffira non seulement à elle-même, mais deviendra un pays d'exportation avec lequel il faudra compter.

L'AGRICULTURE

Nous avons, dans un chapitre précédent, mis en lumière l'ardente passion des Américains pour la terre et le goût très vif de nombre d'entre eux pour les choses de l'agriculture. Les premiers colons de la Nouvelle-Angleterre cultivèrent la terre et passèrent par la condition de fermiers avant de devenir manufacturiers. Aujourd'hui, c'est l'élément industriel qui domine dans cette partie des Etats-Unis et l'agriculture semble y être en déclin. Le sol y est divisé à l'infini et, dans le seul Etat de Massachussets, qui compte un million d'habitants, il y a plus de propriétaires fonciers que dans toute l'Angleterre. Naturellement stérile, ce sol a besoin du concours de la science agricole pour produire et suffire aux besoins du cultivateur. Mais, dans un pays qui possède une si grande quantité de terrains d'une richesse inépuisable, il est moins coûteux de faire des défrichements que des améliorations, et c'est pourquoi l'agriculture est en retard dans le Nord des Etats-Unis.

Un agronome écossais, observateur compétent, qui traversait les Etats-Unis l'année dernière, remarquait que l'agriculture, dans la Nouvelle-Angleterre et les Etats du Nord, est à peu près ce qu'elle était en Ecosse il y a 80 ou 90 ans. Partout le sol est épuisé par une longue culture et les fermiers ne font rien pour lui rendre sa puissance

productive. Ils ne pratiquent point l'alternance des récoltes et ne font généralement usage d'aucune espèce d'engrais. Il en résulte que, dans un grand nombre de districts, la condition des cultivateurs est assez mauvaise et que leurs propriétés sont grevées d'hypothèques. Ils ne peuvent, faute d'un produit suffisant, conserver avec eux leur nombreuse famille. Leurs filles s'engagent comme domestiques à Boston où travaillent dans les manufactures; quant aux jeunes gens, ils se dirigent à l'Ouest ou se livrent dans le pays même à l'exercice d'une profession industrielle quelconque. C'est ainsi que, dans les Etats dont nous parlons, l'élément manufacturier grandit au détriment de l'élément agricole. Aussi la production du blé diminue-t-elle chaque jour dans le Massachussets ; en revanche, la fabrication des souliers augmente dans la même proportion et on y voit des villages dont tous les habitants sont cordonniers.

Les Américains aiment beaucoup moins l'agriculture pour elle-même que pour les bénéfices qu'elle procure et ils quittent sans regret une localité pour s'établir dans une autre, si celle-ci présente plus de chances de profits. L'Ouest est rempli d'émigrants de la Nouvelle-Angleterre et tous les jours on rencontre des familles de fermiers du Tennessee, de la Caroline, de l'Alabama, se dirigeant, avec leurs instruments aratoires, vers les champs plus fertiles de la Louisiane, de l'Arkansas et du Texas. Nous avons rencontré quelque part un vieux Virginien, blessé dans les guerres indiennes de la Floride et devenu presque impotent, qui avait déjà changé quatre ou cinq fois de

résidence et se préparait à vendre sa ferme pour émigrer dans la Californie. Il est à croire que cette singulière propension à émigrer ou se déplacer durera tant qu'il y aura de la place dans les nouveaux Etats, et que l'agriculture ne fera de véritables progrès aux Etats-Unis qu'à partir du moment où le fermier sera forcé d'être sédentaire. Ces progrès, d'ailleurs, dépendent de circonstances que celui-ci ne peut pas toujours commander. Le Nord produit le blé, le seigle, le sarrasin, l'orge, l'avoine, le maïs, les pommes de terre, le chanvre, le lin, les plantes légumineuses, les fruits, tels que la pomme, la poire, la pêche, etc. L'Ouest a les mêmes productions, mais avec un sol incomparablement plus fertile et des terres à meilleur marché. Le Nord ne peut évidemment lutter contre la concurrence de contrées mieux douées ou moins épuisées, et c'est ce qui explique sa tendance à devenir exclusivement manufacturier.

Cette fièvre d'émigration gagne même les Américains des nouveaux Etats ; c'est ainsi que, dans le cours de ces deux dernières années, des milliers de cultivateurs de l'Ohio et de l'Indiana abandonnèrent leurs fermes pour se diriger en Californie. L'appât de l'or, du produit net, est le seul mobile de cette singulière race qui ne se trouve bien que là où elle fait fortune. Beaucoup de planteurs de la Louisiane qui émigrent vers le Texas, iraient demain en Floride si cela leur était plus avantageux, comme ils se précipiteraient en masse sur l'île de Cuba si le gouvernement espagnol le leur permettait. Les Anglo-Américains ont l'amour du sol, mais ils n'ont point l'amour des localités ; c'est pour

cela qu'ils sont de très médiocres agriculteurs, bien inférieurs aux Français et aux Allemands qui se fixent à demeure et prospèrent à côté d'eux.

Les Allemands commencèrent à s'établir dans la Pensylvanie et, à une époque assez reculée, on en trouvait déja dans cet Etat un assez grand nombre. Aujourd'hui, tout l'Ouest est envahi par cette race prolifique et voyageuse. Il y a des comtés dans l'Ohio où l'on ne parle que la langue allemande et les Allemands seront bientôt en plus grand nombre, dans le Missouri, que les Américains eux-mêmes. Cette race calme, persévérante, laborieuse, d'habitudes simples et de mœurs pacifiques, fait la fortune de l'Union. C'est elle qui défriche le sol des nouveaux Etats et qui introduit tous les perfectionnements dont la culture est susceptible. C'est à elle surtout que l'on doit l'introduction des légumes et des fruits dans l'Ouest, produits que l'étranger, à sa grande suprise, rencontre dans cette contrée en aussi grande quantité que dans nos villes d'Europe. Les pêches et les petits pois, grâce aux Allemands, abondent à Saint-Louis et à Cincinnati. Les Allemands se complaisent d'ailleurs dans les travaux de l'agriculture et semblent comprendre instinctivement que c'est la plus sûre et la plus stable des industries. En voyant ces nombreuses familles germaines, ces trois générations venues de l'autre côté du Rhin et reposant en Amérique sous le même toit, on comprend combien la possession de la terre rend l'homme heureux et quelle serait la puissance d'une nation si elle n'avait que des propriétaires pour citoyens. Qui donnera à la France ce

vaste domaine agricole, ce Grand-Ouest, ces terres vacantes si étendues, asile assuré contre les chômages, les crises commerciales, la misère, c'est-à-dire contre toutes les redoutables éventualités de notre vieille civilisation ? La France avait tout cela au Canada, mais le Canada a été abandonné. Mme de Pompadour coûtait trop cher à la France et, faute d'argent, on ne put envoyer, dans cette admirable colonie, les soldats qui auraient pu assurer sa conservation à notre pays.

C'est par la facilité que tous ceux qui se livrent aux travaux agricoles ont de se procurer de la terre et de se constituer un domaine que l'agriculture est devenue, en Amérique, une carrière honorée et lucrative, et les terres publiques jouent un si grand rôle dans l'économie rurale des Etats-Unis, que nous croyons devoir en faire une étude qui ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs.

Les terres publiques.

Lorsque le bon et digne William Penn arriva dans la province à laquelle il a donné son nom, la Pennsylvanie, il était porteur de titres de propriétés que le roi Charles II lui avait accordés en paiement des services pécuniaires qu'il devait à son père, l'amiral sir William Penn ; mais il ne put en prendre possession que moyennant une certaine redevance. Sait-on combien il paya aux Indiens les terres de la Delaware ? Quelques couvertures de laine, un lot de marmites en fonte,

deux ou trois douzaines de paires de bas, des cuillères d'étain et autres bibelots de pacotille du même genre. Dans le Massachussets, des milliers d'acres de terre furent vendus pour un habit ou une paire de chausses, et combien de grandes villes des Etats-Unis, où le terrain est aujourd'hui aussi cher qu'à Paris dans le voisinage de la Madeleine, ont été obtenues, à l'origine, pour des chapelets de perles ou quelques litres d'eau-de-vie ? Ces forêts profondes, ces prairies si étendues, acquises à si bon compte, ont disparu. Des villes puissantes, des champs fertiles ont pris leur place et ces émigrés européens qui, au début, ne possédaient pas un dollar pour acheter le champ d'un Indien, sont devenus la souche puissante des millionnaires américains.

En fait, la moyenne du coût des terres publiques, aux Etats-Unis, n'est que de 21 cents 1/2 l'acre (40 ares 46). Tout le monde connaît ce prix de revient si bas et, en les cédant à 1 dollar 3/4, qui est le prix des adjudications, le gouvernement américain réalise encore un joli bénéfice. Aussi les terres sont-elles faciles à acquérir dans ce pays et les prétentions des sectes socialistes d'Europe, revendiquant le droit naturel de l'homme à la possession du sol, manquent ici d'une base solide. Chacun, en effet, pour une somme minime, peut devenir propriétaire, et tel petit tenancier évincé d'Irlande, tel fermier allemand cherchant à échapper aux charges féodales, se trouve bientôt, par son travail, possesseur d'un florissant domaine. Nulle part, d'ailleurs, l'idée que le travail est la source de toute richesse n'est plus

répandue qu'en Amérique, et cette idée moralisatrice trouve partout son application,

Les terres vacantes situées dans la limite des Etats-Unis et qui ne sont possédées ni par des individus, ni en particulier par les Etats de la confédération, ni par des compagnies de canaux ou de chemins de fer, ni enfin par des tribus indiennes, sont la propriété du gouvernement fédéral et forment le domaine public des Etats-Unis. Ces terres ont été acquises par divers contrats, traités ou actes de cession. Le système qui les régit a été une des causes les plus puissantes de la prospérité des Etats-Unis et il porte, malgré quelques imperfections, l'empreinte d'une sagesse qui le recommande à toute notre attention.

Les titres à la possession des vastes régions renfermées dans les limites des Etats-Unis, telles qu'elles furent déterminées par le traité de 1783, devinrent l'objet d'une grande controverse entre les divers Etats et divisèrent l'opinion publique dès l'époque de la déclaration d'indépendance. Les anciennes chartes de quelques Etats leur concédaient un territoire qui s'étendait d'un Océan à l'autre, ou se prolongeait indéfiniment à l'Ouest. Les frontières de ces Etats, que le pouvoir sacerdotal avait coupé idéalement en lignes droites avant que la science en eût déterminé la forme et l'étendue, se croisaient réciproquement, et les mêmes terres étaient réclamées par des propriétaires différents qui tous fournissaient des titres d'égale valeur.

Néanmoins, après de longues controverses, lesquelles prouvèrent l'impossibilité absolue de s'en-

tendre, le principe de la cession des territoires en litige fut adopté, et, sauf quelques réserves, les Etats firent successivement donation de leurs terres vacantes au pouvoir fédéral. En 1781, l'Etat de New-York montra l'exemple ; la Virginie en fit autant en 1784 ; le Massachussets, en 1785 et le Connecticut, en 1786. En 1787, la Caroline du Sud abandonna ses prétentions aux territoires de l'Ouest ; en 1789, la Caroline du Nord céda les vastes solitudes qui forment aujourd'hui l'Etat du Tennessee ; enfin la Georgie, après de longues et difficiles négociations, céda, à son tour, l'immense espace occupé maintenant par l'Alabama et le Mississipi.

En 1803, le domaine public vint s'augmenter de tous les territoires acquis de la République francaise par l'acte de cession de la Louisiane, comprenant une partie des Etats du Mississipi et de l'Alabama, tous les Etats de la Louisiane actuelle, ceux de l'Arkansas, du Missouri, de l'Iowa, la partie du Minnesota à l'ouest du Mississipi, le district de Nébraska, enfin le territoire de l'Orégon, ainsi que celui compris entre le 42e et le 49e degré de latitude nord, c'est-à-dire entre l'Orégon et le Minnesota. Ces immenses territoires, qui sont aujourd'hui d'une valeur incalculable, et que le premier Consul céda pour 80 millions de francs seulement, étendirent le domaine public des Etats-Unis jusqu'aux bords de l'Océan Pacifique.

En 1819, par un traité avec l'Espagne, le domaine public s'augmenta des terres vacantes de la Floride, et enfin, il y a quelques années, des immen-

ses territoires devenus la propriété des Etats-Unis en vertu du traité de 1848 avec le Mexique, c'est-à-dire le Nouveau-Mexique et la Californie.

Dans les limites reconnues par les différents traités ou actes de cession intervenus, les terres publiques des Etats-Unis embrassaient une superficie totale de 1,584.000,000 acres, ou environ 633,600,000 hectares. De cet immense domaine, le gouvernement n'aurait disposé, à la fin de 1850, que de 152 millions d'acres. En sorte qu'il lui reste, dans le moment actuel, 1,432,000,000 acres disponibles, dont un milliard au moins, c'est-à-dire 400 millions d'hectares, sont des terres arables; le reste comprend des montagnes stériles, des lacs ou des déserts. Ces terres sont distribuées soit en larges territoires plus vastes que les premiers royaumes d'Europe, soit en morceaux détachés d'une étendue plus grande que n'importe quelle principauté d'Allemagne. Ils sont épars depuis l'est de l'Océan Atlantique jusqu'aux bords du Pacifique, des possessions britanniques du Nord de l'Amérique au golfe du Mexique, et enfin du Rio-Grande jusqu'à la frontière sud des Etats-Unis déterminée par le traité de Mexico.

Peu de temps après la lutte qui se termina par l'indépendance des Etats-Unis, les hommes d'Etat si remarquables que l'Amérique possédait alors fixèrent leur attention sur les terres publiques ; fermiers eux-mêmes pour la plupart, ils en comprenaient toute l'importance et un comité, dont Thomas Jefferson fut nommé président, eut mission d'étudier cette importante question.

Dans le cours de la conquête et de l'occupation

du Nouveau-Monde par les Européens, la politique des différentes métropoles qui se l'étaient partagé, fut constamment d'augmenter leur pouvoir et leur influence par des donations de terrains de formes diverses qui finirent par s'élever à une étendue considérable. Le comité, connaissant par expérience l'inconvénient de ce mode de division, adopta tout d'abord, comme base de la nouvelle loi, la forme rectangulaire ; des lignes se coupant à angles droits furent tracées sur le sol et divisèrent le domaine public tout entier en carrés de dix milles de côté. Ce projet, présenté au Congrès, fut discuté et amendé, et la dimension des carrés ou *townships* fut réduite à six milles carrés ou 36 milles de superficie. La nouvelle loi sur les terres publiques ainsi amendée passa au Congrès le 3 mai 1785.

Ce système, dont la base a une précision mathématique, s'est développé graduellement jusqu'à nos jours en recevant de temps en temps les modications que l'état du pays et les besoins de la communauté pouvaient demander. Il a répondu de la manière la plus complète à tout ce que ses illustres fondateurs en espéraient, et on peut dire qu'il est la base la plus solide de la prospérité des Etats-Unis.

C'est au *general land office* de Washington que l'administration des terres publiques est confiée. Antérieurement au 25 avril 1812, les concessions de terre étaient accordées par le ministère de l'intérieur au moyen de lettres patentes. Mais par un acte du Congrès de cette date, un bureau général des terres fut établi dans lequel tous les titres ou pa-

tentes sont accordés et enregistrés. Ce bureau, vu la comptabilité qui lui est afférente par suite de la vente des terres, est subordonné au département des finances.

Toutes les fois que l'intérêt général demande qu'une certaine portion du territoire vacant soit livrée au public, le président de la République, par l'intermédiaire du directeur du bureau général des terres publiques, envoie des instructions à l'arpenteur général et désigne à celui-ci la portion qui doit être soumise à l'opération du cadastre. L'arpenteur général, à son tour, fait connaître publiquement cette réquisition aux personnes qui ont l'habitude d'entreprendre les travaux du cadastre, et un contrat, pour l'arpentage des terres désignées par le président, intervient entre l'arpenteur général et les arpenteurs délégués.

L'entreprise est adjugée au plus bas enchérisseur, à la seule condition qu'il puisse fournir des preuves suffisantes de sa capacité à remplir les conditions du contrat. Le prix maximum établi par la loi pour l'opération du cadastre est de trois dollars par mille carré pour les terres hautes et les prairies ; mais dans quelques-uns des Etats du Sud, où le travail présente de plus grandes difficultés, le prix a été fixé de 4 à 6 dollars par mille carré. Les arpenteurs délégués sont tenus, aux termes de leur contrat, de faire connaître à l'arpenteur général les particularités, la configuration, la qualité du terrain et de dresser le plan détaillé de chaque *township*. Il est ainsi à même de confronter le plan qui lui est envoyé par l'arpenteur délégué et de vérifier l'exactitude des calculs qui

ont amené la subdivision légale du terrain soumis aux opérations du cadastre. A l'aide de ces documents, l'arpenteur général prépare trois plans semblables ; l'un est réservé pour son bureau. l'autre est placé dans les archives du bureau particulier où doit s'opérer la vente : le troisième est envoyé à l'office général de Washington. Il est impossible, ainsi qu'on le voit, de prendre plus de précautions et d'entourer les titres de propriété de plus de garanties. L'expérience a prouvé l'excellence de ce système dans un pays où les candidats qui convoitent la terre sont si nombreux et où il se fait, chaque année, des fournées de cinq à dix mille propriétaires fonciers.

Les terres publiques sont classées par districts qui possèdent chacun un bureau spécial. sous la direction de deux employés supérieurs. nommés par le Président et le Sénat des Etats-Unis. Toutes les terres, avant d'être mises en vente. sont arpentées aux frais du gouvernement fédéral. Les opérations du cadastre reposent sur une série de vrais méridiens ; les principaux sont dans l'Ohio. l'Indiana, l'Illinois, etc. Chacun d'eux forme la base d'une série d'arpentages dont les lignes se correspondent, en sorte que tout le pays se trouve divisé en carrés de un mille de superficie et en *townships* de 6 milles de côté ou 36 milles de surface ; ces subdivisions sont faites avec une exactitude mathématique au moyen de lignes parallèles.

La plus grande division déterminée par le cadastre est le *township* ; c'est un carré de 6 milles de côté ou 36 milles de superficie et contenant 23,040 acres. Le *township* est subdivisé en 36 portions

égales ou sections, formant chacune un mille de superficie et contenant 640 acres. Chaque section est subdivisée en quatre portions égales ou quarts de sections et contenant 160 acres ; le quart de section est divisé en 16 parties égales qui constituent des lots de 40 acres ; c'est la plus petite division de forme régulière connue dans le système.

Le *township* étant donné, la subdivision en 36 sections s'opère au moyen de lignes perpendiculaires et parallèles se croisant à angles droits et se dirigeant respectivement vers les quatre points cardinaux. Les sections sont numérotées depuis 1 jusqu'à 36, en commençant à l'angle nord-est du *township* et comptant alternativement de l'est à l'ouest et de l'ouest à l'est.

La figure ci-dessous en donnera une idée plus claire.

TOWNSHIP

6	5	4	3	2	1
7	8	9	10	11	12
18	17	16	15	14	13
19	20	21	22	23	24
30	29	28	27	26	25
31	32	33	34	35	36

La 36[e] partie des terres publiques des Etats-Unis, c'est-à-dire la section 16 de chaque *township*, est retirée du marché et conservée comme fonds de réserves pour l'entretien des écoles publiques qui seront établies dans la circonscription du *township*. Mais l'intention philanthropique du légis-

lateur n'est pas remplie si la section 16 arrive à tomber sur des terres marécageuses ou de peu de valeur pour l'agriculture. Il serait convenable, dans ce cas, d'échanger cette section pour une autre ou d'affecter aux écoles deux sections prises sur des points opposés ; c'est ce qui se fait actuellement dans l'Etat de l'Orégon.

Les terres minérales, ainsi que celles où se trouvent des sources d'eau salée, sont pareillement réservées et ne peuvent être vendues qu'avec l'autorisation du Président des Etats-Unis, à un prix fixé par une loi spéciale du Congrès. Mais, par un acte en date du 26 septembre 1850, les terres minérales du Lac Supérieur et du district de Chippewa, dans le Wisconsin, font exception et seront vendues de la même manière, au prix minimum de toutes les terres publiques et susceptibles des mêmes droits de préemption. Les bénéfices provenant de la vente des terres minérales sont peu de chose pour le gouvernement, si on les compare aux avantages qui résultent de leur exploitation pour la communauté. L'exploitation des riches mines de cuivre de ces contrées nécessite de grandes dépenses ; il est donc d'une bonne politique de les favoriser. Quant aux terres minérales de la Californie et du Nouveau-Mexique, elles n'ont encore été l'objet d'aucune détermination du Congrès. Dans son dernier rapport, le directeur général des terres publiques suggère l'idée de vendre celles qui renferment des métaux précieux en petits lots et à un minimum déterminé. En d'autres termes, que ces terres, après un avertissement public, soient vendues à l'encan et adjugées au plus haut

enchérisseur, tandis que celles qui resteraient invendues seraient accordées au minimum fixé par la loi.

Antérieurement à l'année 1820, la vente des terres publiques se faisait à crédit ; mais les conséquences de ce système furent que des spéculateurs achetèrent une quantité de terres considérable et s'endettèrent avec le gouvernement pour des sommes énormes. Pour venir au secours de ces débiteurs, un acte passé au Congrès autorisa les détenteurs à abandonner les terres qui n'étaient pas encore payées et substitua, en même temps, le mode de paiement au comptant au lieu de celui du système à crédit. Le prix minimum fut également réduit de 2 dollars à 1 dollar 1/4 l'acre ou 6 fr. 76 centimes.

La vente des terres publiques s'opère de la manière suivante. Après que les terres ont été soumises aux opérations du cadastre, elles sont proclamées à vendre par le Président, puis offertes à l'encan et adjugées au plus haut enchérisseur, mais à un prix qui n'est jamais au-dessous de 1 dollar 1/4 l'acre. Les terres qui restent invendues s'obtiennent ensuite au prix minimum fixé par la loi, c'est-à-dire à 1 dollar 1/4 l'acre.

Ce système n'est pas sans inconvénient ; il favorise singulièrement la spéculation, car on comprend que les meilleures terres doivent être enlevées au moment où elles sont mises à l'encan. Néanmoins, il en reste une proportion considérable où le citoyen des Etats-Unis et l'émigrant européen peuvent choisir et acheter, à un prix très faible, de magnifiques terrains qui leur constitueront un

jour de bonnes fermes et peut-être de riches domaines.

Une portion assez considérable des terres publiques est occupée par des individus qui s'y sont établis sans en posséder les titres. Généralement, cette occupation illégale n'a pas lieu avec l'intention de la part du colon d'en différer le paiement, mais en conséquence des délais qui se présentent si fréquemment avant que la terre soit mise en vente. Le législateur a prévu ce cas et la loi accorde, aux individus qui se trouvent en pareille circonstance, le droit de *préemption* pour l'acquisition du titre de propriété, c'est-à-dire le privilège d'acheter avant tout autre, ou la préférence légale sur tous les acquéreurs qui se font inscrire lors de la vente de la susdite terre. Il va sans dire que si le premier occupant n'a pas d'argent pour payer sa terre, il perd ses droits et ne peut prétendre en aucune façon au titre de propriété. Mais ce cas se présente assez rarement et, bien qu'un acquéreur ait la loi pour lui, il ose rarement, tant le travail est fort, respecté et protégé par l'opinion publique dans les nouveaux Etats, il ose très rarement user de ses droits. Aussi personne ne cherche à profiter de l'embarras d'un pauvre pionnier, si celui-ci n'a pas la somme nécessaire pour payer le champ qu'il a défriché au moment où le Président le proclame à vendre. Le droit de préemption, complété par les mœurs, devient la protection la plus éclatante qui ait jamais été accordée au travail et ainsi s'expliquent la prodigieuse prospérité et l'esprit démocratique des nouveaux Etats de l'Amérique du Nord.

Les angles de *townships*, sections et quarts de sections, sont désignés par des marques faites sur des arbres par les arpenteurs. Ces marques, sous l'influence du temps ou d'accidents imprévus, peuvent disparaître, mais la position des subdivisions n'en est pas moins connue, lorsqu'on en a besoin, de la manière la plus exacte. En livrant ces terres aux acheteurs, il suffit de désigner le numéro du lot ou sa position dans la section, avec le numéro de la section et du *township*. Les titres émanés sous un système d'une si grande simplicité et d'une précision toute géométrique, présentent, ainsi qu'on doit le penser, la sécurité la plus grande. Quoique plus de cent millions d'acres de terre aient déjà été vendus sous l'empire de ce système, il n'a fait naître qu'un très petit nombre de réclamations, dues à des fraudes et non à aucun défaut ou lacune dans la loi. Il suffit, du reste, de se rappeler les procès interminables des anciennes colonies, procès dont un grand nombre durent encore, pour se convaincre de l'excellence de la loi sur les terres publiques. C'est sous l'influence si éminemment démocratique de cette loi que les immenses solitudes de l'Ouest se sont transformées en de nombreuses et riches fermes où l'émigrant trouve cette indépendance que les champs de la vieille Europe lui refusent si souvent. Il y a à peine un demi-siècle, pour ne prendre qu'un exemple, que la hache du pionnier faisait retentir pour la première fois les forêts de l'Ohio, et déjà cet Etat compte trois millions d'habitants; la moitié de son territoire est en culture et il n'y a plus de terres publiques à vendre, si ce

n'est des fonds marécageux ou quelques hauteurs stériles.

Les vieux États, c'est-à-dire ceux qui ont formé le noyau de l'Union et fondé la république américaine, n'ont plus de terres publiques à vendre. Les terres incultes qui leur restent encore sont devenues, par suite de dons, leur propriété particulière ou sont possédées par des compagnies, des individus ou des corporations. Nous ne pouvons donner une meilleure idée de la quantité qui leur en reste encore, qu'en exposant le tableau suivant de la proportion pour cent relative de leurs terres cultivées :

New-Hampshire	60
Vermont	40
Massachussets	60
Maine	20
New-York	65
New-Jersey	50
Pensylvanie	70
Maryland	20
Virginie	40
Caroline du Sud	40
Caroline du Nord	25
Rhode-Island	60
Connecticut	75

Les Etats nouveaux en possèdent tous plus ou moins, et quelques-uns une quantité considérable, ainsi qu'on en pourra juger par le tableau ci-après :

TABLEAU DE LA SUPERFICIE TOTALE DES TERRES PUBLIQUES DES DIVERS ÉTATS ET TERRITOIRES DES ÉTATS-UNIS, AVEC LA QUANTITÉ QUI RESTAIT ENCORE A DISPOSER OU A VENDRE A LA FIN DE 1850.

Etats et territoires	Aire des Etats et territoires — Milles carrés	Aire des Etats et territoires — Acres	Terres publiq. restant encore à vendre. Acres
Ohio	39.964	25.576.960	745.751
Indiana..........	33.809	21.637.760	2.731.524
Illinois..........	55.405	35.409.200	14.060.308
Missouri.........	67.388	43.123.200	29.216.173
Alabama........	50.722	32.462.080	17.238.757
Mississipi..	47.151	30.176.522	14.308.238
Louisiane.......	46.431	29.715.840	22.854.482
Michigan........	56.243	35.985.520	24.864.963
Arkansas	52.198	33.406.720	27.402.991
Floride..........	59.268	37.931.520	31.810.576
Iowa............	50.914	32.584.960	27.153.265
Wisconsin	53.924	34.511.360	26.327.679
Territoire du Minnesota.........	83.000	53.120.000	53.120.000
Territ. du Nord-Ouest..........	587.564	376.040.960	376.040.960
Territ. de l'Orégon...........	341.463	218.536.320	218.536.320
Territoire de Nébraska........	136.700	87.488.000	87.438.000
Territoire Indien	187.171	119.789.440	119.789.440
» Californie............	448.691	287.162.240	287.162.240
Territ. de New-Mexico........	77.387	49.527.680	49.527.680
Total....	2.475.385	1.584.246.282	1.430.379.447

On remarquera que l'état du Texas ne figure pas dans ce tableau, quoiqu'il possède en ce moment 184,386,920 acres de terres vacantes. Le Texas

qui s'est déclaré indépendant il n'y a pas beaucoup d'années, n'a point encore apporté ses terres dans le domaine public des Etats-Unis; des lois particulières, qui ne présentent pas le même caractère de libéralité que celles des Etats-Unis, les régissent, et l'émigrant a souvent à débattre avec les descendants des premiers colons la validité de ses titres. Il faut espérer qu'un jour les immenses et riches terres de cette ancienne province du Mexique rentreront aussi dans cet admirable système, la gloire et la puissance de la république américaine. Nous l'avons exposé suffisamment pour en faire comprendre tous les avantages ; nous allons parler maintenant des défauts qu'il présente et des améliorations dont il est susceptible.

Un des plus grands hommes d'Etat de l'Amérique a dit, il n'y a pas longtemps, que le sol appartenait de droit à celui qui le travaille et le cultive ; mais nous nous empressons de remarquer qu'il entendait seulement parler des terres publiques. En 1850, cet homme d'Etat, qui n'est autre que M. Daniel Webster, aujourd'hui ministre des affaires étrangères, présenta au Sénat la motion suivante :

« Il sera pris des dispositions législatives pour que tout citoyen des Etats-Unis ou tout étranger qui déclare son intention de se faire naturaliser en se conformant aux dispositions de la loi, ait le droit, s'il est âgé de vingt et un ans et au-dessus, de prendre un quart de section ou 160 acres de cette portion des terres publiques qui restent après l'adjudication et de s'y établir pour y résider et s'y livrer à la culture.

» Tout citoy[illegible]ra résidé sur cette terre

pendant trois années consécutives, l'aura cultivée et aura, en y entrant, déclaré son intention d'en devenir le propriétaire, recevra un an après, c'est-à-dire après une résidence de quatre années, ses titres de propriété. S'il meurt pendant ce temps, c'est-à-dire à partir du jour où il a déclaré sa résidence, sa veuve, ses héritiers ou ses légataires seront investis des mêmes droits, à condition toutefois de continuer à cultiver la même terre et d'y résider. Tout citoyen qui prendra ainsi un quart de section ne pourra, non plus que ses héritiers, aliéner cette terre ni créer aucun titre de transfert, excepté par testament. »

De nombreuses résolutions ont été présentées au Congrès dans ces derniers temps. M. Seward, de l'Etat de New-York, demanda la gratuité des terres pour les exilés hongrois et pour tous les réfugiés politiques en général. Dans un discours, très remarquable par son esprit de haute philanthropie, que le même sénateur prononça l'année dernière, il demanda que les terres publiques ne soient allouées qu'aux occupants qui les cultivent en quantité limitée, et que la possession de ces donations gratuites soit garantie contre toute aliénation involontaire. Le général Houston, du Texas, demanda à son tour que tous les citoyens américains et les émigrants étrangers fussent indistinctement investis du privilège qu'on réclame pour les Hongrois et les réfugiés politiques en général. Enfin, le 14 janvier 1851, un bill ayant pour objet de céder les terres publiques aux Etats respectifs où elles se trouvent, à la condition expresse que ces Etats, à leur tour, les rétrocéderont aux seuls occu-

pants en quantité limitée et seulement au prix de revient, c'est-à-dire à environ 1 fr. 25 c. l'acre, a été pris en sérieuse considération par le Congrès. M. Calhoun était partisan de ce système et c'était aussi l'opinion du général Jackson que le gouvernement ne devait chercher à tirer aucun revenu des terres publiques ; en un mot, le parti de la gratuité des terres prend de la consistance, surtout depuis les scandaleuses spéculations dont le domaine public est l'objet.

Nous avons fait connaître cette clause de la loi sur les terres publiques qui accorde le droit de préemption, c'est-à-dire celui d'acheter, avant tout autre, à celui qui occupe une portion des terres publiques au moment de la vente. Mais il s'en faut de beaucoup que toutes les terres publiques proclamées à vendre par le Président soient occupées ; il en résulte que la vente des sections vacantes s'opère à l'encan. Or, comme ce mode est purement nominal et qu'il est très rare que le gouvernement obtienne plus de 1 dollar 1/4 l'acre, minimum fixé par la loi, les capitalistes, les spéculateurs, tous ceux qui ont de l'argent à placer, deviennent détenteurs de portions de terre d'une étendue quelquefois considérable qu'ils achètent à vil prix et les terres, une fois en leur possession, ils attendent patiemment, les titres dans leurs poches, que la population arrive. Bientôt des fermes s'élèvent, des chemins de fer s'établissent, des canaux se creusent, des villes se bâtissent et les terrains des spéculateurs décuplent, centuplent leur valeur première. Combien de terres, achetées au gouvernement 6 fr. 76 cent. l'acre, se vendent aujourd'hui

au prix des terrains de la rue Saint-Honoré! Les bénéfices sur les terres publiques ont été l'origine de la plupart des grandes fortunes américaines. C'est ainsi que le fameux Mac-Donogh est devenu vingt fois millionnaire et qu'un Rothschild pourrait posséder une partie des Etats-Unis.

On comprend combien cette disposition de la loi, si favorable à la grande spéculation, fait de tort au pauvre citoyen américain ou à l'émigrant européen qui, le plus souvent, arrive sans ressources et ne se doutant aucunement des déceptions qui l'attendent. Il va dans l'Etat de l'Ohio, de l'Indiana ou du Kentucky ; il aperçoit des terres incultes dont la position le séduit et son imagination y place déjà sa cabane ; il a hâte de s'y fixer. Mais il apprend que cette terre si séduisante n'est pas au gouvernement ; elle est la propriété de M. tel ou tel qui n'en fait rien, qui n'en a pas besoin, qui n'y fait pas pousser un épi de blé, mais qui la lui revendra 10 fois, 20 fois ce qu'elle lui a coûté. Le pauvre pionnier quitte à regret cette terre où il avait déjà placé ses espérances, où il voyait en imagination sa famille, son champ, son verger. Il va plus à l'ouest, il s'enfonce dans les forêts les plus profondes, loin de toute habitation humaine, de toute voie de communication. Il a enfin trouvé une terre du gouvernement, sur laquelle il peut s'établir sans avoir à payer plus que 1 dollar 1/4 l'acre au moment de la vente ; mais à quel prix ? Il faut qu'il lutte contre la solitude, l'ennui, la fièvre et souvent la mort : la spéculation ne lui a pas laissé le choix, il doit vivre dans le désert ou mourir.

Ce déplorable système de spéculation est une des principales causes de la fièvre d'agrandissement territorial qui est la maladie des Etats-Unis. Les Américains n'ont jamais assez de territoire. Après avoir acquis par la ruse et par la violence les terres des Indiens, ils convoitent par les mêmes moyens celles de leurs voisins, afin de posséder un plus vaste champ ouvert au commerce et à la spéculation. Les Etats-Unis, au lieu d'agglomérer la population dans leurs anciennes provinces, dont l'étendue, certes, devrait suffire au peuple le plus ambitieux, la répandent sans cesse vers tous les points cardinaux et une sorte de force centrifuge les pousse incessamment au delà de leur circonscription naturelle. Triste politique qui, en créant une foule d'intérêts opposés, amène le relâchement du lien fédéral, substitue l'esprit de spéculation à l'esprit d'industrie, et donnera lieu, si les Etats-Unis n'y prennent garde, à de graves conflits.

Le gouvernement des Etats-Unis a toujours eu pour principe de favoriser l'industrie particulière et de laisser les compagnies entreprendre, sur leur propre initiative et avec leurs seules ressources, les grands travaux d'utilité publique. Ce système, en Amérique comme partout, a ses avantages et ses inconvénients. Mais le plus grand mal qui en résulte est que des bénéfices immenses sont réalisés par les compagnies et que la principale source de ces bénéfices se trouve dans les terres publiques. Si un ou plusieurs Etats veulent faire un canal ou un chemin de fer, ils s'adressent au gouvernement fédéral et, au nom de l'intérêt public, ils réclament une concession de terre qui

les mette en mesure d'entreprendre les travaux. Le gouvernement, à qui la constitution permet de disposer des terres publiques et qui en est le légitime propriétaire, ne se fait pas prier longtemps et la concession est accordée. Alors les compagnies s'organisent, les travaux s'exécutent, les terres, propriété de la compagnie, prennent une valeur qu'elles n'auraient jamais pu atteindre sans le chemin de fer ou le canal qui les traverse, et les actionnaires réalisent de magnifiques bénéfices. Les terres disposées ainsi, à diverses époques, en faveur des Etats ou plutôt de hardis spéculateurs, formaient l'année dernière un total de 16,795,192 acres.

Il n'est point d'Etat qui n'en ait reçu sa part et qui ne réitère de nouvelles demandes au nom de tel ou tel intérêt, et, au moment où nous écrivons, le Congrès en est assiégé. « Chacun se précipite sur les terres publiques, dit un journal de Washington, et il est évident que le Congrès sera forcé de les abandonner tôt ou tard aux Compagnies de chemins de fer et de canaux, au lieu de s'en servir pour la gloire de la race humaine. La pression qui s'exerce sur ces terres devient de plus en plus forte et les sénateurs les plus sages et les plus éclairés commencent à croire qu'ils ne pourront pas les défendre longtemps. Chaque nouvelle motion sur ce sujet nous pousse plus avant dans cette voie de folle prodigalité, suivie antérieurement, et certains candidats à la Présidence peuvent déjà se servir de cette soif de terres publiques comme d'un levier politique pour atteindre leur but. Il y a quelque chose à faire pour empêcher ces splendides

donations, si on ne veut que les terres publiques ne nous échappent entièrement. »

Si l'on considère les donations de terres au point de vue de l'utilité publique qui en résulte, cette générosité peut assurément se justifier. Ce sont ces concessions qui ont déterminé la construction du canal de l'Ohio et du lac Erié, de celui qui, partant de Tolède, traverse la vallée de la Wabash et vient aboutir à Evansville, et de celui du Lac Michigan et de la rivière de l'Illinois. La communication de Green-Bay, par la rivière des Renards et du Wisconsin avec le Mississipi, s'exécute aussi à la faveur de donations de terre, et c'est par le même moyen que les régions minérales du Lac Supérieur seront mises, par un canal autour des chutes de Sainte-Marie, en communication avec le Lac Huron et de là avec tout le système de canaux et de chemins de fer de l'Est et de la vallée du Mississipi.

Mais la question est de savoir si ces travaux ne pourraient pas s'exécuter à d'autres conditions et s'il est permis au gouvernement fédéral de disposer aussi libéralement du domaine public. Ces terres augmentent de prix dans les mains des compagnies ou des spéculateurs qui les leur achètent, et celui qui a aidé de ses bras à construire le canal ou le chemin de fer ne peut même s'établir au bord et y fixer son domicile. C'est ainsi que le pionnier est toujours poussé vers la solitude, loin de la civilisation, loin des voies de communication et des rivières navigables, heureux si quelque jour le hasard fait passer un canal ou un chemin de fer dans le voisinage de son champ.

Supposons, au contraire, le gouvernement fédéral faisant exécuter ces travaux à des conditions qui n'aliènent point la meilleure part du domaine public, les choses se passent tout autrement. Les terres restent à vendre au prix minimum fixé par la loi, une population laborieuse s'en empare, et le revenu que l'Etat en retire suffit au bout de peu de temps à couvrir tous les frais. Parmi les projets qui indiquent le mieux où en est la spéculation aux Etats-Unis, il faut citer le chemin de fer projeté de Saint-Louis à l'Océan Pacifique qui accorderait à la Compagnie plus de cent millions d'acres de terre, c'est-à-dire un territoire égal en superficie aux trois quarts de la France !

La spéculation ne s'en tient pas qu'aux chemins de fer et aux canaux, ainsi qu'on va le voir. Il existe un acte du Congrès, *the Bounty Land Bill*, ou loi qui accorde des terres publiques, à titre de récompense, à tous les soldats qui ont servi dans la guerre de 1812 avec l'Angleterre ou dans les combats qui ont eu lieu avec les Indiens depuis 1790, mais surtout aux volontaires qui faisaient partie de l'expédition du Mexique. Aux termes de ce bill, tout soldat qui s'est engagé pour un an durant la guerre, a droit, s'il a servi neuf mois, à 160 acres de terres publiques ou 1/4 de section ; celui qui a servi quatre mois, reçoit 80 acres ; enfin celui qui n'a fait qu'un service d'un mois, reçoit 40 acres. Après avoir fait valoir ses titres, le postulant reçoit un *warrant* du ministre de l'intérieur qui lui donne le droit, à lui ou à ses héritiers, de s'inscrire à un bureau de terre quelconque des Etats-Unis et de devenir, en se conformant aux dispositions

de la loi, le possesseur légitime de la portion déterminée par son warrant, dans tel ou tel district où il se trouve encore des terres à vendre. Toute veuve d'un soldat mort sur le champ de bataille a droit à un warrant de 160 acres, mais elle ne peut le transmettre à ses héritiers.

Déjà 75,000 warrants, dont la plupart sont d'un quart de section, ont été émis et il est probable que le nombre total de ces titres qui sera accordé aux nombreux réclamants s'élèvera à environ 340,000. L'intention de cette loi est excellente, mais on en fait un bien mauvais usage et elle devient un moyen d'influence politique ou électorale. La plupart de ceux qui obtiennent un warrant n'ont aucunement envie de se fixer sur les terres que la loi leur accorde. Ce qu'ils veulent, c'est de l'argent comptant en échange de leur warrant ; et comme ils ont la facilité de le vendre, il en résulte qu'une portion énorme du domaine public devient un objet de trafic et tombe encore aux mains des spéculateurs. Dans toutes les grandes villes de l'Amérique on trouve des bureaux où se pratique ce commerce ou plutôt cet agiotage. Le gouvernement sait parfaitement tout cela, mais il n'a pas la moindre envie d'empêcher le mal en demandant l'abrogation ou la modification de la loi. Nous lisions, il y a quelque temps, dans un journal de New-York, le compte rendu suivant de ces affaires d'agiotage, *land warrant business* :

« Des ventes de warrants de la guerre du Mexique ont été faites à New-York, au prix de 120 à 130 dollars garantis. Le nombre de warrants de 160 acres, émis jusqu'à ce jour, est de 71,250 et

celui des warrants de 40 acres de 4,750, soit, au total, 76,000. Il en reste encore 10,000 entre les mains des capitalistes qui sont cotés de 150 à 160 dollars chaque, mais leur prix va toujours en augmentant. » Est-ce là se conformer à l'esprit de la loi ?

Pour terminer notre examen de la loi sur les terres publiques, nous ajouterons que le Congrès a rendu, le 27 septembre 1850, un acte qui accorde certains privilèges aux pionniers de l'Orégon et qui serait d'un heureux augure si le gouvernement américain poursuivait la réforme territoriale dans le même sens. Tout citoyen Américain ou tout étranger résidant dans l'Orégon, qui a déclaré son intention de se faire naturaliser, et qui a résidé et cultivé une terre dans cet État pendant quatre années consécutives, a, d'après cet acte, le droit de posséder 320 acres de la même terre, s'il est célibataire, et 640 acres s'il est marié. Dans ce dernier cas, une moitié de la section, c'est-à-dire 320 acres, est possédée en propre par la femme, sans que le mari y ait aucun droit. Les sections 16 et 36 du *township* sont réservées pour l'entretien des écoles publiques. Des donations particulières sont faites aux universités. Les terres minérales et celles réservées pour les salines ne sont pas comprises dans les donations aux colons ni aux collèges. Bien que la quantité de terre accordée à chaque individu soit un peu trop considérable, le principe de la loi n'en est pas moins excellent. C'est un premier pas vers une réforme plus radicale, dans laquelle il est à désirer de voir le gouvernement américain entrer. Les terres publiques sont un des plus beaux fleu-

rons des Etats-Unis ; elles constituent une richesse sans égale qu'un peuple soucieux de l'avenir a intérêt à ménager.

LES PARTIS POLITIQUES

Les dissentiments politiques et économiques dont nous avons parlé, à propos du libre-échange et du protectionnisme, éclatent périodiquement entre le Nord et le Sud des Etats-Unis et menacent parfois l'existence même de l'Union. Ces dissentiments prennent naissance dans les intérêts régionaux qui existaient antérieurement à l'établissement de la confédération, intérêts qui sont la conséquence de la situation géographique des divers Etats ainsi que des institutions particulières qui les régissent. Dès l'année 1790, la création d'une Banque nationale aux Etats-Unis, préconisée et soutenue par les fédéralistes du Nord, rencontra une vive opposition dans le parti républicain, se recrutant presque entièrement dans le Sud. Peu de temps après, la taxe sur les alcools distillés dans l'Etat de Pensylvanie amena une insurrection que le gouvernement fédéral fut obligé de réprimer par la force. Depuis, la discorde n'a point cessé d'exister entre le Nord et le Sud, soit à propos des taxes et du tarif, soit à propos des Banques, mais principalement à cause de l'esclavage.

Washington semblait prévoir ces différends regrettables lorsque, dans son adresse d'adieux au peuple des Etats-Unis, il disait : « En considérant les causes qui peuvent troubler notre union, nous découvrons, comme un objet d'une sérieuse im-

portance, que des dénominations géographiques, telles que celles de Nord et Sud, Est et Ouest, peuvent servir à désigner des partis. On s'efforcera de vous faire croire qu'il existe une différence réelle de vues et d'intérêts entre des régions différentes. Un des expédients dont se servent les partis pour acquérir de l'influence dans un district est de représenter sous un faux jour les opinions et le but d'un autre district. Vous ne sauriez trop vous mettre en garde contre cette tactique, qui ne tend rien moins qu'à diviser et aliéner mutuellement ceux qui doivent rester unis par les liens d'une affection fraternelle. »

Ces conseils de Washington sont sages, il n'est pas un Américain qui ne les admire, mais aucun ne semble disposé à les suivre. Le Sud a, en effet, des intérêts si opposés à ceux du Nord, qu'il ne semble plus possible de les concilier. Le Nord et le Sud parviendraient-ils à s'entendre sur la question économique, qu'ils resteraient encore profondément divisés sur celle de l'esclavage. Ce n'est point qu'au Nord on ait grand souci de l'affranchissement des noirs, mais on entrevoit avec clairvoyance le danger qu'il y aurait à laisser l'institution de l'esclavage prendre un développement trop grand. D'ailleurs, le Nord, resserré dans ses limites, aura bientôt besoin de toute la vallée du Mississipi pour recevoir le trop-plein de sa population, s'accroissant chaque jour, et ces causes multiples de dissension entre les deux grandes sections extrêmes de l'Union agissent constamment au point de mettre quelquefois la république elle-même en péril.

Nous avons déjà parlé, à propos des Indiens et de leur civilisation, des prétentions de l'Etat de la Georgie à posséder le territoire occupé par la tribu des Chérokis, sous prétexte de l'inconstitutionnalité des lois et traités par lesquels ce territoire leur était garanti. Nous citerons notamment le message du gouverneur Troup, lequel s'appuyait sur la prétendue souveraineté individuelle des Etats pour combattre les mesures que le gouvernement fédéral s'était cru autorisé à prendre en cette circonstance. Le Congrès, saisi de cette affaire, repoussa les prétentions de la Georgie par un vote presque unanime. Mais peu après l'avènement du général Jackson à la présidence, la Georgie, s'appuyant sur la haine bien connue du vainqueur de Weatherford contre les Indiens, se livra, dans sa partialité pour le Sud, à des incursions sur le territoire des Chérokis et fit bon marché de leurs droits reconnus. Les Chérokis en appelèrent au gouvernement fédéral ; celui-ci répliqua, par l'organe du pouvoir exécutif, que la souveraineté individuelle des Etats devait être maintenue, et que la Georgie avait le droit d'annuler les lois et traités contraires à ses intérêts particuliers. Les Indiens eurent recours à la Cour suprême des Etats-Unis, qui se trouva ainsi en opposition avec le pouvoir exécutif sur la question fondamentale de la souveraineté des Etats.

Peu de temps après, la Caroline du Sud suivit l'exemple de la Georgie et annula différents actes du Congrès qu'elle considérait comme étant contraires à ses principes et à ses intérêts, pendant que, d'un autre côté, la Cour suprême se prononçait contre l'inconstitutionnalité de certaines lois

rendues par la législature de la Georgie. La Virginie ne tarda pas non plus à adhérer à la doctrine de *nullification* et affirma hautement le droit de chaque Etat d'interpréter la constitution fédérale au point de vue de ses principes ou de ses intérêts. Les événements ne tardèrent pas à prouver qu'avec une telle doctrine il n'y avait pas de gouvernement central possible, et que la dissolution de l'Union serait la conséquence de l'application de ces idées particularistes.

En 1811, il y eut à Philadelphie une convention de libre-échangistes, pendant que les protectionnistes se réunissaient en même temps à New-York pour aviser aux moyens de maintenir le tarif. Les partisans de la souveraineté des Etats virent là une occasion favorable de faire valoir leur doctrine et d'invoquer le principe de la *nullification* en faveur du libre-échange. Dans le cours de la session du Congrès de 1832, le tarif fut légèrement modifié, mais la Caroline du Sud, prétendant que la réduction des droits ne portait que sur des articles auxquels elle n'avait aucun intérêt, déclara, par l'organe de ses représentants et de sa législature, qu'elle considérait comme nuls les actes du Congrès imposant des droits sur les marchandises importées dans les limites de son territoire et qu'elle se refuserait à les payer. Des mesures furent prises pour appuyer ces résolutions par la force. La législature vota des fonds pour se procurer des armes, et la milice de l'Etat fut mise à la disposition du gouverneur. Mais le gouvernement des Etats-Unis ne resta point inactif ; il réunit à Charleston toutes les troupes dont il put dispo-

ser et envoya un navire de guerre dans le port de cette ville pour protéger les officiers de la douane dans l'exercice de leurs fonctions. La Caroline du Sud ayant vainement appelé à son aide quelques autres Etats du Sud, paraissait cependant décidée à entrer en lutte, lorsque, fort heureusement pour le salut de l'Union, M. Henri Clay apporta un bill de compromis entre les parties belligérantes, prêtes à en venir aux mains, et évita ainsi la guerre civile dont les Etats-Unis étaient menacés à ce moment.

C'est une opinion assez généralement répandue aux Etats-Unis que les intérêts du peuple ne dépendent que dans une faible mesure de l'action législative du Congrès, et cela se conçoit aisément. Chaque Etat a en effet sa législature, son pouvoir exécutif, ses lois particulières et des libertés communales très étendues; en sorte que si le Congrès cessait pour quelque temps d'agir, la république ne serait aucunement en péril pour cela. Aussi l'esprit particulariste ou de décentralisation règne-t-il sur tous les points des Etats-Unis, et la capitale, petite ville de 32,000 habitants dont les immenses avenues semblent attendre une population qui ne viendra peut-être jamais, n'a aucune influence numérique sur les affaires de l'Etat. Le Congrès se compose d'hommes du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, qui appartiennent à leur région plutôt qu'à l'Union, et qui reçoivent fréquemment un mandat impératif de la législature qui les envoie ou des électeurs qui les nomment. Cependant le Congrès des Etats-Unis, malgré son peu d'influence sur les affaires de la nation, déli-

bère quelquefois sur des questions d'une importance capitale, telles que l'annexion des nouveaux territoires et celle de l'esclavage. La dernière session, entre autres, fut des plus orageuses, et nous allons en dire quelques mots, afin de donner à nos lecteurs une idée complète de la situation des partis aux Etats-Unis, ainsi que des causes qui amenèrent et qui peuvent amener encore la pensée d'une scission entre le Nord et le Sud.

Le Congrès des Etats-Unis, dans sa session de 1850, avait à décider sur les cinq grandes mesures suivantes :

1° L'admission de la Californie comme Etat dans la Confédération ;

2° L'établissement d'un gouvernement dans les territoires d'Utah et de New-Mexico ;

3° La délimitation des frontières de l'Etat du Texas ;

4° Une loi plus efficace pour obtenir l'extradition des esclaves fugitifs ;

5° L'abolition du commerce des esclaves dans le district de Columbia.

La Californie, de même que plusieurs autres Etats, n'avait pas attendu l'autorisation du Congrès pour se constituer en gouvernement régulier. Sans organisation, sans lois, sans police, en pleine anarchie, l'Etat de la Californie avait parfaitement le droit d'établir une des lois organiques qui soulevèrent une si violente opposition de la part du Sud. Nous voulons parler de l'exclusion de l'esclavage. On lui reprocha l'étendue de son territoire, sans songer que le Texas est bien plus [illegible] encore, et que si l'on voulait restrein-

dre les frontières d'un Etat libre, il n'y avait pas de raisons pour qu'on n'en fît pas autant pour un Etat à esclaves. Enfin, on nia le droit que la Californie avait d'exclure l'esclavage de son sein. Cette politique se comprend aisément de la part du Sud, dont les spéculateurs n'auraient pas mieux demandé que de transporter des nègres par centaines à San-Francisco et qui, en les faisant travailler aux mines, à la terre ou à des métiers quelconques, seraient parvenus ainsi à créer un débouché et un monopole à leur profit, en ruinant le travail des blancs dans le nouvel Etat du Pacifique. Le Congrès, en admettant la Californie comme Etat, sanctionna sa constitution, et cela au grand désappointement de ces spéculateurs sans conscience et sans scrupules, calculant déjà de combien pour cent l'esclavage, introduit sur les rives du Pacifique, pouvait augmenter le prix de leurs nègres et qui font en ce moment le même calcul dans l'hypothèse de l'annexion de Cuba, la perle des Antilles.

Le Sud fit les mêmes efforts pour qu'il lui fût permis d'introduire des esclaves dans les territoires nouvellement acquis du Mexique, connus aujourd'hui sous le nom d'Etat de New-Mexico. Mais le Congrès, par une modération coupable, évita de se prononcer dans cette question et laissa aux gouvernements de ces deux territoires le droit d'introduire ou de repousser l'esclavage. Il n'est pas probable que cette institution y prenne jamais racine. La nature, qui a couvert ce pays de montagnes nues et stériles, ne le permettrait point. On sait, d'ailleurs, que c'est sur le terri-

toire d'Utah que sont refugiés les Mormons, déjà au nombre de 30,000, et qui ne paraissent nullement décidés à favoriser la cause de l'institution domestique. Quant au territoire de New-Mexico, habité par des Mexicains et une population de métis, mélange des trois races blanche, noire et indienne, l'esclavage y est aboli depuis longtemps et n'est plus dans les mœurs du pays. Il y a donc lieu de croire que le vaste Etat du Texas, où émigrent aujourd'hui tant de planteurs, accompagnés de leurs bandes de nègres, aura du côté de l'Ouest une frontière ouverte à la liberté.

Quant à la troisième mesure, la délimitation des frontières du Texas, on comprend combien elle était devenue difficile par rapport au voisinage de New-Mexico. Les limites du Texas n'ont jamais été bien déterminées, et des opinions contradictoires existent à cet égard. Les uns prétendent que la frontière occidentale du Texas ne s'étend pas au delà de la rivière des Nueces ; les autres, qu'elle s'étend jusqu'à Rio-del-Norte, et au-dessus de cette rivière, à la ligne sud du territoire de New-Mexico. Enfin, une troisième opinion, et celle-là est soutenue par les représentants du Sud, affirme que le Texas comprend tout le territoire à l'est de Rio-del-Norte, depuis son embouchure à sa source, c'est-à-dire tout le territoire de New-Mexico.

Le Texas étant un état à esclaves, on comprend cette tactique des planteurs du Sud, qui ont été jusqu'à exhumer de prétendus titres dans les archives de la domination française à la Louisiane pour appuyer leur opinion. La controverse

sur cette question fut l'objet de grandes discussions au Congrès. Le Texas, à l'exemple de la Georgie et de la Caroline, essaya de l'intimidation sur le gouvernement des Etats-Unis. Son gouverneur fit un message belliqueux, convoqua la législature, laquelle, après beaucoup de bruit, laissa entendre qu'un dédommagement pécuniaire pourrait arranger l'affaire et, qu'en échange de dix millions de dollars, le Texas abandonnerait ses droits au territoire de New-Mexico. Les dix millions de dollars furent votés sous le prétexte d'aider le Texas à payer ses dettes, et cet Etat ayant palpé ce riche subside, n'eut rien de plus pressé que de chercher par des subterfuges, blâmés, nous devons le dire, par une partie de la presse des Etats-Unis, le moyen de n'en verser à ses créanciers qu'une partie. Le vote de ces dix millions de dollars est un acte de faiblesse de la part du Congrès, faiblesse qui prouve une fois de plus que le gouvernement de Washington ne sait jamais résister à la pression que les Etats exercent sur lui, au nom de leur souveraineté individuelle vraie ou prétendue.

La quatrième mesure, relative à l'extradition des esclaves fugitifs des Etats libres où ils se sont réfugiés, a soulevé dans les Etats-Unis une agitation qui dure encore et qui n'est pas près de cesser. Les possesseurs d'esclaves ont, en vertu de la constitution américaine, le droit de s'emparer de leur propriété, de leur chose, et d'en exiger la restitution en un lieu quelconque des Etats-Unis. Sur ce point, tous les partis sont d'accord, sauf cependant les abolitionnistes qui cherchent avec rai-

son tous les moyens de soustraire les esclaves fugitifs aux recherches de leurs oppresseurs. Mais la difficulté consiste dans les moyens de poursuite ou de restitution, en un mot dans le mode d'extradition de cette marchandise vivante. Et c'est là ce qui a été l'objet d'une nouvelle loi de la part du Congrès, loi qui, en apportant de nouvelles rigueurs à l'esclavage, a soulevé, dans des villes telles que Boston, une résistance qui atteste les progrès de l'opinion publique. Nous en ferons connaître plus loin les effets. Constatons, pour le moment, que le *fugitive slave bill* n'avait d'autre but que de dédommager les Etats à esclaves des échecs qu'ils avaient subis sur la question des territoires et de la Californie.

La dernière mesure avait pour but l'abolition du commerce des esclaves dans le district du Columbia, dans lequel est situé Washington, capitale et siège du gouvernement des Etats-Unis. Il y a plus de dix ans que cette mesure, d'un caractère moral indéniable, était réclamée du Congrès, mais elle fut constamment repoussée par les manœuvres des Etats du Sud. Cependant, depuis quelques années, elle était réclamée avec une nouvelle force par les anti-esclavagistes. Pourquoi, disaient-ils, maintenir ce hideux commerce sous les murs mêmes du Capitole, sous les yeux des ambassadeurs étrangers? Des bandes d'esclaves enchaînés sont traînés dans les rues de notre capitale, et l'on entend retentir les coups de fouet du haut de la tribune nationale. C'est une chose honteuse pour une république et outrageante pour l'humanité. Pourquoi le commerce des esclaves continuerait-il dans le dis-

trict? Est-ce que les marchands ou les acheteurs de chair humaine ne peuvent pas aussi bien aller à Richmond, Anapolis ou Baltimore? Les Etats du Kentucky et du Missouri ont aboli le commerce des esclaves comme marchandise; le Congrès doit avoir le droit d'en faire autant dans le district où il siège. La question fut à la fin résolue dans ce sens et les quelques abolitionnistes du Congrès, aidés par les représentants du Nord, parvinrent à faire passer le bill.

Cet ensemble de mesures voté par le Congrès mécontenta tous les partis et toutes les sections des Etats-Unis. Les Etats du Sud ne purent se consoler de l'admission de la Californie sans l'esclavage et ne furent pas sans récriminer contre la suppression du commerce des nègres dans le district de Columbia, mesure qui cependant ne porte aucune atteinte au principe de l'esclavage et laisse les habitants de Washington parfaitement libres d'avoir des esclaves comme par le passé. Quant aux Etats libres, ils prétendirent avec raison que la part faite au Sud était beaucoup trop belle. En effet, par suite de la non-intervention du Congrès, une porte restait ouverte à l'esclavage dans les territoires d'Utah et de New-Mexico et on payait bénévolement dix millions de dollars au Texas pour l'abandon de droits contestables, sinon imaginaires. Enfin une loi barbare, digne d'un autre âge et d'un autre peuple, le *fugitive slave bill*, venait mettre le sceau à un système de concessions provoquées par les obsessions, les exigences et les menaces du Sud.

Ces mesures n'étaient point de nature à faire

cesser l'agitation qui régnait sur tous les points et que M. Henri Clay caractérisait ainsi dans un discours prononcé à la législature du Kentucky : « L'opinion publique a été plus d'une fois agitée et divisée sur différents sujets relatifs à l'institution de l'esclavage et j'ai été, à une autre époque, témoin de grandes agitations sur ce point. Lors de l'admission du Missouri, par exemple, la nation tout entière fut jetée dans des convulsions et il y avait lieu de nourrir de sérieuses appréhensions pour le salut de l'Union. Lorsque la Caroline du Sud, en 1832, s'opposa à l'application du tarif dans les limites de son territoire, il y eut également lieu de craindre une guerre civile. Mais ce qui distingue plus particulièrement les dernières dissensions, c'est le désir hautement avoué d'une dissolution de l'Union, manifesté de la manière la plus claire dans différents Etats. Nous n'avions pas vu encore, en temps de paix, des assemblées composées de délégués d'un grand nombre de localités manifester si ouvertement leur tendance à briser les liens de notre confédération. L'existence de l'Union est également menacée par les ultras du Nord et les ultras du Sud. »

En effet, des conventions ont lieu sur plusieurs points de l'Union et les Etats du Sud envoient leurs délégués à Nashville (Tennessee) pour aviser aux moyens à prendre afin de faire triompher les intérêts des Etats à esclaves, si gravement compromis par l'ensemble des mesures votées par le Congrès. Cette convention recommande l'établissement d'un Congrès du Sud, déclare que la sécession est le seul remède légal et laisse clairement entendre que

les Etats à esclaves doivent se constituer en confédération indépendante. Dans la Caroline du Sud, on voit se renouveler l'agitation de 1832 à propos de la question du tarif, et diverses résolutions sont présentées à la législature de cet Etat. La Caroline du Sud, disent ces résolutions, ne doit pas se soumettre au pouvoir illégal assumé par la majorité du Congrès des Etats-Unis ; il serait humiliant d'entretenir d'autres relations sur un pied d'égalité fictif avec les Etats libres du Nord et de l'Ouest ; il est du devoir de la législature de prendre les mesures nécessaires pour effectuer la séparation politique d'avec ces Etats. La Caroline du Sud doit réclamer immédiatement sa part des terres publiques, etc..

Le gouverneur de la Virginie lance alors un message dans lequel il propose des mesures coercitives contre le Nord, telles que l'établissement d'un impôt sur tous les produits manufacturés dans les Etats libres. Si les fanatiques du Nord, dit-il, parviennent à contrôler les actes du Congrès, dans quelques années ils dédaigneront tous les ménagements et ne proposeront rien moins que d'abolir l'esclavage. Le Sud doit les combattre par des mesures économiques qui porteront un coup mortel à l'industrie manufacturière du Nord. Le général Quitman, un des héros de la première expédition de Cuba, et gouverneur de l'Etat du Mississipi, convoque la législature et demande hautement la séparation. Le Nord, dit-il, a juré d'abolir l'esclavage ; il est déplorable que l'esclavage ne soit pas introduit dans les territoires d'Utah et de New-Mexico, car il est probable que les Mexicains, qui sont

en majorité dans ces deux provinces, prohiberont complètement cette institution.

Si la Californie eût été ouverte à l'esclavage, le Sud pouvait réaliser des centaines de millions de dollars de bénéfice (textuel). L'abolition du commerce des esclaves, dans le district de Columbia, est une violation des droits du Sud. Le Nord triomphe sur tous les points ; le gouvernement fédéral est hostile à l'esclavage. La souveraineté individuelle des Etats est incontestable. Le Sud doit se séparer des Etats libres et former une confédération indépendante, etc. Le gouverneur de l'Alabama publie, lui aussi un message désunioniste et cherche à établir le droit des Etats du Sud à se séparer de la confédération. Nous n'y pouvons rien perdre, ajoute-t-il. Nos ressources agricoles, manufacturières et commerciales sont incalculables. Nous pouvons accaparer le commerce du monde et nous rendre indépendants des manufactures du Nord. Enfin l'agitation gagne la Louisiane elle-même et, dans tout le Sud, il est sérieusement question de se séparer. On va jusqu'à désigner le Président de la Nouvelle République (le général Houston, du Texas), laquelle, bien entendu, s'annexerait l'île de Cuba.

D'un autre côté, le Nord, bien que sur une moins grande échelle, se montre opposé au compromis, principalement en ce qui concerne la loi sur les esclaves fugitifs. La législature de l'Etat de Vermont déclare que cette loi est inconstitutionnelle et la considère comme nulle dans les limites de son territoire. Le gouverneur de Massachussets, tout en reconnaissant le droit d'extradi-

tion et sa volonté de faire exécuter la loi, ne peut cependant s'empêcher de déplorer les moyens employés par les possesseurs d'esclaves pour en obtenir la restitution. Le gouverneur de l'Ohio ne conteste pas que les droits de chaque Etat sont garantis par la constitution fédérale et que la loi sur les esclaves fugitifs doit être mise en vigueur ; néanmoins, elle fait planer des soupçons injustes sur le peuple des Etats libres et tend à semer la division dans la confédération. Il considère cette loi comme contraire au génie et à l'esprit des institutions américaines ; elle doit être rappelée ou amendée.

Mais c'est à Boston que la loi sur les esclaves fugitifs soulève véritablement l'opinion publique. Boston, ville éclairée, l'Athènes des Etats-Unis, est celle où règne la plus grande liberté d'exprimer sa pensée sur l'institution de l'esclavage, et elle est en même temps le siège des sociétés abolitionnistes. Celles-ci, qui forment une association puissante, ne manquent pas d'agir et, grâce à l'habileté de leurs avocats et à l'élasticité de la législation américaine, l'extradition des esclaves fugitifs se trouve entourée de mille difficultés, permettant de les soustraire aux recherches de leurs maîtres et d'en diriger une partie vers le Canada. A Chicago (Illinois), le conseil municipal vota des résolutions déclarant nulle la loi adoptée par le Congrès et qui dispensent la police de prêter son concours pour en assurer l'exécution. Mais, par un effet étrange de l'opinion publique, le peuple ne partageait aucunement les vues du conseil municipal de cette ville. Une assemblée nombreuse de

citoyens se réunit, sous la présidence même du maire, et condamna les résolutions du conseil municipal.

De tels faits ne sont pas rares aux Etats-Unis. Ils montrent que la question de l'esclavage n'a le pouvoir d'agiter profondément le peuple américain qu'en ce qui concerne ses intérêts immédiats. La loi sur les esclaves fugitifs a rencontré, il est vrai, beaucoup d'entraves et elle en rencontrera encore ; mais ces entraves sont l'œuvre des abolitionnistes plutôt que l'effet de l'opinion publique. Quoi qu'il en soit, l'opposition que cette loi barbare soulève annonce l'existence de deux partis extrêmes au Nord et au Sud, et c'est pour combattre leur influence que s'est formé le grand parti de l'Union, qui compte aujourd'hui les hommes les plus éminents des Etats-Unis.

Le parti de l'Union a pour but de combattre l'influence des séparatistes du Nord et du Sud et de réchauffer le zèle en faveur de la confédération. Il admet la constitutionnalité de tous les actes du Congrès et, n'entrant point dans des discussions de principes, évite de se prononcer sur la question de l'esclavage. Il veut le strict maintien de la constitution fédérale, et ne fait aucune différence entre un whig ou un démocrate lorsqu'il s'agit de la défense de ce pacte suprême. Les deux grands partis des Etats-Unis, dit M. Clay, ont été formés par des systèmes différents en ce qui concerne la politique nationale, les finances, le libre-échange, la protection, le droit d'entreprendre des travaux publics, etc. ; mais ces différents systèmes perdent leur valeur, leur intérêt et leur impor-

tance, si l'Union est en question. C'est sur la plate-forme de l'Union que le nouveau parti repose ; c'est le maintien de la constitution et l'obéissance aux lois du Congrès qu'il se propose pour but. Sur ce terrain, whigs et démocrates peuvent s'entendre ; ils sont tout un.

Je suis pour l'Union, dit M. Webster ; les intérêts régionaux ou des Etats s'effacent devant l'intérêt de l'Union. Je suis né homme de l'Union et je veux rester tel. Le Nord n'a pas plus le droit d'intervenir dans la question de l'esclavage que de peser d'un poids quelconque dans un conseil municipal de l'île de Cuba. Nous sommes des hommes du présent, ajoute le général Cass ; nous n'avons rien à faire avec le passé, pas plus qu'avec l'avenir. Nous devons adhérer fidèlement à la constitution actuelle ; nous devons considérer le salut de l'Union et non l'intérêt particulier des Etats. Nous devons maintenir l'Union. Au commencement de la dernière session, dit M. Foote, dans un discours prononcé à la Nouvelle-Orléans, M. Calhoun prétendait que le Sud ne consentirait jamais à des termes de compromis et qu'il réclamerait de nouvelles garanties constitutionnelles pour sauvegarder ses intérêts. Il fallait à la république américaine deux présidents : un au Nord et un au Sud, ayant chacun un veto distinct. Est-ce qu'avec un tel état de choses l'Union n'aurait pas été brisée en pièces en moins d'une année ? La convention de Nashville s'assembla pour le même propos, et il ne manque pas de sénateurs qui insistent pour la sécession. Pour moi, je me borne à dire, pour me servir de l'expression du

général Jackson, que l'Union doit être et sera maintenue. M. Downs parla dans le même sens. Enfin, de nombreux *Union meetings* eurent lieu dans le Nord et dans le Sud, et l'agitation produite par les abolitionnistes suscita contre eux une alliance temporaire des whigs et des démocrates, absolument d'accord pour défendre le lien fédéral et maintenir l'unité de la république.

Les whigs et les démocrates, profondément divisés, comme nous l'avons vu, sur les questions économiques, sont absolument d'accord lorsqu'il s'agit de combattre les anti-esclavagistes, les seuls hommes des Etats-Unis cependant, qui peuvent, sans rougir, prendre le titre de démocrate dans l'acception que nous donnons à ce nom en Europe. Les deux partis s'unissent d'une façon exemplaire pour courir sus à l'ennemi commun, l'esprit abolitionniste, qu'ils ont bien soin de représenter comme le plus grand danger de la confédération. « Nous sommes tous whigs et tous démocrates, s'écrie un fougueux orateur du meeting de Castle-Garden. Si le parti whig auquel j'appartiens, dit M. James W. Gerard, répudie les agitateurs abolitionnistes, je combattrai avec lui, je lui resterai fidèle aussi longtemps qu'il existera; sinon, je passerai sans hésiter sous une autre bannière pour défendre le compromis. Nos dernières discussions, dit M. Clay, ont produit un grand bien: whigs et démocrates se sont rapprochés et entretiennent depuis des relations plus amicales que précédemment. J'ai été accueilli par les démocrates avec une cordialité que les whigs eux-mêmes n'ont jamais surpassé. « Je déclare, dit

M. Webster, que je suis prêt à me ranger sous la bannière du parti dont les principes et les moyens sont les plus propres à maintenir la constitution et à perpétuer notre glorieuse Union. La loi des esclaves fugitifs a reçu la sanction des deux chambres du Congrès et celle du Président des Etats-Unis ; elle est la loi du pays et, comme telle, elle doit être respectée et obéie de tous les bons citoyens. Je n'ai pas entendu, poursuit-il, un seul homme, dont l'opinion ait quelque valeur, contester la constitutionnalité de cette loi, et ceux qui conseillent d'y résister par la violence donnent un avis qui, s'il est suivi, conduira certainement à verser du sang et à commettre des crimes capitaux. Les assemblées de la Nouvelle-Angleterre qui déclarent vouloir s'opposer à l'exécution de cette loi ne formulent rien moins qu'un acte de trahison. »

On le voit par ces déclarations, les Clay, les Webster, les Cass, les Fillmore, les Dickinson, les Foote, c'est-à-dire les plus grands orateurs et les plus grands hommes d'Etat de l'Amérique, whigs ou démocrates, hommes du Nord ou du Sud, sont unanimes en faveur de l'esclavage et tous invoquent l'Union ou la Constitution pour son maintien. Mais ce parti de l'Union, en nous montrant combien l'institution de l'esclavage est enracinée dans le sol des Etats-Unis, fait reculer les Américains, au point de vue moral, de plus d'un siècle. Quand on défend une institution de cette nature au nom des intérêts d'un pays, et que son existence est devenue une question de vie ou de mort pour la république, on se demande quelle en sera la durée et si le jour où luira, pour la race

proscrite, l'aurore de la liberté n'est pas encore bien éloigné.

La politique du parti démocratique est d'étendre indéfiniment le cercle de l'esclavage, et c'est avec une persistance rare que, depuis l'acquisition de la Louisiane et de la Floride, ce parti poursuit ses projets. L'annexion du Texas n'avait, on le sait, d'autre but que d'ajouter aux Etats esclaves un territoire neuf fois grand comme celui du Kentucky, et la guerre du Mexique n'avait d'autre objet, si nous en croyons M. Adam, que de rétablir l'esclavage là où la république mexicaine l'avait aboli. Enfin, l'annexion projetée de Cuba est le complément des audacieux projets de ce parti envahissant et turbulent qui, au nom de la constitution, au nom de l'Union, au nom de la république elle-même, a toujours eu l'art d'entraîner avec lui la grande majorité des whigs.

Le parti anti-esclavagiste, bien que redoutable par son activité et son énergie, est numériquement très faible et il ne peut opposer que de vaines protestations aux actes de ses adversaires coalisés. Toutes les fois qu'il s'agit de le combattre, on invoque le salut de l'Union, et c'est ainsi que M. Henry Clay a sauvé on ne sait combien de fois la république, à l'aide de ses fameux compromis. M. Webster et M. Fillmore, par les mesures qu'ils ont prises pour assurer l'exécution de la loi sur les esclaves fugitifs, ont également sauvé l'Union. Tous ces grands hommes d'Etat se bornent à nier le droit et à transmettre à leurs descendants des difficultés qu'ils n'ont pas le courage d'affronter; toute leur sagesse consiste à associer deux

principes contraires, bien étonnés de se trouver réunis, et qui font de l'échafaudage politique et social des Etats-Unis un monstrueux contresens. En fait, ces prétendus sauveurs de l'Union créent à la confédération américaine un avenir menaçant de luttes intestines et gros de dangers. Il n'y a qu'un parti qui ait réellement la conscience de l'avenir et le sentiment du droit : c'est celui des abolitionnistes. Il est le seul qui se soit réjoui de la révolution de 1848 et qui, par la similitude des principes qu'il professe avec les libéraux européens, puisse faire cesser l'isolement regrettable de la démocratie américaine. On ne saurait trop le répéter, la république américaine est séparée de l'Europe libérale par le fossé de l'esclavage, et tant que le maintien de cette institution abominable figurera dans le programme des deux partis qui se disputent le pouvoir aux Etats-Unis, le succès de l'un ou de l'autre ne peut avoir, au point de vue libéral, qu'un intérêt bien secondaire. Que les démocrates arrivent au gouvernement, les manufacturiers anglais pourront s'en applaudir, mais l'humanité s'en affligera. Pour notre part, si nous avions un vœu à former, il serait pour les whigs, lesquels, malgré leur faiblesse coupable, représentent cependant des Etats où le sentiment de répulsion contre l'esclavage s'accentue chaque jour davantage et qui sont, en définitive, le berceau de toutes les libertés de l'Amérique.

L'ESCLAVAGE

Le vertueux Las-Casas, cet infatigable défenseur de la race indienne, à bout d'expédients dans le difficile accomplissement de sa tâche humanitaire et ne sachant plus comment concilier les intérêts des planteurs avec les principes de sa conscience, imagina d'imposer aux nègres africains le joug dont il affranchissait les Indiens natifs. Il s'opposa pour cela à leur distribution (*repartimientos*) parmi les colons espagnols qui les employaient comme esclaves à la culture du sol ou à l'exploitation des usines, et ce fut lui qui proposa d'acheter des nègres dans les établissements portugais de la côte d'Afrique, pour les transporter en Amérique où ils seraient employés comme esclaves à la place de la population indigène. Cet ingénieux expédient d'une philanthropie sentimentale ne perdant point de vue, dans ses aspirations, le soin des intérêts matériels, fut adopté successivement par toutes les colonies et l'esclavage se continua sous une autre forme dans la vaste étendue de l'Amérique. Les noirs furent substitués aux Indiens, bien près de disparaître, et l'exploitation de l'homme par l'homme se propagea sur toute la surface du nouveau continent, asile des opprimés de l'Europe et qui, vierge de toute domination, semblait prédestiné à la liberté. La soif de l'or explique, sans la justifier, cette servitude imposée successivement à deux races d'hommes, dont l'une, la race chamiti-

que, était étrangère au sol, et il faut avouer que le pieux sentiment qui conduisait les premiers puritains sur le rocher de Plymouth avait singulièrement dégénéré.

C'est dans l'Etat de la Virginie, puis dans celui de la Caroline, que l'on introduisit les premiers nègres africains importés dans le Nouveau-Monde et arrachés par la ruse ou la violence à ce sombre continent où la servitude trouve encore tant d'éléments. Ces nègres se multiplièrent bientôt; ils se répandirent sur tous les points des colonies qui devaient former les Etats-Unis, et la culture du riz servit de prétexte à un trafic odieux pour le maintien ou l'extension duquel, plus tard, de nouvelles raisons utilitaires ne manquèrent pas. Vers l'année 1690, un navire venant de Madagascar apporta un sac de riz qui, semé sur divers points de la Caroline, donna d'excellents résultats. Quelques années après, on renouvela les essais de culture avec du riz des Indes orientales et le produit obtenu dépassa toutes les espérances. Il n'en fallut pas davantage pour décider les habitants de cet État à entreprendre en grand la culture de cette graminée et à faire la traite des noirs pour se procurer des bras. Plus tard, le cotonnier fut introduit dans presque tous les Etats du Sud, puis la canne à sucre à la Louisiane et au Texas. L'esclavage prit un développement en rapport avec celui de ces diverses cultures, et le Sud de l'Amérique présenta l'étrange spectacle de maîtres venus d'Europe exploitant des esclaves importés d'Afrique, lesquels cultivaient des plantes introduites des Indes orientales ou des Antilles.

L'esclavage existait dans toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord au moment où celles-ci se déclarèrent indépendantes et s'affranchirent du joug de leur métropole. Il y a lieu de s'étonner que, à l'instant même où ils adressaient au ciel des actions de grâce et prenaient place au rang des nations civilisées du monde, les Etats-Unis n'aient point renoncé à une institution incompatible avec les principes dont ils s'inspiraient et fermé d'un seul coup ce gouffre menaçant de l'esclavage. Les Américains sont donc peu fondés à reprocher aux Anglais d'avoir introduit cette peste noire parmi eux lorsque, adoptant des institutions politiques nouvelles, il leur était si facile de s'en débarrasser et de donner ainsi un grand et fécond exemple au monde. Comment osèrent-ils pieusement déclarer, à la face du ciel, que tous les hommes sont égaux, pendant qu'ils retenaient un nombre considérable de leurs semblables dans les fers ? Les colons de la Nouvelle-Angleterre, qui avaient tant sacrifié à leurs convictions religieuses, pouvaient, moins que d'autres, ne point respecter la liberté d'une race d'hommes qui, pour être inférieure en civilisation ou n'en avoir point encore franchi tous les degrés, n'en appartenait pas moins à l'humanité. Dans leur égoïste aveuglement, ils n'ont pas vu qu'ils créaient pour l'avenir un immense danger ; car si l'esclavage devait se maintenir plus longtemps dans les Etats où il est actuellement relégué, ce serait aux dépens des libres institutions des Etats du Nord avec lesquelles le principe de la servitude est incompatible. Ceux-ci, d'un autre côté, avec leur besoin d'expan-

sion et leur population déjà surabondante, pour laquelle le Sud est un exutoire nécessaire, ne tarderaient pas à en être sérieusement affectés et, à défaut d'une lutte de principes, on verrait naître de graves conflits d'intérêts sectionnels.

Au moment de la déclaration de l'indépendance sous Georges III, l'esclavage, nous l'avons dit, existait dans toutes les provinces des Etats-Unis, même dans celles de la Nouvelle-Angleterre, et cela malgré les efforts que fit l'esprit puritain pour l'abolir. Les armateurs du Nord se livraient avec ardeur à la traite des nègres et ils retiraient de ce commerce abominable de grands profits. On sait comment Jefferson échoua dans ses généreuses tentatives d'abolition auprès du Congrès, et comment aussi son véhément paragraphe en faveur de la liberté des noirs fut approuvé par les représentants du parti juste-milieu d'alors. Le Congrès se contenta d'interdire l'introduction des nègres africains dans les Etats-Unis, à partir de l'année 1793, mais il laissa à chaque Etat le droit de maintenir ou d'abolir l'esclavage dans son propre sein. En 1780, la Pensylvanie montra l'exemple de l'abolitionnisme ; peu après, tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre suivirent, puis successivement les autres Etats du Nord, mais avec des restrictions de nature à ne porter atteinte à aucun intérêt existant et des mesures de prudence qui font l'éloge des Américains comme gens pratiques, sinon comme philanthropes.

En effet, dès que les habitants du Nord s'aperçurent que le travail esclave était moins économique que le travail libre, et qu'il y avait plus de

bénéfice à employer des émigrants venus d'Europe que des travailleurs recrutés en Afrique, dès ce moment, ils songèrent à prohiber l'introduction de nouveaux noirs et à détruire tout doucement l'esclavage sans nuire aux intérêts acquis. La première mesure prise à cet égard fut d'empêcher la vente des esclaves dans l'Etat ; la seconde, déclarait que, après un laps de temps donné, tous les enfants qui naîtraient de parents esclaves seraient libres. Ainsi, la loi n'affranchissait que la génération à venir, non la génération vivante, et les nègres restaient la propriété de leur maître jusqu'à leur mort. Le commerce des esclaves était défendu dans l'Etat, mais il était permis au dehors et le Sud, depuis l'abolition de la traite, réclamait toujours de nouveaux bras. Qu'arriva-t-il ? Les nègres du Nord furent dirigés vers les Etats où l'esclavage existait encore ; la traite ne se fit plus à l'extérieur, mais elle se fit à l'intérieur, sous la protection de libres institutions et dans le sein même de la République. Les Etats du Nord, de même que ceux de la Nouvelle-Angleterre, devinrent par suite autant de Guinées et de Congos où le commerce de la chair humaine se faisait au nom de la loi et sous la protection du gouvernement.

En fait, l'esclavage n'a jamais été aboli, même partiellement, dans aucune partie des Etats-Unis. Que le principe de la servitude ne soit pas reconnu au Nord, la race esclave n'en profite aucunement, attendu que le commerce des nègres est maintenu entre les Etats et que les esclaves, en définitive, ne font que changer de maîtres. Esclaves au Nord ou au Sud, ils sont toujours esclaves dans leur per-

sonne, dans leur progéniture, et l'aurore de la liberté ne luit jamais pour eux. Il est évident qu'avec un système d'abolitionnisme si peu compromettant, les habitants du Sud sont absolument fondés à reprocher aux citoyens du Nord leur égoïsme et leur hypocrisie. L'abolition de l'esclavage ne leur a coûté, en effet, ni une insurrection, ni un écu. Ce n'est point en vertu d'un principe qu'elle a été accomplie chez eux, c'est au nom d'un intérêt. Ils ont agi comme d'habiles négociants dont les magasins sont encombrés d'une marchandise hors de cours : ils ont expédié leur stock humain sur un marché plus avantageux.

Préjugés de couleur.

S'il est un spectacle douloureux pour l'étranger, dans cette vaste république où règnent tant de libertés précieuses, c'est moins encore celui de l'esclavage que celui des préjuges de couleur, répandus si universellement, et qui semblent ne point avoir diminué d'intensité depuis plus d'un demi-siècle. Quant à la question de l'esclavage proprement dite, elle n'a point fait un seul pas depuis la déclaration de l'indépendance et la condition des nègres a toujours empiré. La population esclave, qui n'était en 1776 que de 500,000 individus de tout sexe et de tout âge, s'élève aujourd'hui à 3,078,734, et on calcule qu'elle augmente dans la proportion de 60,000 annuellement. C'est une progression effrayante et une source d'embarras pour les Etats-Unis, ne pouvant expulser cette population

de couleur et encore moins se l'assimiler. En présence de cette perspective, que chaque année assombrit, on ne saurait trop déplorer que Jefferson, le vrai grand homme de la révolution américaine, n'ait point eu assez d'influence pour faire abolir radicalement l'esclavage au moment où les Etats-Unis se constituaient en république. Mais nous avons déjà fait remarquer le caractère individualiste, et en quelque sorte personnel de la révolution américaine. « L'esprit de liberté, écrivait Washington en 1782, précisément à propos de l'esclavage, cet esprit qui, au commencement de notre lutte avec l'Angleterre, aurait joyeusement tout sacrifié pour arriver à son but, a cessé depuis longtemps pour faire place à des passions égoïstes de toute sorte. Ce n'est pas le bien public, mais l'intérêt privé qui est le mobile des actions humaines et les Américains ne peuvent se vanter d'être plus longtemps une exception à la règle. »

Ces intérêts privés si puissants qui, au temps de Washington, s'opposaient à l'abolition de l'esclavage, sont devenus de plus en plus exigeants, en même temps qu'ils se sont compliqués de préjugés véritablement indignes d'un peuple aspirant justement à tenir le premier rang dans le monde. Nous voulons parler de la condition qu'ils font aux nègres libres, ou hommes de couleur affranchis en général, condition qui, à beaucoup d'égards, est pire que celle des esclaves eux-mêmes. Les Américains n'accordent l'exercice de la liberté aux nègres qu'avec des réserves qui leur rappellent constamment qu'ils descendent d'une race proscrite, avilie, qui semble destinée à un esclavage

perpétuel, et pour laquelle le jour de la réhabilitation morale ne viendra jamais. A part les difficultés que le législateur apporte à dessein dans l'acte d'affranchissement, que l'initiative vienne du maître ou de l'esclave lui-même, le nègre n'a pas plutôt obtenu sa liberté, laquelle n'en est réellement que le simulacre, qu'il tombe dans la condition d'un paria et est rejeté de la société au milieu de laquelle la nécessité cependant le condamne à vivre. Le préjugé de race ou de couleur devient plus fort à mesure qu'on s'éloigne des Etats où règne l'esclavage, et c'est précisément là où il y a le plus de liberté pour les blancs que la condition des noirs est la plus mauvaise. Il y a tant d'amertume et de restrictions dans son indépendance, qu'on a vu des nègres libérés reprendre avec joie leurs chaînes, moins lourdes à porter que la liberté.

Parmi les droits refusés à la population noire, il faut signaler celui de descendre dans les mêmes hôtels que les blancs, d'y prendre sa nourriture, d'y séjourner, ne fût-ce qu'une nuit. Il n'est point rare de voir mettre à la porte des voyageurs soupçonnés d'appartenir à la race de couleur. Le hasard nous a rendu plus d'une fois témoin d'exécutions brutales, faites sous ce prétexte plus ou moins justifié. Le plus souvent les *colored gentlemen* sont dénoncés par des domestiques nègres. C'est ainsi que, dans un de nos voyages en bateau à vapeur, nous étant lié plus particulièrement avec un Américain, nous entrâmes ensemble à l'hôtel pour y passer la nuit. Après quelques minutes de conversation avec notre hôte, celui-ci s'absenta un instant pour faire préparer nos lits. Il revint bientôt, nous de-

mandant s'il nous serait indifférent de coucher dans le même lit, ce qui, par parenthèse, est assez fréquent en Amérique, attendu qu'il venait de lui arriver un grand nombre de voyageurs et qu'il manquait de place pour nous loger aussi commodément qu'il l'aurait voulu. Ne pouvant faire autrement, force nous fut d'accepter cette proposition insolite et de nous accommoder d'un seul lit pour passer la nuit. Mais nous avions à peine fermé les yeux, que de grands éclats de voix et d'horribles jurements se firent entendre dans l'hôtel. C'était notre hôte qui faisait tout ce bruit en expulsant violemment des hommes de couleur, des nègres (*damned niggers*) lesquels, à la faveur de l'obscurité, s'étaient fait passer pour blancs et avaient eu l'impudence de lui demander un gîte. Une servante noire les avait reconnus et dénoncés et, les ayant mis à la porte, il avait de la place à nous donner. Par humanité, il voulut bien toutefois leur accorder un hangar qu'ils n'acceptèrent point. Ils quittèrent cette maison peu hospitalière et passèrent la nuit sur la lisière de la forêt, au pied d'un arbre, autour d'un grand feu, comme auraient pu le faire leurs sauvages ancêtres, dont quelques gouttes de sang coulant dans leurs veines, leur valaient ces humiliations et ces avanies.

Ainsi, un homme de couleur, même dans les Etats libres ne peut coucher sous le même toit qu'un blanc et il est rigoureusement exclu de tous les hôtels ou établissements publics. La population noire ne peut prendre place sur les chemins de fer autrement que debout, sur la

plate-forme du devant. Toutefois, les négresses qui accompagnent leurs maîtresses ou qui portent un enfant blanc dans leurs bras sont, par tolérance et par égard pour l'enfant de race privilégiée confié à leurs soins, admises à l'intérieur. On cite même, à ce sujet, un stratagème assez curieux de la part des négresses ou femmes de couleur, consistant à louer ou à emprunter un enfant blanc pour avoir le droit de s'asseoir en chemin de fer. Ajoutons que les noirs ne peuvent exercer la profession de médecin, de chirurgien, d'avocat, ni être jurés. Telle est la condition morale des hommes de couleur libres aux Etats-Unis; mais ce n'est là qu'un des moindres inconvénients auxquels ils sont soumis.

Dans les Etats où règne l'esclavage, l'union contractée entre nègres et blancs n'est point légitime et les deux races ne peuvent se rapprocher que par de libres amours. Au Nord, il n'en est point ainsi et la loi vient sanctionner les unions matrimoniales; mais l'opinion publique ne les sanctionne point et ses exigences en rendent l'application impossible : le juge Lynch est là pour s'y opposer. Dans le mois de juillet de l'année dernière, un rassemblement de citoyens de la ville de Saint-Louis (Missouri) saisit deux nègres et les fouetta jusqu'au sang, parce qu'on leur supposait des relations avec une femme blanche. Les journaux de la localité racontèrent ce fait comme une chose très plaisante et une action fort naturelle. A peu près à la même époque, un nègre habitant New-Albany (Indiana) et nommé Terragood, fut saisi par une troupe de jeunes gens, dépouillé de ses vêtements,

plongé dans de la poix, revêtu de plumes, puis lancé dans un étang. Terragood était accusé de posséder une femme blanche. Un mulâtre du nom de Douglas, orateur, écrivain, homme remarquable à plus d'un titre, se promenait l'année dernière dans les rues de New-York avec une femme blanche. Deux citoyens de cette ville prièrent poliment cette femme de quitter son cavalier et administrèrent à celui-ci des coups de canne, de façon à l'assommer, et cela en plein public, en plein soleil et sans que la police eût l'idée d'intervenir. Il serait trop long de citer tous les faits parvenus à notre connaissance qui prouvent à quel degré les préjugés s'opposent à ces unions entre blancs et noirs que la loi autorise cependant et combien, sur ce point, les mœurs sont en arrière des institutions.

Dans quelques Etats du Nord et de l'Ouest, les nègres ont des droits électoraux au même titre que tous les citoyens. Mais il ne leur est pas permis de les exercer et, s'ils se présentaient dans les clubs pour discuter ou dans les *polls* pour y déposer leur vote, ils seraient fouettés ignominieusement ou mis à mort. De nombreux faits sont là pour le prouver. Le 12 juillet de l'année dernière, Frédéric Douglas, le mulâtre dont il est parlé plus haut, donnait une séance publique à Colombus (Ohio) dans laquelle il eut l'imprudence de parler de cette singulière anomalie de la constitution des Etats-Unis, qui déclare tous les hommes libres et égaux, excepté les noirs. Quoiqu'il fût dans un Etat libre et qu'il s'adressât à un public qui passe pour abolitionniste, ces critiques, partant d'une bouche réprouvée, soulevèrent une véritable tem-

pête et une émeute se forma contre l'orateur. Ce misérable nègre (*damned nigger*) a osé parler contre la constitution ! Forcé de quitter la salle, il fut criblé d'une grêle de pierres et ne dut son salut qu'au dévouement d'un de ses amis, qui lui ménagea un asile et donna une fausse direction à la foule qui le poursuivait et l'eût impitoyablement lynché si elle avait pu s'emparer de sa personne. L'Etat de l'Ohio passe cependant pour être un foyer d'abolitionnisme et le Sud lui reproche fréquemment la sympathie qu'il accorde aux nègres !

Le nègre libre est-il justiciable des tribunaux pour un délit ou une offense quelconque, il peut trouver des juges équitables pour l'acquitter, s'il est innocent, et l'absoudre s'il est coupable. Mais si la condamnation semble trop légère ou si l'opinion publique ne lui est pas favorable, le juge Lynch l'attend à la porte du sanctuaire de la justice et la vengeance populaire l'exécute impitoyablement. Voici, parmi les nombreuses preuves à l'appui, un fait qui eut lieu le 24 juillet 1850 à Culpepper (Virginie). Un nègre avait été condamné comme coupable d'assassinat, mais il en appela. La Cour, ayant reconnu que le crime dont il était accusé n'était point justifié par des preuves suffisantes, infirma le premier jugement qui le condamnait. Cette décision de la Cour produisit une irritation considérable dans la population, laquelle, craignant de voir le nègre lui échapper, résolut de se faire justice elle-même et de le lyncher. En conséquence, deux cents individus s'assemblèrent, se dirigeant vers la prison, et en forcèrent les portes pour

s'emparer du prisonnier. Rien ne s'opposa à leur dessein. Le malheureux nègre fut conduit dans la forêt et pendu à un arbre ; puis, lorsque les misérables virent que la vie était éteinte, ils détachèrent la corde qui retenait leur victime, coupèrent son corps en morceaux et s'en retournèrent tranquillement chez eux après cette horrible exécution. Ne semble-t-il pas être encore au moyen âge, et des faits aussi monstrueux ne donnent-ils pas la mesure des préjugés de race qui règnent encore en 1850 dans un Etat qui cependant a fourni plusieurs présidents à la république américaine et a donné naissance à Washington et à Jefferson ?

Boston et Philadelphie sont presque tous les jours le théâtre de scènes violentes contre les nègres, et les nouveaux Etats eux-mêmes n'en sont guère plus exempts. Il y a quelques années, un nègre résidant à Cincinnati tua un blanc de la même ville. La justice sévit contre le coupable, mais ce n'était point assez pour satisfaire le préjugé populaire. La multitude se réunit, elle saccagea, brûla et détruisit tout le quartier nègre de la ville. Pendant cinq jours consécutifs ces scènes de violence durèrent, l'assassinat se joignant à l'incendie, et on vit la foule irritée se servir de fusils et employer jusqu'à un canon pour en finir plus promptement avec les *niggers*. La police ne fut point assez forte pour réprimer de tels excès que la justice se garda bien de connaître et qui restèrent impunis. L'année dernière, nous fûmes témoin, dans la même ville, d'une scène de violence dont un pauvre nègre faillit être la victime. Dans une altercation avec un blanc, il avait blessé

celui-ci ; la populace s'en empara et se préparait à le pendre sur-le-champ. La police, cette fois intervint, mais elle eut beaucoup de peine à arracher le nègre des mains de la foule pour le livrer à la justice.

La population de couleur libre est également écartée de toutes les institutions susceptibles d'améliorer sa condition morale ou matérielle. On sait que les sociétés de tempérance comptent un nombre considérable de membres dans toutes les villes des Etats-Unis. Il arriva que la division de l'Ohio admit dans son sein un homme de couleur. Cette admission fut considérée comme impropre, illégale, opposée à tous les précédents, et la division nationale de New-York en prononça la nullité par un vote de 76 voix contre six. Ainsi, les nègres ne peuvent, même une fois libres, travailler à cette amélioration morale si nécessaire aux hommes qui sortent de l'esclavage. Ils ne peuvent entrer avec les blancs dans aucune association, ni faire partie d'aucune réunion et, dans toutes les circonstances de la vie, ils restent isolés de la communauté et abandonnés à eux-mêmes. Comment s'étonner que, dans ces conditions, leur amélioration intellectuelle et morale soit si lente et qu'ils conservent si longtemps le stigmate de leur passé ?

Dans les Etats du Nord, les nègres libres ne peuvent entrer dans les mêmes églises que les blancs. Au théâtre, ils ont une galerie réservée et des places spéciales leur sont affectées sur les bateaux à vapeur et les chemins de fer. Dans les villes, ils logent dans des quartiers séparés, rappelant les

juiveries du moyen âge, et ils ne peuvent, comme nous l'avons dit, descendre dans le même hôtel qu'un blanc, ni se rafraîchir dans la même taverne. S'ils meurent, ils sont enterrés dans des cimetières particuliers ; l'inégalité entre les deux races ne cesse que dans l'autre monde. On aurait peine à croire à toutes ces choses, si on n'en avait le triste spectacle sous les yeux d'un bout des Etats-Unis à l'autre, sans que rien puisse indiquer la fin de haines absurdes et de préjugés qui sont la honte et la faiblesse de la république américaine.

L'année dernière, nous trouvant dans une ville de l'Ouest où il y avait un bal, nous apprîmes qu'un jeune homme s'était vu refuser toutes les invitations à danser, parce qu'il avait des cheveux crépus, le teint un peu brun et que, par ces indices, on supposait qu'il était un homme de couleur. Dans toutes les villes du Nord, les couturières, lingères, modistes, etc., refusent de travailler pour des femmes de couleur qui, cependant, peuvent les payer beaucoup mieux que certaines femmes blanches. Nous avons vu une institutrice refuser de donner des leçons de musique à une jeune fille de race africaine. O race infortunée! nous disions-nous, en voyant un jour passer le convoi funèbre d'un vieux nègre, dont la vie avait été marquée par une foule de bonnes œuvres, nous sommes plus étonné de ta longue patience que de la haine implacable qui te poursuit jusqu'à la tombe.

La présence des nègres libres, dans les Etats où l'esclavage est aboli, est une vexation continuelle pour les Américains et elle sera, à n'en point douter, un grand embarras pour eux dans un avenir

peu éloigné. Les deux races sont devenues en effet si profondément antipathiques que leur réconciliation semble à jamais impossible et que l'une doit expulser l'autre ou la détruire absolument. Des habitants de l'Ohio, dans une pétition adressée à la convention assemblée pour former une nouvelle constitution, s'expriment ainsi : « La position géographique de notre Etat, situé au bord de la rivière l'Ohio et, en quelque sorte, comme à la porte des plantations du Sud, le rend un lieu de rendez-vous et d'asile pour tous les nègres fugitifs ou affranchis. C'est ce qui a fait augmenter notre population noire d'une manière si rapide et dans une proportion bien plus considérable que dans aucun autre Etat libre de l'Union. En 1800, il n'y avait pas plus de 500 nègres dans les Etats de l'Ohio, de l'Indiana et de l'Illinois, tandis qu'aujourd'hui, dans l'Etat de l'Ohio seulement, on n'en compte pas moins de 30,000. Ce chiffre élevé prouve que notre population de couleur double chaque période de huit années, en sorte que si son accroissement continuait dans la même proportion, il y aurait, d'ici un demi-siècle et dans les limites de notre territoire, deux millions de nègres et gens de couleur. Ces faits parlent d'eux-mêmes et réclament, par leur gravité, de promptes résolutions. « Ou les deux races doivent s'amalgamer, disent les pétitionnaires, ce qui est une monstruosité impossible, ou les nègres doivent être expulsés de l'Etat. »

Nous ne savons quel sera le sort de cette pétition peu humanitaire, mais il est permis de supposer qu'elle rencontrera de nombreux adhérents, puisque déjà la convention a décidé que les en-

fants de couleur seraient exclus des école s publi ques et qu'un amendement, proposant l'établissement d'écoles qui leur seraient spécialement destinées, a été rejeté à une grande majorité. L'Indiana entre dans la même voie et ce jeune Etat révèle une répulsion pour la race noire inconnue jusqu'à ce jour. Le comité de la convention nommé pour examiner cette question conclut à l'adoption des mesures suivantes :

« Aucun nègre ni personne de couleur n'aura le droit d'entrer ou de se fixer dans l'Etat après l'adoption de la nouvelle constitution ;

« Tout contrat passé avec un nègre ou un homme de couleur sera nul, et les personnes qui les emploieront ou encourageront leur résidence dans l'Etat seront passibles d'une amende de 10 à 500 dollars. »

Il est évident que l'Indiana veut empêcher complètement l'entrée ou la résidence des gens de couleur dans son territoire, et c'est là le désir plus ou moins ostensible de tous les nouveaux Etats. Le Nord, de son côté, cherche les meilleurs procédés pour se livrer au même ostracisme. Qu'on nous dise après cela, si les noirs ont des amis aux Etats-Unis. En fait, leur cause n'est défendue que par les membres de la société abolitionniste anglaise, par un certain nombre de vieilles dévotes de Massachussets, et par quelques respectables ministres de l'Evangile.

Il est, au surplus, non sans danger de professer des principes abolitionnistes, dans quelque partie de l'Union que ce soit. Il y a peu de temps, on saccagea, à Cincinnati, l'imprimerie d'un journal abo-

litionniste ; on jeta les presses par la fenêtre, et la vie d'un pauvre vieillard méthodiste, supposé son rédacteur, fut gravement menacée. Il fut obligé de venir jurer à la populace, ameutée sous sa fenêtre, qu'il était étranger à la rédaction de ce journal.

Au mois de novembre dernier, Boston fut, pour les mêmes motifs, le théâtre d'une scène de désordre véritablement honteuse pour une ville aussi éclairée. Il s'agissait d'une séance abolitionniste à *Faneuil Hall*, dans laquelle un membre du Parlement anglais, George Thompson, devait prendre la parole. Il avait déjà été violemment expulsé de Boston, il y a une quinzaine d'années, en parlant contre l'esclavage, et il se flattait d'être plus heureux en 1850 ; mais il n'en fut rien. On ne voulut point l'entendre, on ne le laissa pas parler. On poussa des grognements pour Jenny Lind, pour M. Webster, pour M. Fillmore et pour les ladies assistant à la séance. On chanta l'air de *Yankee Doodle*, on se livra à des danses inconvenantes au milieu de la salle ; ce fut enfin un concert général de sifflets, de hurlements et de grognements pour empêcher l'orateur de prendre la parole. La séance fut levée sans qu'il pût dire un mot.

La cause de l'esclavage n'est pas mieux accueillie dans le sein même du Congrès. Il n'est pas un représentant ou sénateur qui ose se prononcer franchement abolitionniste à la tribune et qui ait le courage de faire entendre à la nation américaine des vérités qu'elle a pourtant besoin de connaître sous peine de décadence morale. Ce n'est que dans les carrefours de Boston ou dans les tavernes de Cincinnati qu'on se hasarde à dire qu'un nègre est

l'égal d'un blanc et que l'esclavage est une honte pour la république américaine. Les plus grands hommes d'Etat de l'Amérique, les Calhoun, les Clay, les Webster, bien qu'appartenant à des sections opposées de l'Union, ont, nous l'avons dit, des vues semblables sur la race noire et nourrissent contre elle les mêmes préjugés. Fillmore, un homme du Nord, suit au pouvoir la même politique que Taylor, un homme du Sud. Il est curieux de lire le compte rendu des séances du Congrès de 1850 et de voir quels arguments surannés tous ces hommes d'Etat ou orateurs de réputation emploient pour maintenir, dans certains Etats, une institution que le christianisme réprouve et que la raison condamne absolument. Si l'abolition de l'esclavage ne devait profiter qu'aux nègres, il faudrait désespérer d'en voir le jour arriver, et lorsque les Américains accompliront ce grand acte d'humanité et de justice, c'est qu'ils auront un puissant intérêt matériel à servir.

M. Calhoun trouvait des arguments en faveur de l'esclavage dans la Bible et, arguant de l'ancienneté de l'institution, concluait à son excellence et à son maintien. M. Calhoun imitait en cela saint Augustin, saint Thomas d'Aquin et autres Pères de l'Eglise, sans parler de Bossuet lui-même qui a écrit « que, condamner l'esclavage, ce serait entrer dans les sentiments de ceux qui condamnent toute guerre comme injuste, ce serait non seulement condamner le droit des gens où la servitude est admise, comme il paraît par toutes les lois, mais ce serait condamner le Saint-Esprit qui ordonne aux esclaves, par la bouche de saint Paul,

de demeurer dans leur état et n'oblige point leur maître à les affranchir. » Quant à M. Webster, il a signé, comme ministre, la loi sur les esclaves fugitifs et donné au Sud des gages non équivoques de sa tolérance, sinon de sa sympathie pour l'esclavage. M. Clay, le sénateur du Kentucky, s'exprime de son côté en ces termes, au sujet d'un rassemblement à Boston qui réussit à soustraire des esclaves fugitifs à la justice : « Comment est-il possible, s'écrie-t-il, qu'un rassemblement de nègres ait pu, en présence d'une population de 150,000 citoyens, enlever un prévenu à la justice ? Qui a commis cet odieux outrage ? Est-ce notre propre race ? Non. Mais une bande de gens qui ne sont point de notre sang. Il a été commis par des Africains et des descendants d'Africains. La question qui se présente est donc de savoir si nos lois, œuvre de notre gouvernement, doivent être mises à exécution, ou si un gouvernement d'hommes blancs doit céder le pas à un gouvernement improvisé par des noirs. »

Marchands d'esclaves.

C'est, croyons-nous, Coleridge qui remarque que le sang français et espagnol s'allie plus intimement avec celui des nègres que le sang de la race anglo-saxonne. Les femmes de couleur des îles espagnoles, françaises et danoises sont, en effet, de très jolies créatures. Elles n'ont point le même caractère de beauté, de grâce et de souplesse dans les îles anglaises, ainsi que sur cette portion du continent américain qui appartient aux Etats-Unis.

Il y a une différence très grande, comme beauté et comme intelligence, entre les gens de couleur de la Louisiane, où l'élément français domine, et ceux qui sont nés dans les Etats exclusivement peuplés d'Américains. C'est une observation que tous ceux qui ont voyagé aux Etats-Unis ont été à même de faire et qui, à nos yeux, contient un enseignement : l'antipathie profonde, naturelle, en quelque sorte, des deux races et l'impossibilité absolue de jamais les réunir. Si la France avait conservé ses colonies de l'Amérique du Nord, le rapprochement entre la race noire et la race blanche serait certainement plus facile. Le sort ne l'a pas voulu et l'avenir verra en présence deux races ennemies, irréconciliables, en nombre très grand chacune, et dont l'une devra expulser l'autre ou la détruire. On peut dire que les difficultés commenceront pour les Etats-Unis à partir du moment où l'esclavage sera aboli.

Quand l'esclavage sera-t-il aboli ? Les Américains n'en savent rien et ne s'en occupent guère, et, avec une insouciance rare, ils lèguent à leurs descendants des embarras qui font frémir. On a exprimé la crainte, dit M. Henry Clay, dans un discours prononcé en 1850, à la Chambre des représentants du Kentucky, que, dans un temps plus ou moins éloigné, nous venions à manquer d'un territoire suffisant pour recevoir la population esclave. Je crois cette époque très éloignée, et il n'est pas probable qu'elle arrive dans ce siècle ni dans le suivant. Lorsque les vastes solitudes du Missouri, de l'Arkansas, de la Louisiane, de l'Alabama, de la Floride et du Texas seront entière-

ment peuplées, l'esclavage aura atteint la fin naturelle de son existence. L'agglomération de la population des Etats-Unis sera alors si grande, il y aura une telle réduction dans le prix et la valeur de la main-d'œuvre, qu'il sera beaucoup plus économique d'employer des bras libres que des bras esclaves. Les esclaves, devenant alors un fardeau pour leurs propriétaires, seront affranchis et mis en liberté. J'espère et je crois qu'alors, avec l'aide de la Providence, le continent africain, préparé par le système de colonisation de Libéria, sera en mesure de recevoir tous les descendants de la race noire. »

L'illustre sénateur du Kentucky dit ailleurs : « La question de la colonisation africaine se recommande à notre sérieuse attention et j'ose déclarer que, dans mon opinion, notre siècle n'a pas fourni de plus grand projet que celui de transporter les gens de couleur libres des Etats-Unis à la côte d'Afrique. Qu'y a-t-il à faire avec eux ? J'insiste sur ce point et je demande encore : qu'y a-t-il à faire avec eux ? Ne sont-ils pas ici partout en contact avec nous (*under our very noses*) et, dans ce district, siège de la législature des Etats-Unis, leur nombre n'a-t-il pas doublé dans le cours de ces dix dernières années ? Dans un grand nombre d'Etats, de rigoureuses lois d'exclusion ont été édictées contre eux, et quelques-uns introduisent dans leur constitution des articles qui prohibent de la manière la plus complète l'importation de gens de couleur libre dans les limites de leur territoire. Que deviendront-ils, je le demande encore ? Au nom de l'humanité et de

la justice, que deviendront-ils ? Pour ma part, je ne vois d'autre remède que de les renvoyer dans le pays où leurs ancêtres ont été recrutés et je ne pourrais comprendre que qui que ce soit ne fût pas intéressé à ce retour de la race de couleur des Etats-Unis sur les côtes d'Afrique. Les blancs de toutes les parties des Etats-Unis y gagneront et les pauvres noirs eux-mêmes y auront intérêt. Car, au lieu de rester dans un pays où ils ne peuvent jamais atteindre la condition sociale et politique des blancs, où ils doivent rester pour toujours une classe dégradée, corrompue et abjecte, ils peuvent être transportés dans le pays de leurs pères et acquérir une importance qu'ils n'atteindront jamais ici. »

N'avons-nous pas raison de dire, en présence de ces déclarations si formelles, émanant d'un homme d'État jouissant d'une si grande autorité, que la question de l'esclavage n'a point avancé d'un pas depuis la déclaration de l'indépendance, que les préjugés qui séparent les deux races augmentent tous les jours, et que la condition morale des nègres est cent fois pire sous la république américaine que sous la domination anglaise elle-même ? Nous avons constaté la condition déplorable des nègres dans les Etats du Nord ; on pouvait espérer que, dans les nouveaux Etats de l'Ouest, elle serait meilleure, mais c'est tout le contraire qui arrive. Ces jeunes Etats, qui ont fait des constitutions si radicalement démocratiques en faveur des blancs, sont d'une sévérité barbare contre les noirs et s'obstinent aveuglément à nier leurs droits. Le Michigan, l'Illinois, le Missouri, l'In-

diana, l'Ohio en offrent la preuve, pendant que New-York, la Pensylvanie, la Caroline du Nord, en reniant leurs constitutions, ont également montré le même esprit rétrograde. En sorte que les Etats-Unis présentent le singulier spectacle d'une démocratie qui affirme de plus en plus les droits des Américains et qui nie de plus en plus ceux des hommes de couleur. Triste exemple qu'elle donne au monde.

Quel sentiment pénible ne s'élève pas dans l'âme de l'étranger lorsque, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, dans la ville même à laquelle Washington a donné son nom, dans la glorieuse capitale des Etats-Unis, le siège du Congrès, et la résidence du président de la République, il a sous les yeux la vue continuelle de l'esclavage, sous la forme la plus hideuse et la plus révoltante. Le district de Columbia, dans lequel est situé Washington, est en effet le centre d'un commerce actif d'esclaves, lesquels sont importés du Maryland et de la Virginie, pour être dirigés ensuite vers le Sud, principalement dans la Louisiane et le Texas. Ces malheureux sont exhibés, sans différence de sexe et d'âge, dans des boutiques, comme une marchandise à l'éventaire, au pied même du Capitole et à la vue des ambassadeurs étrangers. « J'ai vu moi-même, dit M. Henry Clay, des bandes d'esclaves enchaînés ensemble et traînés dans Pensylvania Avenue. Quel être humain peut contempler un tel spectacle sans en être péniblement affecté ! »

Veut-on savoir jusqu'où va l'impudence de ces marchands de chair humaine et quelle protection puissante ils trouvent dans la loi ? En voici un

exemple. L'année dernière, le 7 août, un marchand d'esclaves s'empara inopinément de la famille du nègre William, cocher du président actuel de la République, après l'avoir été successivement des présidents Polk et Taylor. La famille de ce pauvre nègre, que sa position auprès du Président aurait dû protéger, et qui se composait de sa femme, âgée de plus de 50 ans, de trois filles et de trois petits enfants, lui fut enlevée en un instant et dirigée tout entière de Washington sur Baltimore, pour être vendue ensuite à la criée, à la Nouvelle-Orléans, au plus haut enchérisseur et chacun séparément. Le pauvre William, en apprenant cette triste nouvelle, devint presque fou de douleur et montra des marques de l'affliction la plus profonde. Devenu libre lui-même, grâce à de longues années de travail et d'économie, il n'avait point assez de ressources pour racheter sa famille, laquelle était la propriété d'un individu résidant à la Nouvelle-Orléans.

Le président Fillmore, partageant vivement la douleur de son cocher, mais ne pouvant rien pour protéger sa famille, lui donna cependant quelque argent et le laissa se rendre à Baltimore auprès d'elle. William entra en pourparlers avec le marchand d'esclaves et apprit de celui-ci que, avec une somme de 3,200 dollars, il pourrait racheter sa famille. Il revint à Washington, avec l'espoir de réaliser cette somme, nécessaire pour la rançon des siens. Une souscription fut ouverte immédiatement et circula dans le Sénat et la Chambre des représentants. Le président, M. Webster, le général Scott, M. Corcoran et autres citoyens souscri-

virent pour des sommes plus ou moins fortes. William parvint à racheter sa femme et une de ses filles et il est probable, qu'avec le temps, il a pu affranchir sa famille entière. La sympathie éveillée par ce pauvre vieux nègre, successivement cocher de trois présidents de la République américaine, n'est-elle pas le témoignage frappant de cet abominable commerce qui transforme le Sud des Etats-Unis en un vaste bazar de chair humaine où les horreurs qui accompagnaient jadis la traite des nègres se renouvellent sous la protection de la loi et au grand jour de la liberté et de la civilisation ?

Quelqu'un a dit que le Sud des Etats-Unis était la Russie de l'Amérique ; on peut dire, avec autant, sinon plus de raison, qu'il en est la Guinée et qu'on y fait la traite absolument comme sur la côte d'Afrique. Il n'est pas rare que des pères y vendent leurs enfants ; nous en pourrions citer plus d'un exemple dont notre séjour aux Etats-Unis nous a rendu le triste témoin. Nous ajouterons de plus que le commerce des noirs est pour quelques personnes l'objet d'un commerce spécial extrêmement lucratif. Il y a des haras de nègres, et on ne peut mettre en doute que le Kentucky, le Maryland, la Virginie ne soient une immense étable où l'élève des nègres, pour le grand marché du Sud, est devenu une industrie considérable et lucrative. Il n'y a pas très longtemps que, en une seule année, on en transporta environ 40,000 de la Virginie dans les autres Etats. Ces malheureux, parqués comme des animaux dans des navires ou des bateaux à vapeurs, sont vendus isolément et séparés sans pitié de leur famille, de leurs amis, souvent

de leurs maîtres auxquels mille liens d'affection les rattachent, qui ont été élevés avec leurs enfants, et dont ils parlent la langue et partagent les habitudes et les idées. Qu'on vende un nègre africain demi-sauvage, parlant un idiome inintelligible et que ses habitudes grossières semblent reléguer à un degré inférieur dans l'espèce humaine, cela peut se comprendre, sinon se justifier. Mais trafiquer de pauvres créatures dont la douceur est tout le crime, qui sont nées sous le même ciel, ont été élevées sous le même toit, se servent du même langage pour exprimer leurs idées et sont devenues des serviteurs dévoués, des travailleurs indispensables, de véritables frères en civilisation, c'est là un crime abominable que rien ne peut excuser et qui, cependant, se commet chaque jour sous la protection du drapeau étoilé des Etats-Unis.

Ceux qui lisent les journaux américains pourront y voir quotidiennement des réclames dans le genre de celles qui suivent, que nous nous bornons à traduire textuellement, car elles n'ont pas besoin de commentaires.

« John Wood, de Hamburgh (Caroline du Sud), a en mains un très joli lot de nègres de Virginie et en reçoit de nouveaux tous les quinze jours. »

« John Davis, du même endroit, avertit respectueusement le public qu'il a un très joli lot de 120 jeunes nègres de Virginie, des deux sexes, parmi lesquelles des petites filles très convenables pour prendre soin des enfants, et des petits garçons avec leurs mères. »

« *Esclaves à vendre.* Tous les quinze ou vingt jours, pendant cette saison, je recevrai de forts lots

de nègres du Maryland et de la Virginie. Parmi ceux que j'ai en mains, en ce moment, se trouve un mécanicien, âgé de 26 ans, et ayant sept années de pratique dans son état. Sa femme est une excellente femme de ménage sous tous les rapports, bonne cuisinière, blanchisseuse et repasseuse. Walter L. Campbell, successeur de Statter, au coin de la rue Moreau et Esplanade, à la Nouvelle-Orléans. »

« *Nègres*! *Nègres*! Je viens de recevoir le lot le plus considérable et le mieux choisi de nègres qui ait jamais été importé par moi. Ces nègres consistent en laboureurs (*field hands*), domestiques et ouvriers. J'en recevrai de nouveaux lots tous les quinze jours pendant la saison. F. Talbot, rue Moreau, n° 7, 3me municipalité, à la Nouvelle-Orléans. »

« *Nègres du Maryland et de la Virginie*. Je viens de recevoir directement de Baltimore, un lot de 130 nègres, consistant en laboureurs, domestiques, cuisinières, blanchisseuses, repasseuses, couturières, forgerons, charpentiers et un excellent mécanicien. Je les vendrai à bon marché, au comptant, ou en bonnes valeurs sur la Nouvelle-Orléans. Ceux qui désirent acheter ont intérêt à passer chez moi, attendu que je désire les vendre à bas prix. J. M. Wilson, rue de l'Esplanade, n° 15, à la Nouvelle-Orléans. »

Nous avons passé cent fois devant ces hideux bazars, qui aujourd'hui sont relégués dans les vieux quartiers de la Nouvelle-Orléans, et nous y avons vu constamment de malheureux nègres exposés devant la porte, les hommes habillés d'une petite

veste bleue et coiffés d'un chapeau, les femmes ornées d'un mouchoir sur la tête et revêtues d'un petit tablier blanc. L'âme est indignée devant un tel spectacle et l'on se demande, en le voyant, si l'on est bien en plein XIX[e] siècle, sous une république, laquelle, dans son orgueil, s'offre constamment comme un exemple au monde.

Dans les plantations.

Par une de ces splendides soirées d'hiver, comme on en voit seulement dans le voisinage des tropiques, nous étions assis au bord du Mississipi, éclairé à ce moment par un admirable clair de lune qui faisait encore mieux ressortir la sombre ceinture de forêts qui l'entoure, et nous regardions mélancoliquement couler le puissant fleuve qui arrose de si vastes et de si riches contrées. Bientôt nous entendons le mugissement d'un bateau à vapeur remontant le fleuve de toute la puissance de ses deux machines, et, au milieu de l'épais nuage de fumée qui s'en échappe, nous découvrons deux navires à voile, d'un fort tonnage, qui se faisaient remorquer par ce bateau pour entrer à la Nouvelle-Orléans. Le pavillon américain, avec ses raies rouges sur fond blanc et son brillant groupe d'étoiles, flottait à l'arrière et indiquait que ces navires appartenaient aux Etats-Unis.

Un de ces navires venait de Liverpool. Il amenait des centaines d'Irlandais, haves, déguenillés, et qui chantaient bruyamment à l'aspect de cette terre de liberté, objet de tous leurs vœux. L'autre navire venait de Baltimore. Il contenait un char-

gement de nègres, de tout sexe et de tout âge, arrachés à leurs familles et à leurs habitudes. Ces nègres chantaient, car le chant chez le nègre exprime également la joie et la douleur. Un chœur d'enfants et de femmes répétait le refrain bien connu :

I come from Alabama,

et ce chœur, dans le silence de la nuit, ne manquait ni d'originalité ni d'harmonie.

La vapeur continuait à mugir, et les nègres et les Irlandais chantaient toujours. Absorbé dans nos réflexions, nous regardions machinalement passer ces deux navires contenant des individus appartenant à des races bien différentes et nous nous demandions comment cette terre d'Amérique si vaste, si fertile, si riche en ressources, ne pouvait recevoir à titre égal toutes les races d'hommes dans son sein. Pourquoi les uns, fuyant l'oppression agraire et la misère sociale, y trouvent-ils avec certitude le bien-être et la liberté? Pourquoi les autres, véritables épaves humaines, ne s'appartenant point, n'y rencontrent-ils que le mépris et l'esclavage ?... Mais bientôt nous perdons de vue ces deux navires, près d'arriver au port; la vapeur cesse de mugir, la nature indifférente continue à nous donner le spectacle de ses splendeurs, et un dernier refrain, venant du vaisseau chargé de nègres, arrive jusqu'à nous :

Nigga make the cotton
And massa get the money !

« Le pauvre nègre cueille le coton et le maître

gagne l'argent. » Tout est là et ce naïf refrain explique tout.

Les nègres du Maryland et de la Virginie qui sont vendus à la Nouvelle-Orléans sont dirigés dans la Louisiane et le Texas pour être employés dans les plantations de coton et de cannes à sucre. Les plantations qui se forment ou se développent chaque jour dans ces deux Etats réclament, en effet, de nouveaux bras et ce sont principalement les Etats éleveurs du Maryland et de la Virginie qui sont chargés de les fournir. Ils sont désignés sous le nom de nègres américains, pour les distinguer des nègres créoles, qui sont ceux appartenant à la population d'origine française. Les premiers ont une plus grande force physique, ou plutôt sont plus endurcis au travail ; les autres ont plus d'intelligence et une aptitude plus générale qui double leur valeur. Tandis qu'un nègre du Maryland ou de la Virginie se vend cinq cents dollars, un nègre créole de la Louisiane se vend aisément le double. On peut se demander d'où provient cette différence d'intelligence ou d'aptitudes, se traduisant par une si grande différence de valeur chez des individus appartenant à la même race et tenus pareillement en esclavage. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'elle provient de la manière dont on les élève et dans la nature des relations sociales qu'il leur est permis d'entretenir avec leurs maîtres.

L'orgueil de race naturel aux anglo-américains fait qu'ils laissent rarement approcher le nègre de leur personne et qu'ils ne vivent guère avec lui sur un pied de familiarité. Les Français, au contraire, se créent des relations amicales avec leurs

esclaves, et la douceur de leurs mœurs tend chaque jour à affaiblir la rigueur de la servitude où ils sont tenus. Les nègres américains se mêlent peu à la famille, alors que les nègres créoles en font en quelque sorte partie. Les enfants des deux races, confondus dès leur naissance, sont confiés aux mêmes mains, et c'est ainsi que les souvenirs de l'enfance établissent entre eux des relations amicales pour la vie. Des liens plus tendres contribuent parfois au rapprochement des deux races, et c'est une remarque aisée à faire que la population de couleur est beaucoup plus considérable dans les colonies françaises que dans les Etats de l'Amérique du Nord où règne l'esclavage. Hâtons-nous d'ajouter que les mœurs patriarcales qui sont le propre de cette vie de famille, où le cœur humain est plus fort que les institutions et les adoucit, tendent rapidement à disparaître chez les Français eux-mêmes et qu'elles n'ont aujourd'hui qu'une médiocre influence sur la condition sociale des nègres. Quelle est la cause de ce changement, qui nous montre tout ce que l'esclavage a de contradictoire pour la raison et de révoltant pour l'humanité ? Cette cause, elle est dans le régime industriel remplaçant le régime domestique, elle est dans la substitution de la grande propriété au colonage partiaire d'autrefois.

Les colonies de l'Amérique du Nord furent d'abord occupées par des aventuriers sans ressources pécuniaires suffisantes ou par de modestes travailleurs ne possédant que leurs bras. L'introduction de l'esclavage, dans les provinces du Sud, vint les aider puissamment à défricher la forêt primitive et

à fertiliser le sol par la culture. Les esclaves étaient alors en petit nombre, parce que les maîtres avaient peu de fortune ; leur condition était relativement heureuse et ils faisaient en quelque sorte partie de la famille. Il en est encore ainsi chez beaucoup de petits planteurs, chez ces « petits blancs » dont Bernardin de Saint-Pierre, dans des pages touchantes de sentiment et de poésie que tout le monde connaît, a retracé fidèlement les mœurs et les habitudes. Mais les esclaves se multipliant, la forêt reculant chaque jour, le sol devenant plus productif, l'épargne de plusieurs générations s'accumulant dans les mêmes mains, la grande propriété se constitua en même temps que les exploitations industrielles et, dès lors, la condition sociale des esclaves fut changée.

Les nègres du Sud peuvent aujourd'hui se diviser en trois catégories, qui se distinguent par les dénominations suivantes :

Domestiques (*house servants*) ;

Ouvriers (*mechanics*) ;

Laboureurs (*field hands*).

Les premiers sont attachés à la famille de leurs maîtres et leurs fonctions sont exactement celles de domestiques européens. Ce sont les meilleurs, les plus beaux, les plus intelligents qui sont choisis pour cela. Ils en sont flattés et, en général, leur condition matérielle est très heureuse. Ils sont absolument dans la condition sociale de nos gens de maison, et il est assez rare que leurs maîtres exercent sur eux des châtiments corporels. Cependant, toute règle a ses exceptions et les peines infligées à quelques-uns de ces mal-

heureux, par certains maîtres, prouvent combien le sort de l'homme est misérable quand il dépend du caprice de son semblable. Nous devons observer cependant que l'opinion publique, dans les grandes villes des Etats-Unis où règne l'esclavage, s'oppose à ce que les nègres domestiques soient traités trop durement. A la Nouvelle-Orléans, par exemple, les mœurs se sont singulièrement adoucies sous ce rapport et tout fait présager que l'esclavage ne sera pas possible longtemps dans les grands centres de population. Dans les plantations, au contraire, loin de tout contrôle et de toute justice, l'arbitraire s'exerce plus facilement et, quelquefois, de la manière la plus cruelle. C'est là que l'esclavage se montre dans toute son horreur.

Pour se faire une idée claire des plantations à esclaves du Sud, qu'on se représente une maison d'habitation plus ou moins somptueuse, suivant les goûts ou la richesse du planteur. Cette maison, placée généralement au bord de la route ou de la rivière, est ornée d'une cour d'entrée ou d'un jardin sur le devant. Derrière cette maison seigneuriale, se trouvent quelques autres logements accessoires pour les nègres employés au service domestique, des écuries contenant toujours un certain nombre de chevaux, des pigeonniers, une basse-cour et des magasins pour renfermer les provisions. Une barrière entoure la cour et le jardin, en un mot la résidence du maître que des chiens molosses, dressés contre les nègres marrons, gardent la nuit. Mais nous ne parlons que des habitations où, par suite de mauvais traitements infligés aux nègres, on pourrait craindre la vengeance ou les agressions

nocturnes de ces nègres, réfugiés dans la forêt et y vivant misérablement. Derrière l'habitation, se trouvent les champs en culture où l'on produit, suivant les localités, le riz, le tabac, le coton, le maïs ou le sucre. A l'entrée de ces champs et quelquefois au milieu, est placé le camp (*quarter*) ou quartier des nègres (*field hands*) employés à la culture des terres. Au delà, on aperçoit la forêt primitive avec ses magnolias, ses sapins, ses chênes toujours verts, son monde de bêtes fauves, de reptiles et d'insectes, mais, reculant chaque jour ses limites sous l'action puissante de l'industrie humaine. Tel est l'aspect général d'une plantation du Sud.

Les planteurs vivent généralement dans un grand luxe et dépensent une partie de leurs revenus pour satisfaire leurs goûts dispendieux. Ils ont chevaux, équipages, un nombreux personnel de domestiques, donnent fréquemment des fêtes, des repas somptueux, jouent d'une manière effrénée, font un luxe de toilette très grand, grevant ainsi de plus en plus des propriétés que déjà dévore l'hypothèque et que l'usure finit, tôt ou tard, par leur arracher des mains. Les mœurs de ces planteurs, leurs goûts luxueux, leur imprévoyance rappellent une autre époque et une autre classe disparue, dont les planteurs de Saint-Domingue étaient le type accompli. Les planteurs du Sud sont l'élément féodal des Etats-Unis, moins les titres de noblesse et la gloire des souvenirs. Cette nouvelle aristocratie n'est point entourée de pages et d'hommes d'armes, mais de négrillons à peine vêtus et d'économes, armés du fouet légendaire

sous la menace duquel ils dirigent sans peine le troupeau humain confié à leurs soins. Disons, à la louange de bon nombre d'entre eux, qu'ils sont peu fiers de ces privilèges et qu'ils en feraient bon marché si leur intérêt était moins engagé dans la question de l'esclavage, le travail de leurs nègres constituant le plus clair de leurs revenus.

Le quartier nègre se compose de deux rangées de maisons ou cases en bois, blanchies extérieurement à la chaux, avec une allée plantée d'arbres dans le milieu pour les garantir quelque peu de l'ardeur du soleil. Chaque case est pourvue d'un petit jardinet où le nègre peut cultiver à ses loisirs des légumes et des plantes pour son utilité et son agrément. Dans quelques habitations, au contraire, on leur accorde un champ qu'ils exploitent en commun et dont ils se partagent les produits à tour de rôle chaque saison. C'est surtout du maïs qu'ils récoltent afin de nourrir leurs volailles, car chaque nègre a sa basse-cour et vend les œufs qu'il en retire, quelquefois à ses maîtres, pour se procurer du tabac, des vêtements et autres petites douceurs que le maître n'est point dans l'habitude de lui fournir. Les cases à nègres n'ont point la propreté, la gaîté, l'aspect ravissant que leur prêtent certains défenseurs de l'esclavage. Elles sont généralement très misérables, mal construites, exposées à la pluie, ouvertes à tous les vents, trop chaudes l'été, trop froides l'hiver et entourées d'ordures et de détritus qui sont la cause de beaucoup de maladies dont le planteur, ignorant ou insouciant, se demande l'origine. Quelquefois elles sont dépourvues de che-

minées ; le plus souvent les nègres y font du feu à la manière des Indiens et la fumée, ne pouvant s'échapper que par les ouvertures laissées entre les planches, emplit toute la case. Quant à l'intérieur, l'ameublement se réduit à rien ou presque rien. Le maître ne fournit ni lit, ni draps à ses esclaves,et la plupart n'ayant point assez d'économies pour s'en procurer à leurs frais, couchent sur le plancher enveloppés dans une mince couverture, exposés à l'humidité et à la piqûre des insectes. Nous savons qu'il y a des plantations où les nègres sont logés dans des maisons propres et confortables, qui seraient enviées par certains ouvriers européens ; mais ces cas sont rares. Si un planteur rend le sort de ses nègres heureux, combien le rendent misérable ! Ici l'exception confirme la règle. Pour notre part, nous n'avons jamais vu dans le quartier nègre des plantations du Sud que saleté, misère et la plus hideuse promiscuité.

A l'entrée du quartier se trouve la maison de l'économe (*overseer*) ou commandeur, bien que ce nom soit plus particulièrement appliqué au nègre, sorte d'exécuteur des hautes œuvres, chargé de fouetter les autres nègres et de suppléer l'économe dans la conduite des esclaves. L'économe est chargé de tout ce qui concerne la culture des champs ; il dirige en personne les travaux de la plantation et remplace ou représente le maître d'une manière absolue dans ses rapports avec les nègres. C'est à lui qu'appartient le triste rôle de les châtier et d'exercer sur eux des sévices auxquels le planteur, dans l'intérêt de la discipline,

n'a pas toujours le courage de s'opposer. Ces économes, qui appartiennent généralement à une classe inférieure, sont choisis parmi le rebut de l'espèce humaine, car quel est l'homme de cœur qui consentirait à se charger d'un tel emploi? Ils sont le fléau des grandes plantations et la terreur des malheureux esclaves. On en cite qui ont tué ou blessé nombre de nègres, sans que jamais la justice les ait poursuivis. Un pauvre nègre, dans la crainte d'un de ces féroces *overseers*, se pendit de désespoir et ses compagnons d'esclavage n'en parlaient jamais qu'en tremblant. Disons, pour l'honneur de l'humanité, que de tels économes sont réprouvés par la majorité des planteurs et que ceux-ci généralement préfèrent que l'on traite leurs esclaves avec douceur. Mais trop riches ou trop indolents pour diriger leurs travaux eux-mêmes, ils laissent faire et beaucoup d'abus se commettent sans qu'ils le sachent ou qu'ils osent intervenir. Chose singulière, qui prouve une fois de plus la force des préjugés de race dont les Américains sont imbus, c'est du Nord que viennent les plus féroces économes, et nous n'avons jamais vu les nègres traités avec autant de rigueur que par des hommes sortant des Etats où l'esclavage est depuis longtemps aboli.

A côté de la maison de l'économe, se trouve l'hôpital, où quelque vieille négresse infirme prend soin des malades que le maître ou un médecin, si l'habitation n'est pas loin d'une ville, vient visiter de temps en temps. Cet hôpital, qui devrait être un bâtiment vaste, clair, aéré, est disposé généralement dans les conditions hygiéniques les pl

défavorables, tant est grande l'ignorance ou l'insouciance des planteurs. Non loin de l'hôpital est le cimetière. Là, ni croix, ni monument n'indique la place où reposent les restes du pauvre nègre qui meurt comme il a vécu, sans que rien marque son individualité.

La nourriture des nègres est des plus élémentaires ; elle se compose de pain de maïs, de lard salé, de morue et de quelques légumes. Ils ne boivent que de l'eau et l'usage des liqueurs spiritueuses leur est sévèrement interdit. Une négresse est chargée spécialement de la préparation des mets pour tous les nègres de la plantation ; il est très rare que ceux-ci fassent leur cuisine, à moins que ce ne soit le dimanche pour préparer un poisson qu'ils auront pêché dans une rivière voisine ou cuire quelque gibier qu'ils auront pris dans les bois. Les planteurs, qui connaissent le prix du temps, emploient ainsi à leur profit une des idées favorites de certaines écoles socialistes : la nourriture en commun. Cette nourriture est très abondante dans quelques plantations et suffit amplement aux besoins du nègre ; dans d'autres, elle est à peine suffisante à l'alimentation. Nous avons vu distribuer à de vigoureux nègres, auxquels on demandait beaucoup de travail, un morceau de lard rance deux fois gros comme un œuf pour toute une journée et du pain de maïs avarié qu'un mendiant européen refuserait. Triste calcul. Un nègre non alimenté ne peut fournir la même somme de travail qu'un nègre qui est bien [illegible] lorsqu'il devient affamé, tous les moyens [illegible] pour satisfaire ses besoins. Il s'em-

pare alors de tout ce qu'il trouve, vole son maître, lui prend ses volailles, ses œufs, son argent. Dans ce cas, le maître, qui a droit de haute et basse justice, châtie cruellement et l'habitation devient un séjour infernal où l'on n'entend que coups de fouet et gémissements.

Si bon nombre de nègres sont mal nourris et mal logés, ils ne sont pas mieux vêtus ; mais là encore nous rencontrons l'exception pour justifier la règle. Nous nous souvenons nous être arrêté par un beau jour d'hiver dans une plantation au bord du Mississipi, quelque part entre Natchez et Memphis. Des maisons propres, blanches confortables, se voyaient dans le lointain ; les nègres étaient tous enveloppés dans de bons vêtements de laine et ne semblaient aucunement redouter le froid piquant qu'il faisait ce jour-là. Mais, dans la plus grande partie des plantations, les malheureux nègres sont demi-nus. Cette pénurie de vêtements n'a d'inconvénients que pour la pudeur dans les Antilles ; elle en a de très graves, au point de vue hygiénique, dans le Sud des Etats-Unis où l'atmosphère est chargée d'humidité et où la température s'abaisse fréquemment et subitement au-dessous de zéro pendant trois ou quatre mois de l'année. Il est révoltant de voir des troupes de nègres ainsi déguenillés, des enfants, déjà avancés en âge, qui n'ont qu'une chemise en lambeaux, et des femmes qui mendient un mouchoir ou une robe à tous les passants que le hasard amène sur l'habitation. Il y a des nègres qui n'ont pour s'habiller d'autres vêtements que ceux que la charité des blancs leur donne. Il n'y aurait

exhiber les loques dont ces malheureux s'enveloppent pour prouver à ceux qui tolèrent ou défendent l'esclavage que ce régime abominable n'a rien de paternel, même aux Etats-Unis, et que les Américains poussent aussi loin qu'aucun autre peuple les abus de toute sorte qui sont la conséquence de cette pernicieuse institution.

Les nègres des champs (*field hands*) sont les seuls qui soient dans cette misérable condition. Ceux qui sont attachés comme domestiques à la maison d'habitation sont, au contraire, bien vêtus et bien nourris. Il en est ainsi des *mechanics* ou nègres possédant un métier quelconque et l'exerçant sur la plantation. Le charpentier, le forgeron, le conducteur de machines, forment une sorte d'aristocratie parmi les esclaves ; par les services techniques qu'ils rendent au maître, ils jouissent d'une plus grande considération qui se traduit par moins de travail et plus de bien-être matériel. Les nègres ouvriers, quand ils ne sont pas occupés dans la plantation, sont loués fréquemment au dehors. Le maître et l'esclave trouvent leur compte à cet arrangement, le premier ne réclamant de l'autre qu'une somme convenue à forfait, laquelle est généralement un peu moindre que celle qu'il peut réellement gagner. Il ne manque pas de maîtres qui, n'ayant pas d'habitations, possèdent néanmoins un ou plusieurs de ces nègres ouvriers et vivent très confortablement sur le salaire qu'ils obtiennent par leur location. Ce parasitisme, qui met au grand jour [illegible]norance exploitant l'intelligence, la paresse [illegible]t les fruits du travail, fait un tort consi-

dérable aux ouvriers blancs qui habitent le Sud des Etats-Unis ; il fait naître, entre eux et les ouvriers nègres, des rivalités et des haines qui tendent de plus en plus à élargir l'abîme qui sépare les deux races.

Les femmes, principalement les jeunes négresses, quarteronnes et mulâtresses, sont aussi, dans les grandes villes, d'un très bon rapport pour ceux qui les possèdent. Elles sont employées comme cuisinières, blanchisseuses, couturières, femmes de ménage et servent ainsi à faire vivre leurs maîtres oisifs. Ceux-ci sont d'ailleurs peu scrupuleux sur les moyens qu'emploient leurs esclaves pour se procurer la somme qu'ils exigent d'eux, sous peine de châtiments corporels. On cite un certain nombre de femmes du monde, confites en dévotion ou en pruderie, qui tiennent à leur négresse le langage suivant : « Il me faut telle somme chaque jour ou chaque semaine ; fais ce que tu voudras, pourvu que tu me l'apportes, sinon tu seras fouettée ! » La négresse, si elle est peu portée au travail, ce qui est le cas le plus habituel, trouve facilement le moyen de rapporter à sa maîtresse la somme que celle-ci exige, et c'est bien le cas de dire que l'argent n'a ni couleur ni odeur. Mais revenons aux nègres des plantations, que cette digression nous a fait perdre de vue un instant.

La journée de travail, pour les nègres, commence au petit jour et finit après le coucher du soleil. La cloche les réveille et ils se rassemblent, sous les yeux de l'économe, pour être dirigés par escouades dans le champ et y vaquer aux divers travaux que la saison réclame. Ils travaillent

les yeux du commandeur (*driver*) qui, placé derrière eux comme l'officier sur le champ de bataille, les surveille continuellement et se tient prêt à exécuter les ordres de l'économe dont il relève directement. Il y a des habitations où les châtiments corporels sont inutiles par suite de la douceur du maître et du bon esprit qui règne parmi les esclaves. Il y en a d'autres où règne un moins bon esprit et où les esclaves ne travaillent jamais sans être châtiés. Les travaux de la récolte augmentent cette recrudescence de châtiments corporels, et c'est à cette époque que, exigeant d'eux un surcroît de travail, on leur applique aussi ce que l'on croit un stimulant nécessaire. Il y a des plantations à sucre où l'on entend retentir les coups de fouet depuis le jour où la première canne passe au moulin jusqu'à celui où la récolte est totalement enlevée, et où des économes, ivres d'eau-de-vie et de colère, frappent comme des animaux des groupes paisibles de nègres ou négresses de tout âge, leur labourant les bras, les épaules, la figure de coups de lanières et de manches de fouet. Ces bêtes sauvages, car on ne saurait les qualifier autrement, impriment sur le corps des malheureux esclaves les talons de leurs lourdes bottes et les renvoient meurtris à l'hôpital, où ils restent quelquefois un mois ou deux avant de se rétablir. Ces châtiments corporels, qui soulèvent l'indignation des européens, ne font naître qu'un sourire sur les lèvres de ceux qui les infligent et l'art de se servir du fouet fait partie de l'éducation des possesseurs d'esclaves. Certai-
créoles prennent, dit-on, un plaisir

extrême à fouetter leurs négresses. Ce serait à désespérer du cœur humain si l'esclavage n'était une institution hors nature qui fausse l'esprit, corrompt les mœurs et renverse toutes les notions d'humanité et de justice.

Il serait superflu d'insister sur les excès qui, à un degré plus ou moindre, sont l'accompagnement nécessaire de l'esclavage partout où il existe. Le régime de l'esclavage passe pour être très doux aux Etats-Unis. Il ne faut pas avoir lu le code noir ni avoir vécu dans les plantations du Sud pour partager cette opinion. Si véritablement l'esclavage avait ce caractère anodin qu'on lui prête, comment expliquer que le Congrès ait été obligé de faire des lois si rigoureuses contre les esclaves fugitifs et d'exiger, au nom de l'Union, le concours des Etats libres pour restituer ces esclaves à leurs maîtres ? Si, en touchant le sol des Etats du Nord, les esclaves devenaient libres, comme ils le sont en mettant le pied sur notre terre de France ; si la république américaine n'était pas une immense prison avec des bourreaux au Sud et des geôliers au Nord ; si les malheureux nègres n'étaient pas traqués des frontières du Canada au golfe du Mexique et poursuivis, comme des bêtes fauves, par vingt millions de blancs, on verrait bientôt les faits donner un éclatant démenti à cette opinion et la race asservie conquérir sa liberté par une insurrection formidable comme celle qui a eu lieu jadis à Saint-Domingue. Le prétendu caractère anodin de l'esclavage aux Etats-Unis n'est qu'une fiction et sa douceur apparente pure hypocrisie.

Les esclaves fugitifs ont pour unique asile la forêt primitive. Mais ils n'y trouvent qu'une existence précaire, car où l'Indien, épris de liberté et habitué à la vie sauvage, ne trouve plus de ressources, comment un pauvre nègre fugitif pourrait-il vivre ? Les forêts de l'Amérique du Nord ne ressemblent point à celles si luxuriantes que l'on trouve sur l'autre partie du continent ou dans les Antilles. Leur aspect est sombre et sauvage et l'on n'y rencontre ni le coco, ni la banane, ni l'ananas, ni ces plantes nutritives ou produits spontanés du sol dont l'homme se nourrit et qui font ailleurs la subsistance du nègre fugitif. L'Amérique du Nord est la terre des chasseurs et des cultivateurs ; or le nègre a peu de goût pour la chasse et d'ailleurs le gibier lui manquerait bientôt. Déjà il ne suffit plus aux Indiens qui, pressés par le flot montant de la population blanche, refoulés chaque jour sur les bords de l'Océan Pacifique, entrevoient l'instant où il leur faudra abandonner la carabine pour la pioche, cultiver le sol ou périr. Ajoutons qu'un nègre échappé d'une habitation est aussitôt signalé dans tous les journaux et que le télégraphe électrique lui-même est mis en réquisition pour le poursuivre. Rien de plus commun que les avis suivants :

« Dix dollars de récompense à qui ramènera le nommé William, enfui de ma plantation. C'est un griffon, âgé de 19 à 20 ans, de cinq pieds de hauteur, et parlant anglais seulement. Il avait une veste verte, un pantalon de cotonnade, une chemise de toile et un chapeau noir sans bords. Il est confus quand on lui parle, et a un air maladif.

ayant eu les fièvres l'été dernier. On l'a vu dans la paroisse de Jefferson, mais il est probable qu'il est encore dans la ville. Les capitaines de bateaux à vapeur sont prévenus de ne pas le recevoir à leur bord, sous peine d'encourir les peines prévues par la loi. »

« Cent dollars de récompense à qui ramènera le nommé Isaac, enfui de chez moi. C'est un noir âgé de 23 ans, ayant 5 pieds 4 pouces de hauteur, et le doigt du milieu de la main droite tordu. Il a été acheté récemment à Saint-Louis (Missouri), a demeuré quelque temps dans le haut de la rivière Rouge, et je suppose qu'il s'efforce de gagner Alexandrie (Louisiane). »

« Deux cents dollars de récompense à qui ramènera le nommé Bob, enfui de ma plantation. C'est un mulâtre de 6 pieds de hauteur, les épaules larges, bien bâti, figure pleine, front fuyant, regard impudent, une marque sur un bras faite avec de l'encre indienne, âgé de 25 ans. Parle anglais, français et le dialecte Chactas. On croit qu'il cherche à gagner les Etats libres. Les capitaines de bateaux à vapeur sont priés d'être sur leur garde. »

On trouve des hommes pour tous les métiers, même pour celui de bourreau. Il n'y a donc rien de surprenant qu'il y ait aux Etats-Unis des chasseurs d'esclaves dont le triste métier est de poursuivre les esclaves fugitifs. Ils vont à la chasse au nègre chaussés de grandes bottes, armés de fusils de précision et suivis de chiens parfaitement dressés. Il est assez rare que le gibier qu'ils poursuivent leur échappe et ne tombe pas dans leurs cruelles mains. Les malheureux esclaves, ramenés

chargés de fer, sont mis à la geôle en attendant que leurs maîtres les réclament. Ils subissent, à leur retour, un redoublement de rigueur et de châtiments. On les attache à un arbre, on les fouette au sang, on leur met les fers aux pieds, on leur place autour du cou un carcan ou collier armé de pointes de fer qui les empêche de se remuer, de reposer et de dormir. Tout ce qui peut tourmenter une créature humaine sans l'estropier ni la faire mourir leur est appliqué avec un raffinement barbare et un choix de moyens dignes du temps de la féodalité. Si le malheureux nègre proteste, si son indignation va jusqu'à la menace, s'il lève la main sur son maître ou sur son infâme séide, malheur à lui ! Il court risque de la vie ; on peut le tuer comme une bête fauve dans le but d'inspirer à ses compagnons de servitude une terreur salutaire. Nous ne disons pas que ces sombres drames de la servitude aient lieu souvent, mais ils ont certainement lieu à la honte de la civilisation. La loi condamne de tels forfaits ; mais qui dénoncera le meurtrier dans un pays où le témoignage de l'esclave n'a pas de valeur et où la justice est rendue par les maîtres ?

Blancs et Noirs.

En présence des préjugés qui existent aux Etats-Unis contre la race noire et des récriminations non déguisées dont elle est l'objet de la part des Américains, on est naturellement porté à se demander si quelque chose peut justifier cette haine et ces préjugés, s'il y a, en un mot, dans le

caractère de la race noire, des vices cachés qui tendent à prolonger sa servitude et à entretenir indéfiniment l'antagonisme qui existe aujourd'hui entre elle et la race blanche. Il est très difficile d'analyser fidèlement le caractère d'une race d'hommes en esclavage. Dieu n'enlève-t-il pas la moitié de l'intelligence à celui qui est dans les fers? D'un autre côté, les nègres libres des Etats-Unis, considérés et traités jusqu'à présent comme une caste de parias, sont dans une situation trop inférieure et trop exceptionnelle pour qu'il leur ait été possible de développer les qualités morales et les facultés intellectuelles dont ils sont évidemment doués à un degré plus ou moindre. L'étude du caractère des noirs a d'ailleurs été faite depuis longtemps par des observateurs plus compétents que nous et l'ethnologie a peu de chose à nous apprendre sur leur compte. Nous ne pensons pas cependant qu'il soit sans intérêt d'esquisser les principaux traits de caractère des noirs, tels que nous avons pu les observer en vivant, comme nous l'avons fait, au milieu d'eux.

Les nègres n'ont point l'amour du travail au même degré que les blancs ; c'est là un fait incontestable, mais est-ce donc un défaut qui puisse justifier leur servitude ? Est-ce qu'un Espagnol est aussi actif qu'un Anglais et nous, occidentaux, avons-nous le droit de reprocher à un oriental son indolence? Qu'un nègre travaille suffisamment pour vivre, la nature n'exige rien de plus, et si le superflu lui manque, cela ne regarde que lui. Si les nègres des Etats-Unis devenaient libres, ce qui arrivera certainement un jour, ils ne travaille-

raient probablement que pour ne point mourir de faim et les Américains devraient recruter d'autres bras pour cultiver leurs champs de cotonniers et de cannes à sucre.

Les nègres ont, en revanche, un goût très prononcé pour la musique et pour la danse ; l'ardeur avec laquelle ils se livrent à ce dernier exercice montre que si le courage manque chez eux, ce n'est pas la faute des muscles. Quant à leur aptitude musicale, elle est remarquable au plus haut degré. Plus d'un amateur serait charmé des chœurs qui retentissent parmi eux au milieu des bois, et cela avec un accord qui ferait supposer une véritable science musicale là où il n'y a sans doute qu'un sentiment inné de l'harmonie.

Les nègres sont, comme on sait, susceptibles de faire d'excellents cuisiniers et maîtres d'hôtels et ils ont un goût prononcé pour toutes les fonctions domestiques ou s'y rattachant indirectement. Dans les Etats du Nord, presque tous les barbiers sont des gens de couleur. Ils sont en outre de très bons charpentiers, menuisiers, tonneliers, maçons, forgerons, mécaniciens, etc. Ils aiment beaucoup les machines, les admirent et les respectent. Leur indolence naturelle semble leur faire comprendre que ces esclaves de fer et d'acier sont de puissants auxiliaires destinés à assister l'homme dans les travaux pénibles de l'industrie. On cite une filature du Sud dont tout le personnel, sauf le directeur, est composé de noirs. Nous ajouterons que les travaux des grandes sucreries de la Louisiane, dont quelques-uns, par suite de l'emploi de la vapeur, exigent de l'intelligence et une

certaine instruction, sont exécutés également par des nègres. Ils s'initient aux divers travaux des plantations à sucre avec une promptitude qu'envieraient beaucoup d'Européens. Le nègre n'est donc point cet animal stupide qu'on se plaît à nous représenter et ceux qui les emploient le savent mieux que personne.

Les qualités morales des nègres sont bien connues. Leur affection, leur abnégation, leur dévouement est sans limites et nous avons eu plus d'une fois occasion de le constater. Quand ils aiment, ils aiment bien et c'est pour la vie. Leur attachement pour les blancs semble plus profond que celui qu'ils sont susceptibles d'avoir entre eux ; on sait d'ailleurs avec quelle tendresse les femmes noires soignent les enfants de leurs maîtres. L'esprit de famille règne chez eux, mais à un degré affaibli par l'esclavage ; ils sont néanmoins plus constants dans leurs affections intimes qu'on ne le croit généralement. Nous avons vu de pauvres nègres sérieusement affectés par la séparation de leurs femmes, éloignées ou vendues, et, fréquemment, des nègres libres consacrent leurs économies à racheter les autres membres de leur famille.

Les nègres sont très doux, même en esclavage. La vengeance secrète, la seule arme des esclaves, est peu commune aux Etats-Unis. Toutes ces histoires d'assassinats et d'empoisonnements, dont les écrivains patentés de l'esclavage ont assaisonné leurs romans, sont plutôt du domaine du mélodrame que de la vie réelle. On ne peut nier sans doute qu'il y ait eu des vengeances terribles dans les

États à esclaves, mais elles ont été exceptionnelles et occasionnées par de grands sévices de la part des planteurs. Nous avons vécu longtemps au milieu des nègres et nous avons été surpris de la sécurité dont jouissent les blancs parmi eux. Peuple enfant, le noir est d'ailleurs plein de gaîté et d'insouciance et ses maîtres ne manquent jamais d'arguer de cette heureuse disposition de caractère pour faire l'apologie de l'esclavage. Mais c'est un pauvre argument. Il est dans la nature du nègre d'être insouciant, et il le serait probablement davantage s'il était libre. Rien de plus navrant toutefois que d'entendre un nègre rire et chanter un instant après avoir reçu des coups de fouet. Sentant vivement, ne réfléchissant guère, oubliant les injures, chez lui le rire est près des larmes, le plaisir et la douleur se touchent dans son âme inconsciente, et il baise la main qui le frappe, pourvu qu'un instant après elle le caresse. La nature, en mettant dans le cerveau du noir le siège de facultés et de qualités semblables à celles dont sont douées les autres races, semble y avoir oublié la réflexion. La mémoire, dit-on, n'est faite que pour conserver le souvenir des bienfaits, et non celui des injures ; chez les nègres, elle semble justifier cette belle définition.

En résumé, les nègres sont doués de facultés variées. Pour ne point parler de leur goût pour la musique et les arts d'agrément, ils ont une aptitude naturelle marquée pour une foule de professions industrielles qu'ils exercent, avons-nous dit, avec habileté et où ils sont susceptibles de réussir. Leurs défauts les plus saillants, le vol, l'i-

vrognerie, la paresse, sont singulièrement mis en relief par l'esclavage au détriment de leurs qualités natives. Le nègre a ses vices, mais il est surprenant qu'il n'en ait pas davantage et qu'il ait conservé un si grand nombre de qualités après tant de siècles de servitude. La régénération de cette race, qui a besoin surtout du contact de la race blanche, sera longue, mais elle est possible, désirable, et elle s'accélérerait singulièrement si elle n'était tenue à l'écart de la société et de la civilisation comme elle l'est aux Etats-Unis.

Il nous reste à examiner une question très grave, à savoir si l'esclavage est justifié par la latitude et si, dans le Sud des Etats-Unis, le travail de la terre est impossible aux Européens. M. de Tocqueville, dans ses excellentes appréciations sur la race nègre, est pour l'affirmative. « Je ne pense pas, dit-il, que cette idée, si favorable à la paresse de l'homme du Midi, soit fondée sur l'expérience. Il ne fait pas plus chaud dans le Sud de l'Union que dans le Sud de l'Espagne et de l'Italie. Pourquoi les Européens n'y pourraient-ils exécuter les mêmes travaux ? Et si l'esclavavage a été aboli en Italie et en Espagne sans que les maîtres périssent, pourquoi n'en arriverait-il pas de même dans l'Union? Je ne crois donc pas que la nature ait interdit, sous peine de mort, aux Européens de la Georgie ou des Florides de tirer eux-mêmes leur subsistance du sol; mais ce travail leur serait assurément plus pénible et moins productif qu'aux habitants de la Nouvelle-Angleterre. » D'un autre côté, M. Henry Clay, homme essentiellement pratique,

d'une grande expérience, et dont l'opinion fait autorité en cette matière, s'exprime ainsi, dans un discours que nous avons déjà cité et dans lequel il cherche quel sera le terme naturel de l'esclavage : « Lorsque, dit-il, les vastes solitudes du Missouri, de l'Arkansas, de la Louisiane, de l'Alabama, de la Floride et du Texas seront entièrement peuplées, l'esclavage aura atteint la fin naturelle de son existence. L'agglomération de la population des Etats-Unis sera alors si grande, il y aura une telle réduction dans le prix et la valeur de la main-d'œuvre qu'il sera beaucoup plus économique d'employer des bras libres que des bras esclaves. » Et l'illustre sénateur du Kentucky ajoute que tous les nègres seront renvoyés en Afrique et remplacés par des travailleurs blancs. Il est impossible d'être plus explicite et d'affirmer plus positivement que les Européens ou leurs descendants peuvent utilement cultiver la terre dans le Sud des Etats-Unis.

Un assez long séjour dans cette partie de l'Amérique nous permettra d'appuyer cette opinion par des observations personnelles et des faits dont nous garantissons l'authenticité. Les premiers habitants de la Louisiane, qui est un des Etats du Sud où le soleil a le plus d'ardeur et qui compte aujourd'hui le plus grand nombre d'esclaves, ne possédaient point de nègres. Ils défrichèrent cependant la forêt, creusèrent des fossés et cultivèrent la terre de leurs propres mains. Et la preuve que ce travail n'était pas au-dessus de leurs forces ou de leur tempérament, c'est qu'ils étaient plus robustes et atteignaient un âge plus

avancé que leurs descendants qui passent souvent leur existence dans une oisiveté complète. On trouve encore, dans diverses paroisses de la Louisiane, quelques-uns de ces hommes d'une autre époque, principalement des descendants d'Espagnols, qui labourent la terre de leurs propres mains depuis plusieurs générations. On peut en voir dans les Attakapas, dans la Terre-aux-Bœufs, sur le bord du bayou Lafourche, vivant en patriarches sur leur petite propriété, sans fortune, mais dans l'aisance, et ne travaillant que dans la mesure de ce qui est nécessaire pour leur entretien et leur subsistance. Un de ces descendants d'Espagnols, dont nous admirions la mâle vigueur dans les travaux de labours auxquels il se livrait et à qui nous demandions si tous les blancs pouvaient cultiver la terre, nous répondit en riant : « Voyez donc si j'ai des nègres, moi ! »

Nous nous sommes entretenu sur ce sujet avec un grand nombre de planteurs et possédant des esclaves eux-mêmes. Tous nous ont assuré que les blancs pouvaient cultiver la terre, mais qu'ils ne le désiraient en aucune façon, attendu que la concurrence des bras libres amènerait la dépréciation des esclaves et, finalement, l'abolition de l'esclavage. Que cependant il fallait s'y attendre un jour, mais que, actuellement, il y avait encore trop de place à l'Ouest, pour que l'émigration descendît la vallée du Missisipi et vînt offrir des bras en concurrence avec ceux des nègres. Nous avons connu, à peu de distance de la Nouvelle-Orléans, un vieux paysan français venu de la Lorraine avec sa femme qui, n'ayant pas de ressources et ne

possédant aucun métier, se loua à un planteur. Il labourait la terre avec les nègres, dans le même champ et aux mêmes conditions de travail exigées d'eux. Aujourd'hui, l'homme et la femme cultivent une petite propriété à leur propre compte et ils font tous leurs travaux agricoles sans l'assistance d'un seul esclave noir.

Presque tous les jardiniers et maraîchers de la Louisiane sont des Français et des Suisses et il y en a un assez grand nombre dans la banlieue de la Nouvelle-Orléans. Nous en avons connu plusieurs assez particulièrement et lorsque nous leur demandions si les blancs pouvaient cultiver la terre dans le Sud des Etats-Unis, tous nous répondaient affirmativement, leur travail personnel en étant d'ailleurs la preuve évidente. Seulement, il ne faut pas s'exposer au soleil, à partir de midi à deux heures, et il faut se préserver la tête par un chapeau de paille double ou en feutre. Nous avons vu des jardiniers européens cultiver la terre pendant les ardeurs brûlantes de l'été et n'en point trop souffrir. Sans doute un blanc ne peut supporter ce travail aussi longtemps qu'un nègre, mais on dépense une somme de travail beaucoup moins grande dans les terrains naturellement fertiles du Sud que dans ceux plus arides du Nord, et les travaux de la culture sont d'ailleurs presque nuls pendant les mois chauds de juin, juillet et août.

Nous trouvant un jour au bord d'un bateau à vapeur et causant avec le capitaine, homme intelligent et éclairé, nous lui demandions ce qu'il pensait du travail des blancs dans le Sud. Ils peu-

vent cultiver la terre, à n'en pas douter, nous répondit-il ; la preuve, c'est que, dans le Sud, on compte déjà au moins 500,000 petits propriétaires qui n'ont point d'esclaves et qui cependant cultivent, récoltent, vendent leur coton à des conditions avantageuses. Ces blancs travaillent dans les champs moins longtemps que les nègres, mais l'intelligence qu'ils apportent dans leurs travaux est plus grande et fait compensation. On sait, au surplus, que, dans toute la Louisiane, les blancs coupent le bois dans la forêt et que les Irlandais sont préférés aux nègres pour faire les canaux, creuser les fossés et assujettir les levées qui bordent le Mississipi. Nous en avons vu un grand nombre travailler avec les nègres dans des champs de cannes à sucre et ce sont eux qui, aujourd'hui, font presque tous les gros travaux dans le port et les docks de la Nouvelle-Orléans. Le Texas, cette contrée si vaste et si fertile, est envahie par des émigrants Européens ou par des fermiers de l'Ouest et du Nord des Etats-Unis. Or la plupart de ces immigrants n'ont point d'esclaves et cultivent eux-mêmes la terre du nouvel Etat, exposés aux ardeurs brûlantes du soleil.

Les blancs peuvent donc cultiver la terre dans tout le Sud des Etats-Unis et l'esclavage pourra disparaître sans que la production agricole de cette région si fertile soit sérieusement compromise. Les Américains n'en doutent point et les planteurs eux-mêmes avouent que la république ou l'ordre social ne serait point ébranlé pour cela. Mais, ajoutent-ils, nos esclaves sont le plus clair de notre propriété et, sans leur travail, nos ter-

res seraient sans valeur. Que l'on nous indemnise de la valeur de nos nègres, et nous les mettrons sans regret en liberté. Là précisément est la difficulté. Le Nord abolirait volontiers l'esclavage, mais il ne veut pas dépenser un dollar pour cela ; et quand on songe qu'il y a trois millions d'esclaves dans les Etats du Sud, on peut être convaincu que les Etats libres reculeront toujours devant l'importance du sacrifice. A supposer que ces esclaves fussent estimés deux cents dollars en moyenne, ce qui est bien au-dessous de leur valeur réelle, il faudrait trois milliards pour les racheter. Le Nord ne peut évidemment dépenser une telle somme, et le pourrait-il, qu'il ne le ferait point. C'est la raison pour laquelle le terme de l'abolition de l'esclavage recule indéfiniment aux Etats-Unis, malgré les progrès de la civilisation et malgré l'exemple des peuples européens, sans qu'il soit possible de prévoir l'instant où cette institution, dont chacun reconnaît cependant les dangers, cessera d'exister. A moins que, suivant les prévisions de Henry Clay, déjà citées, cet « événement ne se produise au moment où les vastes solitudes du Missouri, de l'Arkansas, de la Louisiane, de l'Alabama, de la Floride, du Texas seront entièrement peuplées par les blancs », ce qui nous reporterait peut-être à deux ou trois siècles.

Veut-on avoir de nouvelles preuves du faible désir que les Américains ont d'améliorer le sort de la race noire et savoir combien ils sont éloignés de toute idée d'abolition de l'esclavage ? Il existe dans certains Etats du Sud, tels que la Caroline et la Louisiane, des lois qui prohibent l'en-

trée, dans un port quelconque, d'hommes de couleur, libres ou esclaves, qui ne sont pas citoyens des Etats-Unis. Si de telles personnes, disent ces lois ou règlements, se trouvent à bord d'un navire, elles seront emprisonnées, quel que puisse être leur grade ou leur qualité, et ne seront relâchées qu'au moment où le navire qui les a acceptées comme passagers quittera le port. Sous le régime de cette loi d'exclusion et de suspicion, l'homme le plus illustre, qui aurait seulement une goutte de sang africain dans les veines, serait, en mettant le pied sur le territoire des Etats-Unis, envoyé à la geôle parmi les esclaves et les malfaiteurs. L'Angleterre et la France ont souvent réclamé contre ces lois vexatoires et injurieuses, si contraires à leurs intérêts maritimes, et il n'y a pas très longtemps qu'elles furent, à l'Assemblée nationale, l'objet d'interpellations de M. Schœlcher au ministre de la marine. A la suite de ces réclamations, transmises par voie diplomatique, le gouvernement de Washington déclara qu'il n'avait point à intervenir dans les lois particulières des Etats. A propos de cet incident, les journaux du Sud se répandirent en invectives et prirent sur le ton de la plaisanterie cette question si grave. Les Américains, disent-ils, sont exposés en France à être arrêtés par les gendarmes et ils n'auraient pas le droit d'interner chez eux, temporairement, quelques moricauds ! Il paraît, dit le *Picayune*, de la Nouvelle-Orléans, que nous allons avoir les Français contre nous, en même temps que Douglas, Thompson et Schœlcher. Quel trio ! (*What a trio* !)

Nous avons dit que les Américains faisaient la traite à l'intérieur; ajoutons que leur pavillon étoilé protège aussi à l'extérieur, sur la côte d'Afrique, cet abominable commerce et que plus de la moitié des nègres achetés au Congo sont transportés sur des navires des Etats-Unis. Dans un discours prononcé au Sénat des Etats-Unis, le 15 janvier dernier, M. Henry Clay révélait les faits suivants :

« Il résulte d'une correspondance échangée entre nos fonctionnaires publics de Rio-de-Janeiro, et le département des Affaires étrangères, correspondance déposée au Sénat depuis quelques jours, que nonobstant tout ce qui a été fait par les trois grandes puissances du monde, l'Angleterre, a France et les Etats-Unis, pour supprimer la traite des nègres sur la côte d'Afrique, cette traite se continue, principalement dans l'empire du Brésil, sur une plus grande échelle qu'auparavant. Dans le cours des années 1846, 1847, 1848 et 1849 il a été importé, en effet, dans la province de Rio-de-Janeiro seulement, 173,000 esclaves africains. Je ne sais pas, d'une manière précise, combien il en a été introduit dans l'île de Cuba, mais je crois que le nombre en a peu diminué. Ce commerce s'étend également aux autres portions de l'empire du Brésil situées au-delà de la province de Rio-de-Janeiro.

« Les documents en question, poursuit M. Henry Clay, nous révèlent d'autres faits qu'aucun Américain ne peut lire sans un profond regret. Ils nous montrent que le transport de ces esclaves de la côte d'Afrique, dans les provinces du Brésil, est fait

principalement par des navires américains. Dans le cours des quatre ou cinq dernières années, 93 navires américains ont mis à la voile de différents ports du Brésil pour la côte d'Afrique et la plus grande partie y sont revenus avec des chargements d'esclaves. La manière dont ces navires négriers font le commerce mérite d'être remarquée. Le navire américain est acheté dans un port du Brésil, mais il est livré dans un port africain, et comme il met à la voile sous pavillon américain, il traverse l'Océan sans être molesté, attendu que nous avons, non sans raison peut-être, refusé à l'Angleterre le droit de visite, et, bien que muni de toutes les provisions et objets nécessaires à la traite, le navire destiné à ce commerce jette l'ancre en toute sécurité en un port quelconque de la côte d'Afrique.

« Quelques jours après son arrivée, le capitaine descend à terre, s'abouche avec l'agent chargé de recevoir le navire, lui abandonne ses papiers, revient à bord et annonce à l'équipage que le navire est vendu, que son équipage doit être changé et le pavillon américain remplacé par un autre, afin de retourner au Brésil avec un chargement de nègres. Les pauvres marins, exposés à périr de misère s'ils restent sur la côte inhospitalière d'Afrique, sont forcés d'accepter un engagement à bord du négrier, n'ayant pas d'autres moyens de revenir dans leur pays.

Un officier de l'escadre américaine, en croisière sur la côte d'Afrique, écrivait dernièrement à un journal de Boston : « Les Etats-Unis ayant repoussé le droit de visite, il en résulte qu'un

navire américain ne peut être molesté par un croiseur anglais, même avec un chargement complet de nègres à bord, et que des centaines d'esclaves sont embarqués à portée des canons du commodore britannique lui-même, échappant, sous la protection de notre pavillon, à l'intervention des croiseurs étrangers et, en arborant les couleurs brésiliennes, évitant, d'un autre côté, d'être capturé par notre propre escadre d'observation. La prostitution de notre pavillon offre ainsi les plus grandes facilités à la traite et plus de la moitié des nègres achetés au Congo sont expédiés subrepticement sous sa protection. »

Libéria.

Les préjugés de race qui existent chez les Américains ont fait chercher à ces derniers le moyen de se débarrasser de cette population de couleur incommode qui s'est multipliée chez eux et donné naissance à la Société de colonisation de Libéria. Cette colonie, fondée en 1820 par des citoyens des Etats-Unis,est située sur la côte des Graines, dans la Guinée proprement dite, près du cap Mesurado et au bord du fleuve de ce nom. Monrovia est le chef-lieu de cette république noire, dont la France et l'Angleterre ont reconnu l'indépendance, mais où les blancs ne peuvent résider.

La juridiction politique de la nouvelle république s'étend sur la côte africaine, sur une longueur de 350 milles et sur une profondeur de 46 milles dans l'intérieur, la superficie totale étant évaluée à 14,000 milles carrés, sans compter la colonie du

Maryland, laquelle ne comprend pas moins de 120 milles de littoral et a fait dernièrement des acquisitions de territoire importantes. La population de la colonie de Libéria se composait, l'année dernière, de 6,900 émigrants nègres et gens de couleur transportés des Etats-Unis, en outre de 200 à 250,000 natifs, divisés en petites tribus, parlant différents dialectes, et vivant indépendantes les unes des autres en tout ce qui touche les affaires d'intérêt domestique.

Les ressources de la colonie de Libéria consistent principalement dans l'agriculture. Les émigrants des Etats-Unis s'appliquent à produire le coton, le café, les patates, la banane ; ils ont planté aussi un grand nombre de cocotiers, d'orangers et de mangliers. L'huile de palme est notamment l'objet d'un commerce assez considérable ; la république de Libéria en exporte annuellement 500,000 gallons. Le chiffre total des importations atteint 400,000 dollars ; celui des exportations s'élève à 700,000. Quelques écoles ont été établies à Monrovia et des missions ont été organisées sur différents points par les méthodistes, les anabaptistes, les presbytériens et quelques autres sectes de la religion réformée.

Les Américains attachent beaucoup d'importance à cette colonie, et leurs hommes d'Etat en parlent fréquemment avec éloge. Nous ne saurions, pour notre part, partager ce sentiment et les faits sont là pour prouver que cette entreprise humanitaire prépare un nouvel échec à la philanthrophie un peu étroite qui en a eu la conception. En effet, Libéria compte déjà 30 années d'existence

et la population d'émigrants ne s'élève encore qu'à 6,900 individus. L'année dernière, les recettes de la Société de colonisation furent seulement de 5,871 dollars, et elle ne put transporter, sur la côte d'Afrique, que 442 nègres, dont 381 avaient été émancipés par elle-même. Les autres émigrants noirs étaient nés libres et quittaient les Etats-Unis volontairement. Il ne faut pas méditer longtemps sur ces chiffres pour se convaincre que le remède n'est aucunement proportionné au mal et conclure que les philanthropes américains se nourrissent, sur ce point, d'innocentes utopies ou cherchent à donner le change à l'opinion.

La population esclave des Etats-Unis, qui est actuellement de 3,000,000 d'individus de tout âge et de tout sexe, augmente tous les ans de 60,000 ; le nombre des gens de couleur libres, qui est de 500,000, s'accroît dans la même proportion. Il faudrait donc, pour empêcher l'augmentation annuelle de la race noire aux Etats-Unis, en attendant que l'on puisse, si cela est possible, s'en débarrasser par une déportation en masse, transporter 70,000 individus par an sur la côte d'Afrique, dont 60,000 devraient être rachetés. Il faudrait, d'un autre côté, faire les frais de passage et de premier établissement de tous ces émigrants pour la plupart dénués de ressources, ce qui nécessiterait une dépense de 40 millions de dollars au moins, et l'emploi de 150 navires d'un fort tonnage. Est-ce là un projet praticable ? Nous ne le croyons pas. Le fût-il, que les Etats libres ne consentiront jamais à voter cette somme pour annihiler seulement le progrès de la population de

couleur, tandis que le noyau principal de cette population, déjà assez nombreuse pour que tous les vaisseaux et les trésors de la république des Etats-Unis ne puissent suffire à l'éloigner, resterait au milieu d'eux.

Les nègres, au surplus, ne se prêtent aucunement à cette émigration. Nés en Amérique, ayant oublié leur idiome originel, perdu leurs traditions, appartenant en un mot à la civilisation, ils considèrent les Etats-Unis comme leur patrie et manifestent un étonnement singulier lorsqu'on leur dit qu'ils sont originaires d'Afrique. Ainsi, une fatalité redoutable enchaîne la race noire à la race blanche et à l'avenir des Etats-Unis. Les nègres ne quitteront point le continent américain ; ils continueront d'exister et de grandir au milieu d'une population qui les méprise et les déteste et qui, un jour, les trouvera certainement en trop grand nombre pour les détruire ou les expulser. Tout porte donc à croire que les deux races se livreront, dans un temps donné, à des luttes sanglantes qui ne pourront que rendre plus profond le large fossé qui les sépare aujourd'hui et qui créeront à la grande république américaine des embarras dont il lui sera difficile de sortir.

Lèpre noire.

L'influence pernicieuse de l'esclavage sur la richesse d'un pays et les mœurs de ses habitants est un fait connu, et les Américains ne pouvaient y échapper. Le voyageur qui parcourt les Etats-Unis des frontières du Maine au golfe du Mexique,

en longeant la côte orientale de l'Atlantique et en remontant à l'Ouest par le Mississipi, comme nous l'avons fait, peut, par une simple inspection du sol, comparer les effets de l'esclavage à ceux de la liberté. Au Nord, on a su tirer parti d'un terrain naturellement stérile et lui faire produire d'abondantes récoltes. Dans la plupart des Etats du Sud, au contraire, tels que la Georgie et les deux Carolines, le sol appauvri ne suffit plus à nourrir les bras qui le cultivent et la condition d'un grand nombre de maîtres n'est pas beaucoup meilleure que celle de leurs esclaves. La Virginie elle-même, la première colonie du Sud, le plus grand des Etats de cette région, le plus riche par son sol, ses minéraux, ses baies, ses rivières, son délicieux climat, la patrie de Washington, la terre classique des grands hommes de l'Amérique, la Virginie elle-même n'est plus aujourd'hui qu'un Etat de troisième ordre, se laissant dépasser en activité, en richesse, en population, par de jeunes Etats entrés dans la confédération depuis un demi-siècle seulement.

Les blancs ne vont point au Sud. Ce n'est pas qu'ils aient une sainte horreur de l'esclavage ; mais le travail y est avili et, en louant leurs bras, ils craindraient de ressembler à un nègre. Le salaire est déprécié par le régime servile, et il est beaucoup trop faible pour faire vivre le travailleur blanc honorablement. Il n'appartient, dans ces Etats, qu'à un petit nombre de professions, auxquelles l'esclave n'a pu encore atteindre, de prétendre à une rémunération suffisante et de jouir d'une certaine considération. L'émigration ne se dirigera donc sérieusement vers le Sud qu'après

l'abolition de l'esclavage, après la division des grandes propriétés qui en sera la conséquence, et au moment où le petit fermier n'aura plus à redouter la concurrence des grands domaines qui l'empêche de s'y fixer aujourd'hui. En attendant, il n'y a point de place pour une classe moyenne dans le Sud des Etats-Unis. Il en résulte que les mœurs y sont essentiellement aristocratiques, les habitants de cette contrée ayant l'habitude de la domination et recourant volontiers à la violence pour satisfaire leurs intérêts ou leurs passions. Le Nord fournit des commerçants et des industriels qui enrichissent la nation ; le Sud produit des soldats et des aventuriers qui troubleront les Etats-Unis. C'est du Sud qu'est parti le signal de la guerre injuste du Mexique ; c'est dans le Sud que se prépare l'envahissement de Cuba, audacieuse intrigue qui, sous prétexte d'affranchir cette île de la domination espagnole, n'a d'autre but que de conquérir un auxiliaire au parti de l'esclavage et d'augmenter ses moyens d'action.

Les Américains emploient, pour désigner les nègres, des expressions qui pour nous n'ont point de sens et qui les assimilent à des instruments purement mécaniques. Pour eux, comme pour Aristote, l'esclave n'est pas un homme, c'est une chose. Un planteur du Sud ne dit jamais : « J'ai deux ou trois cents esclaves », mais bien : « J'ai deux ou trois cents *hands* » (mains). Le mot esclave rappelle trop la domination du maître et pourrait faire naître, dans l'âme du nègre, le sentiment du droit ; celui de *hand* lui rappelle qu'il n'est qu'une chose, qu'un outil, qu'un instrument. C'est ainsi

que le maréchal Bugeaud parlait de ses baïonnettes. Dans les plantations à sucre, à l'époque de la récolte, les nègres qui coupent les cannes sont des *knives* (couteaux) et, dans sa rude énergie, la langue anglaise nomme le commandeur *driver*. C'est-à-dire que, pour un Américain il n'y a aucune différence entre un homme qui conduit des nègres et un homme qui conduit un troupeau de bœufs. Les anglo-américains ont pris l'esclavage au sérieux et sont persuadés de la supériorité de leur race. De là une foule d'idées ou de dénominations qui leur semblent très naturelles et qui sont barbares aux yeux d'un européen éclairé. Ce n'est pas un, ce n'est pas dix, c'est, on peut le dire, tous les Américains, presque sans exception, qui soutiennent que les nègres sont des hommes fatalement au-dessous de nous dans l'échelle de l'humanité et que leur infériorité intellectuelle permet de les asservir. Infatuation ou orgueil dont les conséquences agissent sur le moral de la population blanche et faussent ses mœurs.

Les enfants, ayant sous les yeux le spectacle de traitements inhumains, apprennent de bonne heure à devenir cruels et se livrent inconsciemment, envers les esclaves, à l'exercice de châtiments corporels, tandis que l'habitude du commandement leur donne une assurance qui ne sied point à la jeunesse et lui enlève une partie de son charme. Les femmes elles-mêmes n'échappent point à cette influence pernicieuse et finissent par devenir cruelles, perdant ainsi, au regard de leurs esclaves, le plus noble de leurs attributs, celui de la sensibilité. On ne peut douter que l'esclavage ne soit la cause de

cette indifférence pour la vie humaine que l'on remarque principalement dans le Sud des Etats-Unis. Ajoutons que l'esclavage, faisant naître l'oisiveté, provoque chez les femmes des goûts de luxe et de dépense et, chez les hommes, les passions brutales et celle du jeu.

Nous ne développerons pas davantage ces réflexions déjà trop longues sur l'esclavage dont les effets démoralisateurs sont bien connus. Nous n'avons point la prétention d'apprendre rien de nouveau aux Américains qui en savent sur ce sujet autant que nous et sont les premiers à condamner le principe de la servitude. On ne craint pas de discuter l'esclavage, même au Sud ; mais c'est autre chose s'il s'agit de l'abolir. Les idées abolitionnistes sont si peu populaires aux Etats-Unis que les plus grands hommes d'Etat de l'Union, les Webster, les Clay, les Calhoun, ne doivent leur influence qu'à l'énergie avec laquelle ils les combattent. C'est au nom de l'Union, de la Constitution, au nom de la république elle-même, qu'ils rivent de plus en plus les fers de trois millions d'hommes et s'efforcent de reculer indéfiniment l'époque qui doit les affranchir. Aucun d'eux n'ose dire que l'esclavage est un anachronisme dans une démocratie, un outrage sanglant à l'humanité, une tache pour la nation américaine. On peut en appeler au témoignage des Américains chez qui l'amour de la vérité l'emporte sur toutes les autres considérations et qui ont le courage, devenu rare, de manifester leur opinion sur les institutions de leur pays.

L'abolition de l'esclavage ne pouvant être at-

tendu des Américains, viendra-t-il des noirs eux-mêmes ? Cela n'est aucunement probable. Les nègres des plantations, maintenus dans la plus grande ignorance, n'ont entre eux que de rares communications et n'ont point le sentiment de leur situation. La plupart sont incapables de s'élever d'eux-mêmes à l'idée de liberté. L'énergie de la révolte leur manque et les moyens d'action leur font défaut. D'ailleurs, une insurrection d'esclaves serait bientôt comprimée et ne pourrait s'étendre bien loin. Les nègres sont placés entre la forêt inhospitalière et une population blanche considérable, c'est-à-dire entre la faim et la guerre, deux maux qu'ils n'auront jamais le courage d'affronter. Ils pourraient peut-être se réunir aux tribus indiennes des territoires du Sud-Ouest et offrir dans ce cas, aux Américains, une résistance sérieuse. Mais de tels desseins demandent une énergie qu'ils ne possèdent point et des hommes que la Providence n'a pas jugé encore à propos de leur envoyer. Il est peu probable que les nègres s'affranchissent jamais d'eux-mêmes, et comme leur liberté, si désirable qu'elle soit, ne naîtra pas d'un principe, il faut l'attendre d'un conflit plus ou moins éloigné, mais inévitable, d'intérêts sectionnels.

MŒURS ET OPINIONS

L'étude des mœurs aux Etats-Unis n'est point chose facile ; nous n'en voulons pour preuve que la diversité extrême des jugements portés sur les Américains par les européens qui ont voyagé ou séjourné dans leur pays. Les Anglais ont particulièrement montré peu d'indulgence pour ce peuple frère, leur cousin de l'autre côté de l'Atlantique, comme ils l'appellent, et, bien que la plupart de leurs critiques soient fondées, il est difficile de ne point attribuer la cause de tant d'aigreur de leur part à la jalousie nationale et à la crainte qu'ils ont d'un peuple destiné à les égaler, sinon à les dépasser dans la carrière commerciale et industrielle. Ajoutons que les touristes anglais qui ont écrit sur l'Amérique appartiennent généralement à l'aristocratie, qu'ils en partagent la morgue et les préjugés, et que les mœurs démocratiques des citoyens des Etats-Unis, le sans-façon avec lequel ils traitent les plus hautes sommités politiques ou littéraires, étaient bien de nature à les effaroucher.

Le propre des institutions démocratiques est d'ouvrir la carrière politique à toutes les classes de la société et de rendre accessible à tous les plus hautes fonctions de l'Etat. Le président Van Buren, en sa jeunesse, soignait les chevaux dans une obscure auberge de nous ne savons quel Etat,

et le président actuel Fillmore exerça jadis le métier de tailleur à Buffalo. Le général Taylor qui, après sa victorieuse campagne du Mexique, recevait les ovations d'un peuple enthousiaste monté sur un vieux cheval blanc et la tête couverte d'un bonnet en peau de loutre, rappelant la casquette légendaire du père Bugeaud, était à l'origine un simple cultivateur qui, parvenu aux plus hautes fonctions de l'Etat, conserva sa rudesse native et les manières populaires qui contribuèrent si fortement à son élévation. Il n'est point très difficile d'ailleurs d'arriver à ce poste élevé, qui ne grise point ceux qui l'occupent, et l'on sait que la Maison-Blanche est largement ouverte aux nombreux visiteurs qui viennent serrer la main (*shake hand*) de leur président. La présentation a lieu sans apparat, sans étiquette, sans intervention de chambellans ; c'est un simple défilé devant le chef de l'Etat.

Dans les pays neufs, les mœurs inclinent naturellement à la démocratie et on peut dire qu'avant d'être constitués en république, les Américains étaient démocrates par leurs idées et leurs habitudes. Il n'y a point de noblesse aux Etats-Unis, ni de distinctions honorifiques, et lorsque, peu de temps après la révolution, le parti aristocratique tenta de se reconstituer dans la personne des officiers qui avaient fait la guerre de l'indépendance, sous le nom de *Cincinnatus Society*, avec des marques distinctives qui devaient être héréditaires, cette tentative rétrograde fut repoussée par l'opinion publique et tomba sous les épigrammes que lui décocha Franklin. Est-ce à dire que le sentiment aristocratique n'existe plus aux Etats-Unis

et que les institutions républicaines garantissent absolument ce pays de tout retour vers le passé ? Non point absolument.

Des villes comme Boston, Philadelphie, New-York, relativement anciennes, sont des villes aristocratiques, la première surtout, et les mœurs des bostonniens sont, en effet, restées purement britanniques. Il n'y a pas bien longtemps que l'usage du vin, qu'on ne voyait que sur les tables françaises, est toléré à Boston où l'esprit puritain a persisté plus qu'ailleurs. Bien différents des rudes habitants de l'Ouest, les descendants des premiers colons de la Nouvelle-Angleterre s'enorgueillissent de ressembler aux Anglais, et l'on compte, à Boston, une vingtaine de familles se prétendant d'extraction noble et en tirant vanité. Leurs démonstrations extérieures se bornent, il est vrai, à l'exhibition de l'écusson armorié qui brille sur leur équipage, et elles se parent de ces vains simulacres à défaut de titres plus sérieux.

Ajoutons qu'il se publie à Boston une revue périodique intitulée : *The New England historical and genealogical register*, qui a pour but la recherche de l'origine des familles notables de la Nouvelle-Angleterre. Il ne paraît point cependant, en général, que la première profession de ces dignes ancêtres, ayant traversé l'Atlantique à la suite des persécutions religieuses qui ont ensanglanté l'Angleterre, puisse être mise en question. On sait, en effet, que tous ces Josiah, ces Isaac, ces Jonathan, ayant aujourd'hui pignon sur les avenues et menant grand train, étaient, à l'origine, comme bon nombre d'émigrants, de simples marchands de

chandelles ou de porc salé et qu'ils ne datent point précisément de Richard-Cœur-de-Lion ou de Guillaume-le-Conquérant. Ceci nous rappelle que Franklin, dans ses mémoires, marqués d'une si grande bonhomie et de tant de finesse, raconte que son fils, doué cependant de beaucoup d'esprit et possédant des manières agréables, fut exclu de la bonne société de Philadelphie : il n'était, comme son illustre père, qu'un simple imprimeur !

Un journal de New-York faisait remarquer récemment que, dans certains cercles de Boston, on excluait avec un soin rigoureux les candidats qui semblaient appartenir aux classes inférieures, et que si des personnes, d'ailleurs fort honorables mais non classées, se présentaient dans certaines maisons, formant le faubourg Saint-Germain de cette cité, elles ne seraient certainement point admises. Cette démarcation sociale, si peu ordinaire aux Etats-Unis, est un fait bien avéré, non seulement à Boston, mais à Philadelphie, à New-York et même dans la ville beaucoup plus nouvelle de Cincinnati. A défaut d'arbre généalogique, l'ancienneté de la fortune sert de base ou de titre et le plus considéré est le plus ancien enrichi. Par exemple, l'homme dont le grand-père a amassé des dollars à vendre des bœufs ou à faire la traite des nègres sur la côte d'Afrique et qui vit de ses revenus depuis deux générations, celui-là fait partie de la haute aristocratie et est reçu dans la meilleure société. Celui qui, au contraire, ne tient sa fortune que de son premier ascendant, jouit d'une considération médiocre et est relégué au second rang. Enfin, celui

qui, fils de ses œuvres, s'est enrichi lui-même, n'est qu'un parvenu.

Disons, à l'honneur des Américains, que ces ridicules préjugés, chez un peuple où tout le monde est parvenu, ne sont point partagés par tous et qu'ils tendent manifestement à disparaître. S'il est un pays, en effet, où le travailleur est considéré et honoré, c'est aux Etats-Unis, et on peut dire que nulle part le travail n'a plus de prestige et plus de puissance. La démocratie accueille d'ailleurs fort mal les distinctions de rang, et ce n'est point, surtout dans les nouveaux Etats, que la classe riche oserait faire parade de son oisiveté. Là tout esprit de caste disparaît devant la loi suprême du travail, imposée à tous. Si de gros capitalistes viennent s'y établir et apporter leurs ressources, l'opinion publique exige qu'ils adoptent une profession quelconque et ne permet point à leur oisiveté, si dorée qu'elle soit, de se montrer au grand jour. Un citoyen, quelle que soit sa richesse, rougit, dans ces pays où retentit encore la hache du pionnier et où la charrue ouvre pour la première fois le sein de la terre, de ne rien faire. S'il n'est point dans le commerce, l'agriculture ou l'industrie, il est en quelque sorte tenu d'adopter une profession libérale, et, comme pour l'exercice de ces professions, il n'y a point encore de diplôme aux Etats-Unis, il n'est pas rare de voir de riches citoyens se faire médecins ou avocats. Ils n'ont, il est vrai, le plus souvent, ni clients à défendre, ni malades à guérir, mais ils ont une profession, ils agissent, ils travaillent : c'est tout ce que l'opinion publique leur demande.

Ainsi, tandis que dans le grand Ouest des Etats-Unis, ouvert au flot de l'émigration extérieure et intérieure, l'anglo-américain, subissant la loi du milieu, s'éloigne de plus en plus de son type originel, dans le Nord, grâce à l'accumulation des richesses et à leur inégale répartition, il tend, au contraire, à s'en rapprocher. Rien ne ressemble moins, en effet, à un anglais qu'un fermier des bords de l'Ohio ou du Missouri, habillé de gros drap bleu moutonné du Kentuky, ou un pionnier aux longues guêtres de cuir du Michigan ; ils ont un type bien différent. Mais un manufacturier de Boston ou de Pittsburg a de grandes affinités avec son congénère de Birmingham ou de Liverpool, et la communauté d'occupation semble engendrer à la longue les mêmes tendances et les mêmes idées. Aux Etats-Unis, les mœurs sont assurément moins simples et plus corrompues dans le Nord que dans l'Ouest, et les grandes villes se rapprochent des conditions sociales dans lesquelles elles se trouvent en Europe, en les exagérant.

Le goût dominant des Américains est celui du commerce, et ce peuple ne se passionne vivement que pour les entreprises qui rapportent beaucoup d'argent. Ce n'est pas que l'Américain thésaurise, bien au contraire ; il dépense généralement son revenu et, comme il se retire rarement des affaires, ne dote point ses filles, ne se dépouille jamais de son vivant, il ne songe guère au lendemain et vit dans le luxe et la prodigalité. Mais si les Américains sont avant tout des hommes d'affaires, *business men*, ils ont, pour le moment, bien que grands amateurs d'œuvres d'art et les payant fort

cher, peu de goût pour la littérature et les délassements de l'esprit. Quant à leur pudibonderie si vantée, elle est plus affectée que réelle, si l'on en juge par les petits livres licencieux qu'on offre sur les bateaux à vapeur et qu'ils achètent volontiers, ainsi que par les tableaux d'un réalisme un peu osé ou d'un caractère par trop mythologique qui décorent la plupart des tavernes ou des *bar rooms*. C'est bien la peine d'employer tant d'euphémismes pour parler d'une chemise ou d'un pantalon, d'exiger que les poupées ne soient pas exposées nues dans les vitrines des marchands et d'appeler un coq, non le mâle de la poule, comme le veut l'histoire naturelle, mais un *rouser*, c'est-à-dire l'animal qui réveille. Les Américains, on le voit, ne sont point exempts du *cant* anglais, de son hypocrisie et de son jargon, et le pharisaïsme fleurit chez eux comme sur les bords de la Tamise.

Le repos dominical est observé aussi rigoureusement aux Etats-Unis qu'il l'est en Angleterre et, en vertu de règlements de police, ayant cours dans la plupart des Etats, les boutiques doivent être fermées le dimanche, sauf celles des pharmaciens. Mais les tavernes ont, sur l'arrière ou sur le côté, une porte hypocritement entrebâillée ; les garçons servent, au besoin, une boisson spiritueuse sur ordonnance de médecin, et les pharmaciens vendent des liqueurs fortes auxquelles ils donnent le nom d'élixir. Aussi, malgré les règlements, le nombre des intempérants est-il aussi, sinon plus grand le dimanche que les autres jours, et l'observation du dimanche, consacré par la foi religieuse au repos et à la prière, n'est-elle souvent

qu'un vain simulacre. La police veille néanmoins, mais surprend-elle un maître de taverne en flagrand délit de vente de boisson spiritueuse, elle se contente de lui infliger une amende, bien inférieure au bénéfice à réaliser.

Le dimanche, jour du Seigneur, on s'abstient également, dans les maisons particulières, de ces distractions bruyantes, chant, musique, danse, que proscrit l'esprit puritain. Le jeu est interdit et on ne lit que la Bible, le seul livre permis. Mais il y a des Bibles creuses qui n'en ont que le titre et qui, au lieu de la parole sainte, contiennent des cartes, un damier ou autres jeux. Un visiteur inattendu arrive-t-il, vite on rentre les jeux et les cartes dans leur étui, dûment relié et étiqueté: le pavillon couvre la marchandise. Une autre fraude caractéristique est celle qui consiste à emporter, en voyage, une boîte creuse, en fer-blanc peint, ayant la forme d'un livre et qui a pour titre : *Travelling's companion*, Compagnon du voyageur. Mais ce livre, ce guide du voyageur, est une bouteille dont l'ouverture est habilement dissimulée et qui contient du rhum ou du whiskey. Les mauvaises langues prétendent que certains ministres de l'évangile commentent volontiers le texte du *Travelling's companion*, transformé à l'occasion en ancien ou nouveau Testament.

Les buveurs d'eau.

Les sociétés de tempérance sont très nombreuses aux Etats-Unis ; elles caractérisent fortement les mœurs d'un pays où l'on sait combattre éner-

giquement le mal et où on cherche à l'extirper jusque dans sa racine. On sera peut-être curieux de connaître les moyens d'action ou de propagande que ces sociétés, animées d'un véritable esprit de prosélytisme, emploient pour recruter des adhérents et quelles compensations elles offrent aux distractions qu'elles tendent à supprimer, telles que la danse, la littérature légère, sans parler des joies innocentes que procure l'usage modéré du vin et des boissons fermentées en général. La lecture du journal de la société, *the Western fountain*, est le premier remède recommandé aux adhérents ; les éditeurs de ce vertueux et aquatique journal n'oublient pas, on le voit, l'abonnement. Cette feuille de tempérance, qui se publie à Cincinnati, est illustrée sur la couverture d'une splendide vignette, figurant une pièce d'eau où s'ébattent des canards dans la jubilation la plus complète. Le second remède, celui-là d'un caractère hygiénique bien déterminé, consiste dans la ventilation. Les promenades au grand air sont aussi recommandées, mais on insiste particulièrement sur une excellente ventilation dans les maisons d'habitation. C'est, paraît-il, le remède le plus efficace contre la soif.

Le troisième remède, et ici nous traduisons textuellement du journal de tempérance de New-York (*New-York organ*), consiste dans les prescriptions suivantes : « Se laver, s'arroser, se baigner, plonger, nager, ramer, s'agiter dans l'eau comme un canard ; se donner des douches, des immersions, des ablutions, pratiquer des massages, des frictions, et cela sans cesse, aujourd'hui,

demain, la semaine prochaine, le mois suivant, enfin, toujours. » La vue continuelle de l'eau, l'usage incessant de cette boisson inoffensive, la contemplation de son clair cristal, tel est le grand remède recommandé aux intempérants. Les tisanes végétales, dont il se fait une grande consommation aux Etats-Unis, ne sont point défendues, non plus que l'eau de Seltz et la limonade gazeuse, et un festin de Lucullus est permis aux disciples de la tempérance, pourvu qu'il ne soit point arrosé par des boissons alcooliques. On remarque, en effet, dans *Fourth street*, à Cincinnati, un restaurant de tempérance qui fait figurer cinquante-huit plats sur son menu ; mais ce menu pantagruélique avertit charitablement le lecteur qu'on ne trouvera dans l'hôtel ni vins, ni liqueurs spiritueuses, *no ardent spirits*.

Il y a, aux Etats-Unis, un grand nombre d'hommes sérieux qui ne donnent point dans ces réformes, très peu efficaces jusqu'à ce jour, et qui pensent que l'usage modéré du vin, de la bière, du cidre, pourrait se substituer avantageusement à l'emploi des liqueurs spiritueuses dont beaucoup d'Américains font un si regrettable abus. Mais ils n'ont guère réussi jusqu'à présent à se faire entendre et ils ont été, plus d'une fois, l'objet d'agressions déguisées sous un faux masque de démocratie ou un hypocrite semblant de morale. Nous étions à Cincinnati au moment où fut inauguré *Burnet House*, un des plus vastes et des plus splendides hôtels des Etats-Unis. Le lendemain, le journal de tempérance dénonça, au nom de la morale outragée, la fête qui eut lieu à cette occasion. On a dan-

sé et bu du champagne, dit cette vertueuse feuille ; il y avait des toilettes somptueuses et un orchestre composé de vingt musiciens. Abomination de la désolation, s'écrie ce journal, qui, peu de temps après, faisait remarquer avec orgueil que les médecins allopathes de Cincinnati avaient accepté, de la division de tempérance de cette ville, un souper où il n'y avait que de l'eau à boire.

Ceci nous rappelle que les phalanstériens de New-Jersey célébrèrent le 4 juillet, jour anniversaire de l'indépendance américaine, par un banquet où l'absence absolue de liqueurs spiritueuses se faisait remarquer. Fourier, leur maître, voulait cependant que l'on confectionnât des petits pâtés sur les ruines de l'ancienne Babylone ; il recommandait l'usage du vin et, dans un de ses livres de doctrine, il se moque agréablement de Fénelon qui, dans le royaume imaginaire de Salente, faisait arracher les vignes.

Les sociétés de tempérance, proscrivant la littérature légère, ne pouvaient cependant pousser le rigorisme jusqu'à priver leurs adeptes de poésie et, défendant de chanter le vin, comme l'ont fait nos joyeux chansonniers de France, elles exaltent l'eau pure en prose et en vers. Nos lecteurs jugeront du mérite de ces poésies aquatiques par la traduction que nous donnons de quelques-unes d'entr'elles ; voici notamment le chant du *Teetotaller* (buveur d'eau) :

« Que d'autres dégustent le brillant rubis qui étincelle dans le vin rouge ; pour moi, je préfère le diamant qui luit dans les flots limpides de la claire fontaine. Le pied des anciens pressa le

raisin, et le vin coula des entrailles saignantes de ce fruit ; mais le ruisseau d'eau pure coule directement de la main de Dieu pour remplir ma coupe.

« Donnez-moi donc une coupe d'eau froide, d'eau froide, claire et limpide, car est fort et sa force durable, le bras de celui qui ne boit que de l'eau, de l'eau claire et limpide.

« La rosée dort dans le calice des fleurs ; combien alors leur parfum est pénétrant et, lorsque l'orage arrose le sein de la terre languissante, sa langueur disparaît ; elle aspire aussitôt vers le ciel.

« Le ruisseau roule ses ondes tranquilles avec un agréable murmure, réjouissant la vallée qu'il arrose, pendant que les arbres qui ombragent ses bords inclinent leurs fronts pour entendre ce murmure. »

« Donnez-moi donc, etc. »

Voici un autre chant en l'honneur de l'eau froide écrit dans le même style prétentieux et qui est non moins typique : (*cold water song*).

« Les buveurs de champagne et de madère peuvent chanter, mais ces boissons si brillantes cachent un secret venin, tandis que l'eau pure donne la paix et le contentement. L'eau a été désignée pour l'usage de l'homme et envoyée par la Providence.

« Buvons ! buvons la coupe de l'eau pure, la boisson de la nature, buvons ! buvons !

« De boire de l'eau, il ne résulte jamais aucun mal ; mais le chagrin repose au fond de la coupe de liqueur forte. La maladie et la peine agitent

leur sombre bannière et la plantent dans le deuil, sur la froide tombe de l'ivrogne.

« Buvons ! buvons la coupe, etc.

« Salut à l'eau pure! salut, fontaine de paix ! nous ne cesserons jamais de chanter tes louanges, nous ne manquerons jamais l'occasion de boire de l'eau pure, et nous serons affranchis de tout chagrin. »

« Buvons ! buvons la coupe, etc. »

Voilà de bien mauvais vers, et l'on se demande quel peut être l'effet d'une douche de cette poésie édulcorante sur d'obstinés buveurs d'alcool comme ceux qu'il s'agit de convertir.

Il est vraiment regrettable que les sociétés de tempérance n'aient rien de plus sérieux à offrir, car le vice qu'elles s'efforcent, avec un zèle très louable, de combattre est un mal réel aux Etats-Unis, un vice national, prenant des proportions alarmantes et gagnant toutes les classes de la société. On calcule qu'il se consomme annuellement, à Philadelphie, 5,200,000 gallons de whiskey, ce qui fait une moyenne de 11 gallons 1/2 par individu ou 50 1/2 litres. La Nouvelle-Orléans compte environ 2,300 tavernes, cafés et cabarets (*grog shops*). La taxe sur les marchands de spiritueux rapporte à la municipalité 460,000 dollars, et on calcule qu'il se boit dans cette ville pour 12,000,000 de dollars de boissons spiritueuses de toute espèce.

On ne peut croire à une telle consommation, dépassant de beaucoup la moyenne des autres pays, si ce n'est celle de la Grande-Bretagne, où l'usage des boissons alcooliques est très répandu

et donne lieu pareillement à de grands abus. Remarquons en passant que, chez les Américains, l'ivresse a toujours ce caractère sombre qu'elle doit à l'alcool et qu'elle diffère entièrement de l'ivresse qui provient du vin. La plupart des crimes qui se commettent aux Etats-Unis ont l'alcoolisme pour origine, et cela explique l'importance que les moralistes, les ministres de la religion, les philosophes en général attachent à la répression de ce vice. Ils n'emploient peut-être pas les meilleurs moyens pour le combattre, mais ils se rendent compte cependant des désordres moraux, ainsi que de ceux causés dans la santé publique par ce redoutable ennemi, et ils savent virilement les envisager.

Les moyens employés par les sociétés de tempérance sont quelque peu naïfs, et l'hygiène physique qu'elles recommandent prête, il faut l'avouer, à une douce gaieté. Que quelques individus aient assez de force de volonté pour passer d'un extrême à l'autre et renoncer sans transition à de funestes habitudes, cela se voit tous les jours ; mais c'est là un exemple viril, bien dans la nature du tempérament anglais, que la masse des intempérants, péchant justement par faiblesse de caractère, ne saurait suivre : le ressort moral, la volonté inébranlable lui font défaut. Le nombre des intempérants, malgré une active propagande, est en effet aussi grand qu'il le fut jamais et l'action des sociétés destinées à les rallier sous leur bannière paraît insignifiante. La privation absolue exigée par le *pledge* ou serment est bien rigoureuse ; elle est opposée aux lois de la nature, à

celles de l'hygiène, enfin aux habitudes acquises avec lesquelles on ne peut rompre brusquement.

Le plus sûr moyen de s'opposer aux ravages de l'alcool serait, comme nous le disons plus haut, de répandre l'usage de boissons beaucoup plus inoffensives et dont quelques-unes, comme la bière, sont des aliments ou tout au moins jouent un certain rôle dans l'alimentation. Il n'y a guère, aux Etats-Unis, que les Français et les Allemands qui fassent usage de vin ou de bière, tandis qu'il est bien rare de voir autre chose que de l'eau pure sur les tables américaines. Le vin est un extra qu'il faut payer séparément dans les meilleurs hôtels, et encore n'en trouve-t-on pas toujours dans quelques parties du Sud ou de l'Ouest.

Le whiskey, ou eau-de-vie faite avec le maïs, est la liqueur nationale des Américains. Cette boisson pernicieuse se fabrique, nous l'avons vu, sur une très grande échelle dans l'Ohio et le Kentucky et elle ne revient guère au consommateur qu'à 8 ou 10 cents le litre. Il n'est pas rare de voir des Américains et des Irlandais en boire une bouteille par jour. On comprend les effets pernicieux d'une telle boisson sur l'organisme ; aussi le whiskey, qui a détruit une partie des tribus indiennes, fait-il plus de ravages que bien des maladies épidémiques et que le climat. Des lois rigoureuses interdisent la vente du whiskey aux nègres, les planteurs craignant avec raison l'effet de cette liqueur forte sur leur *propriété*, sur leur chose. Mais les Indiens n'étant la propriété de personne, les traficants qui vivent sur les frontières de l'Ouest ont liberté pleine et entière de leur vendre ce poison et

d'achever ainsi l'anéantissement d'une race dont le voisinage est encore gênant et incommode. Ajoutons que la passion des Américains pour le whiskey est bien connue et que leur réputation sous ce rapport est suffisamment établie. Un colonel de l'armée américaine, parcourant le territoire du Nouveau-Mexique où l'on produit un vin excellent connu sous le nom de *vino del passo* et dont les habitants font exclusivement usage, refusant un jour de boire un verre de whiskey qu'un Mexicain lui offrait, celui-ci s'écria étonné : « Quoi ! pas de whiskey ! alors vous n'êtes pas Américain. »

Les Américains prétendent avoir eu l'initiative de la création des sociétés de tempérance ; toujours est-il que la première de ces sociétés fut établie, il y a une vingtaine d'années, dans l'Etat de Massachussets. Elles ont pris depuis une extension considérable et comptent aujourd'hui 300.000 adhérents. Pour y être admis, il faut jurer de ne fabriquer, ni acheter, ni vendre, ni faire usage d'aucune espèce de liqueur alcoolique ou boisson fermentée. Le cidre et le poiré sont défendus à l'égal du vin, de la bière ou de l'eau-de-vie, et le tabac lui-même, en sa qualité d'excitant, est interdit. L'eau seule, l'eau pure, est permise aux fils de la tempérance (*sons of tempérance*) lesquels, en entrant dans la société, doivent jurer par serment (*pledge*) qu'ils se conformeront aux statuts et ne feront usage d'aucune autre boisson que l'eau. Les arguments des apôtres de la tempérance sont assez curieux. Il est vrai, disent-ils, à l'égard du vin, que Noé, père de la viticulture, a

fait du vin, mais la Bible ne dit point que son exemple dût être suivi et que nous devions convertir le jus du raisin en boisson alcoolique.

Avec cette théorie, si opposée aux pratiques de tous les peuples, que n'arrache-t-on les vignobles naissants de l'Ohio et de la Californie, de même que les pommiers, qui croissent en abondance dans l'Ouest? Ceci rappelle une anecdote. Un ministre suédois, ayant assemblé les chefs des tribus indiennes répandues sur les bords de la Susquehannah, les gratifia d'un sermon où il s'efforçait de leur faire connaître les principales traditions sur lesquelles notre divine religion repose, par exemple la chute de nos premiers pères, ayant enfreint l'ordre qui leur avait été donné de ne point toucher au fruit défendu. Quand le révérend eut terminé son homélie, un des chefs indiens, se levant pour le remercier, lui dit : « Ce que vous nous avez enseigné est très bien ; il est, en vérité, regrettable de manger des pommes, il vaut mieux en faire du cidre. » Dans une autre occasion, un marin, que l'on essayait de convertir et à qui l'on vantait les mérites de l'eau pure, fit cette réponse typique : « L'eau, dit-il, est une chose excellente pour la navigation. »

Les sociétés de tempérance ne se contentent pas de défendre l'usage des boissons fermentées les plus inoffensives ; elle proscrivent aussi, comme nous l'avons vu, la musique, le théâtre, les romans, surtout les romans français. La tempérance est aux Etats-Unis le thème favori des moralistes, des philanthropes et des pieux ministres de tous les cultes. Les Américains, à tort ou à raison, attri-

buent la plupart des délits ou crimes, vols, assassinats ou autres énormités (*other great enormities*) qui se commettent aux Etats-Unis à l'usage des liqueurs fortes. Mais la propagande des zélés apôtres de la tempérance n'est pas toujours efficace et le culte de l'eau pure gagne, en définitive, bien peu de terrain. Croirait-on que Barnum, l'exhibiteur du général Tom Pouce et le cornac de Jenny Lind, est un des membres les plus actifs des sociétés de tempérance?

Il fit représenter, il y a quelque temps, à New-York, une pièce ayant pour titre le *Drunkard*, ou l'ivrogne. Toutes les villes des Etats-Unis donnent d'ailleurs des représentations ayant un caractère moral et visant à corriger ou à réprimer ce qu'on peut appeler un vice national, excusable chez les Américains parmi les nombreuses qualités qu'ils possèdent. On voit au musée de Cincinnati, entre des crocodiles vivants et des trophées de la guerre du Mexique, divers tableaux symboliques représentant les heureux effets moraux de la tempérance, en opposition avec des scènes affligeantes de désordre et d'ivrognerie. Par exemple, un vénérable vieillard, portant un costume du temps de la guerre de l'indépendance, fait lire la Bible à sa petite-fille, tandis que son fils, enveloppé d'une confortable robe de chambre, est absorbé dans la lecture de son journal, lecture chère à tout bon Américain et qui annonce un esprit dégagé de toute autre préoccupation.

Pendant ce temps, une jeune femme, *the lady op the house*, se balance dans une *rocking chair*, ou fauteuil berceuse, tenant une broderie à la

main et regardant avec attendrissement un grand garçon, l'héritier de la famille qui, lui, se balance sur un cheval de bois. Ce tableau de famille se complète par une grande jeune fille en robe rose, une aïeule à lunettes, un vieux domestique noir et le chien de la maison, lequel regarde épanoui un public non moins satisfait. Dans la cuisine, on aperçoit, suspendus au plafond, de superbes jambons avec l'inévitable étiquette : *Queen city sugar cured ham*, marque de fabrique qui ne s'applique qu'aux jambons universellement célèbres de la ville de Cincinnati.

Cependant ce tableau de bonheur familial a son contraste et celui qui en forme le pendant offre des scènes bien différentes. C'est l'alcoolisme dans toute son horreur. Un homme encore jeune, la figure hâve, amaigrie, tachetée de teintes livides, est en proie au *delirium tremens*, pendant que sa triste compagne, plongée dans l'affliction la plus profonde, se console et se réconforte par la lecture de la Bible. Plus loin, des enfants en haillons et des bouteilles vides, portant l'étiquette fatale—sans marque de fabrique celles-là — rhum, cognac, brandy. Tels sont les moyens, un peu enfantins, du chapitre détaché de la morale en action que les sociétés de tempérance emploient pour frapper l'imagination des buveurs d'alcool.

Les sociétés de tempérance exercent sur l'opinion publique une grande action par la presse, toute - puissante aux Etats - Unis. Un journal annonçait dernièrement qu'un des membres les plus marquants de la société s'était permis de boire du whiskey mélangé d'eau, et Barnum, le

fameux Barnum, le seul Barnum *in the world*, a été lui-même surpris en flagrant délit d'une omelette au rhum. Une omelette au rhum! Délit manifeste que le devoir d'un fils de la tempérance était de dénoncer. Dans nous ne savons quel Etat, un faux frère, ou plutôt une fausse sœur, s'étant glissée parmi les filles de la tempérance — car les femmes font partie de la société et forment une division spéciale — surprit une de ces ladies prenant un verre de cidre, un simple *glass* de cidre pétillant, et s'abreuvant avec délices du suc du pommier, arbre qui a tenté Eve, et cela dans le temple même de la tempérance !

Ajoutons qu'il s'est formé des sociétés ou, par esprit d'antithèse, on invoque Bacchus, le Dieu du vin, sociétés qui forment la contre-partie de celles consacrées au culte de l'eau pure. Il y a peu de temps, un professeur de Darlington, le savant M. Ross, fit une lecture ayant spécialement en vue la conversion des maîtres de tavernes. Pour mieux assurer le succès de sa mission, il invita les mastroquets à venir l'entendre, et cela moyennant une rétribution de vingt cents par heure. Sa conférence dura deux heures vingt minutes; ils reçurent chacun cinquante-cinq cents contre un reçu en bonne forme. Mais, peu de jours après, voulant recommencer, le digne M. Ross se trouva en face d'une grève: les maîtres de taverne déclarèrent qu'ils n'étaient pas suffisamment payés et le professeur de tempérance leur accorda la somme de un demi-dollar par heure qu'ils exigeaient pour l'entendre.

Il existe aux Etats-Unis des hôtels voués à la

tempérance où le voyageur sans défiance ne peut trouver ni une goutte d'alcool, ni un verre de boisson fermentée quelconque. Des bateaux à vapeur et un assez grand nombre de navires, appartenant à la marine marchande, sont également consacrés au culte de l'eau claire et, l'année dernière, le Congrès rendit une loi qui supprimait les rations d'eau-de-vie aux matelots de la marine de l'Etat. Peut-être eût-il mieux valu abolir la peine du chat à neuf queues, ou du fouet, qui existe encore dans la marine américaine comme dans la marine anglaise. Dans la Nouvelle-Angleterre et dans quelques Etats de l'Ouest, pour entraver le commerce au détail des liqueurs spiritueuses, on a rendu décrets sur décrets, lois sur lois, sans pour cela atteindre le but, tant les fissures par lesquelles on échappe à la rigueur des règlements sont nombreuses. Dans des Etats comme la Louisiane, où l'élément latin domine et où, en général, la population est sobre, les sociétés de tempérance n'exercent aucune influence et n'ont pris aucun développement.

C'est dans les districts manufacturiers, cela va sans dire, que l'intempérance prend le plus d'extension et exerce au plus haut degré son action funeste. Tout en rendant justice aux sociétés de tempérance et au zèle de leurs affiliés, il faut convenir que la tâche à remplir offre de nombreuses difficultés. Les Américains ont le vieux sang anglo-saxon dans les veines et c'est vainement que bon nombre d'entre eux cherchent à lutter contre la fatalité d'un vice inhérent à leur race. L'amour des jouissances matérielles, qui est dans leur tempérament et qui, par suite de leur grande

activité physique, est peut-être dans leurs besoins, l'emporte sur les plus sages recommandations, et les efforts des apôtres de la tempérance cèdent trop souvent devant l'invocation caractéristique du Caliban de Shakspeare : *Wine, be my God* !

Justice et justiciables.

Les avocats gouvernent les Etats-Unis et la plupart des présidents de la République ont été des hommes de loi. Les Américains ont à chaque instant le mot de légalité dans la bouche et nul peuple ne semble avoir un plus grand respect pour la loi. Comment concilier ce sentiment, si fort en apparence, avec les interprétations judaïques, les équivoques, les arguties dont la loi est l'objet chaque jour ? Qu'un homme ait commis ouvertement un crime, son avocat le rendra blanc comme neige et si le délinquant est influent, l'indulgence du jury lui est sûrement acquise. On n'a point oublié les efforts surhumains employés pour disculper le docteur Webster, accusé de nous ne savons plus quel crime ; tout fait supposer qu'il aurait pu échapper à une juste condamnation s'il n'eût été à l'avance condamné par l'opinion publique.

Nous avons vu, dans un Etat de l'Ouest, un pauvre juif auquel un Américain avait tiré un coup de revolver dans sa propre boutique ; sur la déposition de plusieurs témoins, ce juif fut condamné à l'amende et aux frais, tandis que son agresseur était mis en liberté, faute de preuves suffisantes. Les avocats n'ont-ils pas prouvé doctement, à propos du procès intenté au gouverneur Quitman,

au général Lopez et autres flibustiers de marque qui voulaient envahir Cuba, qu'il n'y avait pas eu expédition ?

On sait qu'aucune des mesures de sûreté, destinées à prévenir les explosions de bateaux à vapeur sur les fleuves et rivières des Etats-Unis, ne peut être mise en vigueur, tant les capitaines qui commandent ces navires sont habiles à éluder la loi. Un pauvre ouvrier qui, ne pouvant se faire payer de son salaire, se rendait chez le juge de paix pour faire assigner son entrepreneur, en fut dissuadé par un de ses camarades qui lui dit : « Le juge de paix n'a pas payé un cent aux ouvriers qui viennent de lui construire une maison, comment ferait-il pour rendre justice aux autres ? » Il y a en effet des entrepreneurs qui ne paient point volontiers leurs ouvriers,bien que la loi soit, en général, éminemment favorable à la classe des travailleurs. Mais la difficulté est de l'appliquer.

Les avocats américains sont célèbres entre tous par l'art qu'ils possèdent de commenter et de défigurer les textes. Ils font dire à la loi ce qu'ils veulent qu'elle dise et noient, dans les flots de leur dialectique verbeuse, les meilleures intentions du législateur. D'un autre côté, les juges, nommés à l'élection, sont presque tous sous la pression de l'opinion publique, c'est-à-dire de leurs électeurs qui, en fait, constituent le véritable jury. Prenant la hache et les faisceaux, l'opinion populaire en arme trop souvent le juge Lynch et, innocent ou coupable, l'inculpé est frappé par ce juge impitoyable. L'année dernière, dans une ville de l'Arkansas, un individu accusé de plusieurs

crimes, fut acquitté par le jury, mais, dès le jugement rendu, il tomba mort au pied des juges, frappé de trois coups de carabine, dans le temple même de la justice. Personne n'osa poursuivre et les auteurs de cet audacieux attentat restèrent impunis. De tels faits sont nombreux aux Etats-Unis, surtout dans les territoires et les nouveaux Etats, et ils sont trop connus pour que nous insistions davantage.

C'est l'impuissance des tribunaux qui fait que chacun, prenant en main sa propre cause, redresse des griefs vrais ou prétendus et en poursuit la revendication. Ajoutons que trop souvent les Américains tiennent leurs juges en médiocre estime et qu'il règne, dans les cours de justice, un sans façon qui a son côté plaisant. Les avocats, négligeant la robe, le bonnet et la perruque, se croisent les jambes à la manière américaine, mâchent du tabac et fument tout en plaidant. Il n'est pas rare de voir, à l'issue d'une séance, les avocats, les juges et les accusés faire une partie de billard dans la taverne voisine et trinquer fraternellement. Nous avons connu un juge de paix qui tenait ses séances dans une brasserie et qui rendait la justice le verre en main. Nous nous souvenons aussi d'un candidat à la place de *recorder* (greffier), allant solliciter des suffrages dans tous les *bar rooms* de la localité et finissant par tomber ivre-mort aux pieds de ses électeurs.

La fréquence des incendies aux Etats-Unis est un des exemples de l'impuissance ou de l'inanité de la justice dans ce pays. C'est un sujet perpétuel d'étonnement pour les Européens que ces nom-

breux sinistres qui éclatent dans toutes les villes de l'Union et qui n'ont point pour excuse, comme autrefois, la combustibilité des matériaux, la plupart des maisons étant aujourd'hui construites en pierre ou en briques. La cloche d'alarme de New-York sonne presque tous les jours et il y a souvent dans cette ville cinq ou six incendies en une seule nuit. Il en est de même à Philadelphie, à Baltimore et à la Nouvelle-Orléans où les pompiers, *firemen*, sont constamment sur les dents. On assure que nombre de ces incendies sont dus à la malveillance et que plus d'un négociant ou industriel embarrassé charge le feu de faire sa liquidation.

Il n'est pas rare, non plus, de voir brûler des quartiers entiers habités par de pauvres immigrants irlandais qui perdent ainsi tout ce qu'ils possèdent et ne reçoivent aucun dédommagement. Ils habitent des cases en bois que les compagnies ne veulent point assurer et, comme ces quartiers déshonorent les riches avenues et nuisent à l'éclat des maisons voisines, on les laisse brûler pour cause d'embellissement public. Ajoutons que les incendies amènent fréquemment des rixes entre pompiers de compagnies rivales et que ceux-ci, une fois le feu éteint, vident sur le terrain même de l'incendie leurs différends ou leur rivalités. Boston a su éviter ces collisions sauvages en abandonnant le système des compagnies rivales et en instituant un corps régulier de pompiers, salariés par la ville et possédant un outillage parfait. Le nombre des pompiers américains est d'ailleurs considérable et leur courage au-dessus de tout éloge.

Commerçants et ouvriers.

Les Américains sont de très habiles commerçants et rien ne saurait égaler leur esprit d'entreprise, l'audace de leurs opérations, la simplicité des moyens, la vigueur et le sang-froid qu'ils mettent dans l'action. Aux Etats-Unis, le mécanisme des affaires est réduit à sa plus simple expression. Il y a, comme dit Fourier, économie de ressorts, et le mode d'opérer forme un vif contraste avec celui très compliqué employé en France. Le magasin du négociant américain est généralement séparé de son cabinet d'affaires et sa maison d'habitation, *the home*, est à l'extrémité de la ville, dans la partie la plus riante ; car les femmes américaines ne s'occupent jamais d'affaires et leur présence, à côté de leur mari, serait une superfluité. Le négociant américain, le *business man*, n'arrive pas à son office avant neuf heures du matin et, après un déjeuner rapide, pris dans une taverne ou *bar room*, il en sort à quatre heures après-midi pour n'y plus revenir. Les marchandises sont entreposées dans les *warehouses* ; on les vend aux enchères ou à la criée, sur échantillon, quelquefois vingt fois avant quelles soient livrées. Quant à l'argent ou aux valeurs, il n'y en a jamais dans la caisse du négociant américain, une banque se chargeant de payer les chèques qu'il délivre ou de faire ses recouvrements.

On comprend combien un tel système réduit le personnel des bureaux du commerçant et simplifie ses opérations. Il est curieux d'entrer dans les

offices de Wall street et Pearl street à New-York, ou dans les bureaux des rues Poydras et Tchoutipoulas à la Nouvelle-Orléans, rues dans lesquelles il se fait pour des millions de dollars d'affaires sans qu'on s'en apercoive pour ainsi dire. Vous ne rencontrez, dans les puissantes maisons de ces rues, pourtant si actives, qu'un ou deux commis les jambes croisées, fumant et causant au milieu de balles de farine, de sucre ou de coton. Il est très fréquent de n'y rencontrer personne ; néanmoins les bureaux sont ouverts et ce que vous avez de mieux à faire dans ce cas, c'est de vous installer vous-même et de fumer votre cigare en attendant le retour du patron ou de ses représentants. On a l'air de ne rien faire chez tous ces commerçants si actifs et dans l'office desquels on effectue en un seul jour des transactions considérables.

Il faut le dire, les Français s'entendent peu, jusqu'à présent, à ces transactions et ils semblent plus propres au commerce de détail, dont l'aménité de leurs manières et leur caractère facile font souvent tout le succès. L'honnêteté du commerçant français est son seul avantage, mais relativement, c'est un défaut. Le commerçant américain a moins de scrupules ; il remue avec audace les capitaux que le crédit lui procure, l'argent des autres, et s'il tombe dans la lutte, c'est pour se relever le lendemain, retomber encore peut-être, mais se maintenant toujours à flot. Aux Etats-Unis, la faillite n'enlève ni considération ni crédit et l'honnête homme trouve mille mains prêtes à le secourir. Quant à ceux qui, trop compromis ou à bout de force, ne peuvent remonter le cou-

rant, ils vont dans un autre Etat ; l'expansion des Etats-Unis, qui sont leur propre colonie, est telle qu'il n'y a, pour eux, jamais lieu de désespérer. Ils refont leur fortune, et cela dans des cas où le commerçant européen malheureux n'est plus qu'une épave sociale condamnée irrévocablement à la misère et à l'isolement.

Les Américains, qui ont sur nous une supériorité incontestable comme commerçants et qui ont d'ailleurs à leur disposition un champ d'action beaucoup plus vaste, l'emportent-ils également comme industriels? Les Américains n'ont point encore, généralement, la science théorique qui pousse au perfectionnement des procédés industriels, mais ils ont le sens pratique développé au plus haut degré et leur industrie manufacturière, servie par de nombreuses machines-outils imposées par la cherté de la main-d'œuvre, a fait de grands progrès. L'industrie exige aujourd'hui de grands capitaux et des commerçants habiles. Or ces deux éléments n'ont point manqué à l'industrie américaine et c'est dans le crédit, dans l'ampleur des débouchés, dans une production qu'elle s'attache à rendre aussi économique que possible, que réside sa supériorité. Les Américains ne visent point à l'art ; ils travaillent pour la masse, pour le nombre, pour le million, comme nous l'avons déjà remarqué, et leurs produits, d'une utilité générale, sont à la portée de toutes les classes de la société. Il serait à souhaiter que l'industrie française entrât dans cette voie éminemment démocratique ; sous ce rapport, nous pourrions prendre d'utiles leçons chez les Américains.

En ce qui touche la main-d'œuvre proprement dite, une des causes qui empêchent les Américains de devenir de très habiles ouvriers est leur propension à changer de métier ou à en exercer plusieurs à la fois. Ils aiment toutes les professions sans s'attacher de préférence à aucune, la meilleure étant celle qui satisfait le mieux leur intérêt du moment. Lorsque les Américains commencèrent à envahir le Texas, ils se firent tous planteurs de coton, comme ils se font planteurs de cannes à sucre à la Louisiane, bûcherons dans l'Orégon, chercheurs d'or en Californie, flibustiers pour annexer Cuba. Il n'est pas d'Américain qui n'ait exercé un certain nombre de professions en sa vie. Tel d'entre eux commence par abattre des arbres dans la forêt, se fait ensuite journaliste, avocat, épicier, marchand de whiskey, aborde avec assurance la médecine, pour devenir représentant au Congrès et finir sa carrière accidentée comme planteur de coton ou raffineur de sucre. Le président actuel des Etats-Unis Fillmore, fils d'un simple fermier, d'abord apprenti tailleur, puis avocat, est un des exemples de cette facilité que possède l'Américain à changer de profession. Nous avons connu un cordonnier qui, trouvant son industrie peu lucrative, se fit médecin. Tel avocat sans clientèle devient marchand de poulets. Un charcutier mécontent se fait capitaine de bateau à vapeur; un maréchal-ferrant de village se présente comme mécanicien, pendant qu'un simple ajusteur remplit l'emploi d'ingénieur.

Il n'est pas d'Américain qui ne se croit apte à exercer un métier quelconque et son extrême

confiance en lui-même ne lui fait douter de rien. Il n'a pas de connaissances approfondies, mais il a des idées générales, des lumières sur toutes choses, particulièrement sur ce qui concerne ses intérêts. Il n'est point de citoyen, si humble que soit sa fortune ou sa position sociale, qui ne possède des notions de géographie très précises et ne soit capable de raisonner sur l'agriculture, le commerce, l'industrie et la politique. Le caractère de l'Américain est fait pour le milieu où il se trouve et ses connaissances sont adaptées à sa fonction. Trop d'art lui serait superflu, trop de science lui serait inutile. Il faut au génie américain l'air, l'espace, la richesse, la variété. Le jour où ce peuple sera enfermé dans des limites trop étroites et condamné à tourner comme l'Européen dans le même cercle, ce jour-là sa décadence commencera. L'Américain n'a aucune des qualités qui charment la vie sédentaire et la rendent agréable. La nature n'a pas mis chez lui, comme dans les âmes européennes, filles d'une vieille civilisation, le sentiment de l'idéal et le germe divin de la science spéculative ou des beaux-arts. L'amour des biens matériels l'occupe tout entier et son culte est celui de la richesse. La démocratie américaine le sent bien, et c'est là ce qui explique la soif ardente de territoires qui pousse les Etats-Unis à d'incessants agrandissements.

Les femmes Américaines.

Poursuivons nos observations sur les mœurs américaines en abordant un autre sujet plus déli-

cat, lequel va nous montrer ces mœurs sous le jour le plus favorable ; nous voulons parler de la condition sociale des femmes aux Etats-Unis.

Le 19 avril 1850, il y eut à Salem, dans l'Etat de l'Ohio, une convention féminine dans laquelle furent prises les résolutions suivantes :

« Que Dieu créa les femmes égales aux hommes et que, comme elles jouissent des mêmes facultés, elles doivent posséder les mêmes privilèges. »

« Que les femmes ont le choix de s'occuper des affaires politiques de leur pays et de prendre part à son gouvernement ; qu'elles doivent être,comme les hommes, électeurs et éligibles ; qu'il est absurde de permettre à un mari de contrôler la personne et la propriété de sa femme. »

« Que la femme, étant apte au même degré que l'homme à exercer une fonction quelconque dans l'ordre religieux ou politique, toute distinction entre les deux sexes doit disparaître pour l'exercice de ces fonctions ».

« Que la tyrannie de l'homme envers la femme peut s'exercer sous une république aussi bien que sous une forme quelconque de gouvernement, etc., etc. »

Nous faisons grâce à nos lecteurs des lieux communs et des déclamations plus ou moins emphatiques dont est rempli ce manifeste des bas-bleus de l'Ohio. Les plaintes des ladies de cet Etat sont d'autant moins fondées que nulle part la condition sociale des femmes n'est aussi heureuse qu'en Amérique et qu'elles y sont entourées d'un respect sincère qu'on ne trouve point ailleurs. Un mari américain rougirait de laisser travailler sa femme

et il se fait un point d'honneur de subvenir seul aux dépenses de la maison. Il se prête avec une bonne grâce parfaite à tous ses caprices et à ses plus dispendieuses fantaisies. Cette situation privilégiée durera-t-elle, et beaucoup de femmes américaines ne seront-elles point dans la nécessité de subir, à leur tour, la dure loi du travail ? On peut répondre affirmativement, car déjà il en est ainsi dans les Etats du Nord où l'abaissement des salaires a forcé les Américains à se départir de ces principes de respect traditionnel qui dispensaient la femme de tout travail et l'entretenaient dans une charmante oisiveté. On ne lui laisse en effet, en général, que les soins du ménage, soins dont les hommes, dans la classe moyenne, prennent souvent la plus grande part, tels que l'achat des provisions au marché et les travaux les plus rudes de la maison. Quoi qu'il en soit, les égards pour la femme n'ont point cessé pour cela et ils dépassent singulièrement, dans leur sincérité, la politesse si souvent menteuse qui existe dans les autres pays.

C'est surtout en voyage que l'on peut remarquer la considération réelle dont les femmes jouissent aux Etats-Unis. Sur les chemins de fer, un wagon spécial, plus confortable et plus somptueux que les autres, leur est toujours réservé. Sur les bateaux à vapeur, elles ont des cabines particulières et un salon à l'arrière (*ladies room*), c'est-à-dire dans la partie du bateau où il y a le moins de trépidation et où l'on court le moins de risques en cas d'accident. A table, elles sont placées avant tout le monde, servies de préférence et elles ont un privilège sur les délicatesses du

dessert. Qu'une femme américaine voyage seule, elle peut, suivant le proverbe arabe, parcourir les Etats-Unis d'un bout à l'autre une couronne d'or sur la tête, sans jamais être exposée à aucun risque, à des propositions déshonnêtes, à des propos légers, ou accablée d'une politesse obséquieuse. Elle trouve une sécurité absolue dans les localités les plus désertes, chacun s'empresse à l'obliger et à la servir, et tous les hommes sont pour elle des cavaliers servants aussi respectueux qu'empressés.

Sur les bateaux à vapeur, on voit, aux arrêts des stations, les officiers du bord s'offrir à l'envi pour faire embarquer ou descendre les dames voyageuses. Ils ne souffrent pas qu'elles portent le moindre objet embarrassant, et il n'est pas rare de voir le capitaine lui-même s'emparer d'un bébé et offrir le bras à la mère, pendant que le clerk porte les paquets. Cette conduite exemplaire des Américains envers les femmes a toujours fait notre admiration. Et il ne faut pas croire que ces égards respectueux sont le privilège d'une seule classe de la société. Un paysan ou un ouvrier est aussi poli avec les femmes qu'un négociant ou un membre du Congrès. Les Américains ont assurément moins que nous le culte de la forme et ils ne se piquent aucunement de galanterie, mais leur politesse est plus vraie, plus sincère, et on ne les voit point adresser aux femmes ces propos de commis-voyageur dont le sexe fort, dans certaines classes, est si prodigue en France. Les riches Américains ne traitent point non plus les femmes de condition sociale inférieure avec cet air de pro-

tection qui rappelle l'époque où une petite bourgeoise se trouvait honorée des attentions d'un grand seigneur valant souvent beaucoup moins qu'elle. Les Américains, sincèrement démocrates, raillent avec raison ces formes surannées de politesse, encore usitées dans un certain monde, et comparent volontiers ceux qui les emploient à des maîtres de danse. Combien, pour notre part, nous aimons mieux le *shake hand* si cordial de l'Américain au salut protecteur d'un noble ou d'un bourgeois parvenu. Des hommes égaux en droit ont-ils donc besoin de tant de cérémonies pour s'aborder ?

Les Américains ne se bornent pas à la politesse envers les femmes ; elles sont aussi l'objet d'un véritable culte de leur part et nous en trouvons l'expression dans tous les journaux de l'Union. Ceux-ci sont remplis d'articles à leur louange dans lesquels on les traite à l'égal de créatures célestes. Un journal du Nord renfermait, il y quelque temps, l'entrefilet suivant : « Pour connaître la valeur des femmes, supposez que le monde en soit privé ; que feriez-vous alors de vos heures de loisir ? Où pourriez-vous trouver des amusements et des plaisirs ? Où chercheriez-vous le contentement et le bonheur ? Qui soutiendrait votre tête quand vous êtes malade ? Qui vous consolerait avec des caresses et des sourires quand vous êtes en proie au chagrin ou à la tristesse ? Que serait le foyer domestique sans la femme ? Supprimer la femme ! ce serait retirer la rose du jardin, le printemps de l'année, le rossignol du bosquet, etc. »

Les femmes américaines sont presque toutes jolies ; elles ont de l'éclat, de la fraîcheur et un air de distinction naturelle. Le type américain, en raison de l'immigration européenne et de l'amalgamation incessante des diverses races qui se pressent aux Etats-Unis, varie peu d'un bout de l'Union à l'autre et, de même que les Américains, les Américaines semblent coulées dans le même moule. Il y a cependant des différences, notamment du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Baltimore passait jadis pour avoir les plus jolies femmes des Etats-Unis ; mais il n'y a pas de ville qui n'ait cette prétention et qui n'aspire à mettre ses beautés au premier rang. La Nouvelle-Orléans assure qu'elle possède des beautés sans égales. Cincinnati revendique cet honneur pour les siennes, tandis que Louisville affirme que la palme de la beauté féminine lui appartient. La dispute prend parfois un caractère épique, et ce serait à se croire sur le Mont-Ida, moins le berger Pâris. Comme les Américains amplifient volontiers, on pourrait penser, en lisant leurs rapports sur ces concours de beauté, que les Américains rivalisent avec l'ancienne Grèce et possèdent les plus belles femmes du monde.

On lisait, il y a quelque temps, dans un journal de Cincinnati, les vers suivants en l'honneur des femmes de l'Ohio ; nous traduisons textuellement :

« Puisse le ciel rendre heureuses les filles de l'Ohio ! Que de charmes en elles éclatent ! Les grâces et la perfection se montrent dans tous leurs mouvements et dans la moindre de leurs actions.

« Les beautés, de la forme d'un ange, en elles se

combinent ; il serait impossible de trouver en leur personne une imperfection qui pût rien enlever à leur réputation.

« Les filles des autres contrées peuvent vanter leurs cheveux d'or, mais je préfère les boucles noires comme l'aile du corbeau qui ornent le front des filles de l'Ohio.

« Pour l'intelligence, elles sont richement dotées. Leur front est le siège de la modestie, de la candeur et de l'innocence.

« Leurs joues surpassent de beaucoup en beauté les roses du matin ; leurs lèvres peuvent donner des tentations cruelles au célibataire abandonné.

« Leurs yeux ressemblent à une garniture de diamants au milieu d'une mer liquide ; les froides vagues du chagrin peuvent les submerger, ils n'en sont que plus brillants.

« Les filles de l'Ohio sont ornées de la couronne d'étoile de la vertu, couronne qui donne plus de grâce à celles qui la portent que la couronne d'un roi.

« Les filles de l'Ohio possèdent tous les charmes et toutes les vertus, leur réputation est universelle ; quelles beautés voudraient entrer en lutte avec elles ? quelle contrée pourrait leur disputer la palme ? »

Les femmes américaines, adulées de cette façon extravagante par les rimailleurs et les prosateurs des Etats-Unis et traitées en véritables souveraines par leurs parents et leurs maris, ont perdu, par la flatterie et une déférence outrée, une partie de leurs qualités natives et des charmes qui sont partout l'attribut de leur sexe. Elles sont deve-

nues hautaines, altières, impérieuses et, en véritables enfants gâtées, considèrent les prévenances dont on les entoure comme un hommage obligé. Elles acceptent les petits services qu'on leur rend d'un air assez maussade aux yeux des étrangers. Comme elles ne prennent jamais part aux affaires, elles dépensent l'argent sans compter et semblent n'en point connaître le prix. L'habitude de l'aisance leur dessèche le cœur ; elles ne connaissent guère les misères de l'existence et elles savent peu ce que c'est que souffrir. Elles ignorent qu'il y a des malheureux, et que ce luxe dont on les entoure ne peut s'acquérir qu'au prix de mille douleurs et de mille sacrifices. Plus indépendantes, plus heureuses que les femmes françaises, elles n'ont point leur sensibilité et leurs qualités sérieuses et, en ce monde où tout se paye, leurs défauts sont la rançon de leurs qualités.

Mais cette indépendance souveraine, dans laquelle vivent les femmes aux Etats-Unis, n'est pas sans inconvénient et l'autorité paternelle, n'ayant pas lieu de s'exercer, n'existe pour ainsi dire point. La vieillesse est rarement consultée aux Etats-Unis et *the old man*, qui n'est quelquefois qu'un père de quarante ans, est souvent, dans les réunions que donne la jeune fille, relégué dans ses appartements ou bien figure à titre décoratif dans la galerie. Les Américains n'ayant point l'habitude de doter leurs filles, on pourrait croire qu'il se fait aux Etats-Unis plus de mariages d'amour qu'ailleurs. Il n'en est rien, car les jeunes misses américaines ont appris de bonne heure à compter sur l'effet de leurs charmes et

elles apprécient fort la richesse, même sous la forme d'un barbon. On assure que des mariages de convenance, ceux où les dollars emplissent la corbeille, ont lieu assez fréquemment aux Etats-Unis et que notre vieille Europe n'en a point le privilège.

En ce qui concerne l'éducation que l'on donne aux femmes américaines, il semble qu'on en soit encore à cette époque de la colonisation où des esclaves noirs étaient chargés de tous les travaux de la maison. Sans doute l'esclavage a été aboli dans un grand nombre d'Etats, mais le mode d'éducation des femmes a été faussé par cette institution détestable et tout ferait croire qu'elle existe là où cependant elle a absolument disparu. Disons cependant qu'il n'est pas rare de rencontrer des Américaines très instruites, savantes, d'un goût délicat et capables de se livrer à une controverse politique et littéraire quelconque, religieuse surtout, car elles sont animées d'un vif esprit de prosélytisme. Il n'en manque point, parmi elles, qui pourraient aspirer au diplôme de docteur ès-lettres ou ès-sciences, et qui connaissent le latin, le grec, l'allemand, l'italien. Presque toutes, parmi celles qui ont été bien élevées, savent deux ou trois langues vivantes, notamment le français, et elles s'adonnent volontiers à la poésie. Mais ces charmantes ladies ont la manie de faire chanter aux français de passage la *Marseillaise* que beaucoup d'entr'eux, à leur honte, ne savent point !

Les Américains, particulièrement dans les nouveaux Etats, où il est aisé de se constituer une position indépendante, se marient jeunes et, à

peine hommes, deviennent pères de famille. Ces unions prématurées, que la force des choses impose, ne sont pas sans inconvénients, les époux n'ayant point acquis la plénitude de leur force physique et l'expérience de la vie leur manquant complètement. Mais le législateur, comme remède, a rendu le divorce facile ; il ne paraît point cependant qu'il soit aussi fréquent qu'on pourrait le supposer. Est-ce parce que les Américains ont plus de qualités matrimoniales que d'autres peuples ou parce que leurs affaires les tiennent souvent hors de leur maison ? Il est incontestable que les Américains sont des maris doux, soumis et fidèles ; tout occupés des affaires de leur commerce ou de leur industrie, ils attachent peu d'importance aux menus détails de la vie domestique. Il n'est pas rare de voir aux Etats-Unis plusieurs familles vivre sous le même toit en parfaite intelligence et des parents faire ménage commun sans se quereller, ce qui est assez rare en France. Les Français semblent beaucoup plus susceptibles que les Américains en ce qui concerne les affaires de la vie domestique. Tous ceux qui ont vécu aux Etats-Unis ont pu remarquer la patience et la longanimité dont ils font preuve à propos de ces petits incidents de voyage qui mettent en ébullition notre vieux sang gaulois. Un mauvais dîner ne les émeut nullement et le repas serait-il en retard de deux heures, on ne les entend jamais murmurer. Les Américains portent ces qualités dans la vie de famille et c'est là, sans aucun doute, une des causes qui contribuent chez eux à la paix du foyer domestique.

Le législateur, en facilitant le divorce, a pris soin cependant de sauvegarder les intérêts privés de la femme. Les lois américaines sont à cet égard plus libérales qu'en aucun autre pays et il y a été apporté, l'année dernière, une amélioration que nous nous plaisons à signaler. Les Etats de New-York, du Maine, de l'Ohio, de la Géorgie, du Texas, du Michigan, du Wisconsin, de l'Iowa, de la Californie et de l'Indiana, ont en effet promulgué une loi, sous le nom de *Homestead exemption bill,* qui a principalement pour but de protéger les droits de la femme et les intérêts sacrés de la famille. Cette loi s'oppose à la saisie du mobilier domestique ou autres valeurs par suite de faillite, et cela jusqu'à concurrence de 500 à 1,000 dollars. Cette dernière somme est celle qui a été fixée par la législature de l'Etat de New-York. Si un père de famille meurt et laisse des dettes, la veuve et les enfants mineurs ou non mariés possèdent le même privilège et peuvent mettre à l'abri de toute poursuite la valeur de 500 à 1,000 dollars. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer tout ce que cette loi a de favorable aux intérêts de la femme et de la famille ; elle a cependant un mauvais côté, en ce sens qu'elle peut frustrer les petits créanciers. Rien n'est plus difficile que le recouvrement des dettes criardes aux Etats-Unis. Du moment que la somme dépasse cent dollars, elle n'est plus sous la juridiction des juges de paix ; il faut en appeler aux tribunaux qui traînent l'affaire pendant des années et vous ruinent en frais de procédure. Partout la justice est lente et coûteuse ; aux Etats-Unis, elle n'échappe

point à cette règle et il y a toujours une classe de citoyens que la pauvreté prive de la justice.

Vanité nationale.

Les Américains ont une grande bravoure naturelle et le mépris absolu du danger; mais ils n'ont point, jusqu'à présent, l'esprit militaire et ils ont le bonheur de ne point posséder d'armée permanente. Ils n'ont qu'un petit corps d'armée, dont l'occupation principale est de garder la frontière indienne. Le succès très grand que les Américains ont obtenu en 1815 contre les Anglais et la victoire remportée par le général Jackson sur le général Packenham, dans la plaine Chalmette, au-dessous de la Nouvelle-Orléans, a cependant éveillé chez eux quelque peu l'esprit de chauvinisme militaire. Nous avons entendu des Américains faire ce raisonnement, que le général Jackson, *the old hychory*, comme l'ont surnommé les Indiens, ayant battu, dans les plaines de la Louisiane, les soldats qui avaient vaincu à Waterloo le plus grand capitaine des temps modernes,leurs talents militaires, de même que leur bravoure, n'étaient plus en question et que, le cas échéant, ils pouvaient ambitionner le premier rang.

Nous le croyons sans peine. L'histoire nous apprend d'ailleurs que la supériorité militaire n'est point l'apanage d'une seule nation et que tous les peuples savent se battre quand leur indépendance est en jeu. Depuis la bataille de la Nouvelle-Orléans, où plusieurs de nos compatriotes, descendants des anciens émigrés français, jouèrent un rôle hono-

rable et où les balles de coton, comme fortification passagère, firent merveille, depuis cette date, les Américains ont eu au Mexique une autre occasion de déployer leur bravoure. Ils ont fait à ce pays une guerre heureuse dont le résultat tangible a augmenté le nombre des étoiles de leur drapeau et a été l'annexion de plusieurs belles provinces, notamment celle de New-Mexico. Il est aussi résulté de cette campagne un certain changement dans les habitudes des Américains, comme le port de la barbe entière et une faveur plus grande accordée à l'élément militaire. Le général Taylor, qui commandait avec distinction l'expédition du Mexique, a été élevé à la présidence des Etats-Unis, et le nombre des officiers en non activité, appartenant à l'armée ou à la milice, est devenu considérable.

L'étranger est très surpris, dans un pays où il y a si peu de soldats et où l'armée ne se voit guère, d'entendre à chaque instant des appellations de colonel, de major ou de capitaine. Ces titres, dont les Américains paraissent très fiers, remplacent chez eux les distinctions honorifiques et les rubans multicolores dont, en France, nous tirons une si puérile vanité. Tel honnête planteur de coton ou de canne à sucre est gravement gratifié par ses clients ou amis du titre de colonel, et tel banquier ou broker de Wall street, qui n'a jamais commandé qu'à ses commis, s'entend appeler major ou capitaine. On s'expliquera la prodigalité singulière de ces titres ou grades quand on saura que l'Etat de New-York possède à lui seul 240 colonels et 1574 capitaines, appartenant à l'armée

ou à la milice, très nombreuse d'ailleurs aux Etats-Unis, mais, qui en fait, ne figure guère que sur le papier. Quoi qu'il en soit, dans un pays où tous les hommes ont l'habitude du cheval et savent manier une carabine, une armée considérable serait, le cas échéant, facile à former. La dernière guerre contre l'Angleterre, de même que celle contre le Mexique, prouvent d'ailleurs à l'évidence que ce peuple de marchands et d'industriels saurait, au besoin, se défendre énergiquement contre toute agression et qu'il reprendrait facilement la glorieuse tradition des guerres de l'indépendance. En attendant, on ne peut que féliciter les Américains d'avoir su s'affranchir de la plaie des armées permanentes qui dévore notre vieille Europe.

En matière industrielle, la vanité nationale des Américains est mieux fondée, car ils possèdent déjà de belles manufactures et sont riches d'inventions nouvelles ; mais elle leur fait quelquefois dépasser le but et les rend injustes envers les autres peuples. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'ils s'attribuent l'invention des chaussures chevillées dont l'idée première, si nous ne nous trompons, appartient à Brunel, l'illustre ingénieur du tunnel de la Tamise. Il y a quelque temps, un journal de Boston annonçait que l'on venait d'imaginer le moyen de distiller l'eau de mer et de la transformer en eau potable, découverte précieuse pour la marine, ajoutait ce même journal, ignorant sans doute que la cuisine distillatoire existe depuis longtemps à bord de nos navires. Il n'est pas jusqu'à leur climat dont les Américains ne soient orgueilleux. Ils ont, disent-

ils, le plus beau, le plus splendide, le plus salubre climat de la terre. Nous ne contestons pas le grand charme de la température des Etats du golfe du Mexique et nous savons que la Californie possède un climat merveilleux. Mais il n'en est pas de même partout et il suffit de rappeler que, l'année dernière, la mortalité à New-York, dans le mois de juillet, fut de 50 % plus élevée que celle de Londres, bien que le choléra ne régnât point dans la localité. New-York est cependant une des villes les moins malsaines des Etats-Unis. Les journaux de New-York ne voulurent pas convenir de ce fait et prétendirent que la statistique anglaise se trompait. Causant un jour avec un Américain de l'avantage qu'il y aurait pour la santé des ouvriers à substituer le vin à l'usage de l'eau-de-vie, il nous répliqua : « Vous faites usage de vin en France parce que l'eau est mauvaise ; mais dans ce pays, nous avons la meilleure eau du monde. » Il est certain que l'eau du Missisipi, bien que constamment trouble, est renommée à juste titre ; mais l'eau de presque toutes les autres rivières, à une certaine époque de l'année, est malsaine, ce qui n'empêche pas les Américains d'affirmer que toutes leurs eaux sont excellentes.

Il est rare qu'un Américain interroge l'étranger sur les mœurs ou les institutions de son pays, tant il est persuadé qu'il possède la perfection en toutes choses ; à ce point de vue, il se fait souvent de nos coutumes et de nos manières de vivre une idée singulière. « Vous ne portez que des chaussures en bois en France, nous dit gravement un jour

un Américain qui avait vu, au musée de Cincinnati, une paire de sabots français entre une pipe culottée par le général Jackson et une paire de lunettes ayant appartenu à Franklin. Un habitant de la Nouvelle-Angleterre, nous entretenant des progrès fâcheux de l'aristocratie commerciale et manufacturière dans le Nord, de l'abaissement des salaires, de la mauvaise condition des ouvriers, nous lui répondîmes : « Vous avez donc des malheureux aux Etats-Unis ? » —Oh ! objecta-t-il, nous n'avons pas de malheureux comme en Europe ; nous sommes un jeune pays, nous avons de trop bonnes institutions... » L'orgueil national fit rentrer la vérité prête à s'échapper de ses lèvres, tant il est vrai que l'Américain cache avec soin ses propres misères lorsque son esprit de nationalité est en jeu. *Our country right or wrong* est une maxime anglaise, mais c'est aussi une maxime américaine d'une fréquente application.

La flatterie prend l'Américain au berceau. Ses livres, son instituteur lui disent qu'il est un grand peuple, que les Etats-Unis sont une grande nation. Jeune homme, il apprend la même chose dans les journaux et dans les clubs où il fait son éducation politique. Homme fait, il s'efforce de persuader aux autres ce qu'on lui a si bien appris et la flatterie, passant ainsi de génération en génération, engendre la vanité nationale.

Les Américains, admirablement au courant de tout ce qui les concerne, ignorent souvent les choses de l'étranger. Cette lacune dans leur éducation rétrécit quelque peu leur jugement et contribue à perpétuer cette politique d'isolement et

de non-intervention qui leur a été imprimée par Washington, dès les premiers temps de la république. C'est ainsi que le gouvernement américain faillit nous déclarer la guerre sous la présidence du général Jackson et que, dernièrement, l'opinion publique s'élevait contre nous à propos d'une question d'étiquette. Les Etats-Unis se sont détachés graduellement de l'alliance française et assistent, spectateurs indifférents, au grand mouvement social qui s'accomplit chez nous. L'aristocratie commerciale redoute cette évolution, le peuple n'en comprend pas la portée, et on est bien éloigné ici de l'époque où l'Amérique, mue par un vif sentiment de reconnaissance, saluait en la Fayette le héros de la liberté des deux-mondes. C'est une opinion assez généralement répandue dans ce pays, que la république de 1848 ne pourra se maintenir, et c'est sans doute la bonne opinion que les Américains ont d'eux-mêmes qui leur fait supposer que nous ne sommes point mûrs pour la liberté. Tant de flatteries disent aux Américains qu'ils sont le premier peuple de la terre que, nous prenant en pitié, ils se comparent aux Grecs ou aux Romains et se partagent en imagination l'empire du monde. Excès de vanité, mais noble ambition d'un peuple appelé à de hautes destinées et qui semble, par ses défauts, devoir réussir mieux que nous par nos qualités.

Nous terminerons ce chapitre en abordant sommairement un sujet bien délicat et auquel il serait téméraire de notre part de donner un autre développement que celui que comportent des observations très superficielles. Les Américains sont-ils

un peuple réellement religieux ? On demandait un jour à *Red Jacket*, chef indien célèbre par son éloquence, s'il croyait à Dieu. « Oui, répondit-il, plus que les blancs, si nous jugeons de leurs croyances par leurs actes. » Aux Etats-Unis, le témoignage d'un athée n'a aucune valeur en justice et la ponctualité avec laquelle on accomplit les devoirs prescrits par le culte semble indiquer, en effet, que le peuple américain est essentiellement religieux. Cependant, si nous examinons de près la conduite politique ou privée des Américains, nous inclinerions à penser que la religion n'exerce pas plus d'influence sur leurs intérêts et leurs opinions qu'en France ou en Angleterre, et que ces exigences rituelles auxquelles ils se soumettent si facilement sont, dans leur société bien disciplinée, une des formes de la respectabilité. Mais ne disons point de mal du sentiment religieux qui anime les Américains et ne cherchons pas surtout à l'analyser. Ces chanteurs de psaumes, ces rigides observateurs du sabbat sont de rudes hommes chez lesquels les croyances ne nuisent point à l'action et qui, par leur extraordinaire activité et leur amour du progrès, donnent un grand exemple à de plus sceptiques qu'eux.

Tous les cultes sont libres aux Etats-Unis. Les fidèles payent eux-mêmes leur ministre et bâtissent leur temple. Cela empêche-t-il la religion de se propager et d'exercer son influence ? Aucunement. La ville de New-York compte à elle seule 230 églises et temples, appartenant à toutes les sectes qui se partagent les Etats-Unis. C'est naturellement le protestantisme qui domine. Cependant le

catholicisme, en raison de la quantité considérable d'Irlandais qui arrivent chaque année, fait, assure-t-on, des progrès rapides, particulièrement parmi le peuple et la classe moyenne ; mais ce sont les catholiques qui le disent et nous ne nous portons point garant du fait. La plupart des grandes villes des Etats-Unis ont un évêque. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que les catholiques étant en minorité, se montrent humbles, tolérants, sans préjugés, tandis que les protestants, ayant l'avantage du nombre et l'appui des hautes classes de la société, affichent une intolérance qui touche parfois au fanatisme et se traduit fréquemment par la persécution ou la violence. L'année dernière, à Chillicoke (Ohio), les sœurs de Notre-Dame furent chassées pour la neuvième fois de la maison d'éducation fondée par elles dans cette ville, et cela à l'aide de moyens peu dignes d'un peuple qui professe un si grand respect pour la liberté de penser.

C'est l'histoire de toutes les religions. Faibles, elles sont tolérantes ; puissantes, elles persécutent. Ajoutons que les protestants et les catholiques, si peu d'accord sur certains principes, s'entendent parfaitement sur ceux où le dogme n'est point engagé. Le socialisme, notamment, a le privilège de leur inspirer une haine violente ; c'est pour eux la bête de l'Apocalypse et la source de tous les maux. Le plus curieux est que les anti-esclavagistes sont assimilés aux socialistes, et cela se comprend, puisqu'ils menacent également l'ordre social établi. Sans doute, dans le Nord, les sectes religieuses n'approuvent point l'esclavage, mais

elles en parlent avec ménagement, alors que, dans le Sud, les pieux ministres de l'Evangile vont jusqu'à trouver dans la Bible, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, des arguments de fait et de principe pour sanctionner cette abominable institution.

En France, le clergé ne se montre point hostile aux institutions de l'Etat et on sait, qu'en 1848, il a béni les arbres de liberté. Aux Etats-Unis, les ministres de la religion n'enseignent aux Américains, en matière sociale ou politique, que ce que ceux-ci veulent bien entendre. Ils ne sont ni libéraux ni rétrogrades ; ils partagent les vues de leurs fidèles, et leur parole, en dehors de celle de l'ancien ou du nouveau Testament, n'est que l'écho de l'opinion générale. Le clergé américain n'est point en avance sur son siècle, mais il n'est point en arrière, et s'il ne fait rien pour la liberté, il ne fait rien non plus contre elle. Le gouvernement n'a jamais, d'ailleurs, à intervenir dans ses actes et le langage de la chaire est toujours correct. En résumé, les Américains sont-ils plus religieux que les Français ? Leur respect de la forme, la stricte observation qu'ils font du dimanche, l'exactitude qu'ils mettent à remplir leurs devoirs religieux semblent appeler une réponse affirmative. Mais Dieu seul sonde les reins et connaît les cœurs, et nous avouons humblement, qu'en cette matière, les lumières nous manquent pour nous prononcer.

CONDITION DES OUVRIERS

Le courant de population qui traverse incessamment la chaîne des Alléghanys pour se répandre à l'Ouest, emporte avec lui l'industrie et la civilisation de la Nouvelle-Angleterre. Une nouvelle société, jeune, forte, vigoureuse, se forme dans la vallée du Mississipi, et cette société tend à prendre, vis-à-vis des Etats du Nord, le rôle que ceux-ci ont joué eux-mêmes vis-à-vis de la Grande-Bretagne. L'Ouest est véritablement la colonie des vieux Etats de l'Atlantique et cette contrée, encore vierge, est regardée par ceux-ci avec une jalousie qui se révèle en plus d'une circonstance, surtout en matière d'industrie. En effet, les Etats de la vallée de l'Ohio, non contents d'avoir enlevé au Nord ses ateliers de construction mécanique, ses fabriques de meubles, de conserves alimentaires, etc., se préparent à lui enlever aussi ses filatures et tout fait croire, qu'avant peu, ils y réussiront. Un grand nombre de ces établissements industriels fonctionnent déjà depuis une dizaine d'années dans la Virginie, le Tennessee et au bord des divers tributaires du Mississipi. L'Ouest veut avoir son Lowell et, bien que les cours d'eau qui actionnent les filatures de ce petit Manchester lui manquent, ce désavantage naturel est amplement compensé par le bas prix du charbon qu'on peut

obtenir à pied d'œuvre, sur les bords de l'Ohio, à cinq cents le bushel.

C'est un petit village de l'Indiana, Cannelton, à vingt milles au-dessous de Louisville, et situé au pied d'une de ces riantes collines qui bordent l'Ohio, qui a été désigné et choisi comme devant être un jour le Lowell de l'Ouest. Il est impossible de rencontrer un site plus enchanteur. Le village, appartenant à l'Etat du Kentucky, est adossé à de hautes collines encore couronnées d'arbres séculaires et de berceaux de vignes sauvages. En face, on aperçoit un autre village avec ses églises, ses moulins à scie, ses maisons blanches, ses vergers et ses pâturages. Sur chaque rive se trouve une exploitation de charbon de terre, et il n'y a pas cinq minutes que le combustible est sorti de la mine, que déjà il est dans le bateau, prêt à descendre le cours de la rivière et à se distribuer sur tout son parcours. C'est cette proximité de la houille, pain de l'industrie, qui a déterminé le choix de cette position privilégiée pour l'établissement de filatures ou autres établissements industriels.

La première filature établie dans cette contrée est d'origine récente ; elle a été construite l'année dernière de la façon la plus solide et la plus élégante. Le bâtiment principal a cent mètres de longueur, sur vingt de largeur, et compte cinq étages. Le front est orné de deux tours de trente-cinq mètres de hauteur. A peu de distance de ce bâtiment principal, contenant les machines et les métiers, s'élève une véritable pyramide en pierre de taille, de trente-cinq mètres environ de hauteur

qui sert à la fois de cheminée et de moyen de ventilation. Les murs sont en pierre de taille, de couleur variée, extraite d'une des carrières de la colline même à laquelle la fabrique est pour ainsi dire adossée. La charpente vient de la forêt voisine ; les arbres ont été sciés et coupés sur place, en madriers, par des moulins à scie établis à l'avance dans la localité. La filature est outillée pour mettre en œuvre annuellement 3,000 à 4,000 balles de coton.

Déjà 1,500 personnes habitent le village où l'on voit un temple presbytérien, une chapelle catholique, un hôtel ou *boarding house*, contenant 70 chambres à coucher, un moulin à farine, un journal, etc. Le pasteur fait un sermon tous les dimanches et a ouvert une école pour les filles, en outre des deux autres qui existent déjà pour les garçons. Il s'est formé un cabinet de lecture (*circulating library*) et, afin que rien ne manque à cet embryon d'une ville américaine, la société de tempérance y compte une division de ses membres. Lowell, dans le Massachussets, a commencé à peu près ainsi. Cannelton atteindra-t-elle le même degré de prospérité que cette ville manufacturière si renommée ? Nous n'en doutons nullement. Les Américains, en matière d'industrie, copient plutôt qu'ils n'inventent, et c'est pour cela qu'ils se trompent rarement. Tous leurs travaux se font sur un modèle uniforme et sur des plans expérimentés depuis longtemps. Il y a beaucoup de Lowell dans la Nouvelle-Angleterre ; il y en aura un de plus dans l'Ouest, en attendant qu'il y en ait un ou plusieurs autres dans le Sud.

Mais si toutes les villes industrielles des Etats-Unis se ressemblent dans leur conformation physique, si les entreprises manufacturières offrent, sur tous les points de l'Union, des chances plus ou moins grandes de succès pour le capitaliste américain, on est en droit de se demander si la condition morale et matérielle des ouvriers reste la même et s'ils ne sont pas, comme en Europe, quelque peu victimes de l'esprit de concurrence. Les choses ont bien changé à Lowell depuis que ce petit Eldorado industriel s'est révélé pour la première fois à l'admiration des philosophes et des économistes, avec son bien-être tout bourgeois et sa tranquillité monastique. Depuis la modification du tarif qui eut lieu en 1846 et qui réduisit les droits d'entrée sur le coton étranger à 25 %, les fabricants de la Nouvelle-Angleterre ont eu à soutenir la concurrence étrangère et ils ont augmenté la durée de la journée de travail dans toutes leurs filatures. Les salaires ont, par suite, diminué considérablement et les ouvriers de Lowell travaillent maintenant 78 heures par semaine, faisant 20 % de travail de plus, tout en étant payés un cinquième de moins qu'à l'époque où Michel Chevalier nous retraçait le tableau séduisant de leur prospérité.

Les filles de fermiers qui venaient à Lowell de tous les points de la Nouvelle-Angleterre pour y travailler et y amasser une dot, sont remplacées aujourd'hui par des Irlandaises, lesquelles, sortant d'un pays où règne la misère la plus noire, se soumettent à toutes les exigences des manufacturiers et acceptent des salaires inférieurs sans

murmurer, trop heureuses de trouver, sur cette terre étrangère, le pain et l'abri qui leur manque dans le Royaume-Uni. C'est ainsi que l'intention philanthropique du fondateur de Lowell a été neutralisée par la concurrence étrangère et par la compétition intérieure de maître à maître, d'ouvrier à ouvrier. Un pays qui reçoit chaque année 300,000 immigrants, dont près des deux tiers sont des Irlandais de la condition la plus misérable, et qui encourage cette immigration comme étant la base de la prospérité des manufactures nationales, ne pouvait, en effet, rester longtemps dans des conditions plus heureuses que celles où se trouvent les nations industrielles de l'Europe. Il s'est établi beaucoup de centres manufacturiers calqués sur Lowell, mais cette rigidité puritaine, à laquelle y sont soumis les ouvriers et ouvrières, n'a pu s'implanter ailleurs, et, à Lowell même, elle tend chaque jour à s'atténuer, sinon à disparaître.

Lowell est un véritable couvent industriel qui ne peut occuper que des célibataires et dont les règlements, inspirés d'un piétisme étroit, sont inapplicables dans toute autre localité, particulièrement dans l'Ouest, où les populations ont une grande liberté d'allure, réaction naturelle sur cet esprit réglementaire et austère des puritains qui règne encore sur quelques points de la Nouvelle-Angleterre. On pourra juger de la physionomie morale de Lowell par les détails suivants.

Les logements ou *boarding houses* des ouvrières de Lowell sont à quelques pas de la fabrique et mis en communication avec le corps de bâtiment principal par un pavillon à un seul étage,

contenant la comptabilité et le cabinet du directeur. La cour est disposée de telle façon, au moyen de clôtures, que pour y entrer, il faut passer dans l'office où des surveillants siègent en permanence. Le directeur, de son cabinet, a toute la corporation sous les yeux. D'un côté, les *boarding houses*, qui ne sont louées qu'à des personnes connues et autorisées ; de l'autre, les ateliers industriels, lesquels ont, à leur tour, un ou plusieurs contremaîtres qui ont la responsabilité du travail et exercent une surveillance rigoureuse sur leurs employés.

Les ouvrières de Lowell sont logées dans des maisons en briques, disposées sur une longue rangée, laquelle est divisée symétriquement en six ou huit blocs ou îlots séparés. Ces maisons, hautes de trois étages, sont d'une construction simple et ressemblent pas mal à ces cottages où demeurent les ouvriers aisés des villages de la Nouvelle-Angleterre. Chacune a sa cour, son petit jardinet et de l'eau en abondance. Tout y respire cet air de fraîcheur, d'aisance et de propreté particulière aux habitations américaines. La salle à manger est sur le devant, la cuisine donne sur la cour. La maîtresse de la maison, généralement une respectable veuve ou mère de famille, est une sorte de matrone qui préside sur ses pensionnaires avec un soin maternel et les a presque continuellement sous les yeux. Les chambres à coucher sont communes, suivant l'usage américain, usage qui provient sans doute du prix exorbitant des loyers aux Etats-Unis. Les jeunes ouvrières, au nombre de six ou huit et quelquefois dix, sont logées dans un seul de ces dortoirs.

Les ouvrières de Lowell sont libres de choisir leur *boarding house*, mais les maîtresses de maison sont désignées par le directeur de l'établissement. La pension leur est affermée à un prix assez raisonnable, généralement au-dessous de celui payé pour le même genre d'établissement en dehors de la corporation. La compagnie ayant intérêt à avoir tous les employés sous sa dépendance, ne cherche point à spéculer sur le loyer de ces maisons. Le directeur n'accepte comme matrones que des personnes de bonne réputation et d'une conduite irréprochable.

Tous les employés des filatures de Lowell reçoivent une rémunération. Les jeunes filles nouvellement arrivées et qui travaillent encore à titre d'apprenties, sont payées en entrant un demi dollar par semaine, la pension comprise ; quelques mois après, leur salaire s'élève de trois quarts à un dollar et demi par semaine, suivant leur activité ou leur intelligence. La moyenne des gages est de deux dollars par semaine, la pension payée. Quelques-unes de ces ouvrières réalisent trois et quatre dollars, mais celles-ci sont rares. Le prix de la pension est de un dollar et quart par semaine pour les jeunes filles et de un dollar trois quarts pour les hommes. La même pension n'admet point de personnes des deux sexes. Les hommes et les femmes sont dans des quartiers séparés.

La population ouvrière de ces manufactures n'est point permanente, et c'est là ce qui la distingue de toutes celles établies jusqu'à ce jour. Un très petit nombre des employés de Lowell ont leur résidence dans la ville. Autrefois, la plupart ve-

naient de l'intérieur de la Nouvelle-Angleterre. Les jeunes ouvrières ne travaillent en moyenne que pendant quatre à cinq années et retournent ensuite chez leurs parents. On comprend que pour obtenir ces jeunes filles, appartenant en général à des familles pauvres, mais respectables, Lowell devait présenter des garanties particulières de moralité et leur offrir une protection assurée. C'est ce qui a donné lieu aux règlements de police morale de la corporation.

Toute personne mâle ou femelle, ayant des habitudes d'intempérance ou des penchants d'immoralité quelconque, n'est pas admise à Lowell. L'usage de toute espèce de boisson alcoolique, eau-de-vie, bière, cidre, est, dans les limites de la corporation ou dans la ville, sévèrement interdit. Les règlements exigent la privation absolue d'une quantité quelconque de ces boissons ; tout délinquant surpris ou dénoncé est congédié immédiatement. Le simple soupçon d'une conduite criminelle, ou de relations avec des personnes de réputation suspecte ou de conversation légère, est, d'un autre côté, regardé comme une cause suffisante de refus d'emploi ou de congé. C'est l'esprit puritain dans toute sa rigueur.

Nous avons à peine besoin de faire remarquer ce que ces règlements renferment d'arbitraire et d'inquisitorial et quel soin on a pris d'enfermer les employés de Lowell dans un cercle d'espionnage ou de délation dont il est difficile qu'ils puissent sortir. Les ouvriers ont la liberté de choisir leurs pensions, mais toutes les matrones dépendent du directeur et comme leurs intérêts sont liés à celui de la com-

pagnie, elles n'en sont en réalité que les dociles instruments. Si un pauvre ouvrier a la faiblesse bien innocente de boire un verre de bière, de cidre ou de whiskey, même après la journée de travail ou le dimanche, il peut, s'il n'a pris ses précautions, être dénoncé par son contremaître et congédié le lendemain. Si une malheureuse jeune fille est seulement soupçonnée d'une imprudence, ou si, dans la conversation, elle laisse échapper quelques paroles légères, ce grief est suffisant : elle est disqualifiée et renvoyée immédiatement à ses parents.

De tels règlements ne sont plus de notre temps et ils rappellent, dans leurs dispositions sectaires, les premiers temps de la société puritaine, alors qu'un baiser dérobé à une jeune fille était puni plus sévèrement qu'un attentat à la propriété et qu'une manche trop courte était l'objet de sévères réprimandes. Quant au défaut de l'ivrognerie, ce n'est pas par l'abstention absolue qu'on peut le combattre. Le mal consiste dans l'abus, et non dans l'usage. La nature, qui a semé, sur le sol américain, le germe de toutes les richesses agricoles, ne veut pas que l'homme les détruise, mais qu'il sache les utiliser. Si le vin, comme en France, était partout à bon marché dans ce pays, les ouvriers ne feraient pas usage d'eau-de-vie, quoi qu'en puissent dire les puritains de Lowell et les 300,000 membres des sociétés de tempérance des Etats-Unis.

Pour achever de donner à nos lecteurs une idée du système réglementaire des célèbres manufactures de Lowell, nous ajouterons que les employés

ont l'un sur l'autre un droit absolu de contrôle et d'espionnage. Si une jeune fille, comme nous l'avons déjà dit, est suspectée d'immoralité par ses compagnes ou de légèreté dans sa conduite, elle est dénoncée à la matrone, laquelle est tenue de la renvoyer sous peine de voir toutes les pensionnaires quitter la maison. Ainsi mise à l'écart, elle devient l'objet d'une sorte d'excommunication dans toute la corporation. Ses compagnes refusent de se mettre à table à côté d'elle, de l'accompagner à la promenade, de travailler dans le même atelier jusqu'à ce que, ne pouvant plus supporter une semblable réprobation et ployant sous le poids de cette persécution impitoyable, elle soit obligée de fuir et d'abandonner la ville. Un tel système de dénonciation jésuitique et de surveillance inquisitoriale ne peut engendrer que de puériles intrigues au service de vengeances particulières. Il y a quelques années, une jeune fille de Lowell, du nom de Blinda Scott, s'empoisonna avec de l'opium. La cause resta inconnue, mais de tels règlements justifient son suicide ; des caractères faibles n'ont pas toujours la force d'échapper à la réprobation publique, qu'elle soit fondée ou non.

Les règlements de la corporation de Lowell ne se sont pas étendus à d'autres localités. Outre qu'ils ne sont applicables qu'à des célibataires, c'est-à-dire à une portion seulement des nombreux individus que les manufactures emploient de nos jours, ils sont inspirés de l'esprit d'un autre âge et ne tendraient rien moins qu'à transformer les fabriques en monastères laïques, et la

demeure de l'ouvrier en une prison cellulaire. Cela ne peut être, car l'industrie vit surtout de liberté et elle ne saurait rétrograder. Aussi les filatures qui se sont établies dans tout le reste de la Nouvelle-Angleterre sont-elles basées sur le système de travail ordinaire, avec une faible hausse dans le prix des salaires pour toute différence.

L'organisation morale de Lowell ne saurait d'ailleurs avoir une longue durée. Un économiste américain écrivait, il y a quelque temps : « On nous dit que les ouvriers de Lowell sont des modèles d'industrie, d'économie et de moralité. D'accord, mais ils sont sous le pouvoir d'un système de règlements de police. Aucun mauvais sujet n'est admis ou conservé. La corporation est dirigée par un sentiment tout-puissant de morale publique ; les améliorations morales et intellectuelles sont fortement encouragées. Nous admettons la moralité des ouvriers de Lowell, mais nous ne voudrions pas la garantir pour la génération suivante. Nous ajouterons, continue le même écrivain, qu'il y a néanmoins, dans l'Etat de Massachussets, un des plus avancés des Etats-Unis, sauf son intolérance religieuse, des centaines de familles trop pauvres pour émigrer d'une filature à une autre et qui vivent dans l'ignorance, la misère et l'abjection. »

Le système manufacturier, sans contrôle et sans les institutions de bienfaisance qui doivent l'accompagner, porte donc partout les mêmes fruits et, comme nous l'avons déjà dit, Lowell, malgré ses règlements religieux et philanthropi-

ques, a dû subir le sort commun. La journée de travail y a été portée de 10 à 13 heures et la main-d'œuvre a baissé d'un cinquième. Les filles des fermiers de la Nouvelle-Angleterre, ne trouvant plus le salaire assez élevé, aiment mieux rester chez elle à tresser des chapeaux de paille ou émigrer à l'Ouest, dans le grand Ouest (*Far West*), dans cette terre de Chanaan des Etats-Unis où il y a de l'espace, de la terre et de la liberté pour un nombre infini de générations à venir. C'est le remède à toutes les crises sociales qui éclatent en Amérique et dont ce pays, où existe un véritable prolétariat industriel, n'est pas plus exempt que notre vieille Europe.

Les plaintes des ouvriers sont devenues très nombreuses ; elles ont toutes pour base la diminution des salaires et l'augmentation de la journée de travail, et l'on est déjà loin de l'époque où Miss Martineau caractérisait de la manière suivante la situation ouvrière aux Etats-Unis : « Il y a des discussions entre les maîtres et les ouvriers aux Etats-Unis comme ailleurs, dit Miss Martineau ; mais, dans un pays où les bras sont rares, les circonstances sont tellement en faveur des ouvriers, que les grèves ne peuvent avoir une longue durée. Le seul remède que les entrepreneurs possèdent contre les exigences de leurs employés est le pouvoir qu'ils ont de leur opposer pendant quelque temps la concurrence des bras étrangers. Mais la rémunération du travail est si élevée que les ouvriers ont beaucoup moins de causes de mécontentement qu'ailleurs. Toutes les grèves dont j'ai entendu parler avaient plutôt rap-

port à la question de la durée de la journée de travail qu'à celle du salaire. »

A peu près à la même époque, c'est-à-dire vers 1839, Michel Chevalier écrivait : « Il y a aux Etats-Unis un fait qui saisit l'étranger à son débarquement, et qui est bien de nature à imposer silence à ses sentiments d'orgueil national, surtout s'il est anglais : c'est l'aspect d'aisance universelle que présente le pays. Tandis que les sociétés européennes sont toutes plus ou moins rongées de la plaie du paupérisme qui les mine, sans que les hommes les plus habiles aient pu jusqu'ici y appliquer un baume réparateur, il n'y a pas de pauvres ici, du moins dans les Etats du Nord et de l'Ouest, qui ont su se garantir de la lèpre de l'esclavage. S'il s'en rencontre quelques-uns, ce n'est qu'une imperceptible minorité d'individus sans conduite, la plupart gens de couleur ; ou ce sont des aventuriers fraîchement débarqués, qui n'ont pu encore se décider aux habitudes d'une vie laborieuse. Ici rien n'est plus aisé que de vivre en travaillant et de bien vivre. »

Plus loin, le même écrivain ajoute : « En Amérique comme en Europe, la concurrence entre les chefs d'industrie tend à réduire les salaires ; mais en Amérique, elle n'est pas aidée, comme elle l'est en Europe, par la concurrence d'ouvrier à ouvrier, c'est-à-dire par l'offre surabondante de bras sans emploi, car l'Ouest est là prêt à donner refuge à tous les bras inoccupés. En Europe, une coalition d'ouvriers ne peut signifier que l'une de ces deux alternatives : Augmentez nos salaires, sinon nous nous laissons mourir de faim, nous, nos femmes et

nos enfants, ce qui est absurde ; ou augmentez nos salaires, sinon nous prenons nos fusils, ce qui est un défi de guerre civile. Il n'y a pas en Europe d'autre traduction possible. En Amérique, au contraire, une coalition signifie : augmentez nos salaires, sinon nous allons à l'Ouest. Toute coalition qui, dans la pensée des coalisés, ne peut se formuler ainsi, n'est qu'un caprice passager, un accident sans importance. »

Il est incontestable qu'il y a aux Etats-Unis une crise des salaires et des grèves comme en Europe et nous avons relevé un certain nombre de faits, inutiles à reproduire, qui montrent que le désaccord entre patrons et ouvriers prendrait rapidement un caractère menaçant pour l'ordre social sans la soupape de sûreté des nouveaux Etats où il y a place pour une population ouvrière surabondante ou mécontente, si considérable qu'elle soit. Bon nombre d'ouvriers de profession ou de manœuvres reçoivent un salaire insuffisant, sont logés dans des conditions peu hygiéniques et sont en outre, dans la nécessité de fournir une somme de travail considérable. Les terrassiers, les tailleurs, les cordonniers, les chapeliers, les menuisiers, les relieurs, les ouvriers filateurs, enfin les femmes exerçant une profession manuelle, telles que couturières, modistes, fleuristes, passementières, forment une véritable plèbe industrielle, très nombreuse à New-York et dans plusieurs autres grandes villes. Les réclamations de cette classe de travailleurs sont incessantes et ces réclamations portent, suivant la remarque de Miss Martineau, plus encore sur le nombre d'heures

de travail que sur le taux des salaires. L'école socialiste y trouve son aliment et les revendications ouvrières prennent, dans le Nouveau-Monde, un caractère singulièrement semblable à celui qu'elles ont en Europe.

Les grèves sont nombreuses parmi les diverses corporations ouvrières des Etats-Unis ; nous allons en rapporter quelques-unes et retracer brièvement les efforts entrepris par les ouvriers pour améliorer leur situation. Le 18 octobre 1845, il y avait une convention ouvrière à New-York, en vue de faire prévaloir le programme suivant. Déclaration des droits du travailleur ; protestation énergique contre le système oppressif qui régit les ateliers ; aider les ouvrières de Lowell, qui, elles aussi, sont asservies, à réduire la journée de travail à dix heures au lieu de treize heures que l'on exige. Il faut s'associer avec les travailleurs de la Nouvelle-Angleterre, afin d'opposer une résistance légale et universelle aux prétentions des patrons. A Pittsburg, le 31 octobre de la même année, les jeunes filles employées dans les filatures et tous ceux qui sympathisent à leur cause ont un autre meeting. On lit deux lettres d'encouragement, envoyées par les ouvrières de Lowell, et on vote une série de résolutions ayant pour but de maintenir le système de dix heures de travail par jour.

A New-York, le 3 avril 1847, grand meeting d'ouvriers. Des résolutions sont prises ayant pour but de rechercher les meilleurs moyens d'enrayer l'émigration européenne, la principale, la seule cause de la diminution des salaires, descendus à un point

qui ne permet plus aux ouvriers américains de vivre.

Dans un autre meeting, un cordonnier, M. Young, présente une paire de brodequins pour la confection desquels l'ouvrier ne reçoit que 25 cents et fournit lui-même la cire, les clous, le fil, etc. Il ne peut en faire, dit-il, qu'une paire 1/2 par jour, et il a une femme et trois enfants à soutenir. M. Forbes, tailleur, prend la parole. Il y a cinq ans, il recevait 5 dollars 1/2 pour faire des habits dont on ne lui paye plus aujourd'hui la façon que 2 dollars 1/2. Il lui faut trois jours pour faire un vêtement, ce qui lui fait une rémunération de cinq dollars par semaine. La cause de cet abaissement des salaires, il la dénonce : elle est dans la compétition des bras étrangers, particulièrement des bras allemands.

Le nombre des ouvriers sans travail est considérable et celui des femmes n'est pas moindre. On parle d'organiser une souscription sur une vaste échelle pour envoyer dans l'Ouest toutes les jeunes femmes sans travail de New-York. Mais que peuvent faire des femmes seules au milieu de la forêt et qui pourra les occuper dans un pays où les fermiers n'ont même pas assez d'argent pour payer une servante ? Il y a constamment à New-York plus de mille jeunes servantes de bonne volonté sans place, sans compter les ouvrières sans travail.

A Cincinnati, le 26 août 1850, les jeunes filles employées comme garnisseuses de chapeaux dans cette ville font grève et réclament une augmentation de leur salaire, qu'elles déclarent insuffisant. Ajoutons que la même ville si jeune, si fraîche, si

riche, si pleine d'avenir, compte plus de 6,000 personnes dans les dépôts de mendicité, hôpitaux ou autres établissements de charité.

A Buffalo, en juillet 1850, les ouvriers de cette ville font grève, en vue de s'opposer à la réduction des salaires dont on les menace. A New-York, un grand nombre d'ouvriers sont sans travail et ceux qui sont occupés ne sont pas certains d'en obtenir toujours. Ils seront satisfaits s'ils réussissent à travailler 250 jours par an. Comment les salaires, diminuant toujours, peuvent-ils se suffire? Une maison coûte 400 dollars de loyer par an ; une famille pauvre ne peut pas obtenir deux chambres à moins de 80 dollars, et quelles chambres ! Le bois coûte 8 dollars la corde, toutes les provisions ont augmenté, la vie est devenue chère. Il faut que les ouvriers se décident à émigrer dans la campagne, à s'établir sur les terres publiques ; il faut qu'ils apprennent à manier la hache et la scie.

La hache et la scie, l'émigration à l'Ouest, voilà la solution toujours préconisée. C'était celle indiquée par Michel Chevalier et les chefs du parti démocratique aux Etats-Unis n'en ont pas d'autre à offrir Mais il faut convenir que ce remède, étroitement subordonné à l'offre des terres publiques qui n'aura pas indéfiniment la même intensité, et dont beaucoup sont accaparées par les entreprises de chemins de fer, canaux et autres, n'est pas toujours aisé à appliquer et qu'on ne saurait le présenter comme une panacée universelle. L'année dernière, dans la seule ville de New-York, il y avait quarante mille ouvriers et ouvrières sans travail et, dans chacun des nombreux villages de

la Nouvelle-Angleterre, de la Pensylvanie ou de l'Ohio, on trouve beaucoup plus d'ouvriers qu'il n'en est besoin.

Comment, sans l'assistance publique ou privée, un si grand nombre d'individus, la plupart sans ressources et ayant presque tous femmes et enfants, pourraient-ils émigrer quand surtout, une fois dans l'Ouest, rien ne peut leur garantir une occupation permanente ni même temporaire ? Et si c'est de coloniser, de s'établir sur les terres vacantes que possède le gouvernement qu'on entend parler, il faut bien plus de ressources encore. Outre les dépenses d'un voyage assez coûteux, il faut des instruments aratoires, des bestiaux, des vivres pour une année. La loi sur les terres publiques, malgré toute la libéralité que l'on y apporte, ne fournit ni scies, ni haches, ni maisons, ni bœufs, ni chevaux, ni vivres, ni argent, ni semences, et l'ouvrier qui émigre dans l'Ouest, s'il ne possède un petit pécule, est forcé de louer ses bras et de travailler quelque temps pour le compte d'autrui. A quelles conditions, on en pourra juger par les réflexions suivantes, adressées par un cultivateur d'un des Etats de l'Ouest à un journal de New-York :

« Je suis Anglais de naissance et élevé dans l'agriculture. Je débarquai à New-York dans le commencement de juillet 1842. Le lendemain, je quittai cette ville pour me rendre à Albany et de là à Buffalo. En route, j'appris que je pouvais gagner un dollar par jour à faucher. Cette pensée me remplit de joie. Mais je n'ai jamais été à même de gagner plus de 50 cents par jour l'été dernier,

et cela seulement pendant un mois. J'eus l'occasion de m'engager, d'une manière permanente, mais à la condition de recevoir des marchandises en paiement, sur un ordre du fermier qui m'aurait occupé. Je ne voulus pas accepter, pensant trouver mieux, mais la récolte une fois faite, il me fut impossible de trouver du travail et je voyageai en vain l'espace de 4 à 500 milles. J'adoptai à la fin une manière de vivre opposée à mes habitudes et je réussis à soutenir, d'une manière assez précaire, ma femme et mes six enfants que j'avais laissés à New-York. Cependant, je restai toujours convaincu que la campagne présentait plus de ressources que la ville et que je pourrais m'y tirer d'affaire mieux que partout ailleurs. Je fis une autre tentative en 1849, mais sans plus de succès. La seule saison de l'année où les bras manquent et peuvent être employés d'une manière avantageuse est l'époque de la récolte, mais elle ne dure que deux mois et il est impossible, pendant ce temps, d'obtenir plus de un demi à deux tiers de dollar par jour. Le reste de l'année, on est à la discrétion du fermier qui, en hiver, ne consent à vous occuper que pour le logement et la nourriture. »

« Lorsque je demandais du travail, je recevais fréquemment la réponse suivante : « Combien voulez-vous ? Vous autres étrangers, vous ne valez pas grand'chose en commençant ; vous avez besoin d'apprendre. Qu'est-ce que vous voulez prendre en paiement ? Voulez-vous du maïs, une vache, des cochons, du bois, ou des marchandises ? Préférez-vous un bon payable à terme ? « Les fermiers ne

gagnent pas d'argent, ils n'aiment pas à payer en espèces. De telles réponses indiquent toute impossibilité de payer, ou le désir de faire exécuter les travaux au meilleur marché possible. Comment empêcher cela tant que les terres publiques ne seront pas gratuites, tant qu'un citoyen pauvre manquera des ressources nécessaires pour s'y établir ? »

Nous ne pouvons mieux éclairer nos lecteurs, sur cette importante question des salaires, qu'en leur mettant sous les yeux des documents dont nous pouvons garantir l'authenticité ; ils sont pour la plupart empruntés au dernier rapport du *Patent Office* et nos observations personnelles nous ont permis d'en vérifier l'exactitude. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que le taux des salaires ne prouve rien en soi, tant qu'il n'est pas mis en regard de la valeur de l'argent, c'est-à-dire de la faculté d'achat. La véritable condition matérielle de l'ouvrier ne se juge point en effet par la somme d'argent qu'il reçoit en échange de tant d'heures de travail, mais par la quantité de choses nécessaires à la vie qu'il peut se procurer au moyen de cette somme.

La différence très grande que l'on constate, à première vue, entre le salaire d'un ouvrier américain et celui d'un ouvrier européen, s'amoindrit d'une manière sensible quand on examine le bilan de leurs recettes et de leurs dépenses respectives. L'ouvrier américain doit se procurer, au moyen de son salaire, le logement, la nourriture, les vêtements, pourvoir aux besoins de sa santé et à l'hygiène de sa famille. C'est dans ces dépenses

forcées, obligatoires de la vie domestique que nous trouvons une différence notable, laquelle ôte aux chiffres une partie de leur illusion et ramène la question sur son véritable terrain. Mais ne nous empressons pas de conclure *a priori* et laissons nos lecteurs juger par le tableau suivant :

Tableau des salaires des travailleurs aux Etats-Unis.

ETATS.		PAR JOUR.
Maine, New-Hampshire et Vermont...........	Ouvriers...	1 dollar ou 100 cents
	Manœuvres	0.62
Massachussets, Rhode-Island et Connecticut.	Ouvriers...	1.25
	Manœuvres	0.75
New-York	Ouvriers...	0.75 à 87
	Manœuvres	0.50
New-Jersey.............	Ouvriers...	1 à 1 25
	Manœuvres	0.75
Pensylvanie et Ohio....	Ouvriers...	1 dollar
	Manœuvres	0.50
Maryland et district de Columbia............	Ouvriers...	1 dollar
	Manœuvres	0.50 à 0.75
Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Georgie, Kentucky et Tennessee...	Ouvriers (blancs)..	1 à 1.50
	Ouvriers (noirs)...	1 dollar
	Manœuvres (blancs)..	0.50
	Manœuvres (noirs)...	0.25 à 0.40
Alabama et Mississipi..	Ouvriers...	1.50 à 2 dollars
	Manœuvres	0.25 à 0.50
Louisiane, Floride, Arkansas et Texas......	Ouvriers...	1.50 à 2.50
	Manœuvres	0.50
Indiana, Illinois, Michigan et Minnesota.....	Ouvriers...	1 à 1.50
	Manœuvres	0.50 à 0.75
Iowa, Wisconsin et Missouri................	Ouvriers...	1.50 à 2
	Manœuvres	0.75 à 1 dollar
Orégon, Utah, New-Mexico et Californie..	Ouvriers...	2 à 10 dollars
	Manœuvres	1 à 5

On remarquera la différence considérable qui existe entre les salaires accordés par les anciens et par les nouveaux Etats. Pendant qu'à New-York un ouvrier ne gagne pas beaucoup plus qu'à Paris, il peut réaliser, sur les bords de la Columbia, un salaire dix fois plus considérable. L'année dernière, les charpentiers, dans l'Orégon, se faisaient payer jusqu'à 12 dollars par jour. Nous avons vu payer des maçons dix dollars par jour dans la Louisiane, à l'époque des travaux de la récolte du sucre, et il n'est pas rare que des chaudronniers ou mécaniciens s'engagent pour le Texas à cinq dollars, couchés, nourris et blanchis. Mais ces travaux, faits à des conditions si avantageuses pour les ouvriers, sont ordinairement de peu de durée et ne peuvent, par conséquent, servir de base à aucune comparaison. Quoi qu'il en soit, les salaires sont aux Etats-Unis comme partout, en raison de la densité de la population et de l'offre de la main-d'œuvre ; ils dépendent absolument des circonstances et sont soumis à toutes sortes de fluctuations. Les ouvriers qui gagnaient douze dollars dans l'Orégon l'année dernière n'en gagnent peut-être que huit cette année et pourront n'en obtenir que quatre l'année prochaine. Nous avons vu, dans ces dernières années, les salaires baisser de moitié dans certaines localités, sans que rien indique qu'ils puissent se relever un jour et sans que cet abaissement énorme fût compensé par la moindre diminution dans la valeur des objets nécessaires à la vie. La cause de ces variations est dans la facilité étonnante des communications aux Etats-Unis. Grâce à cette

immigration prodigieuse et incessante de la population européenne, lorsqu'un entrepreneur américain a besoin d'un ouvrier, il s'en présente dix et lorsqu'il lui en faut dix, il en trouve cinquante.

Mais si, d'un côté, l'immigration européenne tend à faire baisser indéfiniment les salaires dans les Etats du Nord, l'augmentation de la population esclave dans les Etats du Sud conduit au même résultat. La population noire des Etats-Unis, qui est aujourd'hui de plus de 3,000,000, augmente, nous l'avons dit, d'environ 60,000 individus tous les ans. Ces nègres, qui ne sont ni aussi sauvages ni aussi stupides qu'on l'imagine, ont une aptitude étonnante à s'initier à toutes sortes de professions. Ce sont d'excellents charpentiers, forgerons, tonneliers et même mécaniciens, et ils paraissent doués pour une infinité de métiers ou de professions. Il en résulte que les nègres maintenus dans l'esclavage malgré la profession technique qu'ils possèdent, font une concurrence redoutable aux ouvriers blancs, concurrence dont le maître seul tire profit et qui amène, dans certains états du Sud, un avilissement très grand des salaires. Ceci explique que la démocratie des nouveaux Etats du Sud-Ouest soit si opposée à l'esclavage et pourquoi la Californie, où les ouvriers blancs dominent, a rejeté absolument cette institution.

Ajoutons que les ouvriers de certaines professions, les mécaniciens (*engineers*) notamment, réalisent encore dans le Sud de beaux salaires et qu'ils vivent, avec leurs employeurs, sur le pied d'une égalité qui rappelle d'autres temps, celui où l'ou-

vrier était plutôt le compagnon de son maître que son subordonné. Un mécanicien américain, né à New-York, à qui nous demandions s'il préférait le Nord au Sud et si cette vue perpétuelle de l'esclavage ne lui déplaisait pas trop, nous répondit : « Au diable, les chefs d'ateliers du Nord ! Ils traitent les blancs comme des nègres et leurs ouvriers sont plus malheureux que des esclaves. » Cela explique, sans les justifier, certaines récriminations du Sud contre le Nord dans cette grande question de l'esclavage. Les planteurs du Sud disent aux manufacturiers du Nord : « Vous nous accusez de maintenir une race en esclavage, de vivre du travail de nos nègres. Mais quelle situation faites-vous à vos ouvriers et de quoi vivez-vous, si ce n'est de leur exploitation ? Il n'y a point de misérables chez nous et vos rues sont pleines de mendiants, de vagabonds ; vos dépôts de mendicité regorgent de malheureux sans asile, sans argent, sans travail. »

Nous devons ajouter, quelle que soit d'ailleurs l'opinion que l'on entretienne sur cette question de l'esclavage, qu'il y a du vrai dans ces récriminations des planteurs du Sud. La condition matérielle des nègres y est, en effet, parfois meilleure que celle de beaucoup d'ouvriers blancs du Nord soumis aux chômages, à la baisse des salaires et à une foule d'éventualités qui sont la rançon de la liberté dont ils jouissent. Rien n'est parfait en ce monde. Les Etats-Unis, qui ont notre civilisation qu'ils exagèrent, en ont aussi les misères. Mais l'immense étendue de territoires vacants qu'ils possèdent, le vaste champ de travail agri-

cole qui leur est ouvert est un remède à bien des maux et les plaies sociales, dans un pays offrant de si grandes ressources, ne peuvent être bien graves, ni avoir une longue durée.

La révolution de 1848 a amené, comme on pense, un certain nombre de réformateurs en Amérique et la petite phalange socialiste de ce pays a vu soudainement grossir ses rangs. Les socialistes allemands sont cependant en plus grand nombre que les socialistes français. Ceux-ci ont trouvé un terrain peu favorable pour l'application de leurs doctrines et ils ont à peu près disparu de la scène après le lamentable échec de Cabet, un de leurs chefs, à Nauvoo. Triste épisode qui a montré l'inanité de doctrines purement négatives, lesquelles perdent toute leur valeur ou plutôt leur raison d'être en changeant de milieu. Les libéraux américains n'ont d'ailleurs, comme nous l'avons établi, qu'un petit nombre de points de contact avec les libéraux d'Europe. On en jugera par la conclusion que l'un d'entre eux, très en vue, formulait un jour après avoir entendu les revendications sociales qui furent exprimées devant lui.

Il s'agissait du droit au travail, si emphatiquement défendu par Louis Blanc dans ses conférences du Luxembourg, de la fraternité des peuples que des barrières géographiques artificielles seules ont le pouvoir de séparer, de la réduction de la journée de travail, d'une répartition plus équitable des salaires, de la part du travailleur dans les bénéfices du capital, de l'appropriation des instruments de travail, du rôle néfaste des machines poussant la division des fonctions industrielles à

l'extrême et abrutissant l'ouvrier... Enfin, tout le programme socialiste de 1848 était exposé et revendiqué. « *Very well*, dit au socialiste français son interlocuteur américain. Mais achetez une hache, allez à l'Ouest, abattez des arbres, semez du maïs et venez me voir après votre première récolte. » Solution topique qui est bien celle qui convient à ce pays neuf et qui le préservera de révolutions sociales sérieuses tant qu'il possédera des terres non occupées.

LE SOCIALISME

Le socialisme existe-t-il aux Etats-Unis, le souffle révolutionnaire de 1848 en a-t-il apporté le germe en Amérique, ou ses doctrines dissolvantes, ayant produit une perturbation si grande dans plusieurs des principaux Etats de l'Europe, ne sont-elles point une nouveauté et ont-elles trouvé ici, avant les événements politiques dont nous parlons, un milieu favorable à leur éclosion ? Un dimanche de l'année dernière, nous promenant dans les rues de Cincinnati, à la recherche des rares distractions que permet le jour du Seigneur, nous fûmes attiré, dans le voisinage des Halles, par les éclats de voix d'un orateur en plein vent. Enchanté de cette heureuse aubaine, sur laquelle nous ne comptions guère pour dissiper notre ennui, nous prîmes place parmi les nombreux auditeurs qui se pressaient autour de sa tribune improvisée, c'est-à-dire du banc où l'orateur était monté. Malheureusement pour notre curiosité, le discours qu'il prononçait en était à sa péroraison. Il nous fut possible cependant d'en saisir quelques fragments significatifs.

La condition des ouvriers, disait-il, est très misérable dans cette ville toute neuve et qui compte à peine un demi-siècle d'existence. Les logements de Cincinnati sont trop chers pour les pauvres gens, et la moitié de leur salaire passe dans la

poche du propriétaire. Un seul individu possède 600 maisons qu'il loue ce qu'il veut ; l'ouvrier est, dès lors, obligé de se confiner dans de détestables pensions où il est mal couché et mal nourri. Veut-il se fixer dans la campagne ? la terre, inabordable, coûte 20 dollars dans cet Etat, et dans les Etats nouveaux, tels que le Wisconsin, le Michigan, il arrive que les meilleures terres sont possédées par des spéculateurs qui les cèdent à un prix tel, que la bourse d'un pauvre diable comme moi et comme bien d'autres, ne peut jamais atteindre. Si vous parvenez à découvrir un morceau de terre du gouvernement à votre convenance, il n'est pas donné à tout le monde de s'y établir. Il faut des avances pour couvrir les premiers frais d'établissement sur ce lopin de terre, et comment trouver ces avances, fruit de l'épargne de chaque jour, lorsque le salaire suffit à peine à faire vivre le travailleur ? Tenez, dit-il, cela va mal, et quoi qu'on en dise, cette société n'est pas la société de Dieu, c'est celle du diable (*devil*).

L'orateur était un homme de petite taille, à l'œil vif et profond. Ses paroles nous donnèrent à réfléchir et nous portèrent à rechercher si cette manifestation socialiste en plein vent était un fait isolé et sans importance, ou si le socialisme existait réellement et avait sa raison d'être aux Etats-Unis. Le lendemain même, une revue périodique, qui se dit l'organe du parti démocratique, nous tomba entre les mains, et nous ne fûmes pas peu surpris d'y trouver, à la suite d'un article en faveur de l'esclavage, une violente diatribe contre le socialisme. « Les abolitionnistes et les socialistes

fraternisent, disait l'auteur de l'article, et il existe entre eux une alliance intime qui provient de la similitude des principes. Ces deux doctrines abominables sont le fruit du même arbre. Toutes deux déclarent la guerre à la propriété, à la Bible, au christianisme, attaquent le mariage et la société tout entière dans ses ramifications religieuses et politiques.

« La tempête qui a éclaté dans le vieux monde, ajoutait l'article dont nous parlons, commence à menacer celui-ci. Regardez ! Le nuage approche, et, bien qu'un immense océan nous sépare, il en franchira la distance et éclatera sur nous. Arrière ces monstres — les socialistes — élevés du fond de l'abîme par la tempête. Que viennent-ils faire ici? Quel est leur rôle sur cette terre de liberté? Nous possédons les meilleures institutions politiques du monde; que leur faut-il de plus? Apprenez qu'ici vous êtes libres, que vous jouissez de tous vos droits, que vous possédez toutes les libertés. Arrière! socialistes, ajoutait emphatiquement l'écrivain journaliste: nous ne sommes point une république sociale. » Un grand nombre de journaux de New-York et de la Nouvelle-Angleterre récriminent de la même façon contre les nouvelles doctrines et signalent l'apparition du socialisme, lequel se manifeste par des grèves, par des meetings d'indignation, enfin par des émeutes où le sang des citoyens est répandu.

L'homme placé seul et isolé en face de la nature sent promptement son impuissance et l'idée de s'associer à ses semblables lui vient naturellement. Des essais d'association marquèrent les premiers

temps de quelques-unes des colonies de l'Amérique du Nord. Nous avons déjà parlé de la communauté fondée par la secte des puritains ; les colons de la Virginie firent un essai semblable, mais sans obtenir un meilleur résultat. Au bout de quelque temps, ils divisèrent leur propriété commune en lots de 100 acres, que chacun mit en exploitation pour son propre compte, et à la suite de cette liquidation, la colonie ne tarda pas à prospérer.

Quelques sectes religieuses, entre autres les frères Moraves, établirent aussi des communautés dans la Pensylvanie, particulièrement dans le but d'évangéliser et de civiliser les Indiens par des exemples qu'ils supposaient de nature à faire impression sur eux. Les frères Moraves travaillaient en commun, mangeaient à la même table et couchaient dans des dortoirs où se trouvaient un grand nombre de lits. Les jeunes gens étaient sous la direction d'un doyen, les jeunes filles sous celle d'une matrone. Leurs mariages se faisaient d'une manière régulière. Lorsqu'un jeune homme se sentait incliner vers le mariage, il en informait le doyen de la classe, et celui-ci en parlait à une des matrones qui gouvernait les jeunes filles. Comme le doyen et la matrone connaissaient parfaitement les idées et le caractère de leurs pupilles respectifs, ils étaient à même d'assortir les jeunes époux, qui se conformaient généralement à leur jugement et adoptaient la personne qu'ils avaient choisie. Mais s'il arrivait, par exemple, que deux ou trois jeunes filles convinssent également à un jeune homme et lui offrissent, par leur caractère ou

leur physique, les mêmes chances d'agrément et de bonheur, on avait recours au sort et le meilleur numéro décidait du choix. Ces applications patriarcales du principe de la communauté n'eurent pas grand résultat dans le Nouveau-Monde.

Un essai d'un tout autre caractère eut lieu en 1824, dans l'Etat de l'Indiana. Nous voulons parler de la colonie de New-Harmony, fondée par Owen. Cet essai de communauté absolue et les ramifications qu'elle prit aux Etats-Unis sont des faits trop connus dans l'histoire des diverses écoles socialistes pour que nous en parlions longuement. Bornons-nous à constater que le système de M. Owen trouva aux Etats-Unis cette liberté absolue qui, en laissant une idée nouvelle s'établir sur le terrain d'élection qu'elle réclame, permet au public de l'enterrer sans bruit si elle meurt ou de la glorifier si elle est bonne. Une idée abandonnée à elle-même n'est jamais dangereuse ; la vertu et l'erreur ont également besoin de liberté.

Le système d'association de Fourier paraît avoir obtenu plus d'adhérents qu'aucun autre aux Etats-Unis et il a donné lieu à un assez grand nombre de tentatives d'application sur divers points, notamment dans l'Ouest. Nous voyons, par exemple, qu'en mai 1845, une association phalanstérienne se forme à Cincinnati, qu'elle rédige une constitution et achète un terrain dans le comté de Clermont, au bord même de l'Ohio. Ce terrain consistait en 900 acres de bonnes terres, dont 250 en terrains d'alluvions. La position était pittoresque, très salubre, et aucune maladie ne régnait dans la localité. Un détachement de pionniers fut

envoyé par l'association pour prendre possession du terrain et il se mit immédiatement à l'œuvre.

Les disciples de Fourier, pleins d'ardeur, abattent les arbres, cultivent la terre, sèment leur première récolte et construisent la maison d'habitation avec ses dépendances. Le capital emprunté par eux est de 10,000 dollars, dont 3,000 sont consacrés à l'acquisition de la propriété ; le surplus est employé à se constituer un cheptel, c'est-à-dire à acheter des bœufs, des porcs, des moutons, des ustensiles agricoles. Hommes pratiques avant tout, ils érigent une scierie mécanique, un moulin à farine et mettent en opération des ateliers de cordonnerie, de ferblanterie, de couture. Ils préparent des logements pour les hommes et pour un certain nombre de femmes et d'enfants. Ils coupent 2,000 cordes de bois et sèment 20 acres de blé. La première année, ils réalisent un dividende de 12 0/0, mais ils sont obligés de payer au capitaliste, comme intérêt des fonds avancés, une somme considérable qui leur enlève le quart de leurs bénéfices. Cette exigence capitaliste, pour parler le langage de l'école, a été la cause principale de l'échec de cette association, commencée en apparence sous de si heureux auspices.

Une autre association est bientôt fondée à Leedsville, dans l'Etat de New-Jersey, mais elle ne dure pas faute d'un capital suffisant. La petite phalange socialiste avait commencé avec une dette de 12,000 dollars; elle réussit à en amortir le quart la première année. Mais plusieurs membres, impatients du succès et ne pouvant supporter les privations qui sont le commencement

association de ce genre, désertent et compromettent le succès de ceux qui restent. La même cause fait échouer le phalanstère de l'Illinois. Une autre association va chercher fortune dans le Wisconsin. Vingt-cinq jeunes gens, dans la force de l'âge, sont envoyés comme pionniers. Ils ont des bestiaux, des chevaux, des tentes. Ils font les clôtures, élèvent les bâtiments, sèment leur première récolte.

Dans le mois d'août 1845, la petite colonie de Leedsville ne compte pas moins de 185 individus. Les sociétaires appartiennent à différentes Eglises; six sectes indépendantes se partagent le phalanstère où règne la liberté des cultes la plus complète. Par exemple, ils sont divisés d'opinions en matière politique, mais chacun vote comme il l'entend. L'association a acheté 1,440 acres de terre du gouvernement. Elle possède une scierie mécanique, un moulin à farine, et 640 acres de terres sont en pleine culture. La société n'a pas de dettes et possède beaucoup de bestiaux, de chevaux et de provisions. Elle n'admet, comme nouveaux membres, que ceux qui ont de la santé ou des ressources pécuniaires suffisantes. Une maison où logent vingt familles est déjà préparée; on va en construire une autre. Il y a une école pour les enfants. La plus grande partie des terres de l'association consiste en prairies, au milieu desquelles sont de riants bouquets de chênes, d'érables et de peupliers que l'association, professant pour les arbres un respect peu habituel aux Etats-Unis, a bien soin de conserver. La colonie, en un mot, est en
'e prospérité matérielle; mais depuis,

elle a subi le sort de toutes les autres tentatives de ce genre.

Si l'association agricole n'a pas eu de grands résultats aux Etats-Unis, par l'effet de circonstances faciles à comprendre, l'association ouvrière dans les villes paraît en obtenir davantage et ces succès, nous devons les consigner ici, en rendant de nouveau, à ce propos, toute justice à l'excellent esprit d'association des Américains. Nous n'en offrirons, pour le présent, que la preuve suivante. Il existe à Cincinnati une société toute nouvelle, le *Mechanic's Institut*, qui vient de faire construire un vaste bâtiment à plusieurs étages, construction monumentale, destinée à recevoir une bibliothèque, un salon de lecture, et qui contient de vastes salles où les ouvriers pourront se réunir pour discuter leurs intérêts, compléter leur instruction et se livrer aux distractions permises. On y trouvera des journaux de toutes les villes des Etats-Unis et même des journaux étrangers. Le bâtiment principal, qui n'était pas entièrement achevé l'année dernière, a dû coûter 50,000 dollars. La société compte 3,000 membres dont la souscription annuelle est de trois dollars seulement.

On se demande comment de simples ouvriers peuvent ériger eux-mêmes de si vastes bâtiments et dépenser des sommes aussi considérables. Mais, aux Etats-Unis, la dénomination de *mechanics* ne s'applique pas seulement aux ouvriers de métier, travaillant en sous-ordre sous la direction d'un patron ou d'un contremaître. On n'établit point ces distinctions dans ce pays et les contre-

maîtres, les directeurs de fabriques, les chefs de petits ateliers eux-mêmes se considèrent comme des *mechanics*, bien qu'ils soient fréquemment des hommes très substantiels ou possédant des ressources pécuniaires non à dédaigner. En France, la fusion de ces divers facteurs de la production industrielle est loin d'être aussi bien établie. En Amérique, les petits artisans se considèrent comme ouvriers plutôt que comme patrons. C'est leur intérêt et, grâce à cette alliance toute démocratique, ils peuvent faire d'utiles choses, créer des institutions de défense et se garantir des tendances au monopole, qui se font jour ici comme dans tous les pays.

Des institutions non moins utiles et marquées du même caractère démocratique que celle à laquelle nous venons de faire allusion, existent d'ailleurs dans la plupart des grandes villes des Etats-Unis. Nous citerons, parmi elles, *the young men's mercantile library* de Cincinnati, ou bibliothèque commerciale des jeunes gens, institution ayant pour but de mettre à la disposition de ceux-ci tous les renseignements désirables sur les matières commerciales, industrielles et professionnelles. Nous avons fait partie de celle de Cincinnati pendant notre séjour dans cette ville, et nous déclarons que cette institution est excellente. La bibliothèque, qui se compose de milliers de volumes, s'enrichit tous les jours d'ouvrages nouveaux concernant l'histoire, la littérature, la science, l'industrie, les beaux-arts. Elle compte un grand nombre de volumes en langue étrangère, particulièrement en langue française, et nos meilleurs auteurs y sont repré-

sentés. Des journaux, appartenant à toutes les opinions et venant de tous les points des Etats-Unis, y sont en lecture. On y trouve aussi les principales feuilles politiques anglaises et françaises et les meilleures revues périodiques. La salle de lecture, parfaitement éclairée, chauffée et très confortable, est véritablement splendide. La bibliothèque, qui se trouve en entrant, est à la disposition des souscripteurs qui ont le droit d'emporter chez eux un ou deux volumes à la fois, mais à la condition de ne pas les garder plus de quinze jours sous peine d'une légère amende. Indépendamment de cela, l'association possède une salle publique où des professeurs sont invités fréquemment à faire des lectures ou des démonstrations sur l'histoire, la physique, la chimie, etc. Une légère rétribution couvre les frais de ces réunions et sert à payer les honoraires des professeurs.

La constitution de cette association est toute démocratique. Elle est sous la direction d'un bureau, composé d'un président, d'un vice-président, de deux secrétaires, d'un trésorier et de cinq directeurs qui sont élus annuellement. Ce bureau nomme un bibliothécaire qui enregistre tous les livres, revues, cartes, journaux, et qui en prend soin sous sa propre responsabilité. Il fournit un cautionnement de 500 dollars comme garantie. La souscription pour chaque membre est de 3 dollars par an, plus un dollar en entrant. Il suffit d'être présenté par un autre membre pour être reçu. Les salles de lecture sont ouvertes depuis huit heures du matin jusqu'à dix heures du soir. C'est, en un mot, une des institutions qui font le plus d'hon-

neur à Cincinnati et qui donnent la meilleure idée de l'esprit d'association des Américains.

S'il est un pays où l'association doit porter des fruits précoces, c'est assurément en Amérique où, grâce à l'esprit éclairé et positif de ses habitants, elle ne rencontre point les préjugés et les aveugles résistances qui l'accueillent dans l'ancien monde. On peut se demander, dès lors, quelle a été la cause de l'insuccès des tentatives d'exploitation agricole basées sur ce principe. Tout en faisant remarquer qu'un échec ne prouve rien et qu'une armée avec un chef habile peut vaincre le lendemain d'une défaite, disons, sans restriction, que l'association agricole, telle du moins que l'entend l'école socialiste, n'a point sa raison d'être aux Etats-Unis où, grâce au morcellement du sol, la propriété territoriale a une base toute démocratique et est aussi facile à acquérir qu'à conserver.

Nous savons que ce morcellement de la propriété a des inconvénients sérieux, qu'il augmente les frais d'exploitation et diminue par conséquent le produit net. Nous savons aussi, qu'en Angleterre, la culture parcellaire ne peut lutter contre la grande propriété pourvue d'un gros capital et de puissants moyens d'action. Mais l'Amérique n'est point l'Angleterre et il n'y a point encore de grande propriété territoriale aux Etats-Unis, si ce n'est dans le Sud, où elle disparaîtra avec l'esclavage. Tous les fermiers des anciens Etats sont des petits fermiers ; ils sont à peu près dans les mêmes conditions d'exploitation du sol et n'ont point à redouter la concurrence de leurs voisins. Ceci explique le peu de faveur que rencontre l'association dans

les districts ruraux des Etats-Unis, où les populations vivent dans une honnête aisance et dans l'indépendance la plus complète. Il n'y a point de socialistes parmi cette population dont l'esprit est peu accessible aux idées chimériques ; s'il y en avait, il faudrait accuser l'esprit humain et non le milieu, qui est peu favorable à leurs doctrines.

Ajoutons que ces associations, ou plutôt ces noyaux d'associations, car bien peu ont réussi, avaient pour membres les hommes les moins propres à les faire réussir. Pour faire un civet, il faut un lièvre, dit la sagesse populaire. Pour cultiver la terre, dit le simple bon sens, il faut des paysans. Qu'a-t-on fait depuis Owen jusqu'à Cabet, dont les tristes disciples ont subi l'échec que l'on connaît à Nauvoo et dont le chef, que nous avons rencontré à la Nouvelle-Orléans après son exode, se plaignait si amèrement à nous du régime communiste qu'il avait institué ? Oubliant la fable de Ménénius Agrippa, sur le rôle des membres et de l'estomac, les disciples de Cabet avaient poussé le rigorisme des principes égalitaires jusqu'à refuser du café à leur maître vénéré, ne pouvant eux-mêmes, faute de ressources pécuniaires, s'accorder cette douceur. L'auteur du *Voyage en Icarie* vieilli, découragé, avait perdu toutes ses illusions et était peu disposé à recommencer son voyage au pays de l'utopie.

Qu'a-t-on fait, répéterons-nous, depuis Owen jusqu'à Cabet ? On a recruté des adeptes dans les villes, parmi les individus les moins aptes par leur profession aux rudes travaux de la terre. Un tailleur élevé dans la rue Saint-Honoré ne peut évidemment

défricher le sol comme un paysan normand ; un cordonnier ne saurait manier la hache, un coiffeur abattre des arbres, ni un tisserand pousser la charrue. Qu'y a-t-il cependant à faire dans une colonie naissante et dans un pays primitif comme l'Amérique, si ce n'est d'abattre des arbres, de nettoyer le sol, de creuser des fossés, de labourer, semer, sarcler, moissonner? Il n'est pas jusqu'à la chasse et la pêche qui ne soient, en Amérique, un rude métier, exigeant un entraînement et une grande vigueur naturelle. Il n'y a donc point lieu d'être surpris que les jeunes adeptes du socialisme, recrutés dans la population ouvrière des grandes villes et parmi les déclassés, n'aient pu résister à la fatigue, à l'ennui, aux privations et aient fait échouer misérablement les tentatives d'association dont ils étaient la fragile base.

Mais si l'association n'a point sa raison d'être dans les campagnes et si le socialisme y fait peu de progrès, il en est autrement dans les villes, dans celles surtout où l'industrie manufacturière s'est développée. C'est dans la Nouvelle-Angleterre que les associations ouvrières ont pris naissance pour se répandre ensuite à New-York, Philadelphie, Pittsburg et Cincinnati.. Nous en citerons quelques-unes, basées sur le système coopératif.

Association des ouvriers chapeliers. Cette association fut fondée à New-York l'année dernière ; ses ateliers sont dans Park-Place. Elle se compose de cent individus qui ont commencé avec un capital de 7,000 dollars. Ils font d'aussi bons chapeaux que les meilleurs chapeliers et ils les vendent aux

mêmes prix que leurs concurrents. L'association est dans une bonne voie de prospérité.

Association des ouvriers tonneliers. Fondée à Williamsburgh, près de New-York. Les adversaires de l'association avaient prédit que cet établissement ne durerait pas un mois, qu'il aurait peu de commandes et ne fournirait que des produits inférieurs. Chaque jour donne la preuve du contraire. 24 ouvriers sociétaires travaillent dans cet atelier ; ils réalisent 8 à 11 dollars par semaine, et cela en outre d'un dividende sur le capital social, dont chaque ouvrier est souscripteur pour des parts de 10 à 50 dollars. Les actions sont de 10 dollars. Il se fait tous les jours, dans les ateliers de l'association, 130 barils de différente capacité qui donnent un bénéfice de 350 à 400 dollars par semaine. Une grande quantité de tonneaux et barils assortis sont constamment en dépôt dans les magasins pour satisfaire aux besoins de la clientèle. Les bâtiments, assez vastes pourtant, ne suffisent plus aux travaux.

Association des ouvriers carrossiers. Fondée à Pittsburg, elle se compose de 20 membres. Ils sont occupés activement. Ils auront bientôt un grand assortiment de voitures à offrir au public.

Association des ouvriers fondeurs. Fondée à Cincinnati l'année dernière. Trop nouvellement installée pour que nous ayons pu nous procurer des renseignements. Le travail ne doit pas lui manquer, car la fonderie est une des industries les plus florissantes des Etats-Unis.

Enfin, d'après les renseignements très incomplets, mais très exacts, pris par nous, Pittsburg.

comptait déjà, l'année dernière, cinq établissements coopératifs conduits par des ouvriers associés, tels que cordonniers, carrossiers, orfèvres, ouvriers en métaux et modeleurs. Les tanneurs et les tailleurs se disposaient à entrer en association. New-York, Philadelphie et les villes de la Nouvelle-Angleterre en comptent aussi un certain nombre, en outre de deux cents magasins par association de consommation (*Union stores*) qui permettent de livrer les denrées au consommateur à 20 pour cent au-dessous du cours ordinaire.

Ce genre d'association, qui a pour objet de supprimer les intermédiaires et de mettre le producteur et le consommateur en rapport direct, a eu beaucoup de succès aux Etats-Unis, particulièrement dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre. Il existait l'année dernière, dans ces Etats, plus de deux cents magasins dépendant d'un comité central ayant la direction générale de toutes les affaires de l'association. Un journal spécialement consacré aux intérêts de l'association, le *Journal of the protective Union*, nous fait connaître que le nombre de ses membres est de 10,673, que les ventes se sont élevées, dans l'année 1850, à la somme de 1,038,636 dollars, le capital de la société étant seulement de 10,890 dollars. Le même journal publie le rapport suivant du comité sur la situation de la société :

« Le comité a le plaisir d'annoncer la prospérité non interrompue et les progrès des affaires commerciales de l'association. L'augmentation graduelle de son commerce et l'approbation des personnes qui ont le plus longtemps témoigné de son

utilité, démontrent clairement la praticabilité et la supériorité du système coopératif sur la méthode ordinaire des transactions commerciales.

« Le dernier trimestre présente un intérêt peu ordinaire. De nouvelles divisions ont été organisées, avec les moyens appropriés pour faire de bonnes affaires, et beaucoup des anciens membres de la société, encouragés par le succès, ont augmenté leur part de capital dans une proportion assez forte.

« La livraison des produits de la société a beaucoup augmenté ces trois derniers mois et le comité est autorisé à annoncer que les espérances de tous les intéressés se sont complètement réalisées. Toute demande raisonnable faite à l'agent de la société, par ceux qui envoyaient du beurre, du fromage ou autres produits a été accordée, pendant que la même satisfaction était donnée au consommateur de ces produits, marchant ainsi vers le but proposé : un système juste et économique d'échange entre le producteur et le consommateur. La plaie, c'est la spéculation et l'agiotage, dérobant au producteur le fruit de son travail et empêchant, par suite, son développement physique et moral.

« *The protective union* a pour but de détourner ce courant d'oppression mercantile qui menace de détruire les droits et les intérêts des travailleurs, et cela en établissant des relations plus justes entre la classe des producteurs et la communauté entière. Le fermier du Vermont et l'ouvrier de Boston, grâce aux principes de cette association et à ses opérations, sont placés, pour ainsi dire,

dans le même voisinage. Et les profits énormes des intermédiaires, primes, commissions, etc., qui ont fait arriver à une grande richesse des hommes de la classe moyenne, sont épargnés pour servir au bien-être et au bonheur des véritables facteurs de la production.

« Le comité est autorisé à penser que, attendu le succès qui a déjà couronné les efforts de l'association, tous les échanges de la Nouvelle-Angleterre se feront, d'ici quelques années, conformément au nouveau principe. Il n'y a point de raisons valables pour que le travail des artisans et ouvriers de la Nouvelle-Angleterre soit taxé annuellement de plusieurs millions de dollars, à l'unique avantage de soutenir une classe nombreuse de simples intermédiaires qui en déplacent le produit sans ajouter un farthing à sa véritable valeur. L'esprit commercial a pour devise : donnez ! donnez ! et il prélève incessamment une part sur les produits du travail sans rien ajouter à leur valeur d'utilité. »

L'impulsion donnée dans cette voie par la Nouvelle-Angleterre a été communiquée à toutes les villes manufacturières des Etats-Unis dont les travailleurs, sous une forme ou sous une autre, paraissent vouloir adopter les principes de l'association coopérative comme le seul remède aux conditions rigoureuses que le capital et la concurrence leur imposent. Un rapport, lu par le président du Congrès industriel de New-York, dans le meeting du 24 décembre dernier, contenait à cet égard les passages suivants :

« Les grèves, dont nous avons si souvent des

exemples dans cette cité, n'amènent à aucun résultat pratique, parce que le capitaliste peut résister plus longtemps qu'un ouvrier qui n'a que de faibles épargnes et que la misère force, tôt ou tard, à capituler. Les réformateurs socialistes sont en effet rarement des hommes pratiques ; ils pensent trop et demandent trop. C'est le premier pas qu'il importe de faire. L'association est la terre promise des travailleurs, et c'est par ce moyen puissant qu'ils peuvent acquérir le bien-être qui, aujourd'hui, est seulement à la portée du petit nombre. Quel plan d'action faut-il suivre pour arriver à ce résultat si désirable ? Faire la guerre aux employeurs, pour n'obtenir qu'une faible augmentation de salaire ? Cela n'est ni juste ni logique ; il faut trouver un autre moyen.

« Sous le système actuel, une augmentation de salaire est nécessairement suivie d'une augmentation correspondante dans le prix des produits ; par conséquent, ce qui profite à une classe est préjudiciable à une autre classe et, dans une certaine mesure, est préjudiciable à tous. Une des plus grandes causes du mal, c'est le commerce de détail, auquel nous sommes opposés par les raisons suivantes :

« Mille magasins sont en opération avec leurs coûteux accessoires, là où une cinquantaine d'établissements, pourvus d'un capital suffisant et d'un stock de marchandises correspondant, pourraient amplement suffire.

« Chaque magasin paie un loyer considérable au profit d'une aristocratie de propriétaires qui tendent incessamment à abaisser la condition des

classes laborieuses en élevant le loyer de leurs maisons.

« Le petit commerçant achète à crédit du marchand en gros, lequel pratique le même mode à l'égard du manufacturier et, par ce système de crédit, l'ouvrier est cloué sur son banc de travail et devient le vassal du capitaliste.

« Pour entretenir la prospérité de tous ces magasins de détail, une véritable taxe, sous forme de profit, est prélevée sur chaque consommateur, taxe tolérée seulement par l'ignorance ou l'absence de réflexion et laquelle, si elle était prélevée par le gouvernement des Etats-Unis, amènerait une révolution au bout d'une semaine.

« Nonobstant ce fait, que la solvabilité de nombre d'individus appartenant aux classes supérieures est souvent aussi douteuse que leur moralité, et que le commerçant, pour compenser les pertes fréquentes qu'il éprouve de ce côté, celui-ci n'hésite pas à augmenter le prix de ses marchandises, et il fait ainsi payer à l'honnête homme les dettes des mauvais payeurs.

« Pendant que les grandes manufactures d'Europe et d'Amérique frappent l'esprit d'étonnement par leur organisation, la manière défectueuse dont les fruits du travail sont distribués ici par le commerce de détail tend à dégrader le travail et la race humaine. Dans Broadway street, on élève des palais de marbre pour servir de magasins ; mais il vaudrait mieux destiner ces palais aux travailleurs et baser leurs opérations sur le principe de l'association coopérative, chaque consommateur étant un co-associé pour la part

qu'il consomme. La ville de New-York compte 100,000 ouvriers des deux sexes gagnant et dépensant, en moyenne environ cinq dollars par semaine, c'est-à-dire une somme totale de 500,000 dollars. N'est-ce rien qu'une pareille somme et une clientèle qui dépense 25 millions de dollars par an est-elle donc à dédaigner ? »

Le reste du rapport est consacré à l'exposé des moyens à employer pour fonder des associations ayant pour but, comme la *Protective Union* de la Nouvelle-Angleterre, de mettre le producteur en rapport direct avec le consommateur.

Si du socialisme américain, un peu nuageux, comme on voit, déclamatoire et cherchant sa voie, il ne reste guère, dans les centres manufacturiers que le principe coopératif, il en reste encore moins dans les campagnes. Nous avons déjà fait remarquer le peu de goût des populations rurales des Etats-Unis pour les doctrines socialistes. Le bien-être matériel dont ces populations jouissent, leur honnête indépendance, leur esprit d'initiative sont peu propres au développement d'idées chimériques comme celles dont se nourrissent les déclassés de notre ancien monde, idées qui ne sont, après tout, que le fruit de la misère ou de l'oppression sociale et qui disparaissent comme par enchantement dès que la cause qui les a enfantées a cessé d'exister.

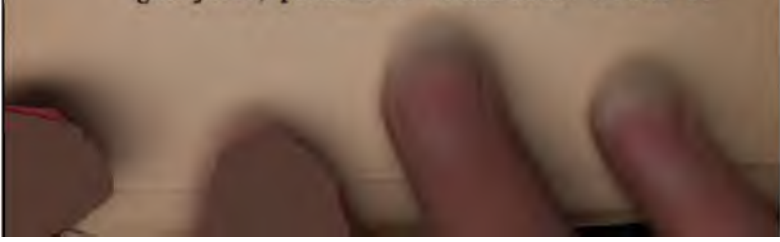
Nous ne pensons pas qu'une association agricole quelconque, basée sur l'idée socialiste, c'est-à-dire sur la communauté ou sur tel autre système enlevant à l'individu son initiative, ait la moindre chance de succès aux Etats-Unis, à moins que cette association ne compte des membres choisis

parmi les plus intelligents, les plus courageux, les plus dévoués, à moins qu'elle ne repose sur le dévouement et l'abnégation, en un mot, sur un principe religieux ayant assez de puissance pour maîtriser les passions individuelles et dominer les intérêts privés. La secte des Mormons nous en offre un exemple frappant. Le succès obtenu par des hommes sincèrement religieux, qui n'ont guère emprunté aux adeptes du socialisme que leur principe d'assistance mutuelle, est une leçon donnée aux apôtres d'une société imaginaire basée sur les passions individuelles élevées à l'état de vertus. Le Mormonisme a fait beaucoup de bruit en Amérique et quelque peu en Europe. Nous pensons, dès lors, que les détails suivants ne seront pas sans intérêt et qu'ils serviront à faire connaître une secte qui compte ici beaucoup de partisans et un grand nombre d'ennemis.

LES MORMONS

Entre la rivière du Missouri et celle de l'Arkansas, au pied des montagnes Rocheuses et dans le territoire nouvellement acquis du Mexique, se trouve le *Deseret*, ou grand désert de l'Amérique du Nord. Cette région sauvage, explorée pour la première fois par le colonel Frémont, lors de son expédition en Californie, ressemble beaucoup aux steppes de l'Asie par sa stérilité et sa solitude. C'est une immense plaine ondulée, dépourvue d'arbres, de cours d'eau, de végétation et dont le sol sablonneux, presque partout stérile, semble marquer la place d'une mer intérieure disparue depuis longtemps et dont les vagues venaient, dans les temps antéhistoriques, battre la base granitique des montagnes Rocheuses.

Nulle créature humaine n'habite ce désert sauvage où les chasseurs et trappeurs américains, audacieux et fertiles en ressources, n'osent eux-mêmes s'aventurer et où l'on ne trouve ni pâturage ni gibier. L'herbe, maigre et rare, est brûlée par la sécheresse, les sources sont presque constamment taries et on ne peut traverser ce désert sans eau et sans ombre qu'en caravane et muni de toutes les choses nécessaires à la vie. C'est dans cette contrée inhospitalière que tant d'émigrants californiens, en proie à la fièvre de l'or, *gold fever*, périrent de misère avant d'avoir at-



teint le nouvel Eldorado, laissant derrière eux une longue traînée d'instruments aratoires, de chariots brisés, d'ossements humains et d'animaux.

Les agriculteurs américains sont un peu nomades, nous en avons déjà fait la remarque, et l'exode californien nous fournit une preuve nouvelle de leur rare esprit d'aventure. La nature du désert dont nous parlons semble en effet repousser toute idée de culture régulière et on n'y rencontre que quelques petites vallées ou oasis, coupant à de longs intervalles sa triste solitude. Ce n'est qu'au delà de la grande chaîne des montagnes Rocheuses, à l'extrémité du vaste plateau désigné sous le nom de « Grand bassin » que l'on rencontre une vallée assez vaste et suffisamment fertile. C'est dans cette vallée, située à une altitude de 1,200 à 1,500 mètres, que l'on découvrit en 1843 un immense lac d'eau salée dont on n'avait eu jusqu'alors qu'une idée vague et que l'on ne connaissait que par les récits incohérents des Indiens et des métis dans leurs visites aux factoreries ou comptoirs de commerce disséminés sur la route du Missouri à l'Orégon.

Le colonel Frémont explora le premier cette région inconnue en suivant les nombreuses courbes de la rivière des Ours, principal tributaire du lac Salé. A travers le labyrinthe des défilés de la chaîne de l'Utah et, par une matinée orageuse de septembre, le hardi explorateur découvrit sous ses pieds l'objet mystérieux de ses recherches, le grand lac Salé, la mer des montagnes. La surface de ce lac, d'un circuit de 280 milles environ, s'étendait à l'ouest au delà des limites de la vue.

Des îlots de rochers surgissaient au milieu de ses ondes paisibles, obscurcies par le reflet des nuages et des promontoires des montagnes environnantes s'avançant sur ses bords déserts. C'est sur un simple canot de caoutchouc que le jeune aventurier et ses hardis compagnons explorèrent cette mer intérieure, mer que les Indiens qu'ils rencontrèrent dans les montagnes Rocheuses n'avaient jamais osé parcourir et dont, sans écoulement apparent, les eaux, suivant eux, se perdaient, par un entonnoir central, dans des abîmes inconnus.

La saison était trop avancée pour permettre au colonel Frémont de séjourner longtemps dans le voisinage de ce lac, dont il se contenta de relever les dimensions et de donner la pittoresque description, ainsi que celle des pays environnants, pour poursuivre sa route vers la Californie qui était son objectif. Pendant ce temps, les Mormons, ou saints des derniers jours, étaient expulsés de l'Illinois par la violence inexplicable du peuple de cet Etat. Une ville de 20,000 âmes, Nauvoo, construite avec amour par les Mormons et contenant leur temple et leurs richesses, devenait subitement déserte, et d'abondantes récoltes encore sur pied, semées de leurs mains actives, étaient abandonnées aux neiges de l'hiver. Les malheureux exilés eurent à peine le temps, dans ce douloureux exode, de se préparer au long et incertain voyage qu'une haine sauvage les forçait à entreprendre, à la recherche d'une nouvelle patrie et en dehors des frontières de cette civilisation qui les rejetait de son sein.

Les exilés de Na[illegible]mmenaient avec eux les

vieillards, les infirmes, les mourants, et c'est avec un regard navrant de tristesse, mais non de découragement, que la longue caravane des Mormons contempla une dernière fois cette ville prospère, ces champs fertiles que la sueur du travailleur mormon avait arrosés. Puis, s'arrêtant un instant sur le sommet du dernier mamelon de la prairie, d'où les Mormons pouvaient découvrir encore les flèches dorées de leur grand temple, ils dirent un adieu éternel à leur demeure, à leur pays, à leurs autels et se tournèrent résolument vers le soleil couchant.

La dernière caravane des Mormons laissa Nauvoo dans l'automne de 1846. Elle avait été précédée de plusieurs autres détachements, marchant en bon ordre, en avant-garde, afin de préparer la route au gros des émigrants. Cette courageuse avant-garde, retardée par les maladies et le manque de véhicules pour exécuter ce long voyage et désirant réunir les nombreux camps d'exilés dispersés du Mississipi au Missouri, ne put arriver qu'au commencement de l'été de 1846 à *Council Bluffs*, près de l'agence indienne de Pottawattomie, où elle prit son campement.

La Terre-Promise était enfin atteinte, ou du moins devant eux, et les nouveaux Israélites, qui étaient et sont toujours des pionniers incomparables, purent y dresser leurs tentes. C'était par une brillante matinée de juin ; chaque colline était couronnée par des tentes éclatantes de blancheur, animée par une fourmilière d'occupants, et la fumée d'un millier de feux s'élevait lentement dans les airs. Des pâtres étaient couchés sur les

coteaux, entourés de troupeaux de bœufs, de vaches, de chevaux et de moutons confiés à leur garde. Les enfants, très nombreux, jouaient insouciants autour du camp. Les femmes lavaient les vêtements au bord d'un ruisseau ; des forgerons, des tailleurs, des cordonniers, s'occupaient activement de leurs travaux professionnels, en plein air ou à l'ombre des tentes. D'immenses berceaux, faits de pieux et de broussailles et couverts avec des branches de saule et de bouleau, servaient à la fois de temple et de salle de conseil.

C'est là que le fameux bataillon de Mormons, qui prit part à la guerre du Mexique, fut équipé et enrôlé. La veille de son départ, on lui donna un bal d'adieu dans le style le plus primitif. De graves *Elders* (anciens) et les chefs du grand concile dirigeaient cette joyeuse fête qui dura toute la nuit et ne prit fin qu'au moment où le soleil disparut derrière les cimes de la Sierra-Nevada. Le silence fut alors ordonné et une jeune fille d'une grande beauté entonna un cantique sacré, version d'un texte de la Bible qui peut s'appliquer à tous les persécutés de ce monde : « Assis au bord de la rivière de Babylone, nous pleurions en nous rappelant Sion... ». Ce chant religieux commençait déjà à arracher des larmes ; pour éviter les suites de l'émotion qui gagnait l'auditoire, un *elder* prit la parole et demanda au ciel de bénir tous ceux qui, avec pureté de cœur et fraternité de sentiments, s'étaient réunis à cette société d'exilés ; puis il congédia les assistants, unis dans la même foi religieuse et pénétrés de la mission qu'ils avaient à remplir.

Après le départ du bataillon californien, les exilés se remirent en marche, organisés militairement, sous la direction du grand concile de l'Eglise. Sur le riche, mais insalubre delta situé entre le Nebraska et le Missouri, les Mormons dressèrent encore une fois leurs tentes et attendirent les retardataires. Décimés par les maladies, l'hiver les surprit sur la frontière du Missouri et de l'Iowa, où, divisés en plusieurs petits campements, ils furent incapables de se soutenir et perdirent une partie considérable de leurs bestiaux. Mais au commencement du printemps, un corps de 140 hommes d'élite, avec 70 chariots, partit sous la direction des membres du grand concile, à la recherche d'une localité favorable pour un établissement permanent.

Essentiellement agriculteurs, comme nous l'avons dit, les Mormons ne portaient avec eux que des semences et des instruments aratoires, et leur but était d'emblaver une récolte à l'endroit qu'ils choisiraient. Traversant la route au Sud, ils errèrent dans les étroits défilés et sur les crêtes abruptes des montagnes Rocheuses, dans la chaîne accidentée de l'Utah, suivant le lit pierreux des torrents, ou bien s'ouvrant un passage dans d'épaisses forêts, la hache à la main. A la fin et vers le milieu de l'été, ils atteignirent la vallée du grand lac Salé. Le grand concile, après un examen attentif de la localité, estima que l'on avait enfin atteint la Terre-Promise et que les tabernacles d'Israël pourraient y être dressés. Bien que la saison fût très avancée, on fit diverses plantations et on confia des semences à la terre, semail-

les tardives dont on ne put obtenir qu'une faible récolte.

Mais bientôt des détachements du corps principal rejoignirent l'avant-garde et le bataillon californien lui-même fut de retour. On ensemença de vastes champs de blé pour les besoins de la saison suivante; on construisit des maisons avec de la brique séchée au soleil, et on fortifia le camp au moyen de murs et de blockhaus. On fut ainsi en toute sécurité pendant l'hiver de 1847 à 1848. Dans le courant de l'année suivante, le reste des émigrants de Nauvoo atteignit la vallée, chargés du blé qu'ils avaient semé et récolté en route sur leur campement temporaire, dans les plaines du Missouri et de Nebraska.

Contraint de chercher une autre demeure et une autre patrie, ce peuple errant, affaibli par la faim et la maladie, a vu cependant chaque jour se resserrer les liens de la famille et de l'amitié sans qu'un instant, dans son âme virile, les devoirs commandés par la religion et la charité aient fléchi. La sérénité des Mormons, leur sang-froid, leur égalité d'humeur dans des conjonctures si terribles, sont au-dessus de tout éloge. Et on admire en vérité que des hommes menacés par la famine, par le climat, en proie à toutes les misères, aient trouvé, au milieu de ces épreuves, assez de courage pour construire des routes, des ponts, bâtir des villages, des usines et se livrer aux paisibles travaux de l'agriculture. Retrouvant leur ancienne prospérité dans leur nouvelle demeure, retirés dans une cité entourée et défendue par une ceinture de montagnes, ils ne conservèrent cependant aucune

rancune contre leurs persécuteurs et ils accordent aujourd'hui l'hospitalité la plus large aux nombreux et pauvres émigrants, aux « gentils » qui se dirigent sur la frontière des Etats-Unis.

Nous ne pouvons encore nous former une idée bien nette des particularités géographiques du territoire au milieu duquel les Mormons se sont établis et où ils semblent avoir trouvé la sécurité dont ils sont dignes. Nous savons cependant que cette contrée est bornée par des montagnes presque infranchissables, par de vastes déserts inexplorés, et qu'elle réunit dans ses limites relativement restreintes, les conditions climatériques les plus opposées. Le climat de la région du lac Salé semble plus froid que celui de la Suisse ; mais, en descendant vers la grande vallée, on rencontre graduellement des zones plus tempérées rappelant la douce température de l'Italie. Le grand lac Salé qui, ainsi que nous l'avons dit, n'a pas d'écoulement apparent et dont les eaux sont si fortement imprégnées de sels minéraux que le poisson n'y peut y vivre, ce lac rappelle singulièrement la mer Morte. On trouve aussi dans cette vallée du soufre en abondance, de l'huile de naphte et divers autres produits. On y rencontre de vastes plaines nues et stériles, mais se couvrant, lorsque le temps est sec, d'une couche assez épaisse de sulfate de soude et de magnésie, efflorescence qui disparaît aux premières pluies pour reparaître au moindre rayon de soleil. Quelques vallées, d'une grande beauté et d'une fertilité extraordinaire, se rencontrent de distance en distance, comme des oasis au milieu de ce désert.

Des sources fortement saturées de sel coulent des montagnes, mais à côté jaillissent d'autres sources de l'eau la plus pure et de la meilleure qualité. Enfin, des eaux thermales se montrent dans le voisinage immédiat de sources froides comme de la glace. Les ressources naturelles de ce pays, au point de vue agricole, ne sont certes point à dédaigner. Le sol paraît convenir particulièrement aux céréales et aux prairies, et le versant des montagnes est couvert d'une herbe grasse et nutritive qui peut nourrir de nombreux troupeaux.

La cité des Mormons, *the Salt Lake City*, est située dans la partie inférieure du versant occidental des montagnes de Timpanayos, près de la rivière qui unit le lac Salé au lac Utah, à cinq milles de ce dernier, dans une belle vallée s'ouvrant de l'ouest à l'est, vallée d'une fertilité et d'une salubrité remarquables. La cité, tracée sur le plan régulier de toutes les villes américaines, est arrosée par des ruisseaux abondants coulant des montagnes voisines. Cette eau, canalisée avec soin, est distribuée dans chaque maison pour les usages domestiques, et elle sert en même temps aux besoins de la ville et des manufactures. Les maisons, faites de briques séchées au soleil, sont généralement à un seul étage ; elles sont toutes ornées d'un jardin et réparties sur une surface qui n'est pas moins grande que celle occupée par la ville de New-York. De vastes champs de blé entourent la ville des Mormons, qui possèdent d'autres exploitations agricoles s'étendant jusqu'à 200 milles au sud de la cité, laquelle, aujourd'hui, ne compte pas moins de 25,000 habitants. On y

remarque des édifices publics, tels que le *State House*, ou maison du Concile, la poste aux lettres, un collège, une banque, etc.

L'agriculture est fortement encouragée chez les Mormons et la terre n'y est point cultivée en commun, comme quelques-uns l'ont supposé. Tout individu peut, en effet, choisir, acheter, cultiver autant de terre que cela lui convient, dans les limites de la propriété commune acquise du gouvernement des Etats-Unis, propriété dont le nom indique l'usage et qui reste à la disposition de tous jusqu'à ce qu'elle soit divisée et appropriée. Un Mormon peut donc posséder et exploiter autant de terre que ses moyens le lui permettent, mais il n'a pas le droit d'aliéner ou de céder à autrui un seul pouce de sa propriété. La cité s'est réservé seule ce droit, afin sans doute d'empêcher tout individu appartenant à une autre religion de se fixer d'une manière permanente dans le pays. En outre du privilège des biens communaux, s'étendant à tout individu qui n'est pas encore devenu propriétaire, il est accordé à chaque citoyen de la cité du lac Salé un acre et demi de terre qu'il peut cultiver en jardin, verger ou potager.

La cité du lac Salé est divisée en dix-neuf quartiers (*wards*) de chacun un demi-mille carré ; chaque quartier a son évêque, dont le pouvoir temporel correspond à peu près aux attributions de nos juges de paix. Le gouvernement général de la cité se compose d'un président, d'un marshall, d'un sheriff, etc. Le président est nommé à vie par le conseil des douze et le marshall est désigné annuellement par le même corps. Le pouvoir

du président, sorte de pape spirituel et temporel, est illimité et sa parole a force de loi dans presque toutes les circonstances. Sa personne cependant n'est point inviolable et, dans certains cas, le conseil des douze a le droit de le déposer. Depuis la mort tragique de leur premier prophète, Joseph Smith, c'est Brigham Young qui règne sur les Mormons. C'est un homme d'une quarantaine d'années plein d'énergie, de courage, d'intelligence et possédant les manières les plus agréables du monde. Il est à la fois gouverneur de l'Etat, président de l'Eglise, grand prêtre, révélateur, et il jouit, parmi les saints des derniers jours, d'une influence et d'un pouvoir sans limites. On l'aime beaucoup pour son honnêteté, son entente des affaires, ses manières sociables et populaires.

Les Mormons sont un peuple assez insouciant prenant volontiers sa part des plaisirs de ce monde et aimant beaucoup la danse et la musique. Le dimanche, contrairement à la tradition américaine, est chez les Mormons un jour d'amusement et de récréation, et bien qu'ils soient sous l'empire d'un gouvernement théocratique, ils ne semblent pas esclaves de leurs devoirs et de leurs croyances au même degré que les puritains, dans les circonstances ordinaires de la vie. En voyant la fraternité véritable qui existe parmi eux, leur esprit d'industrie, leur frugalité, leur bienveillance, qui songerait à chercher querelle aux Mormons sur les matières religieuses et à douter que leur prophète a des entrevues avec le Seigneur, comme ils le disent et semblent le croire ?

Quel que soit leur mobile, il faut que celui-ci ait une force réelle pour avoir amené de semblables résultats et créé une société composée d'éléments si hétérogènes et venant de points si opposés du globe. Indépendamment des Mormons américains, un grand nombre se recrutent, en effet, dans la Grande-Bretagne et dans d'autres contrées. Ce sont principalement, pour ne parler que de l'Angleterre, des fermiers et des ouvriers appartenant à la classe aisée des provinces de Galles, du Lancashire, du Yorkshire et des comtés du sud de l'Ecosse. Depuis 1840, 13 à 14,000 Mormons ont émigré de la Grande-Bretagne pour venir en Amérique, et, l'année dernière, on annonçait une émigration des saints du dernier jour plus considérable que jamais. En cette même année 1840, dix ou douze elders partirent des Etats-Unis pour se diriger en Angleterre, en France, en Danemark, en Suède, en Italie et jusqu'aux îles Sandwich, en vue d'y recruter de nouveaux disciples. Indépendamment de leur colonie du Deseret, ou plutôt du territoire d'Utah, colonie qui prend une extension rapide et qui semble destinée à devenir la Suisse des Etats-Unis, les Mormons en ont plusieurs autres, telles que celle de l'île des Castors, au milieu même du lac Michigan, et leurs moyens de défense sont aujourd'hui tels, qu'il n'est pas probable que les Américains songent à les tourmenter davantage. Devant une telle prospérité matérielle, une extension si rapide, et malgré tous les obstacles qui leur ont été opposés, on se demande quelle force procréatrice peut multiplier si singulièrement les adeptes de la croyance

mormonne et sur quels principes repose leur société et leur gouvernement.

La Bible de Mormon, *the Book of Mormon*, qui a été révélée aux Mormons par Joseph Smith, leur premier prophète, mis violemment à mort, comme on sait, par les habitants du Missouri, contient une partie des doctrines religieuses de cette secte, mais elle ne les contient pas toutes. Les Mormons admettent en effet la révélation continue et croient que les successeurs de Joseph Smith sont en communication directe avec le ciel. Les Mormons sont persuadés que ce livre a été découvert et traduit par leur premier prophète et que lui-même a cru devoir apporter en témoignage la signature et la garantie de onze témoins, dont une partie, il est vrai, étaient des membres de sa famille. « Qu'il soit connu de toutes les nations, races et peuples, disent les trois premiers témoins de la révélation, que, par la grâce de Dieu le Père et de Notre Seigneur Jésus-Christ, nous avons vu les tables sur lesquelles ce livre était gravé ».

« Ce livre, dit le révélateur, est une histoire du peuple de Néphi ; il contient aussi celle des Lamanites, leurs frères, et également celle du peuple de Jared. Nous savons pareillement que ces tables ont été traduites par le don et le pouvoir de Dieu, car sa voix nous l'a déclaré. Par conséquent, nous savons, d'une manière certaine, que l'ouvrage est authentique. Nous témoignons aussi que nous avons vu les caractères gravés sur les tables, et que ces tables nous ont été montrées par le pouvoir de Dieu et non par celui de l'homme. Et

nous déclarons, avec des paroles mûrement réfléchies, qu'un ange de Dieu descendit du ciel, les apporta et les mit devant nos yeux ; que nous considérâmes et vîmes les tables, ainsi que les caractères qui y sont gravés. Nous savons que c'est par la grâce de Dieu le Père, et par celle de Notre Seigneur Jésus-Christ, que nous considérâmes ces tables et que nous portons témoignage que ces choses sont véritables; que, néanmoins, il est merveilleux, à nos yeux, que la voix du Seigneur nous ait commandé d'en porter témoignage.

« C'est pourquoi, afin d'obéir aux commandements de Dieu, nous portons témoignage de ces choses. Et nous savons que si nous sommes frères en Jésus-Christ, nous secouerons le sang des hommes de nos vêtements, que nous paraîtrons sans tache au jugement dernier, et que nous demeurerons avec lui éternellement dans le ciel. Et que l'honneur en soit au Père, au fils et au Saint-Esprit qui ne forment qu'un Dieu. Amen. » Suivent les signatures des trois témoins.

Les huit autres témoins ajoutent : « Qu'il soit connu de toutes les nations, races et peuples auxquels ce livre parviendra que Joseph Smith (Joë Smith par abréviation) le jeune, le traducteur de cet ouvrage, nous a montré les tables dont il a été parlé, lesquelles ont l'apparence de l'or ; et que, autant de pages traduites par le dit Smith, autant nous en prîmes dans nos mains. Et nous vîmes également les caractères gravés sur les tables, caractères qui ressemblent à un travail ancien et d'une exécution curieuse. Et nous portons témoignage,

avec des paroles mûrement réfléchies, que nous avons vu de nos yeux ce que Smith nous a montré, et qu'il obtint les tables dont nous avons parlé. Et nous donnons nos noms au monde pour témoigner que nous avons vu, et que Dieu est témoin que nous ne mentons pas. » Suivent les signatures.

Le livre de Mormon, sorte de pastiche ou d'adaptation de l'ancien Testament, est écrit dans le même style biblique imagé et il faut véritablement être formé par une longue lecture de l'ancien Testament, comme l'ont été les populations presbytériennes de la Nouvelle-Angleterre, pour le comprendre. Il ne contient cependant qu'une partie de la doctrine du Mormonisme ; l'inspiration, en effet, n'a point cessé chez les saints du dernier jour et de nouvelles révélations viennent périodiquement compléter le corps de doctrine auquel la secte des Mormons obéit.

Quant aux notions du gouvernement temporel des Mormons, chez qui, on l'a vu, les besoins physiques ne sont point négligés et qui ont beaucoup du tempérament yankee, elles sont infiniment plus claires, bien qu'elles affectent une forme théocratique et que le gouvernement des saints soit pour eux le gouvernement même de Dieu. Quelques extraits d'un journal mormon, le *Times and Seasons*, publié à Nauvoo en 1842, année où le livre de Mormon, du moins l'exemplaire que nous possédons, fut imprimé, permettront d'apprécier les tendances politiques des disciples de Joseph Smith et expliqueront peut-être les persécutions sauvages dont ils ont été l'objet.

« Le gouvernement du Tout-Puissant soit en

matière religieuse, soit en matière politique, a été constamment très différent du gouvernement des hommes. Le gouvernement de Dieu a toujours eu pour but la paix, l'unité, l'harmonie, la force, le bonheur, pendant que celui des hommes n'a jamais produit que confusion, désordre, faiblesse et misère. Les actes les plus saillants des hommes qui ont possédé le pouvoir humain ont été le dépeuplement de la terre et le renversement des royaumes. Ces hommes ne sont devenus célèbres et glorieux qu'au dépens de la vie de l'innocent, au prix des gémissements de la veuve et des pleurs de l'orphelin. L'Egypte, Babylone, la Grèce, la Perse, Carthage, Rome, tous ces empires, tous ces royaumes ne se sont élevés à la puissance qu'au milieu du fracas des armes et du bruit de la guerre. Et pendant que leurs chefs triomphants conduisaient leurs armées victorieuses à la gloire, ils pouvaient entendre les soupirs des mourants, les cris de la misère et voir la détresse de la grande famille humaine.

« Avant ces conquérants et ces tyrans, la terre était un paradis ; après eux, elle devint une affreuse solitude. Leurs royaumes furent fondés dans le sang et les larmes et maintenus par l'oppression, la tyrannie, le despotisme. D'un autre côté, l'intention de Dieu était de faire régner le bien sur le monde entier, d'établir la paix et la fraternité parmi les hommes, de constituer enfin un état de choses qui aurait uni toute créature humaine à ses semblables et d'amener les hommes à transformer leurs épées en socs de charrue ; d'établir en un mot, parmi les nations, cette date

fortunée de la millième année où la terre reprendra sa fertilité première, son ancienne magnificence et deviendra semblable au jardin du Seigneur.

« Les grands hommes et les sages des anciens jours ont échoué dans tous leurs efforts pour amener l'unité et faire régner la paix universelle et le bonheur du genre humain. Leurs nations sont tombées en ruine, leurs trônes ont été renversés, leurs cités et les grands ouvrages d'art qu'elles renfermaient ont disparu. Ou bien leurs monuments mutilés ne nous ont laissé que de faibles traces de leur ancienne magnificence et de leur première grandeur, et ces ruines proclament cette vérité impérissable, que la force de l'homme n'est que faiblesse, sa sagesse folie, sa gloire de la honte.

« Les monarchies, les artistocraties, les républiques, toutes ces formes de gouvernement et leurs variantes se sont alternativement élevées en gloire ou sont tombées dans la poussière. Les plans des plus profonds politiques et des plus grands hommes d'Etat ont été impuissants ; les actions des plus grands capitaines, des plus braves généraux, des rois les plus sages n'ont donné aucun résultat. Les nations ont succédé aux nations et toutes n'ont recueilli que la folie pour héritage. L'histoire enregistre la puérilité de leurs plans, la courte durée de leur gloire, la faiblesse de leur intelligence et leurs méprisables actions.

« Avons-nous grandi en connaissances ou en intelligence ? Où est l'homme qui peut marcher en avant, changer la destinée des nations et faire

régner le bonheur sur le monde? Où est la nation, le royaume, qui ait le pouvoir de rendre ses propres sujets heureux ou seulement de leur accorder le bien-être matériel? Notre pays (les Etats-Unis), qui possède de plus grandes ressources qu'aucun autre au monde, n'est-il pas, du centre à la circonférence, le théâtre de la lutte des partis, d'intrigues politiques et de discussions d'intérêts sectionnels? Nos conseillers sont frappés d'une terreur panique, nos sénateurs sont confondus, nos commerçants sont paralysés et perdent courage, nos ouvriers manquent d'emploi, nos fermiers sont dans la détresse, nos pauvres demandent à grands cris du pain, nos banques sont ruinées, notre crédit perdu et nos Etats accablés sous le poids de leurs dettes. Cependant, nous avons toujours joui de la paix, et nous en jouissons encore. Qu'y a-t-il donc et quelle est la cause de ce désordre? Sommes-nous seuls accablés de tous ces maux? Non, évidemment.

« Avec tous ces maux, tous ces désordres, — et ici le bon Américain qu'on trouve toujours derrière le Mormon se révèle, — nous sommes cependant dans une meilleure situation qu'aucune autre nation. Que l'Egypte, la Turquie, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, l'Allemagne, l'Angleterre, la Chine ou toute autre nation parle et raconte la longue histoire de ses malheurs, de ses perplexités, de sa détresse, nous trouverons que leur coupe est pleine et qu'elles boivent leurs chagrins jusqu'à la lie. L'Angleterre, qui se vante de sa littérature, de sa science, de son commerce, a les mains rougies du sang des innocents qu'elle

asservit à l'extérieur, tandis que, dans son propre sein, retentissent les cris de l'opprimé. Le chartisme, l'oconnellisme, le radicalisme lui déchirent les entrailles, pendant que l'Irlande, l'Ecosse, le Canada et les Indes menacent incessamment son empire de destruction. Et la France n'est-elle pas gangrenée au cœur? L'intrigue et la trahison y veillent dans l'ombre,le meurtre et l'assassinat s'y montrent au grand jour. La Turquie, autrefois la gloire des nations de l'Europe, atteinte dans sa force, est tombée dans la décrépitude et a été forcée de demander à ses alliés la permission de proposer la paix à ses anciens tributaires. La Russie et l'Egypte s'apprêtent à la dévorer. Depuis nombre d'années, l'Espagne est le théâtre de scènes sanglantes, de misères et de malheurs. La Syrie est dans les convulsions de la guerre et du meurtre. Le grand et puissant empire de la Chine, qui pendant de longs siècles résista aux attaques des barbares, est devenu le tributaire d'une puissance étrangère. Ses forts sont renversés, ses cités détruites, ses villages abandonnés. Nous pourrions mentionner les rajahs de l'Inde, la misère et l'oppression des Irlandais, l'état de convulsion de l'Amérique centrale, la situation du Texas, du Mexique, de la Grèce, de la Suisse et de la Pologne. Hélas ! le monde n'est qu'un vaste théâtre de misère, de malheurs et de détresse. Tout, tout répète, avec une voix de tonnerre, que l'homme est incapable de se gouverner lui-même, de faire des lois lui-même, de se protéger lui-même, de réaliser son propre bien ni, par conséquent, celui du monde.

« C'était le projet de Jéhovah, dès le commencement du monde, et c'est aujourd'hui son dessein de régler en personne les affaires de ce monde, de se mettre à la tête de l'univers et de prendre en mains propres les rênes du gouvernement humain. Quand il en sera ainsi, la justice sera rendue dans toute sa droiture, l'anarchie et la confusion seront détruites, et les nations n'apprendront plus l'art de la guerre. C'est, en l'absence de ce grand principe du gouvernement de Dieu, que toute cette confusion a existé ; car ce n'est pas à l'homme qu'il appartient de diriger ses pas, ainsi que nous l'avons pleinement démontré.

« S'il y a quelque chose de grand et de bon en ce monde, on peut dire que cela vient de Dieu. Le mode de construction du premier vaisseau a été communiqué à Noé par révélation. Le plan de l'arche fut donné par Dieu comme un modèle des choses du ciel. La science des Egyptiens, leurs connaissances astronomiques leur venaient sans aucun doute d'Abraham et de Joseph qui, eux-mêmes, les tenaient directement de Dieu. L'art de travailler l'airain, l'or, l'argent, les pierres précieuses fut appris dans le désert par révélation divine. Le plan du temple de Jérusalem, avec ses ornements et sa grande beauté architecturale fût communiqué par Dieu. La sagesse, pour gouverner la maison d'Israël, fut donnée à Salomon et aux juges ; et, s'il eût été toujours le roi du peuple de Dieu, et si ce peuple eût été obéissant aux lois divines, il serait encore un grand et puissant peuple. Nabuchodonosor, Darius, Cyrus, tous ces autres puissants rois de la terre n'ont pas eu la

connaissance des lois de Dieu. Si alors Dieu élève et renverse les trônes à volonté, et fait des rois des instruments de sa volonté sans qu'ils s'en doutent, quelle facilité n'avait-il pas, si l'homme eût été fidèle à son devoir, de régler les affaires de ce monde et de faire régner la paix et le bonheur dans la famille humaine !

« Abraham fut guidé dans toutes ses affaires de famille par le Seigneur, qui lui disait où aller et quand s'arrêter. Il conversa avec des anges et avec Dieu lui-même, et s'il prospéra dans toutes ses affaires, ce fut parce que lui et sa famille suivaient les conseils du Seigneur. Tant que l'Egypte fut sous la direction de Joseph, elle prospéra, parce que Joseph tenait sa science de Dieu. Quand les Egyptiens opprimèrent les Israélites, toutes les calamités vinrent fondre sur eux. Quand les enfants d'Israël furent choisis, avec Moïse à leur tête, et qu'ils devinrent un peuple différent des autres, puisque Dieu avait placé son nom parmi eux, leur devise fut : « Le Seigneur est notre législateur, le Seigneur est notre juge, le Seigneur est notre roi et il régnera toujours sur nous. » Tout le temps qu'ils furent soumis à ces règles, ils purent dire avec vérité : Heureux le peuple dont Dieu est le Seigneur ! Leur gouvernement était une théocratie. Ils avaient un Dieu pour élaborer leurs lois et des hommes choisis par leur auteur divin pour les exécuter. Il était leur Dieu et ils étaient son peuple. Moïse reçut la parole divine de Dieu lui-même. Il fut l'organe de Dieu pour Aaron, et celui-ci instruisit le peuple dans les affaires civiles et écclésiastiques, affaires qui formaient un tout

indivisible et entre lesquelles il n'y avait point de distinction. Il en sera encore ainsi quand le Seigneur sera roi de toute la terre et que Jérusalem sera son trône. La loi partira de Sion et la parole du Seigneur de Jérusalem. C'est la seule chose qui puisse amener le rétablissement de cet ancien ordre de choses dont parlent tous les prophètes, et qui subsistera quand Dieu réunira toutes les choses en une seule.

« D'autres tentatives pour faire régner la paix et le bonheur sur la terre n'ont pas eu plus de succès, tant il est vrai qu'il faut la sagesse et le pouvoir de Dieu pour les faire réussir. Le monde a eu six mille années d'épreuves ; le Seigneur va expérimenter lui-même les mille années qui suivent. Celui qui est la Lumière va posséder le royaume terrestre et régner jusqu'à ce qu'il ait mis toutes choses sous ses pieds. L'iniquité cachera sa tête blanchie par le temps, Satan sera enchaîné, les œuvres de ténèbres seront détruites à jamais, la justice régnera partout et celui qui craint Dieu sera seul glorifié en ce jour. Pour réaliser cet état de choses, il faut nécessairement une grande confusion parmi les nations de la terre. Mais Daniel, dans sa vision, vit convulsion sur convulsion ; les trônes furent brisés, un siège lui fut apporté comme au fils de l'homme, et toutes les nations, races, royaumes et peuples de ce monde le servirent et lui obéirent. Nous devons être sages, chercher à connaître la volonté de Dieu et nous disposer à la suivre. Heureux celui qui a entendu la parole du Seigneur et qui suit ses commandements. Si Enoch, Abra-

ham, Moïse et autres enfants d'Israël ont été sauvés en suivant les commandements de Dieu, nous serons sauvés de même en agissant d'après le même principe. Et de même que Dieu gouvernait Abraham, Isaac et Jacob comme une seule famille et les enfants d'Israël comme une seule nation, de même nous pouvons, formant une seule Église, être sous sa direction. Notre confiance doit être placée en Dieu, car notre sagesse dérive du Seigneur. Il doit être seul notre protecteur, seul notre appui spirituel et temporel. Le Seigneur nous a dit de bâtir le temple et la ville de Nauvoo et ce commandement nous engage mutuellement. Et celui qui ne s'engage pas à ces choses transgresse la loi divine, de la même manière que s'il méprisait un commandement. Il ne fait pas la volonté de Dieu, il ne suit pas ses lois. Nos frères doivent nous assister, afin que Sion soit rebâtie et que toutes les nations viennent s'abriter sous son étendard, et quand ce projet glorieux sera accompli, nous pourrons nous ranger parmi ceux qui seront sauvés et sanctifiés. »

Cet étrange document, dont Joseph Smith est, paraît-il, l'auteur, ressemble singulièrement pour la partie critique aux écrits de certains socialistes ; mais il s'écarte complètement de l'idée socialiste dans les idées qu'il exprime sur la réorganisation sociale et les moyens politiques de gouverner les hommes. L'apôtre des Mormons s'efforce, en effet, de prouver que les hommes sont incapables de se gouverner eux-mêmes et que la société religieuse, politique et civile doit émaner de Dieu au moyen de la révélation. Cette conception théocra-

tique est la négation formelle du gouvernement républicain, et elle explique en partie, sans les justifier, les persécutions dirigées contre les Mormons par les Américains de l'Illinois et du Missouri. Le gouvernement des Mormons est une théocratie pure. Un révélateur, un prophète, une sorte de pape appuyé sur douze apôtres, formant un concile souverain, décide sans appel sur toutes les affaires politiques, civiles ou religieuses et délègue son pouvoir à des évêques, remplissant à la fois les fonctions de maire, de juge de paix et de curé. Voilà toute la machine gouvernementale et politique des saints du dernier jour.

Les Mormons rappellent les premiers puritains de la Nouvelle-Angleterre dont ils possèdent l'indomptable énergie, mais sans en avoir le fanatisme et l'intolérance. Comme eux, à l'origine, ils sont une théocratie pure dont l'organisation puissante semble destinée à produire des résultats analogues, c'est-à-dire le défrichement des forêts vierges qui couvrent encore l'Amérique du Nord, l'introduction de la civilisation dans la solitude, en un mot la conquête de l'homme sur la nature au moyen de l'agriculture et de l'industrie. L'esprit puritain dans toute sa raideur et son austérité n'a pas duré longtemps en Amérique. Le Mormonisme durera-t-il davantage dans les nouveaux Etats où il s'est refugié ? Il est permis d'en douter. En effet, sur quoi repose cette société nouvelle, si ce n'est sur des croyances et des révélations divines et sur l'autorité absolue de quelques individus dont l'imposture est évidente ? Qu'arrivera-t-il le jour où la révélation

sera mise en doute et où cette autorité, que les nouveaux réformateurs disent tenir de Dieu, sera contestée ? Cette société factice rentrera évidemment dans les conditions générales de la société américaine, à laquelle elle emprunte d'ailleurs son industrie, son agriculture, son activité féconde, en un mot tous ses éléments matériels d'action. Voilà pourquoi la société mormonne ne nous semble point à craindre ni être de nature à porter atteinte à l'unité nationale des Américains. Grattez le Mormon, vous trouverez le yankee avisé, actif, passionné pour l'agriculture, le commerce, l'industrie, et travaillant avec la même ardeur que les Américains des autres sectes au développement du travail et de la richesse publique.

Les Etats-Unis, en raison de l'immensité de leur territoire et du bon marché de la terre, présentent plus d'éléments que beaucoup d'autres nations pour la colonisation et l'établissement de communautés religieuses ou d'associations agricoles. Mais on y rencontre des difficultés insurmontables sous le rapport des préjugés nationaux, des antipathies de race et du caractère si fortement personnel de ses habitants. La haine qui a poursuivi les Mormons des bords de l'Ohio à ceux du Missouri, du Missouri à l'Illinois et de ce dernier Etat dans d'affreux déserts, pour les reléguer finalement dans la solitude primitive, loin de toute société, de toute civilisation, cette haine prend sa source dans des contrastes de mœurs, de coutumes et d'idées qui sont la négation de la civisation anglo-saxonne et que l'on ne peut demander aux Américains de supporter.

Peuple essentiellement orgueilleux et d'un orgueil peut-être fondé, il n'aime que ce qui est fait à son image, n'admire que ses propres créations, ne trouve bien que ses lois, ses usages, ses institutions. Les Mormons ont créé dans le sein même de la société américaine, si fortement unie, une société théocratique. Ils ont une doctrine religieuse et politique autre que celle des Etats-Unis et l'autorité, chez eux, n'émane point du peuple : elle est d'inspiration divine et le pouvoir appartient à celui qui a pu entendre ou comprendre la parole révélée. C'est là une conception absolument différente de celle sur laquelle repose tout l'édifice politique et social des Etats-Unis. Ajoutons que les Mormons croient à la fraternité des peuples et des races et qu'ils ne méprisent ni les Indiens ni les noirs, dédaignés par les Américains ou mis au ban de la société dans tous les Etats de la confédération. C'est là un sentiment qui jure avec celui généralement entretenu par les Américains et qu'il est difficile à ceux-ci de pardonner.

Mais le grief le plus sérieux à la charge des Mormons est celui de la polygamie, qu'ils professent et appliquent. Le prophète Brigham Young, qui est d'ailleurs un très bel homme, possède un certain nombre d'épouses lesquelles vivent, assure-t-on, en très bonne intelligence et lui ont donné beaucoup d'enfants. En vertu de la doctrine mormonne, chaque saint des derniers jours peut suivre son exemple et se constituer, sur les bords du lac Salé, une famille où l'élément féminin domine. Au point de vue purement humain, ce n'est pas un cas pendable, la polygamie existant encore en Asie, en

Afrique et dans une partie de l'Europe ; mais c'est un grand scandale pour le peuple monogame des Etats-Unis, et la pratique de la polygamie légale est pour lui une atteinte, un défi à l'ordre social établi. Là est le défaut de la cuirasse de la religion nouvelle ayant remis au jour, sans nécessité apparente, car il ne paraît pas que les enfants soient plus nombreux chez les Mormons qu'ailleurs, une institution condamnée absolument par nos mœurs. Sur ce point, les Mormons devront, tôt ou tard, obéir à la loi commune et, par la force des choses, ils seront amenés à capituler sur tous les autres. L'assimilation viendra à son jour et à son heure pour eux, comme pour tous les autres éléments sociaux implantés en Amérique, et, de gré ou de force, ils seront emportés par le vaste courant de civilisation qui déjà les entoure, courant irrésistible qui transforme tout ce qu'il touche et à la puissance duquel rien ne saurait résister.

UNITÉ DU CARACTÈRE AMÉRICAIN

La nation américaine a été formée d'éléments hétérogènes dont l'influence combinée à celle du milieu fut neutralisée après le pacte fédéral et qui n'ont conservé, aujourd'hui, que de bien faibles traces de leur caractère originel. Au point de vue des idées, du caractère, du génie national, on peut dire que l'unité du peuple américain est définitivement constituée. Les dissidences qui existent encore proviennent bien plutôt d'intérêts antagonistes, mais réductibles, que de vues contradictoires sur les bases fondamentales de la société. Aussi les mœurs, les tendances, les coutumes sont-elles les mêmes d'un bout de l'Union à l'autre, et c'est là un fait politique et social sur lequel il serait superflu d'insister.

Cette merveilleuse unité de caractère chez l'Américain est une des causes de son peu d'attachement pour les localités et de son étonnante facilité à changer de résidence. Il se trouve en effet aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, au Nord qu'au Sud, sur les bords de l'Hudson que sur ceux de la rivière Rouge, dans les plaines du Missouri qu'au delà des montagnes Rocheuses. Ce n'est pas qu'il ait plus de résistance physique ou de force morale qu'un autre peuple, mais parce que, dans n'importe lequel des nombreux Etats qu'il lui plaît de visiter ou d'habiter, il retrouve son langage, sa

religion, ses traditions, ses mœurs, en un mot tout ce qui constitue la patrie ou la nationalité. Il en résulte que l'uniformité la plus grande règne dans les villes des Etats-Unis, toutes tirées au cordeau, toutes possédant de vastes hôtels, des banques, des journaux, des lieux de réunion, et on peut, par suite, traverser des distances plus considérables que celle qui sépare Madrid de Moscou sans qu'en apparence on ait changé de milieu.

On croit assez généralement que l'Américain du Nord diffère essentiellement de celui du Sud ; les dissidences d'intérêts et de vues économiques qui se sont manifestées à diverses reprises dans le sein de l'Union ont pu, en effet, donner à penser qu'un antagonisme profond, basé sur des différences radicales de caractère, existait entre les habitants des deux grandes sections de la république. Assurément la fusion n'est pas complète entre le Nord et le Sud et l'institution de l'esclavage, qui a failli plusieurs fois amener la guerre civile, est bien de nature à causer de sérieux malentendus. Il faut aussi tenir compte des divers degrés de l'échelle sociale, des mœurs plus raffinées des planteurs esclavagistes, dont bon nombre descendent des anciens Cavaliers royalistes, alors que l'indomptable et austère esprit puritain des têtes rondes de Fairfax et de Cromwell s'affirme encore à un haut degré dans plusieurs des Etats de la Nouvelle-Angleterre, notamment dans le Massachussets.

Mais la passion des affaires est devenue la préoccupation dominante des Américains de toutes les sections de l'Union, et les principes religieux

ou politiques qui, en d'autres temps, exerçaient une si grande inflence sur leur conduite sont désormais étroitement subordonnés aux exigences des intérêts matériels. Ce n'est point aux Etats-Unis que l'on professe la maxime révolutionnaire : périsse plutôt un intérêt qu'un principe. On l'a bien vu lorsque les Etats du Nord s'aperçurent que le travail esclave ne pouvait supporter chez eux la concurrence du travail libre et que les noirs devenaient un fardeau embarrassant. C'est alors que les Etats du Nord résolurent d'abolir l'esclavage ; mais, au préalable et en gens avisés, les possesseurs d'esclaves eurent soin de diriger la plus grande partie de leur marchandise sur les Etats du Sud où elle trouvait un prix avantageux. Après avoir réalisé le prix de ce marché de chair humaine, ils jugèrent que le moment était venu d'abolir l'institution maudite, mais cela avec des tempéraments et des délais ménageant tous les intérêts acquis. Voilà du bon sens, dira-t-on. Oui, mais grâce à ce prétendu bon sens, le mal qu'il s'agissait d'extirper a grandi et les Etats-Unis qui, au moment de la déclaration d'indépendance, n'avaient que 500,000 esclaves, en comptent plus de trois millions aujourd'hui.

Il n'est pas sans intérêt d'étudier le caractère américain à son origine, ou plutôt d'analyser les divers éléments dont il a été formé, afin de reconnaître jusqu'à quel point il a dévié de sa ligne première et quelle a été l'influence des intérêts matériels sur les principes religieux et politiques si puissants que les premiers colons apportèrent avec eux.

Au commencement du règne de Jacques Ier, un grand nombre de puritains ou presbytériens émigrèrent en Hollande, gouvernée par la maison d'Orange, et ils formèrent dans ce pays, où leur culte pouvait s'exercer en toute sécurité, des congrégations basées sur leurs principes religieux. Mais ne trouvant point dans leur nouvelle patrie une protection suffisante, ou ayant peu d'affinités avec les habitants des Pays-Bas, bon nombre d'entre eux, après un séjour de douze années, se décidèrent à émigrer en Amérique. Ils frétèrent à cet effet un navire d'un faible tonnage, le *May flower*, dont le nom est devenu historique, et ils donnèrent, en conséquence, des instructions au capitaine de ce bâtiment. Mais celui-ci, mû par des considérations mercantiles, au lieu de diriger son navire vers les régions connues et tempérées des bords de l'Atlantique, comme il en avait reçu l'ordre, mit le cap sur le Nord et débarqua les pèlerins (*Pilgrims fathers*) sur le rocher abrupte de Plymouth. Néanmoins les émigrés se résignèrent, s'établirent courageusement dans cette solitude, construisirent leurs rustiques cabanes et posèrent ainsi, sans le vouloir et sans le savoir, les bases de la ruche féconde d'où devait sortir un des plus grands empires du monde.

Les puritains jouèrent, on le sait, un très grand rôle dans la chute des Stuarts et ils furent les véritables auteurs de la révolution de 1648 qui produisit Cromwell. Le rétablissement de la royauté amena une réaction violente ; les persécutions recommencèrent, violentes, impitoyables, et un grand nombre d'entre eux se décidèrent à

demander au Nouveau-Monde la liberté religieuse et civile qu'on leur refusait. La grandeur d'âme et la persévérance que ces exilés de la foi montrèrent au milieu des misères, des dangers et des souffrances de leur nouveau séjour, les rend dignes de notre admiration. Pour exécuter leur entreprise et se détacher à jamais de la mère-patrie, si dure pour eux, ils furent obligés de vendre leurs propriétés, de se défaire de leur superflu, de renoncer à tous les biens de la terre, ce qui coûtait peu à leur âme puritaine, mais ce qui n'en était pas moins un grand exemple et une noble revanche de la tyrannie.

Après avoir traversé la vaste étendue de l'Océan, et couru tous les dangers d'un long voyage sur un élément encore peu connu, ils se trouvèrent dans un pays ignoré, couvert de forêts interminables, à une distance considérable de toute civilisation et entourés de peuplades sauvages, de païens, d'infidèles, comme ils les appelaient dans leur langage mystique, et auxquels leur imagination, surexcitée par les souffrances, supposait gratuitement les desseins les plus perfides. Le climat, en outre, était beaucoup plus sévère que celui du pays qu'ils venaient de quitter, plus rigoureux qu'il ne l'est aujourd'hui, et l'hiver y régnait plus d'un tiers de l'année avec une intensité qui leur était inconnue. Venus trop tard en saison pour qu'ils pussent espérer une récolte et leurs approvisionnements de vivres venant à s'épuiser, la moitié périrent de faim, tandis que les survivants dépendaient pour leur subsistance de la maigre pitance que pouvaient leur offrir les In-

diens, lesquels, ne s'attendant point à de tels hôtes, n'avaient fait aucuns préparatifs pour les recevoir.

Malgré ces difficultés imprévues et ces rudes épreuves, inhérentes à tout établissement colonial nouveau, le courage des puritains ne se démentit pas un instant et, donnant immédiatement suite à leurs projets, ils se formèrent en une congrégation basée sur ce qu'ils croyaient être le véritable plan dicté par les inspirations qu'ils puisaient dans la Bible. Ils mirent en commun tout ce qu'ils possédaient, ne punissant le vol que d'une amende légère, mais frappant la fornication et condamnant l'adultère de la peine de mort. Le travail s'exécutait en commun, et, comme la répartition des produits se faisait suivant le principe égalitaire, le paresseux était considéré comme un voleur à qui on appliquait la peine du fouet. Les puritains se considéraient comme le peuple d'Israël; leur langage était celui de l'ancien Testament, et c'est de ce livre sacré qu'ils exhumaient les institutions théocratiques d'une autre époque pour les approprier à un pays où il est assurément plus difficile que dans aucun autre de faire revivre le passé.

L'esprit républicain des puritains qui, dans leurs longues luttes avec l'épiscopat et la royauté, s'était développé d'une manière si évidente, se manifesta pareillement dans la colonie qu'ils venaient de fonder. On sait que les presbytériens repoussaient toute juridiction étrangère à leur Eglise, qu'ils considéraient le pape comme l'antéchrist et, comme ils niaient le principe de l'autorité humaine en matière religieuse et civile, ils nièrent pareillement le pouvoir royal en matière de gouverne-

ment. La couronne, pas plus que la tiare, n'avait le droit d'intervenir dans leurs affaires d'intérêt et de conscience : la Bible suffisait à tout. Leurs doctrines religieuses, leurs règlements disciplinaires, leurs lois pénales étaient contenues dans ce livre saint, et si les circonstances exigeaient un pouvoir discrétionnaire, les ministres de l'Evangile devaient être investis de ce pouvoir. La forme de gouvernement était clairement définie par les apôtres et indiquée pour les siècles à venir comme un modèle dont il n'était pas permis de s'écarter. Quant aux rites et aux cérémonies de l'Eglise catholique, c'était de l'idolâtrie, du paganisme, de la superstition, c'était bon pour les fils de Bélial.

Les puritains d'Amérique apportèrent ces doctrines intolérantes dans le Nouveau-Monde et déclarèrent, avant de s'embarquer, qu'ils ne considéraient pas l'Eglise anglicane comme anti-chrétienne, mais qu'ils se retiraient de son sein parce qu'elle imposait à leur communion des conditions qu'ils considéraient comme opposées au véritable esprit de l'Ecriture. Des hommes imbus de tels principes et les professant avec une foi si sincère devaient arriver à fonder un gouvernement purement théocratique et à concentrer tout le pouvoir temporel dans les mains de l'Eglise. C'est en effet ce qui arriva et, pendant que dans les autres parties de l'Amérique, l'homme brisait les liens sociaux et politiques qui entravaient sa liberté d'action, on voyait naître, dans la baie de Plymouth, dans un coin perdu de l'Amérique du Nord, une société nouvelle qui eût pu faire sourire l'ombre de Loyola.

Les premiers fondateurs de la colonie puritaine étaient des hommes d'éducation et quelques-uns d'entre eux se faisaient remarquer par leur grand savoir. Un de leurs premiers soins fut d'assurer à leurs enfants les bienfaits de l'instruction à laquelle ils devaient les principes régulateurs de leur conscience, et de les soumettre de bonne heure à la seule autorité humaine qu'ils reconnussent, l'autorité ecclésiastique. Néanmoins, il n'y eut pas un parfait accord sur ce dernier point et une controverse très vive s'engagea entre les sectaires dissidents. Mais la question fut décidée par un synode religieux et l'éducation des enfants passa tout entière aux mains des ministres de l'Evangile. L'union de l'Eglise et de l'Etat fut ainsi formée sur le plan de la théocratie judaïque. Les ministres de l'Eglise siégeaient dans les conseils du gouvernement et rien ne se décidait sans qu'on prît leur avis. Nul n'était admis à l'élection des chefs de l'Etat (*rulers*) s'il n'était un membre de l'Eglise, et nul ne pouvait être admis membre de l'Eglise sans être examiné par le conseil des anciens (*elders*) qui le proposaient ensuite au vote de leurs frères. Le clergé presbytérien possédait ainsi une autorité absolue et les lois les plus archaïques, celles qui étaient le plus en opposition avec l'esprit moderne, furent la conséquence de cette concentration de tous les pouvoirs dans les mêmes mains. Le blasphème, l'idolâtrie, l'adultère, la concupiscence, la désobéissance aux parents, toutes les infractions au Décalogue étaient considérées comme des crimes capitaux. Il était défendu, en buvant, de porter des santés, cet

usage étant considéré comme une cérémonie païenne et idolâtre. L'usage du tabac était interdit en public sous quelque forme que ce fût, à moins d'être en voyage ou à une dizaine de milles de la ville. Toutefois, on le permettait une fois par jour, après dîner seulement, mais non en compagnie d'une autre personne.

Des lois sévères furent dirigées contre les célibataires. Ceux-ci n'avaient pas le droit d'être officiers publics, ni de tenir une maison à leur compte sans la permission des magistrats, et aucun père de famille ou maître de maison n'avait le droit de les recevoir ou de les héberger sans le consentement des autorités. Des règlements établirent les rapports entre les deux sexes et les libertés les plus innocentes étaient punies sévèrement. Des lois d'Etat déterminèrent pareillement la forme des vêtements et la coupe des cheveux. On défendit aux femmes d'exposer leurs bras et de montrer leur gorge. Les manches devaient descendre jusqu'aux poignets et les robes monter jusqu'à la partie supérieure du cou. Les hommes devaient, en vraies têtes rondes, couper leurs cheveux ras, afin d'éviter qu'ils ne ressemblassent à des femmes et ne rappelassent l'image abhorrée de Charles Ier. Et, comme on s'était déjà beaucoup écarté du communisme, qu'il y avait, en fin de compte, des riches et des pauvres dans la société, il ne fut permis qu'aux personnes possédant deux cents livres sterling de porter des ornements d'or ou des vêtements de soie. Les délinquants contre ces lois somptuaires étaient passibles de certaines peines, et le grand jury avait le

droit de forcer chacun à se vêtir et à s'orner selon son rang. Ceci montre que les puritains, bien qu'animés d'un véritable esprit républicain, ne visaient point cependant à l'égalité absolue des droits et qu'on peut être l'ennemi des rois et des papes sans être un pur démocrate pour cela.

Les puritains d'Amérique, qui reconnaissaient l'autorité du jugement personnel en matière de religion, se soumettaient cependant aveuglément à la volonté collective dans les affaires civiles, et si quelque membre de la communauté se permettait de contester le droit que les magistrats possédaient, celui de punir les offenses les plus légères, la négation était considérée comme une hérésie abominable et qui méritait le bannissement. Le projet de la colonie puritaine était de hâter l'avènement de ce qu'elle considérait comme la vraie religion et d'adorer Dieu dans toute la liberté de sa conscience. Mais la notion de liberté était interprétée par les puritains d'une manière particulière et, à peine furent-ils au milieu de ces forêts profondes, de ces horizons sans limites où le créateur, par la grandeur de ses œuvres, parle si puissamment à l'âme des hommes, que, au lieu d'élargir son temple, ils le rapetissèrent à leur taille et se mirent à exercer contre leurs frères les persécutions dont ils se plaignaient en Angleterre et que leur émigration avait précisément pour objet de faire cesser. Les Indiens qui, nous l'avons vu, vinrent leur apporter des épis, emblème de paix et de fraternité, et qui, dans les premiers temps de la colonisation, s'efforcèrent de subvenir généreusement à leur subsistance, furent chassés et détruits

comme des philistins, des barbares, des loups dévorants, des monstres de l'enfer. Quant aux différentes sectes religieuses qui, tour à tour, abordèrent les mêmes rivages, elles ne rencontrèrent que de barbares préjugés et subirent d'incroyables persécutions, suscitées au nom de la liberté de conscience.

En 1656, quelques quakers arrivèrent dans le Massachussets et, pour des offenses imaginaires, furent emprisonnés, puis bannis de la colonie. Mais cette peine ne paraissant pas suffisante, on édicta contre eux une série de lois draconiennes afin d'extirper leur secte tout à fait. Ils étaient emprisonnés, fouettés, on leur coupait les oreilles, on leur perçait la langue avec un fer rouge, enfin on les condamnait à la peine de mort. Les derniers siècles de l'ère païenne n'avaient pas de supplices plus sévères pour les chrétiens. Les quakers étaient considérés par les puritains comme des hérétiques et leur bénévolence envers les Indiens n'était pas le moindre des griefs qu'ils nourrissaient contre eux. Il ne fallut rien moins qu'une ordonnance de Charles II pour mettre fin à ces persécutions barbares.

Les anabaptistes, autres hérétiques, eurent leur part de ces persécutions et beaucoup d'entre eux fuyèrent dans la colonie de Rhode-Island, qui avait été fondée par des antinomiens sur le plan de la liberté religieuse la plus complète. Les membres de toutes les sectes y étaient également protégés par le gouvernement et appelés au même titre à jouir de leurs droits de citoyens. Aussi cette colonie était considérée alors comme l'immonde récep-

tacle de la Nouvelle-Angleterre et tenue en profond mépris par les puritains, ce qui ne l'empêcha pas de faire des progrès considérables en richesse, en commerce et en civilisation.

Les divers éléments qui constituent la nation américaine étaient, nous l'avons observé, fort hétérogènes au début, et l'assimilation qui s'en est opérée d'une façon si complète a été l'œuvre du temps. Les premiers colons de New-York furent des Hollandais, lesquels, avec les Suédois, colonisèrent également le Delaware et New-Jersey. Le Maryland compte encore des descendants des catholiques anglais qui émigrèrent avec Cecil Calvert. Des non-conformistes, réfugiés d'abord en Virginie, envahirent la Caroline du Nord, et bon nombre de huguenots français trouvèrent un refuge dans la Caroline du Sud. Quant à la Louisiane, l'élément français y est très persistant ; il indique la force et l'intensité de l'émigration première, ravivée par les événements de Saint-Domingue. On ne pouvait demander que l'harmonie régnât entre des éléments si divers et les premiers temps de la colonisation américaine nous en fournissent la preuve.

Pendant que les puritains de la Nouvelle-Angleterre proscrivaient tous ceux qui n'appartenaient pas à leur secte intolérante, la colonie naissante de Virginie, fondée par des protestants anglais, usait envers eux de représailles et les empêchait de résider sur son territoire. Le Maryland, au contraire, fondé par des catholiques de l'Eglise romaine, admettait indistinctement toutes les sectes et protégeait également toutes les religions. Le Connecticut, [illegible] un essaim de l'Etat de

Massachussets, renchérissait au contraire d'intolérance religieuse, et le même esprit de persécution régna pendant quelque temps dans toute la province connue sous le nom de Nouvelle-Angleterre. Il ne subsiste aujourd'hui que de faibles traces du puritanisme originaire; toutes les sectes sont tolérées dans cet Etat et toutes les opinions y sont libres. Mais qu'il nous soit permis d'observer que les *Pilgrims fathers* sont loin de mériter d'une façon absolue l'admiration du monde et que, si dans le commencement de leur établissement, ils ont déployé un courage et une persévérance exemplaires, ils n'ont jamais montré l'esprit et la douceur des vrais apôtres. Leurs souffrances physiques étaient le lot commun des premiers colons qui peuplèrent l'Amérique ; mais leur fanatisme, leur bigoterie, leur cruauté n'appartenaient qu'à eux, et ce n'est pas de cela que leurs descendants doivent s'enorgueillir.

Le vieil esprit puritain se retrouve encore dans la Nouvelle-Angleterre ; il se manifeste par une plus rigoureuse observation du dimanche que dans les autres Etats et par des règlements plus ou moins efficaces sur la tempérance. Il est défendu de fumer dans les rues de Boston le jour du Seigneur et la législature de l'Etat de New-Hampshire vient d'adopter un bill qui réglemente la vente au détail des boissons alcooliques. Mais, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, l'intempérance, chez les Américains, tient à des causes intimes, physiologiques en quelque sorte, qu'on ne peut toujours combattre et contre lesquelles le prosélytisme le plus ardent reste souvent impuissant. Dans un tout

autre ordre d'idées, et pour caractériser la physionomie des Etats colonisés par les puritains, ajoutons qu'ils tiennent non seulement une grande place dans l'histoire des Etats-Unis, mais qu'ils ont fourni à ce pays un noyau d'hommes énergiques, industrieux que l'on trouve à la tête de toutes les entreprises. Ils ont reconnu vite que leur domaine était de ce monde et que les spéculations religieuses de leurs pères ne conduisaient à rien de positif. Ils ont abattu la forêt, mis la terre en culture, construit des vaisseaux, des fabriques, des canaux, des chemins de fer; ils se sont répandus sur tous les points de l'Amérique, devenant pionniers dans un Etat, possesseurs d'esclaves dans un autre, manufacturiers au Nord, commerçants au Midi, yankees partout.

Grâce à l'excellent système d'instruction publique fondé par leurs pères, ils sont devenus la population la plus éclairée de l'Union et ont fourni des illustrations dans tous les genres. Longfellow, Bancroft, Prescott, Ticknow, Sparks, Griwold, Lawrence, Grinnel, Winthrop sont nés dans la Nouvelle-Angleterre. M. Webster, aujourd'hui secrétaire d'Etat des affaires étrangères, l'un des hommes les plus remarquables des Etats-Unis, est né dans la même province. Enfin, pour parler d'une célébrité bien différente, le célèbre exhibiteur de Jenny Lind et de Tom-Pouce, l'inventeur du cheval cyclope, l'impressario Barnum, est aussi un yankee. Le cas que les Américains font de l'esprit d'entreprise, les lauriers que Barnum a cueillis en étant rappelé sur la scène, après chaque représentation de Jenny Lind, par une foule avide de

le contempler, nous donnent assurément le droit de le placer au rang des hommes marquants des Etats-Unis. Les Américains le tiennent d'ailleurs pour un habile homme, un *smart man* ; dans tous les cas et, en leur âme et conscience, ils le considèrent comme une grande célébrité. Ajoutons, pour passer à un sujet plus sérieux, que la guerre de l'indépendance a commencé à Boston et que cette ville est considérée, à juste titre, comme le berceau de la liberté américaine.

Quelques mots maintenant sur une secte religieuse, celle des quakers, à laquelle appartenait William Penn, et qui a joué un assez grand rôle en Amérique. Les quakers, persécutés également dans la Grande-Bretagne et dans la Nouvelle-Angleterre, se décidèrent à fonder une colonie particulière, et ils émigrèrent, à la suite de William Penn dans la vaste contrée à laquelle celui-ci a donné son nom. Ce sont eux qui construisirent Philadelphie, au fond de la magnifique baie de la Delaware. Philadelphie est une grande et belle ville qui compte aujourd'hui un nombre considérable d'habitants et dont les longues et larges rues, toutes tirées au cordeau, et la plupart plantées d'arbres, ont un air de recueillement qui n'est pas sans charme. Philadelphie, cette ville si tranquille, surtout si on la compare à New-York où l'agitation est très grande, est devenue cependant, depuis quelque temps, le théâtre de désordres fort graves : luttes entre les compagnies de pompiers, combats entre les noirs et les blancs, attaques nocturnes, incendies, enfin une série de désordres et de sévices qui contrastent singuliè-

rement avec le nom de ville de l'amour fraternel que lui a donné William Penn, son fondateur.

Comment s'est opéré ce changement, qui n'est certes point du fait des quakers, car ce sont d'excellentes gens et d'une moralité universellement reconnue? L'absence de paupérisme se fait remarquer dans leur société d'une manière frappante. On n'y rencontre ni un mendiant, ni un ivrogne et il serait phénoménal de voir un quaker assis sur le banc des criminels, ou accusé pour une offense quelconque. Les quakers sont d'ailleurs engagés dans toutes les affaires ordinaires de la vie comme marchands, industriels ou travailleurs. Mais leur nombre, qui était jadis considérable, puisque Philadelphie, en 1766, en comptait 50,000, a diminué graduellement, ou plutôt la population étrangère a augmenté dans une proportion relative beaucoup plus grande. Les Irlandais y ont apporté leurs vices et leur misère, et des marchands, venus de tous les points de l'Amérique, leur rapacité mercantile. Des fabriques se sont élevées, les filatures y sont en grand nombre et, il y a peu de temps, les jeunes filles qui, à l'époque heureuse où vivait Franklin, tricotaient des mitaines pour s'acheter des rubans et des chapeaux, furent forcées de se mettre en grève et de disputer leur salaire, leur existence même, aux capitalistes qui, aux Etats-Unis comme en Europe, sont devenus les chefs du travail. Ainsi s'explique le désordre moral et matériel qui règne à Philadelphie. Les misères de l'ancien monde y sont venues avec la civilisation, et il en sera ainsi fatalement dans toute l'étendue de l'Union.

William Penn, le fondateur de la colonie de Pensylvanie, était le fils aîné de l'amiral sir William Penn qui eut un siège dans le Parlement et qui occupa, sous le roi Charles II, de hauts emplois maritimes. Son fils, jeune encore, au lieu d'entrer dans la brillante carrière qui lui était ouverte par son père, s'affilia à une secte religieuse considérée alors comme hérétique, et il subit sa part des persécutions dirigées contre elle. Il fut enfermé à la Tour de Londres et confiné, pour quelque temps, dans la prison de New Gate. Mais, après s'être réconcilié avec sa famille, il réussit à obtenir des protections assez puissantes pour préserver sa liberté, pendant que ses coreligionnaires, moins heureux, emplissaient les cachots d'Angleterre.

Vers la fin du règne de Charles II, William Penn, comme nous l'avons déjà relaté, reçut, en paiement des sommes avancées au pouvoir royal par son père, pour le service de la marine, une immense étendue de terres situées dans le Nord de l'Amérique, entre les colonies de New-York, de la Nouvelle-Angleterre, du Maryland et de la Virginie. William Penn invita ses coreligionnaires à s'y rendre pour y vivre en paix à l'abri de la persécution. Mais les progrès de la nouvelle colonie furent lents et elle était encore dans l'enfance au moment où Jacques II monta sur le trône.

William Penn vivait avec Charles II dans les termes de la plus grande intimité, et il mérita souvent les reproches de ses coreligionaires pour ses goûts mondains et les nombreux sacrifices que faisait sa conscience à la corruption de la cour. L'opinion

publique, sur cet éminent personnage, est encore aujourd'hui partagée et, pendant que les uns le placent au rang des bienfaiteurs de l'humanité, bienfaiteur dont la bénévolence, pleine de bon sens et de tolérance, s'étendait à toutes les sectes et à toutes les races, d'autres en font un courtisan hypocrite, plus occupé de ses propres intérêts que de ceux de l'humanité et démentant à la cour, par ses actes, les principes religieux qu'il professait en public. Quoi qu'il en soit, l'illustre quaker a laissé de bons souvenirs parmi les Indiens qui longtemps chérirent sa mémoire, et il n'a jamais, comme ses voisins les pieux puritains, mis à prix la tête de ces païens.

William Penn fit des ventes de terres considérables aux colons qui étaient déjà établis dans la province de Pensylvanie et dont, en vertu du droit étrange que les papes et les souverains de cette époque s'arrogeaient, il était devenu propriétaire et gouverneur. A peu près à la même époque, le pape Alexandre VI partageait l'Amérique entre l'Espagne et le Portugal. Toujours est-il que William Penn introduisit dans ses contrats de vente des conditions peu en usage dans les transactions dont les terres vacantes de l'Amérique étaient alors l'objet. Le colon contractant s'engageait à traiter les Indiens avec amitié et à observer envers eux les règles de la justice. Il devait, en outre, conserver dans ce nouveau pays les coutumes, les usages et les lois de l'Angleterre, jusqu'à ce que les circonstances prouvassent la nécessité de les modifier. Une des clauses introduites dans ces contrats prouve un rare esprit de prévoyance de la

part de l'illustre quaker. Il imposait la condition de réserver un arpent de bois sur cinq arpents défrichés ou mis en culture, et cela afin de servir aux besoins de la marine, à l'élève des vers à soie et aux usages industriels et domestiques. Aujourd'hui que le bois commence à devenir aussi rare dans les vieux Etats de l'Union qu'il l'est en Europe, et que les forêts séculaires de l'Amérique tombent sans pitié sous la hache du pionnier, on sent combien la prévoyance de Penn était fondée.

Les premiers essais de colonisation dans la province de Pensylvanie furent suivis de ces nombreuses déceptions et de ces souffrances matérielles qui forment l'époque héroïque de tous les établissements européens dans le Nouveau-Monde. La colonie ne commença réellement à prospérer qu'après l'arrivée de William Penn, en 1682. Il s'était fait précéder de l'adresse suivante, dans laquelle on remarque un esprit d'humanité envers les Indiens qui console l'âme, quand on le compare à cette haine sauvage que les puritains de la Nouvelle-Angleterre nourrissaient contre ces infortunés.

« Mes amis, dit-il, il existe un Dieu dont le pouvoir suprême a créé l'univers et toutes les choses qu'il contient et à qui, vous et moi et tous les hommes, devons notre existence, et à qui aussi nous rendrons compte un jour de toutes nos actions en ce monde. Ce Dieu tout-puissant, qui a écrit sa loi dans nos cœurs, nous enseigne et nous commande par cette loi de nous aimer et de nous assister mutuellement. Il a plu à ce Dieu puissant de m'intéresser dans cette partie du monde que vous habi-

tez, et le roi du royaume où je demeure m'en a donné une grande province. Mais je désire n'en jouir qu'avec votre amour et votre consentement, afin que nous puissions toujours vivre ensemble comme voisins et amis, c'est-à-dire accomplir la volonté de notre Créateur qui nous a faits, non pour nous dévorer et nous détruire, mais pour vivre en paix et en amitié dans ce monde.

« Je tiens à vous faire remarquer que je suis très affecté de la méchanceté et de l'injustice qu'ont montrées envers vous les habitants de cette partie du monde, l'Europe, en cherchant uniquement à tirer avantage de vos relations, au lieu de se montrer à vous, dans ses habitants, un modèle de patience et de bonté. On a provoqué ainsi des haines, des animosités, des vengeances et quelquefois l'effusion du sang, ce qui a justement irrité notre Dieu tout-puissant. Mais je ne suis pas un de ces hommes d'iniquité, et cela est bien connu dans mon pays. Je professe un grand amour et une grande sollicitude pour vous ; je désire gagner votre amour et votre amitié par une conduite bonne, juste et pacifique ; ceux que j'envoie sont animés du même esprit et agiront en toute chose suivant cet esprit. Si, en quoi que ce soit, quelqu'un vous offense, il vous sera donné promptement satisfaction par un tribunal arbitral composé d'un même nombre d'hommes justes, pris de chaque côté, afin que vous n'ayez en aucune circonstance occasion de vous plaindre d'avoir été offensé par eux.

« Avant peu, j'irai vous trouver moi-même et nous pourrons alors co[illegible] plus librement et

plus longuement sur ce sujet. En attendant, j'envoie mes représentants traiter avec vous au sujet de la cession des terrains et conclure un traité de paix. Laissez-moi espérer que vous les recevrez bien, ainsi que ceux qui les accompagnent, et que vous accepterez les dons et les présents que je vous envoie, comme une preuve de ma bonne volonté et de ma résolution de vivre justement, pacifiquement et amicalement avec vous. »

En 1682 William Penn arriva lui-même, accompagné d'un grand nombre d'émigrants, dont la plupart étaient des quakers. La colonie se composait alors de Hollandais, de Suédois et de quakers anglais, qui bientôt formèrent un acte d'union et acceptèrent, légèrement modifiées, les lois de l'Angleterre. Le premier soin de Penn fut d'établir des relations amicales avec les Indiens en restant juste et humain avec eux, et c'est un fait digne de remarque que la Pensylvanie n'a pas eu de différends avec les Peaux-Rouges depuis l'arrivée de William Penn, jusqu'au moment où éclata la guerre avec la France en 1755. Ce ne fut qu'après sa mort et lorsque l'influence de ses bons exemples disparut avec lui, que les forêts de la Pensylvanie retentirent du cri de guerre et qu'on vit des chevelures européennes orner les cabanes indiennes. Les quakers devinrent en minorité ; les Allemands surtout envahirent la province et, comme les coreligionnaires de Penn refusaient de prendre part aux guerres qui eurent lieu contre les Indiens, ils devinrent suspects aux autres colons et furent considérés par eux comme de mauvais patriotes, comme des ennemis de la société.

Les quakers avaient horreur du sang ; mais ce n'était point chez eux l'effet de la crainte, car, au moment de la guerre de l'indépendance, ils y prirent part comme les autres, en faisant toutefois une singulière réserve au moment où éclatèrent les premières hostilités. Ils stipulèrent, en envoyant leur part de souscription, souscription destinée à se procurer de la poudre, que cette somme serait affectée à l'achat de « certaine graine », dissimulant ainsi, par antiphrase, la chose meurtrière et ne pouvant se résigner à nier si ouvertement leur idée favorite, celle de la pacification universelle par l'amour et la charité. Les quakers étaient les rêveurs de l'époque, de doux rêveurs ; ils sont aujourd'hui les plus honnêtes gens des Etats-Unis.

Cependant le vaste littoral de l'Atlantique se peuplait d'une extrémité à l'autre. Des citoyens appartenant à toutes les sectes religieuses y venaient chercher la liberté de conscience, et des aventuriers de toutes les classes y couraient après la fortune. Pendant que les puritains se répandaient au Nord et étendaient chaque jour leurs colonies, que les catholiques romains prenaient possession du Maryland et les protestants de la Virginie, la Caroline et la Georgie recévaient des habitants d'un tout autre genre et il se faisait, dans ces colonies, un essai de gouvernement quasi-féodal non moins curieux que la communauté théocratique des pèlerins de la Nouvelle-Angleterre, mais qui n'eut pas plus de succès.

En 1662, [illegible] Charles II accorda à huit gentilhommes a[illegible]e charte qui leur concédait

toutes les terres situées entre le 29e et 36e degré de latitude Nord et s'étendant parallèlement de ces deux points, à partir de la côte de l'Atlantique jusqu'aux bords de l'Océan pacifique. Le roi d'Angleterre les constituait maîtres absolus de cette immense région. Ils avaient pouvoir de promulguer les lois et la constitution qu'ils jugeraient nécessaire à l'état de la province, avec l'avis et l'approbation de tous les citoyens. En vertu des pouvoirs dont les concessionnaires étaient investis par cette charte, ils commencèrent à rechercher quel serait le meilleur système de lois pour le gouvernement de leur colonie et, dans leur embarras, ils ne crurent pouvoir mieux faire que d'appeler à leur aide le célèbre Locke. Un si grand philosophe devait savoir ce qui convenait à une colonie naissante et nul ne devait être mieux versé que lui dans la science politique d'un gouvernement. Il répondit à l'appel; un modèle de constitution fut élaboré par lui, les huit gentilhommes souverains convinrent de l'appliquer et ils s'engagèrent, dans la personne de leurs héritiers, à le maintenir pour toujours.

L'aîné des huit propriétaires aurait le titre et les privilèges de palatin et serait remplacé à sa mort par l'aîné des sept survivants. Ce palatin remplirait les fonctions de président de la cour palatine, composée en tout de quatre membres, qui formeraient le pouvoir exécutif. Cette sorte de directoire siégerait dans la maison du palatin et donnerait son assentiment ou s'opposerait aux lois faites par la législature de la colonie. Le palatin aurait le pouvoir de désigner et de nommer un gouverneur qui, après avoir obtenu l'approbation

du roi, serait le représentant de la métropole dans la colonie. Chacun des sept autres propriétaires aurait le droit de nommer un député, qui siégerait comme tel dans le parlement et agirait conformément à leurs instructions. En outre d'un gouverneur, il y aurait une Chambre des lords et une Chambre des communes qui formeraient le Parlement et constitueraient la législature de la colonie.

Le Parlement serait renouvelé tous les deux ans. La Chambre des lords (*Upper house*) se composerait des sept députés représentants les propriétaires, de sept des plus vieux landgraves, burgraves et caciques, et de sept autres membres choisis par l'assemblée. La Chambre des communes (*Lower house*) serait composée des représentants des comtés et des villes. Il y aurait trois classes de noblesse, les barons, les caciques et les burgraves. Les premiers posséderaient 12,000 acres de terre ; les seconds, 24.000 ; les derniers 48,000, et leurs propriétés seraient constituées en fiefs inaliénables. Des officiers militaires seraient nommés par voie de suffrage et tous les habitants âgés de 16 à 60 ans seraient appelés, par les ordres du gouverneur et du grand conseil, à prendre les armes en cas de guerre. Il n'y aurait pas de religion d'Etat. Il suffirait de croire qu'il y a un Dieu, qu'il faut l'adorer, et qu'il est du devoir de tout homme de porter témoignage de la vérité. Sans reconnaître ces trois points essentiels, aucun homme ne jouirait des droits de citoyen et ne pourrait posséder une propriété quelconque dans la colonie.

Ce gouvernement de palatins, de caciques et de burgraves, œuvre d'un grand esprit, se trouva impossible dans la pratique et ne put jamais fonctionner. Abattre les arbres des forêts, cultiver les champs, dessécher les marais, établir des voies de communication, combattre le climat et les bêtes fauves, en un mot dompter la nature, voilà le premier travail des pionniers de toutes les colonies du monde. Les faiseurs de constitution n'ont rien à faire là. Le travail, dans cette situation, est la loi suprême qui confère tous les droits, et celui qui a défriché seulement cinquante acres de terre ne peut reconnaître, ne reconnaîtra jamais en vertu de quel droit un burgrave, un baron ou un cacique en possède cinquante mille, dont d'ailleurs il ne peut tirer parti sans le secours de son bras. Dans les pays neufs, la noblesse est impuissante et il ne sert de rien de descendre d'un Talbot ou d'un Montmorency si vos bras ne peuvent vous faire vivre.

Un laboureur debout est plus haut qu'un gentilhomme à genoux, a dit Franklin. La noblesse n'a jamais réussi à s'implanter dans l'Amérique du Nord, et le gouvernement anglais n'a pas toujours compris l'esprit d'indépendance que les émigrants portaient avec eux dans ces terres vierges où les lois naturelles seules sont souveraines et se révèlent instinctivement à tous. Lorsque Blair fut envoyé en Angleterre, comme délégué de la Virginie, pour solliciter l'établissement d'un collège dans cette province, il représenta que les ministres de l'Évangile y étaient en petit nombre, qu'un collège était nécessaire pour l'éducation de la jeunesse, et

que les habitants de la Virginie avaient leur âme à sauver aussi bien que ceux de la Grande-Bretagne. Au diable vos âmes (*Damn your souls*), répondit l'attorney général, faites du tabac ! Peu après ils firent une république.

Les luttes politiques, religieuses ou sociales de l'ancien monde ne peuvent durer longtemps dans un pays neuf, car elles n'y ont pas leur raison d'être. Les colonies anglaises ont été, pendant quelque temps, le théâtre des dissensions religieuses qui agitaient si profondément la mère patrie, mais des intérêts communs et nouveaux vinrent promptement les affaiblir et en faire disparaître le dernier vestige. La haine traditionnelle des puritains et des cavaliers s'est effacée graduellement, et catholiques et protestants ont cessé de se persécuter. Des changements analogues s'opèrent de nos jours, tant il est vrai que la terre dompte l'homme et que la propriété, panacée souveraine, donne une nouvelle direction à leurs passions et enlève à leurs opinions ce qu'elles ont d'âpre ou d'exagéré. Des égalitaires allemands deviennent promptement, aux Etats-Unis, de paisibles fermiers, et si le sort envoyait dans le même pays les révolutionnaires français les plus féroces, ils ne tarderaient pas à s'amender.

Où sont aujourd'hui les brillants cavaliers de la Caroline et de la Georgie, dont la licence et la fierté aristocratiques révoltaient la simplicité et l'austérité républicaine des puritains établis dans la même province ? Où sont ces membres dévoués de l'Eglise anglicane, si longtemps attach[illegible]use royaliste, qui vin-

rent peupler les solitudes de la Virginie? Où sont toutes ces sectes religieuses, tous ces partis politiques, toutes ces castes sociales si différentes qui vinrent tour à tour demander un asile à l'Amérique et agiter ses forêts silencieuses du bruit de leurs controverses, de leurs dissensions, de leurs haines, et faire revivre, sur cette terre vierge, les préjugés et les rancunes qu'ils apportaient d'une autre société et d'un autre monde? Qui a éteint leurs passions et dompté leurs fureurs? La liberté, le travail, la propriété.

Il y a là un enseignement dont notre époque pourrait tirer profit. Rien ne frappe plus un européen que cette neutralisation de partis opposés et cette fusion d'idées contradictoires sur le même terrain. L'Amérique a été le tombeau de bien des idées politiques extrêmes et elle a fait tomber dans l'oubli un grand nombre d'erreurs. Les puritains y ont fait un essai de communisme et celui d'un gouvernement théocratique basé sur l'intolérance religieuse. Ils ont essayé de comprimer les passions naturelles à l'homme et d'enfermer l'âme humaine dans le cadre de leurs règlements étroits. Ils ont échoué sur tous les points. Les quakers sont venus à leur tour avec leurs idées humanitaires et leur utopie de paix universelle. Ils avaient horreur du sang et ils condamnaient la guerre comme une chose sacrilège ; cependant, directement ou indirectement, ils ont dû y prendre part, acheter de la poudre et prendre les armes comme les autres citoyens. Si la société ne reposait que sur des principes, on pourrait, en matière de réformes, ne lui opposer que des principes. Mais il

n'en est point ainsi et les réformateurs seront longtemps dans la nécessité d'abandonner leurs doctrines et de recourir aux expédients. A peine arrivés, les quakers furent en effet forcés de se défendre contre les agressions dont ils étaient l'objet, et, lors de la guerre de l'indépendance, il fallut bien qu'ils prissent les armes comme les autres colons pour s'affranchir du joug britannique.

Toutefois, comme ils étaient faibles et en petit nombre, ils jouèrent un rôle passif dans les guerres d'extermination qui eurent lieu contre les Indiens, ne pouvant que plaindre le sort de ceux que leurs principes leur commandaient impérieusement de défendre. Nous ajouterons que les royalistes de toute nuance qui arrivaient d'Europe, imbus de leurs idées de l'ancien régime, virent promptement qu'une terre où le travail est tout n'est point le domaine des rois, et que le véritable souverain est celui qui abat les forêts, trace les routes et cultive les champs. Ils furent d'ailleurs des premiers à secouer le joug de la Grande-Bretagne et à se convertir aux doctrines républicaines. Le parti monarchiste, il est vrai, survécut encore quelque peu à la guerre de l'indépendance, mais, réservé, timide, et n'osant avouer ni ses regrets, ni ses espérances. Où eût-il pris un souverain et comment peut s'exercer le droit divin dans un pays où chacun, même avant l'avènement de la république, avait des mœurs républicaines et où le plus obscur citoyen, pour nous servir d'une expression biblique que les Américains aiment à citer, reposait dans sa for[illegible]son indépendance à l'om-

bre de sa vigne et de son figuier? Multiplier la propriété, c'est assurer la liberté : l'Amérique nous en a donné, nous en donne tous les jours le salutaire exemple.

Les puritains sont cependant restés l'élément dominant de la société américaine ; corrigés de leur âpreté et de leur intolérance, ils ont porté partout leur esprit d'initiative et leur indomptable énergie. Leur fusion avec les autres éléments de la société américaine ne s'est point accomplie toutefois sans porter quelque préjudice à leurs principes, et on peut dire que si l'on rencontre aujourd'hui aux Etats-Unis moins d'idées aristocratiques qu'avant la guerre de l'indépendance, on n'y trouve plus les vertus, le dévouement et l'abnégation que l'on remarquait à l'origine. A ce moment, les puritains étaient animés de sentiments généreux qui se sont singulièrement affaiblis depuis.

C'est ainsi que l'esclavage était considéré par eux comme incompatible avec les droits de l'homme et funeste à la société. Ils firent en conséquence une loi spéciale qui prohibait la vente ou l'achat des esclaves noirs et cette loi fut mise à exécution d'une manière assez remarquable. Un nègre avait été amené de la côte d'Afrique et vendu dans la Nouvelle-Angleterre ; mais, grâce à l'intervention de la justice, il fut arraché des mains de son maître et renvoyé dans sa terre natale. Les relations maritimes de Boston et autres ports de la Nouvelle-Angleterre, avec les Etats voisins du Sud et les autres colonies anglaises des Indes occidentales où règne l'esclavage,

firent que les puritains se relâchèrent graduellement de leur rigidité de principes et qu'ils prirent des accommodements avec leur conscience. Boston est aujourd'hui de complicité avec le Sud pour le maintien indéfini de l'esclavage, tandis que la Pensylvanie, l'ancienne province des quakers, est la première à prendre part à cette honteuse croisade que des descendants de puritains prêchent, conduisent et organisent en invoquant la Bible et la constitution.

Nous terminerons cet aperçu sur le caractère américain en général, en ajoutant qu'il y a aujourd'hui unité parfaite dans le caractère national et qu'il est permis enfin à l'Europe de juger les États-Unis comme nation. Nous l'avons dit, l'esprit américain est, à quelques variantes près, le même au Nord qu'au Sud, à l'Est qu'à l'Ouest, et cet esprit les Américains le portent avec eux partout où ils vont, sans que rien ait la puissance de le modifier. Depuis longtemps les Américains ont franchi les Alleghanys pour se répandre dans la vallée du Mississipi ; ils traversent aujourd'hui les montagnes Rocheuses, l'isthme de Panama, doublent le cap Horn et sont déjà établis sur toute la côte de l'Océan Pacifique. Quoique dans ces établissements lointains ils rencontrent un autre climat, un autre peuple et un autre ordre de choses, leurs mœurs, leurs idées ne subissent aucune altération par ce frottement étranger et leur génie national, plein de vigueur, se conserve dans toute son intégrité.

Lorsque, en 1803, la Louisiane fut cédée aux Etats-Unis, quelques milliers de Français et un

certain nombre d'Espagnols furent, de ce fait si triste pour nous, annexés à la population américaine. Longtemps les deux races vécurent isolées, restèrent à distance l'une de l'autre, sans se joindre, sans se mêler. Mais depuis l'application de la vapeur à la navigation et l'envahissement de la vallée du Mississipi qui en a été la conséquence, l'immense territoire connu autrefois sous le nom Louisiane s'est rempli, par l'immigration du Nord principalement, d'une population américaine. L'élément français y diminue de jour en jour et la langue anglaise, les idées anglaises, la civilisation anglaise se substituent à notre langue, à nos idées, à notre civilisation. Quelques-uns de nos descendants conservent sans doute au fond du cœur la tradition de leur patrie originelle et résistent vaillamment à cette dénationalisation forcée et fatale, mais leurs efforts sont impuissants. Quant aux créoles riches et puissants, ils sont devenus américains de nom et d'habitudes et ils le sont quelquefois plus que les Américains eux-mêmes.

Rien n'arrête l'essor du génie de la race anglo-américaine, tout d'une pièce comme celui de la race anglo-saxonne d'où il procède et sur lequel l'immigration européenne, bien que considérable, n'exerce aucune influence appréciable. Les Anglais, les Irlandais, les Allemands, tous les étrangers abordant les rivages des Etats-Unis, ne deviennent citoyens américains qu'après sept années de résidence ; mais leurs enfants, américains de sentiment et d'éducation, vont chaque année grossir le flot montant de la population

anglo-américaine où ils se perdent et s'assimilent comme dans un vaste Océan. Ayant accompli son unité de caractère, la nation américaine s'efforce aujourd'hui d'accomplir l'unité matérielle du vaste territoire qu'elle possède et on peut affirmer qu'elle y arrivera sûrement.

LE PREMIER PEUPLE DU MONDE

Les Américains qui, dans leur légitime orgueil national, se disent le premier peuple du monde et qui le seront peut-être un jour, pensent aussi qu'ils furent les premiers apôtres de la liberté moderne ; mais c'est surtout de la liberté américaine qu'ils entendent parler. Dans la dernière réponse du gouvernement de Washington à l'Autriche, à propos de l'envoi d'un chargé d'affaires en Hongrie, M. Webster disait : « Il est très vrai que l'ascendant des idées républicaines sur le vieux continent est le résultat de la réaction de l'Amérique sur l'Europe et que la source et le centre de cette réaction ont été et sont encore aux Etats-Unis. » Il est certain que l'on croit, de ce côté de l'Atlantique, et chez plus d'un des descendants des premiers puritains, que la petite barque *May flower*, en débarquant sur le rocher de Plymouth, apporta avec elle la liberté, le bonheur et les destinées du monde. Mais, au moment où M. Webster signait d'une main cette note si fière adressée à l'Autriche, il signait de l'autre la loi sur les esclaves fugitifs et, tout en prenant la défense des Hongrois opprimés, il rivait un anneau de plus aux fers de trois millions et demi de noirs. Si le gouvernement des Etats-Unis se mêle des affaires des autres peuples, qu'il prenne garde que ceux-ci ne regardent de trop près dans les sien-

nes. Les Américains prétendent qu'ils sont la source de toute liberté ; qu'il nous soit permis de nous en assurer en esquissant quelques scènes de leur histoire révolutionnaire.

Quand la domination française cessa d'exister en Amérique et que le Canada fut abandonné au pouvoir de l'Angleterre, la joie devint universelle parmi les habitants des colonies anglaises. Les Français étaient pour eux des voisins de l'espèce la plus incommode. Leur antipathie naturelle pour la race anglo-saxonne, leur esprit aventureux, leur incontestable influence sur les Indiens les rendaient un danger permanent, une menace continuelle. C'était aussi une époque où le clergé, la noblesse et le tiers-état faisaient cause commune quand il s'agissait de combattre l'Angleterre, et où les colonies étaient toujours prêtes à s'engager dans des luttes sans fin au profit de leurs métropoles respectives.

Le Canada était le point de départ des expéditions contre les possessions britanniques et le centre actif d'où rayonnaient tous les auxiliaires Indiens. On doit penser, dès lors, avec quelle ardeur cette belle colonie, définie par Voltaire « quelques arpents de neige » et dont la perte est irréparable, fut convoitée par les Anglais et de combien d'entreprises elle devint l'objet. Franklin fut un des premiers à comprendre l'importance de cette position et, pendant le séjour qu'il fit à Londres, en qualité de délégué de la Pensylvanie, il insista auprès de William Pitt, depuis lord Chatham, de la manière la plus vive pour qu'on en fît la conquête. Il lui fit sentir le danger de laisser

aux Français un seul pouce de terrain en Amérique, combien leur influence sur les tribus indiennes était grande, et qu'il était plutôt des intérêts de la Grande-Bretagne de combattre la France au Canada que sur le continent européen. « J'ai toujours été d'opinion, écrivait-il plus tard, que la fondation et la grandeur future de l'empire britannique reposent sur le continent Américain et que la race anglo-saxonne doit seule le posséder. »

Le Canada fut abandonné. Mais lorsqu'en 1775 Franklin y fut envoyé pour y recruter des auxiliaires et s'efforcer d'identifier cette province à la cause de l'indépendance américaine, il échoua complètement dans ses négociations, attribuant son insuccès à l'ignorance des populations canadiennes et à leurs préjugés religieux. L'insuccès de Franklin n'avait, en réalité, d'autre cause que l'esprit de nationalité, l'antipathie de race et l'attachement profond des canadiens français à la mère-patrie, attachement ravivé par des souvenirs que rien n'a pu effacer et qui existent encore très vivaces chez ces populations, liées de cœur à la France, tout en restant politiquement soumises à la Grande-Bretagne dont elles ont dû subir la loi.

Franklin était en Angleterre peu d'années avant le commencement de la guerre de l'indépendance et, bien qu'il se doutât des événements qui allaient éclater, il ne craignit point cependant de proposer au gouvernement britanniqne la conquête d'une province voisine des Etats-Unis, province qui plaçait les Anglais dans une position formidable vis-à-vis des Américains et qui a été, dans les guerres

de la révolution, ainsi que dans la guerre continentale de 1812, le point central d'où partirent les flottes, les armées et les émissaires indiens de leurs ennemis. Pourquoi cette attitude si difficile à expliquer d'un des pères de la république américaine? La réponse est facile. Franklin était anglais de cœur et d'idées ; il voyait avec regret la séparation de la métropole de ses colonies, et il est devenu républicain beaucoup plus par l'effet des circonstances que par la vertu de ses principes. N'est-ce pas lui qui, après la promulgation du *stamp act* par le Parlement anglais, écrivait de Londres avec résignation : « Le soleil de la liberté est couché, nous devons allumer les flambeaux de l'industrie et de l'économie. » Est-ce là, nous le demandons, sans lui en faire aucunement un reproche, le langage d'un vrai républicain, et n'est-ce point plutôt celui d'un bon conservateur acceptant le joug que le gouvernement monarchique établi lui impose? Qu'on lise, au surplus, les œuvres de Franklin, on n'y trouvera aucune de ces aspirations vers la liberté et la forme républicaine qu'on rencontre chez des écrivains de doctrine, mais une philosophie facile, utilitaire, s'accommodant aux circonstances et faisant fléchir les principes devant l'intérêt particulier du moment.

La paix de Paris fut le commencement d'une ère nouvelle dans la politique de l'Angleterre avec ses colonies. Cette nation insulaire, dont l'ambition était grande, avait ajouté d'immenses territoires à ses possessions déjà si importantes, mais elle avait, par contre, inscrit une dette énorme à son Grand-livre et elle manquait de ressources

pour en payer les intérêts. Pour supporter les charges annuelles de cette dette très lourde, le Parlement conçut l'idée d'imposer une taxe sur les colonies, et ce fut là le commencement des discussions qui amenèrent la guerre de l'indépendance. Bien que la métropole et ses colonies se fussent unies pour faire la guerre à la France, elles différèrent cependant lorsqu'il en fallut payer les frais. Jusqu'alors, quand le Parlement anglais avait besoin d'argent, il se contentait de requérir les législatures coloniales pour le contingent nécessaire, tribut qui lui était consenti sans difficulté. Mais un autre mode fut proposé en 1764, et le Parlement imposa des droits d'importation élevés sur les marchandises étrangères entrant dans les ports américains, telles que sucre, thé, café, indigo, etc. Ces mesures fiscales éveillèrent quelques craintes; néanmoins, les colonies acquiescèrent paisiblement à cette contribution.

Mais à la session suivante, un autre impôt fut résolu qui souleva les réclamations les plus violentes. C'était le *stamp act*, imposant l'obligation de consigner toute espèce de contrats et d'actes judiciaires sur papier timbré, lequel était vendu exclusivement par des agents du fisc métropolitain, et cela à un prix exorbitant. La nouvelle de cet acte vexatoire du Parlement détermina une indignation générale et des résolutions énergiques pour s'y opposer furent prises dans presque toutes les colonies. La Virginie donna le signal et contesta hardiment au Parlement le droit de taxer les colonies sans le libre consentement de celles-ci. En même temps, l'assemblée générale de Massa-

chusetts organisait une opposition régulière et simultanée, et, peu après, un comité, composé des délégués de six provinces, dressa une déclaration de droits et de griefs dans laquelle les habitants des colonies maintenaient le droit de se taxer eux-mêmes et invoquaient les privilèges du jury. Des pétitions furent adressées au roi Georges III et un mémoire motivé aux deux Chambres. Les colonies non représentées envoyèrent pareillement des pétitions rédigées dans le même esprit.

Le *stamp act* devait être mis en vigueur dans les colonies anglaises à la date fixée; mais partout des mesures furent prises pour empêcher son exécution, et c'est avec beaucoup de peine qu'on put retenir la fureur du peuple. Objet de l'aversion générale, cet acte fut crié et promené dans les rues, attaché à une tête de mort, et désigné sous le nom de : « La folie de l'Angleterre et la ruine de l'Amérique. » On sonna les cloches des églises comme pour des funérailles, on détruisit le papier timbré partout où on put le trouver, et, dans sa colère, la multitude pilla les maisons de ceux qui s'étaient déclarés partisans de l'acte abhorré. L'opposition à la loi devint générale, et les officiers chargés de la faire exécuter furent obligés de fuir devant la colère publique. Des confédérations se formèrent et il fut décidé, universellement, que pour annuler l'effet de la loi, aucun objet de manufacture britannique ne serait importé et que les articles de fabrique américaine, bien que plus chers et de qualité inférieure, seraient employés exclusivement dans toutes les plantations. Les femmes elles-mêmes se privèrent des ornements

importés d'Angleterre et, pour ne point se servir de papier timbré, on vit la justice inactive et les procès cesser.

Cependant, un changement dans le ministère anglais amena une détente dans la politique suivie envers les colonies et le *stamp act* fut rappelé. Mais le Parlement maintint le droit de taxer les colonies américaines et de les soumettre aux lois de la métropole, en quelque cas que ce fût. En fait, la même politique oppressive se continuait à leur égard, nonobstant quelques changements apparents, et un nouveau bill, imposant des droits d'entrée sur le thé et autres denrées coloniales, fut adopté. Ce bill fut accueilli avec une opposition plus grande encore que celle qui avait marqué la publication du *stamp act*. Des lettres furent envoyées de l'Etat de Massachusetts à toutes les autres colonies, dénonçant l'injustice et la tyrannie de la législature britannique, et des mesures furent concertées entre elles pour s'unir et s'efforcer d'obtenir réparation. Une convention eut lieu à Boston ; là, il fut décidé que les habitants des colonies défendraient leurs droits, au péril de leur vie et de leur fortune, et que ceux qui n'avaient pas d'armes seraient invités à s'en procurer.

L'esprit de résistance des citoyens de Boston étant connu, le commandant des forces anglaises fit stationner plusieurs régiments d'habits rouges dans la ville et apprit à ses habitants que le Parlement avait recommandé à sa Majesté britanniques de vigoureuses mesures, afin de faire respecter la loi. Plusieurs citoyens furent envoyés en Angleterre pour y être jugés, mais cette mesure

tyrannique excita une grande indignation. A ce moment, la législature de Massachusetts n'était pas assemblée, mais la chambre des bourgeois de Virginie, tout en maintenant le droit des citoyens de se taxer eux-mêmes et d'être jugés par leur propre jury, protesta de son attachement à la couronne et de ses sympathies pour la mère-patrie. Le gouverneur, informé de ces résolutions qu'il trouvait subversives, se décida à dissoudre l'assemblée, mais ses membres, réunis secrètement, décrétèrent la prohibition des marchandises anglaises. Cet exemple fut suivi par les autres colonies : de là date la résolution héroïque des Américains de se priver de thé. Il fut décidé que pas une caisse de thé ne serait débarquée, mais retournée en Europe, sur les navires mêmes qui l'auraient apportée. Un jour, trois navires chargés de cette marchandise arrivèrent dans le port de Boston. Les capitaines de ces navires, effrayés des menaces du peuple, proposèrent de retourner en Angleterre avec leurs cargaisons, à la condition d'obtenir l'autorisation écrite des consignataires et une autre autorisation du gouverneur et des employés de la Douane. Les consignataires et les employés, redoutant de donner des ordres pour décharger le thé, refusèrent l'autorisation de retourner les chargements et les navires restèrent dans le port. Cependant, le peuple, craignant de voir les cargaisons déchargées par petites quantités et à son insu, résolut de les détruire d'un seul coup. Pour exécuter ce projet, un certain nombre de citoyens se travestirent en Indiens, montèrent la nuit à bord des navires, et jetèrent leurs chargements de

thé à la mer. Dès ce moment, la guerre fut déclarée ; cet acte audacieux en était le signal et ce fut comme la prise de la Bastille de la révolution américaine.

Le Parlement anglais résolut de ne rien changer aux mesures qu'il avait adoptées, maïs de punir les habitants de Boston d'une manière exemplaire en les frappant d'une amende égale à la valeur du thé détruit. Le port de Boston fut fermé et occupé par la force armée, afin d'assurer le paiement de cette amende et de réprimer l'esprit de révolte. Mais la cause de Boston fut épousée par les autres colonies et le jour où cette ville fut bloquée par les navires de Sa Majesté britannique fut observé en Virginie comme un jour de jeûne et de deuil. Dans toute la province des prières furent ordonnées et on pria le ciel de donner aux Américains un seul cœur et une seule âme pour défendre leurs droits méconnus. La Virginie s'unit à l'Etat de Massachusetts pour recommander l'union des colonies. Un congrès général fut décidé. Onze colonies y envoyèrent leurs délégués. La Georgie et la Caroline du Nord ne se décidèrent que plus tard à unir leur sort à celui de la Nouvelle-Angleterre.

Telle est, à grands traits, l'esquisse des premiers événements de la révolution américaine et des causes qui l'amenèrent. On n'y trouve, en fait, qu'une opposition légale aux actes arbitraires du pouvoir de la métropole, mais nulle attaque contre les prérogatives royales de Sa Majesté britannique. L'idée républicaine ne se dégageait point encore et, chez les Américains, elle ne date réellement que de la déclaration d'indépendance.

Le premier Congrès des Etats-Unis s'assembla en 1774, à Philadelphie, et il résolut d'accorder un vote à chaque colonie. Après avoir exprimé son approbation de la conduite patriotique tenue par les habitants de Massachusetts, il les exhorta à persévérer dans la cause de la liberté et avertit le commandant militaire de la résolution inébranlable des Américains de s'opposer à l'exécution des actes du parlement britannique. Le Congrès rédigea ensuite une déclaration de droits et l'adressa au peuple. Cette déclaration fait connaître :

« Que les habitants des colonies de l'Amérique du Nord, en vertu des lois immuables de la nature et des principes de la constitution anglaise, n'ont jamais cédé à aucun souverain le droit de disposer de leur liberté et de leur propriété sans leur consentement ;

« Que leurs ancêtres, qui, les premiers, s'établirent dans ces colonies, venaient, au moment de l eur émigration, de la mère-patrie et jouissaient, par conséquent, de tous les droits, libertés et privilèges des citoyens nés dans le royaume de la Grande-Bretagne ;

« Que par cette émigration, ils n'avaient en aucune façon aliéné, abandonné ou perdu aucun de ces droits ; mais qu'ils avaient le privilège, ainsi que leurs descendants l'ont encore, de jouir de tous ceux de ces droits, dont le pays qu'ils habitaient et autres circonstances, leur permettaient l'exercice. »

Toute cette première déclaration est dans ce sens. Les Américains revendiquent les droits des

Anglais, non les droits de l'homme en général, et dans une adresse au roi, rédigée par un comité du même Congrès, après avoir exposé leurs griefs, ils ajoutent : « Les colonies ont longtemps joui de la liberté anglaise sous les premiers rois. Elles ne désirent ni diminution des prérogatives de la couronne, ni privilèges, ni immunités autres que celles qui sont l'héritage légitime des sujets de la Grande-Bretagne. Elles ne désirent pas davantage que les liens qui les unissent à Sa Majesté se brisent, car si jamais ils se brisaient, les conséquences qui en résulteraient ne pourraient jamais compenser les malheurs auxquels cette rupture donnerait lieu. »

La pétition au roi fut suivie d'une adresse au peuple anglais. « Ne soyez pas surpris, disent les pétitionnaires, que, nous, qui descendons des mêmes ancêtres que vous, dont les pères participaient aux droits, aux libertés et à la constitution dont vous êtes orgueilleux à si juste titre, refusions de les abandonner à des hommes dont les prétentions ne reposent sur aucun principe rationnel, et qui les font valoir avec l'intention évidente de mettre notre existence et notre propriété en leur pouvoir, afin de nous réduire plus facilement en esclavage. Ne sont-ils pas les propriétaires de la Grande-Bretagne et les propres maîtres de leurs biens ? Veut-on les leur arracher sans leur consentement ? Céderont-ils au pouvoir arbitraire d'un homme ou d'un nombre d'hommes quelconque ? Vous savez bien que non. Pourquoi, alors, les propriétaires du sol américain seraient-ils moins maîtres de leur propriété que vous l'êtes de la

vôtre? Pourquoi se soumettraient-ils aux décisions de votre Parlement ou d'un Parlement quelconque, et non à celles d'une représentation issue de leur propre choix? Est-ce que l'Océan qui nous sépare peut causer la moindre disparité de droits? Et pourquoi des sujets anglais, qui vivent à mille lieues de la demeure royale, jouiraient-ils de moins de liberté que ceux qui en sont seulement à quelques pas?

Cette adresse éloquente définit parfaitement le caractère de la révolution américaine. Les Américains revendiquaient les droits communs à tous les sujets anglais, mais, pour le moment, ils n'allaient pas au delà et ils ne s'élevaient pas encore à la hauteur de l'idée républicaine. Les deux partis qui les divisaient alors étaient les whigs et les tories. Les premiers favorisaient la cause des colonies ; les derniers, celle de la Grande-Bretagne. New-York contenait beaucoup de partisans de l'indépendance, mais le nombre de ceux qui étaient attachés à la métropole ou à la couronne était si grand, que cet Etat n'envoya de membres au Congrès qu'en 1775. La Georgie et la Caroline n'entrèrent non plus qu'avec une certaine répugnance dans la ligue. Le parti républicain, à proprement parler, n'existait pas encore et ne comptait que quelques hommes nourris des idées philosophiques dont la France était alors l'ardent foyer. Mais ces idées, ils n'avaient pas jugé à propos, l'état de l'opinion publique ne le permettant pas, de les faire connaître.

Quand la guerre, par suite de la résistance aveugle de la Grande-Bretagne, fut engagée et que

tout espoir de conciliation fut perdu, les plus vigoureux efforts furent faits pour préparer l'esprit du peuple à la séparation des colonies d'avec la métropole et à l'établissement d'une autre forme de gouvernement, et, parmi les écrivains qui élucidèrent cette question et la rendirent populaire, il faut citer Thomas Paine. Il démontra, avec succès, la nécessité et l'avantage de l'indépendance et jeta le ridicule et l'opprobre sur le gouvernement monarchique. Les habitants des colonies qui, si récemment encore, protestaient de leur attachement à la couronne et ne désiraient pas l'indépendance, mais bien la liberté constitutionnelle anglaise, se trouvèrent tout à coup transformés en fervents républicains. Le roi de la Grande-Bretagne avait rejeté leurs pétitions, entravé leur commerce, employé des mercenaires pour les détruire. Il avait donc perdu tous ses droits à leur obéissance et l'Amérique était fondée à déclarer qu'elle voulait être une nation indépendante. Eût-elle voulu un roi, où aurait-elle pu le prendre? C'est ainsi que la nécessité, dans les circonstances difficiles, suggère souvent le meilleur parti. L'éducation des peuples se fait vite en temps de révolution. Les Américains en sont un exemple, car leur initiation aux idées républicaines n'a pas duré plus de deux années. C'est alors que le Congrès se décida à préparer la déclaration d'indépendance, qu'on peut appeler l'acte de naissance de la république des Etats-Unis.

Tout le monde connaît la déclaration d'indépendance ; c'est un morceau politique favori chez les Américains. On le lit à haute voix le 4 juillet

dans toutes les villes, villages, hameaux et écoles des Etats-Unis ; on le murmure au berceau dans l'oreille des enfants et c'est un trésor d'un prix inestimable pour les vieillards. C'est une Marseillaise en prose que chacun sait par cœur et répète dans les grandes circonstances de la vie nationale. On y remarque le passage suivant qui, cette fois, semble bien sortir du sein de la philosophie française et que Rousseau et Voltaire n'eussent point désavoué : « Tous les hommes ont été créés égaux ; ils ont été doués par le créateur de certains droits inaliénables ; pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés ; toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive des fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer et de l'abolir.» C'était aller un peu loin, et de là à proclamer que, dans certains cas, l'insurrection est le plus saint des devoirs, comme on l'a si souvent répété en France, il n'y avait qu'un pas. A ce moment d'enthousiasme, les aspirations de la révolution américaine se rapprochaient singulièrement de celles de la révolution française et les deux nations étaient réellement sœurs.

C'est ici qu'il convient de déterminer la part que les différents partis, existant alors aux Etats-Unis, ont pris à l'acte d'indépendance et de constater le premier échec que les doctrines philosophiques du XVIII[e] siècle subirent dans la personne de Jefferson, lorsque celui-ci tenta de les introduire dans la rédaction de l'acte qui lui était

confiée. Un comité, nommé par le Congrès, et composé de MM. Th. Jefferson, John Adams, Benjamin Franklin, Roger Sherman et R. R. Livingston, avait été chargé de rédiger la déclaration d'indépendance. Il fut décidé par ce comité que chacun de ses membres ferait une rédaction différente et, qu'en les comparant, celle qui serait jugée par le comité comme étant la plus conforme aux sentiments de la majorité de ses membres, serait adoptée. La rédaction de Jefferson fut lue la première ; à sa simple audition, chacun des membres du comité se décida spontanément à supprimer la sienne. Thomas Jefferson s'exprimait ainsi, dans sa rédaction originelle, sur une question très importante, celle de l'esclavage.

« Le gouvernement anglais a déclaré une guerre cruelle à la nature elle-même, en violant les droits les plus sacrés de la vie et de la liberté dans la personne d'un peuple lointain qui ne l'a jamais offensé. Il a capturé ce peuple, il l'a soumis en esclavage dans un autre hémisphère, il l'a exposé à une mort misérable dans la traversée. Cette guerre de pirates, l'opprobre des pouvoirs infidèles, est aussi celle du roi très-chrétien de la Grande-Bretagne. Déterminé à tenir un marché où les hommes seraient vendus et achetés, il a prostitué le droit de veto qu'il possède pour supprimer toutes les mesures législatives qui avaient pour but de restreindre ou de supprimer cet odieux trafic. Et pour qu'à cet assemblage d'horreurs il ne manquât rien, il excite aujourd'hui ce même peuple à s'élever en armes contre nous et à racheter cette liberté dont, le premier, il l'a privé,

payant ainsi les premiers crimes commis contre la liberté d'un peuple par de nouveaux crimes qu'il incite à commettre contre la vie d'un autre peuple. »

On comprend aisément qu'un tel langage révolutionnaire ne pouvait passer sans soulever une violente opposition. Les Etats de la Georgie et de la Caroline du Sud retiraient particulièrement de grands bénéfices de la traite des nègres et l'esclavage faisait partie de leurs institutions organiques; c'était leur existence même. D'un autre côté, les négriers du Nord, ceux de Boston, de New-York, de Philadelphie, qui transportaient les esclaves africains dans leurs propres navires, les achetaient de leur argent et les vendaient à gros bénéfices dans les plantations du Sud, n'entendaient nullement mettre ce trafic si profitable au rang de leurs griefs contre la Grande-Bretagne. Que les Anglais n'eussent pas le droit d'attenter à la vie et à la liberté des Américains, cela était évident; mais que les Américains cessassent d'avoir le droit de trafiquer de la vie et de la liberté des noirs, c'était pour eux un véritable non-sens.

Adams et Franklin, tout en restant d'accord avec Jefferson sur le sentiment humanitaire qui lui avait inspiré ce chaleureux paragraphe, lui en firent cependant comprendre l'inopportunité et le danger. Les Etats à esclaves ne le supporteraient point. Ils comptaient déjà 500,000 nègres qu'ils considéraient comme leur propriété légitime. D'ailleurs, tous les Etats trempaient plus ou moins dans ce trafic abominable et les quakers seuls ne s'en étaient point mêlés. Le moment était donc

prématuré d'émettre une opinion sur cette grave question. Il fallait transiger, on transigea, et le paragraphe incendiaire de Jefferson fut totalement supprimé. La révolution américaine prit dès lors ce caractère particulier, exclusif, qui n'appartient qu'aux révolutions anglaises. Les droits des Américains étaient proclamés hautement ; mais les droits des nègres, mais les droits des Indiens, mais les droits de l'homme enfin, qui s'en occupait ? A la même époque, l'abbé Raynal écrivait les pages brûlantes que l'on connaît et qui plus tard firent éclater la révolution de Saint-Domingue. L'émancipation tout entière du genre humain vibrait dans l'âme des philosophes français dont les doctrines généreuses ne concédaient ni privilèges de rangs, ni distinctions de races, et qui ne voyaient, dans leurs aspirations, que le bonheur et l'avenir du genre humain.

Les premiers événements de la guerre de l'indépendance furent loin d'être favorables à la cause américaine, et le Congrès de 1776 eut à lutter contre des difficultés qui auraient pu décourager des hommes moins énergiques que ceux qui le composaient. Le Congrès était sans pouvoir, l'armée épuisée, le peuple découragé, l'ennemi triomphant partout. Le gouvernement n'avait plus de crédit, le papier-monnaie en circulation dépassait déjà la somme de vingt millions de dollars et il subissait tous les jours une dépréciation nouvelle. Néanmoins, le Congrès ne perdit pas courage. De nouveaux emprunts furent autorisés, et sachant combien il serait important d'engager la France dans la cause des Etats-Unis, il désigna trois dépu-

tés, Arthur Lee, Silas Deane et Benjamin Franklin, qui seraient envoyés à la cour de Versailles solliciter l'appui du gouvernement français. Pendant ce temps, Washington fut investi d'un pouvoir dictatorial et les événements prouvèrent combien la confiance qu'on lui accordait était méritée. Washington n'était pas un homme de génie, mais il avait une grande honnêteté, beaucoup de bon sens et un cœur sincèrement patriotique. Que faut-il de plus pour mériter la confiance d'un peuple?

La mission de Franklin eut le plus grand succès. Sa bonhomie, son esprit, ses découvertes scientifiques, qui l'avaient rendu célèbre, en firent promptement un favori de la cour de Louis XVI et sa popularité parmi les hommes de lettres, les philosophes et les savants était très grande. Il obtint de l'argent, des armes, et une foule de volontaires s'engagèrent dans la cause des Etats-Unis. Louis XVI, en signant, le 6 février 1778, un traité de commerce avec les Etats-Unis, corroboré d'une alliance offensive et défensive dans le cas où l'Angleterre déclarerait la guerre à la France, se décida enfin à intervenir et, dès lors, la république américaine fut sauvée. Il est évident que, sans notre intervention, les Etats-Unis étaient incapables de s'affranchir et de résister plus longtemps à l'Angleterre. Sans armée, sans marine, sans trésor, que pouvaient-ils faire? On a beaucoup parlé de ceux de nos compatriotes qui ont joué un rôle actif dans cette guerre et La Fayette, surtout, a acquis en Amérique une réputation et un prestige que ses bas de soie et son cheval blanc

ne lui ont jamais conquis en France. La Fayette est placé par les Américains à côté de Washington, et le héros de la fédération du Champ de Mars est considéré justement par eux comme un des pères de leur république. Aussi Washington, qui refusait d'intervenir en notre faveur au moment où l'Europe était coalisée contre nous, s'empressait-il d'intercéder auprès de l'Autriche pour faire sortir La Fayette des cachots d'Olmutz. Les Américains sont beaucoup plus reconnaissants des services rendus à leur pays par ce héros des deux-mondes, dont il ne convient point de rabaisser la gloire, qu'à la France elle-même. Nous ne devons point nous en étonner, et nous allons en chercher la raison.

Si un assez grand nombre de volontaires français, parmi lesquels les noms les plus illustres de notre vieille France, les Rochambeau, de Broglie, de Vioménil, de Chastellux, de Castries, de Lauzun, de Noailles, de Laval-Montmorency, ont épousé la cause américaine par esprit d'aventure ou par amour de la liberté, nous devons reconnaître que les motifs qui firent agir la France elle-même étaient beaucoup moins désintéressés et qu'ils prenaient leur source dans notre politique vis-à-vis de l'Angleterre. Lorsque les députés américains furent à Paris, Louis XVI leur fit, en effet, parfaitement entendre qu'il reconnaissait l'indépendance des Etats-Unis et qu'il les aiderait à faire la guerre sans jamais leur réclamer le remboursement des frais qu'elle occasionnerait ; mais que, indépendamment de la sympathie qu'il éprouvait pour leur juste cause,

il était de l'intérêt de la France d'amoindrir le pouvoir de la Grande-Bretagne en cherchant à la séparer de ses colonies de l'Amérique du Nord. Tel fut aussi le sens de la déclaration de Gérard, secrétaire du conseil d'Etat. C'est la même politique de division qui, plus tard, amena la cession de la Louisiane aux Etats-Unis pour une somme qui ne pouvait nullement compenser l'importance de cette admirable possession. L'avenir nous montrera jusqu'à quel point cette politique de bascule était fondée et si le résultat a répondu aux espérances entretenues à cet égard. Quoi qu'il en soit, l'intervention de la France en faveur des Etats-Unis lui valut pour quelque temps les sympathies à peu près générales du peuple américain, tandis que la haine la plus profonde continuait à s'attacher au nom anglais.

La guerre de l'indépendance était à peine terminée que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se chargeaient réciproquement de violer les traités de paix. Ces deux puissances n'étaient point d'accord sur la clause relative aux nègres ou autres propriétés des Américains et chacune d'elles l'interprétait d'une manière différente. En outre, les troupes de Sa Majesté britannique continuaient à stationner sur la frontière américaine, du côté des grands lacs, et le gouvernement américain craignait, avec raison, l'influence que cette position leur donnait sur les tribus indiennes. D'un autre côté, les Etats-Unis étaient accusés par l'Angleterre de violer les [illegible] du traité relatif au paiement des dettes, à [illegible]ation des propriétés et aux poursuites ex[illegible]re cert[illegible] individus

pour le rôle qu'ils avaient pu jouer durant la guerre. Mais la plus grande cause d'irritation chez les Américains provenait du système commercial adopté et poursuivi par l'Angleterre.

Tant que les Etats-Unis furent de simples colonies, elles commercèrent librement et avantageusement avec les Antilles anglaises ; mais du moment où elles devinrent une nation indépendante, les ports de ces îles leur furent fermés par l'Angleterre en même temps que leurs relations avec les autres parties de l'empire britannique étaient interrompues par les rigueurs de l'acte de navigation. La république américaine devait, par suite de ces rigueurs, chercher elle-même sa fortune sur les mers et trouver de nouveaux canaux pour son commerce d'exportation. La Méditerranée était ouverte aux Américains, mais ils en étaient exclus par les pouvoirs barbaresques, et les conditions réglementaires qu'ils avaient à subir, dans les autres ports d'Europe, les décourageaient profondément. Avec la France, au contraire, régnait la plus parfaite harmonie. On n'avait pas oublié la conduite désintéressée de notre pays dans la guerre de l'indépendance, le dévouement chevaleresque de ses enfants et la bénédiction donnée par Voltaire, dans une circonstance solennelle, au petit-fils de Franklin.

Quand, quelques années après, la révolution de 1789 éclata, la générosité, la grandeur de vues de la France, dans ses relations commerciales avec les autres peuples, formèrent un contraste frappant avec l'égoïsme et les restrictions de la politique économique de l'Angleterre. La

France offrait d'entrer en arrangements commerciaux sur la base libérale d'une parfaite réciprocité. Pendant ce temps, le gouvernement anglais continuait à violer le traité de paix, refusait obstinément de conclure un traité de commerce avec les Etats-Unis, cherchait à soulever les tribus indiennes, lâchait les pirates d'Alger sur le commerce américain, insultait son pavillon et pillait ses navires dans toutes les parties du monde. Cette conduite si opposée des deux nations fit naître chez les Américains des sentiments très divers. Pendant que chez les uns régnait la haine la plus violente du nom anglais, chez d'autres, se dissimulait mal un vieil attachement à la Grande-Bretagne, et on regardait d'un œil jaloux les progrès de notre influence morale sur le nouveau continent. Ce dernier parti craignait que la France ne s'avisât encore une fois de reprendre le Canada et que, possédant la Louisiane et les bouches du Mississipi, elle ne revînt à ses vastes projets d'un empire colonial dans la belle vallée que ce puissant fleuve arrose.

Ces craintes se manifestèrent vers ce temps d'une façon assez plaisante. Notre célèbre Volney, voyageant seul à pied et portant sous son bras sa valise, passait un jour à Cincinnati qui n'était alors qu'un poste militaire et ne comptait que quelques misérables huttes de pionniers. Il s'arrêta dans cette localité pour s'y reposer et descendit dans une obscure auberge, le seul hôtel qu'elle possédât alors. Comme il était assez taciturne et que les Américains de Cincinnati ne comprenaient nullement le but scientifique de ses périgrina-

tions, on le prit pour un espion français et on fut tenté de lui faire un mauvais parti. On pensait sérieusement qu'il venait poser les jalons d'un grand empire français dans la vallée du Mississipi. Les Américains craignaient notre voisinage comme la pire des choses qui pût leur arriver, et de vieilles antipathies de race mal dissimulées se réveillant chez eux, l'emportèrent sur leurs préventions et leur jalousie contre l'Angleterre. C'est ainsi que les deux partis dont nous parlons se trouvèrent en présence. La contradiction de leurs vues, l'intensité de leur polémique ne firent que croître avec les progrès de la révolution française qui, bientôt, trouva de l'autre côté de l'Atlantique ses Montagnards et ses Girondins, les uns cherchant à modifier la constitution établie et à donner aux Etats-Unis les institutions républicaines de la France, pendant que les autres voulaient conserver les institutions anglaises et présentaient la liberté britannique comme le plus parfait modèle qu'il y eût au monde.

Thomas Jefferson, rédacteur de la déclaration d'indépendance et auteur des Notes sur la Virginie, ouvrage marqué au coin des idées philosophiques du XVIII[e] siècle, avait été ambassadeur des Etats-Unis en France de 1784 à 1789. A son retour, il fut choisi par Washington comme ministre des Affaires étrangères. Jefferson avait suivi pas à pas les progrès de notre révolution et vu de près les abus qui résultent du pouvoir royal. Il revint l'esprit imbu des idées révolutionnaires et convaincu qu'il fallait mettre un frein au pouvoir exécutif de la république américaine et en

limiter l'exercice. C'est lui qui affirme, dans ses mémoires, qu'au moment où la constitution américaine fut élaborée, quelques-uns de ses auteurs eussent préféré de beaucoup la forme monarchique. Hamilton, ministre des finances dans le même cabinet, était un de ces derniers.

Jefferson devint naturellement le chef du parti qui, par sympathie pour la France et par amour pour ses institutions, voulait ouvrir au commerce des Etats-Unis de nouveaux débouchés et conclure avec nous un traité de commerce, tandis que le secrétaire des finances, dont les sympathies étaient notoirement acquises à l'Angleterre et à ses institutions, favorisait le parti opposé et ne voyait aucun motif pour sacrifier les intérêts attachés à la politique commerciale actuelle des Etats-Unis. Ce schisme dans le cabinet formé par Washington plaçait le président dans une position difficile et, bien qu'il évitât alors de se prononcer, les événements qui s'accomplirent ultérieurement prouvèrent qu'il penchait plutôt du côté des institutions anglaises, et il exprima d'ailleurs plusieurs fois l'opinion que la république française ne pouvait durer. La presse devint l'écho des vues contradictoires qui divisaient le cabinet de Washington et chaque opinion eut son organe accrédité. La dissension fut poussée plus loin, et elle éclata dans le pays à propos d'un impôt nouveau établi sur les spiritueux. Les habitants de l'ouest de la Pensylvanie s'opposèrent par la force à la perception de cet impôt, frappant particulièrement les spiritueux fabriqués dans le pays. Mais cette opposition visait plutôt le mode de per-

ception que le principe même de la taxe et l'agitation fut facilement calmée.

Les progrès de la révolution française continuaient à être suivis en Amérique avec un intérêt croissant, mais dans un esprit très distinct chez les deux partis. Quand l'Assemblée nationale eut terminé ses travaux et que la constitution de 1789 fut mise au jour, le parti anglais exprima l'opinion que cette constitution ne pouvait durer et il ne cacha point le dégoût que l'influence de la populace sur les affaires politiques de la France lui faisait éprouver. Le parti français, au contraire, accueillit la constitution nouvelle par des applaudissements unanimes. Le système d'un seul corps représentatif fut présenté comme un exemple à suivre et préconisé comme pouvant parfaitement s'adapter à la constitution des Etats-Unis. Ce système, observait-on, était le plus rationnel; ceux qui le combattaient ne montraient autre chose que leur attachement à la forme monarchique et leurs préjugés aveugles en faveur de la Grande-Bretagne.

Mais lorsque, plus tard, les démocrates américains apprirent que la monarchie était renversée et que la France s'était constituée en république, leurs sympathies pour notre pays ne connurent plus de bornes. La guerre que les puissances absolutistes de l'Europe avaient déclarée à la France apparut à leurs yeux comme une croisade impie dirigée contre la liberté humaine et contre tous les gouvernements libres de la terre. La cause des Etats-Unis était engagée dans cette guerre ; la conservation de leur indépendance dépendait de son

issue. La coalition contre la France était aussi une coalition contre l'Amérique et si le despotisme triomphait en Europe, qui pouvait garantir qu'il ne chercherait pas un jour à s'établir dans le Nouveau-Monde ? Tel était le sentiment populaire aux Etats-Unis à notre égard. Mais le parti anglais était tout-puissant dans le gouvernement, et ce parti n'avait ni les mêmes sympathies pour nous, ni les mêmes craintes à l'égard de notre influence. L'existence de la république en France lui paraissait impossible. Les institutions civiles, les habitudes, les mœurs, disait ce parti, étaient essentiellement monarchiques, et ceux-là mêmes qui, deux ans seulement avant la déclaration d'indépendance, enseignaient aux habitants des colonies anglaises le catéchisme républicain et initiaient le peuple américain à une forme de gouvernement aussi inconnue pour lui que l'étaient les institutions de la Chine, ceux-là mêmes condamnaient la république française comme dangereuse et prématurée. Comment s'étonner si le peuple, jugeant ces hommes par leur peu de foi, les accusait d'être hostiles à la liberté et de nourrir, dans le fond de leur cœur, un secret penchant pour la monarchie ?

La France venait de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne et à la Hollande. La nouvelle de ce grand événement parvint aux Etats-Unis en avril 1793 et elle donna une nouvelle vivacité à la haine que le parti démocratique nourrissait contre le gouvernement anglais. Une paix de dix années n'avait pu éteindre encore le souvenir de la guerre de l'indépendance et la grande majorité

du peuple américain pensait qu'il était criminel de rester spectateur paisible de la lutte engagée entre la France et les anciens ennemis des Etats-Unis. Déjà des armements de corsaires se préparaient dans quelques-uns des ports de l'Union. Mais Washington en fut promptement informé et il appela l'attention de son cabinet sur ce sujet ainsi que sur la politique générale à suivre avec la France. Jefferson lui-même, malgré ses antécédents révolutionnaires et ses anciennes sympathies pour la France, se prononça un des premiers pour la neutralité.

Il fut décidé, à l'unanimité, qu'une proclamation dans ce sens serait adressée au peuple américain et qu'on interdirait, aux citoyens des Etats-Unis, de prendre une part quelconque aux hostilités maritimes avec ou contre aucun des pouvoirs belligérants, les avertissant de ne porter à aucun d'eux les articles définis contrebande de guerre et leur enjoignant de s'abstenir de tout acte incompatible avec les devoirs d'une nation amie. Cette proclamation de neutralité, préparée par l'avocat général et approuvée par le cabinet tout entier, fut signée par le président. Elle est la base de ce système de neutralité absolue dont le gouvernement américain ne s'est jamais départi dans les grandes luttes qui, depuis, ont bouleversé l'Europe.

Aujourd'hui, personne n'ose sérieusement discuter cet acte de neutralité; car le génie de la nation américaine devenu, comme celui de sa métropole originelle, exclusivement mercantile, est naturellement opposé à toute guerre de prin-

cipe. Mais, à l'époque révolutionnaire dont nous parlons, il existait encore aux Etats-Unis un certain esprit militant; quelque chose d'indécis se montrait dans le génie du peuple américain, qui cherchait alors sa voie; et, comme les intérêts matériels n'étaient point dominants, l'idée de neutralité fut vigoureusement attaquée par une grande partie du peuple. Le principe de neutralité, si hardiment proclamé, n'était, en effet, fondé sur aucune prévision constitutionnelle, et les attaques remontèrent jusqu'au Président de la république accusé hautement de sympathies pour l'Angleterre et taxé d'ingratitude envers la France.

La proclamation de l'acte de neutralité, en prouvant au parti démocratique des Etats-Unis qu'il ne comptait aucun appui sérieux dans le gouvernement, ne fit qu'augmenter son attachement pour les idées généreuses de la France. Ces idées avaient franchi la vaste étendue des mers et elles commençaient à prendre racine sur le nouveau continent. Des sociétés populaires s'étaient formées et elles exerçaient leur contrôle sur les actes du gouvernement. L'Amérique avait sa montagne et son club de jacobins. On y portait des toasts à la fraternité des peuples et on y parlait de modifications importantes dans la constitution américaine. Ce progrès des idées révolutionnaires fit naître des craintes sérieuses chez le parti opposé, et on commença à craindre que l'Amérique ne se jetât dans les bras de la France.

C'est alors que M. Jay reçut mission d'aller en Angleterre, en qu d'envoyé extraordinaire. Le président m cette mission: « La con-

fiance que je place en notre ministre plénipotentiaire actuel n'est pas diminuée, dit-il, mais une nouvelle mission, rendue nécessaire par la solennité des circonstances, annoncera au monde notre sollicitude pour le redressement amical de nos plaintes et notre répugnance à toute mesure d'hostilité. Venant directement des Etats-Unis, un tel représentant emportera avec lui une connaissance complète des idées et des sentiments de notre nation ; il saura ainsi soutenir nos droits avec fermeté et cultiver la paix avec sincérité. » Cet acte du président rendit son administration très impopulaire, et le traité qui en fut le résultat montre à quel point ses sympathies inclinaient vers l'Angleterre.

Ce traité stipulait que les postes militaires des grands lacs, occupés par les troupes anglaises, seraient abandonnés aux Américains ; que le gouvernement des Etats-Unis payerait 600,000 livres sterling aux sujets anglais porteurs de créances américaines, et que le droit de visite serait accordé à la marine de la Grande-Bretagne. Cette concession était estimée honteuse pour les Etats-Unis, car elle était l'abandon de leur principe favori, que le pavillon couvre la marchandise ; elle était de plus onéreuse à la France, car elle accordait à ses ennemis le privilège de saisir des marchandises françaises sous pavillon neutre. Ce traité, discuté dans le Sénat en séance secrète, contraste tristement avec la grandeur de vues de la France dans ses relations politiques et commerciales avec les Etats-Unis.

Les relations diplomatiques de la France et des

Etats-Unis, déjà fort embrouillées depuis l'arrivée de notre ambassadeur Genet, par suite de diverses circonstances issues de notre état de guerre avec l'Europe, devinrent plus froides et plus difficiles que jamais. Des altercations d'un caractère grave eurent lieu entre le pouvoir exécutif américain et l'envoyé de la république française, altercations à la suite desquelles les relations diplomatiques entre les deux pays furent suspendues pour quelque temps. Les agents diplomatiques des deux nations furent changés. M. Genet fut remplacé par M. Fouchet et M. Monroe vint à Paris prendre la place de M. Morris. Il y arriva peu après la chute et la mort de Robespierre. Il fut reçu avec enthousiasme par la Convention et les sentiments exprimés en cette circonstance furent si chaleureux et témoignèrent de si peu de rancune de la part de la France, qu'on vit les drapeaux des deux républiques flotter unis au-dessus de la tribune nationale. Peu après, M. Adet remplaça Fouchet. Il portait une lettre adressée par le Comité de salut public à la législature des Etats-Unis ; il emportait aussi le drapeau aux trois couleurs, comme un présent de la France à la république américaine. L'ambassadeur français remplit sa mission et, dans un discours adressé au président, il lui représenta la France luttant non seulement pour sa liberté, mais aussi pour l'indépendance du monde.

En présence de cette déclaration, la situation de Washington était embarrassante au plus haut degré et, dans sa réponse à notre ambassadeur, il montra que, depuis la proclamation de l'acte de neutralité, la république américaine, dans la

personne de son chef, n'avait pas même la liberté d'exprimer les idées auxquelles elle devait son existence. Comme on doit naturellement le supposer, le traité de 1795 avec la Grande-Bretagne amena des explications fort vives entre la France et les Etats-Unis. Les relations diplomatiques furent de nouveau interrompues, des navires américains furent saisis, et la guerre fut sur le point d'éclater entre les deux républiques. Washington fut de nouveau appelé à la tête des milices sous les armes, et si, à ce moment, le gouvernement de notre pays n'eût passé aux mains de Bonaparte, il est probable qu'une guerre funeste, préparée par la contradiction des idées révolutionnaires de la France et des intérêts mercantiles de la Grande-Bretagne, eût éclaté sur le nouveau continent.

La conduite politique des Etats-Unis, vis-à-vis des autres nations de l'Europe, a été tracée par Washington dans ses adieux au peuple américain, adieux qu'il publia au moment de quitter pour toujours la direction des affaires de la république. « Notre grande règle de conduite, vis-à-vis des nations étrangères, dit ce document, ou plutôt ce testament, consiste, en étendant nos relations commerciales avec elles, d'avoir le moins possible de rapports politiques avec leurs gouvernements respectifs. L'Europe a des intérêts d'ancienne date qui ne nous intéressent qu'à un faible degré. Elle doit, dès lors, être engagée fréquemment dans des controverses ou des querelles dont la cause est étrangère à nos affaires. Il ne serait pas sage, par conséquent, de nous laisser entraîner par

des liens artificiels dans les vicissitudes ordinaires de sa politique ou dans des collisions résultant de ses haines et de ses antipathies. Notre position insulaire et éloignée nous permet de suivre une marche différente. Pourquoi alors abandonner les avantages d'une position exceptionnelle ? Pourquoi irions-nous nous placer sur un terrain étranger ? Pourquoi irions-nous risquer notre avenir dans les différends de l'Europe et mettre notre paix et notre prospérité à la merci des caprices, des rivalités, des intérêts et de l'ambition des nations de l'ancien monde ? » Tels sont les conseils d'abstention systématique donnés par celui qui fut le premier président de la république américaine, conseils prudents qui sont devenus la base de la politique étrangère de tous ses successeurs et qui sont incarnés dans la maxime de Monroe : l'Amérique aux Américains.

Pendant que l'Europe était en feu et que les pouvoirs ébranlés des puissances monarchiques de l'ancien monde se coalisaient pour la destruction des idées libérales et généreuses incarnées dans l'âme de la France, les Etats-Unis vivaient dans la paix la plus profonde, développant, par leur industrie et leur commerce, les ressources naturelles de leur vaste territoire. Nous étions les soldats de la liberté, ils étaient les facteurs du monde. Le souvenir de la France s'effaça peu à peu et le parti attaché à ses idées rénovatrices disparut bientôt dans cette préoccupation exclusive des intérêts matériels qui est dans le génie de la nation américaine et qui règle sa conduite politique. Les démocrates de l'école révolution-

naire française ne sont plus, bien que le parti démocratique existe encore, et la jeune génération américaine, en apprenant l'influence profonde que notre grande révolution exerça un moment sur les Etats-Unis, apprend aussi à en méconnaître le généreux esprit. Notre grande épopée révolutionnaire, base de la France moderne, source de notre liberté et de notre égalité civile, trouve chez les historiens américains des détracteurs aussi passionnés qu'elle en rencontre encore en Angleterre et une haine commune des principes de 1789 se montre chez les deux peuples. Quelle en est la cause et comment se fait-il que les Anglais, whigs ou tories, n'aient jamais assez d'éloges pour la révolution américaine, pendant que les outrages les plus amers et les reproches les plus injustes sont trop souvent prodigués aux fondateurs de notre première république ?

La révolution américaine n'a été, à proprement parler, qu'une séparation commerciale de la Grande-Bretagne et de ses colonies. Le désaccord profond qui s'est manifesté à ce moment entre les deux peuples devait cesser avec les circonstances qui l'ont produit, et le cas serait le même si le Canada se séparait jamais de sa mère-patrie. On en trouve la preuve dans cette secrète sympathie qui existe aujourd'hui entre l'Angleterre et les Etats-Unis et que rien désormais ne paraît devoir troubler. Les Américains, qui ont avec les Anglais communauté de langue, de religion, de littérature, de mœurs, et dont le génie mercantile affecte le même caractère, ne pouvaient rester longtemps désunis une fois la guerre de l'indépendance ter-

minée. Il peut y avoir, entre les deux nations sœurs, rivalité d'intérêts, mais il n'y a point, il ne saurait y avoir antagonisme de principes et, malgré qu'une république les sépare, celle-ci, pas plus que l'Océan, n'est un abîme infranchissable. Les deux peuples, unis par le sang, par la tradition, par les mœurs, resteront unis. Il n'en saurait être autrement ; car, au fond, l'Amérique, c'est l'Angleterre portée à sa dernière puissance. Le développement extraordinaire des Etats-Unis, dans un milieu si propice, est d'ailleurs une grande force et une grande gloire pour la race anglo-saxonne qui se voit renaître de l'autre côté de l'Atlantique et se perpétue sur le nouveau continent dans d'admirables conditions.

La population des Etats-Unis, qui, au commencement de ce siècle, n'était que de 5.300.000 individus et de 12.800.000 en 1830, est aujourd'hui de 23 millions d'âmes. Que sera-t-elle dans dix ans, dans vingt ans, à la fin du siècle, si le puissant courant de l'émigration européenne qui vient la grossir ne se ralentit pas ? Elle sera assurément considérable et elle dépassera celle des Etats les plus peuplés de l'Europe. Un tel peuple, s'inspirant des mêmes traditions, parlant la même langue, possédant les mêmes mœurs, uni dans les mêmes institutions politiques, sociales et religieuses, tiendra une bien grande place sur le globe et les Américains seront certainement fondés à prendre le titre qu'ils ambitionnent déjà, celui d'être le premier peuple du monde, *the first people in the world*.

La puissance morale et civilisatrice de cette

vaste agglomération d'hommes, répandue sur un territoire susceptible de contenir une population égale à celle de l'Inde ou de la Chine, sera-t-elle en rapport avec ses immenses ressources matérielles et verrons-nous une autre Rome, plus pure et plus puissante que la Rome païenne, grandir sur les rives des deux Océans ? *That is the question*. Quoi qu'il en soit et quel que puisse être le rang que l'histoire impartiale assignera au peuple américain, il n'en sera pas moins un grand peuple, doué d'aptitudes remarquables, et qui, sur un sol vierge admirablement adapté à ses facultés, aura réalisé, avec un bonheur rare, toutes les merveilles qu'on peut attendre d'une civilisation matérielle portée à son plus haut degré.

Ici se terminent les notes recueillies par l'auteur pendant son séjour aux Etats-Unis. A son retour en France, il trouva les arbres bien petits, les rivières bien étroites, les passions politiques bien mesquines. Franchissant le vaste Océan, sa pensée se reporta plus d'une fois à ces forêts profondes qu'il avait parcourues, à ces puissants fleuves dont il avait descendu le cours, enfin, à ce peuple américain parmi lequel il a vécu, peuple actif, entreprenant, plein d'initiative et auquel les plus hautes destinées semblent promises.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Clermont (Oise). — Imprimerie Daix frères.



